

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1866

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER
6^e ANNÉE
JANVIER, FÉVRIER, MARS
1866

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1866

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — HAÏTI.

**Traité de commerce, de navigation et d'extradition
signé le 3 novembre 1864.**

La République d'Haïti et les États-Unis de l'Amérique, désirant rendre durables et solides l'amitié et la bonne entente qui règnent heureusement entre les deux nations et asseoir leurs relations commerciales sur les bases les plus libérales, ont résolu de fixer d'une manière claire, nette et positive, les règles qui devront être, à l'avenir, religieusement suivies, entre l'une et l'autre, au moyen d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, ainsi que d'extradition de criminels fugitifs.

Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir : le Président d'Haïti, le sieur *Boyer-Bazelais*, chef d'escadron, son aide de camp et son secrétaire; et le Président des États-Unis, le

sieur Benjamin F. Whidden, commissaire et consul général des États-Unis près la République d'Haïti; lesquels, après une mutuelle communication de leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Art. 1^{er}. Il y aura paix parfaite, solide et inviolable, et amitié sincère entre la République d'Haïti et les États-Unis d'Amérique, dans toute l'étendue de leurs possessions et territoires, et entre leur peuple et leurs citoyens, respectivement, sans distinction de personnes ni de lieux.

Art. 2. La République d'Haïti et les États-Unis d'Amérique, désirant vivre en paix et en harmonie avec toutes les autres nations de la terre, au moyen d'une politique franche et également amicale envers toutes, sont convenus que toute faveur, exemption, privilèges ou immunités quelconques, en matière de commerce ou de navigation, que l'une des deux parties a accordés ou pourra, par la suite, accorder aux citoyens ou sujets de tout autre gouvernement, nation, ou État, s'étendront, en identité de cas et de circonstances, aux citoyens de l'autre partie contractante, gratuitement, si la concession en faveur de cet autre gouvernement, nation ou État, a été gratuite; ou en retour d'une compensation équivalente, si la concession a été conditionnelle.

Art. 3. Si, par quelque fatalité, (à laquelle on ne peut s'attendre et que Dieu détourne!) les deux nations venaient à être en guerre entre elles, un délai de six mois, après la déclaration d'une telle guerre, sera accordé aux négociants et autres citoyens et habitants, respectivement de chaque côté, durant lequel délai, ils seront libres de se retirer avec leurs effets et mobiliers, qu'ils auront le droit d'emporter, de faire partir ou de vendre, comme bon leur semblera, sans le moindre empêchement; et ne pourront leurs effets, pas plus que leurs personnes, être saisis durant ce délai de six mois; cette immunité ne doit être, en aucune manière, entendue comme empêchant l'exécution des engagements civils et commerciaux existants; tout au contraire, des passe-ports, qui seront valables pour le temps que nécessitera leur retour, leur seront donnés pour leurs navires et les effets qu'ils voudront emporter ou expédier, et de tels passe-ports seront un sauf-conduit contre les insultes et les captures que des corsaires pourraient tenter contre leurs personnes et leurs effets.

Art. 4. Ni l'argent, ni les créances, ni les actions dans les fonds publics ou dans les banques, ni aucune autre propriété de l'une ou de l'autre partie, ne pourront jamais, en cas de guerre ou de différend national, être séquestrés ou confisqués.

Art. 5. Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes résidant ou établis sur le territoire de l'autre, seront exempts de toute obligation au service militaire, sur terre comme sur mer, de tous

emprunts forcés et de toutes exactions ou réquisitions militaires ; ils ne pourront pas non plus être obligés à fournir contribution en aucune manière plus fortement ou autrement que les nationaux.

Art. 6. Il sera permis aux citoyens de chacune des Parties contractantes d'entrer, de séjourner, de s'établir et de résider dans toutes les parties du territoire de l'autre ; d'entreprendre le commerce, de louer et d'occuper des magasins, pourvu qu'ils se soumettent aux lois tant générales que spéciales concernant le droit de voyager, de résider et de commercer. Tout le temps qu'ils se conformeront aux lois et aux règlements en vigueur, ils seront libres de diriger eux-mêmes leurs propres affaires, sous la juridiction de l'une ou de l'autre partie, respectivement, tant à l'égard de la consignation et de la vente de leurs marchandises, qu'à l'égard du chargement, du déchargement, et de l'expédition de leurs navires. Ils pourront aussi employer tels agents ou courtiers qu'ils jugeront convenable d'employer, mais il est clairement entendu que ces agents sont aussi soumis à la même loi.

Les citoyens des parties contractantes auront libre accès près les tribunaux de justice dans toutes les causes où ils seront intéressés, aux mêmes conditions que les lois et les usages du pays imposent aux nationaux ; fournissant des sûretés dans les cas requis. A l'effet de quoi, ils pourront employer, pour défendre leurs intérêts et leurs droits, tels avocats, procureurs, chargés d'affaires et autres agents qu'ils jugeront convenable de nommer, conformément aux lois et usages du pays.

Art. 7. Aucun examen ni inspection des livres, papiers ou comptes des citoyens de l'un des deux pays résidant dans les limites de la juridiction de l'autre, ne pourra avoir lieu, sans un ordre légal émané d'un tribunal ou d'un juge compétent.

Art. 8. Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, résidant sur le territoire de l'autre, jouiront d'une entière liberté de conscience. Ils ne seront ni inquiétés, ni molestés à cause de leurs opinions religieuses et de leur culte, pourvu qu'ils respectent les lois et les coutumes établies du pays. En outre, les corps des citoyens de l'une des parties, qui viendront à décéder sur le territoire de l'autre, seront enterrés dans les cimetières publics, ou dans tous autres lieux convenables de sépulture, qui seront protégés contre toute violation ou toute insulte par les autorités locales.

Art. 9. Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans la juridiction de l'autre la faculté de disposer de leurs biens mobiliers par vente, donation, testament, ou autrement ; et, leurs successeurs, citoyens de l'autre partie contractante, pourront hériter de leurs biens mobiliers soit par testament, soit *ab intestat*. Ils pourront en prendre possession soit par eux-mêmes, soit par des

liers agissant pour eux, comme ils le voudront, et en disposer sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont assujettis, dans les mêmes circonstances, les citoyens du pays, où sont situés lesdits biens mobiliers. En l'absence de successeur, il sera pris du bien les mêmes soins qu'en pareille occurrence, la loi ordonne de prendre du bien d'un national, et ce, tandis que celui qui y aura légitimement droit, prendra ses mesures pour se l'assurer. Si parmi les prétendants, il s'élève une contestation sur la légitimité de leur droit respectif à la propriété, cette contestation sera jugée par les tribunaux de justice du pays où le bien est situé.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes conviennent par ces présentes, que les produits, articles manufacturés et marchandises de toutes sortes d'un pays étranger quelconque, qui peuvent être importés aux États-Unis par leurs propres navires, pourront l'être également par navires d'Haïti, et qu'il ne sera imposé ou prélevé des droits plus élevés ou autres, sur le tonnage ou la cargaison des navires que ceux imposés ou prélevés sur les navires de la nation la plus favorisée. Et, réciproquement, les produits, articles manufacturés et marchandises de toutes sortes d'un pays étranger quelconque, qui peuvent être de temps à autre légalement importés à Haïti par ses propres navires, pourront l'être également par navires appartenant aux États-Unis; et, il ne sera imposé ni prélevé des droits plus forts ou autres, sur le tonnage de la cargaison, que ceux imposés ou prélevés sur les navires de la nation la plus favorisée.

Art. 11. Il est de même convenu, par les présentes, que tout ce qui pourra être légalement exporté ou réexporté d'un des deux pays dans un pays étranger quelconque, pourra être également exporté ou réexporté par les navires de l'autre; et les mêmes droits seront prélevés, les mêmes primes et drawbacks seront accordés que pour les navires de la nation la plus favorisée.

Il est aussi entendu que les principes ci-dessus seront appliqués, que les navires aient été expédiés directement des ports de la nation à laquelle ils appartiennent ou des ports de toute autre nation.

Art. 12. Les dispositions de ce traité ne doivent pas être entendues comme s'appliquant au commerce de cabotage des Parties contractantes, lequel demeure respectivement réservé, par chacune d'elles, pour être réglé exclusivement par ses propres lois.

Art. 13. Aucun droit plus élevé ou autre ne sera imposé sur l'importation aux États-Unis d'un article quelconque, du crû, de la production ou de la fabrication d'Haïti ou de ses pêcheries; aucun droit plus élevé ou autre ne sera imposé sur l'importation en Haïti d'un article quelconque du crû, de la fabrication des États-Unis ou de leurs pêcheries, que ceux qui sont ou seront payés pour les mêmes articles

du crû, de la production, de la fabrication de tout autre pays étranger, ou de ses pêcheries.

Il ne sera imposé de droits ou frais autres ou plus élevés aux États-Unis, sur l'exportation d'un article quelconque pour Haïti, ni en Haïti sur l'exportation d'un article quelconque pour les États-Unis, que ceux qui sont ou seront payés, à l'exportation des mêmes articles pour n'importe quel pays étranger.

Aucune prohibition ne sera établie contre l'importation des ports des États-Unis à ceux d'Haïti ou de ceux d'Haïti à ceux des États-Unis, d'un article du crû, de la production, de la fabrication des États-Unis ou de leurs pêcheries, ou d'Haïti et de ses pêcheries, qui ne s'étendra également à tout autre pays étranger.

Art. 14. Il est convenu par les présentes que si l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes venait par la suite à établir des droits différentiels sur les produits de tout autre nation, l'autre partie aura la faculté de déterminer l'origine de ses propres produits, destinés à entrer dans le pays où les droits différentiels sont établis.

Art. 15. Toutes les fois que les citoyens de l'une ou de l'autre des Parties contractantes se trouveront forcés de chercher refuge ou asile, dans les fleuves, les ports ou les possessions de l'autre, avec leurs navires, soit de commerce, soit de guerre, par suite de mauvais temps, de poursuite de pirates ou d'ennemis, ou de manque de provisions, ou d'eau, ils seront accueillis et traités avec humanité, recevant toute facilité et protection pour réparer leurs navires et se mettre en état de continuer leur voyage sans obstacle ni empêchement d'aucune sorte.

Et les dispositions de cet article seront applicables aux corsaires, ou navires privés de guerre aussi bien qu'aux navires publics de guerre, jusqu'à ce que les deux Hautes Parties contractantes aient abandonné ce mode d'hostilité, par suite de l'abandon général du droit de capturer la propriété privée sur les hautes mers.

Art. 16. Quand un navire de l'une des Parties aura fait naufrage, aura échoué ou aura été autrement endommagé sur les côtes ou dans la juridiction de l'autre, les citoyens, respectivement, recevront pour eux-mêmes aussi bien que pour leurs navires et leurs effets, la même assistance qui eût été due, en pareil cas, aux habitants du pays où l'accident est survenu, et ils seront dans l'obligation de payer les mêmes dépenses et les mêmes frais de sauvetage qu'en semblable circonstance auraient payés les mêmes habitants.

Si les réparations qu'exige un navire échoué rendent nécessaire le déchargement de la totalité ou d'une partie quelconque de sa cargaison, il ne sera payé sur la cargaison qui aura été remportée, d'autres droits de douane, frais et rétributions, que ceux qu'auraient eu à payer, en pareil cas, les navires nationaux.

Art. 17. Il sera permis aux citoyens de l'une ou de l'autre république de faire voile avec leurs navires et marchandises (les articles de contrebande exceptés) en toute liberté et en toute sécurité, et sans distinction aucune relativement aux propriétaires des marchandises chargées sur ces navires, d'un port quelconque vers les places de ceux qui sont actuellement ou pourront être par la suite en état d'hostilité avec l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Il sera également permis aux citoyens susdits de faire voile avec leurs navires et marchandises susmentionnées et de commercer avec la même sécurité, non-seulement des ports et des places de ceux qui sont ennemis des deux Parties ou de l'une d'elles, aux ports de l'autre et aux ports neutres, mais aussi d'une place appartenant à un ennemi, que ces places soient sous la juridiction d'une ou de plusieurs puissances, excepté si lesdits ports ou places sont bloqués, assiégés ou investis.

Art. 18. Et comme il arrive fréquemment que des navires partent pour un port ou une place appartenant à l'ennemi, sans savoir que ces points sont assiégés, bloqués ou investis, il est ici convenu entre les Hautes Parties contractantes, que tout navire qui se trouvera dans ce cas pourra être envoyé de ces ports ou places, mais ne sera pas détenu, ni aucune partie de sa cargaison, si elle n'est de contrebande, ne sera confisquée, à moins qu'après l'avis d'un tel blocus ou d'un tel investissement le même navire ne tentât encore d'entrer. Mais il lui sera permis d'aller vers tout autre port ou place, selon son désir, pourvu que ces derniers points ne soient ni bloqués, ni assiégés, ni investis. Les navires de l'une ou de l'autre des deux Parties qui seraient entrés, dans de tels ports ou places, avant que ces ports ou places, eussent été effectivement assiégés, bloqués ou investis par l'autre, ne seront pas empêchés de les quitter, avec leurs chargements, et s'ils y sont trouvés après la réduction ou la reddition de la place, ils ne seront pas sujets à confiscation, mais devront être remis à leurs propriétaires.

Art. 19. Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent comme permanents et immuables les principes ci-après, à savoir :

1° Que le navire libre fait la marchandise libre, c'est-à-dire, que les effets et marchandises, appartenant aux sujets ou aux citoyens d'une puissance ou d'un État en guerre, ne peuvent être ni saisis ni confisqués, si on les trouve à bord d'un navire neutre, à moins que ce ne soient des articles de contrebande de guerre.

2° Que la propriété des neutres à bord d'un navire ennemi n'est pas sujette à confiscation, à moins qu'elle ne soit contrebande de guerre.

La même neutralité s'étend aux personnes trouvées à bord d'un navire neutre, avec cette conséquence, à savoir que, quoique ces per-

sonnes puissent être des ennemis des deux Parties ou de l'une d'elles, elles ne pourront pas être enlevées dudit navire, à moins que ce ne soient des officiers ou des soldats au service actuel de l'ennemi. Les Parties contractantes s'engagent à appliquer ces principes au commerce et à la navigation de toutes les puissances et de tous les États qui consentiront à les adopter comme permanents et immuables.

Art. 20. La liberté de navigation et de commerce s'étendra à toutes sortes de marchandises, à l'exception, seulement, de celles désignées sous le nom de contrebande de guerre, et sous ce nom sont compris :

1° Les canons, mortiers, obusiers, pierriers, espingoles, mousquets, fusils, mousquetons, carabines, pistolets, piques, épées, sabres, lances, javelines, hallebardes, grenades, bombes, poudre, mèches, boulets, et tout ce qui tient à l'emploi des armes.

2° Les boucliers, casques, cuirasses, cottes de maille, accoutrements et vêtements militaires confectionnés dans la forme et pour un service militaire.

3° Les ceinturons de cavalerie et les chevaux avec leurs harnais.

4° Et généralement toutes armes offensives et défensives fabriquées avec du fer, de l'acier, du cuivre, de l'airain, ou avec toute autre préparation et dans le but de faire la guerre par terre ou par mer.

Art. 21. Toutes autres marchandises et tous autres articles, non compris parmi ceux de contrebande explicitement énumérés et classés comme dessus, seront considérés libres et objets d'un commerce libre et légal, et pourront ainsi être transportés de la manière la plus libre, par les citoyens des deux Parties contractantes, même à des places appartenant à l'ennemi, à l'exception de celles de ces places qui se trouveront actuellement assiégées ou bloquées.

Art. 22. En temps de guerre, les bâtiments du commerce appartenant aux citoyens de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui seront expédiés pour un port ennemi de l'une des deux Parties, seront, si leur voyage et les articles de leur chargement fournissent de justes motifs de suspicion, tenus d'exhiber non-seulement leurs passe-ports, mais encore les certificats dont ils sont porteurs pour prouver que leurs marchandises ne sont pas de la qualité de celles spécifiées comme contrebande par ce traité.

Art. 23. Pour éviter toutes sortes de vexation et d'abus dans l'examen des papiers concernant la propriété des navires appartenant aux citoyens des Parties contractantes, il est convenu par les présentes, que, lorsque l'une des parties se trouvera en guerre et que l'autre sera neutre, les bâtiments de la partie neutre seront munis de passe-ports, afin qu'il soit par là évident qu'ils appartiennent réellement à des citoyens de la partie neutre. Ces passe-ports seront valables pour

un nombre quelconque de voyages, mais seront renouvelés tous les ans.

Si les bâtiments sont chargés, il leur sera, en outre des passe-ports susmentionnés, fourni des certificats, dressés en due forme et délivrés par les officiers du port d'embarquement, afin que l'on puisse savoir si lesdits bâtiments sont porteurs d'articles de contrebande. Et s'il n'appert pas de ces certificats qu'il existe à bord des articles de contrebande, les bâtiments seront laissés libres de poursuivre leur voyage, S'il résulte, au contraire, de ces certificats que des articles de contrebande existent sur un tel navire, et si le commandant de ce navire offre de s'en dessaisir, cette offre sera acceptée, il lui en sera délivré reçu et le navire sera laissé libre de continuer son voyage, à moins que les articles de contrebande ne soient en trop grande quantité pour pouvoir être commodément reçus à bord du navire de guerre ou du corsaire. Dans ce dernier cas, comme dans tous les autres cas d'une juste détention, le navire sera dirigé sur le port le plus voisin, le plus sûr et le plus convenable pour la délivrance desdits articles.

Dans les cas où un bâtiment n'aura pas été muni d'un passe-port ou de certificats, dont il est nécessaire qu'il soit pourvu d'après ce que dessus, un tel cas sera examiné par un juge ou un tribunal compétent; et s'il appert d'autres documents ou d'autres preuves, admissibles suivant les us et coutumes des nations, que le bâtiment appartient aux citoyens ou aux sujets de la partie neutre, il ne sera pas confisqué, mais sera relâché avec son chargement (les articles de contrebande exceptés) et sera laissé libre de poursuivre son voyage.

Art. 24. Afin de prévenir tout désordre dans la visite et l'examen des bâtiments et des cargaisons des deux Parties contractantes sur les hautes mers, il est ici convenu que, lorsqu'un navire de guerre rencontrera un bâtiment neutre de l'autre Partie contractante, le premier se tiendra à une distance convenable, et enverra sa chaloupe avec seulement deux ou trois hommes, pour qu'ils effectuent l'examen des papiers relatifs à la propriété du bâtiment et de son chargement, sans se livrer à aucune exaction, violence ou mauvais traitement, ce dont les commandants desdits navires armés seront responsables de leurs personnes et de leurs biens. Pour cet effet les commandants de tous navires privés armés devront, avant de recevoir leurs commissions, fournir une garantie suffisante pour répondre de tous les dommages qu'ils pourront occasionner; et il est ici convenu et entendu que la partie neutre ne sera, dans aucun cas, appelée sur le navire visitant, ni pour la présentation de ses papiers ni pour aucun autre motif quelconque.

Art. 25. Il est expressément convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que les stipulations ci-dessus concernant la conduite à

tenir sur mer par les croiseurs de la partie belligérante envers les bâtimens de la partie neutre ne seront applicables qu'aux bâtimens voyageant sans convoi ; que lorsque lesdits bâtimens seront convoyés, l'intention des Parties étant d'observer tous les égards dus à la protection du pavillon qui flotte sur les navires publics, il ne sera pas permis de les visiter ; mais que la déclaration verbale du commandant du convoi, que les bâtimens escortés par lui appartiennent à la nation dont il porte le pavillon et n'ont à leur bord aucun article de contrebande, sera considérée comme entièrement suffisante par les croiseurs respectifs, les deux Parties s'engageant réciproquement à ne pas admettre sous la protection de leurs convois des bâtimens qui seraient porteurs d'articles de contrebande destinés à un ennemi.

Art. 26. Toutes les fois que des bâtimens seront capturés ou détenus pour être conduits dans un port, sous la charge d'apporter à l'ennemi des articles de contrebande, le capteur devra fournir reçu de ceux des papiers du bâtiment qu'il aura retenus, lequel reçu sera annexé à une copie desdits papiers ; et il ne sera pas permis de briser ou d'ouvrir les panneaux, coffres, malles, barils, colis ou vases trouvés à bord, ni d'enlever la moindre partie des effets, à moins que le chargement ne soit transporté à terre en présence des officiers compétents et qu'il n'en soit, par eux, dressé inventaire. Il ne sera pas non plus permis de vendre, d'échanger ni d'aliéner d'aucune façon lesdits articles de contrebande, sans qu'il y ait eu poursuite légale, et que le juge ou les juges compétents aient prononcé contre de tels articles sentence de confiscation.

Art. 27. Afin que des soins convenables soient pris des bâtimens et de leurs chargemens, et que toutes malversations soient empêchées, en temps de guerre, il est ici convenu qu'il ne sera pas permis d'éloigner du bord le maître, le commandant ou le subrécargue d'un bâtiment capturé, durant le temps que ce bâtiment sera encore en mer après la capture, ou durant la procédure qui se poursuivra contre ledit bâtiment, sa cargaison ou tout ce qui y a trait ; et, dans tous les cas où un bâtiment appartenant à des citoyens de l'une ou de l'autre Partie aura été capturé, confisqué et détenu pour être adjugé, ses officiers, ses passagers et son équipage devront être traités avec hospitalité. Ils ne devront pas être emprisonnés, ni être privés d'aucune partie de leurs vêtemens, et de la possession de leur argent, n'excédant pas pour le capitaine, le subrécargue, le second et les passagers, chacun, cinq cents dollars, et pour les matelots, chacun, cent dollars.

Art. 28. Il est de plus convenu que, dans tous les cas, les cours établies pour le jugement des prises seront, dans le pays où les prises seront amenées, seules habiles à en connaître. Et, toutes les fois qu'un

tel tribunal de l'une ou de l'autre Partie aura prononcé son jugement contre un navire, des marchandises ou des propriétés réclamées par des citoyens de l'autre Partie, la sentence ou le décret devra mentionner les raisons et les motifs sur lesquels on s'est fondé ; et copie authentique de cette sentence ou de ce décret et de toute la procédure y relative sera, sur sa demande, délivrée au capitaine ou à l'agent dudit bâtiment, et ce, sans délai et moyennant paiement des frais légaux.

Art. 29. Quand des navires de guerre des deux Parties contractantes, ou des navires appartenant à leurs citoyens et armés en guerre, seront admis à entrer, avec leurs prises, dans les ports de l'une ou de l'autre Partie, ils ne seront obligés de payer aucun droit ni aux officiers de la place, ni aux juges, ni à tous autres ; les prises, quand elles arriveront et entreranno dans les ports d'une des Parties, ne seront non plus ni arrêtées ni saisies, et les officiers de la place ne pourront faire aucune perquisition sur la légalité de telles prises ; mais les navires pourront, en tout temps hisser leurs voiles, partir et conduire leurs prises vers les lieux mentionnés dans leurs commissions, que les commandants desdits navires seront tenus d'exhiber. Il est entendu toutefois, que les privilèges conférés par cet article ne s'étendront pas au-delà de ceux accordés soit par la loi, soit par traité avec la nation la plus favorisée.

Art. 30. Il ne sera pas permis à des corsaires étrangers, qui tiennent leurs commissions d'un prince ou d'un État en guerre avec l'une des deux Nations, d'équiper leurs navires dans les ports de l'une ou de l'autre, d'y vendre ni d'y échanger, en aucune façon, leurs prises ; il ne leur sera pas non plus permis de s'y procurer des provisions, excepté ce qui leur sera nécessaire pour aller vers le port le plus voisin appartenant au prince ou à l'État de qui ils tiennent leurs commissions.

Art. 31. Aucun citoyen d'Haïti ne pourra demander à un prince ou à un État en guerre avec les États-Unis, ni accepter d'eux des commissions ou des lettres de marque en vue d'armer un ou des navires pour être employés comme corsaires contre lesdits États-Unis, ou l'un desdits États, ni contre les citoyens, le peuple, ou les habitants des dits États ou de l'un d'eux, ou contre les propriétés d'aucun de leurs habitants. Les citoyens desdits États-Unis ne pourront pas, non plus, demander à aucun prince ou à aucun État en guerre avec la République d'Haïti ni accepter d'eux des commissions ou des lettres de marque, en vue d'armer un ou des navires pour être employés comme corsaires contre les citoyens ou les habitants d'Haïti ou contre les propriétés d'aucun d'eux. Et, si une personne quelconque de l'une ou de l'autre nation accepte de telles commissions ou de telles lettres de marque, cette personne sera punie conformément aux lois respectives de chaque pays.

Art. 32. Les Hautes Parties contractantes, désirant éviter toute inégalité dans leurs communications publiques et dans leurs rapports officiels, sont convenues d'accorder à leurs envoyés, Ministres et autres Agents diplomatiques les mêmes faveurs, privilèges, immunités, et exemptions dont jouissent ou jouiront les nations les plus favorisées; et, il demeure entendu que, quels que soient les faveurs, privilèges, immunités et exemptions que les États-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti jugeront à propos de conférer aux Envoyés, Ministres et autres Agents diplomatiques d'une puissance étrangère quelconque, ces privilèges, etc., seront par le même acte, étendus aux agents de chacune des Parties contractantes.

Art. 33. Afin de protéger plus efficacement le commerce et la navigation de leurs citoyens respectifs, les États-Unis d'Amérique et la République d'Haïti sont convenus d'admettre et de recevoir, mutuellement, des Consuls et Vice-Consuls dans tous leurs ports ouverts au commerce extérieur; lesquels jouiront, dans l'étendue de leurs circonscriptions consulaires, de tous leurs droits, prérogatives et immunités des Consuls et Vices-Consuls de la nation la plus favorisée.

Art. 34. Pour que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des droits, prérogatives et immunités attachés au caractère public dont ils sont revêtus, ils devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions officielles, exhiber au Gouvernement près duquel ils sont accrédités leurs commissions ou lettres patentes en due forme; et lorsqu'ils auront obtenu leur *exequatur*, ils seront reconnus, dans leur caractère officiel, par les autorités, les magistrats et les habitants de la circonscription consulaire de leur résidence.

Art. 35. Il est aussi convenu que les Consuls, leurs secrétaires, officiers et autres personnes attachés à leur service, s'ils ne sont pas citoyens du pays où réside le Consul, seront exempts de tous impôts, taxes et contributions, à l'exception de ceux qu'ils seront obligés de payer à cause de leur commerce et de leurs propriétés, et auxquels sont assujettis les citoyens ou les habitants du pays où ils résident, qu'ils soient natifs ou étrangers, étant, en outre, en tout soumis aux lois des États respectifs. Les archives et les papiers des consulats seront inviolablement respectés; et, sous aucun prétexte, ne sera-t-il permis à une personne, à un magistrat ou à une autorité publique quelconque de les saisir, ou de s'en mêler d'aucune façon.

Art. 36. Lesdits Consuls et Vice-Consuls auront le pouvoir de requérir l'assistance des autorités du pays, à l'effet d'arrêter, de détenir et de faire garder en dépôt les déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leur pays. Pour cela, ils devront s'adresser aux tribunaux, juges et officiers compétents, et devront, par écrit, demander la remise de ces déserteurs, en prouvant par l'exhibition des re-

gistes des navires, des rôles d'équipages ou d'autres documents officiels que de tels individus font partie de l'équipage. Et, la réclamation étant établie, la remise des déserteurs ne pourra pas être refusée. A leur arrestation, les déserteurs seront mis à la disposition des Consuls et Vice-Consuls, et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la requête et aux frais de ceux qui les auront réclamés, pour être ensuite envoyés aux navires auxquels ils appartiennent ou à tous autres navires du même pays. Mais si, dans les trois mois du jour de leur arrestation, ils n'étaient pas renvoyés chez eux, ils seront alors remis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 37. En vue de protéger d'une manière plus efficace leur commerce et leur navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par les présentes, de conclure, aussitôt que les circonstances le permettront par la suite, une Convention consulaire qui énoncera spécialement les pouvoirs et les immunités des Consuls et des Vice-Consuls des Parties respectives.

Art. 38. Il est convenu que les Hautes Parties contractantes, sur réquisitions faites en leur nom par l'intermédiaire de leurs Agents diplomatiques respectifs, devront livrer aux mains de la justice les personnes qui, accusées des crimes énumérés en l'article ci-après qu'elles auront commis dans l'étendue de la juridiction de la Partie requérante, se seront ensuite réfugiées ou auront été trouvées sur le territoire de l'autre ; *pourvu* qu'il n'en soit ainsi que lorsque le fait de la perpétration du crime soit tellement établi qu'il eût justifié leur prise de corps et leur mise en jugement si le crime avait été commis dans le pays où seront trouvées les personnes ainsi accusées. En tout quoi les tribunaux dudit pays procéderont et décideront suivant leurs propres lois.

Art. 39. Seront livrées, conformément aux clauses du présent traité, les personnes qui seront accusées de l'un des crimes ci-après, à savoir : meurtre (assassinat, parricide, infanticide et empoisonnement compris) ; tentative de meurtre ; piraterie, rapt, faux ; contrefaçon de monnaie ; mise en circulation de faux papiers ; crime d'incendie ; vol, ainsi que détournement pratiqué par des officiers publics ou par des personnes prises à gages ou salariées, au détriment de leurs patrons, quand ces crimes entraînent des peines infamantes.

Art. 40. La remise de l'accusé de la part de chaque pays, sera faite seulement par l'autorité exécutive et les frais de détention et de remise, faits en vertu des articles précédents, seront à la charge de la Partie demanderesse.

Art. 41. Les dispositions des articles précédents, relatives à l'extradition des criminels fugitifs, ne s'appliqueront pas à des infractions commises avant la date des présentes, ni à celles ayant un caractère

politique. Aucune des Parties contractantes ne sera tenue, par ce traité, de livrer ses propres citoyens.

Art. 42. Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de huit années à partir de la date de l'échange des ratifications; et, si, un an avant l'expiration de cette période, ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne notifie à l'autre son intention d'y mettre fin, ledit traité continuera à être en vigueur d'année en année, jusqu'au terme d'une année après notification officielle faite en vue d'y mettre fin, comme il est dit plus haut.

Art. 43. Le présent traité sera, des deux côtés, soumis à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respectives de chacune des Parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Washington, dans les six mois à partir de cette date, ou plus tôt si c'est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, rédigés tant en anglais qu'en français, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait double, en la ville de Port-au-Prince, le troisième jour de Novembre, de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) *Signé* : BOYER BAZELAIS.

(L. S.) *Signé* : B. F. WHIDDEN.

**Convention télégraphique internationale conclue à Paris,
le 17 mai 1865.**

S. M. l'Empereur des Français, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, S. A. royale le Grand-Duc de Bade, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi de Danemark, S. M. la Reine des Espagnes, S. M. le Roi des Hellènes, la Ville libre de Hambourg, S. M. le Roi de Hanovre, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Saxe, S. M. le roi de Suède et de Norvège, la Confédération suisse, S. M. l'Empereur des Ottomans, S. M. le roi de Wurtemberg,

Également animés du désir d'assurer aux correspondances télégraphiques échangées entre leurs États respectifs les avantages d'un tarif simple et réduit, d'améliorer les conditions actuelles de la télégraphie internationale, et d'établir une entente permanente entre leurs États, tout en conservant leur liberté d'action pour les mesures qui n'intéressent point l'ensemble du service,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, des ordres de Saint-Étienne d'Autriche, du Danebrog de Danemark, de Charles III d'Espagne, du Sauveur de Grèce, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, du Lion Néerlandais, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, des Séraphins de Suède, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Sa M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, M. le prince Richard de *Metternich-Winneburg*, duc de Portella, comte de Kœnigswart, son chambellan et conseiller intime actuel, grand d'Espagne de première classe, grand-croix de son ordre impérial de Léopold, de l'ordre d'Albert de Saxe, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

S. A. Royale le Grand-Duc de Bade, son conseiller intime actuel, M. le baron Ferdinand Alésina de *Schweizer*, grand-croix de l'ordre du Lion de Zaehringen, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi de Bavière, M. le baron Auguste de *Wendland*, son chambellan, grand commandeur de l'ordre du Mérite de la Couronne, grand-croix de son ordre de Saint-Michel, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de son ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur du nombre extraordinaire des ordres de Charles III et Isabelle la Catholique d'Espagne, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi de Danemark, le comte Léon de *Moltke-Hvitfeldt*, son chambellan, commandeur de l'ordre du Danebrog et décoré de la croix d'argent, grand-croix des ordres du Sauveur de Grèce, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, commandeur de l'ordre de la Tour et de l'Épée du Portugal, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. la Reine des Espagnes, M. Alexandre *Mon*, ancien président du conseil des ministres et de la chambre des députés, député aux Cortès, grand-croix de l'ordre royal de Charles III, de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le roi des Hellènes, M. Phocion *Roque*, son plénipotentiaire, officier de son ordre royal du Sauveur et de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.

La Ville libre de Hambourg, M. Jean Hermann *Heeren*, docteur en droit, ministre résident des villes libres d'Allemagne près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi de Hanovre, M. le baron Charles de *Linsingen*, son conseiller intime de légation, officier de son ordre royal des Guelphes, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le roi d'Italie, M. le chevalier Constantin *Nigra*, grand-croix de son ordre des Saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi des Pays-Bas, M. Léonard-Antoine *Lightenwelt*, grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, M. le vicomte de *Paiva*, pair du royaume, grand-croix de l'ordre de la Conception de Villa-Viçosa, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le Roi de Prusse, M. le comte Henri-Louis-Robert de *Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle rouge de première classe et de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand-croix de l'ordre de l'aigle blanc de Russie, de l'ordre impérial du Medjidié de Turquie, de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. le baron André de *Budberg*, son conseiller privé, grand-croix des ordres impériaux de Saint-Alexandre-Newsky et de l'Aigle blanc, chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir de deuxième classe, grand-croix de l'ordre impérial de Sainte-Anne et des ordres de la Légion d'honneur, de l'Aigle rouge de Prusse, de la Couronne de fer d'Autriche, du Danebrog de Danemark, des Guelphes de Hanovre, etc., etc., etc., son ambassadeur

extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le roi de Saxe, M. le baron Albin-Léo de *Seebach*, son conseiller intime et chambellan, grand-croix de son ordre royal du Mérite, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre de la Couronne de fer d'Autriche de première classe, de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse de deuxième classe, grand-croix de l'ordre de la branche Ernestine de Saxe, des ordres de l'Aigle blanc et de Sainte-Anne de Russie, décoré de l'ordre du Medjidié de deuxième classe, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. le roi de Suède et de Norvège, M. Georges-Nicolas, baron *Adelswärd*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire de Suède, grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf de Norvège, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

La Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre, plénipotentiaire de ladite Confédération près S. M. l'Empereur des Français ;

S. M. l'Empereur des Ottomans, *Esseïd-Mouhammed-Djémil-Pacha*, muchir et membre du grand conseil de l'empire, décoré des ordres impériaux du Medjidié de première classe, de l'Osmanié de deuxième classe, grand cordon de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, des ordres d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de la Couronne de fer d'Autriche, de l'Aigle blanc de Russie, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de l'Étoile polaire de Suède, de Belgique, du Lion Néerlandais, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français et près S. M. la Reine des Espagnes ;

S. M. le roi de Wurtemberg, M. le baron Jean-Auguste de *Waechter*, son conseiller d'État et chambellan, commandeur de son ordre de la Couronne, grand-croix de son ordre royal de Frédéric, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus d'appliquer aux correspondances télégraphiques des États contractants les dispositions ci-après :

TITRE I^{er}.

DU RÉSEAU INTERNATIONAL.

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au

service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif seront successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, de diamètre supérieur, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

Art. 2. Entre les villes importantes des États contractants, le service est autant que possible permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, de sept heures du matin à neuf heures du soir.

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de huit heures du matin à neuf heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des États contractants.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Art. 3. L'appareil Morse reste provisoirement adopté pour le service des fils internationaux.

TITRE II.

DE LA CORRESPONDANCE.

SECTION I^{re}.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Art. 5. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Art. 6. Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

SECTION II.

DU DÉPÔT.

Art. 7. Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories :

1^o Dépêches d'État : celles qui émanent du chef de l'État, des minis-

tres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants.

Les dépêches des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'État que lorsqu'elles traitent d'affaires de service.

2° Dépêches de service : celles qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatives, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3° Dépêches privées.

Art. 8. Les dépêches d'État ne sont admises comme telles que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

Art. 9. Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur le territoire des États contractants.

Chaque État reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur son territoire, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique.

Les dépêches d'État et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux États contractants qui admettent ce mode de correspondance, et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'article 54 ci-après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

Les dépêches en langage ordinaire ne peuvent contenir ni combinaison de mots, ni constructions, ni abréviations inusitées.

Art. 10. La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à destination.

Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

SECTION III.

DE LA TRANSMISSION.

Art. 11. La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant :

- 1° Dépêches d'État;
- 2° Dépêches de service;
- 3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur, qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires, dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

Il peut être toutefois dérogé à cette règle dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

Art. 12. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

Ces dépêches sont immédiatement échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

Art. 13. Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

Art. 14. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite, expédie immédiatement la dépêche par la poste, ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose. — Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception.

Art. 15. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission de la dépêche qu'il a déposée.

SECTION IV.

DE LA REMISE A DESTINATION.

Art. 16. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit *poste restante*, soit *bureau télégraphique restant*.

Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante hors de la localité desservie, sont suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste ou par un moyen plus rapide, si l'administration du bureau destinataire en dispose.

Art. 17. Chacun des États contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non desservies par le télégraphe un service de transport plus rapide que la poste; et chaque État s'engage envers les autres à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées à cet égard, par l'un quelconque des autres États.

Art. 18. Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destinataire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

Lorsque la dépêche est adressée bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées bureau restant.

SECTION V.

DU CONTROLE.

Art. 19. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'État, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement l'expéditeur.

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sans recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

Art. 20. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

SECTION VI.
DES ARCHIVES.

Art. 21. Les originaux et les copies des dépêches, les bandes de signaux ou pièces analogues sont conservés dans les archives des bureaux au moins pendant une année à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

Art. 22. Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies des dépêches certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

SECTION VII.
DE CERTAINES DÉPÊCHES SPÉCIALES.

Art. 23. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

Il peut se faire adresser cette réponse sur un point quelconque du territoire des États contractants.

Faute d'indication fournie dans la dépêche même, ou par une dépêche ultérieure arrivée en temps utile, la réponse est transmise au bureau d'origine pour être remise à destination par les soins de ce bureau.

Lorsque la réponse n'a pas été présentée dans les huit jours qui suivent la date de la dépêche primitive, le bureau destinataire en informe l'expéditeur par une dépêche qui tient lieu de réponse. Toute réponse présentée après ce délai est considérée et traitée comme une nouvelle dépêche.

Art. 24. L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la *recommander*.

Lorsqu'une dépêche est recommandée, le bureau de destination transmet par la voie télégraphique, à l'expéditeur même, la reproduction intégrale de la copie envoyée au destinataire, suivie de la double indication de l'heure précise de la remise et de la personne entre les mains de laquelle cette remise a eu lieu.

Si la remise n'a pu être effectuée, ce double avis est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

La transmission de la *dépêche de retour* s'effectue par priorité sur les autres dépêches de même rang.

L'expéditeur d'une dépêche recommandée peut se faire adresser la dépêche de retour sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires, comme en matière de réponse payée.

Art. 25. La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes.

Art. 26. Lorsqu'une dépêche portera la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire; il n'est toutefois tenu de faire faire cette réexpédition que dans les limites de l'État auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpédiée et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la dépêche est conservée par ce bureau.

Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée ou dans les conditions des paragraphes précédents.

Art. 27. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées :

Soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes :

Soit à plusieurs destinataires dans une même localité ;

Soit à un même destinataire dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Les dépêches à destination de plusieurs États doivent être déposées en autant d'originaux qu'il y a d'États différents.

Art. 28. Dans l'application des articles précédents, on combinera les

facilités données au public pour les réponses payées, les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre et les dépêches multiples.

Art. 29. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États qui auront pris part à la présente Convention.

TITRE III.

DES TAXES.

SECTION I^{re}

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Art. 30. Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants sera uniforme. Un même État pourra toutefois être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus. Les États contractants se réservent d'ailleurs toute liberté d'action à l'égard de leurs possessions ou de leurs colonies situées hors d'Europe.

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroît de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quelconques des États contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demi-franc.

Il sera perçu pour un franc :

En Autriche, 40 kreuzer (valeur autrichienne);

Dans le Grand-Duché de Bade, en Bavière et en Wurtemberg, 28 kreuzer;

En Danemark, 35 shillings;

En Espagne, 0,40 écu;

En Grèce, 1,11 drachme;

En Hanovre, Prusse, Saxe, 8 silbergros;

Dans les Pays-Bas, 50 cents;

En Portugal, 192 reis;

En Russie, 25 kopecks;

En Suède, 72 øres;

En Norvège, 22 skillings.

Art. 31. Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif immédiatement applicable aux correspondances échangées entre les États contractants est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront toujours, et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés; mais toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

SECTION II.

DE L'APPLICATION DES TAXES.

Art. 32. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

Art. 33. Le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes; l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules et qualifications sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant.

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot; il en est de même du souligné.

Les signes que les appareils expriment par un seul signal (signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéa) ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre : les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

Art. 34. Le compte des mots s'établit de la manière suivante pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes :

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes employés dans le texte chiffré sont additionnés; le total, divisé par cinq, donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent; l'excédant est compté pour un mot.

On y ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langue ordinaire de l'adresse, de la signature et du texte,

s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

Art. 35. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

Art. 36. Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente Convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Art. 37. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

SECTION III.

DES TAXES SPÉCIALES.

Art. 38. La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

Art. 39. La taxe des réponses payées et dépêches de retour, à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primitive, est calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de la dépêche de retour et son point de destination.

Art. 40. Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire dans les localités desservies par des bureaux différents, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

Les dépêches adressées, dans une même localité, à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche; mais il est perçu, à titre de droit de copie, outre les droits de poste, s'il y a lieu, autant de fois un demi-franc qu'il y a de destinations moins une.

Art. 41. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'article 22, un droit fixe d'un demi-franc par copie.

Art. 42. Les dépêches recommandées, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies, comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes :

Un demi-franc par dépêche à déposer poste restante dans la localité desservie, ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'État qui fait l'expédition ;

Un franc par dépêche à envoyer, hors de ces limites, sur le territoire des États contractants ;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au delà.

Les dépêches non recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée. Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

Art. 43. La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixée conformément aux règles générales de la présente Convention, sauf, pour ceux des États contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires.

SECTION IV.

DE LA PERCEPTION.

Art. 44. La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée sur le destinataire :

1° La taxe des dépêches expédiées de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores;

2° La taxe complémentaire des dépêches à faire suivre;

3° La taxe complémentaire des réponses payées dont l'étendue excède la longueur affranchie;

4° Les frais de transport, au delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé.

Toutefois l'expéditeur d'une dépêche recommandée peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. La dépêche de retour fait connaître le montant des frais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre paiement de la taxe due.

SECTION V.

DES FRANCHISES.

Art. 45. Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau desdits États.

SECTION VI.

DES DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS.

Art. 46. Est restituée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe de toute dépêche dont la transmission télégraphique n'a pas été effectuée.

Art. 47. Est remboursée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue,

sant recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe intégrale de toute dépêche recommandée qui, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que le retard ou l'erreur ne soit imputable à un État ou à une compagnie privée qui n'aurait pas accepté les dispositions de la présente Convention.

Art. 48. Toute réclamation doit être formée sous peine de déchéance, dans les trois mois de la perception.

Ce délai est porté à dix mois pour les correspondances échangées avec des pays situés hors d'Europe.

TITRE IV.

DE LA COMPTABILITÉ INTERNATIONALE.

Art. 49. Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Les taxes afférentes au droit de copie et de transport au delà des lignes sont dévolues à l'État qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque État crédite l'État limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

Ces taxes peuvent être réglées de commun accord, d'après le nombre des dépêches qui ont franchi cette frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

Art. 50. Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et recommandations sont réparties, entre les divers États, conformément aux dispositions de l'article précédent, les réponses et les dépêches étant traitées, dans les comptes, comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiées par l'État qui a perçu.

Lorsque la transmission n'a pas eu lieu, la taxe est acquise à l'office qui l'a perçue, sauf les droits de l'expéditeur.

Art. 51. Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la dépêche.

Art. 52. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

Art. 53. Le solde résultant de la liquidation est payé en monnaie courante de l'État au profit duquel ce solde est établi.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION I^{re}.

DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

Art. 54. Les dispositions de la présente Convention seront complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un règlement commun qui sera arrêté de concert entre les administrations télégraphiques des États contractants.

Les dispositions de ce règlement entreront en vigueur en même temps que la présente Convention; elles pourront être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par lesdites administrations.

Art. 55. L'administration de l'État où, en vertu de l'article 56 ci-après, aura lieu la dernière conférence, sera chargée des mesures d'exécution relatives aux modifications à apporter d'un commun accord au règlement.

Toutes les demandes de modifications seront adressées à cette administration, qui consultera toutes les autres, et, après avoir obtenu leur assentiment unanime, promulguera les changements adoptés, en fixant la date de leur application.

SECTION II.

DES CONFÉRENCES ET COMMUNICATIONS RÉCIPROQUES.

Art. 56. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes les Puissances qui y ont pris part seront représentées.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement dans la capitale de chacun des États contractants, entre les délégués desdits États.

La première réunion aura lieu en 1868, à Vienne.

Art. 57. Les Hautes Parties contractantes, afin d'assurer, par un échange de communications régulières, la bonne administration de leur service commun, s'engagent à se transmettre réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure, et à se communiquer tout perfectionnement qu'elles viendraient à y introduire.

Chacune d'elles enverra directement à toutes les autres :

1° Par le télégraphe :

La notification immédiate des interruptions qui se seraient produites sur son territoire ou sur les lignes des États et des compagnies privées auxquelles elle servira d'intermédiaire pour leurs correspondances avec chacun des États contractants ;

2° Par la poste :

La notification de toutes les mesures relatives à l'ouverture de lignes nouvelles, à la suppression de lignes existantes, aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux compris sur son territoire ou sur le parcours des lignes télégraphiques des États et compagnies désignées au paragraphe précédent.

Au commencement de chaque année, un tableau statistique du mouvement des dépêches, sur son réseau, pendant l'année écoulée, et la carte de ce réseau, dressée et arrêtée au 31 décembre de ladite année ;

Enfin ces circulaires et instructions de service, au fur et à mesure de leur publication.

Art. 58. Une *carte officielle des relations télégraphiques* sera dressée et publiée par l'administration française et soumise à des révisions périodiques.

SECTION III.

DES RÉSERVES.

Art. 59. Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des États, notamment :

Sur la formation des tarifs ;

Sur l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés ;

Sur l'application du système des timbres-dépêches ;

Sur la perception des taxes à l'arrivée ;

Sur le service de la remise des dépêches à destination ;

Sur l'extension du droit de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

SECTION IV.

DES ADHÉSIONS.

Art 60. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des États contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et, par cet État à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Art. 61. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, les règles de la présente Convention aux compagnies concessionnaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-

marines, et à négocier avec les compagnies existantes une réduction réciproque des tarifs, s'il y a lieu.

Ne seront compris en aucun cas, dans ce tarif international :

1° Les bureaux télégraphiques des États et des compagnies privées qui n'auront point accepté les dispositions réglementaires uniformes et obligatoires de la présente Convention ;

2° Les bureaux télégraphiques des compagnies de chemins de fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental des États contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait une taxe supplémentaire.

SECTION V.

DE L'EXÉCUTION.

Art. 62. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} janvier 1866 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où la dénonciation en serait faite.

Art. 63 et dernier. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 mai 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : METTERNICH.

(L. S.) *Signé* : SCHWEIZER.

(L. S.) *Signé* : WENDLAND.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

(L. S.) *Signé* : MOLTKE-HVITFELDT.

(L. S.) *Signé* : MON.

(L. S.) *Signé* : PHOCION-ROQUE.

(L. S.) *Signé* : HEEREN.

(L. S.) *Signé* : LINSINGEN.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

(L. S.) *Signé* : PAÏVA.

(L. S.) *Signé* : GOLTZ.

(L. S.) *Signé* : BUDBERG.

(L. S.) *Signé* : SEEBACH.

(L. S.) *Signé* : ADELWARD.

(L. S.) *Signé* : KERN.

(L. S.) *Signé* : DJÉMIL.

(L. S.) *Signé* : WAECHTER.

ANNEXES A LA CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE A PARIS
LE 17 MAI 1865.

TABLEAUX des taxes fixées pour servir à la formation des services internationaux, en exécution de l'article 31 de la Convention signée à Paris, à la date de ce jour.

A. Taxes terminales.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque État pour les correspondances en provenance ou à destination de ses bureaux.)

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
AUTRICHE.		
Pour les correspondances échangées avec les États contractants.....	fr. c. 3 »	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique, cette taxe est commune avec ces États.
BADE.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique.....	3 »	Idem.
Pour toutes les autres.....	1 »	
BAVIÈRE.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique.....	3 »	Idem.
Pour toutes les autres.....	1 »	
BELGIQUE.		
Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Norvège, la Russie et la Suède.....	1 50	
Pour toutes les autres.....	1 »	
DANEMARK.		
Pour toutes ses correspondances.....	1 50	
ESPAGNE.		
Pour les correspondances échangées avec le Danemark, l'Italie, la Norvège, la Suède et les États, composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse.....	3 »	
Pour toutes les autres.....	2 50	
FRANCE.		
Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Grèce, la Norvège, la Russie, la Suède, la Turquie d'Europe et les États composant l'Union austro-germanique.....	3 »	
Pour toutes les autres, y compris celles échangées avec les Pays-Bas et le Wurtemberg.....	2 »	
GRÈCE.		
Pour toutes ses correspondances.....	1 »	
HANOVRE.		
Pour toutes ses correspondances.....	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
ITALIE.		
Pour toutes ses correspondances.....	3 »	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS
NORVÈGE.	fr. c.	
Pour toutes ses correspondances.....	2 »	
PAYS-BAS.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Pour les correspondances échangées avec l'Italie et la Suisse par la Belgique et la France.....	» 50	
Pour toutes les autres.....	1 »	
PORTUGAL.		
Pour toutes ses correspondances.....	1 »	
PRUSSE.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.	3 »	Idem.
Pour toutes les autres.....	2 50	
RUSSIE D'EUROPE.		
Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants, à l'exception de la Turquie.....	5 »	La taxe est portée à 8 fr. pour les stations du Caucase.
SAXE.		
Pour toutes ses correspondances.....	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
SUÈDE.		
Pour toutes ses correspondances.....	3 »	
SUISSE.		
Pour toutes ses correspondances.....	1 »	
TURQUIE D'EUROPE.		
Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants, à l'exception de la Russie.....	4 »	Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie non comprises.
WURTEMBERG ET HOHENZOLLERN.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union. (La taxe de 1 fr., pour la France, est commune avec les autres États de l'Union.)
Pour les correspondances échangées avec la France, l'Italie et la Suisse.....	1 »	

B. Taxes de transit.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque État pour les correspondances qui traversent son territoire.)

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
AUTRICHE.	fr. c.	
Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions.....	3 »	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique, cette taxe est commune avec ces États.
BADE.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique, dans toutes les directions...	3 »	Idem.
Pour toutes les autres.....	1 »	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
FAVIÈRE.	fr. c.	
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union dans toutes les directions.....	3 »	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique, cette taxe est commune avec ces États.
Pour toutes les autres.....	1 »	
BELGIQUE.		
Pour les correspondances échangées par la France entre les Pays-Bas d'une part, l'Italie et la Suisse de l'autre.	» 50	
Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions.....	1 »	
DANEMARK.		
Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions (lignes sous-marines comprises).....	1 50	
ESPAGNE.		
Pour les correspondances en provenance ou à destination du Danemark, de l'Italie, de la Norvège, de la Suède et des États composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse.....	3 »	
Pour les correspondances échangées entre la France et le Portugal.....	2 »	
Pour toutes les autres correspondances.....	2 50	
FRANCE.		
Pour les correspondances échangées : 1° entre l'Italie d'une part, et l'Espagne et le Portugal d'autre part ; 2° entre la Belgique et les Pays-Bas d'une part, et, d'autre part, tous les autres États, par les frontières d'Allemagne, d'Italie et de Suisse.....	2 »	
Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions.....	3 »	Le transit de l'île de Corse est fixé à 1 fr.
GRÈCE.	»	
.....	»	Pas de transit.
HANOVRE.		
Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions.....	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
ITALIE.		
Pour toutes les correspondances échangées entre les frontières d'Autriche, de France et de Suisse.....	1 »	
Pour toutes les correspondances échangées entre les mêmes frontières et la frontière ottomane (ligne sous-marine comprise).....	3 »	
NORVÈGE.		
.....	»	Pas de transit.
PAYS-BAS.		
Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
PORTUGAL.		
.....	»	Pas de transit.
PRUSSE.		
Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.....	3 »	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	2 50	

INDICATION des correspondances.	TAXE.	OBSERVATIONS.
RUSSIE D'EUROPE.	fr. c.	La Convention ne s'ap- pliquant qu'à l'Eu- rope, il n'est pas fait mention du transit vers l'Asie.
Pour toutes les correspondances, dans toutes les direc- tions, à l'exception de la Turquie d'Europe.....	5 »	
SAXE.		Taxe commune avec les autres Etats de l'U- nion.
Pour toutes les correspondances, dans toutes les direc- tions.....	3 »	
SUÈDE.		3 »
Pour toutes les correspondances, dans toutes les direc- tions (lignes sous-marines comprises)	3 »	
SUISSE.		1 »
Pour toutes les correspondances, dans toutes les direc- tions.....	1 »	
TURQUIE D'EUROPE.		3 «
Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce.....	3 «	
WURTEMBERG ET HOHENZOLLERN.		3 »
Pour toutes les correspondances, dans toutes les direc- tions.....	3 »	

Fait à Paris, le 17 mai 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : METTERNICH.

(L. S.) *Signé* : SCHWEIZER.

(L. S.) *Signé* : WENDLAND.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

(L. S.) *Signé* : MOLTKE-HVITFELDT.

(L. S.) *Signé* : MON.

(L. S.) *Signé* : PHOCION ROQUE.

(L. S.) *Signé* : HEEREN.

(L. S.) *Signé* : LINSINGEN.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

(L. S.) *Signé* : PAIVA.

(L. S.) *Signé* : GOLTZ.

(L. S.) *Signé* : BUDBERG.

(L. S.) *Signé* : SEEBACH.

(L. S.) *Signé* : ADELWARD.

(L. S.) *Signé* : KERN.

(L. S.) *Signé* : DJÉMIL.

(L. S.) *Signé* : WAECHTER.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

CONFLIT HISPANO-CHILIEN.

L'origine du conflit actuel entre l'Espagne et le Chili se rattache étroitement aux événements qui se sont passés au commencement de 1864 au Pérou et qui ont abouti à l'arrangement du 27 janvier 1865. L'opinion publique s'était émue au Chili des termes par lesquels le Commissaire Espagnol envoyé au Pérou avait cru devoir motiver l'occupation des îles Chincha et le Gouvernement dut employer les plus grands efforts pour calmer l'effervescence du peuple Chilien contre la nation Espagnole.

Dans cette situation déjà difficile, le Représentant de l'Espagne au Chili adressa au cabinet de Santiago différentes réclamations qui furent discutées par ce dernier, et à la suite des explications qu'il s'empressa de fournir à M. Tavira, le conflit put être considéré comme terminé.

Mais l'Espagne ne ratifia point les engagements pris par son Représentant, et donna l'ordre au commandant de l'escadre du Pacifique de se rendre au Chili pour exiger de nouvelles réparations.

On sait que dans l'Ultimatum qu'il adressa au Gouvernement Chilien l'admiral Pareja menaçait de bombarder les ports de la République, si dans le délai de quatre jours après la remise de cet ultimatum, les satisfactions demandées n'étaient pas accordées.

La protestation du Corps diplomatique résidant à Santiago, contre ces mesures violentes, eut pour effet d'en retarder la mise à exécution.

L'affaire en est là et les documents qui suivent s'arrêtent au mois de

novembre de cette année. Les Archives diplomatiques tiendront le lecteur au courant des événements du Chili, au fur et à mesure que les pièces diplomatiques relatives à ce conflit seront livrées à la publicité.

Dépêche de M. Salvador de Távira, ministre d'Espagne à Santiago, à M. Alvaro Covarrubias, ministre des affaires étrangères du Chili, énumérant les griefs de l'Espagne contre la République et demandant réparation des offenses faites.

Santiago, 13 mai 1865.

Monsieur, les fâcheux événements survenus depuis le 1^{er} mai de l'année dernière, à l'égard de la question Hispano-Péruvienne, m'ont obligé comme Ministre résident de Sa Majesté près le Gouvernement de Votre Excellence, à lui adresser les notes datées des 3, 13, 23 et 28 mai, 8 juin, 4 juillet, 21 et 27 septembre, 6 et 26 octobre, 12, 23 et 24 novembre, et des 7 et 15 décembre.

Votre Excellence m'a adressé, en réponse, celles datées des 14, 15, 28 et 31 mai, 4 et 7 juillet, 24 et 29 septembre, 4 et 24 octobre, 7, 19 et 28 et 29 novembre, et 4 décembre, dont j'ai donné opportunément connaissance au Gouvernement de Sa Majesté.

L'amical et pacifique dénouement de la question Hispano-Péruvienne est venu justifier ce que j'avais constamment affirmé à Votre Excellence, que c'était là un fait absolument isolé.

Si le Gouvernement de Votre Excellence ne lui a pas accordé l'assentiment qui lui était dû; si la presse a créé de vains fantômes pour se procurer le plaisir de les combattre, et si elle a égaré ainsi l'opinion; si Votre Excellence enfin, n'a pas jugé convenable d'y apporter le salutaire correctif qui se rencontrait dans la loi, je ne m'en féliciterai pas moins d'avoir rempli mon devoir.

Ce mot *correctif*, j'en ai usé généralement dans les Notes déjà mentionnées, et j'arrive à croire que Votre Excellence ne lui a pas prêté sa signification naturelle et véritable, car je ne saurais autrement m'expliquer que Votre Excellence ne puisse mettre un frein aux égarements de la presse et de l'opinion, ayant à sa disposition le journal officiel la *Tribune parlementaire*, etc.

Ce jour même, je constate, à regret, que la modération et la convenance sont fort loin d'être les inspirateurs de toutes les publications.

Comme Représentant de Sa Majesté, je me suis borné, à l'origine du conflit, à présenter des observations opportunes et pacifiques, et à faire les protestations nécessaires à l'égard des droits de ma nation : je ne sortirai pas, aujourd'hui, des limites de la modération et de la

justice, malgré la perpétuelle intempérance de quelques publicistes, et bien que les faits soient venus justifier mes prévisions et ma loyauté.

Toutefois, les déplorables événements indiqués ayant produit des actes insolites ; conformément à ce qui a été statué dans l'article 12 du Traité conclu entre l'Espagne et le Chili, et où il est dit : « La République du Chili et Sa Majesté Catholique, désirant conserver la paix et la bonne harmonie qui achèvent si heureusement de se rétablir par la présente Convention, déclarent solennellement et formellement : que si (ce qu'à Dieu ne plaise) la bonne harmonie qui doit régner, à l'avenir, entre les Parties contractantes venait à s'interrompre par une différence d'interprétation des articles qui s'y trouvent stipulés, ou par toute autre cause de dommage ou de plainte, aucune des parties ne pourrait autoriser des actes de représailles ou d'hostilité par mer ou par terre, avant de s'être communiqué, l'une à l'autre, un mémoire justificatif des motifs sur lesquels se fonde l'offense ou le préjudice, et qu'on en ait refusé la satisfaction correspondante ; » je viens déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté croit que le Gouvernement de la République a enfreint le droit des gens, le Traité mentionné, et lui a fait offense :

1^o Parce qu'il n'a pas été pris de dispositions pour éviter les outrages dirigés contre son pavillon, le 1^{er} mai de l'année dernière, ainsi que me l'avait offert le prédécesseur de Votre Excellence Don Manuel Antonio Tocornal, et parce qu'on n'a point mis en cause le commandant du bataillon de la garde civique, qui est resté impassible devant la Légation, en faisant marquer le pas à sa troupe, pendant l'acte en question ;

2^o Parce que le prédécesseur de Votre Excellence a fait, devant les Républiques Hispano-Américaines la protestation du 4 mai de l'année dernière, en violant ce qui a été statué par l'article 12 du Traité entre l'Espagne et le Chili ;

3^o Parce que le Gouvernement de la République n'a pas apporté un salulaire correctif aux excès de l'opinion, dans les limites autorisées par la loi et comme le devoir l'exigeait ;

4^o Parce qu'au moment où il permettait au vapeur de guerre péruvien *Lerzundi*, non-seulement de s'approvisionner de charbon, de vivres et de poudre, mais encore de faire un cartel d'échange de matelots, dont 300, plus ou moins, ont eu la permission de s'embarquer, bien que le port fût fermé, le Gouvernement faisait des difficultés pour remettre des vivres à l'escadre de Sa Majesté ;

5^o Parce qu'il n'ordonna pas d'établir l'enquête que j'avais demandée, pour démontrer la réalité de l'expédition de volontaires qui s'était réunie à Valparaiso ; expédition qui armée, habillée, et an-

noncée par tous les journaux, eut la faculté de sortir de ce port pour les côtes du Pérou, sur le *Dard*, et parce que l'intendant et commandant de police de Valparaiso, nia avoir embarqué les armes, les vêtements, les munitions et les articles médicaux de l'expédition, lors de la réclamation verbale du Vice-Consul espagnol de Sa Majesté;

6° Parce que le Gouvernement de la République ne prit pas les mesures nécessaires pour apaiser les craintes qu'avait excitées, parmi les habitants paisibles de la République, l'anathème fulminé par le libelle diffamatoire intitulé : *San Martin*, dans son numéro 3 du 7 septembre, où l'on menaçait des colères populaires tout Chilien qui remettrait aux navires espagnols ou à leurs agents une seule livre de farine, un boisseau de charbon, une goutte d'eau, etc.

7° Parce qu'aussitôt l'arrivée de la *Vencedora* à Lota (et par suite, sans doute, du précédent anathème), ce navire fut traité comme ennemi; qu'on lui refusa du charbon; que le gouverneur ne voulut pas recevoir la protestation de son commandant, et que le Gouvernement fit expédier le décret du 30 septembre, approuvant la conduite de ce fonctionnaire avant d'avoir établi l'enquête relative à cet attentat si insolite pour procéder en justice;

8° Parce que le Gouvernement déclara le charbon de terre contrebande de guerre dans le but de porter préjudice à l'Espagne, et considéra comme belligérants cette Nation et le Pérou, tout en sachant qu'ils ne l'étaient pas, et cela sans s'apercevoir qu'il se mettait ainsi en contradiction avec ce qu'avait dit, à la date du 4 juillet dernier, le Ministre Plénipotentiaire du Pérou;

9° Parce que le Gouvernement de la République savait que l'Espagne ne se trouvait pas en guerre déclarée avec le Pérou, tandis qu'il était évident que l'Empire français l'était avec la République du Mexique; que l'Espagne, en vertu de l'article 10 de son traité avec le Chili, avait droit à être traitée comme la nation la plus favorisée; qu'elle devait tout au moins jouir, pour approvisionner son escadre, des mêmes franchises concédées à l'Empire français : or, on n'a jamais mis le moindre obstacle à ce que ce dernier s'approvisionnât de charbon, de munitions et de vivres : donc, l'interdire à l'Espagne, c'était violer le traité;

10° Parce que le Gouvernement, après s'être déclaré neutre entre l'Espagne et le Pérou, permit l'achat, pour le compte de cette République, de chevaux qui furent, à trois reprises, embarqués à Valparaiso, bien que les chevaux soient déclarés contrebande de guerre par le droit des gens;

11° Parce que, malgré mes notes officielles des 21 et 27 septembre, 6 octobre et 7 et 15 décembre, le Gouvernement n'a pas pris les mesures qu'autorisait la loi contre le libelle diffamatoire *San Martin*,

la plus immorale publication à laquelle, jusqu'à ce jour, la presse la plus abjecte ait donné naissance.

Le Gouvernement de Sa Majesté, qui a pour règle de conduite que tout Gouvernement, jaloux de son honneur, doit regarder comme son honneur propre celui de ses alliés, sera disposé à admettre les solennelles déclarations que la circonstance exige, pourvu qu'elles soient compatibles avec sa dignité.

Je réitère à Votre Excellence les assurances de la considération distinguée avec laquelle je suis,

Votre sincère et empressé serviteur.

Signé : SALVADOR DE TAVIRA.

**Réponse de M. Alvaro Covarrubias à M. Salvador Tavira,
au sujet des réclamations de l'Espagne contre le Chili.**

Santiago, 16 mai 1865.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de recevoir la Note du 13 de ce mois que vous avez bien voulu m'adresser pour m'exposer que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique pense que le Gouvernement de la République, dans la conduite qu'il a tenue depuis le 1^{er} mai de l'année dernière, à l'égard de la question Hispano-Péruvienne, lui aurait causé préjudice, en même temps qu'il aurait enfreint le droit international et le Traité existant entre les deux pays. A cette occasion, vous me signifiiez que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, qui a pour règle de conduite que tout Gouvernement, jaloux de son honneur, doit regarder comme son honneur propre celui de ses alliés, serait disposé à admettre les solennelles déclarations que la circonstance exige, pourvu qu'elles soient compatibles avec sa dignité.

Par la Note sus mentionnée, mon Gouvernement voit à regret que la politique bien intentionnée qui l'a dirigé durant le dernier conflit Hispano-Péruvien a été interprétée d'une manière peu favorable. Mais il se complait à reconnaître, en même temps, le noble esprit de conciliation qui porte le Gouvernement de Sa Majesté Catholique à désirer, avec moi, la solution amiable et satisfaisante pour le Chili et pour l'Espagne des difficultés qui interrompent aujourd'hui leurs bonnes relations.

Bien que dans la Correspondance qu'il m'a été donné d'avoir l'honneur d'entretenir avec Votre Excellence, pendant le cours de l'année dernière, se trouvent exposées avec développement les causes auxquelles les difficultés pendantes doivent leur origine, ainsi que les

justes mobiles qui déterminèrent l'action de mon Gouvernement entre l'Espagne et le Pérou, mon Gouvernement se fait un devoir d'entrer dans un nouvel examen des faits sur lesquels vous appelez son attention.

Je me flatte que cet examen, inspiré par l'honneur et la dignité de la République, réussira à rectifier l'opinion de votre Gouvernement sur les sentiments du mien, et rendra manifeste que, loin de mériter le reproche d'avoir manqué aux devoirs que lui imposaient, à l'égard de l'Espagne, le droit des gens et le Traité de reconnaissance et d'amitié qu'il a conclu avec elle, le Gouvernement Chilien a déploré, comme vous, les fâcheux événements survenus, et très-spécialement la publication du *San Martin*, et qu'il a su pleinement remplir ses devoirs en toutes circonstances, malgré les mille obstacles qu'il a rencontrés dans sa marche.

Mais il importe que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se persuade que le procédé insolite employé pour l'occupation des îles de Chincha par les Agents de l'Espagne, et les étranges principes, proclamés à cette occasion, ont été la cause première de tout ce qui s'est produit. Dans ces procédés, dans les impressions qu'ils suscitérent au Chili et dans les conjectures auxquelles ils ont donné lieu, Votre Seigneurie doit chercher l'explication de tous les événements.

Mon Gouvernement aurait à faire, à son tour, une recherche et une analyse étendue de ces fâcheuses causes, s'il ne désirait éloigner toute occasion de récrimination, et s'il ne croyait pas que tout motif de plainte doit disparaître devant les explications que je vais vous fournir, avec la sincérité et la franchise dont ne s'est jamais départi le Gouvernement Chilien.

En ce qui concerne l'incident survenu le 1^{er} mai de l'année dernière devant l'hôtel de la Légation d'Espagne, mon Gouvernement ne peut supposer que Votre Seigneurie y attache de l'importance, si ce n'est par la Note qui fut adressée, quelques jours après, au département des Relations Extérieures. En recevant cette communication, mon Gouvernement s'empressa de prendre les informations nécessaires pour apprécier la nature et la gravité du fait, et il en résulta que l'incident était dû à une émotion inconsidérée et soudaine, heureusement réprimée dans ses manifestations directes, et à une circonstance entièrement fortuite. Le bataillon de la garde nationale qui se trouvait présent dans cette circonstance, loin d'autoriser ou de fomenter par sa présence un outrage quelconque au pavillon de Sa Majesté Catholique, aurait été le premier à le prévenir ou à le réprimer.

En effet, une réunion populaire devant avoir lieu ce jour-là dans le théâtre municipal, une partie de la foule qui s'y dirigeait passa fortuitement et sans préméditation devant l'hôtel que vous occupez, et,

en passant, fit entendre quelques cris séditieux. Mais ces cris, inspirés par les récentes nouvelles des événements des îles Chinha, inévitables, d'ailleurs, dans toute agglomération nombreuse, où ne manquent jamais les esprits exaltés, ne trouvèrent pas d'écho dans la majorité de la foule, et ne furent suivis d'aucun sévices contre le drapeau de la Légation. Si quelque individu voulut y toucher, il fut arrêté, avec l'intention de le faire punir, par la foule elle-même, qui donna ainsi une preuve évidente de sa sagesse et de sa raison. La foule ne tarda pas à reprendre sa route, repoussée par le bataillon de garde nationale, qui se trouvait en ce moment sur les lieux, et qui, en marquant le pas, se proposait d'éviter toute tentative de la foule contre le pavillon de l'Espagne, et d'empêcher que la foule, en s'arrêtant longtemps sur ce point, ne convertît la scène en tumulte.

De ces explications, il ressort qu'il n'y a aucun motif de mettre en cause le chef de bataillon de cette garde, dont la conduite en cette occasion est bien au contraire digne d'éloges, car le drapeau de Sa Majesté n'a reçu aucun outrage. S'il était arrivé qu'il en subît, mon Gouvernement se serait montré très-sévère dans la punition infligée aux auteurs d'une si grande offense, considérant qu'il y allait non-seulement de la dignité et des droits d'une Nation amie, mais encore de l'honneur de la République. Par bonheur, mon Gouvernement se confie trop entièrement à l'intelligence éclairée et au bon sens du pays qu'il gouverne pour craindre qu'il oublie jamais l'inviolable respect dû par tout peuple civilisé au pavillon des Nations amies.

Vous n'ignorez pas, enfin, les mesures qui furent adoptées, pendant ces jours d'effervescence populaire, pour que de pareilles scènes ne vinssent point à se renouveler, et vous eussiez pu arborer votre pavillon avec la même sécurité que vous pourriez le faire aujourd'hui.

Mon Gouvernement ne devine pas en quoi la circulaire adressée par Lui, le 4 mars de l'année dernière, aux divers Gouvernements de l'Amérique a pu être contraire à l'article 12 du traité en vigueur entre le Chili et l'Espagne. D'une part, le Traité n'aurait pu priver mon Gouvernement du droit d'apprécier les actes qui, comme les événements des îles de Chinha, ont une corrélation si directe et si immédiate avec la tranquillité, l'indépendance et le bien-être de la République; d'autre part, cela ne se trouvait point dans le cas de la Convention citée. Dans cette circulaire, mon Gouvernement se borne à examiner et à établir la conduite anormale des Agents de Sa Majesté Catholique, et à manifester la confiance que le Cabinet de Madrid ne sanctionnera point une telle conduite du sceau de son approbation. Inspiré par une légitime prévoyance et par le sincère désir de conserver la bonne intelligence entre le Chili et l'Espagne, ce Document a trouvé adhésion et sympathie parmi tous les Gouvernements de l'Amérique qui ont avec celui

de Sa Majesté Catholique des alliances plus ou moins étroites, et il a été, en partie, corroboré par les déclarations du Cabinet de Madrid lui-même.

Votre Seigneurie sait très-bien qu'au Chili la presse périodique se trouve placée hors de l'action de toute influence sociale, et qu'elle jouit d'une très-grande liberté pour émettre ses opinions. N'est pas moins grande la liberté qu'ont tous les citoyens de se rassembler et de discuter toute matière d'un intérêt plus ou moins général. L'opinion publique, par ses nombreux modes de manifestation, par les solides garanties que lui assurent la Constitution politique et les différentes lois de la République, par la difficulté, enfin, avec laquelle elle pourrait se condenser en un ordre homogène d'appréciations, se fût soustraite à tout correctif efficace, même dans le cas où mon Gouvernement aurait jugé, comme vous, opportun et salutaire de le lui imposer.

Mon Gouvernement se plaît à remarquer que vous partagez actuellement avec lui l'idée que le meilleur correctif des excès de la presse se trouve dans la presse même, et grâce à l'explication de votre pensée, qu'elle n'avait pas comprise auparavant dans son sens réel et vrai, il peut rectifier l'interprétation qu'il en avait faite, alors que vous demandiez des mesures extraordinaires pour apporter le correctif obligé aux intempérences de l'opinion.

Quant au vapeur de guerre péruvien *Lerzundi*, arrivé à Valparaíso, il est à considérer que le Pérou ne s'était pas déclaré en guerre ouverte ni en hostilité de fait avec aucune nation, et que si une partie de son territoire se trouvait occupée par l'escadre espagnole, il paraissait décidé à attendre la résolution du Cabinet de Madrid relativement à l'occupation, avant d'essayer d'y mettre un terme de vive force. Nonobstant cette situation, les détails que mon Gouvernement possède lui permettent d'affirmer que le *Lerzundi* n'a point embarqué à Valparaíso d'articles de guerre, mais seulement les hommes nécessaires pour compléter son équipage et les provisions dont il avait besoin pour atteindre le lieu de sa destination.

La conduite de mon Gouvernement ne se trouve pas moins bien justifiée en ce qui touche l'expédition qui sortit de Valparaíso pour se rendre à Callao, à bord de la goëlette chilienne *Dardt*. Cette expédition se composait d'un certain nombre de volontaires qui quittèrent le pays dans l'intention de se diriger au Pérou. Une telle intention n'ayant rien d'illicite et de punissable, et la forme suivant laquelle il s'agissait de l'accomplir ne pouvait lui enlever son caractère. Si les volontaires avaient pu, en usant d'un droit légitime, se transporter au Pérou sur les vapeurs de la ligne, pourquoi n'auraient-ils pu le faire également sur un navire à voiles? Mais on objecte qu'ils emportaient avec eux, à

bord du *Dardt*, des armes et des munitions, et qu'ils avaient des projets hostiles contre les navires de l'escadre qui occupaient les îles Chinchas. Cette circonstance pouvait imprimer un autre caractère à l'expédition, et bien que rien ne semblât plus invraisemblable et incroyable qu'un tel projet, cependant ordre fut donné aux autorités de Valparaíso d'empêcher le départ du *Dardt*, jusqu'à ce qu'il eût été certifié qu'il n'avait reçu à son bord ni armes ni munitions de guerre; ordre qui a eu son plein et entier accomplissement.

Quant à mettre obstacle au départ des volontaires même, le Gouvernement ne l'eût pas fait sans enfreindre les lois de la République, qui permettent à tous les habitants de sortir du territoire à leur volonté et sans sujétion d'aucune espèce. Avec moins de raison encore, on eût pu les soumettre à l'action de la justice sur de simples rumeurs propagées par la presse périodique concernant le but de leur voyage.

Vous pensez que mon Gouvernement eût dû prendre « les mesures nécessaires pour diminuer la crainte causée parmi les paisibles habitants de la République » par l'attaque virulente fulminée par le journal *San Martin* contre ceux qui procuraient des provisions aux navires espagnols. L'adoption de pareilles mesures aurait supposé qu'on attribuait quelque importance et qu'on reconnaissait quelque action sur l'opinion du pays aux produits d'une publication dont le caractère n'avait pas tardé à tomber en discrédit aux yeux du public. Ses menaces, enfin, ne pouvaient produire aucun mal sur l'esprit de personne, et elles ne devaient pas occuper l'attention de mon Gouvernement, l'anathème dont il s'agit étant passé complètement inaperçu.

Pour prendre en considération, comme vous l'eussiez désiré, la protestation du commandant de la *Vencedora*, le subdélégué maritime de Lota aurait dû contraindre violemment les marchands de charbon de terre à se défaire de cet article, ce qui eût été violer les plus précieuses garanties que les lois de la République assurent aux intérêts particuliers et aux personnes qui les représentent. Si les marchands de charbon, cédant aux appréhensions et aux alarmes qu'entretenait dans le pays l'occupation des îles Chinchas ou à des raisons d'un autre ordre, se refusèrent à vendre une partie de leur marchandise à la *Vencedora*, le subdélégué maritime ne pouvait l'éviter en leur imposant illégalement une vente forcée. Il y a moins de motifs encore pour conclure de l'attitude du subdélégué, que ce fonctionnaire se proposait des actes hostiles contre la *Vencedora*, puisque ce navire a pu, pendant son séjour à Lota, réparer librement ses avaries, faire de l'eau, s'approvisionner de vivres et prendre du lest. Votre seigneurie comprendra facilement que si le subdélégué maritime avait eu l'intention de diriger des hostilités contre la goëlette, il n'eût accordé de facilités pour aucune de ces opérations.

Il ne saurait, non plus, échapper à votre pénétration qu'il eût été extrêmement facile aux possesseurs du charbon, en donnant à cette marchandise une valeur exorbitante, d'éluder tout ordre de vente qu'ils auraient pu recevoir du subdélégué; celui-ci, en pareil cas, eût dû se résigner à voir ses ordres méprisés ou recourir à la mesure arbitraire de fixer lui-même le prix de la valeur vénale de la marchandise, occasionnant aux propriétaires un préjudice violent, injuste et illégal, et violant ainsi les garanties que la Constitution et les lois de la République accordent aux personnes, à la propriété et à l'industrie.

Le respect religieux que tous les Gouvernements, au Chili, ont gardé toujours à l'égard de la propriété, est l'un des titres qui honorent le plus la République, et qui doivent la recommander plus spécialement à l'estime de tous les peuples civilisés.

Il était naturel que le subdélégué de Lota rendit compte de ses procédés, et qu'en un point de cette gravité, étranger à sa juridiction ordinaire et véritablement insolite pour lui, il aspirât à connaître l'opinion du Gouvernement de la République.

L'approbation franche et complète qui lui a été donnée, comme elle sera donnée toujours à la conduite des agents de la République, qui conformeront cette conduite aux prescriptions de la Charte fondamentale et des lois, ne saurait être un motif de plainte pour l'Espagne qui, placée dans une situation analogue, aurait, mon Gouvernement se plaît à le croire, procédé de la même manière.

Les différentes phases qu'a présentées dans sa marche le conflit Hispano-Américain ont naturellement imposé à mon Gouvernement diverses attitudes, et l'ont mis dans une position particulière. Ainsi, tandis que le 4 juillet de l'année dernière, il ne pouvait considérer l'Espagne et le Pérou comme étant précisément en état de guerre, il dut juger les choses d'une manière très-différente le 27 septembre de la même année, date à laquelle il expédia sa Déclaration concernant le charbon de terre. A cette époque, en effet, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique était résolu à maintenir l'occupation des îles Chincha, et il avait, à cette fin, envoyé dans le Pacifique des renforts considérables, en même temps que le Gouvernement du Pérou se montrait disposé à recouvrer par la force les îles occupées.

La situation indéfinie et anormale des premiers jours s'était convertie, par suite des faits ci-dessus, mentionnés et des explications explicites et solennelles du Gouvernement Péruvien, en un état de guerre et d'hostilité *de facto*, qui imposait à mon Gouvernement le devoir de faire à son tour une formelle déclaration.

Par cette déclaration, mon Gouvernement se proposait non-seulement d'accomplir loyalement les devoirs de la neutralité que lui imposaient les derniers événements, mais encore de mettre obstacle à

une guerre, dont aucun des belligérants n'aurait pu arrêter les fatales conséquences.

En expédiant cette déclaration, le Gouvernement ne tombait donc pas dans la contradiction que vous signalez, ni, en la mettant en pratique, il ne se montrait point partial envers aucun des belligérants. Si les navires de guerre de Sa Majesté Catholique ne purent s'approvisionner de charbon de terre dans les ports Chiliens, il ne fut pas non plus permis à l'escadre péruvienne de le faire.

Par conséquent on ne saurait mettre en doute le droit de mon Gouvernement de faire la déclaration dont il s'agit. Le droit des gens n'établit rien d'obligatoire, quant à la qualification du caractère du charbon de terre. La divergence qui règne à cet égard dans les pratiques des principales Puissances maritimes et entre les doctrines des publicistes, laisse à chaque pays la faculté d'opter pour l'interprétation qu'il juge la plus conforme à l'équité et aux principes généraux de la science.

Vous faites observer, toutefois, que les embarcations de guerre de l'Empire français ont continué à jouir dans la République de cette franchise, même après la déclaration du 27 septembre, et bien que cet Empire fût en guerre ouverte avec la République du Mexique. Si le cas s'est présenté, il est du moins complètement distinct. Il y a de nombreuses années que la France maintient en permanence dans le Pacifique une station navale, composée d'un nombre plus ou moins considérable de bâtiments habitués à prendre des vivres, du charbon et divers approvisionnements dans les ports Chiliens. D'autre part, mon Gouvernement ne sache pas qu'il ait été notifié, d'une manière officielle ou authentique, qu'aucun des ports que le Mexique possède dans le Pacifique soit bloqué par l'escadre française en vertu de la guerre que se font les Républicains et les Impérialistes.

Vous trouvez un nouveau motif de plainte contre la République de ce qu'elle ait permis au Chili l'achat, pour le compte du Pérou, de chevaux qui auraient été, à trois reprises, embarqués à Valparaiso. Je ferai remarquer, à cet égard, que le Pérou a pour coutume constante d'acheter au Chili les chevaux dont il a besoin, non-seulement pour le service de son armée, mais encore pour les labeurs de la campagne et les travaux de l'industrie. Si, dans une guerre sur terre, cet article doit être considéré comme contrebande, il n'y a aucune raison pour le considérer ainsi dans une guerre maritime, comme le serait la seule guerre que puisse nous faire l'Espagne. En revanche, le Gouvernement péruvien n'a pu enlever à Valparaiso une quantité de poudre qu'il a entre les mains d'une maison de commerce de ce port, et bien qu'il en eût fait l'acquisition avant la naissance du conflit dans lequel il s'est vu plus tard entraîné. Ce cas suffit pour démontrer la loyauté avec laquelle mon Gouvernement remplit ses obligations de neutralité.

Finalement, vous vous plaignez que le gouvernement de la République n'ait pas pris les mesures auxquelles la loi l'autorisait, pour châtier les indignes et vils outrages dirigés par le journal *San Martin* contre la personne de Sa Majesté Catholique. Les mesures qu'en ce cas pouvait prendre mon Gouvernement étaient limitées à accuser devant un tribunal, au moyen de l'officier judiciaire compétent, la feuille en question, mais seulement sur votre réclamation. Si grave et si délicate était la résolution qu'il eût fallu adopter à cet égard, que quoique mon Gouvernement pût présumer votre volonté à ce sujet, il jugea prudent d'attendre que vous l'eussiez formellement exprimée. Pour sa part, il aurait cru manquer à la considération due à la Souveraine d'une nation amie, en portant devant un tribunal des attaques et des offenses qui n'avaient nul besoin d'une sentence légale pour être hautement reconnues par tous comme méprisables et odieuses.

En évitant une si pénible éventualité, il avait cru considérer l'honneur et la dignité d'une souveraine amie avec la même sollicitude qu'il eût considéré les siens propres, lesquels ne lui ont paru jamais compromis par les vives attaques dont les membres de l'administration ont été l'objet dans la presse périodique.

J'ai eu constamment et j'ai encore la persuasion que ce n'était point à votre Seigneurie à déterminer, en présence des événements, l'attitude qui devait convenir le mieux au Gouvernement de Sa Majesté Catholique; et j'ai la confiance d'avoir donné une preuve de considération et d'estime à votre Seigneurie, en déférant ainsi à ses désirs, quant à tout ce qui concerne ce fâcheux incident.

Dans le nouvel examen que je viens de faire des diverses circonstances qui ont donné lieu à nos discussions passées, il me serait agréable d'avoir réussi à dissiper les motifs de plaintes exposés par votre Seigneurie, et les doutes que pouvait nourrir le gouvernement de Sa Majesté sur les véritables sentiments qui, à l'égard de l'Espagne, animent le peuple et le gouvernement du Chili. Les présentes explications, qui ne font que corroborer celles précédemment données à votre Seigneurie, sont une preuve nouvelle du constant désir et des efforts de mon Gouvernement pour maintenir ses relations d'amitié avec l'Espagne, et pour écarter tout obstacle de nature à empêcher le rétablissement d'une cordiale intelligence entre les deux pays.

Veuillez agréer l'expression réitérée de la considération distinguée avec laquelle je suis,

Votre attentif et empressé serviteur,

Signé : ALVARO COVARRUBIAS

Dépêche de M. Salvador de Tavira à M. Alvaro Covarrubias, annonçant qu'il considère les explications fournies par le gouvernement chilien comme satisfaisantes.

Santiago, 20 mai 1865.

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence du 16 de ce mois, en réponse à la mienne du 13 courant.

J'ai vu, avec un véritable plaisir, par cette note que le Gouvernement de Votre Excellence est animé des mêmes désirs que celui de Sa Majesté Catholique pour arriver à une solution, satisfaisante et honorable pour les deux pays, des difficultés qui ont interrompu leurs bonnes relations.

Les sentiments qui ont animé le Gouvernement de Votre Excellence dans les fâcheux incidents survenus, et les explications étendues qu'a bien voulu me donner Votre Excellence sur les onze points qui portaient l'Espagne à se croire offensée par le Chili, font disparaître, à mon avis, tous les motifs de plainte sur lesquels s'appuyait mon Gouvernement, et elles contribueront, je l'espère, à resserrer efficacement les relations des deux pays.

Je me ferai un devoir, d'en informer le Gouvernement de Sa Majesté, afin que la sincère intelligence qui a toujours existé entre le Chili et l'Espagne n'éprouve pas la moindre altération. Ce résultat a été et sera le but constant de tous mes actes.

Je réitère à Votre Excellence les assurances de la considération distinguée avec laquelle je suis,

Son attentif et empressé serviteur.

Signé : SALVADOR DE TAVIRA.

**Discours de S. Exc. le Président du Chili à l'ouverture
du Congrès national de 1865.**

Grâce aux faveurs que la divine Providence a daigné dispenser à la République, elle a continué sa marche progressive à l'intérieur, et s'est maintenue en paix avec toutes les nations.

Je m'applaudis d'avoir à vous annoncer que je considère comme aplanis les obstacles qui s'opposaient au rétablissement d'une affectueuse et cordiale intelligence avec l'Espagne.

Les difficultés qui avaient malheureusement surgi entre les deux Pays, en altérant momentanément leurs bonnes relations, sont arrivées à un dénouement non moins honorable que satisfaisant pour

tous deux. J'espère que grâce à lui, ces bonnes relations gagneront en cordialité, en développement et en solidité.

La première et véritable origine de ces difficultés ne vous est point ignorée. Vous savez que l'occupation des îles Chinchas par les forces navales de Sa Majesté Catholique, les principes exprimés à cet égard par ses Agents, et la manière dont ils furent appliqués causèrent en Amérique une excitation générale et imposèrent au Gouvernement chilien la nécessité de suivre une politique très-circonspecte, pleine de réserve et très-attentive pour concilier ses d'voirs d'amitié envers la Péninsule avec les légitimes intérêts de notre pays et de ce continent.

Le peuple, profondément ému en présence des périls de cette occupation, manifesta ses impressions avec la spontanéité et l'énergie propres à l'amour qu'il nourrit pour les institutions qui nous régissent. Par malheur, de telles démonstrations ne sont jamais exemptes d'incidents déplorables dus à l'exagération et à l'emportement des sentiments généreux. C'est ainsi qu'au milieu de son attitude digne et patriotique, on eut à déplorer la publication d'écrits hautement censurables, et quelques autres manifestations sans graves conséquences, mais qui n'en furent pas moins à regretter.

Mal renseigné d'ailleurs sur ces faits isolés, et dénués de toute importance réelle, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique interpréta défavorablement les louables directions de notre politique, les justes causes et les saines tendances du mouvement des esprits, croyant y découvrir des sentiments hostiles.

On vit exprimer cette conviction par le Représentant de l'Espagne, dans sa correspondance avec le Ministre des relations extérieures, bien que nous n'ayons laissé échapper aucune occasion de rectifier les jugements qu'il se formait de nos actes ou qu'il appuyait sur des événements en dehors de notre influence.

Ayant interrompu ses relations diplomatiques jusqu'à la réception d'instructions de son Gouvernement, il nous adressa en dernier lieu et conformément à ces instructions, une exposition des différents griefs que l'Espagne croyait avoir contre le Chili, nous informant, en même temps, que le Cabinet de Madrid était disposé à accepter les solennelles déclarations qui seraient compatibles avec sa dignité.

Appréciant, comme il devait l'être, le haut esprit de conciliation dont se montrait animé le Gouvernement de Sa Majesté Catholique pour résoudre, dans un sens amical et pacifique, les difficultés pendantes, nous nous empressâmes de correspondre à ses bonnes dispositions, en examinant de nouveau et avec soin ses plaintes, et en expliquant avec exactitude les faits sur lesquels elles s'appuyaient. En procédant ainsi, nous crûmes agir comme l'exigeaient l'honneur et la loyauté de la République.

Nos franches et récentes explications rectifièrent l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, comme elles ont rectifié déjà celle de son Représentant, sur les véritables sentiments et les sincères désirs du Gouvernement chilien.

Nous attachons beaucoup de prix à nos relations avec l'Espagne ; mais de même que nous nous sommes appliqués à les maintenir, en luttant contre les difficultés qui embarrassaient notre marche, de même nous tâcherons de les consolider et de les fortifier, sans rien sacrifier de l'honneur et des droits du pays.

Le digne Représentant de Sa Majesté Catholique a coopéré à l'heureux dénouement d'une si ingrate complication avec une élévation de vues qui non-seulement est tout à son honneur et à celui de la politique qui domine les deux Pays dans leurs relations internationales, mais qui doit puissamment contribuer à resserrer les liens formés entre eux par la considération, l'estime et le respect réciproques.

1^{er} juin 1865.

JOSÉ JOAQUIM PEREZ.

Extrait du Mémoire présenté par S. Exc. le Ministre des relations extérieures du Chili au Congrès national, le 28 août 1865.

Dans le tableau de la situation extérieure de la République que j'eus l'honneur de présenter au Congrès national en octobre dernier, je plaçais au premier rang la complication hispano-péruvienne dans laquelle se trouvaient compromis les intérêts les plus fondamentaux des États américains.

Cette complication, ayant été dénouée pacifiquement au commencement de cette année, fit disparaître une cause de perturbations profondes dans la marche internationale de ce continent ; mais elle laissa encore subsister les conséquences spécialement fâcheuses qu'elle avait eues pour notre pays.

En effet, tandis que la bonne intelligence avait succédé au conflit entre l'Espagne et le Pérou, le Chili restait toujours sous l'influence des difficultés que ce conflit avait fait naître : ce fut seulement quelques mois plus tard, qu'une solution que je crois pouvoir considérer comme définitive, vint rétablir l'harmonie et la cordialité de nos relations avec le Ministre de Sa Majesté Catholique au Chili.

L'exposé et les documents contenus dans mon précédent mémoire ont fait voir au Congrès quelles furent les premières réclamations et protestations du Représentant de l'Espagne à l'occasion de l'attitude

qu'avait prise le pays et de la conduite qu'avait observée le Gouvernement de la République, durant les phases et le développement de la question hispano-péruvienne.

La correspondance diplomatique qui accompagnait ce mémoire constate les réclamations et protestations nouvelles qui succédèrent à celles que je viens de rappeler. Ainsi que dans les premières, il y domine un sentiment de prévention contre les sentiments et les vues du peuple et du Gouvernement Chiliens.

Considérant les choses à un point de vue exclusivement espagnol et s'inspirant d'un zèle excessif pour les droits et les intérêts de sa patrie, l'honorable Ministre d'Espagne méconnut l'importance capitale qu'avaient pour le Chili le fait et le précédent de l'occupation des îles Chincha, et se refusa de voir en eux l'unique et énergique mobile de notre politique et du mouvement de l'opinion publique. La véritable cause de notre circonspection, de notre réserve et de l'agitation du pays étant ainsi méconnue, les unes et les autres lui apparurent comme des actes odieux et offensants pour l'Espagne.

Une telle appréciation manquait d'exactitude. Ce n'était pas un sentiment d'antipathie, et moins encore un esprit hostile à notre ancienne métropole, qui provoquaient, à l'occasion de l'occupation espagnole, les démonstrations des populations chiliennes. Ces démonstrations avaient une origine plus haute; elles étaient l'expression des alarmes que devait susciter chez un peuple dévoué à son indépendance et aux institutions républicaines, la menace d'une revendication monarchique dirigée contre une nation voisine et sœur. Et l'on ne peut nier, qu'une telle menace résultât, en apparence, tout au moins, du fait d'une occupation irrégulière, des principes à l'ombre desquels s'était consommée l'occupation; des opinions exhumées d'un autre âge par la presse périodique d'Espagne, à l'égard du Pérou, et des récentes modifications apportées dans d'autres Républiques d'Amérique sous l'influence de l'intervention européenne.

Si les déclarations du Gouvernement de Sa Majesté Catholique vinrent plus tard désavouer les dangereux principes invoqués au Pérou par ses Agents et déterminer le véritable caractère de l'occupation espagnole, les appréhensions de notre pays subsistèrent autant que l'occupation elle-même. Et cela s'explique sans effort. Les peuples accordent peu d'attention et de confiance aux déclarations écrites qui ne sont pas corroborées par des actes matériels.

Il n'en fut pas de même du Gouvernement de la République qui modifia ses dispositions et sa conduite politiques, sous l'influence de ces déclarations. Avant elles, nous nous trouvions en présence d'une situation anormale et obscure, qui ne nous permettait pas d'adopter la position de neutres, ni d'intervenir dans le conflit péruvien-esp-

gnol, si bien que nous étions résolus à courir, aux cotés du Pérou, tous les hasards d'une guerre dans laquelle il s'agissait pour l'étranger de faire prévaloir pratiquement des principes contraires à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Républiques américaines.

Après ces déclarations qui répudiaient toute prétention de revendication conquérante ou d'atteinte portée à l'indépendance du Pérou, nous pûmes librement nous placer sur le terrain de la neutralité, sans rester, toutefois, inattentifs à la marche ultérieure et aux vicissitudes des événements, car notre neutralité ne devait pas rester passive ni indifférente à l'occupation des îles Chinchá ; fait insolite qui affectait péniblement les relations politiques et les intérêts économiques de l'Amérique, qui fomentait de vives agitations parmi les populations américaines et pouvait produire entre le Pérou et l'Espagne une guerre ouverte, et de ruineuses conséquences pour le continent tout entier. Grâce à cette neutralité active nous avons pu appliquer nos efforts à prévenir cette dernière éventualité et faciliter un arrangement pacifique qui mit un terme à l'occupation des îles Chinchá, et conciliait l'honneur et les droits des nations immédiatement intéressées ; mais ni notre attitude réservée des premiers mois, ni notre neutralité ultérieure n'exprimaient le sentiment, hostile à l'Espagne, que sous l'impression entraînante des événements, le Représentant de l'Espagne au Chili avait cru voir dans nos actes.

Le 13 mai dernier, M. Tavira nous passa une note qui exposait, en s'autorisant de l'article 12 du Traité en vigueur entre le Chili et l'Espagne les différents motifs de plainte que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique supposait avoir contre la République Chilienne. Le Ministre espagnol terminait son exposition en assurant que son Gouvernement était disposé à admettre les solennelles déclarations qu'exigeait la circonstance, pourvu qu'elles fussent compatibles avec sa dignité.

Ces motifs de plainte se rattachaient aux mêmes incidents qui avaient donné lieu déjà aux réclamations du ministre de Sa Majesté Catholique ; incidents mal interprétés pour quelques-uns, et dont les autres échappaient à notre influence et à notre responsabilité. En restituant à chacun d'eux son véritable caractère et son explication légitime, je m'étais appliqué, dans ma correspondance antérieure avec M. Tavira, à détruire les préventions qu'ils lui avaient inspirées. Toutefois, mes explications, mêlées aux âpretés d'une discussion extrêmement vive, et se produisant au sein des circonstances les plus graves, n'avaient pu être suffisamment efficaces.

Les réitérer dans cette nouvelle conjecture, qui offrait les conditions les plus propices à une cordiale intelligence, me parut non-seulement nécessaire à la justification de notre politique de conciliation et de

probité, mais encore de nature à correspondre aux dispositions nobles et modérées que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique manifestait. S'il réclamait seulement des déclarations compatibles avec sa dignité, et si nous pouvions les lui offrir très-complètes, l'honneur et la convenance nous commandaient de le faire. Et nous le fîmes.

Les explications nouvelles furent accueillies avec le sentiment élevé que nous devions attendre du Représentant de l'Espagne, de l'esprit duquel s'étaient effacées des préventions qui, si elles avaient trouvé un fondement dans quelques faits isolés, étaient naturellement combattues par les sentiments du peuple et du Gouvernement chiliens. M. Tavira s'empressa, en conséquence, de déclarer que ces explications, à son avis, faisaient disparaître tous les motifs de plainte articulés par son Gouvernement, et devraient efficacement concourir à resserrer les rapports entre les deux pays.

Le temps nécessaire pour connaître la résolution du Cabinet de Madrid à cet égard n'est point encore écoulé. Mais nous ne sommes pas en droit de douter qu'il ne ratifie une solution si honorable et si motivée pour le Chili comme pour l'Espagne. Grâce à ce résultat, la République aura pu conserver, sans dommage pour sa dignité et ses droits la précieuse amitié de sa Mère-Patrie, et celle-ci aura donné un grand exemple de modération et d'équité que devraient imiter toujours les États puissants pour le soin de leur propre gloire, de la civilisation et de la justice.

Entin, et quelles que soient les éventualités cachées dans l'avenir, il nous reste la conviction de n'avoir, dans la conduite de cette grave affaire, compromis ni le nom ni les intérêts du Chili. En nous efforçant de concilier, dans nos actes, la modération avec la fermeté, la dignité avec la rectitude, la loyauté avec la circonspection, nous avons pratiqué et cru suivre la politique traditionnelle et constante de la République avec les nations étrangères.

Ultimatum adressé par l'amiral Pareja à M. Alvaro Covarrubias.

Le soussigné, Commandant général des forces navales d'Espagne dans le Pacifique et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique, comme le prouve la copie ci-jointe des pleins pouvoirs qui lui ont été conférés, a l'honneur d'informer M. le Ministre des affaires étrangères de la République du Chili, qu'il a reçu ordre de son Gouvernement de lui adresser le présent office, motivé par les offenses infligées à l'Espagne, et dont la réparation, dans la forme qui a été

acceptée par le Ministre résident de Sa Majesté Catholique, M. Tavira, n'a satisfait ni ne pouvait satisfaire la dignité de l'Espagne.

M. Tavira relevé de sa mission, et sa conduite ayant été hautement désapprouvée pour s'être trouvée en opposition directe avec les instructions du Gouvernement espagnol, dans la note que le 20 mai dernier il adressa au Gouvernement de la République, acceptant comme satisfaction suffisante les explications contenues dans la dépêche de M. Covarrubias du 16 du même mois, il est du devoir du soussigné de reproduire aujourd'hui les griefs déjà formulés pour la conduite systématiquement hostile aux intérêts espagnols qu'a tenu le Gouvernement du Chili dès le moment où éclata le conflit, heureusement terminé, entre l'Espagne et le Pérou.

Quoique Votre Excellence soit parfaitement au courant de la nature des faits qui ont donné lieu aux réclamations du Gouvernement espagnol, le soussigné croit devoir encore mentionner les plus importants de ces faits, négligeant de s'occuper des autres qui sont déjà établis avec clarté, et suffisamment commentés dans diverses notes de M. Tavira.

Ces offenses les plus graves, auxquelles vient de faire allusion le soussigné, sont les suivantes :

1° Que les insultes et cris séditieux qui se proférèrent contre l'Espagne devant la maison occupée par la légation de Sa Majesté Catholique ne reçurent pas le châtiment qui leur était dû, puisque non-seulement les auteurs de faits si scandaleux, mais encore ceux qui auraient pu les empêcher par l'usage de la force dont ils disposaient, demeurèrent impunis. Parmi eux se trouve, avec une responsabilité facile à déterminer, le commandant du bataillon civique qui, à la tête de sa troupe, assista impassible à l'événement et loin d'essayer d'empêcher, au moins par des moyens de persuasion et de bons conseils, que le scandale continuât, se borna à rester à côté de la foule, marquant le pas, et sans arrêter ses dérèglements, ce qui équivalait à les encourager par sa présence.

2° La publication de l'immonde journal le *San Martin*, dont les colonnes regorgeaient journellement d'attaques grossières contre l'Espagne et contre les choses les plus chères aux Espagnols, et qui furent le sujet de réclamations répétées de la part de M. Tavira ; quoique les lois de la République laissassent peu d'étendue et des moyens restreints au Gouvernement pour réprimer les graves abus dans lesquels tombait ledit journal, il eût pu cependant refréner ses écarts en désapprouvant explicitement dans les journaux officiels les articles injurieux que ce journal faisait paraître dans le but préconçu d'exciter contre l'Espagne d'injustes haines.

Le Gouvernement du Chili ne voulut pas même employer cette voie

indirecte de donner satisfaction aux réclamations du Ministre espagnol, et dans cette omission se fonde le grief formulé par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique.

3° Le bateau à vapeur de guerre péruvien *Lerzundi* trouva toute espèce de facilités dans les ports du Chili pour se procurer tout ce qui lui était nécessaire, même des articles péremptoirement déclarés contrebande de guerre; il lui fut même permis d'établir des affiches d'enrôlement à l'aide desquelles il recruta plus de 300 hommes. Le Gouvernement du Chili nie que l'enrôlement se soit étendu au delà du personnel indispensable pour le service du bâtiment; mais contre cette négation, très-dénuée de toute preuve, apparaît la publicité de l'avis d'enrôlement, inusité quand il n'a pas d'autre but que celui indiqué par le Gouvernement du Chili, et exclusivement employé quand il s'agit du recrutement d'hommes de guerre.

4° La déclaration du Gouvernement de la République, considérant le charbon de terre comme contrebande de guerre, affectait directement et dans un sens préjudiciable les intérêts de l'Espagne; mais le Représentant de Sa Majesté Catholique réclama sans que ses justes réclamations fussent écoutées.

En réponse à ces observations, le Gouvernement du Chili alléguait qu'il accomplissait un devoir en présence de la situation née du conflit entre l'Espagne et le Pérou qui équivalait à un état de guerre; mais l'insuffisance de cet argument est évidente, attendu que cette situation qu'indique le Gouvernement du Chili était la même quand on permit au navire de guerre *Lerzundi* de s'approvisionner d'articles de contrebande de guerre, en se fondant pour ce fait sur ce qu'il n'existait pas une véritable déclaration d'hostilités entre l'Espagne et le Pérou. Le Gouvernement du Chili prétend, à la vérité, faire une distinction entre les deux cas, émettant l'opinion que le 4 juillet de l'année dernière il n'existait pas d'état de guerre, lequel fut seulement déclaré le 17 septembre par la résolution de Sa Majesté Catholique de continuer l'occupation des îles Chincha.

Cette argumentation, qui constitue le fond de la distinction mentionnée, manque de la complète exactitude qu'elle devrait avoir pour produire le résultat indiqué par le gouvernement du Chili; puisque l'occupation des îles Chincha se continuait, comme moyen coercitif, pour obtenir le prompt arrangement des questions pendantes avec le Pérou et non comme un acte de conquête, ainsi que le prouve la forme suivant laquelle ces îles ont été évacuées. Dans ce même but les îles Chincha étaient occupées quand arriva le cas du *Lerzundi*; de sorte que si la possession par l'Espagne de cette partie du territoire du Pérou est l'unique fait sur lequel on se base pour qualifier la situation créée par le conflit entre les deux Nations, on est forcé de reconnaître que

Si l'n'existaît pas un état de guerre le 4 juillet de l'année dernière, on ne peut l'admettre non plus le 27 septembre, comme le prétend le Gouvernement du Chili.

Il en résulte donc que la disposition par laquelle le charbon fut déclaré contrebande de guerre ne fut pas fondée sur des causes légitimes, et que ses conséquences ayant été préjudiciables aux intérêts Espagnols, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique a de justes raisons pour considérer comme un grief la décision susmentionnée du Gouvernement Chilien.

5° Malgré la déclaration indiquée, par laquelle on enlevait aux navires Espagnols la ressource de s'approvisionner de charbon, les bâtiments de guerre français qui en ce moment faisaient la guerre à une autre nation américaine, continuaient à jouir dans les ports du Chili de droits qu'on déniait aux forces navales de l'Espagne.

Cette différence de conduite envers deux nations qui se trouvaient dans une situation identique à l'égard du Chili, constitue un autre grief dont la gravité n'est pas diminuée par le prétendu défaut de notification officielle au Gouvernement chilien du blocus de quelques ports mexicains sur l'Océan Pacifique; puisque, étant même admis l'oubli auquel on se réfère, il suffisait de la publicité du fait pour que les navires Espagnols et Français fussent traités de la même manière.

Il paraît inutile au soussigné de continuer à s'occuper des autres griefs de l'Espagne contre le Gouvernement du Chili, parce qu'il les considère comme suffisamment établis dans les dépêches de M. Tavira; et il se borne à les tenir comme reproduits dans cette note, remplissant en cela les ordres de Sa Majesté Catholique.

Les causes qui ont motivé la nécessité où se trouve le Gouvernement espagnol étant ainsi fixées, le soussigné doit exprimer à Votre Excellence que le caractère de ces motifs s'aggrave par le long espace de temps écoulé sans que l'Espagne reçoive la satisfaction que son honneur et sa dignité réclament, que la conduite de M. Tavira ayant été désapprouvée, pour avoir manqué à l'esprit et à la lettre de ses instructions, par l'acceptation de la note de M. Covarrubias comme explication satisfaisante, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique considère que l'état des choses est le même que lorsque M. Tavira adressa à M. Covarrubias sa note du 13 mai dernier.

En conséquence, le soussigné a reçu de son Gouvernement ordre de demander à celui de la République du Chili que, comme juste réparation des griefs formulés par le représentant de Sa Majesté Catholique et reproduits dans la présente, il donne des explications satisfaisantes sur chacun des points auxquels ceux-là se rapportent, et en outre qu'un salut de 21 coups de canon soit fait par un des forts maritimes de la République, auquel il sera répondu par un égal nombre

de coups de canon au pavillon chilien, par un des navires de cette escadre.

Si le gouvernement de la République n'accède pas à cette juste demande il sera exclusivement responsable de toutes les conséquences qui en résulteront; le gouvernement de Sa Majesté Catholique étant fermement décidé à obtenir la satisfaction qu'avec tant de justice il réclame en réparation des offenses qui lui ont été infligées.

En terminant, le soussigné doit déclarer à Votre Excellence que, si dans le terme de quatre jours à partir de la date de cette note, il ne reçoit pas de réponse, il considérera rompues les relations diplomatiques entre l'Espagne et le Chili; tout le personnel de la légation de Sa Majesté Catholique se retirant à bord du navire amiral du soussigné. Et si le cas arrivait que le soussigné eût à faire usage des forces qui sont sous ses ordres, ce dont il éprouverait un très-vif regret, il croirait alors de son devoir d'exiger une indemnité des préjudices soufferts par l'escadre espagnole, par suite des dispositions du gouvernement du Chili; indemnité que le gouvernement de Sa Majesté Catholique ne réclame pas aujourd'hui, cédant à un sentiment de modération qui lui est propre, mais qu'il se croirait autorisé à réclamer dans le cas extrême où il aurait à recourir à la force, ne voulant pas abandonner pour cela son droit; ce qu'il est du devoir du soussigné de consigner ici de la manière la plus solennelle.

De même le soussigné se croirait obligé à réclamer l'indemnité de tous les dommages que pourraient souffrir en leurs personnes, propriétés et biens les sujets de Sa Majesté Catholique résidant dans la République du Chili; mais en faisant cette déclaration il ne peut qu'exprimer l'espoir que, quels que soient les événements à venir, le gouvernement du Chili saura empêcher toute espèce d'attentats impropres aux nations civilisées.

Le soussigné profite de cette occasion pour offrir à Votre Excellence l'assurance de sa considération distinguée.

A bord de la frégate *Villa de Madrid*, le 17 septembre 1865.

Signé : JOSÉ MANUEL PAREJA.

ANNEXE.

Décret de nomination de l'amiral Pareja, comme plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique.

Dona Isabelle II,

Par la grâce de Dieu et la constitution de la monarchie espagnole, reine des Espagnes, etc., etc.

Comme pour aplanir et terminer les différends pendants entre l'Espagne et le Chili, à la suite des dommages et des offenses causés à l'Espagne dans cette République par l'inexécution des obligations que se doivent mutuellement les nations amies, il peut être nécessaire de prendre avec ladite République des arrangements, afin de déterminer la satisfaction convenable, trouvant opportun d'autoriser à cet effet, une personne qui, par son zèle pour mon service, mérite ma royale confiance, et trouvant en vous Don José Manuel Pareja, etc., etc., les conditions qu'une telle mission exige, je vous choisis et vous nomme, par la présente, pour que, revêtu du caractère de mon plénipotentiaire vous confériez et arrêtiez avec le plénipotentiaire que désignera le président du Chili, ce qui sera le plus juste et le plus opportun. Et tout ce que vous aurez ainsi discuté, convenu, traité, conclu et signé, je le donne dès aujourd'hui pour bon, pour accepté; je l'observerai, l'exécuterai et le ferai observer et remplir comme si je l'avais moi-même discuté, convenu, traité, conclu et signé; en vertu de quoi je vous donne mes pleins pouvoirs, dans la forme la plus ample que le droit exige, etc., etc. Moi, la Reine.

Donné dans le palais de Saint-Ildefonso, le 24 juillet 1865.

Contresigné : MANUEL BERMUDEZ DE CASTRO.

**Note de M. Covarrubias, en réponse à l'ultimatum
de l'amiral Pareja.**

Santiago, 21 septembre 1865.

Le soussigné, ministre des affaires étrangères du Chili, a eu l'honneur de recevoir le 18 du présent, à six heures du soir, des mains de M. le chargé d'affaires par intérim de Sa Majesté Catholique la dépêche du 17 du même mois que lui a adressée M. José Manuel Pareja son double caractère de commandant général des forces navales de l'Espagne dans le Pacifique et de plénipotentiaire *ad hoc* de Sa Majesté Catholique dans laquelle il informe le gouvernement du Chili, conformément aux ordres du sien, que celui-ci a considéré comme insuffisantes les explications contenues dans la note du soussigné du 16 mai dernier, et acceptées par M. le Ministre résident de Sa Majesté Catholique dans sa note du 20 du même mois, pour la réparation des offenses que l'Espagne prétend avoir reçues de la République.

En conséquence, M. Pareja produit de nouveau les griefs déjà présentés par l'honorable M. Tariva, en explique quelques-uns et finit par demander au gouvernement du soussigné des explications satis-

faisantes sur chacun des points auxquels ils se rapportent, ainsi qu'un salut de 21 coups de canon au pavillon espagnol fait par un des forts maritimes de la République, qui sera rendu par un nombre égal de coups au pavillon chilien par un des navires sous ses ordres. Si on n'accède à cette demande dans le délai de quatre jours, à partir de la date de ladite note, il regardera comme rompues les relations diplomatiques entre le Chili et l'Espagne, et si le cas arrivait de faire usage des forces qui sont sous ses ordres, il se croira dans l'obligation d'exiger en outre une indemnité des préjudices soufferts par l'escadre espagnole par suite des dispositions du gouvernement du Chili.

Le soussigné a rendu compte de cette dépêche à S. Exc. le président de la République, et conformément à ses instructions il vient y répondre.

Le gouvernement du Chili a remarqué avec surprise que le gouvernement de l'Espagne avait remis au chef de son escadre dans le Pacifique la gestion de la présente négociation quand il avait dans la République une légation par l'organe de laquelle il eût pu la discuter d'une manière beaucoup plus régulière. Les pleins pouvoirs dont M. Pareja a remis copie au soussigné ne revêtent pas le plénipotentiaire du caractère diplomatique, dont à la rigueur, il aurait besoin pour entrer en relations officielles avec le gouvernement du Chili. Si le gouvernement de Sa Majesté Catholique a espéré que ses exigences seraient plus efficaces en confiant leur gestion au chef de son escadre, il est tombé dans une erreur regrettable et s'est écarté sans résultat des pratiques les plus en usage entre des nations civilisées et liées par des traités solennels.

Se fondant sur cette irrégularité, le gouvernement du Chili aurait refusé en toute autre circonstance la réponse que demande M. Pareja. Mais, dans le moment actuel, son refus eût pu s'interpréter comme un expédient dilatoire et évasif qu'il est très-loin de vouloir employer. Il désire, au contraire, arriver le plus tôt possible à un résultat qui le place dans une situation claire et définie, et pour cela, il a décidé de ne pas refuser la présente réponse.

Quant au fond de la dépêche de M. Pareja, il a regretté sincèrement que le cabinet de Madrid ait jugé insuffisantes les explications ci-dessus mentionnées et désapprouvé la démarche de M. Tavira en les acceptant, mais il croit que cette opinion, très-opposée à la sienne, laisse le fait de l'acceptation subsister dans toute sa force et ne motive point le rétablissement des choses dans l'état où elles se trouvaient avant le 13 mai dernier. Ne pouvant connaître la teneur des instructions de M. le Ministre résident de Sa Majesté Catholique, le gouvernement chilien a dû croire qu'il agissait conformément à celles-ci

et donner toute créance à ses paroles et actes officiels, comme émané du représentant de la foi publique de l'Espagne au Chili. Par conséquent, l'arrangement des difficultés pendantes entre les deux pays est devenu un fait passé en autorité de chose jugée dès que M. Tavira eût déclaré, le 20 mai dernier, que les explications du soussigné dissipaient les motifs de plainte que son gouvernement conservait, et eût corroboré cette déclaration en arborant de nouveau le pavillon de son pays, ce qu'il avait cessé de faire pendant plusieurs mois. Quoique M. Robert, chargé d'affaires actuel par intérim de Sa Majesté Catholique, connût la désapprobation de la conduite de son prédécesseur, il n'en arbora pas moins le pavillon d'Espagne, le dimanche 17 du courant comme jour férié, et le lendemain 18, comme hommage amical au glorieux anniversaire de l'indépendance du Chili. Il continua à prouver que cette désapprobation n'altérerait pas l'arrangement des difficultés passées. Et il n'en pouvait être autrement ; car si les gouvernements avaient le droit d'annuler les engagements que contractent avec les États étrangers leurs ministres publics accrédités, les relations diplomatiques manqueraient de base et de but, deviendraient incertaines et inutiles, et ouvriraient un vaste champ aux abus et aux embûches d'une nation peu scrupuleuse.

Et même s'il n'était impossible de faire abstraction d'une si grave considération, il s'en présenterait une autre plus grave encore. Quand, le 13 mai dernier, M. Tavira articula les motifs de griefs que l'Espagne avait contre le Chili, il se borna à demander à la République, pour les faire disparaître, de solennelles déclarations compatibles avec l'honneur du gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux instructions duquel il assurait se conformer dans cette demande. Les déclarations furent faites par le soussigné et acceptées comme satisfaisantes par M. Tavira ; et en admettant même pour un instant que le gouvernement espagnol pût les repousser à présent, on ne peut admettre, en outre, qu'il soit autorisé à étendre ses premières exigences quand les fondements sur lesquels elles s'appuient ne se sont pas modifiés. Aujourd'hui M. Pareja ne fait que reproduire les motifs de plainte présentés alors, et cependant, on demandait alors seulement des déclarations, et aujourd'hui on demande des explications satisfaisantes et un salut de réparation au pavillon espagnol. Et comment présente-t-on les nouvelles exigences, qui ne se justifient par aucun nouveau sujet de plainte ? On les présente au moyen d'un *ultimatum* péremptoire, menaçant, agressif, dans lequel on n'a pas même observé les formes de la conciliation et de la bienveillance, et que l'on a remis au soussigné le jour des plus agréables souvenirs pour les Chiliens, au milieu de la grande fête nationale, comme si on eût voulu porter ainsi un nouveau coup au patriotisme et à la dignité du pays.

Un semblable procédé révèle un esprit de prévention et d'hostilité des plus signalées ; le désir d'infliger à tout prix une humiliation à un pays presque désarmé et sans forces maritimes, parce qu'il a confié sa défense à sa modération, à sa droiture et à son équité, et a consacré tous ses efforts aux féconds travaux de la paix. Sans la réalité de dispositions aussi malveillantes, on ne pourrait comprendre comment le gouvernement de Sa Majesté Catholique pût renouveler aujourd'hui, par l'intermédiaire de M. Pareja, des griefs que le sous-signé a détruits complètement par des explications, longues et répétées et qui, étant contradictoires et incompatibles entre eux, se détruisent les uns les autres.

En effet, on accuse la République d'avoir fourni au vapeur de guerre *Lerzundi* les moyens de s'approvisionner à Valparaiso et d'y compléter son équipage, donnant ainsi à entendre que l'Espagne et le Pérou étaient entrés en état de guerre. Et, d'autre part, on fonde un nouveau grief sur la déclaration du 27 septembre 1864 relative au charbon de terre, en s'appuyant sur ce même état de guerre, que M. Pareja suppose dans le cas ci-dessus ne pas exister.

En réalité, quand *le Lerzundi* se trouvait à Valparaiso, il y avait des raisons pour croire à l'état de paix entre l'Espagne et le Pérou, comme il y en eut pour supposer le contraire quand le Gouvernement publia la déclaration incriminée. Le fait du *Lerzundi* se passa avant que le Gouvernement espagnol eût fait savoir au Pérou son intention de continuer l'occupation irrégulière des îles Chincha, quand l'officier qui l'avait consommée venait de révéler qu'il avait agi sans ordre du Gouvernement de Madrid, alors que le Représentant de l'Espagne au Chili qualifiait cette occupation de fait isolé et sujet à la désapprobation de son Gouvernement et pendant que le Gouvernement du Pérou, dans l'espoir d'une autre décision, se montrait disposé à ne pas faire usage de la force pour reprendre les îles occupées. La déclaration sur le charbon eut lieu, au contraire, après que le Gouvernement du Pérou, informé de la résolution inattendue de continuer l'occupation, parut décidé à employer la voie des armes pour y mettre fin, comme le prouvent les décisions solennelles du congrès du Pérou, les déclarations officielles du Ministre des affaires étrangères de cette République, et autres faits publics et précis.

Telle est la réalité des faits, et devant elle la conduite du Gouvernement du Chili est entièrement logique, justifiée et elle ne porte point atteinte aux droits de l'Espagne. Pour la considérer d'une autre manière, il est nécessaire, comme l'a fait M. Pareja, d'intervertir l'ordre, des faits, et de supposer entre l'Espagne et le Pérou l'état de guerre quand existait celui de paix, et ce dernier quand déjà s'était produit celui de guerre.

On fonde un autre grief sur la déclaration mentionnée, en prétendant que quand elle se publia, l'Espagne et la France se trouvaient dans une position identique envers le Chili, puisque si la première attaquait le Pérou, la seconde faisait la guerre aux ports mexicains du Pacifique, et que cependant l'escadre française continua à s'approvisionner dans les ports chiliens du combustible qu'on refusait à la flotte espagnole. Pour renforcer ce grief déjà examiné et détruit, on tombe dans une erreur évidente ; on compare la guerre intestine, la seule qui existait l'année dernière, comme encore aujourd'hui, au Mexique, quoique l'une des parties belligérantes s'appuie sur les armes étrangères, avec l'état de guerre entre deux nations indépendantes et souveraines comme l'Espagne et le Pérou. Si le Gouvernement du Chili avait besoin de corroborer les raisons qu'il a déduites antérieurement pour répondre à ce reproche, il rappellerait en outre que ce grief se base sur un fait incertain et dénué de preuves. Si quelque navire de l'escadre française destinée à bloquer les ports mexicains s'est réellement approvisionné de charbon ou d'autres articles de contrebande de guerre dans les ports chiliens, le Gouvernement manque d'informations à ce sujet, et ne peut accepter une hypothèse comme base de la plainte.

Il n'y a pas plus de logique dans le grief fait à la République de l'incident qui eut lieu le premier mai de l'année dernière devant l'hôtel de la Légation Espagnole. Quelque regrettable que fût ce fait, il n'entraînait aucune insulte au Pavillon de l'Espagne, comme a déjà eu l'honneur de le prouver le soussigné dans sa correspondance avec l'honorable M. Tavira. Et cela est tellement vrai, qu'ainsi l'ont reconnu implicitement M. Tavira, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique et M. Pareja lui-même. Les insultes au Pavillon d'un pays qui se respecte sont d'une gravité telle qu'elles rendent impossibles toutes relations entre l'offenseur et l'offensé jusqu'à complète satisfaction de l'injure. Si le Pavillon de l'Espagne eût été insulté, et que l'insulte fût restée jusqu'à ce jour sans réparation, M. Tavira n'eût pas continué ses relations avec le Gouvernement du Chili, et n'eût même pas continué à résider dans ce pays ; la Reine d'Espagne ne se fût pas adressée à plusieurs reprises, dans le cours de l'année dernière, au Président de la République pour lui communiquer les événements heureux ou malheureux qui concernaient sa royale famille ; M. Pareja, dans le traité qui mit fin à l'occupation des îles de Chincha n'eût pas appelé le Chili *nation amie* ; le Gouvernement espagnol n'eût pas approuvé cette même désignation, qu'aucun incident postérieur n'est venu amoindrir ou rendre moins exacte ; et enfin, M. Robert, actuellement Chargé d'Affaires de Sa Majesté Catholique par intérim, n'eût pas arboré le Pavillon Espagnol devant sa maison, le dernier jour férié, de même

que le 18 septembre, glorieux anniversaire de l'indépendance nationale. Quand tous ces faits ont eu lieu et prouvent qu'entre l'Espagne et le Chili il ne peut exister un différend qui rende impossibles les relations amicales, on vient demander au Gouvernement de la République un salut de réparation au Pavillon Espagnol !

Un autre grief, aussi illogique que les précédents est celui qu'on fait au Gouvernement du soussigné pour n'avoir point condamné explicitement dans le journal officiel les abus du *San Martin*. Il serait difficile de trouver une condamnation plus explicite de ces abus que celles que renferment les notes du soussigné sur la publication indiquée et le dernier discours lu par Son Excellence le Président de la République à l'ouverture du Corps Législatif ; documents qui ont eu une publicité beaucoup plus grande que celle du journal officiel du Chili, étranger aux discussions politiques. Et cependant, on fixe l'attention sur le silence de ce journal, et on ne tient pas compte de la réprobation la plus explicite consignée dans ces documents du caractère officiel le plus élevé et de la publicité la plus notoire. Quand on soutient de pareilles prétentions on ne peut leur donner d'importance qu'au moyen d'un *Ultimatum*.

Ce qui précède fera comprendre à M. Pareja que le Gouvernement du Chili, parfaitement convaincu de la droiture de ses actes et de la loyauté de sa politique envers le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, ne peut se reconnaître de torts imaginaires, ni accepter la honteuse et humiliante proposition qu'on lui fait de saluer le Pavillon Espagnol ; proposition qu'il repousse péremptoirement et avec un vif déplaisir.

Les insinuations de la Note de M. Pareja laissent entendre que la présente réponse décidera M. le Commandant Général de l'escadre espagnole à employer des moyens d'hostilité contre la République. En conséquence, le soussigné, au nom de son Gouvernement, proteste dès à présent de la manière la plus énergique et la plus solennelle contre l'emploi de tels moyens, contraires à l'esprit du traité en vigueur entre le Chili et l'Espagne, qui seront le signal d'une guerre déclarée entre les deux Pays, qui entraîneront un abus scandaleux de la force et dont l'énorme responsabilité retombera sur l'agresseur.

Si un tel événement avait lieu, la République, fortifiée par la justice de sa cause, soutenue par l'héroïsme de ses enfants, prenant Dieu pour juge et le monde civilisé pour témoin de la lutte, défendra son honneur et ses privilèges jusqu'à la dernière extrémité et fera la guerre par tous les moyens qu'autorise le droit des gens, quelque extrêmes et douloureux qu'ils soient.

A cette occasion le soussigné présente à M. Pareja l'assurance de sa considération distinguée.

Signé : ALVARO COVARRUBIAS.

Note adressée par l'amiral Pareja à M. Alvaro Covarrubias, l'informant qu'en présence du refus du Chili il aura recours à des mesures coercitives.

Le soussigné, Commandant Général de l'escadre de Sa Majesté Catholique dans l'Océan Pacifique, et son Ministre Plénipotentiaire pour négocier avec le Gouvernement du Chili, a eu l'honneur de recevoir aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, la dépêche que M. Covarrubias, Ministre des Affaires Etrangères de ladite République, lui a envoyée en réponse à la sienne du 17 de ce mois.

Informé par son contenu que le Gouvernement du Chili se refuse à accorder les satisfactions demandées pour les outrages commis par le Chili envers l'Espagne, le soussigné doit vous déclarer, conformément aux instructions de son Gouvernement, que si demain 24 de ce mois, à six heures du matin, le Gouvernement du Chili n'a pas consenti à donner les satisfactions demandées, les relations diplomatiques entre l'Espagne et le Chili seront rompues, et qu'il se verra dans la triste nécessité d'en appeler à la force qu'il a sous ses ordres pour obtenir la réparation que le Gouvernement de Santiago refuse à donner par les moyens pacifiques.

Le soussigné renouvelle à M. Covarrubias la déclaration qu'il a faite à la fin de la précédente Note ; c'est-à-dire, qu'il se considère obligé, après avoir fait usage de la force placée sous ses ordres, à exiger une indemnité, autant pour les préjudices que souffriront ses forces que pour tous dommages que les sujets de Sa Majesté Catholique, résidant dans la république du Chili, pourront souffrir dans leurs personnes et biens ; quoique, comme il l'a indiqué plus bas dans ladite note, il ait l'espérance, que, quels que soient les événements, le Gouvernement Chilien saura empêcher toute espèce d'attentats indignes des nations civilisées.

Le soussigné renouvelle à M. Covarrubias l'assurance de sa considération distinguée.

A bord de la *Villa de Madrid*, dans le port de Valparaiso, à sept heures et demie du soir, le 22 septembre 1865.

Signé : JOSE MANUEL PAREJA.

Note adressée par M. Covarrubias à l'amiral Pareja, lui notifiant que le Chili est résolu à résister aux exigences de l'Espagne.

Santiago, 23 septembre 1865.

Le soussigné, Ministre des Affaires Étrangères du Chili a l'honneur d'accuser réception de la dépêche que lui a envoyée M. Pareja, Commandant Général de l'escadre espagnole dans le Pacifique et Plénipotentiaire *ad hoc* de Sa Majesté Catholique, hier au soir, à sept heures et demie, et qui lui a été remise ce matin à huit heures.

Dans cette dépêche, M. Pareja persiste dans la demande de satisfaction déjà repoussée par le Gouvernement du Chili, et prévient que si le 24 de ce mois, à six heures du matin, elle n'est pas accordée, il en appellera aux forces placées sous son commandement pour obtenir ce qu'il demande. En même temps, il déclare de nouveau, qu'une fois qu'il aura fait usage de la force, il exigera une indemnité pour les dommages que pourra souffrir son escadre comme pour les préjudices que peuvent éprouver dans leurs personnes et leurs biens les sujets espagnols résidant au Chili.

Le soussigné s'empresse de remplir les instructions de son gouvernement en renouvelant à M. Pareja l'inébranlable résolution de la République de ne pas se soumettre aux conditions déshonorantes et injustifiables qu'on lui a imposées. Le Chili n'achètera jamais la paix au prix de sa dignité et de ses droits.

M. Pareja peut donc commencer demain les actes de force qu'il a en vue, et donner ainsi le triste spectacle d'un attentat international que la conscience des peuples civilisés saura qualifier et blâmer sévèrement et dont son propre parti ne tardera pas à recueillir les fruits amers.

Mais M. Pareja se tromperait beaucoup s'il fondait quelque espoir sérieux dans le projet d'indemnité mentionné. Le Gouvernement de la République repousse dès à présent, quels que soient les événements à venir, toute demande de dédommagement occasionnée par l'emploi de la force dont fera usage le chef de l'escadre espagnole. En outre, quoique M. Pareja n'ait aucun titre pour évoquer les pratiques des nations civilisées quand il se prépare à exercer une violence que la justice et le civilisation s'unissent pour condamner, le gouvernement de la République saura toujours remplir les devoirs que l'honneur, la foi publique et le droit international lui imposent.

La responsabilité entière et exclusive des maux incalculables que le prochain conflit fera peser sur le Gouvernement du Chili et sur les habitants de ce pays, nationaux et étrangers, doit retomber sur l'a-

gresseur, sur le Gouvernement de l'Espagne et ses agents, qui violent les lois du droit des gens et méconnaissant les usages les plus respectés et usités entre nations civilisées, veulent, sans aucune raison ni justice, sans aucun motif plausible, imposer à la République les traitements les plus vexatoires. Par conséquent, le gouvernement du soussigné réclamera de celui de l'Espagne la plus ample et complète réparation desdits dommages et pertes par tous les moyens qui lui seront propres, et avec l'énergie qui convient à son bon droit.

En signifiant ceci à M. Pareja de la façon la plus péremptoire, le soussigné revient à protester, et proteste une et mille fois contre tout acte d'hostilité que son escadre commettra envers la République et qui produira immédiatement une guerre déclarée entre l'Espagne et le Chili.

Le soussigné renouvelle, etc.

Signé : ALVARO COVARRUBIAS.

Première note du Corps diplomatique protestant contre les mesures de violence projetées par l'amiral Pareja à l'égard du Chili.

Le Gouvernement de la République du Chili a communiqué aux soussignés, membres du corps diplomatique résidant à Santiago, les documents suivants :

1° La note du 17 de ce mois adressée par M. Pareja, plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique, au Ministre des affaires étrangères de la république du Chili ;

2° Le pouvoir conféré par S. M. la Reine de l'Espagne à l'Amiral Pareja ;

3° La réponse, en date du 21 courant, faite par le Ministre des affaires étrangères du Chili à l'Amiral Pareja. .

Par ces documents, les soussignés voient avec regret qu'une rupture entre le Chili et l'Espagne est devenue imminente, sans qu'il ait été fait aucun effort pour arriver à un arrangement à l'amiable des différends existants; quoique les usages établis entre nations civilisées prescrivent l'emploi de ce moyen et que les pleins pouvoirs indiqués au n° 2 indiquent péremptoirement l'ouverture de négociations comme moyen d'arriver à une réconciliation, ainsi qu'il résulte du texte suivant. « Il peut être nécessaire de conclure des conférences, etc.... Vous conférez et conviendrez avec le Plénipotentiaire que désignera le président du Chili, ce que vous jugerez le plus juste et le plus opportun.

Dans l'intérêt de l'Espagne et du Chili et des pays respectifs des soussignés, ils conservent l'espoir que l'amiral Pareja et le Gouvernement de la République, sans considérer les expressions des notes échangées, peuvent encore ouvrir de nouvelles négociations avec la sérieuse intention d'arriver à une solution pacifique des questions pendantes.

Au cas où cette légitime espérance serait frustrée, considérant les dommages auxquels, par une subite rupture entre le Chili et l'Espagne, se verrait exposé le commerce de leurs pays respectifs, qui ont dû croire à la continuation de la paix après l'arrangement du 20 mai dernier; et en attendant des instructions, les soussignés réservent à leur Gouvernement l'adoption des mesures qu'ils jugeront nécessaires dans l'intérêt de leurs nationaux.

En même temps, les soussignés, dans les circonstances actuelles, protestent solennellement contre quelque acte que ce soit d'hostilité qui porterait préjudice aux personnes ou propriétés de leurs nations respectives.

Les soussignés ont signé cet acte en triple, pour l'un être transmis au ministre des affaires étrangères de la République, l'autre à l'amiral Pareja, le troisième devant être déposé dans les archives de leur doyen, le ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique.

Fait à Santiago, le 22 septembre 1865.

THOMAS H. NELSON,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique.

ANTONIO FERRO,

Ministre résident des États-Unis de Colombie.

HERMOJENES DE IRISARRI,

Chargé d'affaires de la République de Guatemala.

GUILLERMO TAYLOUR THOMPSON,

Chargé d'affaires de S. M. Britannique.

LEVENHAGEN,

Chargé d'affaires de S. M. le roi de Prusse.

FLORY,

Consul général et chargé d'affaires de France.

Première réponse de l'amiral Pareja au Corps diplomatique.

Navire-amiral de l'escadre de S. M. C. dans le Pacifique.

Le soussigné, commandant en chef de l'escadre de Sa Majesté Catholique dans le Pacifique et en même temps son ministre plénipotentiaire, a eu l'honneur de recevoir la note collective du corps diplo-

matique, résidant à Santiago, que le représentant des Etats-Unis d'Amérique, doyen dudit corps dans la République du Chili, a bien voulu lui transmettre par l'intermédiaire de son consul à Valparaiso.

Les ministres publics qui la signent expriment le même regret qu'éprouve le soussigné de la rupture entre le Chili et l'Espagne, rupture produite par l'obstination du gouvernement de la République qui se refuse à accorder par des moyens pacifiques la réparation qu'il doit à celui de Sa Majesté Catholique pour les offenses commises contre lui, auxquelles il ne peut être indifférent sans attenter à son honneur.

En répondant à ladite note, le soussigné est obligé de déclarer au corps diplomatique, par l'intermédiaire de son doyen, que les notes échangées entre MM. Tavira et Covarrubias, tant dans le cours de l'an dernier que pendant le mois de mai de l'année courante, au sujet des offenses mentionnées, prouvent que l'Espagne a fait tous les efforts nécessaires pour arranger à l'amiable le conflit occasionné par le gouvernement du Chili en infligeant ces offenses, et que le gouvernement de Sa Majesté Catholique n'ayant pas accepté, comme il ne lui était pas possible de le faire, les explications que M. Tavira admit en mai dernier, il ne restait d'autre voie vis-à-vis de la République du Chili que d'exiger péremptoirement la réparation à laquelle l'Espagne a un droit indiscutable.

Et il est évident que le soussigné ayant été nommé pour remplacer M. Tavira, le seul moyen qu'il dut prendre était de présenter au gouvernement ladite exigence comme il l'a exprimée, en se conformant aux instructions de son gouvernement. Ainsi donc, puisqu'on avait obtenu, par diverses notes, d'arranger amiablement les difficultés, et le gouvernement de l'Espagne n'ayant pas considéré comme réparation suffisante les réponses évasives données par celui du Chili en mai dernier, il avait le droit d'exiger péremptoirement cette réparation, et ni l'Espagne, ni son représentant ne se sont séparés dans ce cas des usages des nations civilisées.

Le soussigné regrettera autant que les ministres auxquels il a l'honneur de s'adresser les pertes inévitables que causeront au commerce les hostilités contre le Chili; mais qu'il lui soit permis toutefois d'exprimer l'opinion que si un des gouvernements qu'ils représentent avait reçu de celui du Chili les offenses et les dommages qui ont été infligés à l'Espagne, il aurait agi de la même manière et n'aurait pas accepté les réponses évasives données dans les notes du mois de mai dernier comme une réparation suffisante. Les conséquences de la dépêche de M. Tavira étaient faciles à déduire surtout si l'on considère qu'en recevant les explications données, il déclara qu'elles dissi-

paient *dans son opinion* tous les motifs de plainte de son gouvernement ce qui établit clairement que l'approbation de M. Tavira n'engageait pas son gouvernement et ne pouvait en conséquence établir la confiance dans le maintien de la paix.

Le soussigné regrette d'ailleurs de ne pouvoir accéder aux désirs des membres du corps diplomatique résidant à Santiago, sans pour cela cesser d'estimer à toute leur valeur les efforts qu'ils ont faits, dans l'accomplissement de leur noble mission, afin d'éviter une rupture entre le Chili et l'Espagne.

Le soussigné, avant de terminer, et afin que le Corps diplomatique résidant à Santiago puisse apprécier, comme elles doivent l'être, les justes causes qui ont obligé l'Espagne à porter le litige avec le Chili sur le terrain où il est placé, lui adresse ci-joint une copie du *memorandum* que son gouvernement lui a ordonné d'envoyer aux autres républiques de l'Amérique du Sud au cas d'une guerre avec le Chili, et comme il est à craindre que le gouvernement de cette République, d'après la dépêche qu'il en a reçue hier, ne consente pas à accorder la demande de réparation qui lui a été renouvelée dans l'ultimatum qui lui a été adressé hier soir, et dont le délai expire demain à six heures du matin, l'ouverture des hostilités, au cas d'une nouvelle dénégation, commencera à l'heure indiquée.

Le soussigné, etc.

Signé : JOSÉ-MANUEL PAREJA.

Seconde note du Corps diplomatique à l'amiral Pareja.

Santiago, 24 septembre 1865.

Les soussignés, Membres du Corps diplomatique résidant à Santiago, ont vu avec peine, dans la note du 23 du courant, que M. Pareja, commandant en chef de l'escadre de Sa Majesté Catholique et son plénipotentiaire, a bien voulu leur adresser, que Son Excellence persiste à appuyer ses réclamations par la force des armes, sans chercher auparavant à atteindre l'objet de sa mission par des moyens de conciliation.

Les soussignés ne croient pas devoir émettre d'opinion au sujet des motifs qui déterminèrent le Gouvernement de Sa Majesté Catholique à demander des satisfactions à celui du Chili; ils désirent uniquement éviter une rupture inutile entre deux pays qui, hier encore, étaient en bonnes relations et dont les Gouvernements sont liés par de nombreux intérêts. Pour cette raison, les soussignés se permirent, il y a peu de jours, d'exprimer à son Excellence leur espoir que, confor-

mément aux expressions des pouvoirs conférés à Son Excellence, il ouvrirait de nouveau les négociations avec le Gouvernement de la République.

Ils ne partagent pas l'opinion qu'il ne reste aucun autre arbitre que les réclamations péremptoires. Les explications données à M. Tavira par le ministre des affaires étrangères du Chili dans sa note du 16 mai dernier satisfirent le représentant de Sa Majesté Catholique; dès ce moment un arrangement fut conclu entre les deux pays; les difficultés qui, pendant quelque temps, avaient mis du froid dans leurs relations disparurent, et M. Tavira ayant agi en sa qualité de ministre de Sa Majesté Catholique, il y eut lieu de croire que l'arrangement accepté par lui serait ratifié par sa cour. La désapprobation place les deux parties intéressées dans la même situation où elles se trouvaient avant de commencer les premières négociations, et par conséquent, il y avait possibilité de les ouvrir de nouveau.

Conformément à cette règle de diplomatie et en même temps de loi internationale, la note du 17 du courant que M. le commandant en chef adressa à M. le ministre des affaires étrangères, dit : « Le sous-signé est obligé de reproduire à présent les griefs déjà présentés.... suffisamment prouvés dans les diverses notes de M. Tavira; et il se borne à les considérer comme reproduits dans cette communication, remplissant ainsi les ordres de Sa Majesté Catholique. »

Et plus bas il ajoute :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique considère que l'état des choses est le même que quand M. Tavira adressa sa note du 13 mai dernier à M. Covarrubias. »

Le commandant en chef, dans sa note du 17, se réfère à celle de M. Tavira du 13 mai dernier, la prenant comme point de départ pour les négociations : mais, au lieu d'attendre la réponse que dans les actuelles circonstances eût pu lui donner le ministre du Chili, Son Excellence ajoute de nouvelles réclamations à celles déjà faites par M. Tavira, et menace de reprendre les hostilités contre le Gouvernement de cette République, si dans un délai de peu de jours il n'accède pas à sa réclamation. Votre Excellence présente un *Ultimatum* avant d'entrer en négociation.

Les soussignés ont des motifs pour croire que le Gouvernement de la République ne se fût pas refusé à donner des explications satisfaisantes, si le commandant en chef eût fait quelque effort pour régler à l'amiable les difficultés qui existent; mais il était impossible qu'il accédât à des réclamations faites avec exigence, d'un ton menaçant, au moyen d'un *Ultimatum* péremptoire.

S'appuyant des raisons qui précèdent, les soussignés expriment de nouveau l'espoir qu'ils conservent que les négociations se rouvriront,

dans la confiance qu'elles conduiront à la conclusion pacifique des difficultés existantes.

Signé : THOMAS H. NELSON.

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique.

(Suivent les autres signatures.)

Réponse de M. Covarrubias à la note du Corps diplomatique.

Santiago, 23 septembre 1865.

Le soussigné, Ministre des affaires étrangères du Chili a eu l'honneur de recevoir la note, en date d'hier, que l'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis du Nord Amérique a bien voulu lui adresser en lui remettant le procès-verbal de la réunion du corps diplomatique résidant dans cette capitale, qui a eu lieu hier.

Au nom de son Gouvernement, le soussigné remercie sincèrement le ministre plénipotentiaire et ses honorables collègues de l'intérêt qu'ils ont manifesté pour la complication qui, en ce moment, menace d'occasionner une rupture entre le Chili et l'Espagne.

Le corps diplomatique a observé et regretté avec beaucoup de raison que cette rupture n'ait pas été précédée du moindre effort de la part du chef des forces espagnoles pour discuter à l'amiable les différends. Semblable omission est d'autant plus étrange et regrettable que le Gouvernement du Chili n'a jamais refusé l'explication de ses actes, convaincu comme il l'est de n'avoir infligé aucune offense à l'honneur ni aux légitimes intérêts de l'Espagne.

Cependant pour faire revivre une question vidée on a préféré abandonner tout moyen de conciliation, on a commencé par présenter un *Ultimatum* péremptoire, exigeant d'un ton menaçant des explications satisfaisantes que le Gouvernement du Chili n'a jamais refusées, et un salut de satisfaction qui ne se fonde sur aucune offense effective, plaçant ainsi fatalement la République entre une rupture et une humiliation injuste. Le choix ne pouvait être douteux pour un Gouvernement qui sait respecter la dignité du pays et la sienne.

La nouvelle note que le soussigné a reçue aujourd'hui de M. Pareja, rend plus imminente encore une si sensible extrémité, car il persiste dans son *Ultimatum* et annonce le prochain emploi des mesures d'hostilité.

La responsabilité des déplorables conséquences que ces mesures occasionneront retombe sur le Gouvernement de Sa Majesté Catholique qui a autorisé une agression injustifiable par ses précédents, comme par sa forme et son but.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à l'envoyé, etc., etc.

Signé : ALVARO COVARRUBIAS.

Proclamation de l'amiral Pareja à l'escadre espagnole devant Valparaiso, après la déclaration de guerre de la République chilienne à l'Espagne.

Devant le port de Valparaiso, le 24 septembre 1865.

Marins et soldats, le moment est venu pour moi de vous adresser la parole, non pas pour vous rappeler votre devoir que vous connaissez bien, mais pour vous dire combien noble, sainte et juste est votre mission, alors que vous venez exiger de la fière république du Chili les satisfactions qu'elle nous refuse pour les attaques grossières et calomnieuses dirigées contre notre reine et notre patrie à l'époque de notre démêlé avec le Pérou, époque à laquelle elle foula aux pieds les traités qui la liaient à l'Espagne, oubliant que c'était d'Espagne que vinrent les hommes qui, en la dotant d'une religion, d'une langue, de lois et de mœurs, avaient étonné le monde par leurs faits héroïques.

Il y a plus de trois cents ans, nos aïeux conquièrent le sol sur le continent duquel vous vous trouvez, et leur bravoure, leurs souffrances et leur constance furent telles que l'imagination est éblouie par le prestige d'une si gigantesque entreprise menée à terme.

Il y a cinquante-cinq ans, par suite de trahisons et de secours étrangers, notre Espagne se trouvant alors pauvre, abattue, sans marine ni soldats, les habitants de ces terres, reniant leur mère patrie, brisèrent les liens qui l'unissaient à l'Espagne. La croyant encore aujourd'hui dans la position où elle se trouvait alors, ils nous blessent et nous insultent, osant par leurs infâmes, honteux et inconvenants écrits, aller jusqu'à s'attaquer au trône de notre auguste reine Isabelle II.

C'est pour demander satisfaction de ces insultes que mon escadre est venue dans les eaux du Chili, nous venons les contraindre à saluer de vingt et un coups de canon notre glorieux et brillant pavillon castillan. Les Chiliens qui se croient plus braves que nous, osent nous refuser ce que nous obtiendrons en justice et par la force.

Je comprends, comme vous la comprendrez vous-même, la facilité de cette entreprise. C'est à un faible ennemi dépourvu de navires de guerre et de forteresses à opposer à nos canons que nous avons à prouver que le sang qui coule dans nos veines est celui de la poignée de braves auxquels ils doivent ce qu'ils sont.

Toutefois nous leur détruirons le peu de canons mal montés au-dessus desquels vous voyez planer l'orgueilleuse étoile chilienne. Nous tâcherons de découvrir la *Esmeralda* et le *Magni*, ces navires qui, en abandonnant le port dans la nuit du 19, ont donné la preuve que leur jactance est supérieure à leur bravoure. Nous bloquerons leurs forts et nous les priverons complètement de ressources, jusqu'au point de faire courber leur orgueil et de les obliger à respecter constamment notre pavillon.

Je connais votre enthousiasme, votre fermeté, votre discipline et votre constance, et, sous la direction de généraux et officiers, aussi braves que bons, il nous sera facile d'ajouter une nouvelle page à notre brillante histoire qui rappelle nos vertus.

Votre général Jose-Manuel Pareja sera toujours fier de vous commander.

Seconde réponse de l'amiral Pareja au Corps diplomatique.

Le soussigné, commandant en chef de l'escadre de Sa Majesté Catholique dans le Pacifique et son ministre plénipotentiaire, a eu l'honneur de recevoir la note collective du corps diplomatique résidant à Santiago, du 24 du courant, que le représentant des États-Unis d'Amérique, en sa qualité de doyen dudit corps au Chili, a bien voulu lui adresser.

Les hostilités entre l'Espagne et le Chili ayant commencé, l'objet principal de la première note et de celle à laquelle j'ai l'honneur de répondre a disparu.

Cependant, outre un juste motif de politesse, le soussigné, en y répondant, a eu en vue de réfuter quelques-uns des arguments qui se trouvent dans ladite note, donnant à leur égard son opinion claire et explicite, opinion qui, il n'hésite pas à l'affirmer, est celle même de son Gouvernement.

Dans cette note il dit :

« Les soussignés ne croient pas devoir émettre d'opinion au sujet des motifs qui déterminèrent le gouvernement de Sa Majesté Catholique à demander des satisfactions à celui du Chili; ils désirent uniquement éviter une rupture inutile. »

Et plus bas :

« Ils ne partagent pas l'opinion qu'il ne reste aucun autre arbitre que les réclamations péremptoires. Les explications données à M. Tavira par le ministre des affaires étrangères du Chili, dans sa note du 16 mai dernier, satisfirent le représentant de Sa Majesté Catholique; dès ce moment un arrangement fut conclu entre les deux pays; les

difficultés qui pendant quelque temps, avaient mis du froid dans leurs relations disparurent et M. Tavira ayant agi en sa qualité de Ministre de Sa Majesté Catholique, il y eut lieu de croire que l'arrangement accepté par lui serait ratifié par sa cour. »

Qu'il soit permis au soussigné de déclarer aux ministres publics auxquels il s'adresse, qu'en leur indiquant dans sa précédente note la nature des offenses infligées par le Chili à l'Espagne et en leur remettant copie de son *Memorandum* aux républiques américaines, où elles se trouvent exprimées très-clairement, il n'a eu d'autre objet que de leur prouver évidemment la réalité et la gravité de ces injures, et par conséquent, l'absolue nécessité où s'est trouvé le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, après les nombreuses notes échangées entre son représentant et le ministre chilien, de recourir à des réclamations péremptoires ; ce à quoi ce Gouvernement a eu un droit complet, du moment que le Gouvernement de Santiago se refusa à satisfaire l'honneur de l'Espagne, circonstance dont le gouvernement de Madrid est seul juge.

Si M. Tavira se déclara satisfait des explications de M. Covarrubias, le Gouvernement ne contracta pas pour cela l'obligation de ratifier le consentement de son ministre résident, parce que, outre que M. Tavira, comme il le dit lui-même, dans sa note du 20 mai, dit seulement que ces explications étaient suffisantes à son avis, reste la puissante raison que, précisément pour n'avoir pas rempli les instructions qu'il avait reçues de son Gouvernement, celui-ci désapprouva sa conduite de la manière la plus solennelle et explicite, et le soussigné prend la liberté d'affirmer que les instructions qu'il a reçues du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, et en conformité desquelles il a agi, sont entièrement identiques à celles qu'eût dû exécuter M. Tavira.

Ainsi donc, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, en désapprouvant les actes de M. Tavira et en déclarant qu'« il considérait que l'état des choses était le même que quand M. Tavira adressa sa Note du 13 mai dernier à M. Covarrubias, » a agi complètement en conformité des règles diplomatiques et de la loi internationale, et non en contradiction d'icelles comme le soussigné a remarqué, avec regret, que l'assurait le Corps Diplomatique résidant à Santiago ; dès l'instant qu'ayant donné à M. Tavira les instructions dont il a été parlé, il est clair qu'à cette époque il considérait les explications données par M. Covarrubias comme insuffisantes, et du moment qu'il en était ainsi, il est évident aussi qu'il ne lui restait d'autre voie à suivre que celle qu'il s'est vu obligé à prendre en réparation de son honneur, laquelle, comme il a été déjà dit, est la même que l'on indiqua à M. Tavira.

Le Gouvernement de l'Espagne a déjà suffisamment discuté la question avec celui du Chili, comme il est prouvé par les explications

du 19 mai, et il a pu pleinement se convaincre qu'il ne réussirait pas à obtenir par des moyens pacifiques les explications qu'il était en droit d'obtenir.

Il ne reste plus au soussigné qu'à déclarer que son Gouvernement n'ayant pu adopter d'autre moyen, puisque celui du Chili s'est refusé à le satisfaire comme il le devait, il ne lui est pas possible d'admettre la protestation du Corps Diplomatique, attendu que les préjudices que causeront les hostilités seront exclusivement dus à l'obstination du Gouvernement du Chili à refuser à l'Espagne des satisfactions proportionnées aux offenses faites. En tous cas, les lois de la guerre accordent au belligérant le droit de faire à l'ennemi le plus de mal possible; outre cela, celui qui le fait avec raison, comme l'Espagne dans le cas présent, ne saurait accepter la responsabilité des dommages qui pourront être causés aux étrangers établis sur le territoire ennemi.

Le soussigné renouvelle, etc., etc.

A bord de la *Villa de Madrid*, dans le port de Valparaiso, le 26 septembre 1865.

Signé : JOSÉ MANUEL PAREJA.

Troisième note du Corps diplomatique à l'amiral Pareja.

Les soussignés, membres du Corps diplomatique à Santiago, ont eu l'honneur de recevoir la Note, datée du 26 courant que leur a adressée M. Pareja, Commandant en Chef l'escadre de Sa Majesté Catholique et son Ministre Plénipotentiaire.

Les soussignés considèrent que ladite note ne détruit pas les observations et les objections qu'ils ont pris la liberté de faire à Son Excellence au sujet des procédés adoptés par Elle pour régler les différends qui existent entre le Gouvernement de Sa Majesté Catholique et la République du Chili, et ils se voient obligé, avec regret, à réitérer et à soutenir les réserves et protestations contenues dans leurs notes des 22 et 24 courant.

Les soussignés profitent de cette occasion pour renouveler, etc., etc.

Santiago, 28 septembre 1865.

Signé : THOMAS H. NELSON; ANTONIO FERRO; HERMOJENES DE IRISARRI; WILLIAM TAYLOUR THOMPSON; LEVENHAGEN; FLORY.

Circulaire de M. Bermudez de Castro, aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger, au sujet du différend qui s'est élevé entre l'Espagne et le Chili.

San Ildefonso, 23 novembre 1865.

Les différends qui ont surgi l'année dernière entre l'Espagne et la République du Pérou, sans amener heureusement un état de guerre déclaré entre les deux pays, et qu'on peut considérer aujourd'hui comme terminés complètement et d'une manière satisfaisante, ont été une occasion pour le Gouvernement de la République du Chili, avec laquelle nous avons toujours été en bonnes relations d'amitié, de manifester envers l'Espagne un esprit d'hostilité et de malveillance auquel nous étions loin de nous attendre, ne l'ayant jamais motivé par aucun acte agressif.

En peu de temps, les offenses se sont multipliées; le pavillon de notre pays, arboré à la Légation d'Espagne, a été insulté et bafoué par la population en présence et du consentement de la force armée du Chili, qui est restée impassible devant cet acte indigne de toute nation civilisée; un journal nommé le *San Martín* s'est donné la mission d'insulter de la façon la plus inouïe la nation espagnole, et même la personification de ses institutions.

Le Gouvernement n'a rien fait pour empêcher cela, et plus tard n'a pas protesté, par la voix du Parlement ou celle de ses journaux, contre une conduite aussi indigne, donnant ainsi par son acquiescement ou par ce manque de blâme une approbation facile, et acceptant une part de complicité dans ces faits scandaleux. Il a violé les lois de neutralité, en permettant, dans son oubliex mépris des traités qui l'unissaient à l'Espagne, d'autoriser publiquement l'enrôlement d'hommes destinés à monter et armer le vapeur de guerre péruvien *Lersundi*.

Poussé par un esprit ouvertement hostile, il a déclaré le charbon de terre contrebande de guerre, dans le seul but d'empêcher l'escadre espagnole de pouvoir se procurer ce combustible, causant ainsi un préjudice immense et des dépenses considérables à nos bâtiments et au Trésor. Et, comme pour mieux prouver encore ses mauvaises dispositions à notre égard et sa partialité, tandis qu'il nous refusait du charbon, il permettait aux navires français qui guerroyaient dans les ports mexicains de s'en procurer.

Il serait trop long d'énumérer et de passer en revue toutes les offenses que, sans motif plausible, le gouvernement du Chili a infligées à une nation amie et alliée contre laquelle il ne pouvait avoir aucun sujet de mécontentement, et à qui l'unissait un traité solennel de paix

et d'amitié. Cette conduite a donné lieu à un long échange de négociations diplomatiques entre le Ministre de Sa Majesté et le Cabinet de Santiago, depuis le 4 mai 1864.

Aux Notes répétées du Ministre Espagnol, dans lesquelles il exposait toutes les offenses successivement commises contre l'Espagne, la violation des traités et ce qu'exigeaient non-seulement les liens d'ancienne amitié et les conventions solennelles, mais les règles de la plus sage neutralité entre des nations non ennemies, aux réclamations faites dans les termes les plus convenables et les plus modérés, à l'assurance du désir sincère d'éviter tout motif de ressentiment ou de discorde entre les deux pays, et enfin à la sollicitude du Gouvernement Espagnol pour user de tous les moyens de conciliation possible, afin de ne pas rompre les relations d'amitié qu'il était désireux de maintenir et de conserver avec la République du Chili; à tout cela le gouvernement de ce pays n'a fait que des réponses évasives, pleines de subtilités et empreintes parfois d'un dédain qui ajoutait encore à l'offense l'amertume d'une ironie méprisante.

Malgré cette conduite du Chili, le Gouvernement de la Reine ne s'est point départi de son calme habituel, et son désir d'en venir à un arrangement amical ne s'est point affaibli. La preuve en est dans la dernière Note adressée le 13 mai de cette année par le Ministre résidant au Chili, dans laquelle sont récapitulées les offenses reçues de cette République, et qui, concurremment avec d'autres documents importants relatifs à cette malheureuse question, sera très-probablement portée à la connaissance du public. Le cabinet chilien a répondu à cette note dans les mêmes termes évasifs qui déjà avaient paru si peu satisfaisants au gouvernement de Sa Majesté et même à son représentant à Santiago.

Cependant M. Tavira se tint pour satisfait et déclara que, dans son opinion, les explications données mettaient à néant les sujets de mécontentement que son Gouvernement pouvait avoir contre le Chili. Mais, cela est triste à dire, le Ministre de Sa Majesté ne s'était pas conformé à ses instructions; il les avait négligées de toute manière, car lorsqu'il expédiait sa Note du 13 mai, comme lorsqu'il a reçu la réponse du Ministre Chilien à la date du 16, et qu'il a déclaré le 20 du même mois que, dans son opinion, les motifs de plainte n'existaient plus, il avait déjà connaissance des ordres que le Gouvernement de la Reine lui avait adressés à la date du 25 mars, et sur lesquels il aurait dû régler strictement sa conduite. Dans ces instructions, dictées sous la fâcheuse impression résultant de si nombreuses offenses et des moyens évasifs employés pour ne pas les réparer, le Gouvernement Espagnol a conservé la modération et le calme qui ont inspiré sa conduite pendant toute la durée de cette longue négociation. Il ne demandait point

au Chili une réparation humiliante, il n'exigeait pas de dédommagements pécuniaires, bien qu'il y eût un droit indiscutable en présence des dommages que nous avaient causés des actes contraires aux traités spéciaux et aux lois de la neutralité; non : tout ce qu'on réclamait du Chili se réduisait à ce qu'on exige aujourd'hui de lui par l'entremise de l'amiral Pareja : 1° salut de vingt et un coups de canon fait au pavillon espagnol, tel qu'un navire de l'escadre espagnole puisse y répondre; 2° déclaration explicite constituant une satisfaction donnée à l'Espagne pour les offenses qui lui ont été faites; 3° strict et exact accomplissement du traité de paix.

Voilà quelles étaient les seules conditions imposées à cette République comme réparation de torts si nombreux, si souvent renouvelés, et après une négociation aussi longue que stérile. Comme je l'ai dit à Votre Seigneurie, le Ministre d'Espagne a complètement négligé ces instructions; il s'est déclaré satisfait des réponses évasives du Gouvernement Chilien. Je me suis vu alors dans l'obligation de proposer son rappel à Sa Majesté, et de confier l'arrangement des difficultés pendantes à l'amiral Pareja.

Il serait superflu de prétexter, comme le fait le Ministre des Relations Extérieures du Chili, dans sa Note du 22 septembre, « que, ne pouvant connaître la teneur des instructions du Ministre de Sa Majesté Catholique, il devait supposer qu'il agissait en conformité avec ces ordres, et que d'ailleurs l'arrangement des difficultés pendantes entre les deux pays était un fait passé à l'autorité de chose jugée depuis que M. Tavira avait déclaré, le 20 mai, que les explications données par le Ministre Chilien mettaient à néant les motifs de plainte qu'avait son Gouvernement.

Le Gouvernement Chilien ne s'est aucunement préoccupé des termes employés par M. Tavira, que ces explications détruisaient « dans son opinion, » phrase qui a été omise par le Ministre du Chili, et dont l'omission est cependant de grande importance dans le cas dont il s'agit; il ne s'est pas préoccupé non plus de ce que les actes d'un Agent diplomatique ne sont jamais définitifs que quand il a obtenu l'approbation ou la ratification de son Gouvernement. Et cependant, il faut bien le dire, le Gouvernement du Chili n'ignorait rien de tout cela. Il savait fort bien que le cabinet de Madrid pouvait désapprouver la conduite de son agent; bien plus, le cabinet chilien prévoyait et craignait cette désapprobation; il soupçonnait au moins que la conduite de l'Agent Espagnol, dont il se constituait spontanément et par anticipation l'officieux et zélé défenseur, ne devait pas être de tous points conforme aux instructions à lui données par son Gouvernement.

Votre Seigneurie peut trouver la preuve de ces assertions dans la Circulaire adressée à la date du 1^{er} juin par M. le Ministre Goyarrubias

aux représentants du Chili en Europe et à Washington, en les informant de l'arrangement conclu avec M. Tavira. J'ai entre les mains une copie authentique et communiquée d'une manière officielle par un de ses principaux Représentants.

« Nous avons le plus grand intérêt, disait M. Covarrubias, à ce que le bon procédé d'un Agent diplomatique si honorable (M. Tavira) soit approuvé par son Gouvernement. Cet intérêt n'a point son origine dans la crainte de nouvelles complications avec l'Espagne, mais bien plutôt dans les sentiments de loyale amitié et de sympathie que nous avons pour M. Tavira et même pour l'Espagne.

« Il sera très-opportun de seconder nos vues, et je recommande à Votre Seigneurie d'agir près de l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique à la cour où vous résidez de manière à lui communiquer l'impression que je viens d'exprimer à Votre Seigneurie relativement à la conclusion de nos différends avec l'Espagne, et à détruire toutes les préventions qu'il pourrait avoir contre la conduite tenue par M. Tavira. »

Si les actes de cet Agent diplomatique devaient avoir l'autorité de la chose jugée, ainsi que le prétend aujourd'hui le Ministre du Chili; si lorsqu'a été faite la Déclaration du 20 mai, M. Covarrubias croyait que le Ministre d'Espagne agissait conformément à ses instructions, quelle nécessité y avait-il alors de recommander et d'obtenir l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté? Et, dans ce cas aussi, quelles préventions pouvaient exister contre un Agent Espagnol pour qu'un gouvernement étranger, intéressé dans la Convention, prît le soin de les détruire?

On ne saurait trouver une preuve plus évidente que les paroles que je viens de citer, pour montrer que, dans la pensée du Gouvernement Chilien, c'était le doute qui dominait; on peut presque dire même qu'il avait la certitude que, M. Tavira ayant agi contrairement à ses instructions, on ne pouvait espérer que son Gouvernement approuvât sa conduite. Et comme si la recommandation dont je viens de parler n'eût pas été suffisante, M. Covarrubias ajoute :

« Nous devons également inviter Votre Seigneurie à faire une démarche semblable à celle que nous vous avons déjà indiquée auprès de M. le Ministre des Affaires Étrangères, dont l'opinion dans la question sera d'un grand poids sur l'esprit du Gouvernement Espagnol. Si cette opinion concorde avec la nôtre, et est exposée d'une manière explicite au Cabinet de Madrid, nos désirs seront complètement remplis en cette occasion. »

Il est parfaitement inutile de dire à Votre Seigneurie quelles tristes réflexions font naître ces phrases qui portent la signature de Covarrubias, Ministre des Affaires Extérieures du Chili. Elles ne peuvent donner

à Votre Seigneurie, comme à tous ceux qui les liront, d'autre pensée que la douloureuse conviction que la République Chilienne, sachant que la Convention conclue avec le Ministre d'Espagne ne pouvait satisfaire les exigences de notre dignité et de notre honneur, employait tous les moyens connus de Votre Excellence pour obtenir une approbation qu'elle n'espérait pas et à laquelle elle ne pouvait s'attendre.

La conduite de l'Agent diplomatique espagnol étant désapprouvée, celui-ci ayant été rappelé de son poste, étant connue aussi la résolution du Gouvernement de la République de n'accorder aucune satisfaction, si petite que fût celle que demandait l'Espagne, pour les nombreuses et fréquentes offenses commises envers elle, le Gouvernement de Sa Majesté s'est vu forcé de charger de l'arrangement du différend le chef des forces navales espagnoles dans le Pacifique, et il lui a donné ensuite les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter avec le Chili, ainsi que les instructions publiées aujourd'hui dans la *Gazette*.

Dès son arrivée à Valparaiso, l'amiral Pareja envoya au Gouvernement Chilien une Note, en date du 7 septembre, dans laquelle, rappelant sommairement les principales offenses qui nous avaient été faites, il se contentait, pour toute réparation, d'explications sur chacun des points de sa plainte, et d'un salut au pavillon espagnol de vingt et un coups de canon, salut qui serait immédiatement rendu au pavillon chilien par un nombre égal de coups de canon.

Quatre jours après, c'est-à-dire le 21 septembre, quelque invraisemblable que cela paraisse, M. Covarrubias répondit en refusant toute espèce de satisfaction, même aussi modérée que celle exigée par l'amiral Pareja. Il n'y avait aucune humiliation à donner des explications satisfaisantes à une nation qui n'avait nullement offensé la République, et à saluer le pavillon espagnol quand nous nous engageons à rendre le même salut au pavillon chilien.

L'amiral Pareja ne demandait aucune indemnité pécuniaire ; cependant, au cas où le refus du Chili le mettrait dans la nécessité d'avoir recours à la force, il déclarait qu'il serait forcé d'exiger une indemnité pour les avaries que pourrait avoir essuyées l'escadre espagnole.

« Si, disait le Commandant de nos forces navales dans sa Note du 17 septembre, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, par un sentiment qui lui est propre, ne réclame cette indemnité que dans le cas extrême où il serait contraint d'avoir recours à la force, il ne méconnaît pas pour cela son droit à l'exiger dès à présent, droit qu'il est de son devoir de proclamer solennellement. »

Le Gouvernement de la République, qui s'était toujours refusé à toute espèce de concession, motive maintenant son refus en disant que ces réclamations étaient faites à la tête de forces considérables, et qu'un terme lui avait été fixé pour donner satisfaction. Ce n'était là

qu'un simple prétexte ; la résolution du Chili était déjà arrêtée depuis longtemps. Sa conduite passée nous le prouve, ainsi que le langage de M. Covarrubias, au moment où le Ministre de Sa Majesté lui présentait comme Chargé d'Affaires le secrétaire de la Légation espagnole.

« Le Gouvernement du Chili, dit-il à M. Tavira, en signant avec vous le compromis désapprouvé par l'Espagne, a fait tout ce qui était compatible avec sa dignité, mais il ne peut et ne pourra rien faire de plus. »

Pour appuyer ces paroles, le Gouvernement Chilien, dès le 12, c'est-à-dire cinq jours avant l'arrivée de l'amiral Pareja, se prépare à se défendre, et envoie au port de Valparaiso de l'infanterie et de l'artillerie sans savoir encore dans quels termes l'Amiral espagnol formulerait les réclamations de son Gouvernement. Vous comprendrez maintenant qu'il ne restait plus au Chef de notre escadre et à notre Plénipotentiaire qu'à se conformer à ses instructions après avoir échoué avec sa Note du 17 septembre.

Ces négociations stériles duraient depuis seize mois, et elles avaient épuisé la discussion. La dignité de l'Espagne était foulée aux pieds, et tous les moyens employés jusqu'à ce jour étaient restés infructueux. Ils n'auraient eu pour résultat qu'un arrangement tellement humiliant pour nous, que le Gouvernement Chilien lui-même, ayant des doutes sur son acceptation, faisait appel, pour le soutenir, à l'influence que doivent exercer sur Sa Majesté les égards et la considération dus aux Gouvernements alliés et amis.

Ce fut en vain : les puissances à qui le Chili faisait allusion ne firent aucune démarche en sa faveur, jugeant sans doute qu'une cause qui avait recours à de tels moyens de défense ne devait pas être bien juste.

Comme je vous l'ai déjà dit, le 21 septembre le Ministre de la République répondit à la Note du 17 de l'amiral Pareja, et la lecture attentive de cette réponse vous prouvera sa résolution irrévocable de ne donner aucune espèce de satisfaction à nos justes réclamations. Il trouvait que les pleins pouvoirs dont était investi l'amiral Pareja ne lui donnaient pas le caractère diplomatique nécessaire pour traiter avec la République. Il ne donnait pas les raisons sur lesquelles il se fondait ; mais, pour qu'on ne prit pas cette excuse comme une réponse et un moyen de gagner du temps, M. Covarrubias affirmait que cette circonstance le dispensait de toute réponse. Il disait auparavant « qu'il désirait arriver le plus tôt possible à un résultat qui éclaircirait définitivement la situation, » paroles qui, dans des circonstances si importantes, ne pouvaient avoir d'autre interprétation que le désir d'arriver à une rupture complète et à la guerre.

M. Covarrubias n'abandonne pas ses réponses évasives et ses subtilités ironiques. Les insultes faites par la foule au pavillon Espagnol

dans la maison de la Légation n'ont pu, dit-il, offenser le Gouvernement Espagnol. Quand on fait de telles injures au pavillon d'une nation qui se respecte, il n'y a plus de relations possibles entre l'offenseur et l'offensé.

Pourtant M. Tavira a continué ses relations avec le Chili et n'a pas abandonné un instant le territoire de la République; la Reine n'a pas cessé de tenir le Président au courant des événements heureux et malheureux survenus dans la famille Royale. C'est bien là la preuve évidente qu'il n'y a pas eu offense; s'il y en avait eu, elle n'aurait pas été supportée, et le Chili n'aurait pas reçu ces preuves d'estime et de considération.

Ainsi, la patience, la modération, la longanimité dont l'Espagne a fait preuve dans ces négociations de dix mois, en n'ayant pas recours à des moyens extrêmes, en ne rompant pas ses relations avec le Chili, voilà les raisons alléguées pour nous refuser une satisfaction honorable et pour nier jusqu'ici l'existence de l'offense.

Le Gouvernement Chilien, repoussant tout arrangement, l'amiral Pareja répondit, le 22 septembre au soir, que, en présence du refus de la République d'accéder à ses réclamations, il se verrait forcé de rompre les relations diplomatiques et d'avoir recours à la force si le 24, à six heures du matin, il n'avait pas reçu satisfaction.

Le 23, dans la soirée, M. Covarrubias répondit immédiatement en persistant dans son refus et en annonçant que le moindre acte d'hostilité contre la République amènerait la guerre entre le Chili et l'Espagne. Comme il n'était pas encore utile d'engager les hostilités, l'amiral Pareja se contenta de déclarer le blocus et la rupture des relations diplomatiques, mesures qui pourraient être considérées comme un commencement d'hostilité, mais qui ne manquent pas d'exemples en Europe et en Amérique, pouvant établir une jurisprudence tout à fait contraire. Ce qui est certain, c'est que le Congrès et le Gouvernement Chilien répondirent au blocus par une déclaration de guerre à l'Espagne et par une série de mesures destinées à rendre cette déclaration effective.

Je dois mentionner ici quelques observations de la presse étrangère à propos du refus de la part de l'amiral Pareja d'accepter la médiation du corps diplomatique résidant à Valparaiso. Il n'y aurait rien de plus injuste que d'en faire un reproche à l'amiral espagnol.

Le corps diplomatique n'a offert à l'amiral Pareja ni une médiation officielle ni une intervention officieuse. Il s'est contenté, en déplorant la rupture imminente entre les deux pays, de rappeler au commandant espagnol qu'aux termes de ses pleins pouvoirs il était dans l'obligation de rouvrir les négociations.

Cette communication était datée du 22, époque à laquelle le général

Pareja avait déjà entre les mains la réponse datée du 21 à sa Note du 17, réponse dans laquelle le Gouvernement Chilien refusait toute espèce de réparation.

En présence de ce refus définitif et du silence du corps diplomatique sur les dispositions du Chili, le commandant espagnol ne devait ni ne pouvait s'écarter de ses instructions et s'exposer de nouveau à être repoussé par un Gouvernement aussi intraitable et aussi résolu à refuser toute satisfaction que le Gouvernement Chilien.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans l'examen de la conduite que, dans ces circonstances, crut devoir tenir le corps diplomatique résidant au Chili ; mais je ne puis m'empêcher, quant à moi, d'avoir la conviction que si, depuis le 12 septembre, époque où l'on sut à Santiago la désapprobation de l'arrangement fait par M. Tavira et la prochaine arrivée de l'escadre espagnole, où, depuis le 17, jour auquel l'amiral Pareja présenta sa Note, jusqu'au jour où le Gouvernement Chilien y répondit, le 21, dans des termes péremptoires, en refusant toute explication satisfaisante, le corps diplomatique avait employé auprès dudit Gouvernement toute l'influence et le prestige que lui donnait sa haute position pour lui faire entendre la voix de la raison et lui faire comprendre la convenance de ne pas pousser les choses à l'extrémité d'une rupture, il est probable, il est du moins possible que la réponse du 21 septembre n'aurait pas été aussi concluante ni aussi hostile, et qu'elle aurait laissé la porte ouverte à la réalisation du désir que le corps diplomatique étranger ne crut devoir manifester au commandant de l'escadre que vingt-quatre heures après la résolution du Gouvernement Chilien.

Je crois que ces explications paraissent suffisamment concluantes pour prouver la modération avec laquelle nous avons procédé dans le cours de ces négociations et des incidents auxquels a donné lieu la conduite du Chili, conduite basée sur le mauvais vouloir ou sur d'injustes préventions dont nous ne pouvons pas nous expliquer la cause, alors qu'il s'agit d'une nation avec laquelle nous avons toujours tâché de maintenir des relations de la plus cordiale et de la plus sincère amitié.

Ces explications vous feront voir que si les choses en sont venues au triste état où elles se trouvent, ça été contre la volonté et tout à fait malgré le Gouvernement de la Reine. Le cabinet de Madrid ne pourra pas être accusé d'avoir manqué de franchise.

Depuis qu'en désapprouvant la conduite de M. Tavira, le gouvernement espagnol a conféré ses pouvoirs à l'amiral Pareja, il s'est empressé de porter ce fait à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, par le moyen de la circulaire que j'ai adressée aux Agents de l'Espagne à l'étranger le 7 août, et dont vous

avez donné lecture et laissé copie à M. le Ministre des affaires étrangères. Dans cette communication, il était dit que les instructions données à l'amiral Pareja lui enjoignaient d'employer la force contre le Chili si celui-ci refusait de nous donner la satisfaction convenable.

Tous les Gouvernements auxquels ont été communiquées ces déclarations concluantes ont reconnu non-seulement notre droit, mais encore la modération de nos exigences. Aujourd'hui, malheureusement, par suite de la tenace obstination du cabinet de Santiago, s'est réalisé ce que nous annoncions alors d'une manière explicite.

En conséquence, nous sommes à l'abri de toute accusation de légèreté dans notre manière de procéder ; nous sommes exempts de toute accusation de défaut de franchise et de sincérité ; nous sommes enfin libres de toute responsabilité dans les éventualités qui pourraient survenir d'une inimitié aussi peu justifiée qu'elle est inexplicable, et d'un entêtement incompréhensible à se refuser à tout accord et à toute conciliation.

Le Gouvernement de la Reine reproduit aujourd'hui les déclarations qu'il a faites le 7 août. L'Espagne n'aspire ni à des conquêtes insensées ni à l'acquisition de territoires en Amérique ; elle ne désire exercer aucune influence exclusive ni prépondérante dans les Républiques américaines qui tirent leur origine de l'ancienne monarchie espagnole, elle respecte leur indépendance et leur autonomie, et elle ne veut en échange que ce à quoi elle ne peut pas renoncer, c'est-à-dire qu'on garde vis-à-vis d'elle le respect et la considération que se doivent entre eux les peuples civilisés, et qu'on la traite avec les mêmes égards avec lesquels on traite les autres nations étrangères.

En ce qui touche la République du Chili en particulier, nous n'avons contre elle aucune espèce de prévention hostile ni défavorable, et de même que le Gouvernement de Sa Majesté est décidé à ne pas permettre que sa dignité, offensée sans motif et gratuitement, demeure sans la juste satisfaction qui lui est due, de même aussi il est disposé une fois cet objet atteint, à renouer ses anciennes relations d'amitié et à ensevelir dans l'oubli le désaccord qui aujourd'hui sépare les deux nations.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères et à lui en laisser copie, s'il le désire.

Dieu vous garde pendant longues années!

Signé : MANUEL BERMUDEZ DE CASTRO.

Dépêche de M. Bermudez de Castro au marquis de Lema, ambassadeur d'Espagne à Paris, au sujet du différend qui s'est élevé entre l'Espagne et le Chili.

San Ildefonso, 23 novembre 1865.

Très-excellent monsieur, la dépêche de Votre Seigneurie, en date du 19 courant, vient de m'être remise; je m'empresse d'y répondre.

La Circulaire qu'à cette même date j'adresse à Votre Seigneurie et les documents imprimés qui accompagnent cette dépêche lui donneront une idée exacte de la déplorable affaire du Chili. Je vais cependant, autant que me le permettra le peu de temps dont je puis disposer, répondre aux arguments présentés par M. Rosales, le Ministre du Chili près de la cour impériale, dans la conférence qu'il a eue avec Votre Seigneurie et dont il m'a rendu compte dans la communication à laquelle j'ai répondu.

Le Chili, avec lequel nous avons toujours eu les meilleures relations et à qui nous n'avons jamais donné le moindre sujet de plainte, s'est déclaré en hostilité ouverte contre nous au moment où ont surgi entre l'Espagne et le Pérou ces différends connus de tous et, par bonheur, complètement arrangés aujourd'hui. Notre pavillon, flottant sur la maison de la Légation, a été insulté en présence et du consentement des autorités du Gouvernement et de la force armée de Santiago; un journal a été publié dans le seul but d'insulter et de calomnier l'Espagne, ses institutions et l'Auguste Souveraine qui en occupe le trône.

Non-seulement le Gouvernement Chilien s'est abstenu de toute démonstration pour empêcher ces actes, mais il n'a même pas jugé à propos de protester ensuite contre eux par la voie de ses journaux ou à la tribune de son Parlement, acceptant ainsi la complicité d'une conduite aussi scandaleuse qu'outrageante. Il a permis l'enrôlement de troupes pour le Pérou; il a refusé de nous laisser acheter du charbon que, par un décret postérieur, il a déclaré contrebande de guerre, tandis qu'il permettait aux navires français croisant devant les ports du Mexique de s'approvisionner librement de ce combustible. Il n'y a pas de moyen enfin que le Gouvernement Chilien n'ait employé pour nous bien prouver une hostilité que rien ne justifiait. Le mémorandum envoyé par le général Pareja, et que Votre Seigneurie trouvera publié dans la *Gazette* d'aujourd'hui, pourra lui donner une idée des torts et des offenses dont cette République s'est rendue coupable envers nous.

Depuis le 4 mai 1864, époque à laquelle ont été adressées nos pre-

nières réclamations au Gouvernement du Chili, des Notes fréquentes et nombreuses ont été échangées entre M. Tavira et le Ministre des relations extérieures de Santiago. En dernier lieu et après douze mois le 13 mai 1865, le Ministre de Sa Majesté a enfin envoyé sa dernière communication qui a amené la réponse de M. Covarrubias, en date du 16 du même mois, à celle à lui adressée le 20 par M. Tavira et dans laquelle celui-ci déclare que « dans son opinion » la réponse du cabinet Chilien donne satisfaction à toutes les plaintes formulées par son propre Gouvernement.

Votre Seigneurie verra par la Circulaire ci-jointe que le Représentant de l'Espagne avait agi ouvertement contre ses instructions, et par les documents publiés dans la *Gazette*, elle aura connaissance des circonstances dans lesquelles il a ainsi désobéi aux ordres du 25 mars qui lui étaient parvenus le 14 mai. La dépêche du général Pareja en date de juin, celle de M. Tavira du 1^{er} du même mois, et l'ordre royal que je lui transmis le 24 juillet expliqueront à Votre Seigneurie tous ces incidents de la manière la plus détaillée.

Il n'y avait d'ailleurs aucune probabilité que le Gouvernement de la République crût un seul instant qu'un semblable arrangement pût être approuvé par celui de la Reine, et la preuve évidente que telle était bien en effet sa pensée, c'est qu'elle ressort de la communication du cabinet du Chili en date du 1^{er} juin, et qui est reproduite dans la *Gazette* de ce jour.

En présence de tous ces faits et de ces antécédents j'ai proposé à Sa Majesté, comme le sait Votre Seigneurie, le rappel de M. Tavira, auquel j'ai ordonné de se rendre à Madrid pour y rendre compte de sa conduite et l'expliquer.

A partir de ce moment, M. Rosales a pu comprendre, de même que tous les cabinets de l'Europe, que la divergence était complète et une rupture inévitable si le Chili ne nous rendait immédiatement justice; il a pu comprendre aussi que tous les arguments possibles ayant été épuisés dans la multitude de Notes échangées par M. Tavira pendant douze mois, il ne restait plus d'autre alternative que d'exiger satisfaction dans un délai court et péremptoire.

Toute négociation dilatoire était complètement inutile; il n'y avait plus d'autre moyen que celui employé par le général Pareja, car recommencer des discussions qui déjà avaient duré une année sans d'autre résultat qu'un arrangement suffisant « dans l'opinion » de M. Tavira, mais insuffisant et humiliant aux yeux de tout le monde et même des Espagnols résidant au Chili, auxquels cependant leurs intérêts particuliers conseillaient de ne créer aucune complication avec le pays où ils vivent et où sont leur fortune et leurs biens; en appeler aux mêmes moyens infructueux avec un Gouvernement qui avait com-

mené par déclarer à M. Tavira qu'il avait fait tout ce qu'il était en son pouvoir de faire, et même plus qu'il ne pouvait et n'eût dû faire; prolonger indéfiniment des négociations ayant déjà trop duré et pendant lesquelles le Gouvernement Espagnol n'avait cessé de donner des preuves de modération, de calme et de patience; tout cela eût été inutile, ainsi que l'a prouvé l'expérience, et eût été contraire à la dignité du pays.

Je m'empressai de donner connaissance de cette résolution aux divers cabinets d'Europe et d'Amérique par la circulaire du 7 août, dans laquelle je déclarais formellement que le général Pareja ne reculerait pas devant l'emploi de la force pour obtenir satisfaction. Cette déclaration ne donna lieu à aucune protestation de la part des Gouvernements auxquels elle s'adressait; et tous au contraire rendirent justice à la modération de nos exigences et à notre bon droit.

Le général Pareja arriva le 17 devant Valparaiso sur la *Ville-de-Madrid*, et non pas à la tête de l'escadre, comme on a bien voulu le dire. Il est arrivé ce jour-là ne pouvant pas arriver avant, et non pas pour arriver le jour de la fête de l'Indépendance, comme l'a prétendu M. Rosales, assertion dénuée de tout fondement, et qui fût-elle même vraie, ne vaudrait pas la peine d'être discutée. Il envoya sa première Note, exigeant une réparation qui n'avait rien d'humiliant, puisqu'il s'engageait à répondre au salut de vingt et un coups de canon au pavillon espagnol, et qu'il ne demandait aucune indemnité pécuniaire hormis dans le cas où les hostilités seraient engagées. S'il fixait un délai de quatre jours pour obtenir la satisfaction demandée, le Gouvernement Chilien ne devait en accuser que lui-même, qui, depuis douze mois, refusait des explications, et qui avait déclaré à M. Tavira, en présence du secrétaire de la Légation, chargé d'affaires par intérim, qu'il avait fait tout son possible en signant avec le Ministre d'Espagne l'arrangement qu'il avait craint de voir désapprouver dès le commencement et qu'il savait depuis le 12 septembre avoir été désavoué. Le général Pareja entama aussitôt les négociations; il envoya sa note du 17 septembre, rappelant toutes les injures faites à l'Espagne, et formulant dans les termes les plus courtois la réparation qu'il demandait. Il fixa à quatre jours le délai qu'il accordait pour la réponse tout en exprimant son regret de voir les choses venues à ce point.

La réponse du Chili est un refus formel. Il répondait à la Note du général Pareja pour arriver le plus tôt possible à éclaircir sa position. Tout enfin dans cette réponse, loin de témoigner le désir d'arriver à un arrangement ou d'entamer de nouvelles négociations, tout prouve au contraire la résolution bien arrêtée de rompre avec nous et de faire la guerre. L'accusation dirigée contre le général Pareja, et par conséquent contre le Gouvernement de Sa Majesté,

de n'avoir pas agi conformément à ses pleins pouvoirs, est dénuée de fondement. Des pleins pouvoirs ne renferment jamais les instructions d'un Gouvernement à son Représentant pour régler un différend. Ce ne sont que des lettres de recommandation pour l'accréditer auprès d'un autre Gouvernement; mais ils ne peuvent jamais contenir les instructions auxquelles le Représentant doit se conformer et qui ne sont et ne peuvent jamais être publiques. Les pleins pouvoirs expédiés au général Pareja ne diffèrent en rien des pleins pouvoirs ordinaires; ils l'accréditent pour traiter avec le Chili, mais ne lui imposent ni la forme ni la durée de ces négociations. Ces pleins pouvoirs ont servi au général Pareja pour envoyer sa Note du 17 septembre; ils lui serviront plus tard quand il aura obtenu la satisfaction qu'il demande pour conclure la paix. Les pleins pouvoirs mentionnent tous les cas généraux pour lesquels un Ministre Plénipotentiaire peut avoir besoin de se faire autoriser, mais on ne peut les confondre avec les instructions qu'un Gouvernement donne à ses Agents dans des cas particuliers comme celui-ci ou pour une mission permanente, amicale et normale. Le Corps diplomatique de Santiago est intervenu dans cette malheureuse affaire. Au lieu d'offrir simplement ses bons offices, il s'est adressé au général Pareja pour lui rappeler ses pleins pouvoirs que l'on interprétait comme instructions, oubliant que personne mieux que le général n'était en mesure de les apprécier. Et, quand plus tard le Corps diplomatique s'est adressé de nouveau au Plénipotentiaire Espagnol, ce n'était pas pour offrir sa médiation, c'était pour entrer dans le fond de la question qu'il jugeait d'une manière partielle pour le Chili, en renouvelant la protestation qu'il avait adressée au général Pareja dès le premier jour.

Loin de moi la pensée de vouloir critiquer la conduite du Corps diplomatique étranger résidant au Chili; mais je ne puis m'empêcher de croire qu'avec les meilleures intentions sans doute, il est entré dans une voie qui n'était pas la plus favorable pour atteindre le louable but qu'il se proposait. Faisant complètement abstraction des termes dans lesquels sont rédigées les Dépêches au général Pareja, et dans l'hypothèse que le but du Corps diplomatique avait l'intention d'offrir sa médiation ou ses bons offices, on ne saurait méconnaître que les Diplomates ont laissé passer l'occasion favorable en envoyant leur première Dépêche le 22, c'est-à-dire 24 heures après que le général Pareja avait reçu la réponse de M. Covarrubias dans laquelle on se refusait, d'une manière aussi concluante que péremptoire, à toute espèce d'explications. Et plus tard encore, à la date du 24, alors que le blocus était déjà déclaré, au lieu d'offrir ses bons offices et d'agir de la même manière vis-a-vis du Gouvernement Chilien,

le Corps diplomatique s'occupe presque exclusivement d'analyser les notes qui avaient été échangées entre l'amiral et M. Covarrubias, d'une manière qui, comme je l'ai déjà dit, semble être partielle et favorable pour le Chili, mais qui tout au moins ne conduisait pas au noble but qui les inspirait. Le Corps diplomatique avait eu et au delà le temps nécessaire pour interposer ses bons offices. Le 12 septembre on connaissait déjà à Santiago la désapprobation par le Gouvernement de la Reine, de l'arrangement conclu par M. Tavira, et la prochaine arrivée du nouveau Plénipotentiaire avec son escadre. Les instructions données à ce dernier par le Gouvernement de la Reine, dans la prévision que le Corps diplomatique le verrait à son arrivée à Valparaíso, lui prescrivaient d'entrer en Conférence avec le Corps diplomatique et de l'intéresser, autant que sa dignité le lui permettrait, à un prompt et pacifique arrangement. Cette prévision fut déçue; aucun des membres de ce Corps diplomatique ne jugea à propos de venir voir l'amiral Pareja, ni à son arrivée, ni pendant les 4 jours qui s'écoulèrent entre le 17 et le 21, dates respectives de la Note et de la réponse.

Si cela avait eu lieu, si du moins le Corps diplomatique avait offert par écrit d'employer ses bons offices en temps et occasion utiles, c'est-à-dire avant le refus du Chili, le 21, je puis vous donner en toute confiance l'assurance que l'amiral Pareja aurait facilité un accommodement par tous les moyens possibles, car tel était son désir et aussi celui du Gouvernement Espagnol; on perdit donc deux occasions favorables, la première avant qu'il remit sa Note le 17, en arrivant à Valparaíso, la seconde avant que l'on eût reçu le refus péremptoire de M. le Ministre Covarrubias. Tout ce qui s'est fait depuis, devait être forcément tardif et inopportun, même abstraction faite de la forme et du fond des communications. On en déduit clairement que, si, inspiré par un aussi louable désir, le Corps diplomatique étranger avait profité de ces deux occasions si propices, il est très-probable que l'on eût évité les préjudices que souffre aujourd'hui le commerce et que nous sommes sincèrement les premiers à déplorer. Toutes ces explications, celles que contient la Circulaire de cette même date et le texte des documents annexés (ces documents sont déjà connus), publiés dans la *Gazette* d'aujourd'hui, fourniront à Votre Excellence des données suffisantes pour pouvoir rectifier les faits et ramener à sa véritable tendance l'opinion égarée soit par des causes politiques, soit par des intérêts matériels qui se trouvent blessés. Personne ne déplore plus sincèrement que le Gouvernement de la Reine les préjudices que peuvent souffrir les sujets des nations amies et alliées qui entretiennent des relations étroites de commerce avec le Chili. Un témoignage évident de la sollicitude qu'il ressent

en leur faveur est le texte des instructions données à l'amiral Pareja pour le cas où les hostilités viendraient à éclater.

Mais en même temps nul ne saurait méconnaître que la raison est de notre côté, et qu'alors que malheureusement viendraient à se réaliser des éventualités comme celle qui nous occupe aujourd'hui vis-à-vis de ladite République, aucun Gouvernement ne peut tenir compte, autrement que pour les déplorer et les éviter, autant que possible, des dommages qui peuvent être causés au commerce des nations étrangères. Nous avons de fréquents exemples de blocus qui se sont prolongés pendant des mois, et même pendant des années entières, et pendant lesquels le commerce a eu à souffrir des dommages incalculables; et dans le cas présent, aucun Gouvernement n'a pu être surpris de la mesure adoptée par le Gouvernement de Sa Majesté, qui a préféré ce premier acte de blocus à de plus sérieuses hostilités qui entraînent avec elles la destruction des propriétés et l'effusion du sang; ce qui est une preuve de plus de la modération et du désir de paix et de conciliation qui a toujours animé et qui anime le Cabinet de Madrid.

Ces considérations, nous font espérer que les Gouvernements dont les sujets peuvent souffrir plus directement dans leurs intérêts par suite de la paralysation du commerce, pénétrés de la justice et du droit qui sont pour nous, exerceront leur influence au Chili pour qu'il ne nous refuse pas davantage la satisfaction modérée que nous lui demandons pour les insultes si nombreuses et si répétées qu'il a commises vis-à-vis d'une nation qui l'a admiré et traité toujours comme ami et allié; et nous l'espérons avec d'autant plus de raison que cette satisfaction n'a rien de contraire à la dignité, ni d'humiliant.

J'autorise Votre Excellence à donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères et à M. Rosales, Ministre du Chili, en réponse aux vives observations qu'il vous a faites dans la Conférence dont parle Votre Excellence dans sa Dépêche du 9, à laquelle j'ai eu l'honneur de répondre.

Dieu garde Votre Excellence pendant longues années.

Signé : M. BERMUDEZ DE CASTRO.

Note de l'amiral Pareja à M. Thompson, chargé d'affaires d'Angleterre au Chili, à propos d'une menace de bombardement de Valparaiso.

A bord de la frégate *Villa de Madrid*, en rade de Valparaiso, ce 12 octobre 1865.

Monsieur, la Note que Votre Seigneurie m'a adressée en date du

7 courant, a pour but de m'annoncer que le commandement de la frégate *Mutine* vous a envoyé copie de ma lettre du 2 et me prévenir que vous ne me croyez pas dans le cas de bombarder Valparaiso, où la majeure partie des propriétés appartiennent à des étrangers, et dont les magasins contiennent presque exclusivement des marchandises appartenant à des sujets anglais. Je dois répondre à Votre Seigneurie que c'est à moi seul qu'il appartient d'interpréter les instructions de mon Gouvernement. Le but des hostilités est de causer au Chili le plus grand dommage possible pour le forcer à donner satisfaction à l'Espagne. Si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique n'obtient pas cette satisfaction par le moyen du blocus, il est à craindre qu'il ne m'ordonne d'entamer des hostilités plus effectives qui seront, conformément aux droits de la guerre, dirigées contre tout ce qui appartient au Gouvernement de la République. Votre Seigneurie le sait, c'est là un droit incontestable, puisque de part et d'autre les belligérants donnent aux neutres un délai convenable pour sauvegarder leurs intérêts, en s'éloignant des édifices publics qui pourraient être attaqués. Je parle hypothétiquement ; mais c'est là une hypothèse qui pourrait devenir une réalité, attendu qu'elle se trouve dans la sphère naturelle des droits des belligérants. Si pour exercer ces droits, d'autre part, on doit agir de manière à ne pas faire souffrir les intérêts neutres, toutefois on ne peut pas les exercer, si les neutres, de leur côté (avis opportun préalable ayant été donné d'avance), ne se mettent pas en demeure de se sauvegarder, embarrassant ainsi l'action des belligérants.

Je répète que je parle hypothétiquement : n'ayant, en effet, que l'unique mission d'exécuter les ordres de mon Gouvernement, il est dans la sphère du possible que ces ordres (ainsi que je l'ai dit) soient plus tard de s'attaquer à tout ce qui appartient au Chili. Aussi, Votre Seigneurie, dans sa haute sagesse, estimera qu'abstraction faite par moi de la possibilité de futurs événements, et d'événements naturels et légitimes dans le cours d'une guerre, il convient aux intérêts de tous les neutres de prendre, par précaution, toutes les mesures qui pourront servir à les sauvegarder. Par tout ce qui vient d'être dit, j'espère que Votre Seigneurie comprendra que l'objet de la présente réponse (que je fais à votre Lettre officielle du 7 courant) est d'appeler l'attention du commerce étranger, pour que celui-ci puisse avec le temps, se précautionner contre tout préjudice dans le cours des hostilités entre mon pays et le Chili. Je dois ici répéter à Votre Seigneurie ce que j'ai déjà dit dans plusieurs occasions, à savoir que les hostilités de la part de mon Gouvernement tendent à obliger le Gouvernement du Chili à lui donner la satisfaction qu'il lui doit, et que, pour y arriver, il prendra toutes les mesures hostiles qu'il

jugera nécessaires contre tout ce qui appartient à la République. Je profite de l'occasion pour réitérer à Votre Seigneurie, etc.

Signé : JOSÉ MANUEL PAREJA.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES COMMUNIQUÉS AU CONGRÈS
DE WASHINGTON (Session 1864).

(Suite 1).

Dépêche de M. Bayard Taylor, chargé d'affaires des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, au sujet de la neutralité de la Russie dans le conflit américain.

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 26 octobre 1862.

Monsieur, aussitôt après la réception de votre Dépêche n° 14 du 26 septembre, je demandai une entrevue au Prince Gortchakof, pour remettre entre ses mains la lettre adressée par Son Excellence le Président à Sa Majesté l'Empereur Alexandre II. Cette entrevue m'a été immédiatement accordée pour le lendemain, mais le Prince ayant été sur ces entrefaites mandé à la ville de Gatschina à trente milles environ d'ici pour conférer avec l'Empereur, l'entrevue a été remise à aujourd'hui.

Après avoir reçu la Lettre du Président qu'il me promit de mettre sans retard sous les yeux de l'Empereur, le Prince entama sur les affaires d'Amérique une conversation que je considère comme assez importante pour vous la rapporter tant que ses expressions sont encore présentes à ma mémoire et peuvent vous être communiquées avec toute l'exactitude possible.

Le Prince commença en m'assurant, dans les termes les plus pressants, de l'intérêt qu'il prenait à la tournure des événements aux États-Unis. « Votre situation, me dit-il, devient de plus en plus alarmante. Les chances de maintien de l'Union sont de plus en plus désespérées. Rien ne peut-il donc être tenté pour arrêter cette déplorable guerre. Ne pourrait-on trouver une base d'arrangement avant que vos forces ne soient tellement épuisées que pendant de longues années votre influence dans le monde n'en soit compromise ? Je répondis que la période critique de la guerre semblait être passée maintenant ; que nos armes étaient de nouveau victorieuses et que si la puissance

1. Voir Archives 1865, t. III, p. 161 et t. IV, p. 26.

militaire des rebelles pouvait être anéantie, l'insurrection ne pourrait longtemps prolonger son existence. Ce n'est pas seulement cela, me dit-il, mais c'est la fureur qui paraît animer les deux parties, et le nombre des griefs qui élargit sans cesse l'abîme creusé entre les deux belligérants. L'espoir d'une réconciliation s'affaiblit de jour en jour, et je désire que vous fassiez connaître à votre Gouvernement que la scission à laquelle il faut s'attendre sera considérée par la Russie comme une des plus grandes calamités qui puissent arriver. » Je répliquai que pour les Américains fidèles la séparation équivalait à la ruine nationale et que pour cette raison précisément, il ne pouvait être question de négocier en ce moment avec les autorités rebelles. Ces dernières ne prêteraient l'oreille à aucune proposition qui ne renfermerait pas la séparation et la guerre est dès lors encore une terrible nécessité. Mais il y a lieu d'espérer qu'un revirement s'opèrera avant que le terme de grâce accordé par la proclamation du Président n'expire. N'avez-vous pas remarqué que l'État de la Caroline du Nord commence à s'émouvoir à ce sujet? Oui, me dit-il, je l'ai remarqué.

La Russie a été seule à vous soutenir dès le commencement et elle continuera à vous donner son appui. Nous sommes très-désireux de voir adopter des mesures qui puissent empêcher la scission dont la réalisation paraît maintenant inévitable. Une scission succédera à l'autre et vous vous briserez en morceaux. Nous le sentons bien répondis-je. Les États du Nord et ceux du Sud ne peuvent exister pacifiquement côte à côte comme Républiques séparées. Le peuple américain ne désire rien autant que la paix, mais la paix fondée sur la séparation équivaut à une guerre perpétuelle. Nous venons seulement d'engager activement les forces entières de la nation. Nous croyons que la lutte qui commence sera définitive et nous ne pouvons sans honte et sans ruine accepter les seules conditions auxquelles les rebelles consentiraient à traiter, que lorsque nos forces auront été essayées et nous auront fait défaut. Vous connaissez les sentiments de la Russie, s'écria le Prince; nous désirons avant tout le maintien de l'Union Américaine comme nation une et indivisible. Nous ne pouvons cependant prendre à ce conflit une part plus grande que nous n'avons fait. Nous ne ressentons pas d'hostilité pour le peuple du sud. La Russie a nettement déclaré son attitude et ne s'en départira pas. Il y aura évidemment des propositions d'intervention. Nous croyons qu'une intervention ne saurait avoir de résultat favorable pour le moment. La Russie sera sollicitée de se joindre à quelque tentative de médiation. Elle refusera toute proposition de ce genre et se maintiendra sur le terrain qu'elle a choisi depuis le commencement de la lutte. Vous pouvez être assuré qu'elle ne changera pas à cet égard. Mais nous vous engageons à ar-

ranger la difficulté. Je ne puis vous dire combien notre anxiété est grande et combien nos craintes sont vives. » J'étais en face du Prince pendant toute cette conversation et son air sérieux, ému, ne me laissa aucun doute sur la sincérité de ses paroles. A la fin de l'entrevue il me prit les mains, les serra et s'écria : « Que le Seigneur soit avec vous ! » Je sentis qu'il devenait superflu de lui expliquer les motifs d'encouragement que je trouvais dans le cours des événements en Amérique. Son Excellence a évidemment été désappointée dans son espoir touchant les propositions qui lui ont été précédemment adressées. Je la remerciai de sa franchise et de sa nouvelle déclaration touchant l'attitude adoptée par la Russie. Je m'étais à dessein abstenue dans mes conversations antérieures, de mentionner les bruits qui circulaient au sujet d'une intervention à laquelle la Russie devait être invitée à prendre part, parce qu'une mention semblable aurait supposé un doute dans la permanence de son amitié. L'expression spontanée du prince Gortchakof sur ce point est d'autant plus satisfaisante. J'ai fixé dans ma mémoire et j'ai reproduit presque mot pour mot la conversation qui a eu lieu entre lui et moi, j'ai cru prudent de n'entrer dans aucune discussion touchant les impressions que les récents événements ont pu faire sur l'esprit du Prince. Sa manière de s'exprimer me convainquit qu'il désirait que ses paroles fussent rapportées, et j'étais dès lors intéressé à ce qu'il s'exprimât aussi complètement que possible, ne l'interrompant que pour justifier, suivant qu'il était nécessaire, le Gouvernement des États-Unis.

La proclamation du Président, que j'ai communiquée au prince Gortchakof aussitôt après l'avoir reçue, a été traduite et insérée le lendemain dans le *Journal de Saint-Petersbourg* avec la circulaire de votre département. Depuis, le même journal qui avait gardé un silence complet sur les affaires d'Amérique, pendant la période de nos revers, a publié plusieurs articles assez vifs dans l'intérêt de l'Union. Ainsi la feuille d'hier contenait ce qui suit : « Quant au meeting démocratique tenu à New-York dans le but de désapprouver la proclamation de M. Lincoln relative à l'émancipation et de déclarer que les républicains violent la constitution, il suffira, pour donner une juste mesure de la valeur de cette démonstration, de rappeler qu'avant la guerre, les amis de l'esclavage aux États-Unis étaient désignés sous le nom de « démocrates » « tandis que celui de « républicains » était appliqué aux adversaires de cette « *institution particulière*. »

La proclamation n'a pas excité une grande surprise en Russie. Autant que j'ai pu en juger par l'impression qu'elle a produite parmi les hommes intelligents, cette proclamation est considérée comme une mesure très-justifiable. Quelques doutes ont été exprimés ici dans les cercles diplomatiques sur la possibilité de mettre cette mesure à exé-

cution sans avoir recours à une occupation militaire qui assurât la soumission, mais le sentiment général est favorable. Parmi les Américains que je rencontre, ceux qui appartenaient précédemment à la fraction Breckinridge du parti démocratique ont été les plus empressés à exprimer leur satisfaction. Je ferai de mon mieux pour soutenir la confiance de nos amis au nombre desquels je comprends tous les Russes et une grande partie des résidents étrangers, mais je m'aperçois avec peine que les arguments, quelque justes et frappants qu'ils soient, commencent à perdre beaucoup de leur force. J'attends avec une vive anxiété que les événements viennent à mon secours. La conversation reproduite ci-dessus est, du reste, sous bien des rapports, le type de beaucoup d'autres auxquelles je me trouve journellement mêlé. On n'admet plus les pures spéculations touchant l'avenir ; et l'inaction apparente est presque considérée comme une défaite. Et même la connaissance plus exacte que nous avons de la situation, et qui soutient notre espérance et notre foi, se trouve en partie neutralisée par les désappointements de cette année. Pour ma part je ne puis guère douter de l'issue de la lutte sans douter de la justice de Dieu ; mais je rencontre chez les autres des sentiments que ma confiance en nos destinées ne peut parvenir à vaincre.

J'ai à vous annoncer un changement dans le ministère qui me paraît avoir de l'intérêt pour les citoyens américains résidant en Russie. Une lettre de l'Empereur, publiée dimanche dernier, autorise le général Chefkin à se démettre de ses fonctions de directeur en chef des voies de communication. Il a pour successeur le général Melnikof, du corps des ingénieurs, homme de talent et de savoir, qui a voyagé aux États-Unis et désirerait, dit-on, intéresser une entreprise américaine dans le grand réseau de voies ferrées dont le Gouvernement Impérial poursuit l'exécution. Comme le projet de M. Collin touchant une communication télégraphique entre ces deux pays, a été renvoyé à ce département, j'ai lieu d'espérer une solution plus prompte et plus favorable que celle qu'on aurait obtenue, sous la direction du général Chefkin. Ce changement, qui se préparait déjà depuis un mois, a sans doute contribué à retarder toute décision à ce sujet, mais je pense être bientôt en mesure de vous annoncer l'acceptation de ce projet par le Gouvernement Impérial.

Signé : BAYARD TAYLOR.

Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis à l'étranger, communiquant les résolutions du Congrès relativement aux propositions d'intervention étrangère dans les affaires d'Amérique.

Washington, le 9 mars 1863.

Monsieur, conformément aux ordres du Président, j'ai l'honneur de vous transmettre copie des résolutions du congrès des États-Unis, touchant l'intervention étrangère dans l'insurrection actuelle. Pour satisfaire au désir exprimé par cette Assemblée, je vous prie de faire connaître ses résolutions au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. — Vous vous acquitterez de cette mission en donnant lecture de ces résolutions au Ministre des affaires étrangères ou en lui en laissant copie, s'il le préfère. — Vous êtes autorisé à déclarer, en même temps, que lesdites résolutions sont entièrement en harmonie avec les principes et la politique qui ont inspiré jusqu'ici les actes du Président et qui continueront en toute occasion à les inspirer.

Signé : SEWARD.

ANNEXE.

Résolutions du Congrès touchant l'intervention étrangère dans l'insurrection actuelle.

Vu qu'il résulte de la correspondance diplomatique soumise au Congrès qu'une proposition, amicale dans la forme, et tendant à amener le retour de la paix par l'intervention étrangère, a été faite aux États-Unis par l'Empereur des Français, et déclinée aussitôt par le Président; vu que l'idée d'une médiation ou d'une intervention semble être considérée comme praticable par certains gouvernements étrangers et que ces gouvernements pourraient, par suite de ce malentendu, être conduits à des actes de nature à mettre en danger les relations amicales qui existent aujourd'hui entre eux et les États-Unis; vu que, dans le but d'écarter à l'avenir toute cause de malentendu sur ce point et d'assurer aux États-Unis la jouissance pleine et entière de cette liberté d'action qui est l'un des droits essentiels des États indépendants, il paraît utile que le congrès fasse connaître ses convictions à cet égard;

Résolu (avec la chambre des représentants) que, bien que dans les temps passés, les États-Unis aient cherché et accepté la médiation amicale ou l'arbitrage des puissances étrangères pour l'arrangement pacifique des questions internationales dans lesquelles les États-Unis étaient l'une des parties et une puissance souveraine, l'autre partie, et

bien qu'ils n'aient pas l'intention de mal interpréter le désir naturel et humain des puissances étrangères de les aider à mettre fin à des troubles intérieurs, lesquels, en s'étendant ont causé des préjudices à d'autres pays, le coup porté par la rébellion à l'existence nationale ayant pesé lourdement, au grand regret du peuple américain, sur les classes ouvrières de l'Europe; cependant malgré ces circonstances, le Congrès n'hésiterait point à considérer toute proposition d'intervention étrangère dans la présente lutte comme tellement inopportune et inadmissible, qu'il ne saurait s'expliquer cette tentative que par une appréciation complètement erronée, de la part de leurs auteurs, du véritable état de la question et du caractère réel de la guerre dans laquelle la république se trouve engagée;

Résolu : que les États-Unis luttent en ce moment contre une rébellion traîtreuse qu'ils n'ont pas provoquée et qui tend au renversement de la république, dans le but d'établir un gouvernement nouveau dont la pierre angulaire, suivant l'aveu de ses propres chefs, serait l'esclavage; que, pour étouffer cette rébellion, sauver la république et empêcher l'établissement d'un pouvoir semblable, le Gouvernement national emploiera ses flottes et ses armées, avec la conviction que ses efforts anéantiront les desseins des conspirateurs et des rebelles; que, pendant que la république est engagée dans cette lutte dont de si graves intérêts dépendent, toute proposition d'un Gouvernement étranger, en quelque forme qu'elle se produise, ayant pour objet de paralyser ces efforts, est, en proportion même de l'influence de ce Gouvernement, un encouragement donné à la rébellion et à ses prétentions avouées, et est, dès lors, de nature à prolonger et à envenimer le conflit, à causer une plus grande effusion de sang et de plus grandes dépenses, et à retarder l'époque si désirée du retour de la paix; que, dans cette conviction, et estimant que toute proposition de ce genre, quoique faite à bonne intention, est contraire aux intérêts nationaux, le Congrès est obligé de considérer toute tentative ultérieure de même genre comme un acte malveillant, contre lequel il proteste énergiquement, afin que rien n'arrive à l'étranger qui pût renforcer la rébellion ou affaiblir les relations de bon vouloir avec les États étrangers que les États-Unis sont heureux de cultiver;

Résolu : que la rébellion, dès le principe, et même déjà longtemps avant, au moment de la conspiration qui la fit éclater, a été encouragée par l'espoir de secours venant de puissances étrangères; que ses chefs se vantaient fréquemment de ce que les nations d'Europe dépendaient à tel point des approvisionnements réguliers tirés du grand marché du sud, que tôt ou tard leurs gouvernements seraient obligés de prendre activement parti pour l'insurrection, même en intervenant violemment si des moyens pacifiques n'avaient pas de succès; que la

rébellion est aujourd'hui soutenue par cet espoir, avivé de nouveau par chaque proposition d'intervention étrangère, et que, sans cet appui moral, les rebelles rentreraient bientôt sous la juste et paternelle autorité du gouvernement national; que, dans cet état de choses, aggravé encore par une résistance ainsi encouragée, les États-Unis regrettent que les puissances étrangères n'aient pas franchement déclaré aux chefs de la rébellion que l'entreprise dans laquelle ils se sont lancés est odieuse et que l'établissement d'un nouveau gouvernement, avec l'esclavage pour pierre angulaire et n'ayant que cette seule raison à invoquer pour se séparer de l'Union, est tellement opposé aux idées de civilisation et au sens moral de l'humanité que ce gouvernement ne pourra espérer ni d'être accueilli favorablement, ni même d'être admis dans la famille des nations.

Résolu : que les États-Unis, confiants dans la justice de leur cause, qui est celle des bons gouvernements et des droits de l'homme dans tous les pays, désireux de voir le prompt rétablissement de la paix qui amènera la tranquillité à l'intérieur et écartera tout sujet de plaintes à l'étranger, et attendant avec patience la suppression définitive de la rébellion grâce à laquelle toutes ces choses seront assurées pour toujours et la République, une et indivisible, triomphant de ses ennemis, continuera à servir d'exemple à l'humanité, déclarent par les présentes, comme leur inaltérable intention, de poursuivre énergiquement la guerre, conformément aux principes d'humanité appliqués par les États chrétiens, jusqu'à ce que la rébellion soit vaincue; à cet effet ils invoquent humblement en faveur de leur cause les bénédictions du Dieu tout-puissant.

Dépêche de M. Adams à M. Seward, au sujet des violations de la neutralité commises en Grande-Bretagne à l'égard des États-Unis.

Londres, le 27 mars 1863.

Monsieur, j'ai à vous communiquer le résultat de la conférence que j'ai eue hier à trois heures avec le comte Russell. Je commençai par exprimer le regret que les circonstances semblaient conspirer de nouveau à tendre les relations amicales existantes entre les deux gouvernements. Le but constant de mes efforts, depuis que j'occupe ce poste, a été de déjouer les machinations de ces personnes mal intentionnées qui ne cherchent qu'à semer la discorde. Mais de récents événements me font craindre qu'à la longue, l'avantage ne reste à ces personnes. Je ne pouvais donner à Son Excellence une meilleure idée de la nature du danger actuel qu'en plaçant sous ses yeux la copie d'une lettre qui m'a été transmise par un des nombreux amis de la paix en

Angleterre et qui lui a été dernièrement adressée de Londres par une personne digne de foi. Je l'ai fait pour montrer sur quels moyens ces conspirateurs rebelles comptaient pour enflammer l'opinion dans les deux pays.

J'expliquai ensuite au comte Russell qu'en lui demandant cette entrevue j'étais poussé par le vif désir d'obtenir la coopération active du gouvernement de Sa Majesté pour prévenir le danger qui pourrait naître de ces machinations; que sans une entente à cet égard je craignais sérieusement de les voir réussir et que j'étais chargé de communiquer à Son Excellence un exposé sincère des difficultés avec lesquelles mon gouvernement avait à lutter par suite de l'irritation croissante manifestée par le peuple en apprenant les nombreuses déprédations commises par les deux corsaires équipés dans les ports britanniques.

Je présentai cet exposé, abstraction faite de mon opinion à moi, et simplement pour faire connaître au comte Russell l'état de l'opinion aux États-Unis. Je ne lui laissai pas ignorer que, tant que le gouvernement et ceux parmi nous qui désirent le maintien des relations amicales ne recevraient pas la preuve que le gouvernement britannique est déterminé à user de tout son pouvoir pour nous protéger contre les effets de l'attitude hostile d'une partie de ses propres sujets, il serait difficile, sinon impossible, de résister au courant de l'opinion publique. Son Excellence revint alors en grande partie sur le terrain sur lequel elle s'était déjà antérieurement placée en ce qui touche la nature du conflit et le désir de la Grande-Bretagne de rester dans une stricte neutralité. Il fit allusion aux actions de certaines personnes à Liverpool, actions qu'il avait toujours désapprouvées, et pour m'en convaincre il s'en référa à sa lettre de l'année dernière qui, me dit-il, aurait excité beaucoup de mécontentement parmi ces personnes. Je rappelai de mon côté à Son Excellence que j'avais cherché à faire justement apprécier cette lettre par mon gouvernement, mais que, ce qui faisait la difficulté aujourd'hui, c'est qu'on demandait plus que la preuve de simples efforts tentés pour prévenir des malheurs menaçants.

Lord Rusaell me dit que le gouvernement était sincèrement désireux de faire tout ce qui était en son pouvoir; que tout essai d'aller au delà de la loi n'amènerait qu'un désappointement; que d'ailleurs on avait examiné avec soin la question, apprécié l'étendue des pouvoirs du gouvernement et que l'on était décidé à en user jusqu'à la dernière extrémité. Il ajouta qu'il avait fourni quelques explications sur ses intentions dans le discours prononcé par lui, lundi soir; que, depuis, il avait reçu une note de lord Palmerston approuvant complètement toutes les parties de ce discours. Je répondis que j'avais été, de mon côté, également très-satisfait à la lecture du discours, qui serait considéré en Amérique comme le plus amical et le plus bienveillant de

tous ceux tenus par Son Excellence depuis le commencement de la lutte, et que si les mêmes sentiments avaient été exprimés à cette époque, nous ne serions pas dans la situation où nous sommes aujourd'hui ; qu'enfin je serais très-heureux de pouvoir transmettre en substance à mon gouvernement ce que Son Excellence avait dit de lord Palmerston ; que ce qu'on désirait en Amérique, c'était non-seulement la preuve de la volonté d'empêcher ces armements, mais aussi l'influence morale qu'exercerait le ministère en déclarant qu'il désapprouve complètement toutes les machinations de ceux qui conspirent contre la paix publique. Jusqu'ici l'impression générale avait été, en Amérique aussi bien qu'en Angleterre, que le ministère n'avait aucune idée arrêtée sur ce point et était tout disposé à la tolérance sinon à l'indifférence, à l'égard des menées de ces personnes. Mais voici qu'il encourage ouvertement les rebelles à continuer la guerre en leur avançant de l'argent, et en leur fournissant des navires et toutes les choses nécessaires pour mener vivement la guerre sur mer comme sur terre ; contre des attaques aussi injurieuses les ministres n'ont jamais opposé de réponse claire et catégorique. L'effet produit par cette attitude saute aux yeux. Elle encouragea de ce côté-ci de l'Océan les entreprises des fauteurs de troubles qui se crurent tacitement appuyés et, dans cette croyance, mettaient à exécution leurs desseins avec une énergie nouvelle ; tandis que de l'autre côté de l'Atlantique elle confirma le peuple dans son impression que la politique du gouvernement était foncièrement hostile à l'Amérique et qu'on devait par conséquent y répondre dans le même esprit.

Le ton du comte Russell pendant tout le cours de cet entretien a été parfaitement amical et j'ai lieu de croire que mes très-sérieuses réclamations ont fait une certaine impression. Il alla même un instant jusqu'à exprimer le regret de n'avoir pu empêcher le départ des deux corsaires. Mais il me parut considérer la chose plutôt comme un malheur que comme une faute qui pourrait d'ailleurs être réparée par nous, grâce à l'application de nos vastes ressources à la poursuite des pirates. Il s'étonna que nous n'eussions pas déjà usé de ce moyen. Je répliquai que nous n'avions pas épargné les efforts dans ce but, mais qu'il fallait se rappeler que cette manière de faire la guerre sur l'Océan est assez insolite. Elle consiste à piller les navires inoffensifs et non armés, à fuir devant ceux qui sont armés et prêts à la défense. Après avoir touché ce point, j'en arrivai à parler des résolutions du Congrès relativement à l'intervention étrangère que vous m'aviez communiquées avec vos instructions du 7 mars. Je proposai d'en donner lecture à Son Excellence ou de lui en laisser copie à son choix. Il me répondit que lord Lyons lui en avait déjà transmis copie et qu'il en avait pris connaissance ; que son opinion sur ce point était d'ailleurs suffisam-

ment connue; qu'il me priait, en conséquence de lui en laisser une copie, ce que je fis. En terminant, j'amenai la conversation sur une lettre qui m'avait été adressée par une personne respectable de Liverpool, amie de la paix et de la bonne foi, laquelle me pressait de demander que les armateurs impliqués dans l'équipement des corsaires à Liverpool fussent poursuivis. Je déclarai que j'étais tout disposé à recommander à mon gouvernement l'application de toute forme convenable de procéder, même s'il n'y avait qu'un très-faible espoir d'arriver à prouver les faits. Je jugeai à propos de soumettre la question à la considération du comte Russell. Il me répondit qu'il l'examinerait et qu'il prendrait conseil; que si quelque chose d'efficace pouvait être tenté à cet égard, il me le ferait savoir. Je n'ai pu vous donner en détail le compte rendu de cet entretien, qui dura plus d'une heure. La conclusion que je crois pouvoir en tirer c'est que le gouvernement est en réalité mieux disposé à agir et se sent, sous ce rapport, plus que jamais soutenu par le sentiment populaire.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

Dépêche du comte Russell à M. Adams, justifiant la conduite de la Grande-Bretagne en ce qui touche la neutralité et rappelant la conduite tenue dans des circonstances analogues par les États-Unis.

Foreign-Office, le 20 avril 1863.

Monsieur, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas manqué de prendre connaissance, avec toute l'attention qu'elle mérite, de la lettre que vous m'avez adressée le 14 mars en réponse à la mienne du 9 du même mois, relativement à une correspondance interceptée, laquelle, suivant vous, démontrerait l'intention d'organiser dans les limites du Royaume-Uni un système d'action directement hostile au Gouvernement des États-Unis. J'ai l'honneur de vous faire observer que, tout en refusant votre assentiment à l'opinion exprimée par moi au sujet de cette correspondance et en m'informant que vous transmettez avec un profond regret copie de ma note à votre Gouvernement, vous ne discutez cependant aucun des principaux arguments présentés dans cette note. En premier lieu, vous ne niez pas que les sujets de Sa Majesté puissent légalement prêter de l'argent sur garantie ou autrement à chacun des belligérants; en second lieu, vous ne contestez pas que les sujets de Sa Majesté puissent légalement aussi vendre des munitions de guerre à l'un et l'autre belligérant. A ce sujet, je rappellerai à votre souvenir que, pas plus tard que le 20 novembre dernier, en

réponse à une réclamation du Mexique contre le prétendu système organisé aux États-Unis, à l'effet d'aider la France dans la guerre qu'elle faisait à la République mexicaine, guerre dans laquelle les États-Unis sont restés neutres, M. Seward écrivait ce qui suit :

« En ce qui touche les avances, les emprunts ou les sommes d'argent remises au Gouvernement du Texas, ou à ses citoyens, le Gouvernement mexicain doit à peine ignorer qu'il n'y a rien d'illégal dans ces actes, tant que le Texas est en paix avec les États-Unis, et qu'aucun Gouvernement ne chercherait à réprimer ces actes. »

Vous savez sans doute qu'un grand nombre de décisions émanées des tribunaux des États-Unis établissent péremptoirement qu'une interprétation semblable de la loi relativement aux munitions de guerre et à la vente de navires armés, a toujours été appliquée par les États-Unis lorsqu'ils étaient neutres. Vous ne dites pas si les informations que vous m'avez communiquées en ce qui concerne les prétendus contrats passés pour la construction de steamers de guerre ou l'emploi d'officiers de marine chargés de surveiller ces opérations, constitueraient une base suffisante aux États-Unis pour autoriser des poursuites criminelles ; vous ne vous dissimulez pas sans doute que de simples informations ne suffiraient pas, et je ne vois pas, dès lors, quelle raison vous auriez de vous plaindre de ce que j'ai déclaré ne pouvoir considérer ces informations comme suffisantes en Angleterre pour motiver des poursuites. Vous n'ignorez pas davantage que des agents des États-Unis ont été employés à acheter des munitions de guerre, et qu'on prétend de nouveau aujourd'hui que les sujets de Sa Majesté sont recrutés pour le service des États-Unis contre les États soi-disant confédérés ; qu'à cet égard il pourrait être soutenu par les États confédérés aussi bien que par les États-Unis (comme le soutenait l'année dernière le Mexique contre les États-Unis) « qu'il y a évidemment là une tentative d'organiser dans le Royaume un système d'action directement hostile à leur Gouvernement. » En réalité la question doit être posée ainsi : s'est-il passé en Grande-Bretagne des actes à la fois contraires aux devoirs de la neutralité reconnue de part et d'autre par le Gouvernement anglais et celui des États-Unis, et de nature à pouvoir motiver des poursuites criminelles ? Je ne puis que répéter que, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, aucun acte de cette nature n'a été spécifié dans les documents que vous m'avez communiqués. Néanmoins, je vous donne volontiers l'assurance que, en considération des informations contenues dans la correspondance interceptée, le Gouvernement de Sa Majesté a renouvelé les instructions qu'il avait déjà adressées aux autorités douanières des différents ports où des navires de guerre pourraient être construits et le secrétaire d'État au département de l'Intérieur a également invité les nombreux fonctionnaires avec

lesquels il est en rapport, à chercher à découvrir et à obtenir la preuve légale de toute violation du *foreign enlistment act*, et à veiller à la stricte application de ce statut toutes les fois qu'il aura pu être établi que ce statut a été enfreint. Le Gouvernement de Sa Majesté vous serait obligé de lui communiquer ou de communiquer aux autorités locales dans les différents ports, toute preuve d'actes illégaux qui arriverait successivement à votre connaissance.

J'ai rappelé en général les décisions judiciaires prononcées sur ce point par les États-Unis; mais il serait bon en même temps de mentionner spécialement deux de ces décisions choisies parmi beaucoup d'autres, et toutes deux relatives à la question générale et au cas particulier de vente de navires de guerre faite par des sujets d'un État neutre à un État belligérant. La décision émane de l'éminent juge Story; elle a été donnée, il y a lieu de l'observer, pour un cas où la reconnaissance des républiques hispano-américaines était directement en jeu. Après avoir reconnu que la capture avait été faite par un navire des États-Unis, construit aux États-Unis et appartenant originairement à un propriétaire des États-Unis, le juge Story déclare que la question touchant l'armement primitivement illégal et l'équipement de *l'Indépendance* peut être traitée en peu de mots : il est clair que, quoique *équipé comme un navire de guerre, l'Indépendance fut expédiée sur Buenos-Ayres, dans un but commercial pour faire de la contrebande; mais ce fait ne violait en aucune façon nos lois ou la neutralité de notre pays.* « Si le navire eût été capturé en route par un bâtiment « de guerre espagnol, il aurait pu, à juste titre, être déclaré de bonne « prise pour s'être livré à un trafic prohibé par le droit des gens. Mais « il n'y a rien dans nos lois, ni dans le droit des gens, qui puisse em- « pêcher nos citoyens d'expédier des navires armés et des munitions de « guerre à destination d'un port étranger pour les vendre. C'est une « entreprise industrielle qu'aucune nation ne peut être obligée à défen- « dre et qui expose simplement les personnes engagées dans ces entre- « prises à la peine de la confiscation. » Voilà un cas qui résume la loi et l'application de la loi aux États-Unis en ce qui touche la neutralité dans la guerre entre l'Espagne et ses colonies. Le second cas (historiquement le premier) résume la loi et la pratique des États-Unis restés neutres pendant la guerre entre la Grande-Bretagne et la France. L'énoncé en est si court que je demande la permission de le citer mot à mot et en entier tel qu'il se trouve dans les commentaires de Curtis sur les décisions de la cour suprême des États-Unis, (vol. I, p. 234 et 235), cas relatif au navire *Alfred*.

« Ce n'est point violer les lois de neutralité des États-Unis que de vendre à un étranger un navire construit aux États-Unis, même si ce navire était propre à la course et était pourvu de certains équipements

destinés à la guerre, mais dont les navires marchands se munissent souvent pour leur propre sûreté. La plainte, dans le cas dont il s'agit, telle qu'elle était formulée dans l'instruction, se fondait sur ce que le corsaire qui avait capturé le navire anglais *Alfred* avait été construit à New-York, dans le but spécial de faire la course, en cas que les difficultés pendantes entre la Grande-Bretagne et les États-Unis se termineraient par la guerre. On soutenait aussi que certaines parties de l'armement étaient destinées à la guerre, bien qu'on les rencontrât fréquemment aussi sur les navires de commerce; que le corsaire avait été amené à Charleston, où il fut vendu à un citoyen français; qu'il avait été conduit par l'acquéreur dans une île française où il avait été entièrement armé et équipé et muni d'une commission; que plus tard, il était parti pour une croisière pendant laquelle la prise fut capturée et amenée à Charleston. Reed, pour les plaignants, prétendait que c'était un cas de construction et d'équipement d'un navire destiné dès le principe à faire la guerre, et que si on admettait la légalité de ce fait, il serait facile, indirectement, de rendre la neutralité des États-Unis illusoire et d'entraîner le pays dans une guerre. Mais la cour, n'adoptant pas les conclusions de l'avocat opposant, décida que le décret serait confirmé. »

Il paraît évident, d'après les principes énoncés par ces autorités, que, excepté dans le cas où la violation du *foreign enlistment act* serait prouvée, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas le droit d'intervenir dans les transactions commerciales passées entre les sujets britanniques et les États soi-disant confédérés, soit que ces transactions aient pour objet de l'argent, de la contrebande, ou même des navires pouvant servir comme navires de guerre.

Signé : RUSSELL.

Dépêche de M. Adams au comte Russell, touchant certaines violations de la neutralité en Grande-Bretagne.

Londres, le 6 avril 1863.

Monsieur le comte, j'ai reçu la note de Votre Excellence du 2 de ce mois en réponse à la mienne du 14 mars dernier relative à la correspondance interceptée sur les rebelles, qui a été mise, il y a déjà quelque temps, sous les yeux de Votre Excellence, et qui, comme je l'ai soutenu, démontrait qu'il existait dans le royaume des tentatives d'organiser un système d'actions en hostilité directe contre le gouvernement des États-Unis. Votre Excellence me fait observer que je ne discute aucun des principaux points mentionnés dans sa note, à sa-

voir : 1° Que les sujets de Sa Majesté peuvent légalement prêter de l'argent sur garantie ou autrement à chacun des belligérants; 2° qu'ils peuvent légalement vendre à l'un et l'autre belligérant des munitions de guerre. A cet égard, Votre Excellence appelle mon attention sur différentes citations tirées d'éminentes autorités judiciaires et autres aux États-Unis, pour établir ces points, comme si je les avais moi-même discutés. Néanmoins j'ai lu tous les passages cités par Votre Excellence avec la même attention que j'apporte à la lecture de tout ce qui me parvient de cette source. Mais je ne puis trouver que ces passages entament en quoi que ce soit le terrain sur lequel je m'étais précédemment placé. La vente et livraison par un neutre d'armes, de munitions de guerre et même de navires de guerre, à un pays belligérant qui n'est pas en état de blocus, *lorsque ces actes constituent simplement une transaction commerciale*, ne sont pas considérées par lesdites autorités comme illégales. Toutefois, il ne faut pas faire un pas de plus et c'est jusqu'à cette limite que j'ai précisément admis cette doctrine. Mais le cas est différent lorsqu'on prouve qu'un belligérant cherche à organiser dans un pays neutre un système d'opérations dans le but de préparer la guerre dans les ports de ce pays, exactement comme il le ferait s'il le pouvait sur son propre territoire, lorsque le belligérant désigne des agents dans ce pays et les charge d'emprunter de l'argent *destiné à être employé à des armements hostiles* dans ces mêmes ports et lorsqu'il envoie des agents chargés de surveiller dans ces ports la construction, l'équipement et l'armement de navires de guerre, ainsi que l'enrôlement de sujets de ce pays neutre, dans le but de continuer les hostilités sur mer. Voilà les points sur lesquels je désire appeler l'attention de Votre Excellence dans la correspondance interceptée. J'ai affirmé que cette correspondance semblait démontrer l'organisation d'un système d'opérations dans le but ci-dessus mentionné. Je n'ai pas dit qu'elle prouvait absolument ces faits, mais je voulais dire qu'elle fournissait de fortes présomptions qui viennent encore à l'appui de toutes les autres preuves que j'ai été à même de mettre, il y a déjà quelque temps, sous les yeux de Votre Excellence, des abus faits du territoire neutre de Sa Majesté dont les ports servent à préparer directement la guerre sans même qu'on laisse aux navires qui s'y construisent le temps d'acquérir un semblant de nationalité britannique. Si Votre Excellence avait bien voulu continuer la lecture de la décision prononcée par la cour des États-Unis dans le cas de *l'Indépendance* et de *l'Attrarida*. Elle aurait pu, quelques pages plus loin que le passage sur lequel Elle a appelé mon attention, se rendre complètement compte du point de vue sous lequel l'éminent juge qui prononça le jugement envisageait les devoirs des États-Unis comme puissance neutre. Il condamnait l'équipement de ces navires prêt-

cisément pour la raison citée plus haut. D'ailleurs ce cas ne renferme pas la seule et la plus importante expression des devoirs qui incombent aux États-Unis dans des circonstances semblables envers des nations avec lesquelles ils seraient en relations amicales. Puisque Votre Excellence trouve bon d'accorder tant de poids aux décisions de ces cours, je me permettrai de lui soumettre le cas des États-Unis contre John D. Quincy (6 *Peter's Reports*. pp. 445-465.), comme donnant une interprétation exacte des pouvoirs accordés au Gouvernement pour protéger les pays étrangers au moyen de l'*Enlistment act*. Dans mon appréciation ce cas embrasse les objets et desseins déclarés dans la correspondance interceptée. Je vous demande pardon, monsieur le comte, d'abuser de votre temps précieux en discutant de nouveau ces différents points. En le faisant, je ne me dissimule pas que j'abandonne l'intention précédemment exprimée par moi de m'abstenir de toute discussion à moins d'y être invité par mes instructions.

J'aurai l'honneur de transmettre à mon Gouvernement copie de la note de Votre Excellence et je ne doute pas qu'il ne reçoive avec satisfaction l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté est déterminé, en raison des informations contenues dans la correspondance interceptée, à chercher à découvrir et à obtenir une preuve légale des violations de l'*Enlistment act*, dans le but d'en prescrire la stricte observation toutes les fois qu'une infraction de cet acte aura pu être prouvée. Je n'ai certainement pas besoin d'ajouter que tous mes efforts, ainsi que ceux des différents fonctionnaires de mon Gouvernement résidant dans le Royaume, seront à la disposition des autorités locales des ports pour continuer les investigations à cet effet.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

Dépêche de M. Seward à M. Adams, relative aux entreprises hostiles préparées en Grande-Bretagne contre le commerce des États-Unis.

Washington, le 13 avril 1863.

Monsieur, j'ai mis sous les yeux du Président votre première dépêche du 27 mars, qui rend compte d'un long et amical entretien que vous avez eu avec le comte Russell sur la situation générale de nos relations avec la Grande-Bretagne; une seconde dépêche de même date accompagnée de deux notes échangées entre vous et lord Russell, touchant l'équipement à Glasgow de certains navires armés; et enfin une dépêche du 28 mars qui nous donne le compte rendu de la discussion de la Chambre des communes sur l'interpellation de

M. Forster, relative aux opérations maritimes hostiles entreprises par des sujets britanniques contre les États-Unis. L'impression agréable produite par les deux premières de ces dépêches est à peu près effacée par la dernière, au point que le Gouvernement hésite à considérer comme solides les espérances que vous avez cru avec raison pouvoir fonder sur les explications du comte Russell. Néanmoins, le Président est décidé à suivre la ligne de prudence et de modération que vous conseillez, jusqu'à ce qu'il sache au juste si nous pouvons attendre de la part du Gouvernement de Sa Majesté quelques efforts pour prévenir les desseins hostiles dont des sujets britanniques nous menacent. Voici du reste quelle est, ce nous semble, la situation. D'une part, les États-Unis, en lutte avec toutes les difficultés de leur position comme État souverain étranger, et impuissants dans un pays ami à faire appliquer les lois et proclamations de ce pays destinées à prévenir les agressions des sujets britanniques contre le commerce américain sur mer, font appel au Gouvernement de Sa Majesté pour la mise à exécution de ces lois. D'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté se déclare tout disposé à exécuter ces mêmes lois, pourvu qu'on lui présente préalablement des preuves pouvant probablement amener la condamnation des coupables. Le différend qui sépare les deux nations est de nature à pouvoir être écarté par leurs Gouvernements, si chaque Gouvernement est résolu d'agir de bonne foi et avec le sincère désir que justice et simplement justice soit faite. Le Président a pensé qu'un jurisconsulte américain ayant, du savoir, de l'expérience, un esprit conciliant et courtois, pouvait être utile à la légation dans ses consultations avec les avocats britanniques dont elle aurait à réclamer les services et pour rédiger les pièces et les preuves. Dans ce but M. William M. Evarts, de New-York, se rendra à Londres et se mettra en rapport avec vous; il aura pour instruction de ne rien entreprendre sans avoir pris vos ordres et s'être concerté avec vous. Lord Lyons, qui a été pressenti à cet égard et qui montre un vif désir de voir se terminer la difficulté pendante, écrira sans doute au comte Russell, au sujet de M. Evarts.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Adams au comte Russell, relative à l'enrôlement des sujets britanniques au service des États-Unis et des rebelles.

Londres, le 25 avril 1863.

Monsieur le Comte, j'ai l'honneur d'accuser réception, à votre Excellence, de sa note du 20 courant, laquelle répond à plusieurs notes

que je lui ai adressées et qui contenaient certaines observations au sujet de l'enrôlement de sujets britanniques dans des entreprises de guerre maritime dirigées contre le commerce des États-Unis avec lesquels Sa Majesté est en paix. A l'appui de mes premières allégations, je m'empresse de vous communiquer une copie d'un arrangement régulièrement signé par certaines personnes bien connues de Liverpool, qui a été remis à l'un des hommes embarqués sur le navire primitivement appelé *le Japon*, puis *Virginie*, navire dont la destination et le but ont déjà été exposés dans les pièces justificatives accompagnant ma note du 13 de ce mois. En examinant le statut du Royaume aux termes duquel (seconde section) tout acte de cette nature, s'il est prouvé, est considéré comme une offense, et la personne qui s'en est rendue coupable est punissable d'une amende et d'un emprisonnement fixés discrétionnairement par la cour compétente, je ne vois pas que l'application de ces pénalités doive dépendre de l'action extérieure de partis qui sont en situation de se plaindre de ces offenses; je ne comprends pas davantage que leur privilège de fournir des informations sur de semblables faits (qui ont pu parvenir à leur connaissance) soit soumis à d'autres conditions que celles résultant des devoirs naturels de courtoisie qui règlent les relations de toutes les nations civilisées. Aussi n'est-ce pas sans une véritable surprise que j'ai cru remarquer dans les termes de la note de Votre Excellence, la pensée d'écarter toutes les informations de mon gouvernement sur des violations de neutralité commises dans ce Royaume par suite de la participation de sujets de Sa Majesté à une guerre contre le peuple des États-Unis, jusqu'à ce que je puisse fournir des preuves que tous les sujets britanniques qui se seraient rendus de plein gré aux États-Unis dans le courant de ce siècle, et se sont volontairement engagés dans l'armée ou dans la marine fédérale, auront été congédiés ou dispensés, et que des ordres auront été donnés de ne point enrôler ni engager aucun de ces sujets dans les armées fédérales, contrairement à la teneur de la proclamation de Sa Majesté. Je n'ai pas besoin de faire observer à Votre Excellence qu'aucune loi existante ne donnerait au gouvernement des États-Unis le pouvoir de faire pareille chose. Votre Excellence a appelé précédemment, dans maintes occasions, mon attention sur le fait que le gouvernement de Sa Majesté ne peut aller au-delà de la loi pour remédier aux abus même les plus flagrants. Il ne conseillerait certainement pas à un autre gouvernement de faire ce qu'il refuse de faire lui-même. Il est parfaitement certain qu'un grand nombre d'individus considérés encore comme sujets par la loi du Royaume, ont émigré aux États-Unis, ont renoncé au serment d'allégeance donnée à Sa Majesté, et sont devenus citoyens des États-Unis. Comme tels ils ont obtenu de nouveaux droits et sont en même temps

astreints à de nouveaux devoirs. L'un de ces derniers, et celui qui incombe également à tous les citoyens, est de servir la patrie lorsqu'ils en sont requis, en temps de guerre. Il n'est pas possible au gouvernement de les affranchir de ce devoir. En conséquence, si le gouvernement de Sa Majesté entend exiger que les nombreuses personnes comprises dans cette catégorie soient dispensées du service militaire et maritime, s'il l'exige comme condition préalable pour reconnaître aux États-Unis le droit de réclamer en ce qui touche les violations de la loi de neutralité commises dans ce Royaume par suite de l'enrôlement de sujets de Sa Majesté dans une guerre contre une nation amie, je crains que cette attitude ne soit interprétée comme indiquant une disposition à écarter toute occasion de remontrances en demandant l'accomplissement d'une condition impossible. Je ne me permettrai point de supposer qu'une intention semblable ait pu entrer dans l'esprit du gouvernement anglais. Mais d'un autre côté, on ne peut nier, qu'aux termes de la note de Votre Excellence, la conséquence indiquée doive nécessairement en découler. Le gouvernement des États-Unis reconnaît et accomplira, toutes les fois qu'on le lui demandera l'obligation d'exécuter les lois qui défendent à ses citoyens de s'engager au service militaire ou maritime de nations amies en guerre l'une avec l'autre. Mais il ne peut prendre l'engagement de refuser les services de volontaires qui seraient disposés à venir aux États-Unis et à offrir leur aide dans la grande lutte que le pays a à soutenir; il les accepte, sans se préoccuper de quelle nationalité ils pourraient être. La mémoire de noms comme ceux de Lafayette, Kosciuszko et de Kalb, sans parler de beaucoup d'autres, est encore trop en honneur en Amérique pour qu'une résolution de ce genre puisse être justifiée. Le gouvernement de Sa Majesté, en paraissant réclamer une telle mesure, demande plus que n'en exige aucune théorie du droit des gens et directement le contraire de ce que la Grande-Bretagne a été jusqu'ici dans l'habitude de mettre en pratique chez elle. Les Archives de la Légation, si l'on remonte à plusieurs années en arrière, bien au-delà de la période de la dernière guerre avec la Russie, abondent en exemples de demandes faites par le gouvernement de Sa Majesté dans le but de dispenser les citoyens des États-Unis qui se sont volontairement engagés au service de Sa Majesté. Dans certains cas, ces décharges ont été accordées comme une faveur, mais jamais admises comme un droit. Et dans ces derniers temps ces demandes ont été uniformément refusées, à moins qu'elles n'aient rempli la condition communément attachée à la décharge des sujets, c'est-à-dire la remise de la prime qui les a poussés à s'enrôler. J'ai aujourd'hui sous les yeux une note qui m'a été adressée par un individu se prétendant citoyen des États-Unis, mais actuellement canonnier dans la marine anglaise,

que sa pauvreté a obligé à s'engager et qui me prie de m'employer en sa faveur et de le faire passer dans un poste où il pourrait servir sa patrie en ces temps de grandes épreuves. J'ai dû répondre à sa requête que le gouvernement de Sa Majesté se refusait à agir en pareil cas, excepté à titre de faveur et seulement, dans la situation où se trouvait le réclamant, après versement de trente livres. Une semblable condition équivalait à un refus. Il n'entre point dans mon intention de me plaindre de cet état de choses. Mais si telle est la pratique suivie par le gouvernement de Sa Majesté, on ne peut guère attendre du gouvernement des États-Unis qu'il adopte une autre ligne de conduite. Et cet exemple n'est pas encore l'un des plus concluants de la résolution du gouvernement britannique d'accepter en temps de guerre les services d'individus de toutes les nations. Lord Stowell, la plus grande autorité que l'on puisse citer dans la jurisprudence britannique, a explicitement déclaré, et dans les termes les plus clairs, « qu'en temps de guerre tout pays admet des étrangers à son service. » C'est une mesure à laquelle chaque pays a recours dans toute guerre, qu'elle soit heureuse ou malheureuse. Le gouvernement de Sa Majesté a agi d'après ce principe dans la dernière guerre qu'il a eu à soutenir, et celui qui était secrétaire d'État des affaires étrangères à cette époque, lord Clarendon, semble l'avoir reconnu dans sa plus large acception en s'adressant au gouvernement des États-Unis. En défendant les actions de personnes qui aujourd'hui ont de beaucoup dépassé les limites fixées, Son Excellence affirmait que tant qu'il n'y aurait pas de loi spéciale défendant aux sujets d'un pays de quitter le territoire, il serait parfaitement légitime de la part d'un autre pays d'inviter ces sujets à quitter leur territoire dans le but d'entrer à son service. Je lui citai les termes de sa dépêche à M. Crampton du 16 novembre 1855. « Il est sans doute loisible à toute nation d'édicter une loi municipale telle qu'il en existe dans beaucoup de pays, laquelle défend aux sujets de cette nation de quitter le territoire ; mais dans ce cas, *« civitas carcer est »* et il peut être du devoir d'autres pays de s'abstenir de prêter assistance à ces captifs pour s'échapper de la prison nationale dans le but de servir un autre maître. Mais le gouvernement des États-Unis n'a pas édicté une loi semblable. Il se flatte d'avoir laissé sous ce rapport une liberté complète, *« civitas non carcer est. »* Tous ceux qui résident aux États-Unis, qu'ils soient étrangers ou citoyens, sont parfaitement libres de quitter le territoire, comme ils le jugeront à propos, et sans la permission du gouvernement, et d'entrer au service d'un autre État lorsqu'ils auront atteint le territoire de cet État. En les invitant et les persuadant à faire ce qui est strictement légal, on ne peut dire qu'il y ait eu violation des droits territoriaux que le pouvoir souverain n'a jamais exercés ni revendiqués. Ce n'est pas encore là le

témoignage le plus décisif de la politique précédemment suivie par la Grande-Bretagne dans cette matière. J'ai lieu de croire qu'il existe un statut du Royaume de date ancienne qui autorise expressément et réglemente l'enrôlement, en temps de guerre, d'étrangers de toute nation, dans l'armée et dans la marine, et qui leur offre à titre d'encouragement, le bénéfice de la naturalisation comme sujets anglais. Cet acte, bien que destiné à faire face à une nécessité urgente, semble accorder au gouvernement des pouvoirs qui lui rendraient sa force et sa vigueur à la prochaine guerre qui éclaterait, et je n'ai pas de raison de supposer que cet acte ne soit point encore aujourd'hui en vigueur. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de ce statut, et je ne puis m'empêcher de remarquer qu'il ne laisse aucune possibilité de doute sur la question de principe qui fait le fond de cette discussion et que l'action constante du gouvernement britannique tend à faire prévaloir parmi les nations. Dans ces circonstances, je me plais à espérer que le gouvernement de Sa Majesté examinera de nouveau l'interdiction qu'il semble avoir faite dans le présent cas aux États-Unis, et renoncera à demander, comme condition préalable, l'accomplissement d'un acte de remontrance, qui ne consiste pas seulement dans une série de mesures, lesquelles n'avaient jamais auparavant été exigées d'aucun pays, mais qui serait aussi en contradiction avec toute la politique adoptée jusqu'ici par la Grande-Bretagne elle-même, avec la pratique générale des nations et qui serait en outre impossible à mettre à exécution.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

Dépêche du comte Russell à M. Adams, touchant l'interprétation à donner au « Foreign-Enlistment-Act. »

Foreign-Office, le 1^{er} mai 1863.

Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 avril en réponse à la mienne du 20 du même mois, ne m'est parvenue que le 28 au matin. Je mentionne ce retard pour vous expliquer comment elle n'a pu être comprise dans la collection des documents soumis au Parlement le 27, bien que ma lettre s'y trouvât. La teneur de votre dépêche m'oblige à vous faire remarquer que vous vous êtes complètement mépris sur le but de ma lettre du 20 avril. Mon intention n'était pas de discuter la question de la pratique usitée parmi les nations d'admettre au service de leurs armées ou de leur marine des sujets ou citoyens d'autres États, mais simplement de si-

gnaler que le gouvernement des États-Unis n'avait aucun droit de considérer comme un acte peu amical de la part de la Grande-Bretagne, le fait que des sujets britanniques sont entrés au service des États soi-disant confédérés, aussi longtemps qu'il autorisait et encourageait lui-même des sujets britanniques à s'engager dans l'armée fédérale.

Le gouvernement des États-Unis doit ou bien partir du principe que tous les sujets britanniques seront admis à prendre volontairement service dans son armée ou dans sa marine et alors il n'a pas de raison de se plaindre que les États confédérés fassent la même chose, ou il doit en appeler au *Foreign Enlistment act* et, dans ce cas, il ne devrait point encourager pour sa part, ce qu'il trouve mauvais de la part des confédérés. Le gouvernement des États-Unis ne peut vouloir que le gouvernement britannique agisse d'une manière partielle et déloyale. Si un millier de sujets britanniques combattent dans les rangs des fédéraux, sur l'invitation qui leur en a été faite par les États-Unis, on ne peut dire qu'il y ait violation de la neutralité, parce que quelques centaines de ces sujets se trouvent dans les rangs et dans la marine des confédérés qui les y ont engagés de leur côté.

•
Signé : RUSSELL.

**Dépêche de M. Adams au comte Russell, touchant l'enrôlement
des sujets britanniques au service des rebelles.**

Londres, le 2 mai 1863.

Monsieur le Comte, je suis heureux d'apprendre par les termes de la dépêche de Votre Excellence du 1^{er} de ce mois, ce dont je ne doutais d'ailleurs point, que le gouvernement de Sa Majesté n'avait aucune intention de s'opposer aux réclamations de mon gouvernement contre l'enrôlement, par des personnes résidant dans ce royaume, de sujets de Sa Majesté à l'effet de faire la guerre contre une nation avec laquelle la Grande-Bretagne est en paix. Il m'a paru que cette manière d'agir avait lieu en violation de la neutralité que le gouvernement anglais a proclamé dans la présente lutte et qu'elle pourrait être dès lors l'objet de justes plaintes de ma part. Je ne pense pas avoir donné à mes réclamations une portée plus grande.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

Dépêche de M. Seward à M. Adams expliquant les causes du mouvement d'immigration des habitants de l'Irlande en Amérique.

Washington, le 9 mai 1863.

Monsieur, il s'est produit ici depuis quelque temps un accroissement considérable dans le mouvement d'immigration de l'Irlande aux États-Unis. Vous avez été parfaitement dans le vrai en déclarant qu'aucune personne n'a été enrôlée directement ou indirectement en Irlande, ou dans tout autre pays étranger, par des agents américains, avec l'autorisation ou à la connaissance du gouvernement, et vous avez signalé quelques-unes des causes de cette immigration. L'enrôlement et l'incorporation d'individus dans les armées loyales et fidèles du pays, les avantages offerts à l'ambition, l'éveil dans le pays de l'esprit militaire qui rend la carrière du soldat de plus en plus attrayante, un plus grand sentiment national uni à une confiance plus grande dans la cause de l'Union, en même temps un dévouement plus vif à cette cause qui pousse les citoyens à abandonner les carrières civiles; la publicité plus grande donnée à la lutte dans les pays étrangers et la faveur qui l'accompagne de plus en plus à mesure que son véritable caractère vient à être connu; une élévation sensible dans les salaires, conséquence de l'activité industrielle dans les départements agricoles et manufacturiers, élévation dont on n'avait pas encore eu d'exemple, les avantages offerts aux indigents de tous les pays par la loi sur le domicile, toutes ces causes réunies commencent sans doute à produire leur effet en Europe. Il y a encore une autre cause toute matérielle; l'or et l'argent ont été jusqu'à un certain point démonétisés ici et remplacés par une monnaie nationale qui est avantageuse à la masse du peuple. Le salaire du travail, payé avec cette monnaie, s'en trouve augmenté, sans être jusqu'ici contrebalancé par une augmentation correspondante de travailleurs étrangers, en même temps que le prix des subsistances n'a pas encore haussé dans les mêmes proportions. Je vous autorise à communiquer au comte Russell ces informations dans la mesure que vous jugerez convenable. Dans tous les cas vous contesterez et repousserez d'une manière courtoise, mais décidée et énergique, toutes les allégations tendant à établir que nous enrôlons des soldats en Irlande, en Grande-Bretagne ou dans tout autre État étranger. Je désire que l'opinion publique à l'étranger justifie notre espérance que ce nouveau résultat produit en Europe par notre déplorable lutte, fera naître la réflexion que la guerre civile n'a aucune force d'existence, excepté celle qu'elle tire de l'aide et de la sympathie accordées, par des partis prévenus et égarés, dans les pays étrangers

dont notre gouvernement désire non-seulement voir assurés la prospérité et le bien-être, mais encore accroître ce bien-être par le rétablissement le plus prompt possible de la paix intérieure, en tant que cela est compatible avec la sécurité de l'existence nationale. Les États-Unis en conservant l'esclavage avec le consentement tacite des États étrangers depuis cinquante ans, ont créé un système d'industrie internationale favorable aux États d'Europe. Il est probable que si cette politique était tout à coup entravée et abandonnée ici, au prix d'une effroyable guerre civile, toutes les conséquences pénibles d'un changement subit et aussi violent ne resteraient point limitées aux États-Unis et que les États Européens seront obligés de conformer leur propre industrie sociale sous certains rapports aux nouvelles conditions des affaires.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Adams à M. Seward, rendant compte de l'impression produite en Angleterre par la chute de Vicksbourg et par les derniers succès des armes fédérales.

Londres, le 23 juillet 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre télégramme daté du 7 de ce mois et annonçant la bonne nouvelle de la prise de Vicksbourg. J'ai immédiatement communiqué cette nouvelle à M. Dayton, à Paris, par dépêche télégraphique. Le public avait été tellement convaincu de l'exactitude des jugements portés journellement dans la presse de Londres sur la situation désespérée de nos affaires et sur les progrès triomphants du général Lee, qu'on s'attendait généralement à apprendre la prise de Washington. De grandes appréhensions s'étaient emparées de l'esprit d'un certain nombre de loyaux Américains, établis ici, et qui avaient subi la pression de l'opinion publique. Aussi l'étonnement causé samedi dernier par l'annonce du fait d'armes susmentionné a été considérable. Je n'ai pas besoin d'ajouter que le désappointement des Anglais était en proportion directe de la surprise. Beaucoup de journaux se refusèrent tout d'abord à croire à la prise de Vicksbourg. L'évidence obtenue par ce succès ne semble cependant devoir amener aucun changement dans la politique suivie jusqu'ici par les États-Unis à l'égard de la Grande-Bretagne. Cette politique doit tendre à la conservation de la paix comme étant le moyen, non pas tant de changer les sentiments des Anglais, mais de nous préserver contre les fâcheuses conséquences qui en pourraient

résulter. L'espoir principal étant ici que la rupture de l'Union sera nécessairement amenée par la lutte actuelle, nos efforts ne doivent pas avoir d'autre but que de chercher avec persévérance à rétablir l'Union des États d'Amérique. La situation de la Grande-Bretagne devrait nous servir d'avertissement contre le danger des divisions intestines pouvant durer pendant plus d'un siècle. Nous avons une mission à remplir : c'est de montrer par notre exemple au peuple de la Grande-Bretagne en particulier et à toutes les nations en général la valeur et le prix des institutions républicaines. On a maintenant le fiévreux espoir que par suite de notre impuissance à suffire aux événements immédiats, cette mission pourrait échouer et que ces institutions en seront finalement discréditées. Le plus grand triomphe pour nous serait de prouver la pauvreté de ces calculs. En comparaison de ceci, quel serait l'avantage que nous retirerions d'une guerre avec les puissances de l'Europe? Pendant ce temps les indices de malaise dans les relations des puissances continentales continuent à se faire remarquer. L'empereur de Russie se prépare évidemment à faire face aux difficultés qui pourront naître au printemps prochain. Et, bien que le ministère de la Reine ait pris la peine d'annoncer la résolution où il est de ne pas pousser les affaires de Pologne jusqu'à la guerre, on redoute un peu ici que l'empereur des Français ne parvienne à entraîner la Grande-Bretagne dans une guerre de ce genre, comme il y a réussi en 1854, grâce à la pression de l'opinion publique. Le Parlement est à la veille d'être prorogé. La période ordinaire de calme et de repos en Europe arrivera sur ces entrefaites et elle sera un bienfait pour nous aussi bien que pour toutes les autres nations civilisées. J'espère que nous serons alors en mesure d'en profiter en rendant toute tentative d'ingérence dans nos affaires assez dangereuse pour qu'on en abandonne l'idée.

Signé : Ch. FRANCIS ADAMS.

Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet des encouragements donnés par la France et la Grande-Bretagne aux rebelles.

Washington, le 30 juillet 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 16 juillet dernier qui m'informe que M. Rœbuck a retiré sa motion relative à la reconnaissance des États rebelles. Une observation attentive des événements qui ont successivement eu lieu en Grande-Bretagne nous avait déjà préparés à ce résultat. Le concours de divers incidents d'une certaine importance

nous permet de considérer l'heure présente comme une crise que traverse la guerre civile aux États-Unis. La campagne de Virginie, dans l'Ohio, le Tennessee, le Mississippi et la Louisiane, bien qu'elle ait été préparée avec soin et poursuivie avec autant de persévérance que celle de Rome, n'a cependant été marquée, sauf quelques succès récents, que par des lenteurs décourageantes, des revers et des désastres. Les insurgés ont réussi à contracter avec beaucoup d'habileté et d'énergie un emprunt à l'étranger basé sur la prévision d'un succès définitif qui semble leur assurer un crédit étendu et durable sur le marché de l'Europe. La négociation de cet emprunt leur a permis d'employer, sans difficulté, un grand nombre d'ouvriers en Grande-Bretagne et dans quelques autres pays pour la préparation de munitions et de machines de guerre tant pour l'armée que pour la marine, en même temps qu'ils menaçaient d'entraîner les intérêts industriels du monde à réclamer la reconnaissance de leur souveraineté et de leur indépendance. Des succès de ce genre leur firent constituer des agences politiques en France et en Grande-Bretagne, lesquelles influant sur le sentiment national de ces pays, et réprimant même les sympathies pour la cause du progrès et de l'humanité en Europe aussi bien qu'en Amérique, parurent rendre probable, pour un certain temps du moins, que les deux puissances qui sont en première ligne et par conséquent le plus intéressées à la stabilité de notre nation sous un gouvernement libre et des institutions libérales, s'uniraient pour renverser et détruire tout ce que le gouvernement, le commerce et l'agriculture ont créé sur ce continent. La conspiration contre notre pays, qui s'étendait ainsi sans obstacle apparent dans la plupart des États esclavagistes, et qui avait produit de si étonnantes combinaisons en Europe, puisant une partie de ses forces, on ne peut assez le déplorer, dans les intérêts divers existant au sein même des États restés fidèles et favorables à la paix, dans l'indolence des habitants, et dans les avantages accordés aux fauteurs de la révolte au prix peut-être d'une dissolution de l'Union et de l'abandon des libertés du pays ainsi que d'un avenir assuré et heureux. Ce concours de faits favorables au succès de l'insurrection exalta les espérances présomptueuses de ceux qui étaient à la tête de la rebellion. Ils violèrent et foulèrent aux pieds les cartels d'échange des prisonniers, défièrent et méprisèrent des attaques longuement préparées, organisèrent des invasions dans les États restés fidèles et demandèrent, sous des prétextes équivoques, l'admission d'un représentant à Washington. Une audace semblable peut être en elle-même et momentanément, aussi longtemps que les circonstances sont favorables, un élément de force politique qui n'est pas à dédaigner. Mais l'imposant échafaudage des espérances des rebelles s'est soudainement écroulé. Les campagnes si longtemps infructueuses se

sont terminées par des victoires partielles, mais qui dans leur ensemble sont peut-être aussi efficaces et fécondes en résultats que l'ont été des combinaisons de mouvements militaires ou maritimes sur un grand continent. La base du système financier des rebelles est détruite. Leurs prétendues garanties se vendent aujourd'hui au taux de 9 cents par dollar au sein même des États rebelles, où l'on doit exactement connaître la valeur qu'elles ont à l'étranger. Les insurgés devront, dès lors, baser leurs demandes d'approvisionnements et de capitaux auprès des Nations étrangères, non plus comme avant sur des promesses de grands profits, mais sur la charité des contribuants. La France et la Grande-Bretagne, débarrassées d'importunités exagérées, auront tout le loisir de réfléchir sur la moralité et la justice de la reconnaissance des États rebelles comme nation, et sur les dangers et les malheurs possibles qui résulteraient d'une tentative de rétablir la domination européenne sur un continent ayant des idées de gouvernement et des sentiments sociaux tout à fait opposés, et dont la population, la richesse et la puissance égaleront bientôt celles de l'Europe elle-même. On commence à comprendre que si les États-Unis, à l'égal des autres pays, ne sont point entièrement exempts de factions politiques, cependant il suffit que le peuple se rende compte du nouveau danger national qui le menace et d'avoir le temps d'apprécier la somme des sacrifices nécessaires pour le surmonter. Une fois qu'il s'en est bien convaincu, les derniers sacrifices sont faits avec le même empressement que les premiers. L'arrogance, les menaces et la rigueur militaire des insurgés ont fait place à des demandes désespérées de nouvelles levées et d'argent, conditions essentielles à la défense. Quel est l'enseignement à tirer de cette crise? Je n'ignore pas que la guerre, et en particulier la guerre civile, a ses caprices. Je sais fort bien que l'arc-en-ciel qui apparaît lorsque les nuages sont dissipés n'est pas toujours un signe certain que des orages plus violents encore ne viennent à éclater dans le ciel politique. Néanmoins nous devons agir sur tels indices que la Providence daigne nous montrer, en les soumettant toujours à la pierre de touche de l'expérience. L'un des enseignements de l'expérience, c'est qu'en général les factions vivent d'une vie courte et convulsive, tandis que les Nations, comme les individus, bien qu'elles soient exposées à des dangers successifs et plus ou moins grands, sont appelées à durer et à accomplir de grandes missions. Aussi envisageons-nous l'état présent de la lutte comme de nature à nous rassurer sur la délivrance définitive de notre pays et le maintien intégral de son territoire et de ses libres institutions. Pour le moment, cependant, si nous caressons ces idées satisfaisantes, nous voyons que nous allons à grands pas, malgré notre sérieuse et énergique résistance, au-devant d'une guerre avec la Grande-Bretagne. Notre commerce sur les mers dépérit sous

les coups des corsaires qui sont expédiés à cet effet des ports britanniques par des sujets anglais, et nous apprenons que de nouveaux corsaires et des armements formidables se préparent pour nous chasser des ports des insurgés que nous occupons, pour brûler et dévaster nos principales cités ; et ces armements, ainsi que le soutiennent de graves autorités en Angleterre, le Gouvernement britannique n'est pas autorisé par les lois du pays à les empêcher. Il ne peut être offensant de prétendre qu'à aucune période de notre histoire, et alors que nous n'étions pas accablés par une guerre intestine, ces injures n'eussent pas été supportées. Tout au moins est-il vrai qu'elles ne nous furent infligées que lorsque nous nous débattions dans les horreurs de la guerre civile. Que la Grande-Bretagne se demande si, dans le cas où de pareilles hostilités seraient exercées contre elle, elle consentirait à tolérer des attaques de ce genre contre son commerce et sa souveraineté. Je ne connais pas d'axiome politique plus clair que celui-ci : ce que le peuple de la Grande-Bretagne ferait dans des circonstances données, pour sa propre défense, ces mêmes choses, et, dans les mêmes circonstances, le peuple au nom duquel j'écris les fera exactement pour défendre son existence. Je voudrais, si je le pouvais avec convenance, écarter un autre élément qui doit être pris en considération. La Grande-Bretagne n'a jamais fait pressentir que, même avec la coopération de la France, elle donnerait son assentiment à une guerre ou adopterait une politique hostile contre les États-Unis. Le Gouvernement britannique a, dans différentes occasions, montré des dispositions toutes autres et bien plus justes. Nous sommes obligés au Gouvernement et au peuple de la Grande-Bretagne pour sa persistance dans ces dispositions. Néanmoins nous pouvons invoquer le témoignage personnel de l'empereur des Français sur le point suivant, c'est qu'il annonça au Gouvernement Anglais qu'il était disposé à suivre la Grande-Bretagne si elle lui montrait le chemin, et à reconnaître les insurgés. La reconnaissance des rebelles, sous les circonstances actuelles, serait en leur faveur une démonstration plus puissante que l'envoi d'une flotte ou d'une armée, et elle sanctionnerait par cela même les entreprises illégales des sujets britanniques qui, bien que désavouées par la Grande-Bretagne, deviennent intolérables pour les États-Unis. A la même époque, il y a lieu de le remarquer, la Grande-Bretagne et la France ont été formellement informées que la reconnaissance des États rebelles serait nécessairement considérée par les États-Unis comme un procédé peu bienveillant. Par conséquent, c'est virtuellement que la France invite la Grande-Bretagne à une alliance offensive et offensante à l'égard des États-Unis. En se plaçant au point de vue de notre situation, une telle alliance serait moralement mauvaise ; car quel est le crime contre les deux ou l'une ou l'autre de ces

Nations, ou contre toute autre Nation, dont les États-Unis sont accusés? Quel tort non réparé ont-ils commis que la France et la Grande-Bretagne seraient en droit de redresser? Les États-Unis ont été entraînés, non sans une résistance énergique de quarante années, dans une guerre civile qui offre des inconvénients pour d'autres puissances maritimes et commerçantes. Est-ce que la Grande-Bretagne, ou la France, ou toute autre Nation, ont moins porté atteinte à la paix du monde que les États-Unis? Si jamais une Nation pouvait invoquer avec succès l'irrésistibilité des éléments d'une guerre civile, ce seraient les États-Unis dans cette occasion. L'esclavage africain s'est audacieusement levé pour renverser un gouvernement, le plus juste et le plus équitable qui ait été établi parmi les hommes, et pour en former un nouveau, uniquement basé sur l'esclavage humain. Les États-Unis ne veulent pas être détruits ni divisés par une telle faction et dans un but pareil. Il n'est pas facile, de ce côté de l'Atlantique, de concevoir qu'une guerre civile de ce genre puisse être regardée avec faveur ou même avec indifférence en Europe. Nous avons cependant déjà établi que la Grande-Bretagne et la France voient d'un œil favorable cette insurrection patronnée par des hommes d'État et des journaux qui paraissent le plus jouir de la confiance de ces deux Nations. La France veut aujourd'hui que nous fassions un pas de plus et que nous acceptions la résolution de la Grande-Bretagne et de la France d'admettre les rebelles dans la famille des Nations. Le motif par lequel l'Empereur favorise ce procédé inqualifiable, c'est qu'il pense arriver ainsi à mettre fin à la funeste guerre civile qui nous désole. Je m'abstiendrai de faire remarquer qu'un procédé semblable, consistant à imposer la paix aux États-Unis, serait immoral, et que accepter une paix ainsi imposée serait un suicide. Ceux qui seraient disposés à la tentative ou de subjuguier les États-Unis par la force ou de les diviser et de les séparer par une influence étrangère, ne s'arrêteront certainement pas aux vœux et aux sentiments qui prévalent parmi le peuple auquel on propose une voie de pacification si extraordinaire. Des alliances peuvent être conclues sans doute par les Souverains et les hommes d'État, mais, après tout, elles n'ont de force que si les peuples et Nations alliés les ratifient par leur volonté. La France et la Grande-Bretagne sont maintenant égales en puissance. Les hommes d'État de France et de Grande-Bretagne, si le projet d'une alliance est sérieusement agité par eux, ne peuvent pas, à mon avis, commencer assez tôt à étudier comment les dépenses et les pertes, les profits et les bénéfices qui accompagneront ou suivront cette alliance, devront être équitablement répartis entre les deux pays.

Je viens de passer ainsi en revue non-seulement notre situation intérieure, mais aussi l'état de nos relations avec les premières puis-

sances maritimes, non pas parce qu'on redouterait ici que, seule ou alliée à la France, la Grande-Bretagne fût disposée à réaliser la mesure offensante et peu bienveillante proposée par l'Empereur des Français, mais parce que ce coup d'œil rétrospectif me fournit l'occasion de renouveler, d'après les instructions du Président, une suggestion qui pendant quelque temps a été mis à l'écart, à savoir que tous les malentendus qui ont surgi entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, même ceux qui poussent en ce moment les deux pays vers une lutte qui ne peut être que désastreuse, sont dus à la reconnaissance prématurée des rebelles comme belligérants et que des années d'expériences ont confirmé la sagesse et la justice de la protestation faite par notre Gouvernement contre ce procédé extraordinaire. L'insurrection, malgré les avantages incalculables qu'elle a retirés de cette malencontreuse mesure, a cependant languï dès son commencement et est maintenant à un degré si bas qu'elle s'éteindrait immédiatement si, comme la dernière insurrection de l'Inde, comme celle qui eut lieu au Canada, il y a quelques années, comme les insurrections chroniques dans l'Amérique Espagnole, et même comme celle qui sévit en ce moment en Pologne, elle avait été abandonnée à ses propres forces, non en qualité de belligérant reconnu, mais à titre de faction tendant à révolutionner le Gouvernement auquel elle refuse d'obéir. Je sais combien il serait difficile pour la Grande-Bretagne de changer complètement une ligne politique dont nous n'avons cessé de nous plaindre, même alors qu'il serait reconnu que cette politique a été adoptée sans nécessité. Mais toute nouvelle demande adressée à ce gouvernement de tolérer des entreprises hostiles aux États-Unis se fonde sur la reconnaissance prématurée des rebelles comme belligérants et cherche à la convertir non-seulement en une simple reconnaissance de leur souveraineté, mais en une véritable guerre contre les États-Unis. En me référant aux sentiments exprimés par le Président au commencement de cette malheureuse lutte, je suis autorisé à offrir à la Grande-Bretagne l'assurance du désir des États-Unis de voir cesser entre eux et elle toute cause de mécontentements et de rétablir des relations mutuellement fondées sur l'intérêt commun, l'affection et les sympathies nationales, lesquelles, lorsqu'on ne s'oppose pas à leur développement, maintiendront les deux peuples dans des liens d'amitié durable. Nous l'invitons donc à peser ces avantages en les comparant aux bénéfices incertains, devant résulter d'une alliance hostile formée contre nous. Nous sommes encore amis, bien que cette amitié ait été sévèrement mis à l'épreuve. Si nous devons devenir ennemis, la responsabilité de ce triste et funeste événement, retombera sur le Gouvernement de Sa Majesté et sur le peuple de la Grande-Bretagne. Cette dépêche n'est point destinée à être officielle-

ment communiquée par vous au comte Russell, mais vous userez des arguments et des suggestions qu'elle contient suivant que vous le jugerez convenable et que les circonstances vous paraîtront favorables pour amener la conversation sur les points très-sérieux que j'ai discutés dans cette dépêche.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Adams, résumant les principales phases de la guerre civile aux États-Unis depuis le mois d'août 1863.

Washington, le 12 août 1863.

Monsieur, toute les fois que le Gouvernement des États-Unis s'est plaint de la résolution prématurée de la Grande-Bretagne et de la France en vertu de laquelle le caractère des belligérants a été accordé aux rebelles, les hommes d'État de ces deux pays ont répondu que, dès le premier instant, ils avaient été d'avis que les efforts du Gouvernement pour maintenir l'Union, et conserver l'intégrité de la République ne pouvaient être couronnés de succès. Dans le but de rectifier le jugement porté sur une question si vitale, j'ai adressé le 14 avril 1862, aux représentants des États-Unis à l'étranger, une circulaire dans laquelle j'ai passé en revue les opérations militaires sur mer et sur terre et montré les résultats qu'elles ont produits jusqu'à cette époque. Le préjugé que je cherchais alors à vaincre, subsiste toujours et constitue la base de tous les actes de la politique des nations étrangères, qui volontairement ou involontairement sont préjudiciables pour notre pays. Les insurgés ont été mis à même de prolonger leur résistance grâce aux marques de sympathies et aux secours qu'ils recevaient du dehors, et l'espérance d'une assistance future et plus effective encore, a été leur principale ressource. Il importe, dès lors, aussi bien dans l'intérêt de nos relations avec l'étranger que dans l'intérêt bien plus grand encore de la paix et de l'humanité, de redresser le jugement erroné qu'on s'est formé. Dans les combats du mois d'août 1862 les forces de l'Union eurent à supporter de sérieux revers et de terribles désastres. Mais ces insuccès résultèrent de la réunion de l'armée qui avait été appelée de la Péninsule située au dehors de Richmond avec l'armée qui avait pris ses positions entre ce point très-fortifié de l'insurrection et la capitale. Cependant la sagesse de cette concentration devait être bientôt justifiée. L'armée des rebelles, enivré de ses récents succès et espérant qu'un intérêt sympathique pour l'esclavage amènerait en sa faveur un soulèvement de la population du

Maryland, passa pour la première fois le Potomac. Harpers's-Ferry et un grand nombre de prisonniers tombèrent entre leurs mains, plutôt par suite d'accidents survenus dans les préparatifs pour la défense de cette place qui parce qu'elle n'était pas en état d'être défendue. Néanmoins l'espoir de recevoir de nouveaux renforts, grâce à cette invasion, fut complètement trompé. Le général Mac Clellan commandant les forces nouvellement organisés de l'armée du Potomac, fut renforcé par de nouvelles recrues tirées de Pensylvanie et par des détachements rappelés des places fortes environnantes. Il chassa les insurgés de leurs positions à South-Mountain et à Crampton's-Gap. Vers le milieu de septembre, les deux armées ennemies se rencontrèrent à Sharpsbourg et une bataille rangée eut lieu sur les bords de l'Antietam et du Potomac. L'issue en fut incertaine. Des hommes de même race et ayant reçu la même instruction dirigeaient les armées dont les rangs étaient composés de soldats du même sang et à peu près égaux en nombre. L'arrogante présomption de courage supérieur et d'héroïsme avec laquelle les insurgés s'étaient jetés dans la lutte et qu'ils avaient apportée dans les premières rencontres, s'évanouit sur le sanglant champ de bataille. L'armée rebelle, fortement ébranlée, abandonna l'invasion dans le Maryland et gagna son refuge accoutumé derrière le Potomac, pour y réparer ses forces vivement éprouvés dans la campagne de Virginie.

Tandis que Lee menaçait ainsi le Maryland, Bragg avait reçu la mission périlleuse de porter la guerre dans l'Ohio, à travers le Kentucky, avec le corps d'armée rebelle posté au sud du Tennessee. S'élançant avec une grande rapidité de Chattanooga, tournant le flanc gauche du général Buell, et faisant appel aux sentiments esclavagistes des habitants du Kentucky et du Tennessee pour grossir ses rangs, Bragg porta ses forces sur Louisville et Cincinnati. Une levée générale des fermiers de l'Ohio reçut le choc et sauva cette dernière ville de la dévastation. Le général Buell suivit la principale colonne d'invasion, la dépassa sur la route de Louisville et la força à se diriger vers l'est. Les deux corps des insurgés ayant opéré leur jonction à Perryville furent attaqués par le général Buell. La bataille comme toutes nos batailles, fut opiniâtre et sanglante. Bragg, après avoir essuyé des pertes sensibles, battit en retraite à travers une région comparativement déserte, et Buell fut obligé d'abandonner la poursuite, faute de munitions et d'approvisionnements. Le commandant des rebelles franchit les montagnes du Cumberland, et se dirigeant alors vers l'ouest, prit une position très-forte à Murfreesboro, et procéda à la réorganisation de ses troupes décimées.

Van Dorn et Price étaient à la même époque à la tête de forces considérables dans le Mississipi et dans l'Alabama; à eux était dévolu

le troisième rôle dans la grande invasion dirigée contre les États loyaux et décrétée par le soi-disant gouvernement de Richmond. C'était, suivant eux, une tentative pour délivrer, mais en réalité pour subjuguier le Tennessee occidental et le Kentucky. Le général Rosencrans reçut le premier choc de ces corps insurgés à Corinth, les défit complètement et les rejeta en arrière de façon qu'aucun de ces corps d'armée ne pût atteindre ni même approcher la région qu'ils devaient envahir. Le général Rosencrans appelé sur ces entrefaites à succéder au général Buell dans le commandement de l'armée du Cumberland, entra dans Nashville, précédemment investi par les insurgés, conformément au plan général de l'invasion. Il fit lever le siège et se prépara à prendre l'offensive. Dans les derniers jours de l'année, il sortit de Nashville et livra une sanglante bataille à Stone river, qui le mit en possession de Murfreesboro, Bragg battit en retraite sur Shelbyville et Tullahoma où il s'arrêta et éleva des retranchements. Une longue période de repos fut alors employée par les parties respectives à augmenter les forces de leur armée; mais ce repos fut souvent interrompu par des escarmouches et par des expéditions de cavalerie pénétrant dans des régions ennemies quelquefois à une distance de cent milles, et détruisant des approvisionnements militaires sur une grande échelle; en même temps ces expéditions entretenaient le courage des troupes et les endurcissaient à la fatigue.

Vicksbourg, resté encore entre les mains des rebelles, était alors la clef de la navigation du Mississipi, navigation qui de l'avis unanime des hommes de guerre, était absolument indispensable aux États-Unis et dont la réouverture devait être fatale à l'insurrection. La tâche d'arracher cette position aux rebelles était échue à la flotte aidée d'un corps considérable de troupes de terre campé sur la rive occidentale du Mississipi. Mais des difficultés nouvelles et imprévues firent continuellement échouer cette entreprise et semblaient même la rendre impossible. Le général Grant qui était à la tête du département et de l'armée du Tennessee, prit à la fin le commandement actif des troupes chargées d'investir la place, lesquelles furent convenablement renforcées. L'escadre du Mississipi, sous le commandement du contre-amiral Porter, fut aussi promptement augmentée au point que plus de cent bâtiments armés sillonnèrent le fleuve et parmi eux on comptait beaucoup de canonnières cuirassées d'une grande puissance. Une partie de l'escadre du Golfe, sous le commandement de l'amiral Farragut, passant hardiment sous le feu très-vif des batteries de Port-Hudson, coopéra avec la flotte du Mississipi. Des tentatives laborieuses et répétées furent faites pour ouvrir au fleuve un canal artificiel en face de Vicksbourg, comme cela avait été pratiqué avec un grand succès devant l'îlot n^o 10. Mais les différents ca-

naux projetés et exécutés ne réussirent point et quelques petits steamers d'un faible tirant d'eau purent seuls dépasser ainsi Vicksbourg. Des expéditions combinées de l'armée de terre et de la flotte furent également organisées au prix de grands labeurs et de grandes souffrances dans le but de tourner les ouvrages de l'ennemi en naviguant sur les nombreux bras du fleuve dont le réseau inextricable donne une physionomie si particulière à la topographie militaire des rives du Mississippi. Toutes ces tentatives ayant échoué par suite d'obstacles matériels qu'on reconnut insurmontables, le général Grant et l'amiral Porter mirent alors à flot des steamers armés et des transports à vapeur qui forcèrent les longues lignes de batteries riveraines que les insurgés avaient construites à Vicksbourg et sur deux autres points importants, à Warrenton et à Grand-Gulf. En même temps les forces de terre longèrent la rive droite du fleuve jusqu'à un endroit au-dessus de Grand-Gulf où elles traversèrent le fleuve sur les vapeurs qui avaient réussi à forcer le passage si dangereux commandé par les batteries. Les batteries du Grand-Gulf résistèrent pendant plusieurs heures au bombardement des canonnières rangées à courte distance, mais elles tombèrent au pouvoir de l'amiral dès que les forces du général Grant parurent sur les derrières. Le général Grant, par une série de brillantes manœuvres, et à la suite des marches interrompues à chaque instant par des combats désespérés, réussit à diviser et à couper les forces des rebelles. Il attaqua la principale colonne auxiliaire commandée par Johnston et la délogea de Jackson, la capitale du Mississippi. Après avoir détruit les ponts du chemin de fer et les approvisionnements militaires, le général Grant se dirigea subitement vers l'ouest. De nombreux combats eurent alors lieu dans lesquels les armes de l'Union furent victorieuses. Loring, à la tête d'un corps considérable de rebelles fut repoussé vers le sud-est, tandis que Pemberton, après avoir perdu soixante pièces d'artillerie et un grand nombre de soldats, regagnait ses retranchements derrière les lignes fortifiées de Vicksbourg avec une armée réduite à 30 ou 40 000 hommes. Pendant que ces mouvements s'effectuaient, les lourdes batteries élevées par les rebelles près de l'embouchure du Yazoo et qui constituaient une partie importante du système défensif de Vicksbourg, furent prises et rasées par le contre-amiral Porter. Ce dernier fit remonter alors à un détachement de sa flotte cet important confluent du Mississippi et détruisit les nombreux vaisseaux et approvisionnements qu'il trouva le long de ses rivages. Simultanément le général Grant opérait avec des colonnes volantes. Il rétablit ensuite ses communications avec la flotte, tant en amont qu'en aval de Vicksbourg, investit la place, et, ignorant le nombre de ses défenseurs, tenta l'assaut. Quoique exécuté avec courage et énergie cet assaut fut

repoussé. Le général s'établit alors devant les fortifications pour réduire la place au moyen d'un siège, voie plus sûre et moins meurtrière. Pemberton fit une belle défense, espérant toujours être secouru par Johnston. Des efforts vigoureux furent faits par les chefs à Richmond pour mettre Johnston à même de porter ce secours. Ils lui envoyèrent des troupes détachées de l'armée de Bragg sur la frontière de l'Alabama et du commandement de Beauregard dans la Caroline du Sud; ils mirent ainsi en danger ces deux armées. Tous les hommes libres du Mississippi capables de porter les armes furent alors appelés pour délivrer la capitale de leur État et sauver la clef de la confédération assiégée sur leur territoire. Bien plus, la place assiégée étant au centre même de la population esclave de la Confédération, la proclamation du Président sur l'émancipation aurait frappé l'esprit de la population, si la principale barrière était tombée au pouvoir de l'Union. Mais l'effort demandé était trop grand pour l'état d'épuisement et de démoralisation des insurgés. Johnston ne parvint pas à faire lever le siège, et les tentatives de la place pour rompre les lignes, habilement tracées du général Grant, restèrent infructueuses. Le 4 juillet le général Pemberton déposa les armes et livra la place avec 30 000 hommes, deux cents pièces d'artillerie, 70 000 armes de toute espèce et des approvisionnements suffisants pour une défense de six années. Cette prise fut aussi remarquable que la célèbre prise d'Ulm par Napoléon. Le même jour, une attaque des rebelles dirigée contre le général Prentiss à Helena, située sur la rive droite du Mississippi dans l'État d'Arkansas, fut repoussée avec perte et les assaillants abandonnèrent un grand nombre de prisonniers. Comme si cet anniversaire identifié avec les espérances de la nation devait être particulièrement heureux, Lee qui était de nouveau entré dans le Maryland et s'était approché du Susquehannah, en menaçant Harrisbourg, Pittsbourg, Philadelphia et Baltimore, recula après une série de batailles continuées pendant trois jours sous Gettysbourg et opéra sa retraite avec une armée encore plus maltraitée qu'avant, vers les retranchements du Rappahannock. Le 9 juillet, la garnison rebelle de Port Hudson, forte de 6000 hommes, se rendit sans condition au général Banks, après avoir enduré un long siège avec le plus grand courage. Ainsi les États-Unis reprirent sur les insurgés la dernière des places, grâce auxquelles ceux-ci avaient pendant plus de deux ans arrêté et détruit la navigation sur le Mississippi. Le grand fleuve qui, en temps de paix, contribue aussi puissamment à subvenir aux nombreux besoins de la population américaine que le Nil contribuait du temps des Romains à subvenir aux besoins des habitants de l'Égypte, est aujourd'hui de nouveau ouvert au commerce intérieur du pays. Des bateaux à vapeur descendent le fleuve et ses confluent depuis l'endroit où ils devien-

nent navigables jusqu'au Golfe du Mexique. Il est à peu près avéré que les pertes des insurgés dans les opérations sur le Mississipi s'élèvent à 50 000 hommes et trois cents pièces d'artillerie dont une grande partie d'un gros calibre. L'armée de Johnston qui, au moment de la reddition, s'avancait pour menacer les assiégeants, se replia sur Jackson et fut de nouveau chassée de cette capitale par un détachement dont le général Grant avait confié le commandement au général Sherman. En se retirant Johnson incendia un grand nombre de bâtiments remplis de munition de guerre et abandonna une quantité considérable de locomotives et de wagons qu'on avait concentrés sur ce point, les lignes des chemins de fer au nord, au sud, à l'est et à l'ouest du Jackson ayant été précédemment coupées par les forces du Gouvernement. Le général Sherman renonça alors à la poursuite de Johnston et retourna à Vicksbourg où une partie de l'armée jouit d'un repos, aussi nécessaire que bien mérité, tandis que d'autres détachements sont occupés à chasser du voisinage du Mississipi des bandes pillardes d'insurgés qui infestent ses rivages et tirent sur les steamers qui passent. On a appris que Johnston et les troupes qu'il commande au nombre de 25 000 environ, s'est retiré à Meridian sur la frontière est du Mississipi, à cent vingt milles à l'est de Vicksbourg de sorte que cet État, dont le peuple abusé a fourni les premiers et les plus violents partisans de l'insurrection, est virtuellement abandonné par ses chefs militaires.

En Louisiane, le général Banks a succédé au général Butler. Après avoir employé plusieurs mois à organiser ce département et à discipliner les nouvelles levées qui en formaient le contingent, le général Banks exécuta une série de marches rapides et heureuses, à la suite desquelles il chassa les troupes insurgées des régions de l'Attakapas et du Teche, bien connues pour être la partie la plus riche de cet État très-productif, captura Alexandrie et Donaldsonville, sièges des autorités exécutive et législative rebelles alors en fuite, passa le Mississipi à Bayou-Sora et là, rejoint par une colonne auxiliaire venant de Baton-Rouge, investit Port-Hudson place qui, à l'exception de Vicksbourg, était le seul point fortifié sur le grand fleuve qui restât encore entre les mains des insurgés.

Il y a lieu de se rappeler que le 22 septembre 1862, le Président avait publié une proclamation engageant les rebelles à déposer les armes et à retourner à leurs travaux, sous peine que dans tous les districts où l'insurrection se maintiendrait avec le secours du peuple, il ferait décréter comme mesure militaire, à partir du 1^{er} janvier prochain, l'émancipation des esclaves. Cet avertissement fut généralement négligé et méprisé mais la proclamation qui le contenait, avait été publiée dans toutes les formes. A mesure que les armées

nationales avançaient sur le territoire national, un grand nombre d'esclaves obtinrent l'émancipation et se placèrent sous la protection du drapeau national. Indépendamment des graves préjudices et des nombreux embarras que devait soulever une mesure si nouvelle et si opposée aux habitudes politiques du pays, on vit les hommes émancipés s'engager avec un louable empressement dans l'armée fédérale. Dans certains quartiers généraux on se demandait avec anxiété jusqu'à quel point les hommes de couleur seraient moralement aptes au service. Cette incertitude cessa tout d'un coup au siège de Port-Hudson. Les nouveaux régiments nègres montrèrent toute la valeur et la docilité désirables dans les assauts qui furent tentés par le général Banks avec un courage désespéré et non sans des pertes terribles. Les opérations prolongées du siège de Port-Hudson, engageaient à peu près toutes les forces du général Banks. Pendant ce temps des troupes insurgées rappelées du Texas, réoccupèrent une grande partie de la Louisiane dans le sud-ouest. Mais la capitulation de Port-Hudson, en rendant de nouveau son armée disponible, permit au général Banks de restaurer rapidement en Louisiane l'autorité nationale temporairement déplacée.

L'occupation complète du Mississippi par les forces nationales a divisé en fait la région insurrectionnelle en deux parties ; et l'un des effets les plus importants et les plus significatifs de cette division, c'est que le théâtre des opérations militaires des rebelles se trouve transféré sur la rive orientale du fleuve, tandis que leurs approvisionnements sont presque en totalité tirés des prairies de l'Arkansas et du Texas qui s'étendent sur la rive occidentale. Ces prairies ne peuvent plus aujourd'hui fournir aux insurgés des bestiaux pour leur nourriture et pour les transports ; et de plus, les manufactures situées sur la rive orientale, et les entrepôts ne peuvent plus envoyer des armes, de l'artillerie, des munitions aux forces qui sont en garnison dans les places de l'ouest. Le prix de l'acquisition du Mississippi sous ce rapport, a été encore démontré il y a peu de jours par la capture que le général Grant a pu faire près de Natchez, de 5 000 bœufs, de 2 000 mulets qui avaient passé sur la rive orientale, et en même temps de plusieurs centaines de mille cartouches et autres munitions qui venaient d'être débarquées à l'extrémité occidentale du même passage.

Le blocus devant Charleston a été vigoureusement maintenu, et bien que des steamers rapides de faible tirant d'eau, et peints de couleurs sombres, aient occasionnellement réussi à forcer l'escadre de blocus pendant la brume du matin ou du soir, beaucoup ont été détruits et beaucoup d'autres capturés. Une attaque tentée par la flotte, le 7 avril dernier, contre les forts et les batteries qui défendent le port, échoua, parce que les obstacles semés dans la passe avarié-

rent les hélices des bâtiments cuirassés, et obligèrent ces derniers à rebrousser chemin en passant sous le feu des batteries. Ces bâtiments supportèrent bien le feu des forts; toutefois les avaries qu'ils reçurent révélèrent certaines imperfections dans leur construction. Les équipages traversèrent une cannonade épouvantable avec une impunité remarquable. On n'eut à signaler aucun mort à bord des monitors. Il a été remédié aux imperfections signalées, et une nouvelle attaque se prépare avec des chances de succès dans le but de réduire les forts qui défendent le port, par un mouvement combiné des forces de terre et de mer. Nous occupons plus de la moitié de l'île Morris avec nos troupes qui, appuyées par les batteries flottantes et celles de terre, avancent leurs lignes d'approche du côté du fort Wagner, un ouvrage de terre très-fortifié, attaqué deux fois avec la plus grande énergie, mais sans succès.

Le 17 juin, l'*Atlanta* qui était considéré par les rebelles comme leur plus formidable vaisseau cuirassé, quitta Savannah et descendit la rivière de Wilmington. Les navires cuirassés fédéraux, le *Weehawken*, capitaine John Rogers et le *Nahant*, commandant John Downes, étaient prêts à recevoir l'*Atlanta*. A quatre heures cinquante minutes, l'*Atlanta* lança à travers l'arrière du *Weehawken* une bordée de coups à mitraille qui vint s'abattre près du *Nahant*. A cinq heures quinze minutes le *Weehawken* embossé à une distance de trois cents yards, ouvrit le feu sur l'*Atlanta* qui venait alors de s'échouer. Le *Weehawken* tira cinq coups dont quatre se logèrent dans l'*Atlanta*. Ce navire se rendit à cinq heures et demie. Nos lignes n'ont point changé de place dans la Caroline du Nord. Toutes les tentatives des rebelles pour recapturer les villes dont ils avaient été chassés, sont restées infructueuses. Leurs communications ont été gravement endommagées et des approvisionnements militaires d'un grand prix ont été détruits par des expéditions dans l'intérieur. La Caroline du nord montre des symptômes de désaffection à la ligue des rebelles. Des indices semblables se remarquent dans le Mississippi, l'Alabama, l'Arkansas et le Texas.

La situation sur les bords du York et du James-River n'a pas changé, depuis que le général Mac Clellan a quitté, il y a environ un an, la Péninsule avec son armée. Les efforts faits par les rebelles pour s'emparer de nouveau de Williamsburg et de Suffolk ont échoué; mais la garnison de cette dernière place a été retirée pour des raisons purement stratégiques et abritée derrière une ligne plus facile à défendre.

Revenons maintenant à l'armée du Potomac que nous avons laissée se reposant et se réorganisant après avoir mis fin à la première invasion des rebelles dans le Maryland. Le général Mac Clellan passa de nouveau le Potomac, entra en Virginie, au mois de novembre et força

les troupes ennemies, sous le commandant de Lee, de battre en retraite sur Gordonsville, au sud du Rappahannock. L'armée du Potomac, après avoir atteint Warrenton, fut placée sous le commandement du général Burnside qui marcha sur Falmouth, espérant pouvoir passer le Rappahannock à Fredericksburg et s'avancer de là sur Richmond. Des délais causés par diverses circonstances, indépendantes de la volonté du général, permirent aux insurgés d'occuper les hauteurs de Fredericksburg; et lorsque, enfin, en décembre, le général Burnside passa le Rappahannock, l'attaque qu'il fit contre les positions fortement retranchées de Lee, fut repoussée. Mais il parvint habilement à repasser le fleuve sans avoir essuyé de pertes. Le général Hooker prit alors le commandement, et ce ne fut qu'au mois de mai suivant que l'état des eaux du fleuve et des routes permit de reprendre l'offensive. Le général passa le Rappahannock et accepta la bataille. Les deux parties éprouvèrent de sanglantes pertes, et l'armée du Potomac n'en retira aucun avantage. Les hauteurs de Fredericksburg furent couronnées par les troupes du général Sedgwick, mais le gros de l'armée fut obligé de regagner la rive droite du fleuve. Après cette bataille, et vers la fin de mai et le commencement de juin, Lee fit passer son armée devant les lignes du général Hooker, et remonta la rive sud du Rapidan vers les sources du Rappahannock, entra dans la vallée de la Shenandoah et tenta une fois de plus d'envahir les États restés fidèles. Un vif engagement de cavalerie à Beverley démasqua ce plan de campagne. L'armée du Potomac quitta son campement et marcha à la rencontre de Lee. Les milices du Maryland, de la Pensylvanie et de New-York coururent aux armes et occupèrent Baltimore, Harrisburg et la ligne de Susquehannah. Les deux armées se trouvèrent face à face à Gettysburg en Pensylvanie, et après une lutte énergique qui dura trois jours avec grande effusion de sang des deux côtés, les insurgés abandonnèrent les positions occupées par le général Meade, qui, depuis quatre jours seulement avait pris le commandement de l'armée du Potomac. Le 4 juillet, jour de la reddition de Vicksburg, le général Lee battit en retraite sur Williamsport, en passant par Chambersburg et Hagerstown, où le général Meade prit ses dispositions pour la bataille. Trompé sur l'état du fleuve qu'il supposait guéable, et attendant à chaque instant des renforts, le général Meade différa d'un jour l'attaque; mais les insurgés passant le fleuve pendant la nuit, en partie à gué, en partie sur des ponts de bateaux, réussirent à s'échapper avec leur artillerie et une grande partie de leurs bagages. L'autre partie des bagages et le butin recueilli par Lee fut détruit par la cavalerie ou jeté hors des wagons pour recevoir les blessés que Lee emmena avec lui. Il avait enseveli la plupart de ses morts de la première journée de Gettysburg. Le restant et ceux

qui tombèrent dans la seconde et la troisième journée de la bataille, en tout 4 500 hommes, furent enterrés par l'armée victorieuse. Des milliers de rebelles blessés ou prisonniers tombèrent entre les mains du général Meade. On peut affirmer que cette seconde invasion aussi infructueuse que la première coûte aux insurgés 40 000 hommes. Nos propres pertes furent sévères, car la lutte était opiniâtre et sanglante. Le général Meade passa alors le Potomac, et Lee se retira pour la seconde fois à Gordonsville, où, d'après les dernières nouvelles, il se trouve en face de notre armée.

Tandis que ces mémorables événements se passaient dans l'est et dans l'ouest, le général Rosencrans s'avancait sur Bragg, qui, après un court engagement, abandonnait les positions fortifiées de Shelbyville et de Tulahoma, dans le Tennessee du sud. Le général Rosencrans s'empara de ces points et les occupa encore. Bragg, après avoir perdu beaucoup de monde dans sa retraite précipitée, se reporta sur Chattanooga. On croit que son armée a été déjà très-affaiblie par des détachements envoyés au secours de Johnston, dans le but de faire lever le siège de Vicksburg. Je ne dois pas oublier de parler des opérations de la cavalerie. Le général Stoneman suivant le mouvement effectué sur Chancellorsville, traversa rapidement et heureusement le pays insurgé, depuis le Rappahannock jusqu'à York-River, et cette expédition restera comme une des plus hardies conceptions de cette guerre. Pendant que nos troupes opéraient ainsi contre Vicksburg et Port-Hudson, le colonel Grierson avec 1 500 hommes, quittait Corinth, sur la frontière nord de l'État du Mississipi, et faisait une expédition dans laquelle il rompaît les communications militaires des rebelles, détruisait les approvisionnements, et s'emparait d'un nombreux butin; puis après avoir parcouru en long et en large cet État, il regagnait, sans avoir essuyé de pertes sensibles l'armée du général Banks alors engagée dans le siège de Port-Hudson.

John Morgan, jusqu'ici le plus heureux des partisans rebelles, tournait vers la même époque les lignes du général Burnside et traversait les États du Tennessee et du Kentucky, se dirigeant vers le nord et évitant tous les corps considérables de troupes, il atteignait l'Ohio à Brandenburg un peu au-dessous de Louisville, et s'emparait de deux bateaux à vapeur au moyen desquels il passa dans l'État d'Indiana. De là, avançant rapidement vers l'est, cherchant ses subsistances dans le pays et levant des chevaux à mesure que les siens lui manquaient, il traversait l'Indiana et l'Ohio dans presque toute sa largeur, détruisant les stations du chemin de fer et les ponts, et pillant les villages sans défense. Le peuple prit les armes à l'appel de ses gouverneurs. Les uns occupèrent quelques-uns des points les plus importants, d'autres barricadèrent les routes, d'autres encore mena-

cèrent l'arrière-garde des envahisseurs. Morgan ne trouva pas de citoyens mécontents pour reconstituer ses rangs décimés; et lorsqu'il atteignit l'Ohio, ses troupes furent empêchées par les canonniers de traverser le fleuve et repoussées avec de graves pertes. Il avait sous son commandement environ 2 500 à 4 000 cavaliers et plusieurs pièces d'artillerie. Trois cents seulement parvinrent à repasser l'Ohio et à se réfugier dans les épais fourrés de la Virginie occidentale. Beaucoup périrent dans les combats et les escarmouches et le reste avec Morgan lui-même, ses principaux officiers et toute son artillerie furent finalement faits prisonniers par les forces nationales. Une tentative était faite précisément à ce moment par les rebelles pour envahir la partie est du Kentucky dans le but probablement de faire une diversion en faveur de Morgan, et lui permettre de s'échapper; mais les troupes insurgées, après avoir pénétré jusqu'à Lexington, furent mises en déroute par un détachement de l'armée de Burnside et poursuivies après avoir perdu beaucoup de prisonniers et toute leur artillerie. Ce tableau de la campagne montre que nos armes n'ont fait que peu de progrès dans l'est. Les forces en présence étaient trop équilibrées pour que l'une ou l'autre partie pût retirer de grands avantages d'une bataille, en même temps que la nécessité de couvrir en tout cas la capitale de l'Union, a constamment retenu nos généraux et a empêché d'exécuter ces mouvements hardis mais dangereux, qui ont pour résultat de brillants succès militaires. Dans l'ouest, par contre, les effets ont été plus satisfaisants. Cinquante mille milles carrés ont été repris sur les rebelles. En se reportant à la carte ci-annexée, on peut voir que depuis le commencement de l'insurrection, le Gouvernement a fait rentrer sous son pouvoir une étendue de pays de 200 000 milles carrés, égale en surface à l'Autriche, ou à la France, ou à la Péninsule Ibérique. Les insurgés ont perdu dans les différentes opérations de siège et de campagne, du mois de juillet dont je viens de rendre compte, un tiers de leurs forces totales. — Jefferson Davis, le chef de la rébellion, a depuis décrété une levée générale de tous les hommes capables de porter les armes. Cette mesure, si elle est mise à exécution, épuisera toutes les ressources en hommes des rebelles. Les insurgés estiment qu'ils pourront ainsi réunir de 70 000 à 95 000 soldats. Aujourd'hui nos armées peuvent opposer sur tous les points aux rebelles des forces supérieures en nombre. Une levée de 300 000 hommes est en train de s'organiser, pour remplacer ceux dont l'engagement est expiré et combler les rangs décimés de nos vétérans; et le peuple, comprenant la nécessité de cette mesure, se soumet avec empressement aux demandes qui lui sont faites.

Nos armées sont partout bien équipées, abondamment nourries et pourvues de tous les moyens de transports. Les soldats ayant deux ans

de service se conduisent comme des vétérans et montrent une grande fermeté dans les combats. Les hommes accoutumés à la vie des camps et endurcis par l'exercice et l'expérience, exécutent des marches qui auraient été impossibles au commencement de la lutte. De nombreux engagements volontaires augmentent continuellement nos forces militaires. Les subsistances arrivent abondamment et à bon marché jusque dans nos lignes. Le pays ne paraît épuisé ni en argent, ni en matériaux, ni en hommes. Une réquisition de 6 200 chevaux de remonte a pu être réalisée, et ces chevaux ont été tous expédiés de Washington en quatre jours. Notre emprunt est acheté au pair par nos propres citoyens, pour une somme de 1 200 000 dollars par jour. Le taux de l'or sur notre marché est de 123 à 128, tandis que dans le pays insurgé il fait 1 200 pour 100 de prime. Tous les ports des rebelles sont ou bloqués, ou assiégés, ou occupés par les forces nationales. La Confédération projetée est coupée en deux par le cours du Mississippi. Toutes les fortifications construites sur ses rives sont entre nos mains, et le fleuve est sillonné par la flotte de l'Union. Le Missouri, le Kentucky, le Delaware, le Maryland, tous quatre États esclavagistes donnent leur appui au Gouvernement de l'Union. Le Missouri a déjà ordonné l'abolition graduelle de l'esclavage ; cette mesure devra être exécutée dans le délai de sept ans. Les quatre-cinquièmes du Tennessee, les deux tiers de la Virginie, les côtes et les détroits de la Caroline de nord, la moitié du Mississippi et de la Louisiane avec toutes leurs grandes cités, une partie de l'Alabama, toutes les côtes de Géorgie, de la Caroline du sud et une partie considérable des côtes de la Floride sont entre les mains des États-Unis. Les rebelles avec les esclaves qu'ils conservent au mépris de la proclamation du Président, sont maintenant acculés dans les parties du centre et du sud de la Virginie, dans les Carolines du nord et du sud, dans la Géorgie et l'Alabama, tandis que les pionniers rebelles ayant des esclaves et résidant au delà du Mississippi, sont isolés des forces principales. D'un autre côté, quoiqu'il n'y ait pas encore six mois que les lois des États-Unis ont autorisé les hommes de race africaine à porter les armes pour la défense de leur pays, il y a maintenant sous les drapeaux 22 000 nègres régulièrement engagés, armés et équipés en même temps que cinquante régiments de mille hommes chacun, sont en train d'être organisés, et que 62 800 personnes appartenant à cette classe sont employées comme travailleurs et aides en campagne. Ces faits montrent que si l'insurrection continue, la malheureuse population esclave, qui était dans le principe un élément de la force des rebelles, est devenue aujourd'hui une ressource pour l'Union. Vous userez des renseignements contenus dans cette dépêche, de façon à convaincre ceux qui cherchent le retour de la prospérité commer-

ciale, au moyen du rétablissement de la paix en Amérique, que le chemin le plus court et le plus direct pour atteindre ce but désirable, est de retirer tout appui et toutes faveurs aux rebelles, et de laisser entièrement au peuple des États-Unis le soin de mettre fin lui-même aux luttes intestines qui ont éclaté dans son sein.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Dayton au sujet des relations des États-Unis avec la nouvelle monarchie établie au Mexique.

Washington, le 21 septembre 1863.

Monsieur, nous apprenons que les troupes françaises occupent aujourd'hui au nom du Gouvernement provisoire établi au Mexique, trois États, tandis que tous les autres États constitutants de la République du Mexique restent encore sous l'autorité de cette dernière. On commence déjà à remarquer dans ces États des velléités de chercher des appuis aux États-Unis, avec l'assentiment du gouvernement, ou sans son consentement, si le Gouvernement opposait un refus, et à cet effet, on se sert de moyens bien calculés pour exciter les sympathies des populations voisines. Le Gouvernement des États-Unis a jusqu'ici observé une stricte neutralité entre la France et le Mexique, avec d'autant plus d'empressement qu'il s'est reposé sur l'assurance donnée par le Gouvernement Impérial que la France n'avait point l'intention de perpétuer l'occupation de ce pays, ni de faire violence à la souveraineté du peuple mexicain. Les actions de la France au Mexique sont considérées par beaucoup de personnes de cette République et des États-Unis, comme n'étant pas entièrement conformes à ces assurances. Dans ces circonstances, il devient très-difficile pour notre Gouvernement d'obtenir que les lois de neutralité soient strictement observées. Le Président désirait que vous cherchiez une occasion d'entretenir M. Drouyn de Lhuys de ces faits et de lui suggérer que les intérêts des États-Unis, et comme il nous semble, ceux de la France elle-même, exigent une solution aussi prompte que possible des complications actuelles survenues au Mexique, solution dont la base devrait être l'unité et l'indépendance du Mexique. Je crois exactement interpréter les sentiments des États-Unis, en disant qu'ils ne désirent pas s'annexer le Mexique, ni aucune partie de cette République, qu'ils ne cherchent point à y faire prévaloir des intérêts spéciaux, ni leur influence; mais ils sont profondément intéressés au rétablissement de l'unité, de la paix et de l'ordre dans la République voisine

et particulièrement désireux qu'il ne résulte pas de cette guerre du Mexique une cause quelconque de refroidissement dans les rapports des États-Unis avec la France. Le Président n'hésite pas à croire que cette manière de voir qui ne manque pas de générosité est bien l'expression des sentiments de l'Empereur lui-même, en ce qui concerne le Mexique.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Dayton l'informant que les États-Unis ne comptent pas entretenir des relations officielles avec le nouveau gouvernement établi au Mexique.

Washington, le 22 septembre 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint pour votre information personnelle, copie d'une note qui m'a été adressée le 20 juillet dernier par M. J. M. Arroyo, lequel s'intitule sous-secrétaire d'État des affaires étrangères de l'empire du Mexique, au sujet des récentes mesures d'organisation prises par le Gouvernement mexicain; je vous envoie également copie d'un Mémoire qui m'a été remis par une personne se nommant le général Cortes et prétendant avoir été précédemment gouverneur de la province mexicaine, la Sonora. Nous n'avons fait et ne ferons probablement aucune réponse à ces deux communications.

Signé : W. SEWARD.

ANNEXE.

M. Arroyo à M. Seward.

Palais de la Régence du Mexique, le 20 juillet 1863.

Le soussigné sous-secrétaire d'État des affaires étrangères a l'honneur d'adresser la présente communication à son Excellence M. le Secrétaire d'État des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique, en le priant de vouloir bien porter à la connaissance de son Gouvernement les récents et importants événements qui ont abouti au Mexique à l'organisation d'un Gouvernement approprié au pays, fort et durable et à la constitution de la nation. La capitale du Mexique

ayant été occupée le 10 du mois dernier par l'armée alliée franco-mexicaine, le premier soin du général en chef a été de publier un décret instituant une junta supérieure du Gouvernement de 35 membres choisis parmi les personnages les plus distingués, et une seconde junta composée de 215 notables, laquelle, réunie à la première, doit former une assemblée de 250 personnes, prises dans toutes les classes de la société et dans tous les départements; cette assemblée aura, conformément à la loi et aux usages traditionnels du pays, à exprimer les vœux de la nation en ce qui touche la forme du Gouvernement qui lui conviendrait le mieux. La junta gouvernementale s'étant réunie, a décrété l'établissement d'un pouvoir exécutif provisoire, composé de trois membres et a choisi MM. les généraux de division D. J. Almonte et D. Mariano Salas et monseigneur l'Archevêque de Mexico, D. Pelagio A. de Labastida, en ce moment en Europe, et suppléé par monseigneur Ormaechea, évêque de Tulancingo. Ce pouvoir exécutif ainsi constitué, prit immédiatement en main les rênes du Gouvernement. L'assemblée des notables s'étant réunie, conformément au décret du 13 juin dernier, s'occupe en même temps de préparer l'importante déclaration touchant la forme d'un gouvernement stable et de nature à assurer le bonheur de la nation. Le résultat des délibérations de l'assemblée, a été le décret solennel dont le soussigné a l'honneur de transmettre une copie à Son Excellence et qui contient la déclaration suivante : 1° La nation mexicaine adopte, comme forme de gouvernement, une monarchie héréditaire limitée avec un prince catholique; 2° Le souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique; 3° La couronne Impériale du Mexique est offerte à son Altesse Impériale et Royale, le Prince Ferdinand Maximilien, archiduc d'Autriche, et sera transmissible à ses descendants. 4° Si, par suite de circonstances qui ne peuvent être prévues, l'archiduc Maximilien d'Autriche, ne devait pas prendre possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. Napoléon III, Empereur des Français, pour faire choix d'un autre prince catholique. Cette déclaration solennelle a été acceptée par toutes les classes de la société avec satisfaction et même avec enthousiasme dont les manifestations sincères donnent la garantie d'une prompte réalisation de ce programme. Le soussigné en est d'autant plus convaincu qu'il reçoit tous les jours de nombreux votes d'accession dont Votre Excellence trouvera la mention dans le journal officiel de l'Empire ci-joint. En conséquence le soussigné compte sur la coopération morale des gouvernements qui sont amis du Mexique parmi lesquels il croit pouvoir ranger celui des États-Unis d'Amérique qui a déjà donné tant de preuves de l'intérêt qu'il prend à la prospérité du Mexique. Le soussigné saisit cette occasion

pour renouveler à Son Excellence le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, l'assurance de sa haute considération.

Signé : J. M. ARROYO.

Dépêche de M. Seward à M. Dayton, sur la politique de la France au Mexique et les conséquences de cette politique à l'égard des États-Unis.

(Extrait.)

Washington, le 26 septembre 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche confidentielle du 7 septembre et l'ai examinée avec soin. Il est certain que, pendant une longue période qui se termine en 1860, la force évidente de la nation était pour elle-même et pour le Mexique, une protection suffisante contre toutes les Puissances étrangères. Cette force a été ébranlée et brisée en 1861 par une faction. Le premier fruit porté par la guerre civile a été une attitude nouvelle et peu bienveillante, de fait sinon d'intention, prise par la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne qui agissaient de concert toutes les trois virtuellement et les deux premières puissances ouvertement. Bien que le Gouvernement des États-Unis n'ait pas craint un instant, qu'une seule ou que toutes les puissances maritimes réunies aux insurgés pussent renverser l'Union, il eût été néanmoins présomptueux, pendant tout le temps de la guerre civile, de provoquer une intervention de ce genre ou de ne pas user de tous les moyens possibles de la prévenir. Les efforts incessants de mon département en ce sens ont été dirigés par cette pensée que j'ai toujours eu présente. Si dans mes dépêches les efforts immenses faits par le Gouvernement pour étouffer l'insurrection et écarter la tentation qui était ainsi offerte aux puissances étrangères, n'ont pas été suffisamment mis en lumière pour convaincre mes correspondants que le Président s'appuie toujours uniquement sur le pouvoir national et non sur l'indulgence de ceux qui pourraient devenir ses ennemis, c'est que la tâche de diriger les armées de la nation et d'apprécier leurs services était dévolue à des départements différents, tandis que le mien devait spécialement se tenir en garde contre les offenses qui nous seraient faites à l'étranger, et contre une intervention quelconque dans nos affaires. Après ces observations générales, j'en viens à vous expliquer les vues du Président en ce qui concerne la première des deux questions mentionnées, à savoir, l'attitude de la France en présence de la guerre civile aux États-Unis. Nous savons par différentes sources et même par les paroles de l'Empereur lui-même, qu'au commencement de l'insurrection, il a adopté l'opinion des hommes

d'État de l'Europe qui jugeaient que les efforts du Gouvernement pour maintenir et sauvegarder l'Union seraient infructueux. C'est à ce préjugé qu'il faut attribuer la pensée d'agir de concert avec la Grande-Bretagne, dans les questions que ferait surgir l'état d'insurrection d'une partie de l'Union, la reconnaissance du caractère de belligérants en faveur des insurgés, les propositions réitérées de l'Empereur pour amener un arrangement entre le Gouvernement des États-Unis et les rebelles, et les conseils tenus au sujet de la reconnaissance du Sud. Ce serait un manque de sincérité que de dissimuler la conviction générale qui existe dans la nation que les actes de l'Empereur ont été très-dommageables aux États-Unis, parce qu'ils ont encouragé et prolongé ainsi l'insurrection.

D'un autre côté, aucun de nos hommes d'État ne peut trouver un motif raisonnable qui justifiait le désir de la part de la France ou de l'Empereur, de porter préjudice ou de causer des préjudices aux États-Unis. Tout homme public américain a le plus grand intérêt à voir la France grande et prospère et souhaite que le gouvernement qu'elle s'est donné lui procure la paix et le bien-être. Nous ne possédons pas un acre de territoire ou un port qui pourrait être raisonnablement convoité par la France et de même elle n'a aucune possession que nous désirerions conserver si elle la livrait entre nos mains. Néanmoins, en nous reportant à ce que l'Empereur a déjà fait, il y a sans cesse lieu de craindre que, interprétant mal notre situation, il ne s'engage plus avant dans la voie d'encouragement et de secours accordés aux insurgés. Nous savons que les intrigues ourdies par eux à Paris ne doivent pas être légèrement traitées. Tandis que l'Empereur a pris une opinion défavorable de notre puissance nationale et de notre unité, nous n'avons au contraire cessé d'y mettre toute notre confiance. Non-seulement le cours des événements, mais aussi le temps se tourne contre les insurgés et rend une nouvelle vigueur aux forces et à la puissance de la nation. Nous désirons, dès lors, que l'Empereur soit mis à même de bien comprendre la situation actuelle des affaires en Amérique. Nous voudrions éviter tout ce qui pourrait irriter la France ou blesser la juste fierté et la susceptibilité de cette généreuse nation et assurer ainsi notre droit à son indulgence, dans les conjonctures politiques où nous nous trouvons. En suivant cette voie, le Président espère que les idées préconçues de l'Empereur contre la stabilité de l'Union céderont plus vite à des convictions différentes et le ramèneront de nouveau à ces traditions d'amitié qui existaient entre les États-Unis et la France, lorsque, obéissant à la voix du peuple, il accepta les rênes de l'Empire. Ces vœux et ces projets n'impliquent ni la crainte d'avoir à affronter l'hostilité de la France, ni l'abandon de la confiance dans les destinées de notre nation.

Le point sur lequel j'ai en second lieu quelques observations à faire, concerne les relations de la France vis-à-vis du Mexique. Les États-Unis professent à l'égard du Mexique les mêmes principes qu'ils professent à l'égard de toutes les autres nations. Ils n'ont ni le droit ni le dessein d'intervenir par la force dans les affaires intérieures du Mexique, soit pour y établir et maintenir la République ou un gouvernement national, soit pour renverser le gouvernement impérial ou tout autre gouvernement étranger, si le Mexique entend l'établir ou l'accepter. Les États-Unis n'ont pas davantage le droit ou le dessein d'intervenir par la force en faveur de l'une ou de l'autre partie dans la déplorable guerre qui a éclaté entre la France et le Mexique. Au contraire, ils tâchent de pratiquer à l'égard du Mexique, dans toutes les phases de cette guerre, le principe de la non-intervention dont ils réclament l'observation de toutes les puissances étrangères à l'égard des États-Unis. Mais, malgré cette réserve, le gouvernement des États-Unis sait parfaitement bien que l'opinion naturelle au Mexique est portée davantage vers un gouvernement républicain dans sa forme et national dans son organisation, que vers des institutions monarchiques imposées par l'étranger. Notre gouvernement sait aussi que cette opinion naturelle du peuple mexicain provient en grande partie de l'influence de l'opinion populaire en Amérique et est continuellement fortifiée par elle. Le Président pense d'ailleurs que cette opinion populaire aux États-Unis est en elle-même juste et éminemment nécessaire au progrès de la civilisation sur le continent américain ; cette civilisation, si elle n'est pas violemment entravée par les puissances Européennes, pourra et devra se combiner harmonieusement avec les progrès réalisés sur les autres continents. Le gouvernement croit que toute pression étrangère, toute tentative de contrôler la civilisation américaine devra échouer devant cette activité incessante et toujours croissante des forces matérielles, morales et politiques qui est de l'essence du continent américain. Et les États-Unis ne dissimulent pas du reste que, dans leur pensée, leur propre sûreté et l'avenir auquel ils aspirent, sont intimement liés au maintien des institutions libres et républicaines dans toute l'Amérique. Ils ont soumis à l'Empereur des Français, lorsqu'il s'est présenté des occasions favorables, ces idées comme méritant sa sérieuse attention en ce qui touche le succès final de la guerre qu'il a entreprise contre le Mexique. Il ne faut pas davantage se dissimuler que si la France devait, après mûre réflexion, adopter au Mexique une politique contraire aux opinions et aux sentiments du peuple américain, cette politique développerait probablement des germes de jalousie qui aboutiraient en définitive à un conflit entre la France et les États-Unis et d'autres Républiques américaines. Un exemple de ce danger s'est déjà produit. Les

bruits qui courent et qui sont toujours malintentionnés, attribuent un jour à la France le projet de s'emparer du Rio-Grande et d'arracher le Texas aux États-Unis ; un autre jour, la rumeur publique nous conseille de veiller soigneusement à notre sûreté sur le Mississipi ; un autre jour encore on nous avertit qu'une coalition s'organise sous le patronage de la France, entre la régence établie au Mexique et le Gouvernement rebelle de Richmond. Le Président ne redoute aucune de ces choses. Il ne se laissera point ému par des soupçons aussi injustes à l'égard de la France et aussi peu justifiés en eux-mêmes ; mais il est persuadé que des soupçons de ce genre se propageront et s'entretiendront plus ou moins dans le pays et seront exagérés, amplifiés dans d'autres pays également hostiles à la France et à l'Amérique ; il est obligé de reconnaître que la plupart du temps les animosités nationales prennent leur source dans ces fâcheux soupçons. Il croit que l'Empereur des Français doit désirer aussi vivement que nous-mêmes la conservation de l'amitié qui unit les deux nations, et qui offre tant de garanties pour leur prospérité et leur sûreté réciproques. Dans cette pensée, le Président manquerait à la fidélité qu'il doit à la France et à son propre pays, s'il ne communiquait pas à l'Empereur en toute sincérité et amitié ses vues sur l'attitude que la France paraît vouloir adopter en ce qui touche les affaires du Mexique. Les explications qui vous ont été données par M. Drouyn de Lhuys sur les intentions de l'Empereur, sont entièrement satisfaisantes, si nous pouvons admettre que l'Empereur a autorisé M. Drouyn de Lhuys à les fournir au sujet de la situation actuelle du Mexique. Il est vrai, ainsi que je l'ai précédemment observé, que les projets de l'Empereur peuvent dans la suite changer avec les circonstances. Nous-mêmes d'ailleurs, nous suivrons avec attention le cours des événements tant chez nous qu'à l'étranger ; et dans aucun cas nous ne négligerons de prendre pour notre sûreté telle mesure que tout Etat souverain doit être préparé à prendre, lorsque des nations avec lesquelles il a vécu en bonne intelligence cessent de respecter leurs obligations morales et contractuelles. Je laisse à votre jugement le soin d'apprécier jusqu'à quel point et de quelle manière les intérêts des États-Unis peuvent tirer avantage de la communication de ces réflexions à M. Drouyn de Lhuys.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Dayton à M. Seward touchant les intentions de la France à l'égard de l'organisation du nouveau pouvoir au Mexique.

(Extrait.)

Paris, le 9 octobre 1863.

Monsieur, dans la conférence que j'ai eu hier avec M. Drouyn de Lhuys, je lui ai exposé les vues générales contenues dans vos dépêches 395 et 400. Je lui communiquai vos observations dans le cours d'une conversation générale sur les affaires du Mexique. Je demandai à M. Drouyn de Lhuys quel genre d'épreuve avait été adopté pour connaître les vœux du Mexique en ce qui touche la forme du Gouvernement sous lequel il serait appelé à vivre. Il me répondit que le vote du pays entier et de tous ses départements, occupés ou non par les troupes françaises serait consulté, et qu'il pensait que si le résultat démontrait qu'une majorité considérable de la population (Espagnols et Indiens) fût favorable à un Gouvernement monarchique, l'épreuve serait considérée comme suffisante. Il estima qu'il n'y aurait aucune difficulté d'appliquer ce mode de votation qui donnerait sans doute une grande majorité en faveur de l'archiduc et d'un Gouvernement monarchique. M. Drouyn de Lhuys poursuivit en disant que les dangers du Gouvernement de l'archiduc viendraient principalement du côté des Etats-Unis, et que plus tôt nous nous montrerions satisfaits et disposés à entrer en relations pacifiques avec ce Gouvernement, plus tôt la France quitterait le Mexique et abandonnerait le nouveau Gouvernement à ses propres forces, ce que d'ailleurs le Gouvernement de l'Empereur comptait faire dès qu'il le pourrait sans inconvénient; mais qu'il n'engagerait pas l'archiduc dans des difficultés pour l'abandonner avant que son Gouvernement ne fut solidement établi. Il ajoute que la France n'y consentirait jamais; que la prompte reconnaissance du nouveau Gouvernement par les Etats-Unis aurait pour effet d'abrèger ou même de mettre fin à tous les embarras de la France dans ce pays et qu'alors l'armée française quitterait le Mexique. Je lui répondis que, bien que je n'eusse pas été autorisé par mon Gouvernement à m'exprimer ainsi, la France ne pourrait guère, à mon avis, attendre dans les circonstances actuelles, des Etats-Unis une reconnaissance précipitée de la nouvelle monarchie établie au Mexique; mais que je communiquerai ses observations à mon Gouvernement; je ne lui laissait toutefois pas pressentir qu'une réponse quelconque y serait faite. Dans le cours de la conversation, M. Drouyn de Lhuys prit occasion de me répéter encore spontanément que le Gouvernement de l'Empereur répudiait toute idée d'intervention au

Texas et ne songeait pas à se créer des intérêts permanents au Mexique. Il me dit que notre situation comme proches voisins, nous assurait sur ce pays une influence bien plus grande que celle que pouvaient exercer des États lointains et que la France si éloignée du Mexique ne serait pas assez malavisée pour désirer ou essayer de lutter avec nous. Il parla avec distinction de la conduite de M. Corwin, notre représentant au Mexique, qui, d'après les informations reçues, n'aurait ni intrigué, ni cherché à se mêler des affaires de ce pays, mais aurait toujours agi loyalement et de bonne foi. Avant de quitter M. Drouyn de Lhuys et, dans la pensée qu'il avait exprimé en fait, les vues de l'Empereur, je lui demandai pourquoi il permettait que tant de nouvelles erronées sur la politique impériale circulassent en Europe et en Amérique. Je lui fis observer que les intérêts des deux pays me semblaient exiger une réfutation et qu'une franche déclaration insérée au *Moniteur* ferait tomber tous ces bruits. Il me répondit qu'il voyait des inconvénients à se servir du *Moniteur* pour une note de ce genre, mais qu'on pourrait publier quelques-unes de ces dépêches. Je répliquai que le public considérerait les dépêches comme renfermant trop de diplomatie. M. Drouyn de Lhuys me dit alors que l'Empereur à l'ouverture de la réunion du Corps législatif, trouverait sans doute une occasion convenable d'exposer sa politique au Mexique, laquelle ne peut être que conforme aux assurances qui nous ont été constamment données.

Signé : W. DAYTON.

Dépêche de M. Adams au comte Russell, au sujet de l'enrôlement de sujets britanniques au service des rebelles.

Londres, le 7 décembre 1863.

Monsieur le Comte, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la copie ci-jointe d'une lettre de M. Dudley, Consul des États-Unis à Liverpool, contenant un grand nombre de dépositions tendant toutes à établir de la manière la plus claire, l'existence d'une agence régulière dans le port de Liverpool pour l'enrôlement et l'embauchage de sujets britanniques dans le but de faire la guerre contre le Gouvernement et le peuple des États-Unis. Les personnes engagées dans ces transactions illégales, paraissent être elles-mêmes des sujets britanniques, violant ainsi sciemment la neutralité de leur contrée et, cherchant, autant qu'il est en leur pouvoir, à entraîner les États-Unis dans une guerre contre une nation amie avec laquelle elle est en paix. Il y a déjà quelque temps, j'ai eu

l'honneur d'appeler l'attention de Votre Excellence sur la manière systématique dont les rebelles des États-Unis ont organisé le plan de violer dans le Royaume-Uni la neutralité proclamée par Sa Majesté, dès le commencement de la lutte. Chaque jour qui s'est écoulé depuis n'a fait que contribuer à démontrer plus clairement sous quelles formes variées ce plan est exécuté. Je ne doute pas que le caractère extraordinaire de ces procédés ainsi que les conséquences dangereuses qu'ils pourraient avoir pour la paix future de toutes les nations en gagnant quelque autorité dans le droit international, ne manqueront pas de fixer l'attention du Gouvernement de Sa Majesté.

Signé : A. FRANCIS ADAMS.

Dépêche de M. Seward à M. Adams, l'invitant à réclamer du gouvernement britannique des mesures de répression contre les entreprises illégales des rebelles dans le Royaume-Uni.

Washington, le 6 janvier 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 11 décembre, ainsi que de la copie de la correspondance qui a été échangée entre Vous et le Comte Russell touchant l'enrôlement de pirates, l'équipement de navires de guerre par des sujets britanniques et touchant leurs opérations en pleine mer, contre les navires de commerce inoffensifs des États-Unis. Les pièces que vous avez ainsi placées sous les yeux de Son Excellence ne laissent plus aucun doute sur le fait qu'une guerre maritime a été systématiquement organisée depuis plus d'une année, par des sujets de Sa Majesté, dans les ports du Royaume, et tout porte à croire que des efforts incessants se font pour donner à cette guerre une extension et une vigueur plus grandes. Il ressort encore de ces documents que les belligérants ont une banque et des comptoirs régulièrement constitués à Londres avec des agents chargés de payer des primes aux sujets britanniques embauchés dans ces funestes entreprises. Jusqu'ici les remontrances adressées par les États-Unis au Gouvernement de Sa Majesté n'ont pas été considérées comme concluantes ni satisfaisantes parce qu'elles n'étaient pas, disait-on, accompagnées de preuves assez claires, directes et péremptoires des faits incriminés, pour permettre au Gouvernement d'arrêter les coupables et de saisir la justice. Il semble au Président que cette difficulté est aujourd'hui complètement écartée. Après avoir récemment porté à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté les violations flagrantes de nos droits commises

dans les provinces britanniques de l'Amérique du Nord, et après avoir communiqué au Comte Russell, par votre entremise, la preuve de toutes ces tentatives contre les États-Unis, avouées par les conspirateurs eux-mêmes, il ne me reste plus qu'à Vous informer que le Président attend avec une vive impatience, la détermination à laquelle s'arrêtera le Gouvernement de Sa Majesté dans cette grave question que vous avez été chargé de lui soumettre : le Gouvernement adoptera-t-il quelques nouvelles mesures pour mettre fin à des pratiques que le Gouvernement des États-Unis ne peut tolérer et qui ne peuvent se concilier avec la neutralité proclamée par Sa Majesté et prescrite à tous ses sujets ? En insistant si sérieusement sur ce point, je n'oublie cependant pas que récemment le Gouvernement de Sa Majesté a pris des mesures pour arrêter certains navires qui avaient été construits dans le but de faire la guerre contre les États-Unis ; je n'oublie pas davantage le fait que le Gouvernement de sa Majesté a promis d'accorder toute son attention à une plainte spéciale dont il est fait mention dans cette communication. Le Président ne doute nullement que le Gouvernement de Sa Majesté ne soit sérieusement occupé à examiner en particulier plusieurs de ces plaintes. Néanmoins, je ne serai pas taxé d'importunité, je pense, en vous demandant de nouveau de recommander d'une façon générale ces questions à l'attention du Gouvernement Britannique et de les éclairer des faits qui, pour la première fois, viennent d'être portés à la connaissance de mon département. Des événements alarmants se passent sur nos frontières (*prorecentios crepundix in Great-Briton*).

Nous avons été obligés de créer une police maritime et militaire spéciale dans le port de New-York, qui deviendra bientôt aussi vexatoire pour les commerçants loyaux des États-Unis que pour nos propres citoyens, et ainsi l'irritation s'accroît et de nouveaux sujets de conflits s'élèvent entre les deux pays. Pour notre part, nous reportons l'origine de tous ces maux à la reconnaissance inutile et suivant nous anormale, des rebelles comme puissance maritime, quoiqu'ils n'aient aucun droit à ce titre. Nous devrions savoir, si, après tous les abus et les préjudices qui en ont été la conséquence, cette concession ne sera retirée ni modifiée. Si elle n'est pas retirée, nous voudrions savoir si le Gouvernement de Sa Majesté peut apporter quelque remède à ces abus ou si nous devons chercher nous-mêmes les moyens d'y remédier. Si le Gouvernement Britannique compte rester inactif et si le Gouvernement des États-Unis doit tout faire, je ne sais quelle sécurité le commerce pourra à l'avenir trouver contre ces pratiques universelles de piraterie, à moins que le commerce loyal entre nations amies soit toujours protégé par une force armée suffisante.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Adams au comte Russell lui communiquant des preuves de l'enrôlement de nombreux sujets britanniques au service des rebelles.

Londres, le 16 avril 1864

M. le Comte, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un extrait d'une lettre qui m'a été adressée par M. Morse, Consul des États-Unis à Londres, ainsi que copie des dépositions de vingt-un individus, la plupart sujets britanniques, qui ont été enrôlés au service des rebelles dans différentes villes de ce Royaume. Les originaux de ces pièces m'ont été soumis. J'ai lieu de croire qu'un plus grand nombre d'individus serait prêt à attester la vérité de ces allégations s'il était nécessaire de multiplier les témoignages pour convaincre Votre Excellence de faits qui sont depuis longtemps notoires. Quand je pense avec quel promptitude le Gouvernement de Sa Majesté m'a fait l'honneur de me demander des explications à l'occasion du seul cas dans lequel une plainte de ce genre appuyée de preuves, a été formée contre des personnes au service des États-Unis, je ne puis m'empêcher d'espérer que la même énergie sera employée à mettre un terme à des menées qui se rattachent évidemment à un plan systématique de violation de la neutralité de Sa Majesté par les émissaires rebelles et leurs affiliés britanniques dans le but de porter préjudice à une nation avec laquelle la Grande-Bretagne est en paix.

Signé : CH. F. ADAMS.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 27 juin 1864.

Monsieur, si le peuple Anglais se forme d'après les débats de la Chambre des Lords une opinion touchant les enrôlements effectués en Angleterre, en violation des lois de neutralité, il devra arriver à la conclusion que ce n'est pas la Grande-Bretagne qui lèse les États-Unis, mais bien les États-Unis qui portent ainsi atteinte à la souveraineté de la Grande-Bretagne. Le peuple sera sans doute désabusé lorsque la correspondance des deux Gouvernements sera livrée à la publicité. Je vous envoie ci-jointe copie d'une résolution du Sénat à ce sujet et de la réponse du Président à cette résolution.

Signé : W. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Adams sur la conduite à suivre par les États-Unis en présence des événements qui ont eu lieu au Mexique.

Washington, le 3 mai 1863.

Monsieur, je vous remercie de votre dépêche du 15 avril dernier, laquelle contient des informations particulièrement neuves et intéressantes en ce qui touche les négociations qui ont abouti au départ de l'archiduc Maximilien de Trieste, dans le but de fonder une monarchie impériale au Mexique. Tout esprit réfléchi doit être convaincu, même sans preuve directe, que ces événements ont eu leur origine dans une conspiration de Mexicains contre l'indépendance et la liberté de leur patrie. Quoi qu'il en soit, il ne pourrait être qu'avantageux pour l'avenir du Mexique et pour la cause des institutions républicaines, si les renseignements détaillés que vous m'avez donnés sur cette conspiration étaient généralement connus. Vous avez très-clairement expliqué les motifs et les sentiments qui ont induits la plupart des hommes d'État influents et des autorités de l'Europe, à favoriser le renversement de la République mexicaine. Tous ces motifs et ces sentiments se résolvent dans une idée de jalousie contre les progrès des États-Unis. La grande prospérité acquise par l'Union a nécessairement provoqué cet antagonisme politique. Vous déplorez justement l'obstination avec laquelle le peuple américain continue ses discussions funestes en présence de la ruine apparente de son influence au Mexique ; c'est ce même aveuglement des factions qui nous a conduits à la guerre civile. Il n'y a que le temps et les événements qui peuvent y porter remède et ces deux causes produiront sûrement leur effet. Aucun appel à la raison ou au patriotisme ne sera entendu par les insurgés, tant qu'ils conserveront quelque espoir de réussir dans leur entreprise désespérée. Le peuple fidèle des États-Unis ne semble pas disposé qu'on fasse de nouveau et plus énergiquement encore appel à son dévouement pour la cause nationale. En tous cas, les considérations de dangers étrangers et lointains ne seront pas de nature à éveiller grande attention lorsque des périls immédiats de la lutte intestine absorbent l'esprit du peuple. Je ne vois pas d'autre parti à prendre que de contempler avec calme la situation, de remplir consciencieusement nos devoirs, de faire face à toute éventualité avec prudence, fermeté et même au moyen de la force, et de nous en remettre à Dieu pour l'issue définitive et heureuse de notre lutte.

Signé : W. SEWARD.

PRUSSE.

Circulaire de M. de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne, au sujet des négociations commerciales avec le royaume d'Italie.

Berlin, 31 mai 1865.

Dans une dépêche circulaire du 26 de ce mois, relative aux relations de commerce avec l'Italie, j'ai donné connaissance provisoirement à Votre Excellence de l'échange d'opinions qui avait eu lieu avec le gouvernement italien. M'en référant à cette dépêche, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit, des nouvelles ultérieures étant arrivées de Turin.

Le gouvernement italien a examiné les diverses formes dans lesquelles l'arrangement pourrait être conclu, et, comme résultat de cet examen, il a désigné la forme d'un traité de commerce avec le Zollverein comme la seule acceptable ; ce gouvernement ne croit pas devoir accéder à la proposition que nous avons mise en avant d'établir un *modus vivendi* par un protocole sur lequel on s'entendrait ; mais il ne croit pouvoir consentir qu'à un traité dont la reconnaissance du royaume d'Italie serait la condition préalable ou la conséquence, et, dans ce dernier cas, il faudrait que l'exécution du traité fût subordonnée à cette reconnaissance. Le cabinet de Turin n'admet pas qu'il soit compatible, avec sa dignité et avec sa position dans son propre pays, de conclure la convention avec le Zollverein sous une autre forme que cela a eu lieu avec l'Angleterre, la France et d'autres pays ; il a notamment fait observer que, dans aucun cas, le parlement ne donnerait son assentiment à l'exécution d'une convention avec des États qui ne reconnaissent pas l'Italie et veulent néanmoins en tirer profit, et que le gouvernement ne saurait prendre sur lui de présenter au parlement italien une proposition tendant à ce but.

La manière de voir du gouvernement italien que je viens d'exposer est confirmée par une note que le comte Barral m'a remise ces jours-ci, et dont vous trouverez la copie ci-jointe.

La valeur et l'importance des relations commerciales du Zollverein avec l'Italie ne sauraient être méconnues. Nous recevons tous les jours des rapports qui expriment le regret que les relations commerciales avec l'Italie aillent en diminuant et qui insistent pour prévenir une décadence ultérieure, pour que l'on cherche sans délai à mettre les produits du Zollverein à l'importation en Italie sur le pied d'égalité avec l'importation des produits des nations les plus favorisées. Les

produits des pays concurrents s'emparent du marché, et il y a de bonnes raisons pour craindre le renouvellement de ce qui s'est passé en Espagne, où les conséquences des obstacles mis aux relations par suite du défaut de reconnaissance du gouvernement, sont sensibles encore aujourd'hui pour le commerce et l'industrie du Zollverein. Je puis m'abstenir aujourd'hui d'entrer plus avant dans le détail des préjudices naturels qui résultent de cet état de choses, et il sera à peine nécessaire de les prouver; en attendant, je me réserve de vous communiquer à ce sujet un exposé d'ensemble, qui n'est pas encore terminé.

Vous voyez par les observations qui précèdent combien il est urgent, pour tous les États du Zollverein, de prendre en considération sérieuse toute la position de l'affaire et de la soumettre dans toutes les directions à un examen approfondi. — Je prie Votre Excellence de présenter ces observations au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et, si on en exprime le désir, de laisser copie de la présente dépêche et de remettre en même temps la note susmentionnée du comte Barral.

Je vous prie de me faire connaître l'accueil qu'aura reçu la présente ouverture.

Signé : DE BISMARCK.

ANNEXE.

Note du comte Barral remise à M. de Bismarck.

Monsieur le Président,

Mon Gouvernement, auquel je m'étais empressé de faire connaître le désir qu'aurait le cabinet de Berlin d'améliorer les rapports commerciaux entre le Zollverein et l'Italie, vient de me charger d'informer Votre Excellence que, de son côté, il est tout disposé à accueillir favorablement un projet dont la réalisation doit apporter de si grands avantages à la prospérité commerciale des deux pays. Toutefois, le gouvernement italien, tout en étant prêt à accorder à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée, fondé sur le principe de la plus parfaite réciprocité, et rentrant dans le système des traités passés avec la France et la Belgique, regarde comme indispensable à tous les points de vue que les accords à intervenir consistent en un traité formel, que ratifieraient les membres du Zollverein. C'est là une manière de voir aussi bien qu'une condition indispensable, dont il ne saurait se départir; et c'est seulement sur cette base qu'il pourra con-

clure avec le Zollverein des conventions commerciales que, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de l'Italie, il sera heureux de voir aboutir.

Berlin, le 22 mai 1865.

Signé : DE BARRAL.

SAXE ROYALE.

Dépêche de M. de Beust au chargé d'affaires de Saxe à Berlin, relativement à la conclusion d'un traité de commerce entre le Zollverein et l'Italie.

Dresde, le 20 juin 1865.

Monsieur,

M. de Schmerling m'a communiqué la circulaire ci-jointe et déjà publiée de son gouvernement concernant des relations commerciales entre le Zollverein et l'Italie, et en même temps la note également ci-annexée de M. le comte Barral.

J'ai eu, il est vrai, l'occasion d'exposer en général à M. l'envoyé nos vues sur les questions dont il s'agit et je suis d'avis que les choses n'en sont pas au point de faire prévoir une résolution prochaine des États du Zollverein. Toutefois, je crois devoir, par égard pour le gouvernement prussien, y faire une réponse par écrit.

La dépêche que j'ai sous les yeux signale l'importance et la portée des relations commerciales du Zollverein avec l'Italie; elle indique la nécessité de prévenir de nouvelles entraves, en plaçant les produits du Zollverein à l'importation en Italie sur le même pied que les produits des nations les plus favorisées, et en se référant en même temps aux déclarations du cabinet de Turin, qui juge inacceptable pour lui tout arrangement avec les États qui ne reconnaissent pas l'Italie; elle termine par l'invitation de prendre en sérieuse considération l'état des choses dans son ensemble et de soumettre à un examen approfondi la question sous toutes ses faces.

Notre gouvernement a l'habitude, dans l'examen des questions de ce genre, de placer en première ligne les intérêts matériels, non-seulement du pays lui-même, mais aussi ceux de tout le Zollverein; le procédé que le gouvernement prussien a observé à l'occasion du traité de commerce français et du renouvellement des conventions du Zollverein ne peut laisser subsister aucun doute à cet égard. Dans le cas présent, il se laisse guider par les mêmes considérations. Il reconnaît l'importance des rapports commerciaux entre le Zollverein et

l'Italie, et il est d'avis qu'il est hautement désirable de ne pas laisser évincer nos exportations de ce marché.

Mais comme la solution de la question préjudicielle, qui, ainsi qu'on nous le fait remarquer, est placée en première ligne par le gouvernement de Turin, soulève des difficultés que le gouvernement prussien n'ignore pas et sur lesquelles je m'expliquerai plus loin, nous devons d'abord nous demander si, en réalité, comme il paraîtrait d'après l'office prussien, il n'existe qu'un besoin de notre part et non un besoin réciproque. Sans doute, si un traité de commerce ou seulement un arrangement pour le traitement réciproque sur le pied des nations les plus favorisées ne pouvait se faire, le Zollverein en ressentirait les fâcheuses conséquences. Pour n'en citer qu'une seule, le Zollverein, afin d'écartier l'importation indirecte de marchandises italiennes par la voie des pays avec lesquels nous avons des traités, serait dans la nécessité d'exiger des certificats d'origine, du moins pour certaines marchandises de provenance étrangère, mais dont l'Italie produit les similaires. Certes, une pareille mesure entraînerait une foule de difficultés et d'entraves, non-seulement sous le rapport de la douane, mais aussi dans les relations ordinaires du trafic.

Les mêmes inconvénients se présenteraient aussi pour l'Italie, et il serait difficile de prévoir d'avance de quel côté les désavantages et, par conséquent, les besoins d'un arrangement, seraient plus grands. L'exportation de l'Italie vers l'Allemagne est moins considérable que la nôtre pour l'Italie ; elle consiste en grande partie en matières premières qui ne sont guère exposées à la concurrence, et pour lesquelles le droit plus élevé est payé par les consommateurs du Zollverein.

Le Zollverein, au contraire, n'exporte en Italie presque que des produits manufacturés, en concurrence avec l'Angleterre, la France et la Suisse, de sorte que l'élévation des droits d'entrée peut conduire à l'exclusion de nos produits.

Seulement, la situation serait complètement différente, en ce qui concerne les avantages qui doivent naître de l'introduction des certificats d'origine. Sous ce rapport, les conséquences fâcheuses paraissent être plus grandes pour l'Italie que pour le Zollverein. En effet, l'Italie serait contrainte à prescrire de pareils certificats pour presque tous les produits manufacturés de l'Angleterre, de la France et de la Suisse ; par là, la pression extérieure en faveur de la modification de ce système deviendrait fort considérable. Il s'ensuit qu'il est du plus grand intérêt des deux parties de se traiter mutuellement sur le pied de toutes les autres nations et de ne pas prendre une position exceptionnelle l'une vis-à-vis de l'autre. Il est donc permis de prévoir que plus la nécessité d'un arrangement se fera sentir, plus les deux par-

ties seront disposées à s'entendre sur un mode de nature à vaincre des difficultés politiques ; car dans notre opinion, l'aplanissement de celles-ci ne dépend pas d'un seul gouvernement faisant partie du Zollverein, ni même du Zollverein entier.

Il est vrai que la Confédération germanique se compose d'une union de princes souverains et de villes libres, et que, conséquemment, en l'absence d'une disposition contraire et précise des lois fondamentales de la Confédération, il pourrait être douteux si on peut contester à un gouvernement fédéral souverain la liberté de reconnaître à son gré un gouvernement étranger, dans des cas comme celui qui nous occupe, sans tenir compte de la résolution de la Confédération et malgré elle. Mais si la réponse à cette question peut être douteuse, lorsqu'on l'examine au point de vue du droit fédéral, notre gouvernement ne peut pas considérer cette liberté comme absolument compatible avec l'interprétation pratique de la situation de la Confédération. La position spéciale occupée par l'Autriche et la Prusse, comme puissances européennes, motive une exception qui ne peut pas être contestée, quoiqu'elle ne favorise point les intérêts de la Confédération.

Mais les autres membres de la Confédération, qui n'occupent pas une position spéciale analogue, sont encore moins autorisés à séparer leur action de celle de la Confédération. Ce sont précisément leur concert et leur union par la résolution de leur organe commun qui offrent encore un contre-poids à la position spéciale des deux grandes puissances, et qui empêchent que la Confédération ne s'affaiblisse et ne se dissolve finalement par les actes isolés de ses membres. Il nous semble que les deux puissances doivent tenir à ce qu'on sauvegarde cette interprétation, qui allège la tâche qui leur est imposée, en ce qui concerne la Confédération, et qui leur assure la perspective qu'elles rencontreront un appui réel de la part de la Confédération, lorsque les circonstances l'exigeront. En consultant nos souvenirs, nous trouvons que dans des occurrences antérieures du même genre, les vues et les influences des deux puissances étaient les mêmes.

En conformité avec cet état de choses, les divers gouvernements allemands, pour ne citer qu'un seul exemple, n'ont reconnu le second empire français, sous la dynastie napoléonienne, qu'après que l'Assemblée fédérale eut pris une résolution analogue. Ils n'ont établi en outre des relations diplomatiques avec le royaume de Belgique que lorsque la Confédération eut reconnu les arrangements conclus entre ce royaume et celui des Pays-Bas. On pourrait citer peut-être comme précédent la transformation de l'ordre de succession au trône danois qui a été opérée par le traité de Londres de 1852 et à laquelle plusieurs gouvernements allemands, parmi lesquels se trouvait celui de Saxe (ce dernier en réservant expressément la résolution fédérale), ont

adhéré. Mais sans s'arrêter à la circonstance qu'il ne s'agissait point ici de la reconnaissance de faits accomplis, l'expérience qu'on a faite précisément dans ce cas particulier est le moins propre à recommander ce précédent aux gouvernements allemands comme un exemple à suivre.

Cependant l'allégation d'après laquelle le cas qui nous occupe serait de nature à réclamer moins impérieusement des gouvernements allemands de tenir compte de la résolution ultérieure de la Confédération, cette allégation, disons-nous, ne paraît pas être justifiée précisément par les faits qui s'y rattachent. Tandis que dans des cas antérieurs il s'agissait essentiellement de transformations purement intérieures ou d'une séparation à laquelle le souverain du pays adhérerait plus tard, il s'agit ici de la prise de possession de territoires opérée sans cette adhésion, et tandis que dans les occasions précédentes le gouvernement nouvellement installé ouvrait ses relations avec l'étranger, par l'expression de ses intentions pacifiques à l'égard de ses voisins, il se présente ici le cas tout particulier que le projet d'un agrandissement territorial aux dépens d'un membre de la Confédération n'est pas désavoué s'il n'est pas proclamé officiellement. Nous ne faisons allusion à ces incidents que pour rappeler les considérations très-importantes que la Confédération aurait à peser si l'examen de la question de la reconnaissance venait à être posé sérieusement, considérations que notre gouvernement ne croit pas avoir le droit de préjuger.

Nous ne pouvons pas admettre que le cabinet de Turin n'apprécie pas lui-même cet état de choses, d'autant plus que la note de M. de Barral, qui nous est communiquée, évite même de parler d'une reconnaissance et ne demande que la ratification d'un traité formel. Ce vœu n'est probablement pas le dernier mot et d'ailleurs, si l'on s'en réfère aux procédés suivis pour la convention télégraphique de Paris et les ratifications de cette convention par tous les contractants, cette demande n'est pas l'équivalent de la condition d'une reconnaissance.

Si nous nous trompions en faisant cette supposition ou si, ce qui nous paraît plus probable, d'autres déclarations donnaient une réponse négative à la question qui nous est posée, il resterait encore l'alternative d'une double hypothèse.

Où les deux parties contractantes déclarent, chacune en son nom, qu'elle entend appliquer son nouveau tarif à l'autre aussi longtemps que celle-ci la place sur le pied des nations les plus favorisées, ou bien le Zollverein généralise tout simplement son nouveau tarif, et laisse à l'Italie le soin d'en faire autant.

Si le gouvernement italien adopte la première alternative, cette so-

lution nous conviendra le mieux puisqu'elle assurera nos exportations pour l'Italie.

Si, au contraire, l'Italie ne consent pas à donner une assurance de cette nature, nous serons encore d'avis que le Zollverein rende son nouveau tarif d'application générale sans en excepter l'Italie, qu'il s'en remette à l'avenir pour le reste. Nous nous placerions par là vis-à-vis de l'Italie dans une situation analogue à la Russie. Car il est à prévoir que la conclusion d'un traité de commerce avec la Russie ne sera pas possible, et cependant le Zollverein lui applique le bénéfice de son nouveau tarif.

Si donc nous en agissons de même à l'égard de l'Italie et si nous n'exigeons d'aucun autre État, à cause de nos relations avec l'Italie, des certificats d'origine, l'Italie ne pourra pas persister à suivre, à notre égard, un autre système, vu qu'il ne lui sera guère possible de maintenir plus longtemps le système de droits différentiels.

Veuillez porter le présent office à la connaissance de M. le ministre président de Bismark, et, sur sa demande, lui en laisser copie.

Signé : DE BEUST.

Dépêche du baron de Beust aux ministres de Saxe à Vienne et à Berlin, au sujet de la démarche collective de l'Autriche et de la Prusse auprès du Sénat de Francfort.

Dresde, le 11 octobre 1865.

A l'occasion de la réception du corps diplomatique, MM. les envoyés d'Autriche et de Prusse m'ont fait part aujourd'hui d'une démarche que leurs hauts gouvernements ont faite à Francfort. Il a été envoyé en effet aux résidents d'Autriche et de Prusse auprès de la ville libre de Francfort des dépêches identiques dans lesquelles on se plaint des excès du dernier Congrès des députés en rappelant la connivence déjà prouvée antérieurement du Sénat, et l'on insiste pour que le Sénat en prévienne la répétition, et notamment une nouvelle réunion du comité des Trente-six, en menaçant d'une intervention directe des deux puissances dans le cas contraire.

Je n'ai pas éprouvé le besoin d'entrer dans une discussion plus approfondie de cette dépêche. En tant qu'il s'agit d'une plainte relative au passé, c'est l'affaire du Sénat de Francfort de s'expliquer à ce sujet avec les hauts gouvernements réclamants; mais en ce qui concerne l'intervention directe dont on menace, il s'agit d'une éventualité qui n'est pas encore présente.

Nous devons désirer cependant que notre silence ne soit pas considéré comme une approbation, et au contraire réserver d'autant plus pour un cas échéant notre liberté d'opinion et d'action, que les dispositions contenues dans les lois fédérales sur la faculté de se faire droit à soi-même dans les contestations entre membres fédéraux ne peuvent être mises de côté.

Ce qui est dit dans les deux dépêches, que des assemblées destinées à l'agitation et dépourvues de mandat constitutionnel ne sauraient convenir au siège de l'assemblée fédérale, forme une considération dont nous n'avons nullement l'intention de contester la justesse, si même elle a dû nous étonner, puisque, dans le cours des six dernières années, des assemblées semblables se sont réunies à plusieurs reprises à Francfort, sans avoir motivé de réclamations analogues de la part des hauts gouvernements d'Autriche et de Prusse.

A plus forte raison il y aurait lieu de prêter attention à la considération ultérieure que si Francfort, comme siège de l'assemblée fédérale, est soumis peut-être à un jugement exceptionnel, ce doit être évidemment l'affaire de la diète fédérale de décider quelles mesures seraient commandées ou admissibles vis-à-vis du gouvernement territorial.

La présence de la garnison austro-prussienne, qui a été rappelée dans les deux dépêches, et dont certainement il faut tenir grand compte, devrait aussi être appréciée de ce point de vue, puisqu'elle ne résulte pas d'un traité ou d'une autre relation de ce genre entre l'Autriche, la Prusse et la ville libre de Francfort, mais qu'elle se trouve précisément en rapport intime avec le siège de la Diète fédérale dans cette ville.

Veuillez porter la présente dépêche à la connaissance de M. le ministre des affaires étrangères ou de son remplaçant, en lui en donnant lecture.

Signé : DE BEUST.

Post-scriptum. — A la suite de la communication mentionnée dans ma dépêche de ce jour, les deux envoyés ont parlé de la presse saxonne, car ils avaient reçu l'ordre de formuler des plaintes à cet égard, et en se référant notamment à un article de la *Gazette constitutionnelle de Dresde*, publié le 9 septembre.

S'il m'a été agréable, au point de vue de la forme, que ces plaintes aient été formulées d'une manière très-réservée, je n'en suis pas moins resté dans une certaine incertitude sur la portée réelle de cette démarche. A la question posée par moi si on demanderait la poursuite de l'article mentionné, ces deux messieurs ont répondu négativement.

Si pourtant ils étaient d'avis de le demander, le gouvernement du roi n'hésiterait pas à satisfaire à ce vœu.

Mais je ne puis me dispenser de faire observer à ce sujet qu'en Saxe on se conforme rigoureusement en matière de presse aux dispositions de la loi; que, par suite, la demande des deux puissances devrait être transmise au ministère public, et que si celui-ci jugeait l'article passible d'une peine, il y aurait lieu d'intenter des poursuites judiciaires.

Le gouvernement du roi déplore, de son côté, le langage peu mesuré dans certains passages de cet article; mais il ne peut juger d'avance quelle serait la décision du tribunal. Le fait que divers motifs se prononcent contre l'opportunité de poursuivre un article qui a paru depuis plus d'un mois, qu'en outre, cet article a été écrit sous la première impression de la convention de Gastein, qui a vivement excité les esprits dans toute l'Allemagne, forment des considérations dont les gouvernements n'auraient pas l'intention sans doute de ne tenir aucun compte.

Si au contraire, comme cela en a l'apparence, on avait l'intention de se plaindre de la presse saxonne en général, à l'occasion de cet article, le gouvernement du roi se trouverait sans doute dans le cas d'opposer, comme je n'ai pas manqué de le faire vis-à-vis de MM. les envoyés, une réponse très-simple.

La presse allemande offre malheureusement dans ce moment l'image de la plus triste des discordes. On s'accable réciproquement de plaintes et de reproches, même d'injures et de calomnies. Cela vaudrait la peine de rechercher s'il y a des moyens, et quels seraient ces moyens, pour améliorer cet état déplorable sans porter atteinte à la liberté de la presse.

Mais nous devrions déclarer contraire à l'équité et à la justice l'intention qu'on aurait de choisir dans l'ensemble un fait particulier pour en faire l'objet de plaintes et d'accusations. Que la presse saxonne se distingue de celle d'autres pays allemands par la violence de son langage, ce serait là une assertion qui aurait besoin d'être prouvée et dont on ferait difficilement la preuve. Or, dans ces attaques réciproques, il s'agit moins du choix des expressions que de l'importance des attaques. Comme je me suis permis de le faire remarquer à M. l'envoyé autrichien, il paraît dans les journaux autrichiens des articles contre les États secondaires, qui ne blessent pas moins profondément ces derniers.

En tout cas, il est aussi blessant pour eux d'entendre parler toujours de leur impuissance, qu'il peut être désagréable au gouvernement impérial d'entendre parler, dans des feuilles des États secondaires, d'actes de violence des grandes puissances. J'ai pu faire la même réponse avec bien plus de force encore à M. l'envoyé prussien : quel luxe

d'animosité haineuse et même de calomnies les feuilles prussiennes ne déploient-elles pas chaque jour contre les gouvernements secondaires, et en particulier contre le gouvernement saxon !

Dans les *Annales prussiennes*, un écrivain connu expose, dans une série régulière d'articles, que les États allemands doivent, non pas seulement se subordonner à la Prusse, mais qu'il faut encore que les États allemands et les dynasties allemandes cessent d'exister.

Ce thème trouve de nombreux échos dans les feuilles quotidiennes de Prusse; même la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui passe pour un organe ministériel, en fait mention, et je n'ai jamais entendu que le gouvernement prussien ait rien fait pour arrêter ces attaques.

Je me rends volontiers au vœu exprimé par M. de Schulenburg que l'on cherche à mitiger les attaques de la presse; mais avant de répondre au reproche fait au gouvernement saxon de ne pas s'opposer à des tendances *hostiles* à la Prusse, je dois attendre qu'on ait mis fin en Prusse à des tendances qui sont de nature à *anéantir* la Saxe.

Veuillez donner aussi lecture de cette dépêche.

Signé : DE BEUST.

TURQUIE.

Lettre adressée par Fuad pacha au prince Alexandre-Jean, après les récents troubles survenus à Bucharest.

Constantinople, le 2 septembre 1865.

Prince,

J'ai eu l'honneur de faire connaître télégraphiquement à Votre Altesse avec quel regret nous avons appris les derniers événements de Bucharest. Les détails qui nous sont parvenus ultérieurement n'ont pas été malheureusement de nature à dissiper toute notre inquiétude.

Selon ces détails, le mouvement populaire qui vient de désoler la capitale des Principautés ne serait que l'expression brutale d'un mécontentement général dont nous ignorons les vrais motifs. Si ces informations sont tant soit peu fondées, si réellement des causes de légitimes plaintes existent, Votre Altesse ne saurait trop se hâter de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire, dans les limites de la légalité, les griefs de la nation moldo-valaque, en ce qu'ils peuvent avoir de raisonnable et de juste.

Votre Altesse est trop éclairée pour que j'aie besoin de lui faire ob-

server que le monde civilisé a les yeux fixés sur ses actes. Ni S. M. I. le Sultan, ni ses augustes alliés ne peuvent voir avec indifférence que la force matérielle devienne le seul moyen d'apaisement. Nous sommes persuadés, mon prince, qu'à son retour à Bucharest, Votre Altesse aura agi dans cet ordre d'idées, et que, tout en infligeant aux perturbateurs de l'ordre public la punition qu'ils ont méritée, elle n'aura certes pas manqué de rendre les efforts séditieux de ces perturbateurs désormais infructueux auprès des populations par l'adoption des mesures propres à extirper tout germe de désaffection publique.

Je sou mets ces observations franches et loyales à l'appréciation de Votre Altesse. Je suis convaincu d'avance, mon prince, que vous les prendrez comme venant de la part d'un gouvernement dont le plus grand intérêt est de voir régner dans les Principautés-Unies une profonde tranquillité, et de pouvoir constater le progrès de leur prospérité morale et matérielle, sous la sage administration de Votre Altesse.

Signé : FUAD.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Baron de ROGGENBACH
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU GRAND DUCHÉ DE BADE

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1866

II

PREMIÈRE PARTIE.

FRANCE.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF
SESSION DE 1866.

**Discours prononcé par l'Empereur, le 22 janvier 1866,
à l'ouverture de la session législative.**

« Messieurs les Sénateurs,

« Messieurs les Députés,

« L'ouverture de la session législative me permet périodiquement de
« vous exposer la situation de l'Empire et de vous exprimer ma pen-
« sée. Comme les années précédentes, j'examinerai avec vous les ques-
« tions principales qui intéressent notre pays.

« A l'extérieur, la paix semble assurée partout, car partout on cher-
« che les moyens de dénouer amicalement les difficultés, au lieu de
« les trancher par les armes.

« La réunion des flottes anglaise et française dans les mêmes ports
« a montré que les relations formées sur les champs de bataille ne se
« sont pas affaiblies ; le temps n'a fait que cimenter l'accord des deux
« pays.

« A l'égard de l'Allemagne, mon intention est de continuer à obser-
« ver une politique de neutralité, qui, sans nous empêcher parfois de
« nous affliger ou de nous réjouir, nous laisse cependant étrangers à
« des questions où nos intérêts ne sont pas directement engagés.

« L'Italie, reconnue par presque toutes les puissances de l'Europe, a
« affirmé son unité en inaugurant sa capitale au centre de la Pénin-
« sule. Nous avons lieu de compter sur la scrupuleuse exécution du
« traité du 15 septembre et sur le maintien indispensable du pouvoir
« du Saint-Père.

« Les liens qui nous attachent à l'Espagne et au Portugal se sont
« encore resserrés par mes dernières entrevues avec les Souverains de
« ces deux royaumes.

« Vous avez partagé avec moi l'indignation générale produite par
« l'assassinat du président Lincoln¹, et récemment la mort du roi des
« Belges² a causé d'unanimes regrets.

« Au Mexique, le gouvernement fondé par la volonté du peuple se
« consolide ; les dissidents, vaincus et dispersés, n'ont plus de chef ;
« les troupes nationales ont montré leur valeur, et le pays a trouvé des
« garanties d'ordre et de sécurité qui ont développé ses ressources et
« porté son commerce avec la France seule de 21 à 77 millions. Ainsi
« que j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre expédition touche
« à son terme. Je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer
« l'époque du rappel de nos troupes, afin que leur retour s'effectue
« sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre
« dans ce pays lointain.

« L'Amérique du Nord, sortie victorieuse d'une lutte formidable, a
« rétabli l'ancienne Union et proclamé solennellement l'abolition de
« l'esclavage. La France, qui n'oublie aucune noble page de son his-
« toire, fait des vœux sincères pour la prospérité de la grande Répu-
« blique américaine et pour le maintien des relations amicales bientôt
« séculaires. L'émotion produite aux États-Unis par la présence de
« notre armée sur le sol mexicain s'apaisera devant la franchise de
« nos déclarations. Le peuple américain comprendra que notre expé-
« dition, à laquelle nous l'avions convié, n'était pas opposée à ses in-
« térêts. Deux nations, également jalouses de leur indépendance, doi-
« vent éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur
« honneur.

1. Le 14 avril 1865. — 2. le 10 décembre 1865.

« A l'intérieur, le calme, qui n'a pas cessé de régner, m'a permis
« d'aller visiter l'Algérie¹, où ma présence, je l'espère, n'aura pas été
« inutile pour rassurer les intérêts et rapprocher les races. Mon éloi-
« gnement de la France a d'ailleurs prouvé que je pouvais être rem-
« placé par un cœur droit et un esprit élevé.

« C'est au milieu de populations satisfaites et confiantes que nos
« institutions fonctionnent. Les élections municipales se sont faites
« avec le plus grand ordre et la plus entière liberté. Le maire étant
« dans la commune le représentant du pouvoir central, la Constitution
« m'a conféré le droit de le prendre parmi tous les citoyens. Mais
« l'élection d'hommes intelligents et dévoués m'a permis presque par-
« tout de choisir le maire parmi les membres des conseils muni-
« cipaux.

« La loi sur les coalitions, qui avait fait naître quelques appréhen-
« sions, s'est exécutée avec une grande impartialité de la part du
« Gouvernement, et avec modération de la part des intéressés. La
« classe ouvrière, si intelligente, a compris que, plus on lui accordait
« de facilités pour débattre ses intérêts, plus elle était tenue de res-
« pecter la liberté de chacun et la sécurité de tous. L'enquête sur les
« sociétés coopératives est venue démontrer combien étaient justes les
« bases de la loi qui vous a été présentée sur cette importante ma-
« tière. Cette loi permettra l'établissement de nombreuses associations
« au profit du travail et de la prévoyance. Pour en favoriser le déve-
« loppement, j'ai décidé que l'autorisation de se réunir sera accordée
« à tous ceux qui, en dehors de la politique, voudront délibérer sur leurs
« intérêts industriels ou commerciaux. Cette faculté ne sera limitée
« que par les garanties qu'exige l'ordre public.

« L'état des finances vous montrera que, si les recettes suivent leur
« progression ascendante, les dépenses tendent à décroître. Dans le
« nouveau budget les ressources accidentelles ou extraordinaires ont
« été remplacées par des ressources normales et permanentes; la loi
« sur l'amortissement, qui vous sera soumise, dote cette institution de
« revenus certains et donne des garanties nouvelles aux créanciers de
« l'État. L'équilibre du budget est assuré par un excédant de re-
« cettes.

« Pour arriver à ce résultat, des économies ont dû être imposées à
« la plupart des services publics, entre autres au département de la
« guerre. L'armée étant sur le pied de paix, il n'y avait que l'alterna-
« tive de réduire ou les cadres ou l'effectif. Cette dernière mesure
« était irréalisable, car les régiments comptaient à peine le nom-
« bre nécessaire de soldats; le bien du service conseillait même de

1. 29 avril 1865.

« l'augmenter. En supprimant les cadres de 220 compagnies, de
« 46 escadrons, de 46 batteries, mais en versant les soldats dans les
« compagnies et escadrons restants, nous avons plutôt fortifié qu'af-
« faibli nos régiments. Gardien naturel des intérêts de l'armée, je
« n'aurais pas consenti à ces réductions si elles avaient dû altérer notre
« organisation militaire ou briser l'existence d'hommes dont j'ai pu
« apprécier les services et le dévouement. Le maintien à la suite de
« tous les officiers sans troupe ne compromet aucun avenir, et l'ad-
« mission dans les carrières administratives des officiers et sous-offi-
« ciers qui approchent de l'époque de leur retraite rétablira bientôt
« le mouvement régulier de l'avancement ; tous les intérêts se trouve-
« ront ainsi garantis, et la patrie ne se sera pas montrée ingrate envers
« ceux qui répandent leur sang pour elle.

« Le budget des travaux publics et celui de l'enseignement n'ont
« subi aucune diminution. Il était utile de conserver aux grandes en-
« treprises de l'État leur activité féconde, et de maintenir à l'instruc-
« tion publique son énergique impulsion. Depuis quelques mois,
« grâce au dévouement des instituteurs, 13 000 nouveaux cours
« d'adultes ont été ouverts dans les communes de l'Europe.

« L'agriculture a fait de grands progrès depuis 1852. Si en ce mo-
« ment elle souffre de l'abaissement du prix des céréales, cette déprécia-
« tion est la conséquence inévitable de la surabondance des récoltes
« et non de la suppression de l'échelle mobile. Les transformations
« économiques développent la prospérité générale, mais elles ne
« peuvent pas prévenir des gênes partielles et des perturbations tem-
« poraires. J'ai pensé qu'il était utile d'ouvrir une sérieuse enquête
« sur l'état et les besoins de l'agriculture. Elle confirmera, j'en suis
« convaincu, les principes de liberté commerciale, offrira de précieux
« enseignements, et facilitera l'étude des moyens propres, soit à
« soulager les souffrances locales, soit à réaliser des progrès
« nouveaux.

« L'essor de nos transactions internationales ne s'est pas ralenti, et
« le commerce général, qui, l'année dernière, était de plus de
« 7 milliards, s'est accru de 700 millions.

« Au sein de cette prospérité toujours croissante, des esprits inquiets,
« sous le prétexte de hâter la marche libérale du Gouvernement,
« voudraient l'empêcher de marcher en lui ôtant toute force et toute
« initiative. Ils s'emparent d'une parole empruntée par moi à
« l'Empereur Napoléon I^{er}, et confondent l'instabilité avec le progrès.
« L'Empereur, en déclarant la nécessité du perfectionnement successif
« des institutions humaines, voulait dire que les seuls changements
« durables sont ceux qui s'opèrent, avec le temps, par l'amélioration
« des mœurs publiques.

« Ces améliorations résulteront de l'apaisement des passions et non
« de modifications intempestives dans nos lois fondamentales. Quel
« avantage peut-il y avoir, en effet, à reprendre le lendemain ce qu'on
« a rejeté la veille? La Constitution de 1852, soumise à l'acceptation
« du peuple, a entrepris de fonder un système rationnel et sagement
« pondéré sur le juste équilibre entre les différents pouvoirs de l'État.
« Elle se tient à une égale distance de deux situations extrêmes. Avec
« une chambre maîtresse du sort des ministres, le pouvoir exécutif
« est sans autorité et sans esprit de suite; il est sans contrôle, si la
« chambre élective n'est pas indépendante et en possession de légi-
« times prérogatives. Nos formes constitutionnelles, qui ont une cer-
« taine analogie avec celles des États-Unis, ne sont pas défectueuses
« parce qu'elles diffèrent de celles de l'Angleterre. Chaque peuple doit
« avoir des institutions conformes à son génie et à ses traditions.
« Certes, tout gouvernement a ses défauts, mais, en jetant un regard
« sur le passé, je m'applaudis de voir, au bout de quatorze ans, la
« France respectée au dehors, sans détenus politiques dans ses
« prisons, sans exilés hors de ses frontières.

« N'a-t-on pas assez discuté depuis quatre-vingts ans les théories
« gouvernementales? N'est-il pas plus utile aujourd'hui de chercher
« les moyens pratiques de rendre meilleur le sort moral et matériel
« du peuple? Employons-nous à répandre partout, avec les lumières,
« les saines doctrines économiques, l'amour du bien et les principes
« religieux; cherchons à résoudre, par la liberté des transactions, le
« difficile problème de la répartition des forces productives, et tâchons
« d'améliorer les conditions du travail dans les champs comme dans
« les ateliers.

« Lorsque tous les Français, aujourd'hui investis des droits politiques,
« auront été éclairés par l'éducation, ils discerneront sans peine la
« vérité et ne se laisseront pas séduire par des théories trompeuses;
« lorsque tous ceux qui vivent au jour le jour auront vu s'accroître
« les bénéfices que procure un travail assidu, ils seront les fermes
« soutiens d'une société qui garantit leur bien-être et leur dignité;
« enfin, quand tous auront reçu, dès l'enfance, ces principes de foi et
« de morale qui élèvent l'homme à ses propres yeux, ils sauront
« qu'au-dessus de l'intelligence humaine, au-dessus des efforts de la
« science et de la raison, il existe une volonté suprême qui règle les
« destinées des individus comme celles des nations. »

EXPOSÉ DE LA SITUATION DE L'EMPIRE FRANÇAIS PRÉSENTÉ AU SÉNAT
ET AU CORPS LÉGISLATIF LE 23 FÉVRIER 1866.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AFFAIRES POLITIQUES.

Durant la période qui a suivi le rétablissement de l'Empire, le Gouvernement de Sa Majesté a été amené à intervenir presque constamment dans les affaires européennes et à exercer largement son initiative pour assurer à la France le rang qui lui appartient. Aujourd'hui, dégagé des luttes diplomatiques, il peut librement consacrer ses soins à réaliser, dans l'ordre économique, les idées d'union et de progrès qu'il a inaugurées. Cette politique a été féconde en résultats dont les peuples sont appelés à recueillir le bienfait.

Tout en évitant de s'immiscer dans des débats où des intérêts français n'étaient point directement en cause, le Gouvernement de l'Empereur avait à s'occuper de différentes questions restées pendantes. Il les a suivies avec attention, et il a la confiance d'avoir, en toute circonstance, tenu la conduite et le langage les plus conformes aux principes que la France représente dans le monde.

CONVENTION DU 15 SEPTEMBRE 1864.

La Convention conclue le 15 septembre 1864¹ avec l'Italie traçait aux deux puissances signataires des devoirs réciproques. Elle stipulait, d'autre part, en faveur du Saint-Siège, qui n'était pas intervenu dans les négociations, des facultés dont il pouvait user selon ses convenances. L'exécution de cet acte suit régulièrement son cours, et le Pape se montre disposé à profiter des garanties qui lui sont offertes.

TRANSLATION DE LA CAPITALE DE L'ITALIE A FLORENCE.

La translation du Gouvernement italien s'est effectuée sans difficulté, avec l'assentiment désintéressé des anciennes provinces piémontaises et aux applaudissements des provinces nouvelles du Royaume. Florence a été, dans les temps modernes, le vrai foyer de la renaissance nationale ; par ses souvenirs comme par sa position, cette grande cité était naturellement désignée pour devenir la capitale de l'Italie. Le sentiment du pays à cet égard, aussi bien que le bon sens et la loyauté

1. Voir aux *Archives* 1865, tome I, page 5, le texte de cette Convention et des Documents qui s'y rattachent.

des hommes d'État, sont des gages de l'accomplissement des obligations contractées le 15 septembre.

ÉVACUATION DU TERRITOIRE PONTIFICAL.

Le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel ayant rempli la condition qui a été le point de départ de ces arrangements, le moment nous a paru venu de commencer l'évacuation du territoire pontifical. La rentrée successive de nos troupes par détachements avait toujours été considérée comme la combinaison la plus favorable pour le Saint-Siège. On évitait ainsi les secousses que leur retour simultané aurait pu produire. Cette mesure avait un autre avantage : en concentrant sur un certain nombre de points l'occupation française, et en laissant les provinces évacuées à la garde de l'armée pontificale, on l'habitua à se suffire à elle-même. Sa Sainteté a bien voulu apprécier ces dispositions, et Elle nous a fait remercier de la sollicitude qui les avait dictées.

Un premier détachement a quitté les États romains au commencement du mois de novembre, et nos garnisons se sont retirées des délégations de Velletri et de Frosinone, qui ont été remises à des troupes du Saint-Siège. La gendarmerie romaine, ainsi que les soldats des autres armes placés sur la frontière, ont déployé beaucoup d'énergie contre le brigandage, et des faits, déjà nombreux, attestent l'efficacité de leur surveillance.

ARMÉE PONTIFICALE.

La Cour de Rome s'occupe, en outre, d'augmenter l'effectif de son armée et de se mettre en état de pourvoir par elle-même au maintien de l'ordre intérieur sur tout son territoire. Nous lui avons offert notre concours pour faciliter le recrutement et l'organisation de ses forces.

DETTE DES ANCIENS ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Par l'article 4 de la Convention du 15 septembre¹, l'Italie s'est déclarée prête à prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église. Le Gouvernement impérial désirait assurer à la Cour de Rome les bénéfices de cette clause. La difficulté consistait à trouver les termes d'un compromis qui n'impliquât de la part du Pape aucune renonciation à ses précédentes réserves. Le Cabinet français a l'espoir d'arriver prochainement, avec le Cabinet de Florence, à une entente que le Saint-Siège pourra accepter sans aucun sacrifice pour sa dignité.

1. Article IV. L'Italie se déclare prête à entrer en arrangement pour prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église.

NÉGOCIATIONS DE L'ITALIE AVEC LE SAINT-SIÈGE.

Tous les efforts de la France en Italie tendent à faire triompher les idées de conciliation entre le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel et la Papauté. Ces deux Puissances ont donné une preuve de l'apaisement des esprits en entrant en négociations¹, sur l'initiative spontanée de Sa Sainteté, pour le règlement des affaires religieuses. Ces négociations n'ont pas eu, il est vrai, tous les résultats qu'elles avaient fait espérer d'abord. Elles ne sont pas cependant demeurées stériles, puisque les parties se sont entendues sur la rentrée de plusieurs évêques dans leurs diocèses. Sans intervenir dans ces pourparlers, nous ne pouvions que les encourager. Nous avons hautement applaudi à cette tentative des deux Cours italiennes pour débattre sans intermédiaire leurs intérêts communs.

RECONNAISSANCE DE L'ITALIE PAR L'ESPAGNE, LA SAXE ET LA BAVIÈRE.

En s'engageant par la Convention du 15 septembre à respecter l'indépendance de la Papauté, le Cabinet de Florence s'est acquis l'adhésion de ceux des Gouvernements catholiques, autres que l'Autriche, qui hésitaient encore à nouer des rapports diplomatiques avec lui. Rassurée par cette garantie dans son dévouement pour le Souverain Pontife, l'Espagne a reconnu le Roi Victor-Emmanuel. La Bavière a suivi cet exemple, et la Saxe, qui, de même que les Cours de Madrid et de Munich, est liée par la parenté avec les princes italiens dépossédés, a pris une résolution semblable. Ces rapports se trouvent consacrés par un traité de commerce qui vient d'être conclu entre le Zollverein et l'Italie. C'est un gage précieux pour la paix générale.

Si des liens semblables ne paraissent pas devoir s'établir encore entre l'Autriche et la Péninsule, les intérêts commerciaux peuvent cependant faire prévaloir l'idée d'arrangements qui, en améliorant les relations de voisinage, auraient, dès à présent, des effets utiles et ouvriraient dans l'avenir les voies à un rapprochement. Le Gouvernement de l'Empereur sera toujours disposé à seconder les efforts qui seront faits pour réaliser cette pensée, et il n'a point laissé ignorer aux parties intéressées que ses bons offices leur sont d'avance acquis.

DUCHÉS DE L'ELBE.

On se rappelle que l'Autriche et la Prusse, dans le traité signé à Vienne le 30 décembre 1864², étaient convenues de gouverner en com-

1. Nous donnerons dans un prochain numéro les pièces relatives à ces négociations. (*Note de la rédaction.*)

2. Voir *Archives*, 1864, tome IV, page 330.

mun les territoires qui leur étaient cédés par le Danemark jusqu'à ce qu'elles fussent en mesure de s'entendre pour fixer le sort des Duchés. Cette entente ayant tardé à s'établir, ces deux Puissances ont jugé opportun de modifier le système d'administration qu'elles avaient d'abord adopté. Le gouvernement du Sleswig a été confié à la Prusse, et celui du Holstein à l'Autriche. Le caractère des stipulations de Gastein ¹ étant essentiellement provisoire, le Gouvernement de Sa Majesté fait des vœux pour que cette affaire se termine par un arrangement en harmonie avec les idées qu'il a émises antérieurement.

La politique suivie par la France aussi bien à l'égard du Danemark que de l'Allemagne a été appréciée comme elle devait l'être par ces Puissances elles-mêmes. Le Cabinet de Copenhague n'a point méconnu les considérations qui nous ont dirigés, et il a saisi toutes les occasions de rendre hommage à la loyauté de notre attitude pendant la guerre, comme à la bienveillance amicale de nos efforts pour en atténuer les conséquences. L'Allemagne, de son côté, a pu constater que, contrairement à d'anciens préjugés, nous n'étions animés envers elle d'aucun sentiment de mauvais vouloir, et nous n'avons qu'à nous louer des dispositions des divers États germaniques à notre égard, soit dans les questions que nous avons à traiter directement avec eux, soit dans les affaires générales.

TURQUIE.

Nos relations avec l'Empire turc sont telles que nous pouvons le désirer. Le Gouvernement ottoman fait de louables efforts pour améliorer l'administration et développer les ressources du pays. Nous l'encourageons à persévérer dans cette voie. Sauf sur quelques points reculés de l'Asie Mineure et de l'Arabie, la tranquillité publique n'a pas été troublée. Aucune difficulté nouvelle n'est venue appeler l'attention des Puissances, et leurs représentants à Constantinople, divisés naguère par tant de causes de rivalité, ont pu se consacrer à l'examen paisible de questions déjà anciennes sur lesquelles des délibérations antérieures ont préparé les éléments de leur accord.

COMMISSION DU DANUBE.

Le traité de Paris ² avait chargé une Commission, formée des délégués de toutes les Puissances signataires, de mettre les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire avoisinantes, dans

1. Du 14 août 1865. — Voir *Archives*, 1865, tome III, page 6.

2. Du 30 mars 1856. (Voir De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, tome VII.)

les meilleures conditions possibles de navigabilité. Après neuf ans d'études et de travaux, les Commissaires sont parvenus à régler les différents services et à opérer dans le régime des eaux une série d'améliorations dont la marine marchande a déjà profité. Il était utile de déterminer par un acte public les droits et les obligations que le nouvel état de choses établi sur le bas Danube a créés pour tous les pavillons qui fréquentent ce fleuve. En conséquence, un arrangement a été conclu le 4 novembre dernier. Ces stipulations n'attendent plus que l'approbation des Puissances. Conformément au vœu du traité du 30 mars 1856, leurs plénipotentiaires vont se réunir incessamment en conférence à Paris pour ratifier l'acte des Commissaires.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Dans les Principautés-Unies il ne s'est produit, pendant le cours de l'année 1865, aucun fait qui ait nécessité l'intervention collective des Cours garantes. S'il s'est élevé quelques dissentiments entre le Gouvernement moldo-valaque et la Porte, le Cabinet français s'est attaché à conseiller aux Principautés le respect des arrangements européens, qui sont la base des droits réciproques et la garantie des bonnes relations.

COUVENTS DÉDIÉS DES PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Les représentants à Constantinople des Cours qui ont participé à ces actes n'ont pu encore mener à leur terme les négociations relatives aux biens des couvents dédiés de la Moldavie et de la Valachie¹. Les parties intéressées ont été appelées à développer leurs explications devant une commission spéciale chargée d'examiner les titres de propriété et de fournir à la Conférence les évaluations nécessaires pour servir de base à son arbitrage. Les Cabinets sont toutefois d'accord pour reconnaître que cette affaire doit recevoir une solution définitive, et ils admettent qu'elle doit être réglée d'après le principe d'une large et équitable indemnité.

SERBIE.

A la suite du conflit qui a eu lieu en 1862, à Belgrade², et qui était une conséquence de la juxtaposition de populations de religion différente, il a été convenu que les musulmans, dont les habitations étaient situées en dehors de la forteresse, céderaient leurs propriétés au gouvernement serbe. Le gouvernement s'était engagé, de son côté, à payer une somme proportionnée à la valeur des maisons et des terrains qui

1. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 160 du Répertoire quinquennal, l'indication de tous les documents publiés par le Recueil depuis cinq ans sur cette question.

2. Juin 1862. — Voir *Archives*, 1863, tome IV, pages 87 et suivantes.

seraient abandonnés. En vertu de cet accord, ménagé par les bons offices des Puissances garantes, les sujets respectifs qui ont eu à souffrir des événements de 1862 devaient être, en outre, indemnisés pour les dommages éprouvés dans cette circonstance. Le Gouvernement ottoman et la Serbie se sont entendus directement pour fixer le montant des compensations réciproques.

MONTÉNÉGR0.

Les rapports entre le Monténégro et la Turquie n'ont pas cessé d'être pacifiques depuis la lutte qui s'est terminée en 1862. Les Monténégrins ont toutefois réclamé, à plusieurs reprises, contre l'établissement d'un fort sur la frontière commune, et contre l'occupation d'un point situé sur leur territoire. Le cabinet français a recommandé ces demandes à l'attention de la Porte. Il a reçu l'assurance qu'elles seraient examinées avec équité.

RÈGLEMENT DU LIBAN.

Le règlement organique du Liban, tel qu'il a été modifié en 1864¹, est appliqué selon le vœu des Puissances. Le gouverneur général a récemment obtenu, avec le concours de l'ambassade française, de nouveaux et importants avantages. Il restera juge des conditions auxquelles devra être subordonnée la rentrée dans le Liban des chefs druses compromis dans les événements de 1860 et amnistiés en 1865. Les ressources dont il dispose ont été augmentées, en même temps que des arriérés d'impôts lui ont été remis pour être employés à des travaux d'utilité publique. Enfin un nouveau district chrétien, formé d'une partie de la Bekaa, principalement habitée par les Maronites, a été rattaché à l'administration de la Montagne.

ISTHME DE SUEZ.

Les négociations relatives à l'entreprise formée pour le percement de l'isthme de Suez ont été poursuivies dans un esprit mutuel de conciliation, et elles paraissent toucher à leur terme. La sentence arbitrale de l'Empereur, en date du 6 juillet 1864², a eu pour effet d'écarter les difficultés qui s'étaient élevées entre le vice-roi d'Égypte et la Compagnie. La Porte avait, de son côté, reconnu sans hésiter que, par cet acte, les conditions auxquelles la Turquie avait subordonné son acquiescement se trouvaient remplies. Il ne s'agissait donc

1. 6 septembre, 1864. — Voir *Archives*, 1865, tome II, page 392.

2. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 400.

plus que de rédiger le nouveau contrat qui doit être signé par le Vice-Roi et la Compagnie, et auquel le Sultan a promis de donner sa sanction. L'ambassadeur de l'Empereur à Constantinople, après avoir eu connaissance des observations des deux Parties, a préparé, conformément à ses instructions, et de concert avec les Ministres ottomans, un projet de nature à satisfaire tous les intérêts. Il a été en même temps convenu que la France, la Turquie, le Vice-Roi d'Égypte et le Conseil d'administration de la Compagnie universelle, désigneraient chacun un commissaire pour déterminer les terrains nécessaires à la bonne exploitation de l'entreprise, qui, suivant les dispositions de la sentence, doivent être attribués à la Compagnie pendant la durée de la concession. Ces commissaires ont été nommés et doivent se réunir en Égypte dans le courant de janvier. Tout fait espérer que l'accord s'établira aisément entre eux sur les questions techniques qu'ils ont à résoudre. Le Vice-Roi se montre résolu à seconder l'achèvement de cette entreprise en donnant toute l'activité désirable aux travaux du canal d'eau douce.

TUNIS.

Les désordres qui ont éclaté dans la Régence de Tunis, il y a deux ans, avaient fait naître des difficultés sur lesquelles le Gouvernement de l'Empereur a exprimé son opinion dans des dépêches communiquées l'année dernière aux Grands Corps de l'État. Elles ont mis suffisamment en lumière l'intérêt que nous devons attacher au maintien de l'autonomie de la régence, consacrée par une tradition aujourd'hui séculaire. Le Cabinet français a la confiance que ces considérations ont été comprises par le Bey comme par la Porte Ottomane, et qu'aucune atteinte ne sera portée au *statu quo*.

A la suite de divers incidents qui semblaient dénoter du mauvais vouloir envers des sujets français et des Algériens, dont la nationalité ne pouvait être douteuse, des réclamations ont dû être adressées au Gouvernement du Bey. Le prince qui règne à Tunis, en suivant la politique de ses prédécesseurs à l'égard de la France, pourra toujours compter sur la bienveillance du Gouvernement impérial. L'Empereur en a renouvelé l'assurance à l'envoyé que le Bey avait chargé d'aller complimenter Sa Majesté en Algérie.

MAROC.

L'Empereur a reçu également, pendant son voyage, les compliments du Souverain dont le territoire borne à l'ouest nos possessions africaines. Non-seulement il n'existe entre les deux Empires aucun élément de désaccord, mais le Gouvernement impérial et celui du Sultan Sidi-Mohammed entretiennent les rapports les plus satisfaisants, et

Sa Majesté schérifienne, en envoyant une ambassade à Paris, vient de donner un nouveau témoignage du prix qu'elle attache à les maintenir.

GRÈCE.

Pendant que les affaires de l'Orient tendent de plus en plus à s'améliorer, la Grèce redevient un sujet de préoccupations pour les Cabinets. On avait espéré que, sous les auspices d'un jeune souverain appelé par le vœu national¹, le pays allait inaugurer une ère nouvelle. Mais les agitations stériles ont survécu à la crise révolutionnaire. Les trois Cours protectrices sont convenues d'inviter leurs représentants à Athènes à appeler la sérieuse attention des hommes politiques de la Grèce sur les dangers que leurs luttes personnelles, et l'anarchie qui en est la conséquence, font courir au pays. Espérons que l'appel adressé à leur patriotisme sera entendu, et que ces sages conseils feront cesser un état de choses qui, en empêchant la nouvelle royauté de s'affermir, pourrait amener en Grèce les complications les plus regrettables.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

De grands changements sont survenus, l'année dernière, dans l'ensemble de la situation des États-Unis. En présence du conflit engagé entre le Nord et le Sud, nous nous étions vus, comme les autres Puissances maritimes, dans la nécessité de reconnaître l'existence de deux belligérants et de constater ce fait par une déclaration publique. Dès qu'il a été certain que l'Union renonçait à se prévaloir des lois de la guerre pour visiter les navires neutres, nous nous sommes empressés de révoquer les mesures qui étaient la conséquence de notre neutralité. Le succès complet des forces fédérales a fait rentrer dans l'Union tous les États qui avaient tenté de s'en séparer. A partir de ce moment, la sollicitude du Cabinet de Washington s'est portée sur les moyens de réparer les calamités d'une crise aussi profonde. Nous avons appelé de nos vœux les plus constants la pacification des États-Unis; nous nous sommes réjouis de voir cesser l'effusion d'un sang généreux. Aujourd'hui nous souhaitons que ce grand pays se réorganise promptement dans les conditions les plus propres à assurer sa tranquillité future et à favoriser la reprise et le développement des importantes relations commerciales qu'il entretient avec le monde entier. Ces heureux événements ont été attristés par un crime odieux

1. Georges I^{er}, né le 24 décembre 1845, accepte, le 6 juin 1863, à Copenhague, la couronne offerte par l'Assemblée nationale grecque le 30 mars 1863, arrive en Grèce le 30 octobre et prête serment le lendemain 31. Voir la nouvelle Constitution dans l'*Almanach de Paris* (1866, page 431).

qui est venu frapper de stupeur le peuple américain¹. Le Gouvernement de l'Empereur, le Sénat et le Corps législatif, dans leur dernière session, la France entière, se sont associés à ce deuil public des États-Unis. Tant de souffrances et de sacrifices ne sont pas demeurés inutiles pour la civilisation. L'esclavage a été aboli en droit comme de fait sur tout le territoire fédéral. L'amendement constitutionnel destiné à consacrer cette grande mesure, après avoir été adopté par les trois quarts des États, a été solennellement proclamé. En répondant à la communication officielle qui lui a été adressée à ce sujet par M. le Ministre des États-Unis, le Cabinet français a sincèrement applaudi aux sentiments qui ont inspiré une résolution si conforme à l'initiative que nous avons prise nous-mêmes dans nos colonies.

MEXIQUE.

Lorsque le Gouvernement de l'Empereur a entrepris l'expédition du Mexique², il s'est assigné un but auquel il a subordonné sa conduite dès le principe et d'où dépendent encore aujourd'hui ses décisions. Depuis nombre d'années nos nationaux avaient eu constamment à souffrir d'actes de violence et de pillage commis avec la complicité évidente d'agents de l'autorité mexicaine. Nous nous sommes trouvés dans la nécessité de déclarer la guerre. L'anarchie, devenue l'état normal du Mexique, était, depuis longtemps, le sujet des réflexions d'hommes considérables, qui déploraient la dissolution croissante de leur pays. Désespérant de rétablir l'ordre dans les conditions du régime alors existant, ils entretenaient la pensée de revenir à la monarchie dont le Mexique indépendant a fait un premier essai en 1822³. Ils avaient reçu, il y a plus de dix ans, les encouragements du chef même qui était alors à la tête de la république mexicaine. Ils ont pensé que le moment était venu de faire un appel au pays. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas cru devoir leur refuser ses sympathies; mais nous étions allés au Mexique en vue de poursuivre les réparations que nous avions à exiger, et non dans une pensée de prosélytisme monarchique. Sa Majesté a déclaré elle-même, dans une lettre adressée au commandant en chef de notre armée⁴, après la prise de Puebla, qu'il n'appartenait qu'aux populations de se prononcer sur la forme des institutions qui pouvaient leur convenir. Nos troupes ne sont donc point au Mexique à titre d'intervention. Le Gouvernement impérial a constamment repoussé cette doctrine comme contraire au principe fonda-

1. Assassinat du président Lincoln, 14 avril 1865.

2. Voir aux *Archives*, 1865, tome IV, le Répertoire quinquennal (1861 à 1865).

3. Iturbide empereur, février 1822 — 26 mars 1833.

4. Au général Forey, 12 juin 1863, voir *Archives*, 1863, tome III, page 94.

mental de notre droit public. Nous avons porté nos armes dans ce pays en vertu du droit de guerre, et nous y sommes restés, jusqu'à ce moment, afin d'assurer les résultats de la guerre, c'est-à-dire d'obtenir les garanties et les sécurités que réclament les intérêts de nos nationaux. Le Mexique est gouverné aujourd'hui par un pouvoir régulier, qui se montre jaloux de remplir ses engagements et de faire respecter sur son territoire les personnes et les biens des sujets étrangers. Lorsque les arrangements nécessaires auront été conclus avec l'Empereur Maximilien, loin de décliner les conséquences de nos principes en matière d'intervention, nous serons prêts à les accepter comme une règle de conduite pour toutes les puissances. Il nous sera facile alors de préciser l'époque à laquelle pourra s'effectuer la rentrée en France de la portion du corps expéditionnaire maintenue jusqu'ici sur le sol mexicain.

Les documents relatifs à cette affaire seront ultérieurement communiqués aux grands corps de l'État.

DIFFÉREND HISPANO-CHILIEN.

Des discussions depuis longtemps pendantes, entre l'Espagne et la République du Chili¹, ont amené une rupture dont le commerce s'est vivement ému. Le cabinet de Madrid ayant accepté les bons offices de la France et de l'Angleterre pour l'aplanissement du différend, des instructions ont été adressées en conséquence aux agents diplomatiques des deux Cours à Santiago, et nous aimons à espérer que, par leurs efforts conciliants, ils parviendront à rétablir les relations amicales entre l'Espagne et le Gouvernement chilien.

CONFLIT ENTRE LE BRÉSIL, L'URUGUAY ET LE PARAGUAY.

Le bassin de la Plata a été le théâtre d'hostilités nouvelles. A la lutte engagée d'abord entre le Brésil et l'Uruguay a succédé une guerre dans laquelle ces deux États font cause commune avec la Confédération argentine contre le Paraguay². Le dénouement en est encore incertain ; mais il résulte d'assurances données par les États alliés que leur but n'est pas d'apporter un changement quelconque aux délimitations territoriales. Bien que nos nationaux aient eu à souffrir, sur quelques points, des conséquences inévitables de la guerre, il est juste de reconnaître que les parties belligérantes ont montré le désir de ménager autant que possible les intérêts des neutres. Nous nous sommes, d'un autre côté, entendus avec le Gouvernement britannique pour garantir,

1. Voir les documents relatifs au conflit hispano-chilien. *Archives*, 1865, tome I, page 39.

2. Voir *Archives*, 1865, tome II, pages 212 et suivantes.

au milieu du conflit, le principe de la libre navigation du Rio de la Plata et de ses affluents, stipulé dans les traités de 1853.

CHINE.

Depuis que nous avons porté notre drapeau dans la capitale de la Chine, nos rapports avec cet empire sont devenus l'objet constant de la sollicitude du Gouvernement français. Si nous avons eu de nouveau à déplorer la mort d'un de nos missionnaires, qui a péri victime de son dévouement et de son zèle, nous ne saurions attribuer ce triste événement au mauvais vouloir de la Cour de Pékin, mais plutôt aux difficultés qu'elle éprouve trop souvent à se faire obéir dans les provinces éloignées de l'Empire, et aux rivalités des fonctionnaires préposés à l'administration de ces provinces. Dans ces derniers temps, en effet, le Gouvernement chinois, en accueillant les réclamations que nous avons eu à lui présenter au sujet de nos missions, nous a donné des preuves de son intention d'exécuter les traités conclus avec nous.

JAPON.

Au Japon, les négociations que nous suivons depuis l'année dernière nous ont permis de constater, de la part du cabinet de Yeddo, une appréciation de plus en plus éclairée des avantages que lui offrent les rapports avec les étrangers. Le Gouvernement du Souverain temporel s'efforce de triompher de l'opposition que de puissants feudataires font à cette politique, et, grâce à ses démarches, secondées par les Agents des Puissances, nos traités viennent de recevoir la consécration du Souverain spirituel. On espère que l'exemple donné ainsi par l'autorité religieuse exercera la plus salutaire influence sur les princes féodaux qui, jusqu'ici, se couvraient de son nom pour appuyer leur résistance.

COCHINCHINE.

Le Gouvernement de l'Empereur avait jugé indispensable à la sécurité de notre établissement en Cochinchine que le Cambodge fût placé, comme il le sollicitait, sous le protectorat de la France. La reconnaissance de ce protectorat par le royaume de Siam, qui prétendait autrefois, simultanément avec l'Empire annamite, à un droit de suzeraineté sur le Cambodge, a ajouté une garantie nouvelle à celles qui assurent déjà la stabilité et l'avenir de notre colonie.

CORRESPONDANCES INTERNATIONALES.

Parmi les affaires d'un ordre pratique qui intéressent les peuples dans les rapports de chaque jour, le Gouvernement de l'Empereur

n'oublie pas que les correspondances internationales de toute nature tiennent une place importante. De nombreuses améliorations ont pu être introduites, en 1865, dans nos relations postales avec la Suisse, la Belgique, la Prusse, les États Romains et le Portugal.

Procurer au public toutes les facilités et toutes les économies compatibles avec une bonne organisation du service, tel est le but de nos traités. C'est ainsi que le poids des lettres simples a été porté de sept grammes et demi à dix grammes, en même temps que la taxe a été diminuée, aussi bien sur les lettres que sur des objets qui, comme les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, avaient été, jusqu'ici, passibles de la taxe des lettres. Le gouvernement français s'est aussi occupé des envois de sommes d'argent d'un pays à l'autre au moyen de mandats de poste. L'expérience a prouvé les heureux effets de ce genre d'échanges qui avait été inauguré avec l'Italie, et qui depuis, a pris un développement considérable.

Le traité avec la Prusse a eu ce résultat important de nous permettre de correspondre en paquets clos avec la Russie par l'intermédiaire des postes prussiennes, faculté dont nous ne jouissons pas encore.

Un acte additionnel à la Convention de poste du 1^{er} avril 1853 a été signé à Rome, le 11 juillet dernier. Il contient des réductions de taxe tant sur les lettres dont le poids est porté à dix grammes que sur les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises. Le moment où cette convention entrera en vigueur n'est pas encore fixé, par des causes indépendantes du service français.

Les négociations ouvertes depuis plus de quinze années avec le Gouvernement portugais, dans le but de régulariser les relations postales si défectueuses entre les deux pays, ont enfin abouti à un résultat favorable. Un traité a été signé à Paris le 24 décembre dernier. L'affranchissement des lettres deviendra facultatif, et la taxe qui leur sera applicable ne dépassera pas 40 centimes. D'autres dispositions règlent l'échange des imprimés, des journaux et des échantillons de marchandises aux mêmes conditions que pour les pays auxquels nous lient des conventions de poste.

Des pourparlers sont engagés avec la Russie, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Espagne et le Mexique.

La convention projetée avec les Pays-Bas, et sur les bases de laquelle on était tombé d'accord de part et d'autre, n'a pu, jusqu'ici, recevoir son exécution, parce que les Chambres néerlandaises n'ont pas ratifié l'engagement pris par le Gouvernement de supprimer le droit de timbre sur les journaux.

CONVENTION D'EXTRADITION AVEC L'ANGLETERRE

Il nous reste à parler, en terminant, d'une question de jurisprudence internationale qui s'est élevée au sujet de la convention d'extradition conclue entre la France et l'Angleterre en 1843¹. Cet acte restant inexécuté en Angleterre, le Cabinet français s'est décidé à le dénoncer. Toutes les fois que nous avons été dans le cas de lui adresser des demandes d'extradition, le Gouvernement de la Reine nous a prêté son concours dans la limite de ses pouvoirs. Les difficultés contre lesquelles nos démarches ont constamment échoué sont inhérentes aux clauses mêmes du traité dans leurs rapports avec les lois et l'organisation judiciaire de la Grande-Bretagne. Les considérations politiques sont demeurées absolument étrangères aux communications

1. Art. 1^{er}. Il est convenu que les hautes puissances contractantes, sur les réquisitions faites en leur nom par l'intermédiaire de leurs agents diplomatiques respectifs, seront tenus de livrer en justice les individus qui, accusés des crimes de meurtre (y compris les crimes qualifiés dans le Code pénal français d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement), ou de tentative de meurtre, ou de faux, ou de banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, chercheront un asile ou seront rencontrés dans les territoire de l'autre, pourvu que cela n'ait lieu que dans le cas où l'existence du crime sera constatée de telle manière que les lois du pays où le fugitif ou l'individu ainsi accusé sera rencontré, justifieraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime y avait été commis.

En conséquence l'extradition ne sera effectuée de la part du Gouvernement français que sur l'avis du garde des sceaux ministre de la justice, et après production d'un mandat d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent, émané d'un juge ou d'une autorité compétente de la Grande-Bretagne, énonçant clairement les faits dont le fugitif se sera rendu coupable; et elle ne sera effectuée de la part du gouvernement britannique que sur le rapport d'un juge ou magistrat commis à l'effet d'entendre le fugitif sur les faits mis à sa charge par le mandat d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent, émané d'un juge ou magistrat compétent en France, et énonçant également d'une manière précise les dits faits.

Art. 2. Les frais de toute détention et extradition opérées en vertu de l'article précédent seront supportés et payés par le gouvernement au nom duquel la réquisition aura été faite.

Art. 3. Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront en aucune manière aux crimes de meurtre, de faux ou de banqueroute frauduleuse commis antérieurement à sa date.

Art. 4. La présente Convention sera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1844; après cette époque, l'une des hautes parties contractantes pourra déclarer à l'autre son intention de la faire cesser, et elle cessera en effet à l'expiration des six mois qui suivront cette déclaration.

Art. 5. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres, à l'expiration de trois semaines à partir de sa date, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 13 février de l'an de grâce 1843.

Signé : SAINT-AULAIRE et ABERDEEN.

(L'échange des ratifications a eu lieu le 13 mars 1843, et la Convention a été sanctionnée le 22 août de la même année par acte spécial du Parlement britannique.) — Voir De Clercq, *Recueil des Traités conclus par la France*. Paris, Amyot, éditeur.

qui, depuis longtemps déjà, ont été échangées à ce sujet entre les deux Cabinets. En outre, aucun dissentiment n'existe sur le principe même de l'extradition pour les individus accusés de crimes communs contre les propriétés et les personnes. Nous avons donc la confiance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique examinera cette question avec le désir sincère de rendre possible un arrangement qui nous assure les avantages d'une entière réciprocité. Sur ce point, comme sur tous les autres, les différentes législations tendent de plus en plus à se rapprocher et à réunir tous les peuples dans une pensée commune de protection et de garantie mutuelles.

AFFAIRES COMMERCIALES.

Ce qui caractérise la politique commerciale de l'Empire, c'est la puissance d'expansion qu'elle possède. Rompant avec des traditions étroites, elle a substitué à l'esprit exclusif des anciens systèmes le sentiment de la solidarité, et provoqué, par son exemple, les autres États de l'Europe à se rencontrer et à s'unir sur le terrain des intérêts économiques. Loin d'assister, d'un œil inquiet et jaloux, au spectacle de ces alliances, la France les a souhaitées et, à l'occasion, facilitées. C'est ainsi que son influence, sans s'imposer inopportunément, n'a pas été étrangère au rapprochement, presque inespéré, qui vient de s'opérer entre l'Italie et l'Allemagne, rapprochement qui, en donnant au commerce et à l'industrie des deux peuples une satisfaction vivement désirée, a préparé leur accord sur des questions d'un autre ordre. Le Gouvernement de l'Empereur ne peut voir qu'avec plaisir le régime conventionnel, dont il a lui-même posé les bases, présider aux rapports nouveaux qui vont s'établir entre le Zollverein et les États du Roi Victor-Emmanuel. Il n'applaudit pas moins à la conclusion de l'arrangement que les Plénipotentiaires de l'Angleterre et de l'Autriche ont signé, ces jours-ci, à Vienne¹, et dans lequel il retrouve la pensée dont se sont inspirés, en 1860, les négociateurs de notre traité avec la Grande-Bretagne. Il n'est pas un de ces contrats internationaux qu'il n'accueille comme un progrès vers cette grande et pacifique confédération des intérêts économiques qui, depuis la réforme de notre législation douanière, a cessé d'être une utopie.

Si, après ce coup d'œil général, nous passons à l'examen des actes qui intéressent plus spécialement la France, nous avons à signaler, dans l'année qui vient de s'écouler, la mise en vigueur de six traités de commerce et de navigation, et l'ouverture de deux négociations importantes.

■ ZOLLVEREIN.

Le traité conclu, en 1862¹, avec le Zollverein, reçoit enfin son exécution depuis le 1^{er} juillet 1865. Nous ne reviendrons pas sur les causes et les incidents de diverse nature qui l'ont si longtemps retardée. Nous nous abstenons également de reproduire l'analyse, déjà donnée par nos Exposés antérieurs, des arrangements de Berlin. Nous aimons mieux nous féliciter de voir les relations commerciales des deux pays, un moment compromises par une incertitude regrettable, placées désormais sous la garantie de stipulations précises qui en assurent le libre et régulier développement.

SUISSE, VILLES HANSÉATIQUES, MECKLEMBOURG.

C'est du même jour que date la mise en vigueur des traités signés, le 30 juin 1864² avec la Suisse, le 4 mars 1865³ avec les Villes Hanséatiques, le 9 juin⁴ de la même année avec le Mecklembourg. Ces divers actes, consacrant un régime analogue à celui dont sont appelés à jouir, en France, le commerce et la navigation du Zollverein, devaient recevoir simultanément leur application.

SUÈDE ET NORWÈGE.

L'exécution des traités conclus entre la France et les royaumes unis de Suède et de Norwège⁵ en a suivi de près la signature. Les Hautes Parties contractantes se sont montrées justement désireuses d'assurer à leurs sujets respectifs la prompte jouissance des avantages stipulés en leur faveur. En Suède, ces avantages ont été contestés par les partisans assez nombreux que compte encore le système prohibitif. Il n'est pas douteux que le Gouvernement du Roi Charles XV, auquel on ne saurait contester sérieusement le droit de ratifier les actes conventionnels qui n'entraînent pas des aggravations de tarif, ne finisse par triompher d'une opposition dont il ne nous appartient de rechercher ni le mobile ni le but.

PAYS-BAS.

On sait que les résultats de la négociation commerciale engagée l'année dernière avec le Gouvernement des Pays-Bas étaient subordonnés au remaniement du système d'accise en Hollande et du régime

1. Le 2 août. *Archives*, 1862, tome IV, page 308.

2. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 162.

3. Voir *Archives*, 1865, tome II, p. 289.

4. Voir *Archives*, 1865, tome IV, p. 184.

5. 14 février 1865. Voir *Archives* 1865, tome III, page 11.

colonial des Indes néerlandaises. Les États généraux ayant sanctionné ces grandes réformes, le traité signé à la Haye, le 7 juillet 1865¹, a pu entrer en vigueur le 1^{er} septembre suivant.

En résumé, six pays ou groupes d'États nouveaux, le Zollverein, les Villes Anséatiques, les Grands Duchés du Mecklembourg, la Suède et la Norwège, la Suisse, les Pays-Bas, sont venus participer, pendant le cours de l'année dernière, au bénéfice de notre régime conventionnel, que complètent successivement les concessions ou les franchises accordées à chaque Puissance. C'est ainsi que le pavillon des Pays-Bas peut désormais importer directement en France les produits des colonies néerlandaises dans les conditions exclusivement réservées jusqu'à ce jour aux importations directes de la métropole. Une dépêche du Ministre des Affaires étrangères, en date du 1^{er} septembre 1865², fait ressortir la valeur des compensations qui nous ont déterminés à déroger, en faveur de la Hollande, à notre législation maritime. Nous avons obtenu, d'une part, de sérieuses réductions sur les principaux articles de notre commerce à Java et à Sumatra, et la suppression des taxes différentielles qui frappaient notre pavillon dans son intercourse avec les colonies. En outre, le Gouvernement des Pays-Bas a consenti à substituer aux taxes diverses et très-nombreuses qui grevaient les vins français sur son territoire continental, un droit unique et sensiblement réduit, dont l'application favorisera sans aucun doute le développement de l'exportation de nos produits vinicoles. Ces concessions réciproques forment un ensemble de facilités destinées à donner une impulsion nouvelle aux relations de la France avec un pays voisin, puissant par sa richesse et son esprit d'entreprise, et avec ses possessions coloniales dont l'important marché nous était à peu près fermé jusqu'à ce jour par une législation basée sur le privilège et le monopole.

ESPAGNE.

Les négociations ouvertes avec un autre pays, qui s'était montré, jusqu'ici, peu disposé à entrer dans les voies de la liberté commerciale, l'Espagne, ont abouti à la conclusion d'une Convention signée à Madrid, le 18 juin dernier³. Cet arrangement, qui a pour principal objet la suppression réciproque des droits différentiels sur les marchandises importées par terre, était impatiemment attendu comme le complément indispensable de la jonction des chemins de fer français et espagnols.

Le Gouvernement de l'Empereur avait hâte de voir disparaître les

1. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 411.

2. Voir plus loin les Documents diplomatiques.

3. *Archives*, 1865, tome III, page 408.

obstacles qu'un régime restrictif, en contradiction avec les progrès économiques accomplis dans tous les États de l'Europe, opposait au développement des relations de la France et de la Péninsule. Aussi n'a-t-il pas hésité à faire, pour obtenir ce résultat, toutes les concessions compatibles avec les intérêts de notre commerce et de notre industrie. Des dégrèvements importants, accordés aux principaux produits naturels de l'Espagne, leur permettent de soutenir la concurrence des produits similaires importés des pays auxquels un régime conventionnel très-libéral avait presque exclusivement réservé jusqu'ici l'accès de notre marché.

Tout en nous félicitant d'avoir pu, grâce à l'esprit de conciliation qui a présidé de part et d'autre à cette négociation, triompher des difficultés qu'elle a longtemps rencontrées dans les résistances du parti protectionniste en Espagne, nous ne saurions la considérer comme le dernier mot de notre alliance commerciale avec une Puissance qu'unissent à nous tant de communs intérêts. Les abaissements de tarif accordés à quelques articles de notre importation, en échange des larges dégrèvements que nous avons concédés, ne sauraient être regardés que comme l'essai encore timide d'une réforme que nos voisins n'accueillent pas sans quelque hésitation, et à laquelle ils se rallieront franchement, nous n'en doutons pas, à mesure qu'ils en apprécieront mieux les avantages. Les Chambres espagnoles, naguère rebelles aux doctrines de la liberté commerciale, ont, dans leur dernière session, donné une preuve manifeste du changement qui s'est opéré dans leurs idées, en adoptant une loi qui autorise le Gouvernement à supprimer les surtaxes sur les importations, par mer, des pays européens. Nous espérons que le Cabinet de Madrid ne tardera pas à user de cette faculté, et nous serions heureux de pouvoir annoncer dans le prochain Exposé la conclusion avec l'Espagne d'un traité de commerce et de navigation reposant sur les mêmes bases que les pactes qui ont successivement réglé les relations commerciales entre l'Empire et les autres grandes Puissances, et répondant à l'importance des intérêts auxquels la Convention du 18 juin, nous devons le dire, n'a donné qu'une incomplète satisfaction.

La jonction des chemins de fer français et espagnols, accomplie par Irun, s'effectuera bientôt aussi à la frontière des Pyrénées-Orientales. Les conditions de ce raccordement sont dès à présent arrêtées de part et d'autre, et une nouvelle artère s'ouvrira au mouvement chaque jour plus rapide d'une circulation dégagée aujourd'hui des entraves que lui a trop longtemps opposées la barrière des tarifs différentiels.

EFFET DES TRAITÉS DE COMMERCE.

L'application des divers traités que nous venons de rappeler est encore trop récente pour qu'il soit possible, dès aujourd'hui, d'en apprécier les résultats avec une suffisante exactitude. Cependant, l'empressement que met notre commerce à se porter sur les marchés nouveaux qui lui sont ouverts, l'étude attentive qui se fait au dehors du prix et de la qualité de nos produits, les relations directes et suivies qui tendent à s'établir, sont autant de symptômes précurseurs d'un sérieux développement d'affaires, que nous verrons bientôt se traduire par des chiffres. Nos agents diplomatiques et consulaires ne négligent aucun effort pour le seconder. La plupart d'entre eux, obéissant aux inspirations spontanées de leur zèle, n'ont pas attendu les instructions du Ministre des Affaires étrangères pour diriger les premiers pas de nos exportateurs dans des voies encore inexplorées, et pour les éclairer sur les conditions, trop souvent méconnues, du succès des opérations commerciales à l'étranger. Il ne suffit pas de conclure des Traités de commerce, il faut savoir leur faire produire tous leurs fruits. C'est là une partie essentielle de la mission des représentants de l'Empereur, et le Gouvernement n'a qu'à se féliciter de la manière dont ils la comprennent et la remplissent.

NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE.

On a pu voir par ce résumé qu'il reste aujourd'hui bien peu d'États européens en dehors du mouvement économique qui rapproche les peuples et les réunit dans une œuvre commune de progrès et d'amélioration. Par le Traité qu'elle a tout récemment signé avec l'Angleterre, l'Autriche est sortie d'un isolement dont ses intérêts matériels n'avaient pas seuls à souffrir. Elle avancera résolument, il est permis de l'espérer, dans la voie où elle vient d'entrer, et nous ne doutons pas de l'issue favorable de la négociation que son Gouvernement a témoigné le désir d'engager avec le nôtre. L'exécution du Traité du 16 décembre s'y lie, d'ailleurs, étroitement, le Cabinet de Vienne étant décidé à rendre applicables à la même époque les stipulations arrêtées avec la France comme avec la Grande-Bretagne. Dans l'intérêt même de cette négociation, ouverte depuis quelques semaines seulement, nous devons respecter le secret des premières conférences; mais les principes qui dirigent la politique commerciale du Gouvernement de l'Empereur sont assez connus : on peut être certain que son adhésion ne saurait être acquise qu'à un arrangement conçu dans un esprit franchement libéral. Le juste sentiment de confiance qu'il a dans les vues éclairées de l'Administration autrichienne et dans

sa ferme détermination d'accomplir une réforme devenue nécessaire le rassure contre les difficultés que ses négociations pourront rencontrer à Vienne, où le parti prohibitionniste a trop longtemps exercé une domination absolue pour qu'il y renonce sans combat. L'aspiration vers le progrès qui se manifeste sur tous les points de la vaste monarchie de l'Empereur François-Joseph et qu'encouragent d'augustes exemples, fera contre-poids à ces influences rétrogrades qu'aucune grande nation ne consentira désormais à subir, et dont les États secondaires cherchent eux-mêmes à se dégager.

NÉGOCIATIONS AVEC LE PORTUGAL.

Il nous est agréable de citer, entre autres, le Portugal, dont le Gouvernement s'est montré favorable à l'offre que nous lui avons faite de négocier une Convention qui fût de nature à développer les échanges des deux pays par des réductions réciproques de tarif. Le Cabinet de Lisbonne a compris que le commerce portugais était sérieusement intéressé à obtenir pour les produits naturels similaires de ceux de l'Espagne et de l'Italie, auxquels nos tarifs conventionnels accordent un régime de faveur, une parité de traitement qui leur permette de soutenir sur notre marché une concurrence aujourd'hui impossible.

D'un autre côté, une circonstance heureuse a servi à faire apprécier en Portugal les articles variés de l'industrie française, et à prédisposer l'opinion en faveur d'un arrangement qui les rende plus accessibles aux consommateurs : nous voulons parler de l'Exposition internationale de Porto, dans laquelle nos artistes et nos fabricants ont figuré avec une supériorité qui n'a pas peu contribué à l'éclat de cette solennité. En signalant un succès justifié par le mérite des exposants et par le zèle que les Commissaires chargés de les seconder ont mis à l'accomplissement de leur mandat, nous nous plaisons à espérer que les éloges unanimes obtenus par nos industriels contribueront à répandre le goût de leurs produits parmi toutes les classes de la population portugaise.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

Notons, en passant, que l'industrie française ne s'est pas montrée avec moins d'avantage à l'Exposition de Dublin. Les visiteurs anglais ont pu reconnaître qu'elle avait mis à profit le temps écoulé depuis le Traité de 1860. L'Exposition universelle de 1867 lui offrira un plus vaste théâtre et une occasion plus solennelle de mériter de nouveaux succès. Le département des Affaires étrangères prête un concours d'autant plus empressé aux travaux préparatoires de la Commission Impé-

riale, que, saisissant le côté sérieux et pratique de ces grandes assises auxquelles sont conviés les producteurs de tous les pays, il les considère à la fois comme un précieux enseignement pour nos industriels, et comme l'illustration, en quelque sorte, du programme économique tracé par la main de l'Empereur.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Plus la faveur qu'obtiennent les produits de nos fabricants est grande et générale, plus il importe de leur assurer au dehors la propriété des marques qui les recommandent aux préférences des consommateurs étrangers. Aussi le gouvernement fait-il de cette garantie une des stipulations essentielles des Traités qu'il négocie. La reconnaissance du principe ne rencontre pas d'opposition sérieuse, mais les difficultés commencent à l'application, comme le Corps législatif a pu s'en convaincre par les réclamations dont il a été saisi vers la fin de la session dernière. Une grande inégalité semble pour quelque temps encore inévitable dans le mode et l'étendue de la protection internationale du droit de propriété industrielle. Les progrès de la législation en cette matière se mesurent, dans chaque pays, sur le développement de l'industrie indigène et, en France même, les règlements spéciaux sur les marques et dessins de fabrique sont d'une date relativement récente. Nous avons donc cru devoir, en réclamant auprès de divers États contre de graves abus qui nous avaient été dénoncés, tenir compte de l'état arriéré de la législation de plusieurs d'entre eux. Cependant, nous n'avons admis nulle part que l'absence de règlements intérieurs pour protéger la propriété des nationaux contre l'emprunt frauduleux de leurs marques pût être opposée comme une fin de non-recevoir aux plaintes légitimes de nos fabricants. Ainsi nous avons obtenu du Conseil fédéral suisse qu'introduisant à la faveur de nos réclamations une heureuse réforme dans le régime des relations des divers cantons entre eux, il fit sanctionner par les Conseils législatifs une loi nouvelle calquée sur la nôtre et assurant à nos nationaux, dans toute la Confédération, les mêmes garanties qu'en France pour leur propriété industrielle.

Les représentations que nous avons adressées à quelques Gouvernements de l'Allemagne, en nous fondant sur les stipulations du Traité de Berlin, n'ont pu, à raison de l'autonomie des divers États réunis en un seul groupe douanier, aboutir à un résultat aussi satisfaisant. Mais à défaut d'un règlement uniforme, applicable dans toutes les parties du Zollverein, nous avons péremptoirement insisté pour que, dans chacune d'elles, la propriété des sujets de l'Empereur fût assurée d'une protection au moins aussi efficace que celle qui lui est acquise

en Prusse. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer qu'une loi récemment présentée aux Chambres de Hesse-Darmstadt par le Gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc a pour objet de combler la regrettable lacune que nous lui avons signalée et qu'il s'est loyalement empressé de reconnaître.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.

La propriété des œuvres d'esprit et d'art ne se recommande pas moins à la sollicitude du Gouvernement Impérial. Une série de conventions destinées à la garantir a été conclue l'année dernière avec divers États du Zollverein, ainsi qu'avec les Villes Hanséatiques et le Grand-Duché de Mecklembourg, et complète le régime nouveau qui règle les relations de la France et de l'Allemagne. Ces actes diplomatiques simplifient notablement les formalités que les auteurs ou éditeurs français auront à remplir pour établir et faire respecter leurs droits, qui seront les mêmes que ceux dont jouissent les nationaux.

RÉGIME DES SUCRES.

L'Exposé de l'année dernière mentionnait la conclusion d'un arrangement entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pour fixer, d'après des bases communes, le régime des sucres. Cet arrangement, signé le 8 novembre 1864¹, a reçu, le 1^{er} août dernier, son application dans les quatre pays contractants. Conformément à l'article 18, les types nécessaires à l'exécution de la convention avaient été préalablement arrêtés dans des conférences successivement tenues à Londres et à la Haye. Il restait à procéder aux expériences pratiques de raffinage prescrites par l'article 2 pour constater le rendement réel des différentes espèces de sucres bruts; une nouvelle réunion des commissaires de chacun des Gouvernements avait été jugée indispensable pour résoudre à l'avance les nombreuses questions de détail que devaient présenter ces délicates opérations: elle a eu lieu à Londres. Toutes les difficultés ont été heureusement aplanies: les expériences ont été confiées à une usine située en terrain neutre, à Cologne; elles se poursuivent dans les conditions de la plus stricte impartialité, sous le contrôle collectif et incessant d'agents désignés par les administrations des quatre Puissances contractantes, et seront terminées au mois de juillet prochain au plus tard. Les rendements provisoires, fixés par l'article 1^{er} de la convention, seront réglés définitivement d'après les résultats obtenus, de manière à établir une corrélation exacte entre les droits d'entrée et les rendements effectifs.

1. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 291.

CONVENTION DE DOUANES AVEC MONACO.

La convention signée, le 9 novembre dernier, avec la Principauté de Monaco, est le complément des arrangements antérieurs qui ont eu pour objet la réunion au territoire de l'Empire des villes de Menton et de Roquebrune. Cet acte, dont certains organes de la presse française et étrangère ont inexactement apprécié la portée, et auquel ils ont à tort attribué, au point de vue de nos engagements avec les Puissances étrangères, des conséquences qu'il n'implique pas, a pour but, comme l'indique clairement l'article 1^{er}, de régler les conditions d'union douanière et les relations de voisinage entre la France et la Principauté. Sa valeur est toute locale; il met fin à une situation provisoire gênante pour les populations limitrophes, et qui, par la surveillance incessante qu'elle nécessitait sur la frontière de ce petit Etat, compliquait d'une manière fâcheuse notre service de douanes. Ce service s'étend aujourd'hui par une ligne non interrompue, grâce à cet arrangement, sur tout le littoral de la Méditerranée compris entre Port-Vendres et Menton.

CONVENTION MONÉTAIRE.

Parmi les actes conventionnels auxquels a concouru notre diplomatie, quelques-uns, sans avoir un caractère strictement commercial, ont néanmoins pour but et auront pour résultat de faciliter et de développer les transactions des peuples entre eux. C'est ainsi qu'à la suite des traités qui continuent, par l'application successive de ses principes, la grande réforme de 1860, le Gouvernement de l'Empereur se félicite de pouvoir placer un acte qui, dans la sphère plus restreinte du commerce intérieur et des transactions de faible importance, répond à des besoins non moins dignes d'intérêt.

Une convention monétaire a été signée à Paris, le 23 décembre 1865, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse. Elle établit ou plutôt elle reconstitue, sous la garantie d'un contrat international, une union monétaire qui avait existé de fait entre ces quatre États, mais que diverses mesures, adoptées sans entente préalable, avaient rompue dans ces dernières années. Ces mesures étaient, du reste, la conséquence d'une situation qui appelait un remède aussi prompt qu'énergique. Depuis 1850, les immenses importations d'or de la Californie et de l'Australie, les exportations considérables d'argent qu'a nécessitées principalement l'extension des rapports commerciaux avec l'extrême Orient, la prime que ce métal n'a point tardé à obtenir, la spéculation qui s'en est bientôt emparée pour se livrer à de fructueuses opérations d'exportation et de refonte, toutes ces circonstances ont

amené une perturbation profonde dans la circulation métallique de l'Europe. L'argent est devenu de plus en plus rare, et la France, en particulier, devait ressentir d'autant plus les effets de ce changement, qu'elle était depuis longtemps le principal marché du numéraire en argent, et que la loi du 7 germinal an XI maintenait rigoureusement entre les deux métaux précieux un rapport de valeur qui s'était modifié sur les autres marchés. Le résultat était inévitable : après la disparition de la pièce de 5 francs, s'est manifestée l'insuffisance de la monnaie d'appoint, cet indispensable instrument d'échange pour les petits paiements ; il n'est plus resté dans la circulation que les pièces dépréciées par l'usure. C'est alors que sont successivement intervenues en Suisse, en Italie et en France, des dispositions législatives pour satisfaire aux justes réclamations du commerce ; au même mal on a opposé le même remède, on a abaissé le titre, mais suivant des règles et des proportions différentes. Cette diversité a fourni à la spéculation de nouvelles ressources, et les inconvénients sont devenus bientôt assez graves pour éveiller de nouveau la sollicitude des Gouvernements ; les pièces suisses, notamment, ont dû être refusées dans les caisses publiques de l'Empire.

Une entente internationale était le seul moyen pratique d'arriver à une solution vraiment efficace ; des Commissaires, délégués par les Gouvernements de France, de Belgique, d'Italie et de Suisse, se sont réunis à Paris¹, au Ministère des Affaires étrangères, et ont discuté, sous la présidence de M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État, les conditions d'un accord que les législations respectives, comme les émissions déjà faites aux nouveaux titres, devaient rendre difficile à établir. Mais le sentiment des besoins impérieux auxquels il s'agissait de pourvoir, non moins que l'esprit de conciliation dont étaient animés tous les membres de la Conférence, a permis d'aplanir les obstacles d'abord entrevus.

En ce qui le concerne, le Gouvernement de l'Empereur, sans abandonner aucune des bases essentielles de notre système monétaire, trouve dans la Convention du 23 décembre les facilités et les garanties qu'il cherchait pour mettre la circulation de notre monnaie d'appoint en rapport avec le développement de nos transactions intérieures. Si, d'après l'expérience acquise, il a été jugé impossible de donner aux pièces de 2 francs et de 1 franc un titre supérieur à celui de $\frac{835}{1000}$, que la loi du 25 mai 1864 a déjà consacré pour les pièces de 50 centimes et de 20 centimes, les poids que fixe la loi du 7 germinal an XI, et qui déterminent la relation du système monétaire avec

1. 20 Novembre 1866. Commissaires : MM. Parieu, Herbet, Pelouze (France) ; MM. Fortamps et Kleglinger (Belgique) ; MM. Artom et Pratolongo (Italie) ; MM. Kern et Escher (Suisse).

le système métrique, ont été maintenus dans leur intégrité. Le double étalon a, de même, été sauvegardé ; malgré le désir, hautement exprimé par les trois autres Parties contractantes, de faire prévaloir dans la nouvelle union monétaire le principe de l'étalon d'or, la pièce d'argent de 5 francs, conservée à $\frac{900}{1000}$ de fin, restera comme l'expression matérielle de notre unité monétaire d'argent, représenté, il est vrai, par son quintuple, mais dans le type qui a toujours servi de base principale aux opérations de monnayage et aux paiements de quelque importance.

Des dispositions expresses limitent l'émission comme le cours légal des monnaies d'appoint, et servent ainsi de correctif à l'abaissement du titre. Enfin, des règles communes pour la fabrication des monnaies d'or complètent le nouvel arrangement, qui doit être ratifié dans le délai de six mois, et dont le terme est fixé au 1^{er} janvier 1880, avec tacite reconduction.

Une clause spéciale réserve, d'ailleurs, à tout pays le droit d'accès à la Convention du 23 décembre. Elle répond à un vœu qui s'est produit au sein de la Conférence internationale, et qui n'a pas été sans influence sur l'heureuse issue de la négociation. Les Gouvernements contractants verraient, en effet, avec la plus vive satisfaction cette union monétaire, aujourd'hui restreinte à quatre États, devenir le germe d'une union plus vaste, et favoriser la généralisation d'un système uniforme de poids, de mesures et de monnaies.

CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

La Convention télégraphique signée le 17 mai dernier¹, à Paris, se rattache au même ordre d'idées et se propose également pour objet le développement des relations internationales. Dix-neuf gouvernements étrangers² ont pris part à cette importante négociation, et se sont fait représenter par des délégués spéciaux au sein d'une Commission qui s'est réunie sous la présidence de M. le directeur général des lignes télégraphiques de France. Les travaux de cette Commission ont abouti à un projet d'arrangement comprenant un ensemble de dispositions obligatoires pour toutes les administrations de l'Europe. Indépendamment de cet avantage de l'uniformité, la Convention du 17 mai a introduit dans le régime de la télégraphie internationale de nouvelles et importantes améliorations, dont les principales sont : la substitution dans chaque État de la taxe unique au système des zones ; un abaissement notable des tarifs actuellement en vigueur ; l'adoption du

1. Voir *Archives*, 1865, tome I, page 17.

2. Autriche, Bade, Bavière, Belgique, Danemark, Espagne, Grèce, Hambourg, Hanovre, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Russie, Saxe-Royale, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Wurtemberg.

franc comme unité monétaire pour la formation des tarifs internationaux ; l'usage de la dépêche *recommandée*, qui correspond à la dépêche *chargée* du service postal ; l'usage de la dépêche *à faire suivre* ; l'emploi du *chiffre*, comme mode de correspondance, accepté en principe par tous les États de l'Europe et immédiatement applicable dans la plupart d'entre eux. Des résultats aussi considérables n'ont pu être obtenus que grâce au sincère esprit de conciliation qui a constamment présidé aux délibérations de tous les membres de la Commission, et au désir manifesté par chacun d'eux de faire céder, autant que possible, les intérêts particuliers des divers pays devant l'intérêt général.

Les Gouvernements en petit nombre qui ne se sont point trouvés en mesure de prendre part à ces négociations annoncent successivement leur intention de profiter du droit d'accession qui leur a été réservé par l'article 60 de la Convention. Le Mecklembourg a déjà fait usage de cette faculté, et le moment ne saurait tarder où les règlements adoptés par la Conférence de Paris formeront un code international applicable aux relations télégraphiques de tous les États du continent, sans exception.

Les puissances limitrophes ayant, d'ailleurs, conservé la liberté de prendre entre elles des arrangements particuliers sur toutes les questions qui les concernent exclusivement, le Gouvernement de l'Empereur a échangé en outre, les 30 novembre et 23 décembre derniers, avec la Belgique et la Suisse de nouvelles déclarations destinées à faciliter encore, par de notables réductions de taxes, le mouvement des correspondances télégraphiques entre ces deux pays et la France.

TÉLÉGRAPHE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE MÉRIDIONALE.

Les ratifications de la convention conclue à Paris, le 16 mai 1864, pour l'établissement d'une ligne télégraphique entre l'Europe et l'Amérique méridionale pourront être échangées aussitôt que les Cortès portugaises auront approuvé cet acte international, actuellement soumis à leur examen. Les plénipotentiaires du Brésil, d'Haïti et de l'Italie ont déjà été mis en mesure par leurs Gouvernements d'accomplir cette formalité.

TARIF DOUANIER AUX ÉTATS-UNIS.

De l'autre côté de l'Atlantique, nous avons à constater l'heureux changement survenu dans la situation de notre commerce aux États-Unis. A mesure que la féconde activité du peuple américain fait disparaître les traces de quatre années de lutttes et d'épreuves, un vaste champ se rouvre aux entreprises de nos expor-

tations. Si l'élévation d'un tarif voté sous la pression de nécessités passagères entrave encore, aux États-Unis, l'écoulement des produits français, nous aimons à penser que le Gouvernement fédéral ne tardera pas à revenir dans la fixation des droits de douane, ainsi que dans leur perception, à cet esprit libéral que la plupart des nations européennes s'accordent aujourd'hui à considérer comme l'un des gages les plus certains du développement de la richesse publique.

RÉFORME DOUANIÈRE AU MEXIQUE.

Le même sentiment d'espoir que nous avons exprimé l'année dernière en parlant du Mexique ne s'est encore qu'imparfaitement réalisé. Pour faciliter la réforme d'un régime douanier aussi defectueux par la complication des taxes que par leur taux exagéré, nous avons offert au cabinet de Mexico de consacrer par la voie conventionnelle un ensemble de dégrèvements réciproques en faveur des principaux articles échangés entre les deux pays. Malgré l'accueil empressé fait à nos propositions, une année s'est écoulée sans amener de résultat. Nous nous hâtons d'ajouter que ce retard ne doit être attribué à aucun dissentiment sur le fond même de la négociation, et que la récente désignation d'un plénipotentiaire mexicain permet de compter sur la prochaine ouverture des conférences préparatoires.

CONVENTION CONSULAIRE AVEC LE MEXIQUE.

L'approbation générale qu'a déjà reçue du Gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien le projet de convention consulaire que nous avons en même temps soumis à son examen donne lieu d'espérer que les droits et les immunités des consuls respectifs seront bientôt déterminés par un acte international, avec toute la précision désirable.

La création d'un consulat à Mazatlan, suivie du remaniement de nos différents postes d'après la nouvelle division administrative du Mexique, a complété l'organisation de notre service consulaire dans cet Empire, et donné satisfaction aux vœux légitimes des nombreux résidents français que nos agents ne pouvaient couvrir que d'une insuffisante protection.

SITUATION CONSULAIRE AU BRÉSIL.

Nous voudrions pouvoir annoncer que la légitime intervention de nos agents au Brésil en faveur de leurs nationaux s'exerce aujourd'hui librement. Des difficultés d'interprétation, soulevées depuis plus de deux ans par les autorités locales, ont fait perdre au traité de 1860 une partie de son efficacité et entraîné, dans certains cas, des conflits d'at-

tributions préjudiciables aux sujets de l'Empereur. Toutefois, le cabinet de Rio étant animé de l'esprit conciliant que nous n'avons cessé d'apporter dans le règlement de ces délicates questions, notre droit conventionnel en matière consulaire ne saurait tarder à se trouver replacé sur des bases stables et dans des conditions qui, sans porter atteinte aux droits de la souveraineté territoriale, sauvegardent nos propres intérêts.

PROROGATION DE LA CONVENTION AVEC L'URUGUAY.

Les complications politiques survenues l'année dernière à Montévidéo ont fait ajourner la discussion des clauses du traité de commerce qui doit remplacer la convention préliminaire de 1836 entre la France et l'Uruguay. Les plénipotentiaires des deux États ont dû se borner, dès lors¹, à proroger de nouveau cette convention jusqu'au mois de juillet 1867.

ARRANGEMENT POUR LE GUANO AVEC LE PÉROU.

L'arrangement par lequel le Gouvernement péruvien s'est engagé, en 1864², à réduire le prix de vente du guano sur les marchés de l'Empire a été ratifié le 12 mai dernier. Nous insistons aujourd'hui, à Lima, pour que nos planteurs des Antilles et de la Réunion puissent se procurer ces précieux engrais à des conditions non moins avantageuses que celles dont jouissent les agriculteurs de la métropole.

CHINE.

Tandis qu'en Amérique le commerce français étend ou restreint le cercle de ses opérations suivant les vicissitudes que subit la politique intérieure des divers États de ce continent, dans l'extrême Orient il commence à parcourir d'un pas plus libre et mieux assuré les voies nouvelles que lui a ouvertes la sollicitude du Gouvernement de l'Empereur. Rien n'est négligé pour encourager ses entreprises sur ces vastes marchés, à peine exploités, que peuplent d'innombrables consommateurs. A Nankin, un emplacement convenable, fixé de concert avec l'autorité chinoise, attend les sujets français qui voudront s'établir dans ce port. De nouveaux efforts sont tentés à Han-kao pour obtenir, malgré la cherté des terrains, un semblable résultat. A Chang-haï, la situation prospère de l'établissement français atteste la sagesse des vues qui ont présidé à son organisation, et notre consul général, obéissant à des motifs de haute

1. 7 Juillet. *Archives*, 1865, tome IV, p. 112.

2. 15 Janvier. *Archives*, 1865, tome IV, 94.

moralité, a pu récemment ordonner la fermeture des maisons de jeu, sans que l'équilibre du budget de la communauté fût compromis par la perte des taxes auxquelles était soumise cette triste branche de spéculation.

Notre Légation a définitivement obtenu de la Cour de Pékin que le droit de tonnage établi par le traité de Tien-tsin ne serait prélevé que tous les quatre mois, quel que fût le nombre des voyages, sur les bâtiments portant notre pavillon qui navigueraient entre ports chinois, annamites et japonais. D'un autre côté, par suite de l'extension récemment donnée aux facilités spéciales dont nos négociants jouissent depuis deux ans pour le transport de leurs marchandises sous pavillon national dans les mers de l'Indo-Chine, les Français établis en Chine, en Cochinchine, au Japon, dans le royaume de Siam, à Singapour, aux îles Philippines et dans les Indes Néerlandaises, peuvent, avec l'autorisation de nos consuls, faire naviguer sous les couleurs françaises, entre les ports de ces divers pays, les bâtiments non francisés dont ils sont propriétaires. En outre, et comme corollaire de cette mesure, les capitaines de navires français qui se livrent aux mêmes opérations d'intercourse ont la faculté de composer en entier leurs équipages de marins étrangers.

JAPON.

Sous l'influence du revirement favorable que nous avons déjà signalé l'année dernière dans la politique extérieure du Japon, nos rapports commerciaux avec ce pays tendent à prendre chaque jour plus d'extension. Le Gouvernement du Taïcoun vient même de provoquer la formation, sous son patronage, d'une société de commerce japonaise qui devra, de concert avec une compagnie française, travailler au développement des échanges entre le Japon et la France.

L'exportation des graines de vers à soie, délivrée désormais de toute entrave, donne à nos sériciculteurs d'inappréciables ressources pour la régénération de nos races indigènes. De leur côté, les Départements des Affaires étrangères et du Commerce viennent d'adopter des dispositions spécialement destinées à prévenir la vente en France des graines dont la véritable origine et la mauvaise qualité étaient dissimulées à l'aide d'étiquettes mensongères.

MADAGASCAR.

L'ouverture des négociations relatives à la révision du traité de commerce conclu en 1862¹ avec le roi Radama II demeure toujours subordonnée au paiement de l'indemnité que nous réclamons du Gouvernement malgache pour la compagnie française de Madagascar.

1. 12 Septembre. *Archives*, 1863, tome III, page 319.

L'envoi à Tamatave des fonds destinés à ce paiement et le bon vouloir personnellement manifesté par la Reine Rasoheryna permettent de prévoir, dès à présent, l'impuissance des derniers efforts que tente le parti hostile à la France pour retarder encore le règlement de cette affaire, au risque de nous obliger à recourir à l'emploi de moyens coercitifs.

COMMISSION SANITAIRE.

L'Exposé de l'année dernière se terminait par la mention d'un de ces actes qui prouvent que les grandes questions politiques et commerciales dont se préoccupent les Gouvernements de l'Europe ne leur font pas perdre de vue les intérêts d'humanité qui, à d'autres époques et sous d'autres régimes, ne semblaient relever que du domaine de la théorie¹. Nous nous félicitons de pouvoir, cette année encore, apporter un éclatant témoignage de la sollicitude qu'ils leur inspirent et de l'attention sérieuse et sympathique qu'ils y donnent.

En présence de l'épidémie cruelle qui a sévi en Orient et qui s'est étendue aux États de l'Europe méridionale et jusqu'à notre territoire, le Gouvernement de l'Empereur a pensé qu'il y avait quelque chose de plus à faire que de prodiguer des secours et des consolations, que d'encourager le dévouement dont nos Agents au dehors, comme tous les fonctionnaires français, sur toutes les parties de l'Empire atteintes par le fléau, ont donné de si nobles exemples, que d'appliquer dans toute leur rigueur les prescriptions des règlements sanitaires, enfin que de provoquer les mesures locales et trop souvent passagères d'assainissement. Il s'est demandé si le retour des épidémies cholériques qui éprouvent si douloureusement les populations et jettent un si grand trouble dans les rapports internationaux n'imposait pas aux Gouvernements des nations civilisées le devoir de les combattre en commun et d'en arrêter la funeste et périodique invasion. Il les a donc conviés à s'entendre avec lui pour organiser cette tutelle de la santé publique. Son appel a été entendu, et toutes les Puissances se sont empressées d'accueillir la proposition d'ouvrir à Constantinople une conférence internationale qui aura pour mission de rechercher les causes primordiales du choléra, d'en déterminer les points de départ principaux, d'en étudier les caractères et la marche, et de suggérer les moyens pratiques de le circonscire et de l'étouffer à son origine. La France et le monde entier font des vœux pour que le concert si heureusement établi, grâce au loyal concours du Gouvernement du Sultan, le plus intéressé au succès de l'œuvre de la Conférence, permette d'atteindre le but philanthropique que le Gouverne-

1. Convention de Genève pour la neutralisation des hôpitaux militaires et des ambulances.

ment de l'Empereur a indiqué, en prenant l'initiative de cette croisade de la civilisation et de la science contre le mystérieux et redoutable fléau¹.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES.

NOTA. — La publication de la correspondance au sujet du Mexique pouvant présenter en ce moment des inconvénients au point de vue des négociations qui sont ouvertes, le Gouvernement de l'Empereur se réserve de communiquer ultérieurement ces pièces aux grands corps de l'État.

AFFAIRES D'ITALIE ET DE ROME.

I

RECONNAISSANCE DE L'ITALIE PAR L'ESPAGNE ET LES ÉTATS ALLEMANDS.

M. Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges, ambassadeur de France à Rome.

Paris, le 14 mars 1865.

M. le Prince de Metternich et M. Mon ont eu avec moi, ces jours passés, au sujet des affaires de Rome, des entretiens qui sont résumés dans une dépêche que j'adresse aujourd'hui à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Madrid, et dont je vous transmets ci-joint copie.

MM. les Ambassadeurs d'Autriche et d'Espagne ont tour à tour cherché à appeler ma sollicitude sur une éventualité qui préoccupe leurs Gouvernements, c'est-à-dire l'inobservation par l'Italie de la Convention du 15 septembre, et sur l'utilité qu'il y aurait à arrêter, dès à présent, des mesures dans cette prévision.

Vous verrez sur quelles considérations je me suis fondé pour décliner toute suggestion de cette nature.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

1. Voir le Rapport de MM. Drouyn de Lhuys et Béhic du 5 octobre 1865, et la Circulaire de M. Drouyn de Lhuys du 13 octobre. *Archives*, 1865, tome IV, page 222.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, ambassadeur
de France à Madrid.**

Paris, le 14 mars 1865.

Monsieur, en me rendant compte, le 24 du mois dernier, de l'impression très-favorable produite à Madrid par le discours de l'Empereur, vous m'annonciez que le paragraphe qui concerne la situation de la Papauté avait particulièrement fixé l'attention, et que M. le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne avait été surtout frappé de ce qu'a dit Sa Majesté de la Convention du 15 septembre.

M. le duc de Gramont m'avait déjà transmis de Vienne des informations analogues, quand M. l'Ambassadeur d'Autriche est venu, il y a peu de jours, me donner connaissance d'une dépêche de M. le comte de Mensdorff, exprimant la satisfaction qu'avait ressentie le Gouvernement autrichien des dispositions modérées et pacifiques manifestées par l'Empereur : de tels sentiments étaient tout à fait conformes à ceux de la Cour de Vienne, et elle s'en félicitait.

En ce qui touche les affaires de Rome, qui sont le principal objet de sa préoccupation, le Cabinet de Vienne a été pareillement heureux de trouver dans le discours de Sa Majesté les meilleures assurances quant au maintien du pouvoir de la Papauté et à la conservation de ses possessions dans les limites actuelles. Toutefois, si la valeur et l'efficacité de ces assurances ne peuvent faire, à ses yeux, l'objet d'aucun doute pour les deux années fixées par la Convention du 15 septembre, le Gouvernement autrichien n'est pas complètement rassuré sur ce qui adviendra de la sécurité du Souverain Pontife et du maintien de son pouvoir lorsque, à l'expiration de cette période, la France aura retiré ses troupes de Rome. Il se demande donc ce que l'on ferait s'il arrivait que les dispositions destinées à sauvegarder les intérêts du Saint-Siège fussent méconnues et que la Papauté se trouvât de nouveau en présence des dangers dont le Gouvernement de l'Empereur a voulu la préserver?

C'est une éventualité qui, dans l'opinion de la Cour de Vienne, n'est nullement impossible ; le discours de l'Empereur ne laisse rien pressentir à cet égard, et le Ministre des Affaires étrangères de France n'a jamais abordé ce sujet dans ses entretiens avec M. le Prince de Metternich. M. le comte de Mensdorff désirerait donc obtenir quelques éclaircissements sur un point aussi important, et il invite M. l'Ambassadeur d'Autriche à les provoquer de ma part.

Tel est, Monsieur, le résumé de la dépêche dont M. le prince de Metternich m'a entretenu.

Je lui ai répondu que je ne pouvais le suivre sur le terrain hypothétique où son Gouvernement nous conviait à nous placer, par cette raison très-simple, mais, suivant moi, péremptoire, que la Convention du 15 septembre est précisément destinée à prévenir les faits sur lesquels le Cabinet de Vienne croit devoir porter ses prévisions. Or nous ne saurions nous associer, dans une mesure quelconque, aux appréhensions qui ont inspiré la démarche de M. le prince de Metternich, sans nous mettre en contradiction avec nous-mêmes, car nous reconnaitrions de la sorte que nous ne considérons pas comme bien sérieux les engagements pris envers nous dans un acte solennel ; et alors, ne serait-on pas en droit de nous demander pourquoi nous l'avons souscrit ?

En prenant une telle attitude, nous ne serions pas seulement inconséquents vis-à-vis de nous-mêmes ; nous montrerions en outre, à l'égard du Gouvernement italien, des méfiances dont il pourrait, à juste titre, se trouver offensé. Je ne crains même pas d'ajouter que, si l'Italie se laissait jamais entraîner jusqu'à concevoir la pensée de ne pas remplir les obligations par elle librement contractées, rien ne serait plus propre à autoriser, ou du moins à pallier, à ses propres yeux, une telle conduite, que les doutes que l'on se hâterait, pour ainsi dire, de faire planer sur sa loyauté.

Il ne saurait nous convenir sous aucun rapport, ai-je dit à M. de Metternich, de nous prêter à des suppositions qui, mettant gratuitement en question la portée et les conséquences d'un acte signé par la France, ne seraient guère d'accord, il faut l'avouer, avec la dignité des deux Gouvernements contractants.

Envisageant ensuite au point de vue pratique l'ouverture qui m'était faite par M. le prince de Metternich, j'ai examiné la double hypothèse qu'elle me paraissait comporter, et je n'ai pas eu de peine à montrer qu'il serait également impolitique et dangereux de prendre d'avance l'un ou l'autre des deux partis que suggère la prévision indiquée par le Cabinet de Vienne.

Déclarer que nous serions résolus, quoi que fasse ou ne fasse pas le Gouvernement pontifical, à le soutenir dans tous les cas, soit en maintenant indéfiniment nos troupes à Rome, soit en les y ramenant après les avoir retirées, ou en y appelant d'autres forces dont la composition serait arrêtée d'avance, ne serait-ce pas, en inspirant à la Cour de Rome une dangereuse sécurité, encourager les tendances absolues, les résolutions extrêmes auxquelles d'imprudents conseils voudraient l'entraîner ?

Au contraire, en répondant par un refus à toute mesure éventuellement proposée à l'effet de parer à l'inexécution de la Convention du 15 septembre, ne risquerions-nous pas de laisser croire au Gouver-

nement italien, s'il avait en effet les desseins qu'on lui attribue, qu'il pourrait impunément s'affranchir des obligations que lui impose cet acte international à l'égard du Gouvernement du Saint-Siège et du territoire pontifical?

Il n'y aurait donc, ai-je dit à M. le prince de Metternich, que des inconvénients sans aucun avantage à vouloir résoudre ou seulement poser la question dont il était chargé de m'entretenir. Le parti le plus sage est, dès-lors, de s'abstenir et de ne pas chercher par avance des solutions absolues, alors que l'on se trouve en présence d'une situation dont les éléments sont tellement complexes qu'elle ne saurait être entièrement dépendante de la volonté des deux Puissances qui ont signé les stipulations du 15 septembre.

J'ai terminé en ajoutant que nous n'avions pas besoin de protester de nos intentions : l'appui que la France prête seule depuis tant d'années à la cause de la Papauté témoigne mieux que nos paroles du dévouement désintéressé et sincère que nous lui portons, et des dispositions dont nous ne cesserons d'être animés à son égard.

En résumé, nous n'avons pour le présent aucune réponse à faire aux questions et aux suggestions qui nous sont adressées au nom du Cabinet de Vienne. Nous rendons justice, d'ailleurs, au sentiment qui a inspiré sa démarche, et si plus tard il croyait avoir quelque proposition utile à nous faire, nous ne nous refuserions pas à l'examiner suivant que les circonstances nous le feraient juger opportun.

M. le prince de Metternich n'a pas insisté sur les observations qu'il m'avait d'abord présentées ; il s'est borné à me dire que l'Autriche n'était pas seule à se préoccuper, dès à présent, de l'éventualité qu'il avait été chargé de me signaler, et que nous ne devrions pas être surpris si d'autres Puissances Catholiques faisaient auprès de nous une démarche pareille à celle dont il venait de s'acquitter.

M. l'Ambassadeur d'Espagne, en effet, est venu le lendemain me faire part des préoccupations de sa Cour au sujet des affaires de Rome ; il m'a dit qu'il s'en était entretenu avec M. le prince de Metternich, et il m'a demandé, à son tour, quel serait le parti que nous prendrions si l'éventualité prévue à Madrid comme à Vienne venait à se réaliser.

Ma réponse à M. l'Ambassadeur d'Espagne a été exactement conforme à celle que j'avais faite à M. le prince de Metternich. La suite de l'entretien m'a, en outre, amené à dire à M. Mon que les Cours Catholiques avaient le choix entre deux systèmes.

Le premier, le seul sage et pratique, à mon avis, consisterait à aider de tout leur pouvoir à l'entière et loyale exécution de la Convention, ce qui serait d'ailleurs d'accord avec leurs propres vues, puisque leurs démarches mêmes semblent témoigner de tout le prix qu'elles attachent à ce que les engagements du 15 septembre soient respectés.

Au lieu donc de chercher, par des mesures éventuelles, à pourvoir à des dangers purement hypothétiques, ne vaudrait-il pas mieux s'appliquer dès aujourd'hui à faire entendre à Rome des conseils qui, donnés avec unanimité par des Puissances amies, seraient sans doute écoutés ? Leur effet serait d'autant mieux assuré, si chacune des Puissances Catholiques y joignait des témoignages encore plus directs de son intérêt, en offrant au Saint-Siège l'appui qui lui serait nécessaire pour faire face à ses besoins financiers, pour recruter et organiser son armée, enfin pour réaliser toutes les mesures propres à constituer le pouvoir temporel du Pape sur des bases solides et durables. Refuser de concourir au raffermissement et à la consolidation de ce pouvoir, ne serait-ce pas déclarer que cette tâche est inutile et vaine ? Si donc les Puissances Catholiques pensent avec nous que la réponse la plus péremptoire à faire aux adversaires du pouvoir temporel serait évidemment de montrer ce pouvoir suffisant, comme un autre, aux conditions des sociétés modernes, ne devraient-elles pas unir dès à présent leurs efforts pour encourager la Cour de Rome à entrer dans la seule voie conforme à ses intérêts, et l'y soutenir ?

J'ai ajouté qu'un autre moyen non moins efficace de concourir à l'arrangement des affaires de Rome serait d'agir en même temps auprès de l'Italie. Mais, pour se mettre en position de donner des conseils au Cabinet de Turin et de s'y faire écouter, il n'y a qu'une marche à suivre : c'est que l'Espagne reconnaisse d'abord le nouveau titre du Roi Victor-Emmanuel. Cette mesure prise dans la forme adoptée par le Gouvernement de l'Empereur, c'est-à-dire n'impliquant ni approbation pour le passé, ni garantie pour l'avenir, et laissant subsister dans leur entier les protestations et les réserves de la Cour de Rome, aurait cependant pour effet de rétablir entre l'Espagne et l'Italie des relations de bienveillance qui, en apportant à la Cour de Florence un appui moral, contribueraient à calmer les impatiences et à contenir les agitations que l'on suppose toujours prêtes à se manifester dans la Péninsule.

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique acquerrait, par le fait même du rétablissement de ses rapports avec le Cabinet italien, le droit de lui parler le langage de la modération, et il serait autorisé à demander, en retour de la décision qu'il aurait prise, que la Convention du 15 septembre fût exécutée dans le sens le plus favorable aux intérêts de la Cour de Rome. En un mot, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique serait en position d'agir honorablement d'un côté comme de l'autre : à Turin, pour modérer et pour contenir ; à Rome, pour contribuer à la réconciliation de la Papauté avec l'Italie, en même temps qu'à la consolidation du pouvoir temporel.

En dehors de ce système, ai-je ajouté, il y en a un autre, qui est plus

simple en apparence, et qui n'exige pas à coup sûr autant d'efforts ni de sagesse. Il consiste à tout abandonner à la Providence, à conseiller à la Cour de Rome d'attendre les événements et de ne rien faire, à flatter les préjugés et les répugnances de certains amis de la Papauté, qui tendent ouvertement à tout pousser à l'extrême, en vertu de ce dangereux calcul, que le bien doit sortir de l'excès du mal ; enfin à rendre impossible la tâche que doit se proposer aujourd'hui le Gouvernement pontifical, et, qui sait ? à amener peut-être le départ du Pape. Si quelques esprits absolus et ardents acceptent ou appellent cette éventualité, le Gouvernement espagnol est trop éclairé pour ne pas comprendre les embarras qui se produiraient pour tout le monde le jour où le Souverain-Pontife aurait quitté Rome. Où irait-il demander l'hospitalité ?

Ce serait peut-être en Espagne ? Le Saint-Père y serait sans doute accueilli avec tous les égards et le respect qu'il serait assuré de rencontrer partout où il se présenterait. Mais songe-t-on aux difficultés et aux embarras de toutes sortes qui résulteraient pour l'Espagne de la présence de Sa Sainteté ? Il ne faut pas se le dissimuler : ce pays renferme des éléments démagogiques qui, par l'effet d'une réaction inévitable, trouveraient une nouvelle cause d'excitation dans la présence sur le sol espagnol d'une Papauté plus inflexible que jamais, parce qu'elle serait dans le malheur, et qui deviendrait, même contre son gré, le point de ralliement de tous ceux qui, en Espagne, professent la doctrine de la monarchie absolue, tandis que le parti libéral, de son côté, verrait là un danger pour ses principes et aussi peut-être pour les franchises de l'Église espagnole.

Ce n'est pas tout : une telle situation pourrait-elle se prolonger quelque temps sans exercer une influence notable sur les relations extérieures de l'Espagne ? Séparé de plus en plus de l'Italie, le Cabinet de Madrid se trouverait forcément engagé dans les voies de la politique autrichienne. Je ne parle pas de ses rapports avec la France ; je me borne à dire qu'ils n'auraient rien à y gagner. Enfin, et c'est une considération qui ne peut manquer de frapper un Gouvernement dévoué à la cause de la Papauté, pense-t-on que, le Saint-Père quittant Rome, sa place y resterait longtemps vacante ? Ne serait-ce pas, au contraire, ouvrir cette capitale à l'Italie et la lui livrer à tout jamais ?

Il suffit d'indiquer les conséquences de ce second système pour montrer, de la façon la plus évidente, que c'est au premier que l'Espagne doit vouloir se rattacher.

M. l'Ambassadeur d'Espagne, sans contester la valeur des considérations que je venais de lui présenter, a cru devoir insister sur l'objet de sa communication, en émettant de nouveau l'opinion qu'il serait utile de chercher, en vue de prévenir l'inexécution des Actes du

15 septembre, un supplément de garantie. Je me suis contenté de lui répondre que nous tenions pour bonne et exécutable la Convention que nous avions signée ; que, pour notre part, nous n'avions rien à y ajouter pour le moment ; que, si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique voyait aujourd'hui ou plus tard quelque chose d'utile à nous proposer, il nous trouverait toujours prêts à écouter ce qu'il aurait à nous dire.

Agrérez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, à Madrid.

Paris, le 27 juin 1865.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche en date du 23 de ce mois, par laquelle vous me faites connaître le programme que M. le duc de Tétuan vient d'exposer devant les Cortès. Le Président du Conseil, entre autres déclarations importantes, a parlé de la prochaine reconnaissance du Royaume d'Italie par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique. Vous savez quels sont les sentiments de vive sympathie et de sincère amitié qui président à nos rapports avec les cours de Madrid et de Florence. Nous serons donc heureux d'un événement qui les rapprochera l'une de l'autre, et qui aura, nous en sommes convaincus, l'assentiment complet des deux nations. En s'isolant de l'Italie, le Cabinet espagnol se serait interdit à lui-même l'exercice de la légitime influence qui lui appartient dans les affaires de Rome. Au contraire, en nouant des relations diplomatiques avec la Cour de Florence, il sera désormais en mesure d'agir plus utilement en faveur du Saint-Siège, dont il désire, comme nous, l'indépendance et la sécurité¹.

Agrérez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

1. Voir les documents suivants relatifs à la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne :

Archives, 1865, tome III.

Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Pacheco, du 26 juin 1865, page 387.

Archives, 1865, tome IV.

Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ayllon, à Vienne, du 1^{er} août 1865, page 216.

Circulaire de M. Bermudez de Castro du 20 septembre 1865, page 216.

**M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur
en Allemagne.**

Paris, le 4 juillet 1865.

Monsieur, le Gouvernement de l'Empereur suit avec intérêt les démarches dont la Prusse a pris l'initiative en vue de provoquer l'ouverture de négociations commerciales entre le Zollverein et l'Italie.

Nous n'avons pas à nous immiscer dans le dissentiment qui en est résulté entre les Cours de Vienne et de Berlin, et sur lequel, d'ailleurs, nous ne possédons que des informations incomplètes. Mais nous n'avons point non plus à dissimuler notre impression sur l'idée même que le Gouvernement prussien a suggérée de traiter avec le Cabinet de Florence en reconnaissant le Roi Victor-Emmanuel sous son nouveau titre.

Je tiens à vous dire, avant tout, que nous ne sommes dominés par aucune pensée de rivalité commerciale. Nous acceptons d'avance, sans aucun sentiment d'envie, la concurrence des produits allemands dans la Péninsule. Nous considérons d'ailleurs que, si nous devons nous en ressentir, l'inconvénient sera compensé par l'avantage que nous trouverons à voir s'accomplir un nouveau progrès vers l'unité du régime libéral inauguré par l'Empereur en 1860. Nous approuvons donc l'Allemagne de chercher à ouvrir à son industrie le marché italien, si propre à solliciter chez elle l'esprit d'entreprise. Aux débouchés qu'elle obtiendra en Italie même, pour un grand nombre de ses produits manufacturés, il faut ajouter les facilités que Gènes lui offrira pour ses opérations d'outre-mer. Ce grand port, en effet, est l'intermédiaire habituel d'un commerce considérable avec l'Amérique du Sud, et principalement avec les États de la Plata. Les objets de fabrique allemande à destination des contrées méridionales du Nouveau Monde trouveront dans les maisons de Gènes les agents naturels de ces échanges.

La perspective d'avantages aussi certains ne peut manquer d'exercer de l'influence sur les Cabinets allemands, jaloux de donner satisfaction aux intérêts des populations.

Ils ne resteront pas non plus indifférents, sans doute, aux circonstances politiques qui font l'opportunité d'un rapprochement avec l'Italie. Depuis longtemps déjà toutes les grandes Puissances, à l'exception de l'Autriche, ont reconnu le nouveau Royaume. La plupart des autres États ont agi de même. L'Espagne, qui avait hésité jusqu'ici, est à la veille de prendre une résolution semblable. Les Gouvernements de la Confédération germanique, en persévérant dans leur attitude actuelle

à l'égard du Cabinet de Florence, seraient donc les seuls qui n'auraient point de relations diplomatiques avec lui. Nous croyons que l'Allemagne ne pourra pas rester indéfiniment dans une situation nuisible à son industrie et à son commerce. La Prusse et le grand-duché de Bade ont donné l'exemple. D'après mes dernières informations, plusieurs États se montrent disposés à entrer dans la même voie. Nous ne pourrions voir qu'avec satisfaction l'ensemble des pays allemands adopter une détermination qui serait pour l'Europe un nouveau gage de tranquillité et de paix.

Vous êtes autorisé à vous exprimer en ce sens, lorsque l'occasion vous en sera offerte, dans vos entretiens avec les Ministres du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur en Allemagne.

Paris, le 1^{er} décembre 1865.

Monsieur, à la suite de la reconnaissance du royaume d'Italie par les Cabinets de Munich et de Dresde, M. le Ministre de Bavière est venu m'entretenir des motifs qui ont dicté la détermination de son Gouvernement. La Cour de Munich a voulu se mettre en position d'ouvrir avec la Péninsule des négociations commerciales, et, cédant au vœu de l'opinion publique, elle n'a pas hésité à faire taire les considérations dynastiques pour prendre conseil des seuls intérêts du pays. Le Gouvernement bavarois proteste d'ailleurs que rien n'est changé dans ses sentiments de dévouement pour le Saint-Siège, et il fait remarquer, avec raison, que devant être désormais représenté à Florence, il sera plus à portée de rendre son influence utile aux intérêts de l'Église. Les Cours de Bavière et de Saxe n'ignoraient pas d'ailleurs l'intérêt que nous portons à l'Italie, et les efforts que nous avons faits pour amener la reconnaissance du nouveau Royaume par la presque totalité des Puissances. Elles savaient donc que le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec satisfaction la Confédération germanique se rapprocher commercialement et politiquement du Cabinet de Florence. L'influence des États allemands apportera un nouvel appui aux idées d'ordre et de conciliation qui tendent à prédominer dans la Péninsule, et l'établissement de rapports amicaux entre eux et la Cour d'Italie sera en même temps une nouvelle garantie de paix pour l'Europe.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

II

RETRAIT PARTIEL DE NOS TROUPES.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Armand, chargé d'affaires
de France à Rome.**

Paris, le 11 septembre 1865.

Monsieur, nous approchons du terme que l'Empereur a fixé pour l'évacuation du territoire pontifical par notre armée. Sa Majesté a pensé, d'après les informations contenues dans la Correspondance de l'Ambassade, que le Saint-Père préférerait au départ simultané de toutes nos troupes leur rappel successif. En conséquence, elle a résolu que ce mouvement de retraite commencerait par la prochaine rentrée en France d'un détachement d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. Les forces françaises demeurant dans les États du Pape se concentreront sur Rome, Viterbe et Civita-Vecchia.

Vous pourrez, Monsieur, annoncer nos intentions au Cardinal Antonelli, et vous aurez soin de lui rappeler que le Souverain-Pontife trouvera l'Empereur toujours disposé à prêter son concours aux mesures que Sa Sainteté jugerait convenable de prendre afin de pourvoir par ses propres ressources à la sécurité de ses États.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Armand à M. Drouyn de Lhuys.

Rome, le 20 septembre 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 11 septembre, et j'ai cru devoir en donner lecture au Cardinal Secrétaire d'État. Après avoir appris que, par égard pour les préférences de la Cour de Rome, le Gouvernement de l'Empereur avait résolu de rappeler peu à peu notre armée d'occupation, le Cardinal Antonelli ne m'a pas caché la satisfaction qu'il en éprouvait, en ajoutant qu'elle serait assurément partagée par le Saint-Père.

Son Éminence m'a déclaré que, la retraite de nos troupes étant décidée, leur évacuation successive lui semblait de tous points meilleure pour le Saint-Siège qu'un départ simultané, qui ne manquerait pas

de laisser après lui de l'excitation dans les esprits, qu'avec le parti que nous avons bien voulu adopter, le Gouvernement romain aurait l'avantage de pouvoir préparer ses troupes à leur nouvelle mission, et de juger en même temps de la bonne foi que mettront les Italiens à respecter le territoire pontifical. Il se félicite également de la concentration de notre armée à Rome et dans le nord des Etats de l'Eglise.

Le soin de veiller sur les provinces de Frosinone et de Velletri ne lui donne aucun souci, car il se croit assuré de leur bon esprit. Dès que nos garnisons les auront abandonnées, il fera remplacer nos soldats par des détachements pontificaux cantonnés à quelque distance des frontières, qui, dit-il, doivent, en temps de paix, ici comme partout, se garder elles-mêmes. Il m'a spontanément rappelé que, de 1856 à 1859, nos troupes avaient été réduites à une brigade, et que cette force avait parfaitement suffi à maintenir l'ordre, avec le concours de la petite armée du Pape, qui avait alors à garder les provinces du Saint-Siège dans leur intégrité.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ARMAND.

M. Drouyn de Lhuys au vicomte Treilhard, chargé d'affaires de France à Florence.

Paris, le 27 septembre 1865.

Monsieur, l'Empereur a jugé que le moment était venu de s'occuper des conditions dans lesquelles devait s'effectuer l'évacuation du territoire pontifical par nos troupes, et Sa Majesté a décidé que cette mesure recevrait prochainement un commencement d'exécution. Notre intention est, en conséquence, de rappeler en France, dans un délai peu éloigné, un premier détachement d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie; les forces françaises demeurant dans les Etats du Saint-Siège se concentreront sur Rome, Viterbe et Civita-Vecchia.

J'ai invité notre Chargé d'affaires à Rome à faire connaître la décision de Sa Majesté au Cardinal Antonelli. Nous n'avons, je m'empresse de le dire, qu'à nous louer de l'accueil que le Gouvernement pontifical a fait à cette communication. Il se dispose, de son côté, à prendre les mesures nécessaires pour remplacer nos troupes, au moment de leur départ, sur les différents points que nous aurons évacués et qu'il jugera utile d'occuper dans le voisinage de sa frontière méridionale. Je vous prie de porter ces informations à la connaissance de M. le général La Marmora¹.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

¹ Président du conseil et ministre des affaires étrangères d'Italie.

M. Drouyn de Lhuys à M. Armand, à Rome.

Paris, le 10 octobre 1865.

Les mesures que je vous ai annoncées par ma dépêche du 3 de ce mois vont prochainement dissiper les doutes qui semblaient subsister encore dans certains esprits à Rome, quant à l'exécution de la Convention du 15 septembre. Nous aimons à penser que le Gouvernement pontifical, se rendant un compte exact de la responsabilité résultant pour lui du nouvel état de choses, s'appliquera à maintenir, en ce qui dépendra de lui, la tranquillité sur la frontière que nos troupes ne tarderont pas à quitter. Le Chargé d'affaires de Sa Majesté à Florence a reçu dernièrement du général La Marmora l'assurance que les commandants italiens auraient l'ordre de redoubler de surveillance pour empêcher le brigandage, et qu'il leur serait particulièrement prescrit d'entretenir de bons rapports avec les autorités militaires et civiles du Saint-Siège. On comprend à Florence que l'honneur du Gouvernement italien est intéressé à ce que l'on ne s'aperçoive pas, en quelque sorte, du vide que laisseront les troupes françaises en quittant leurs cantonnements dans le sud des États romains. De telles dispositions, de la part de l'Italie, ne pourront que faciliter la tâche du Gouvernement pontifical, et nous apprendrions avec plaisir qu'il y répondit dans un intérêt commun d'ordre public.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Le baron de Malaret, ministre de France à Florence,
à M. Drouyn de Lhuys.**

Florence, le 8 novembre 1865.

Monsieur le Ministre, le général La Marmora a bien voulu me communiquer les instructions qu'il vient d'adresser aux autorités politiques et militaires italiennes qui vont se trouver en contact avec les autorités et les troupes pontificales, par suite du retrait d'une partie de notre corps d'occupation. J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de ce document.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BARON DE MALARET.

**Instructions aux autorités politiques et militaires italiennes
sur les frontières pontificales.**

Florence, 3 novembre 1865.

Le Gouvernement du Roi, ayant reçu l'avis officiel que, dans un très-bref délai, les troupes françaises seront remplacées par des troupes pontificales dans les provinces de Viterbe, Velletri et Frosinone, a reconnu l'opportunité de faire adresser, par les départements de l'Intérieur et de la Guerre, aux autorités respectives relevant d'eux, les instructions que peut exiger la circonstance.

Ces deux départements, s'étant réciproquement communiqué leurs appréciations, sont convenus d'instructions qui, préalablement sanctionnées par le Conseil des Ministres, ont été adressées aux autorités politiques et militaires, afin que chacun en fit la base de sa propre conduite pour tout ce qui concerne celles de ses attributions qui se rapportent au fait susmentionné.

Le Gouvernement italien, voulant fidèlement et loyalement exécuter la Convention du 15 septembre 1864, par laquelle sont engagés la signature du Roi et l'honneur de la Nation, entend que l'article 1^{er} de cette Convention soit la règle de conduite de toutes les autorités tant civiles que militaires. Cet article est ainsi conçu :

« L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Père, et à empêcher, même par la force, toute attaque venant de l'extérieur contre ledit territoire. »

Par conséquent, toute tentative quelconque qui pourrait avoir lieu pour violer la frontière actuelle devra être empêchée par tous les moyens dont les autorités civiles et militaires peuvent disposer en se prêtant un appui mutuel.

Pour écarter toute équivoque et tout malentendu, il est convenu que la frontière susmentionnée est celle qui a servi jusqu'ici à régler les rapports de juridiction entre les troupes françaises et les troupes italiennes.

Conformément à ces principes, les autorités, tant civiles que militaires, des provinces limitrophes de ladite frontière, veilleront avec toute l'attention et tout le soin possibles à l'exécution de ces instructions, et en même temps elles prendront toutes les mesures nécessaires pour garantir la vie, la liberté et les propriétés des citoyens paisibles. En conséquence :

Art. 1^{er}. Sont maintenus les consignes et les autres détails de service qui avaient été fixés d'un commun accord entre les commandants des troupes italiennes, autorisés à cet effet, et les commandants des

troupes françaises, munis d'une autorisation analogue, pour régler les communications, le commerce et les autres relations entre les deux territoires.

Art. 2. Dans le cas où les troupes royales stationnées sur la frontière n'entretiendraient pas avec les troupes pontificales les bons rapports de fraternité qu'elles ont toujours eus avec les troupes françaises, il faudra renoncer à l'idée de concerter et d'exécuter, d'accord avec les troupes pontificales, des opérations contre les brigands. Cependant on acceptera et on se communiquera mutuellement toutes les indications, avis, informations, pouvant faciliter la répression du brigandage, ou contribuer à prévenir ou à découvrir quelque méfait.

Art. 3. Pour éviter les inconvénients qui pourraient résulter du contact de deux armées aussi différentes de caractère, de formation et de discipline, les rapports entre les autorités subalternes de part et d'autre, même à proximité de la frontière, auront lieu habituellement par voie de correspondance, et les communications seront envoyées à leur destination par l'intermédiaire de la poste ou des carabiniers royaux.

Dans le même but, toutes les fois que faire se pourra, les factionnaires et les postes d'observation se tiendront un peu en arrière de la ligne de frontière susdite, et là où il serait indispensable, pour le maintien de la sûreté publique, comme aux ponts, gués, etc., d'établir des factionnaires et des postes d'observation sur la ligne même, on y emploiera, de préférence, les carabiniers royaux et les douaniers, qui, seuls, devront se mettre en rapport et traiter avec les gendarmes et les douaniers pontificaux.

Enfin, et toujours dans le même but, les patrouilles et les rondes des troupes royales éviteront d'approcher de la ligne frontière, et quand, par suite de la nature du terrain ou de leur service, elles ne pourront faire autrement, elles éviteront d'y rester plus que le temps nécessaire.

Art. 4. Toutes les fois que les autorités pontificales exprimeront la volonté de remettre aux autorités italiennes des brigands ou des malfaiteurs appartenant aux provinces actuelles du Royaume, ou qui y auront commis des crimes ou délits, la proposition sera acceptée. Dans ce cas, après avoir obtenu l'autorisation supérieure, on leur remettra en échange les brigands ou malfaiteurs, appartenant aux provinces pontificales actuelles, qui auront commis dans ces dernières provinces des crimes ou autres délits communs et qui se seraient réfugiés sur notre territoire sans s'y être rendus coupables d'autres délits.

Art. 5. Cependant, lorsqu'on aura arrêté des brigands qui, ainsi que cela n'arrive que trop fréquemment, commettent des crimes en

passant de l'un à l'autre territoire, on ne les livrera pas aux autorités pontificales, même sur la demande formée ainsi qu'il est dit dans le paragraphe précédent, à moins qu'il ne soit bien constaté qu'il n'existe de notre côté aucun élément de procédure contre eux, et que l'on n'ait l'assurance qu'ils seront jugés par les tribunaux pontificaux.

Art. 6. Dans le cas où il s'élèverait des doutes ou des conflits de juridiction qui ne pourraient être décidés par les autorités locales les plus élevées dans la hiérarchie civile ou militaire, il en sera référé au Gouvernement central pour qu'il soit pris les dispositions opportunes.

Art. 7. Le Gouvernement, prévoyant en outre le cas où, par suite de provocation ou de défi, ou pour tout autre motif quelconque, les troupes royales pourraient se trouver excitées à des actes de représailles, entend d'une façon absolue que rien ne puisse les dispenser de l'exécution stricte et loyale des ordres qui leur sont donnés.

En exigeant des troupes royales une telle conduite, qui, dans certaines circonstances, pourrait demander de leur part une abnégation et un sentiment du devoir tout spécial, le Gouvernement du Roi a la ferme conviction qu'il peut compter sur elles pour s'y conformer, sans que leur susceptibilité militaire puisse jamais se trouver en aucune manière compromise.

Les autorités politiques et militaires, chacune dans la sphère de sa propre action, sont chargées de l'exécution des présentes instructions, tout en maintenant dans les provinces déclarées en état de brigandage les dispositions qui règlent d'une manière spéciale leurs attributions et leurs rapports. Le Gouvernement compte sur leur bonne intelligence réciproque pour atteindre plus facilement le but qu'il s'est proposé par la présente communication.

M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret à Florence.

Paris, le 19 décembre 1865.

Monsieur le Baron, il est revenu au Gouvernement de Sa Majesté que le Cardinal Secrétaire d'État aurait adressé aux Envoyés diplomatiques de Sa Sainteté une dépêche circulaire à l'occasion du départ d'une partie de nos troupes. Si mes informations sont exactes, ce document, se livrant à des prévisions et à des méfiances que nous nous plaçons à considérer comme étant sans fondement, annonce et trace à l'avance les envahissements futurs du Gouvernement italien, et lui

attribue des menées et des excitations tendant à renverser le pouvoir du Pape.

Vous voudrez bien, Monsieur le Baron, déclarer dans les termes les plus formels au Gouvernement italien, au nom de l'Empereur, que l'honneur de Sa Majesté, non moins que celui du Roi Victor-Emmanuel, est engagé à donner à ces prédictions un éclatant démenti. Vous savez quelles sont, en ce qui concerne l'exécution de la Convention du 15 septembre, les vues et les résolutions du Gouvernement de l'Empereur.

Je suis d'avance assuré que les nouvelles déclarations que vous ferez entendre seront de nature à ne laisser aucun doute à cet égard dans l'esprit du Gouvernement italien.

Recevez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

Le baron de Malaret à M. Drouyn de Lhuys.

Florence, le 2 janvier 1866.

Monsieur le Ministre, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, j'ai jugé à propos d'attendre la constitution définitive du nouveau ministère pour appeler l'attention du général La Marmora sur votre dépêche du 19 décembre. Son Excellence m'a dit que, l'Italie s'étant engagée à exécuter loyalement la Convention du 15 septembre, personne n'avait le droit de supposer au Gouvernement du Roi l'intention de manquer à sa parole. Il a, d'ailleurs, ajouté qu'il n'avait aucune difficulté à déclarer une fois de plus qu'il désavouait, sans exception aucune, les projets et les sentiments attribués à celui du Roi d'Italie.

J'ai répondu à M. le Président du Conseil que le Gouvernement de l'Empereur n'avait jamais cessé d'avoir la plus grande confiance dans la loyauté du Gouvernement italien, et qu'il croyait lui donner une nouvelle preuve de cette confiance en le mettant au courant de tous les incidents qui peuvent se produire dans une question où l'honneur et l'intérêt de la France se trouvaient également engagés.

Il m'a paru naturel et conforme aux vues de Votre Excellence d'insister sur ces considérations. J'ai dit à M. le Président du Conseil que l'histoire parlementaire des quelques jours qui viennent de s'écouler, sans inspirer aux esprits calmes et patients des craintes sérieuses pour l'avenir de l'Italie, était cependant de nature à faire envisager comme possible, sinon comme probable, la durée plus ou moins prolongée d'une situation intérieure évidemment plus troublée qu'elle

ne l'était il y a trois mois. J'ai fait observer que, par suite de l'insuffisance ou de l'incertitude de la majorité, le pouvoir pourrait, à la rigueur, passer en des mains moins anciennement conservatrices que celles qui l'exercent aujourd'hui, et que, dans l'hypothèse où l'accomplissement des engagements contractés par la Convention du 15 septembre devrait être un jour confié à des hommes qui ont combattu cet acte international, il pouvait être opportun de préciser une fois de plus la portée des obligations, désormais irrévocables, auxquelles aucun Gouvernement ne saurait se soustraire en aucun cas et sous aucun prétexte.

J'ai, en outre, fait remarquer au général La Marmora que, malheureusement et malgré l'entente établie à ce sujet dans les documents diplomatiques qui ont été publiés, le langage de la presse italienne, et quelquefois celui de certains hommes d'État, n'avait pas toujours été de nature à faire disparaître les équivoques et à décourager les espérances de ceux qui veulent tirer de la Convention de septembre des conséquences qu'elle ne comporte à aucun degré. Il m'a été facile de citer des exemples, et j'ai saisi cette occasion pour renouveler les observations que, dans diverses circonstances, j'avais cru devoir adresser à ce sujet à M. le Président du Conseil.

Votre Excellence connaît trop bien le langage que j'ai constamment tenu, d'après ses ordres, toutes les fois que j'ai eu à parler ici des affaires de Rome, pour que je croie nécessaire de lui rapporter en détail mon entretien avec le général La Marmora.

En résumé, j'ai constaté une fois de plus, 1^o que, contrairement à ce qui s'imprime journallement dans la presse italienne (en dehors du Gouvernement, cela va sans dire), nous avons entendu, en signant la Convention du 15 septembre, assurer la coexistence en Italie de deux souverainetés distinctes : celle du Pape, réduite aux proportions où elle est aujourd'hui, et celle du royaume d'Italie ;

2^o Que ces mots de moyens moraux, dont on a un peu abusé, signifient pour nous la persuasion, l'esprit de conciliation, l'influence des intérêts moraux et matériels, enfin l'effet du temps qui, en calmant les passions, doit faire disparaître un jour les obstacles qui se sont opposés jusqu'à présent à la réconciliation d'une Puissance éminemment catholique avec le Chef de la catholicité ;

3^o Enfin que, pour toutes les éventualités non prévues par la Convention, la France s'est formellement réservé la liberté d'action la plus absolue, sans restriction d'aucune espèce.

Votre Excellence m'approuvera, j'en suis certain, d'avoir, en terminant cette conversation, renouvelé au général La Marmora le témoignage de la confiance que la loyauté de son caractère n'a jamais cessé d'inspirer au Gouvernement de l'Empereur. Je lui ai dit que

tant qu'il resterait au pouvoir, nous avions la certitude que la Convention du 15 septembre serait exécutée dans l'esprit de conciliation, d'équité et de justice qui en a dicté les dispositions. J'ai ajouté que, même dans le cas où les vicissitudes de la vie parlementaire lui donneraient un jour des successeurs dont les opinions sur la question romaine n'ont été jusqu'à présent ni les siennes ni les nôtres, le respect et l'estime que nous avions pour l'Italie ne nous permettaient pas de révoquer en doute la stricte exécution du traité.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Baron DE MALARET.

III

MISSION DE M. VEGEZZI A ROME¹.

**Le comte de Sartiges, ambassadeur de France à Rome,
à M. Drouyn de Lhuys.**

Rome, le 28 mars 1865.

Monsieur le Ministre, le Cardinal Secrétaire d'État, à qui je n'ai pas laissé ignorer les nouvelles démarches que Votre Excellence se proposait de faire près du Cabinet de Turin, pour l'engager à envoyer à Rome un agent spécialement chargé de traiter officieusement les questions religieuses pendantes entre le royaume d'Italie et le Saint-Siège, m'a annoncé que le Saint-Père avait écrit au Roi Victor-Emmanuel pour lui représenter la condition déplorable dans laquelle l'absence des évêques de leurs postes laissait un nombre considérable de diocèses en Italie.

Le Cardinal a ajouté que cette lettre avait été remise au Roi, la veille de son départ de Florence, en audience privée, par la personne à qui elle avait été confiée. Son Éminence manifeste l'espoir que cette démarche spontanée du Souverain Pontife ouvrira, dans le domaine religieux, les voies à un arrangement qui profitera aux relations générales des deux pays.

Agréez, etc.

Signé : SARTIGES.

1. Nous donnerons dans un des plus prochains numéros des *Archives* les documents italiens relatifs à cette mission.

Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys.

Rome le 15 avril 1865.

Monsieur le Ministre, la nouvelle, que j'ai transmise le 28 mars à Votre Excellence, que Sa Sainteté avait pris l'initiative d'écrire directement au Roi Victor-Emmanuel pour l'engager à régler la question des évêchés vacants en Italie, commence à se répandre dans Rome, et les esprits modérés sont unanimes à louer cette détermination de Pie IX ; par contre, les partis extrêmes, ultramontains et unitaires, qui, pour des causes différentes, sont également hostiles à toute conciliation avec l'Italie, ne dissimulent pas leur mécontentement.

Agréer, etc.

Signé : SARTIGES.

Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys.

Rome, le 29 avril 1865.

Monsieur le Ministre, l'intérêt du moment est tout entier dans la mission de M. Vegezzi. J'encourage M. Vegezzi, d'une part, le Cardinal Antonelli, de l'autre, à profiter des circonstances pour entrer le plus avant qu'il leur sera possible dans la voie des accommodements, et je leur répète, à l'un comme à l'autre, que le Gouvernement de l'Empereur ne pourra que leur savoir gré de tout ce qui facilitera la loyale exécution de la Convention du 15 septembre, c'est-à-dire le retrait de nos troupes, laissant derrière elles Rome et l'Italie vivant en bons rapports de voisinage.

Agréer, etc.

Signé : SARTIGES.

Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys.

Rome, le 20 juin 1865.

Monsieur le Ministre, les pourparlers entre le Cardinal Antonelli et M. Vegezzi, semblent arriver à leur terme. Un des trois points sur lesquels porte la délibération demeure acquis, c'est le retour facultatif dans leurs diocèses des vingt-neuf évêques dont parlent mes dernières dépêches. Mais la Cour de Rome ne croit pas pouvoir se départir de son opinion sur le serment et l'*exequatur*.

Si incomplet que soit le résultat, M. Vegezzi le considère comme

important. La voie reste ouverte à de nouvelles tentatives, qui pourront être faites en temps opportun. Le négociateur italien croit savoir que tel est aussi le sentiment du Saint-Père.

Agréez, etc.

Signé : SARTIGES.

M Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges à Rome.

Paris, le 27 juin 1865.

Monsieur le Comte, les dernières informations que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, concernant la mission de M. Vegezzi, n'ont pas répondu aux espérances que les dispositions conciliantes d'abord manifestées de part et d'autre nous avaient fait concevoir. Ce n'est pas sans un vif regret que nous apprenons la rupture, ou du moins l'interruption et l'ajournement indéfini d'une négociation dont, à notre avis, le succès n'importait pas moins aux intérêts de la Cour de Rome qu'à ceux de l'Italie.

Vous savez quelle a été la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement de l'Empereur en présence de cette négociation. Après l'avoir appelée de ses vœux et facilitée peut-être par ses conseils, il avait cru devoir, une fois les pourparlers entamés entre le Pape et le Roi Victor-Emmanuel, se renfermer dans une entière réserve. Il avait pensé que, dans une question d'un caractère aussi délicat, et en même temps essentiellement italien, ce qu'il avait de mieux à faire était de se tenir à l'écart, de ne chercher aucune immixtion dans les négociations, et de laisser aux deux Gouvernements intéressés le soin d'assurer entre eux un accord dont, mieux que personne, ils pouvaient trouver les moyens et apprécier les avantages.

A Rome, pas plus qu'à Florence, on n'a pu se méprendre sur l'attitude que nous avons gardée depuis le commencement de la négociation ; je me plais même à croire qu'on a dû y voir une nouvelle marque d'intérêt de notre part, puisqu'elle nous a été uniquement dictée par le désir de laisser à la Cour pontificale, comme à celle d'Italie, tout le bénéfice d'une transaction accomplie entre elle par le seul effet de leur bon vouloir mutuel.

Nous n'en sommes que mieux fondés sans doute à leur dire combien il nous paraît fâcheux qu'une négociation commencée sous de si heureux auspices n'ait pas tenu ce que l'on s'en était promis. Je ne rechercherai pas si, d'un côté comme de l'autre, on s'est prêté à toutes les concessions possibles et désirables pour arriver à une entente. Pour ce qui concerne en particulier la Cour de Rome, je ne voudrais pas entrer dans une appréciation qui risquerait d'éveiller certaines suscep-

tibilités. Je ne puis cependant m'abstenir de faire remarquer que le moment de s'entendre avec le Gouvernement italien, pour le règlement d'intérêts si justement chers au Pape et au Saint-Siège, était peut-être plus opportun qu'il ne le sera plus tard.

La Cour de Rome ne saurait rester indifférente à un événement qui doit aujourd'hui être considéré comme prochain, c'est-à-dire la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne. Cette mesure fait partie en effet du programme présenté à la Reine par le nouveau Cabinet dont le maréchal O'Donnell est le chef et agréé par Sa Majesté Catholique; il faut donc s'attendre à la voir bientôt réalisée.

Vous n'ignorez pas non plus, Monsieur le Comte, les tendances qui se manifestent en ce moment en Allemagne et surtout en Prusse, dans un sens favorable à la reconnaissance du royaume d'Italie par la Confédération germanique. Il est sérieusement question, comme vous le savez, de la négociation d'un traité de commerce entre le Zollverein et l'Italie, et tout annonce que la reconnaissance du royaume italien sera la condition et deviendra le préliminaire d'une transaction qui est considérée comme très-avantageuse aux intérêts commerciaux des deux parties.

Je suis tellement frappé de ce qu'il y avait de favorable et d'opportun dans les circonstances actuelles pour mener à bonne fin la négociation entamée entre Rome et Florence, que je me plais encore à penser qu'elle n'est que momentanément suspendue, et que les deux Souverains, qui s'étaient montrés également empressés de l'ouvrir, auront à cœur de la reprendre avec le désir d'en assurer le succès par de mutuelles concessions.

Je verrais avec plaisir que vous eussiez l'occasion de vous expliquer avec le cardinal Antonelli et avec le Pape lui-même dans le sens de la présente dépêche, sans vous départir d'ailleurs de l'attitude que vous avez gardée jusqu'à présent.

Agrérez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 29 juin 1865.

Monsieur, l'Empereur a tracé à la politique de la France en Italie un but que le Gouvernement de Sa Majesté poursuit avec persévérance et qu'il ne veut pas désespérer d'atteindre, malgré les difficultés de la tâche. Tous ses efforts tendent à faire triompher les idées de conciliation entre la Papauté et le nouvel État qui s'est formé dans la Péninsule. Nous croyons avoir obtenu à cet égard un important résultat en

signant la Convention du 15 septembre. Un véritable apaisement s'est manifesté depuis lors dans les esprits et se fait chaque jour sentir davantage. Nous ne saurions attribuer à une autre cause les pourparlers qui se sont ouverts à Rome entre le Gouvernement italien et le Saint-Siège pour le règlement des difficultés religieuses. Nous en avons encouragé la pensée, et, tout en demeurant étrangers aux détails de la négociation, nous nous sommes félicités de voir les deux Cours s'aboucher ensemble pour débattre d'un commun accord les rapports de l'Église avec l'État.

Ainsi que vous le savez déjà, ces négociations viennent d'éprouver un temps d'arrêt; M. Vegezzi est allé soumettre aux Ministres du Roi les explications que comporte l'état de la discussion entre les deux Cours. Tel est du moins le caractère qui a été donné à l'interruption des délibérations. Les parties ne se sont pas séparées d'ailleurs sans s'être entendues sur un point, qui n'est pas le plus important, à la vérité, mais qui a cependant de l'intérêt pour l'Église. Elles ne sont point parvenues à se mettre d'accord relativement à l'*exequatur* et au serment; mais, sous certaines réserves acceptées par le Saint-Siège, l'Italie a concédé la rentrée des évêques absents dans leurs diocèses. Les sentiments qui ont porté les deux Cours à se mettre en rapports directs, de même que les dispositions qui se sont manifestées au début de leurs pourparlers, avaient donné l'espoir d'un résultat plus complet. Leurs efforts ne sont point toutefois demeurés inutiles, et les négociateurs ont laissé le champ ouvert aux nouvelles démarches que les Gouvernements pourraient juger opportun de reprendre dans un temps plus ou moins éloigné.

Pour apprécier l'importance de ce rapprochement, il suffit de se rappeler l'attitude réciproque des deux Cours avant la signature de la Convention du 15 septembre: d'un côté, la politique agressive de l'Italie dans la question romaine; de l'autre, toute la vivacité des sentiments que de pareilles tendances devaient nécessairement inspirer. Il semblait alors qu'il n'y eût aucune place pour un échange d'idées amical, même sur les questions purement religieuses. Nous venons de voir, au contraire, le Saint-Père, s'élevant au-dessus des dissentiments politiques, écouter la seule inspiration de sa conscience, et adresser au Roi d'Italie un appel qui a été accueilli par Sa Majesté avec une déférence empressée.

Rien ne pouvait mieux répondre à nos vœux que les rapports qui se sont ainsi établis entre les deux Cours italiennes. Si nous avons à regretter que cette négociation n'ait pas porté immédiatement tous ses fruits, nous conservons l'espoir qu'elle pourra se renouer et avoir une heureuse issue. N'étant pas intervenus pour la diriger, nous ne désirons point exercer une action plus directe pour en amener la re-

prise. Nous applaudirons d'autant plus à ces tentatives de conciliation que les deux Souverains auront moins besoin de notre concours, et qu'ils s'habitueront plus vite à se passer de tout intermédiaire pour régler entre eux leurs intérêts communs. C'est en ce sens que vous êtes autorisé à vous exprimer dans les entretiens dont la mission de M. Vegezzi pourra être l'objet autour de vous.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

IV

ARRANGEMENT FINANCIER POUR LA DETTE PONTIFICALE.

M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret, à Florence.

Paris, le 18 novembre 1865.

Monsieur le Baron, en m'entretenant avec M. le Ministre d'Italie du commencement d'exécution que recevait la Convention du 15 septembre, par le départ d'une partie de nos troupes, j'ai eu occasion de lui rappeler que le moment était venu de nous entendre sur la disposition de cet acte, qui est relative au partage de la dette pontificale; je l'ai prié d'appeler sur cette question importante l'attention de M. le général La Marmora.

M. le chevalier Nigra est venu, il y a peu de jours, me communiquer la réponse qu'il avait reçue de M. le Président du Conseil. Un premier examen avait conduit Son Excellence à se poser quelques questions de détail sur lesquelles elle désirait avoir mon avis. Quel serait, par exemple, le lieu où l'affaire se traiterait? avec qui ou entre qui serait-elle traitée? enfin sous quelle forme la discussion et la négociation auraient-elles lieu?

J'ai répondu à M. le Ministre d'Italie que, le Gouvernement de l'Empereur devant être l'intermédiaire obligé entre Rome et Florence dans cette affaire, Paris me semblait naturellement indiqué pour être le centre des communications ou des pourparlers auxquels donnerait lieu cette négociation. J'ai ajouté que l'affaire devait, à mon avis, être directement suivie entre lui et moi, en la forme habituelle; que la nomination d'une commission, hypothétiquement mentionnée dans la dépêche de M. le général La Marmora, et à laquelle on remettrait le soin de préparer les bases de l'arrangement, ne me paraissait pas nécessaire; qu'ainsi nous procéderions suivant les circonstances, soit par correspondance entre mon département et la légation d'Italie, soit par

des conférences verbales ; que j'en référerais au besoin à la Cour de Rome, comme M. Nigra lui-même au Gouvernement italien, et que de part et d'autre nous ferions appel, autant qu'il serait nécessaire, aux lumières des hommes possédant des connaissances spéciales ; enfin que les incidents de la négociation nous suggéreraient la meilleure marche à suivre pour les points de détail qu'il était impossible de prévoir d'avance.

Quant à la forme de l'acte destiné à consacrer le résultat final de la négociation, et dont il était également parlé dans la dépêche de M. le général La Marmora, j'ai fait remarquer à M. le Ministre d'Italie qu'il nous serait facile de la déterminer quand le moment serait venu.

En exprimant mon opinion à M. le chevalier Nigra, j'ai ajouté que je me réservais de prendre les ordres de l'Empereur sur les divers points que nous venions d'aborder.

Vous pourrez à la première occasion, faire part à M. le général La Marmora des informations que j'ai l'honneur de vous transmettre, et que M. Nigra lui aura, je suppose, directement rapportées.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret, à Florence.

Paris, le 21 novembre 1865.

Monsieur le Baron, j'ai soumis à l'Empereur la manière de voir que j'avais exprimée à M. le Ministre d'Italie sur diverses questions se rattachant à la négociation relative au partage de la dette pontificale, et Sa Majesté a bien voulu l'approuver. Le programme que je vous ai indiqué peut donc être considéré comme officiel, en ce qui nous concerne, et je vous prie d'en informer le général La Marmora.

Il ne s'agit plus aujourd'hui, Monsieur le Baron, que d'exécuter l'article 4 de la Convention, et c'est à la France et à l'Italie seules qu'il appartient d'en rechercher les moyens. Je reconnais que la question est délicate et difficile ; mais nous sommes dans l'obligation de la résoudre, et il me semble à première vue que la difficulté est loin d'être insurmontable. Je ne vois pas, par exemple, une fois l'accord établi sur le chiffre des intérêts à servir par le Trésor italien, ce qui s'opposerait à ce que le montant de chaque semestre fût versé aux mains de M. de Rothschild, qui continuerait, comme par le passé, à payer les porteurs des anciens titres de la dette pontificale, sauf à inscrire sur ces titres telle ou telle estampille indiquant que le paiement s'effectue au nom du Gouvernement italien ?

En ce qui concerne le Trésor italien, je me persuade que le Cabinet de Florence obtiendrait aisément un vote favorable des Chambres sur un article qui inscrirait au budget des dépenses du royaume une somme indiquée simplement comme destinée à pourvoir à l'exécution de l'article 4 de la Convention du 15 septembre.

Je ne prétends point, d'ailleurs, suggérer ici aucune des solutions que nous aurons à rechercher de concert avec le Gouvernement italien; mais il m'a semblé qu'il n'était pas inutile de vous communiquer à cet égard mes premières impressions.

Recevez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges, à Rome.

Paris, le 9 décembre 1865.

Monsieur le Comte, j'ai trouvé jointe à votre dernière dépêche la note verbale par laquelle le Cardinal Antonelli vous a fait connaître les intentions de la cour de Rome quant à la négociation que nous nous proposons d'entamer avec l'Italie, en exécution de l'article 4 de la Convention du 15 septembre. Du moment que le Gouvernement du Saint-Père accueille favorablement l'arrangement financier qui doit avoir pour effet de mettre à la charge de l'Italie la portion de la dette afférente aux anciennes provinces pontificales, je suppose qu'il ne fera aucune difficulté de nous communiquer les renseignements qui peuvent nous aider à fixer le chiffre de cette partie de la dette. Vous voudrez donc bien, Monsieur le Comte, vous adresser, à cet effet, au Cardinal Antonelli, et me transmettre toutes les informations que vous aurez recueillies.

Agréez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret, à Florence.

Paris, le 21 décembre 1865.

Monsieur le Baron, j'attacherais beaucoup de prix à recueillir le plus tôt possible les renseignements qui pourront nous aider à fixer en connaissance de cause la portion de la dette pontificale qui, aux termes de la Convention du 15 septembre, devra être mise à la charge du Gouvernement italien. J'ai prié l'Ambassadeur de Sa Majesté à Rome de me transmettre les informations qu'il sera en mesure de

recueillir, et je vous prie également de me communiquer sans retard les indications ou les documents que vous aurez pu vous procurer.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

VISITES DES ESCADRES DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

**M. le prince de La Tour d'Auvergne, ambassadeur de France
à Londres, à M. Drouyn de Lhuys.**

Londres, le 18 juin 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai entretenu le comte Russell de l'échange de visites projeté entre les escadres cuirassées de France et d'Angleterre. Il m'a dit qu'il pensait que l'escadre britannique pourrait facilement, dans les premiers jours d'août, se rendre soit à Cherbourg, soit à Brest, et y séjourner pendant la fête de l'Empereur, si cette combinaison convient au Gouvernement de Sa Majesté. J'ai remercié le principal secrétaire d'État des dispositions qu'il me témoignait, et lui ai promis de vous en informer immédiatement. Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que possible, les intentions du Gouvernement impérial à cet égard.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'Auvergne.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de La Tour d'Auvergne.
à Londres.**

Paris, le 21 juin 1865.

Prince, j'ai reçu la dépêche par laquelle vous m'annoncez que l'escadre anglaise sera prête à se rendre en France dans les premiers jours d'août. En vous donnant cet avis, lord Russell a bien voulu ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est disposé à s'en remettre à nous du soin de déterminer le moment qui nous paraîtra le plus opportun pour recevoir cette visite. Je vous prie de l'en remercier en notre nom et de lui dire que l'escadre anglaise sera la bienvenue vers le 15 août, si cette date répond aux convenances des lords de l'Amirauté. Aucun moment ne saurait être plus agréable au Gouvernement de l'Empereur, et nous nous félici-

terons d'une coïncidence qui ne pourra que donner un nouveau prix pour nous à la présence du pavillon britannique dans les eaux françaises.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys.

Londres, le 23 juin 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 21 de ce mois, et je me suis empressé d'en donner connaissance au principal secrétaire d'État. Lord Russell a bien voulu me dire que les dispositions nécessaires seraient prises pour que l'escadre se trouvât en France le jour même de la fête de l'Empereur, et que le premier lord de l'Amirauté projetait de l'accompagner.

Lord Russell m'a demandé, à cette occasion, si je savais à quelle époque l'escadre française se proposait de venir sur les côtes d'Angleterre. J'ai répondu au principal secrétaire d'État que, d'après les informations que vous m'aviez transmises, elle serait réunie vers la fin d'août ou le commencement de septembre, et qu'elle s'empresserait de rendre à l'escadre anglaise la visite qui nous est annoncée pour le 15 août.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'Auvergne.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de La Tour d'Auvergne,
à Londres.**

Paris, le 29 juin 1865.

Prince, je vous invite à annoncer à lord Russell, qu'en attendant le moment où notre escadre sera en mesure de paraître dans les ports anglais, M. le ministre de la marine a décidé d'envoyer deux ou trois de nos bâtiments aux fêtes qui auront lieu le 17 juillet à Plymouth.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Le baron Baude, chargé d'affaires de France à Londres,
à M. Drouyn de Lhuys.**

Londres, le 14 août 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu du maire de Portsmouth la lettre que j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, par laquelle ce magistrat me fait parvenir les résolutions adoptées dans un meeting tenu dans cette ville pour arrêter le programme des fêtes qui seront offertes à l'escadre impériale, lors de sa visite. Ainsi que le dit M. R. W. Jord à la fin de sa lettre, il est permis d'assurer que les sentiments des habitants de Portsmouth sont aujourd'hui ceux de toutes les classes du peuple anglais, et l'on peut affirmer que notre pavillon trouvera dans les ports où il se présentera l'accueil le plus cordial.

J'oserai prier Votre Excellence de vouloir bien, lorsque cela lui sera possible, me mettre au courant des mouvements de l'escadre et m'indiquer les ports qu'elle sera autorisée à visiter; on me pose sans cesse, à cet égard, des questions qui partent d'un sentiment de sympathie auquel je serais heureux de pouvoir répondre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Baron BAUDE.

Le baron Baude à M. Drouyn de Lhuys.

Londres, le 31 août 1865.

Monsieur le Ministre, l'escadre impériale est arrivée à Portsmouth le 29 à midi; j'avais quitté Londres dans la matinée pour assister à son entrée, et j'ai cru répondre aux intentions de Votre Excellence en allant, au nom de l'ambassade, souhaiter la bienvenue à M. le marquis de Chasseloup-Laubat et à M. le vice-amiral Bouët-Willaumez. Dans la soirée, le duc de Somerset, premier lord de l'Amirauté, nous a offert un banquet à bord du *Duc-de-Wellington*. L'accueil fait à l'escadre par les officiers de terre et de mer, comme par la population de Portsmouth a été aussi cordial et sympathique qu'il était possible de l'espérer. Cette réunion de nos forces navales et la manifestation des sentiments qu'elle a provoqués laisseront dans l'esprit public de l'Angleterre les souvenirs les plus favorables aux bons rapports des deux Cabinets.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Baron BAUDE.

NAVIGATION DU DANUBE.

M. Engelhardt, délégué de l'Empereur dans la Commission européenne du Danube à M. Drouyn de Lhuys.

Galatz, le 4 novembre 1865.

Monsieur le Ministre, la Convention du bas Danube a été signée le 2 novembre par les sept Commissaires des puissances représentées au Congrès de Paris.

J'ai, en conséquence, l'honneur d'adresser à Votre Excellence, en expéditions originales :

- 1° Le Protocole de signature, intitulé Protocole final ;
- 2° L'Acte public ou instrument principal de la Convention relative à la navigation des embouchures du Danube ;
- 3° Le Règlement de navigation et de police y annexé ;
- 4° Le Tarif des droits de navigation y annexé.

Ces documents seront suivis d'une copie de l'arrangement signé le même jour, en deux originaux, et qui détermine le mode de remboursement des avances faites par la Sublime Porte pour l'amélioration de la navigabilité du bas Danube.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ENGELHARDT.

Protocole final.

Séance du 2 novembre 1865.

Présents :

Pour l'Autriche,	le Chevalier DE KREMER ;
Pour la France,	M. ENGELHARDT ;
Pour la Grande-Bretagne,	M. STOKES ;
Pour l'Italie,	le Chevalier de STRAMBIO ;
Pour la Prusse,	M. SAINT-PIERRE ;
Pour la Russie,	le Baron D'OFFENBERG ;
Pour la Turquie,	AHMET RASSIM-PACHA.

Les Commissaires soussignés ont collationné sur les instruments parafés dans la séance du 26 octobre dernier :

- 1° L'Acte public ou instrument principal de la Convention relative à la navigation des embouchures du Danube ;

2^o Le Règlement de navigation et de police ;

3^o Et le Tarif des droits de navigation.

Ces différents actes ont été trouvés en bonne et due forme.

En ce qui concerne l'article 9 de l'Acte public, les délégués de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie ont déclaré collectivement, en vertu d'instructions spéciales, que, tout en reconnaissant aux agents préposés à la police fluviale sur le bas Danube les attributions que leur confère le règlement de navigation et de police annexé audit acte public, ils les considèrent comme fonctionnant sous la direction de la Commission européenne et comme revêtus d'un caractère international.

Il a été bien entendu que l'insertion de cette déclaration ne devait pas impliquer, de la part de la Sublime Porte, une consécration à perpétuité de ce principe, ni ne devait apporter le moindre préjudice aux droits des États riverains et aux principes établis par le Congrès de Paris.

Il a été relevé de plus, touchant l'article 17 dudit Acte, que, postérieurement à la rédaction du projet primitif devenu l'objet de l'entente commune des Gouvernements intéressés, la Commission européenne a fait construire et entretient de ses propres fonds un phare à l'embouchure de Saint-Georges; qu'en conséquence, la clause de l'article dont il s'agit, portant que la quote-part, représentant les droits de phare dans le montant des taxes perçues à Soulina, qui sera versée à l'Administration générale des phares de l'Empire ottoman, doit être restreinte en ce sens, que les versements à effectuer à ladite Administration ne comprendront d'autres sommes que celles qui sont actuellement prélevées en sa faveur, à titre de droits de phare, et que la commission européenne continuera, comme par le passé, à retenir le produit de la taxe spéciale imposée aux bâtiments pour couvrir les frais d'entretien et d'éclairage du phare de Saint-Georges.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte public, le Délégué de la Turquie, en sa qualité de président de la Commission européenne a fait observer que cet Acte, ayant pour objet des intérêts essentiellement commerciaux, devait avoir pour effet de faciliter les relations réciproques des divers États, sans préjudicier en rien, au point de vue politique, à l'attitude respective des Gouvernements entre eux.

Les Commissaires ont ensuite revêtu de leurs signatures et du sceau de leurs armes l'Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube et ses deux annexes.

Après quoi, il a été procédé également à la signature de l'arrangement relatif au remboursement des avances faites à la Commission par la Sublime Porte pour l'amélioration de la navigabilité des embou-

chures du Danube, arrangement dont le projet se trouve joint au Protocole N° CXL (N° III). Cet Acte a été signé en deux originaux, dont l'un est demeuré annexé au présent Protocole.

Il a été relevé à cet égard, que l'arrangement dont il s'agit ne comprend que les avances et prestations faites par la Sublime Porte antérieurement au 2 décembre 1861 ; que, depuis cette époque, le Gouvernement impérial ottoman a versé encore à la Commission européenne, à la date du 31 décembre 1863, une somme de onze mille huit cent vingt-sept ducats, laquelle devra être remboursée par la Commission en dehors des annuités stipulées pour l'amortissement de la créance principale de la Sublime Porte.

Le présent Protocole, rédigé en huit originaux, dont l'un restera déposé aux Archives de la Commission, a été lu, approuvé et revêtu de la signature des Commissaires.

Fait à Galatz, le deux novembre mil huit cent soixante-cinq.

Signé : A. DE KREMER.

ED. ENGELHARDT.

J. STOKES.

STRAMBIO.

SAINT-PIERRE.

OFFENBERG.

AHMET RASSIM.

Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube.

Une Commission européenne ayant été instituée par l'article 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856 pour mettre la partie du Danube située en aval d'Isaktcha, ses embouchures et les parties avoisinantes de la mer, dans les meilleures conditions possibles de navigabilité ;

Et ladite Commission, agissant en vertu de ce mandat, étant parvenue, après neuf années d'activité, à réaliser d'importantes améliorations dans le régime de la navigation, notamment par la construction de deux digues à l'embouchure du bras de Soulina, lesquelles ont eu pour effet d'ouvrir l'accès de cette embouchure aux bâtiments d'un grand tirant d'eau ; par l'exécution de travaux de correction et de curage dans le cours du même bras ; par l'enlèvement des bâtiments naufragés et par l'établissement d'un système de bouées ; par la construction d'un phare à l'embouchure de Saint-Georges ; par l'institution d'un service régulier de sauvetage et par la création d'un

hôpital de la marine à Soulina; enfin, par la réglementation provisoire des différents services de navigation sur la section fluviale située entre Isaktcha et la mer;

Les Puissances qui ont signé ledit Traité, conclu à Paris le 30 mars 1856, désirant constater que la Commission européenne, en accomplissant ainsi une partie essentielle de sa tâche, a agi conformément à leurs intentions, et voulant déterminer par un acte public les droits et obligations que le nouvel état de choses établi sur le bas Danube a créés pour les différents intéressés, et notamment pour tous les pavillons qui pratiquent la navigation du fleuve, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires,

Savoir : Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême : Le sieur Alfred chevalier *de Kremer*, son Consul pour le littoral du bas Danube, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe ;

Sa Majesté l'Empereur des Français : Le sieur Édouard *Engelhardt*, son Consul de première classe, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : Le sieur John *Stokes*, Major au Corps royal des Ingénieurs, décoré de l'ordre impérial de Medjidié de quatrième classe, etc. etc.

Sa Majesté le Roi d'Italie : Le sieur Annibal chevalier *Strambio*, son Agent politique et Consul général dans les Principautés-Unies, commandeur de son ordre des Saints Maurice et Lazare ;

Sa Majesté le Roi de Prusse : Le sieur Jules Alexandre-Aloys *Saint-Pierre*, chevalier de son ordre de l'Aigle rouge de troisième classe avec le nœud, de l'ordre du Dannebrog de Danemark, officier de l'ordre royal de Léopold de Belgique, décoré de l'ordre impérial de Sainte-Anne de Russie de seconde classe, commandeur de l'ordre d'Albert de la Saxe royale de seconde classe et de l'ordre de la Branche Ernestine de Saxe, son Conseiller actuel de légation, son Agent politique et Consul général dans les Principautés-Unies ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Le sieur Henri baron *d'Offenberg*, son Conseiller d'État et Consul général dans les Principautés-Unies, chevalier de l'ordre de Saint-Vladimir de troisième classe, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et de plusieurs ordres étrangers ;

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans : *Ahmet-Rassim* Pacha, Fonctionnaire du rang de Mirimiran, son Gouverneur pour la province de Toultscha, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de troisième classe ;

Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS MATÉRIELLES DE LA NAVIGATION.

Art. 1^{er}. Tous les ouvrages et établissements créés en exécution de l'article 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, avec leurs accessoires et dépendances, continueront à être affectés exclusivement à l'usage de la navigation danubienne, et ne pourront jamais être détournés de cette destination, pour quelque motif que ce soit; à ce titre, ils sont placés sous la garantie et la sauvegarde du droit international. La Commission européenne du Danube, ou l'autorité qui lui succédera en droit, restera chargée, à l'exclusion de toute ingérence quelconque, d'administrer, au profit de la navigation, ces ouvrages et établissements, de veiller à leur maintien et conservation, et de leur donner tous les développements que les besoins de la navigation pourront réclamer.

Art. 2. Sera spécialement réservée à la Commission européenne, ou à l'autorité qui lui succédera, la faculté de désigner et de faire exécuter tous travaux qui seraient jugés nécessaires dans le cas où l'on voudrait rendre définitives les améliorations, jusqu'aujourd'hui provisoires, du bras et de l'embouchure de Soulina, et pour prolonger l'endiguement de cette embouchure, au fur et à mesure que l'état de la passe pourra l'exiger.

Art. 3. Il demeurera réservée à ladite Commission européenne d'entreprendre l'amélioration de la bouche et du bras de Saint-Georges, arrêtée d'un commun accord et simplement ajournée quant à présent.

Art. 4. La Sublime Porte s'engage à prêter, à l'avenir comme par le passé, à la Commission européenne ou à l'autorité qui lui succédera, toute l'assistance et tout le concours dont l'une ou l'autre pourra avoir besoin pour l'exécution des travaux d'art et généralement pour tout ce qui concernera l'accomplissement de sa tâche. Elle veillera à ce que les rives du Danube, depuis Isaktcha jusqu'à la mer, demeurent libres de toutes bâtisses, servitudes et autres entraves quelconques, et elle continuera, sous la réserve des redevances annuelles auxquelles les biens-fonds sont soumis en Turquie, à laisser à la disposition de la Commission, dans le port de Soulina, la rive gauche, à partir de la racine de la digue du Nord, sur une distance de 760 mètres en remontant le fleuve et sur une largeur de 150 mètres en partant de la rive.

Elle consent, de plus, à concéder un emplacement convenable sur la rive droite pour les constructions que ladite Commission, ou l'autorité qui lui succédera, jugerait utile d'élever pour le service du port

de Soulina, pour l'hôpital de la marine et pour les autres besoins de l'Administration.

Art. 5. Pour le cas où la Commission européenne ferait usage de la réserve mentionnée dans l'article 3, touchant l'amélioration de la bouche et du bras de Saint-Georges, la Sublime Porte consent à ce que ladite Commission puisse disposer, aussitôt que besoin sera, des terrains et emplacements appartenant au domaine de l'État qui auront été désignés et déterminés d'avance comme nécessaires, tant pour la construction des ouvrages que pour la formation des établissements qui devront être créés en conséquence ou comme complément de cette amélioration.

Art. 6. Il est entendu qu'il ne sera construit sur l'une ou sur l'autre rive du fleuve, dans les ports de Soulina et de Saint-Georges, soit par l'autorité territoriale, soit par les compagnies ou sociétés de commerce et de navigation, soit par les particuliers, aucuns débarcadères, quais ou autres établissements de même nature dont les plans n'auraient pas été communiqués à la Commission européenne et reconnus conformes au projet général des quais, et comme ne pouvant compromettre en rien l'effet des travaux d'amélioration.

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES AU RÉGIME ADMINISTRATIF DE LA NAVIGATION.

§ 1^{er}.

Des règlements en général.

Art. 7. La navigation aux embouchures du Danube est régie par le *Règlement de navigation et de police* arrêté par la Commission européenne sous la date de ce jour, et qui est demeuré joint, sous la lettre A, au présent Acte, pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Il est entendu que ce Règlement fait loi non-seulement en ce qui concerne la police fluviale, mais encore pour le jugement des contestations civiles naissant par suite de l'exercice de la navigation.

Art. 8. L'exercice de la navigation sur le bas Danube est placé sous l'autorité et la surveillance de l'inspecteur général du bas Danube et du capitaine du port de Soulina.

Ces deux agents, nommés par la Sublime Porte, devront conformer tous leurs actes au Règlement dont l'application leur est confiée et pour la stricte observation duquel ils prêteront serment. Les sentences émanant de leur autorité seront prononcées au nom de S. M. le Sultan.

Dans le cas où la Commission européenne, ou la Commission rive-

raîne permanente, aura constaté un délit ou une contravention commis par l'un ou l'autre desdits agents contre le Règlement de navigation et de police, elle requerra auprès de la Sublime Porte sa destitution. Si la Sublime Porte croit devoir procéder à une nouvelle enquête sur les faits déjà constatés par la Commission, celle-ci aura le droit d'y assister par l'organe d'un délégué, et lorsque la culpabilité de l'accusé aura été dûment prouvée, la Sublime Porte avisera sans retard à son remplacement.

Sauf le cas prévu par le paragraphe qui précède, l'inspecteur général et le capitaine du port de Soulina ne pourront être éloignés de leurs postes respectifs que, sur leur demande ou par suite d'un accord entre la Sublime Porte et la Commission européenne.

Ces agents fonctionneront ainsi, l'un et l'autre, sous la surveillance de la Commission européenne.

L'inspecteur général, les capitaines des ports de Soulina et de Toultscha et les surveillants (dépendant de l'inspecteur général) seront rétribués par le Gouvernement ottoman.

Ils seront choisis parmi des personnes compétentes.

Art. 9. En vertu des principes de l'acte du Congrès de Vienne consacrés par l'article 15 du Traité de Paris, l'autorité de l'inspecteur général et du capitaine du port de Soulina s'exerce indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

L'inspecteur général est préposé spécialement à la police du fleuve en aval d'Isaktscha, à l'exclusion du port de Soulina; il est assisté de surveillants répartis sur les diverses sections fluviales de son ressort.

Le capitaine du port de Soulina est chargé de la police du port et de la rade extérieure de Soulina.

Une instruction spéciale, arrêtée d'un commun accord, règle dans ses détails l'action de l'inspecteur général et celle du capitaine du port de Soulina.

Art. 10. Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du Règlement de navigation et de police, par l'inspecteur général et par le capitaine du port de Soulina.

Art. 11. L'exécution du Règlement de navigation et de police est assurée en outre, ainsi que l'application du tarif dont il sera parlé aux articles 13 et suivants du présent Acte, par l'action des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures du Danube, conformément à l'article 19 du Traité de Paris.

Chaque station navale agit sur les bâtiments de sa nationalité et sur ceux dont elle se trouve appelée à protéger le pavillon, soit en vertu des traités ou des usages, soit par suite d'une délégation générale ou spéciale.

A défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour intervenir, les autorités internationales du fleuve peuvent recourir aux bâtiments de guerre de la Puissance territoriale.

Art. 12. Il est entendu que le Règlement de navigation et de police joint au présent Acte conservera force de loi jusqu'au moment où les règlements prévus par l'article 17 du Traité de Paris auront été arrêtés d'un commun accord et mis en vigueur.

Il en sera de même pour les dispositions des articles 8, 9 et 10 ci-dessus, en tant qu'elles concernent les attributions de l'inspecteur général.

§ 2.

Du tarif des droits de navigation.

Art. 13. L'article 16 du Traité de Paris ayant conféré à la Commission européenne la faculté d'imposer à la navigation une taxe d'un taux convenable pour couvrir les frais des travaux et établissements susmentionnés, et la Commission ayant fait usage de cette faculté en arrêtant le tarif du 25 juillet 1860, révisé le 7 mars 1863, dont le produit lui a procuré les ressources nécessaires pour l'achèvement des travaux de Soulina, il est expressément convenu par le présent Acte que le susdit tarif, dont les dispositions viennent d'être complétées, demeurera obligatoire pour l'avenir.

A cet effet, le tarif en question a été joint au présent Acte, sous la lettre *B*, pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. 14. Le produit de la taxe sera affecté :

1° Par priorité et préférence, au remboursement des emprunts contractés par la Commission européenne et de ceux qu'elle pourra contracter à l'avenir pour l'achèvement des travaux d'amélioration des embouchures du Danube;

2° A couvrir les frais d'administration et d'entretien des travaux et établissements;

3° A l'amortissement des avances faites à la Commission par la Sublime Porte; cet amortissement s'opérera conformément à l'arrangement spécial conclu, à cet égard, entre la Commission européenne et le délégué de S. M. I. le Sultan, sous la date de ce jour.

L'excédant de ce produit, s'il y en a, sera tenu en réserve, pour faire face aux dépenses que pourra entraîner le prolongement des digues de Soulina ou l'exécution de tels autres travaux que la Commission européenne, ou l'autorité qui lui succédera, jugera ultérieurement utiles.

Il est expressément entendu, au surplus, qu'aucune partie des sommes produites par les taxes prélevées sur les bâtiments de mer, ou

des emprunts réalisés au moyen de l'affectation de ces taxes, ne pourra être employée à couvrir les frais de travaux ou les dépenses administratives se rapportant à une section fluviale située en amont d'Isaktscha.

Art. 15. A l'expiration de chaque délai de cinq ans, et en vue de diminuer, s'il est possible, les charges imposées à la navigation, il sera procédé par les délégués des Puissances qui ont arrêté le susdit tarif à une révision de ses dispositions, et le montant des taxes sera réduit autant que faire se pourra, tout en conservant le revenu moyen jugé nécessaire.

Art. 16. Le mode de perception de la taxe et l'administration de la caisse de navigation de Soulina continueront à être régis par les dispositions actuellement en vigueur.

L'agent comptable proposé à la perception sera nommé, à la majorité absolue des voix, par la Commission européenne, ou par l'autorité qui lui succédera, et fonctionnera sous ses ordres directs.

Le contrôle général des opérations de la caisse sera exercé par un agent dont la nomination appartiendra au Gouvernement ottoman.

Il sera publié annuellement, dans les journaux officiels des différentes Puissances intéressées, un bilan détaillé des opérations de la caisse de navigation, ainsi qu'un état faisant connaître la répartition et l'emploi des produits du tarif.

Art. 17. L'Administration générale des phares de l'Empire ottoman s'étant chargée de pourvoir aux frais d'éclairage, d'administration et d'entretien des phares composant le système d'éclairage des embouchures du Danube, la quote-part représentant les droits de phare dans le montant des taxes perçues à Soulina sera versée aux mains de ladite Administration; mais il est entendu que ces droits ne pourront avoir pour objet, en ce qui concerne les phares existants et ceux que l'on jugerait utile d'établir ultérieurement, que de couvrir les dépenses réelles.

§ 3.

Des quarantaines.

Art. 18. Les dispositions sanitaires applicables aux embouchures du Danube continueront à être réglées par le Conseil supérieur de santé institué à Constantinople, et dans lequel les différentes Missions étrangères, accréditées auprès de la Sublime Porte, sont représentées par les Délégués.

Ces dispositions seront conçues de manière à concilier dans une juste mesure les garanties sanitaires et les besoins du commerce maritime, et elles seront basées, autant que faire se pourra, sur les principes déterminés dans les articles 19 et 20 ci-après.

Art. 19. Les bâtiments descendant le Danube seront affranchis de tout contrôle sanitaire ; il en sera de même pour les bâtiments venant de la mer, aussi longtemps qu'aucune épidémie de peste ne régnera en Orient ; ces bâtiments seront tenus simplement de présenter leur patente de santé aux autorités des ports où ils mouilleront.

Art. 20. Si une épidémie de peste vient à éclater en Orient, et si l'on juge nécessaire de faire appliquer des mesures sanitaires sur le bas Danube, la quarantaine de Soulina pourra être établie ; les bâtiments venant de la mer, seront tenus, dans ce cas, d'accomplir à Soulina les formalités quarantainaires ; et, si l'épidémie n'a pas envahi les provinces de la Turquie d'Europe, ils ne pourront plus être l'objet d'aucune mesure sanitaire en remontant le fleuve.

Mais si, au contraire, l'épidémie envahit une ou plusieurs des provinces riveraines du Danube, des établissements quarantainaires seront institués là où besoin sera, sur la partie du fleuve qui traverse le territoire de la Turquie.

TITRE III.

NEUTRALITÉ.

Art. 21. Les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission européenne, ou par l'autorité qui lui succédera, en exécution de l'article 16 du Traité de Paris, notamment la caisse de navigation de Soulina, et ceux qu'elle pourra créer à l'avenir, jouiront de la neutralité stipulée dans l'article 11 dudit Traité, et seront, en cas de guerre, également respectés par tous les belligérants.

Le bénéfice de cette neutralité s'étendra, avec les obligations qui en dérivent, à l'inspection générale de la navigation, à l'administration du port de Soulina, au personnel de la caisse de navigation et de l'hôpital de la marine, enfin au personnel technique chargé de la surveillance des travaux.

Art. 22. Le présent Acte sera ratifié ; chacune des Hautes Parties contractantes ratifiera en un seul exemplaire, et les ratifications seront déposées dans un délai de deux mois, ou plutôt si faire se peut, à la Chancellerie du Divan impérial à Constantinople.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Galatz, le deuxième jour du mois de novembre de l'an mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.) Signé : A. DE KREMER.

ED. ENGELHARDT.

J. STOKES.

STRAMBIO.

SAINT-PIERRE.

OFFENBERG.

AHMET-RASSIM.

**M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur
à Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg et Florence.**

Paris, le 13 décembre 1863.

Monsieur, la Commission européenne du Danube a signé, le 2 novembre, l'Acte public relatif à la navigation des embouchures de ce fleuve, et l'article 22 stipule que cette Convention sera ratifiée dans un délai de deux mois par les Puissances. Nous nous sommes demandé quelle était la marche à suivre pour l'exécution de cette clause, et il nous a paru conforme à l'esprit des actes du Congrès de Paris de convoquer la Conférence pour lui donner communication du travail élaboré par les Commissaires. En effet leur tâche a été définie par le Traité de 1856, et il appartient aux Puissances réunies en Conférence d'examiner si l'acte signé à Galatz répond à l'objet que le Congrès s'est proposé. Les plénipotentiaires seraient ainsi appelés à constater leur assentiment collectif, et cette adhésion serait considérée comme l'équivalent de la ratification de chacune des Cours contractantes.

D'après l'article 22 du nouvel acte, ce document devra être déposé dans la Chancellerie du Divan impérial à Constantinople. La présentation de l'Acte lui-même aux Plénipotentiaires assemblés à Paris implique qu'il demeure aux archives de la Conférence ; mais un exemplaire authentique du Protocole signé par les Plénipotentiaires et de la Convention qui y serait annexée serait délivré par la Conférence pour être remis aux mains du Gouvernement ottoman, et cette combinaison concilierait la marche que nous proposons de suivre avec les prescriptions de l'article 22.

Le Cabinet de Londres partage sur ces différents points notre manière de voir, et il a déjà adressé des instructions dans ce sens à ses Agents auprès des Cours signataires du Traité de 1856. Je vous prie de faire connaître notre opinion à M. le Ministre des affaires étrangères, et si, comme je l'espère, il y donne son approbation, il jugera sans doute opportun d'envoyer le plus tôt possible, au Représentant à Paris de la Cour auprès de laquelle vous êtes accrédité, les pouvoirs nécessaires pour prendre part à la Conférence que je m'empresserai de convoquer.

Agrécz, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

AFFAIRES DU LIBAN.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Outrey, consul général de France
à Beyrouth.**

Paris, le 8 décembre 1864.

Monsieur, la rentrée inattendue de Joseph Karam dans le Liban est un événement fâcheux. Il est nécessaire d'aviser aux moyens de prévenir les conséquences que sa présence pourrait avoir pour la tranquillité du nord de la montagne ; je pense que ces moyens doivent être cherchés tout d'abord et, autant que possible, dans des tentatives de rapprochement, en faisant appel, d'un côté, à la modération et à la sagesse du Gouverneur général, de l'autre, à l'esprit de soumission à l'ordre établi que Karam a manifesté dans sa correspondance avec vous.

J'ai l'espoir, en me référant au langage plein de mesure tenu par Daoud-Pacha dans sa lettre à Cabouli-Pacha, que le Gouverneur de la Montagne consentirait à ce que Karam vécût tranquillement au milieu des siens, à la condition formelle, bien entendu de se soumettre sans arrière-pensée et sans restriction au Gouvernement établi.

Dès l'instant où Karam cesserait de donner l'exemple du respect de l'autorité, soit en cherchant à devenir un chef de parti, soit en permettant que son nom devînt un drapeau d'opposition contre Daoud-Pacha, dès cet instant, et il faudrait qu'il en fût d'avance bien averti, il perdrait toute espèce de titre à notre intérêt ; il autoriserait l'emploi de tous les moyens qui deviendraient nécessaires pour l'éloigner de nouveau de son pays.

Pour le moment, Monsieur, et surtout en présence des manifestations qui ont accueilli la présence de Karam, la prudence, l'intérêt de l'ordre public dans la Montagne, conseillent d'éviter de recourir à des mesures violentes à l'égard de l'ancien cheik d'Ëiden, et j'apprendrais avec satisfaction que notre intervention aurait réussi à conjurer, par des voies amiables, les dangereuses complications que son retour pourrait faire naître.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS

M. Drouyn de Lhuys à M. Outrey, à Beyrouth.

Paris, le 27 décembre 1864.

Monsieur, je vois avec plaisir que Daoud-Pacha a l'intention de n'employer que des moyens amiables pour arriver à une solution de la crise suscitée par le retour de Joseph Karam. Je n'ai pas besoin de vous recommander de ne rien négliger pour maintenir Daoud-Pacha dans ces excellentes dispositions.

Je me plais à attendre un bon résultat des démarches que vous avez faites auprès du Patriarche, qui peut exercer une si grande influence dans les circonstances actuelles; ne lui laissez pas ignorer que nous lui saurons gré des efforts qu'il aura faits pour prévenir dans le Liban des complications qui ne pourraient, d'ailleurs, que tourner au préjudice de sa nation.

Recevez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys aux représentants de l'Empereur à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg et à Berlin.

Paris, le 3 mars 1865.

Monsieur, le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité aura été instruit par son représentant à Constantinople de la résolution prise par Daoud-Pacha de donner sa démission. La Porte s'en est vivement émue, et, d'après ce que me mandait M. le marquis de Moustier, dans son courrier du 15 février, les Ministres du Sultan étaient disposés à faire tous leurs efforts pour décider Daoud à revenir sur sa détermination. Nous voulons encore espérer que leurs démarches auront un résultat favorable, et que le gouverneur de la Montagne reconnaîtra qu'il s'est exagéré les difficultés de la situation. La tranquillité relative que son administration avait fait régner dans le Liban, depuis plus de trois années, justifie l'intérêt que la Porte attache au maintien de ce fonctionnaire, au moment où le Gouvernement turc, de concert avec les Puissances, vient de lui donner une nouvelle preuve de bon vouloir, Daoud ne peut douter de l'appui qu'il trouverait, au besoin, auprès de tous les Cabinets, pour faciliter l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée.

Nous devons prévoir cependant le cas où sa résolution deviendrait irrévocable et où il serait nécessaire de lui choisir un successeur. Dans cette éventualité, les Puissances n'auraient qu'à se référer au règle-

ment organique du 9 juin 1861¹, modifié et complété par l'acte du 6 septembre 1864². Les clauses de cet arrangement présentent, au point de vue international, une force obligatoire et une autorité qui sont incontestables. C'est le terrain commun des différentes Cours dans tout ce qui regarde le Liban et la base naturellement indiquée de l'entente des Cabinets. Notre règle de conduite est donc parfaitement définie, et nous sommes convaincus à l'avance que les autres Gouvernements envisagent l'état des choses de la même manière que nous. Je vous invite à vous exprimer en ce sens dans vos entretiens avec M. le Ministre des Affaires étrangères, et j'attacherais du prix à connaître quelles sont, au sujet de la situation actuelle, ses impressions et ses idées.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bernard des Essards, consul général de France à Beyrouth.

Paris, le 8 avril 1865.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche télégraphique en date du 1^{er} de ce mois m'annonçant que, par suite d'un accord intervenu entre Daoud-Pacha et le Patriarche, Joseph Karam a fait sa soumission, et que le pays est tranquille. Nous n'avons qu'à nous féliciter de ce résultat et à désirer qu'il se consolide. L'attitude du consulat général et la conduite qu'il a suivie y ont beaucoup contribué. Je compte sur votre vigilance pour maintenir au besoin les chefs du clergé maronite dans des dispositions conformes aux véritables intérêts de la Montagne. Vous voudrez bien dès à présent les y encourager en leur exprimant, quand vous en aurez l'occasion, l'approbation du Gouvernement de l'Empereur pour la prudence et le bon esprit dont ils viennent de donner des preuves.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys.

Beyrouth, le 11 avril 1865.

Monsieur le Ministre, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire savoir à

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 313.

2. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 393.

Votre Excellence par le télégraphe, les deux questions principales qui agitaient la Montagne ont été fort heureusement réglées.

Joseph Karam a fait sa soumission, et les populations du Kesrouan qui se refusaient au paiement de l'impôt, reconnaissant en principe la justice des prétentions du Gouverneur général du Liban, ne lui demandent plus que du temps pour payer et les dettes du passé et celles du présent. Ce n'est donc en réalité qu'une affaire d'administration intérieure dont le règlement rentre dans les attributions du Medjlis administratif central.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BERNARD DES ESSARDS.

**M. Drouyn de Lhuys aux ambassadeurs de l'Empereur
à Saint-Petersbourg, à Londres, à Vienne et à Berlin.**

Paris, le 28 septembre 1865.

Monsieur, vous connaissez les difficultés qui avaient amené, il y a environ six mois, le Gouverneur général du Liban à offrir sa démission au Sultan, et vous savez que le Gouvernement de l'Empereur avait heureusement employé ses bons offices pour faire revenir Daoud-Pacha sur cette résolution. Depuis lors, le gouverneur de la Montagne s'est ému de nouveaux incidents, et il a craint que l'amnistie accordée par la Porte aux Druses qui s'étaient signalés dans les massacres de Syrie ne devînt un danger pour l'ordre public. Ayant obtenu un congé, il s'est rendu à Constantinople, et y a manifesté de nouveau le désir de se démettre de ses fonctions. Notre Ambassade a vivement combattu cette disposition au découragement. Nous pensions, au reste, qu'il était de l'intérêt du Gouvernement ottoman de fournir à Daoud-Pacha les pouvoirs et les moyens nécessaires pour maintenir la tranquillité dans ce pays, si longtemps troublé.

La Porte a compris, de son côté, qu'il y avait lieu de faire, en faveur de la Montagne, toutes les concessions qui seraient compatibles avec le règlement organique. Il a été décidé, en conséquence, que les Druses amnistiés ne pourront retourner dans le Liban qu'avec l'autorisation du Gouverneur général, qui reste seul juge des conditions auxquelles leur rentrée pourra s'effectuer. La gendarmerie réglementaire, composée de 1500 hommes, sera organisée. Les ressources du budget de la Montagne étant insuffisantes, la Porte s'engage à donner au gouverneur un subside annuel de 3 millions de piâtres. Les routes de Damas et de Saïda seront occupées, non plus par des troupes d'infanterie turque, mais par deux escadrons de cosaques composés

exclusivement de chrétiens, et par deux escadrons composés de musulmans. Les impôts arriérés qui datent de l'époque des Caïmakamies sont abandonnés par la Porte à l'administration de la Montagne, à la condition qu'ils seront employés à des travaux d'utilité publique. Ces arriérés pourront s'élever à 3 ou 4 millions de piastres, que les habitants payeront volontiers, du moment que ces sommes sont destinées à des travaux dont ils profiteront. Enfin il a été convenu qu'une partie de la plaine de la Bekaa, principalement habitée par des Libanais, serait distraite du Gouvernement de Damas, pour être placée sous la juridiction du Gouverneur général du Liban. Daoud-Pacha, pleinement satisfait de l'ensemble de ces améliorations, a consenti à retirer sa démission, et la Porte a bien voulu lui offrir, pour retourner en Syrie, un bâtiment de l'État. Le Gouvernement de l'Empereur a vu avec une satisfaction véritable cet heureux résultat, et il se plaît à espérer que les sages concessions de la Porte, en donnant au gouverneur du Liban de nouveaux éléments de force morale, contribueront à consolider les institutions garanties à la Montagne par un acte européen.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys.

(Dépêche télégraphique.)

Beyrouth, le 7 janvier 1866.

Joseph Karam, à la tête d'un millier d'hommes, s'est mis en marche contre Daoud-Pacha qui est à Djouni. Ce cheik a attaqué Gazir, hier, à deux reprises, et a été repoussé. La révolte ne paraît pas s'étendre aux districts mixtes.

Signé : BERNARD DES ESSARDS.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Bernard des Essards,
à Beyrouth.**

Paris, le 9 janvier 1866.

Vous pouvez assurer à Daoud-Pacha que notre appui moral lui est acquis pour la répression de la révolte de Karam.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys.*(Dépêche télégraphique.)*

Beyrouth, le 13 janvier 1866.

Les habitants du Kesrouan ont demandé l'amnistie par l'intermédiaire du clergé. Daoud-Pacha est disposé à l'accorder. Karam s'est réfugié près de Batroum, dans un couvent.

Signé : BERNARD DES ESSARDS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Moustier, ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, le 19 janvier 1866.

Monsieur le Marquis, je n'ai point encore reçu le rapport détaillé que le Consul général de Sa Majesté a dû m'envoyer au sujet du mouvement insurrectionnel dont Joseph Karam n'a pas craint d'assumer la responsabilité ; mais une dépêche télégraphique, en date du 13, m'a annoncé l'insuccès de cette entreprise.

Je n'ai, d'ailleurs, qu'à approuver les instructions que vous avez adressées à M. des Essards et qui sont conformes à celles que je lui ai fait parvenir par le télégraphe.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

GRÈCE.**Le comte de Gobineau, ministre de France en Grèce,
à M. Drouyn de Lhuys.**

Athènes, le 12 janvier 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de la note identique que les Ministres de Russie, d'Angleterre et moi avons adressée au Cabinet d'Athènes, conformément aux instructions de nos trois cours.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Comte DE GOBINEAU.

**Le comte de Gobineau à M. Boudouris, ministre des affaires
étrangères de Sa Majesté hellénique.**

Athènes, le 9 janvier 1865.

Monsieur le Ministre, le prédécesseur de Votre Excellence, dans une communication en date du 12/24 janvier 1864, faisant un tableau fort sombre de la situation du Trésor hellénique, sollicitait le concours des Puissances garantes de l'emprunt de 1832, pour l'aider à sortir de ses embarras financiers.

Les facilités qu'il réclamait de leur bienveillance peuvent se résumer en trois points :

1° L'ajournement de paiement des sommes que le Gouvernement Grec s'était engagé à solder comme à-compte dans les années 1861, 1862 et 1863, et qui sont encore en souffrance ;

2° L'acquiescement à la prolongation pour cinq ans encore de l'arrangement de 1859, par lequel le Trésor hellénique s'était obligé à payer annuellement aux trois Cours 900 000 francs en remboursement partiel de leurs avances pour l'emprunt Rothschild ;

3° La consécration, devant découler de ce sursis, d'un droit nouveau pour le Gouvernement grec, de distraire une part de ses revenus pour satisfaire une autre créance (celle de l'emprunt de 1824 et 1825) avant d'avoir pourvu au service entier des intérêts et de l'amortissement de la dette de 1832, au paiement desquels les recettes effectives du Trésor grec doivent être consacrées *avant tout*.

Je n'ai pas manqué de faire part de ces vœux à mon Gouvernement, et je viens de recevoir l'ordre de faire connaître à Votre Excellence les résolutions auxquelles le cabinet de Paris est arrivé après un concert préalable avec la Russie et la Grande-Bretagne :

1° Le Gouvernement de l'Empereur, d'accord avec les Gouvernements de la Russie et de la Grande-Bretagne, consent à ajourner, pour le moment, le paiement des sommes dues par le Gouvernement Grec sur l'emprunt pour les années 1861, 1862 et 1863, en réservant, toutefois, son droit de réclamer par la suite le remboursement de ces sommes ;

2° Le Gouvernement de l'Empereur également d'accord avec les deux Cours garantes, prenant en considération les circonstances qui mettent le Gouvernement hors d'état de satisfaire actuellement à des déboursés plus considérables, consent à ne pas réclamer, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} décembre 1864, l'augmentation du versement annuel de 900 000 francs fixé en 1859, et qui, du reste, doit être diminué de la somme stipulée en faveur de S. M. le Roi des Hellènes, par

l'article 6 du Traité conclu le 29 mars 1864 entre les trois Puissances et la Grèce.

En faisant cette concession, les trois Cours doivent insister pour obtenir du Gouvernement Hellénique la désignation d'une branche du revenu de la Grèce qui sera spécialement affecté au paiement de l'annuité convenue. Les Représentants des trois Puissances s'entendront à ce sujet avec le Gouvernement Hellénique.

3° Quant à la troisième demande du Gouvernement Hellénique, les Puissances garantes, convaincues que le meilleur moyen, pour la Grèce, de relever son crédit en Europe, consiste dans une bonne administration et dans la réalisation de sages économies, ne croient pas devoir renoncer à la position privilégiée qui résulte pour elles de la Convention de 1832¹.

En conséquence, elles n'entendent sacrifier, dans aucun cas, leurs intérêts à ceux des créanciers des emprunts de 1824 et 1825.

J'aime à espérer que, pour répondre à la bienveillance dont les trois Cabinets ont fait preuve en déférant aux désirs exprimés dans les deux premiers points, le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique s'empressera d'offrir une branche de revenus suffisante comme gage de sa bonne volonté à remplir ses obligations, et qu'il s'entendra à ce sujet avec les Représentants des Puissances à Athènes.

Agréez, etc.

Signé : Comte DE GOBINEAU.

Le comte de Gobineau à M. Drouyn de Lhuys.

Athènes, le 4 février 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la copie d'une dépêche par laquelle le Gouvernement Hellénique accepte les trois articles de la communication des Cours protectrices, et offre la moitié des recettes de la douane de Syra comme gage. Vous trouverez également ci-annexée notre réponse identique.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Comte DE GOBINEAU.

M. Boudouris au comte de Gobineau.

Athènes, le 15/27 janvier 1865.

Monsieur le Comte, j'ai placé sous les yeux de S. M. le Roi et j'ai soumis à la considération du Conseil des Ministres la note identique

1. Voir cette Convention du 7 mai 1832, *Archives*, 1862, tome IV, page 402.

que, de concert avec vos collègues de la Grande-Bretagne et de Russie, vous m'avez adressée, le 9 courant, pour me communiquer la décision des Puissances garantes de l'emprunt de 1832, en réponse aux propositions que mon prédécesseur leur avait présentées par son office en date du 12/24 janvier 1864.

Il est, avant tout, de mon devoir, Monsieur le Comte, de vous exprimer la reconnaissance du Gouvernement du Roi pour la bienveillante manière avec laquelle le Cabinet de S. M. l'Empereur des Français a tenu compte de la situation critique dans laquelle le Trésor hellénique s'est trouvé après les secousses et les orages que le pays a subis depuis quelques années.

Cette situation difficile ayant nécessité, de la part des trois Puissances, de nouvelles concessions relatives au service de l'emprunt garanti par elles, le Gouvernement du Roi n'a pu apprendre qu'avec la plus vive satisfaction, par la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre, que ses vœux avaient été favorablement accueillis, et que l'ajournement du paiement des sommes dues sur l'emprunt, pour les années 1861, 1862 et 1863, était, en principe, accordé.

C'est avec un plaisir non moins grand qu'il a appris, en outre, que les trois Puissances consentaient à l'exempter pendant cinq années, à partir du 1^{er} décembre 1864, de toute augmentation du versement annuel de 900 000 francs fixé en 1859, et qui, du reste, sera diminué de la somme stipulée en faveur de S. M. le Roi des Hellènes par l'article 6 du traité conclu à Londres le 17/29 mars 1864, entre la Grèce et les trois Puissances.

Cette dernière concession étant accompagnée de la condition par laquelle la première des Parties contractantes est tenue à fournir une garantie spécialement désignée pour l'aquittement des annuités à venir, le Gouvernement du Roi ne devait pas hésiter à offrir immédiatement cette garantie ; aussi suis-je, dès aujourd'hui, à même de vous prévenir, Monsieur le Comte, qu'il est prêt à mettre à la disposition des trois Puissances garantes la *moitié* des recettes de la douane de Syra, dont la totalité des droits perçus s'élève, approximativement, à un million cinq cent mille (1 500 000) drachmes par an.

Dans le cas où cet arrangement serait agréé, la moitié de ces recettes pourrait être versée mensuellement à la Banque du Royaume, et cela jusqu'à concurrence de six cent mille (600 000) francs, somme représentant l'annuité due par la Grèce après la réduction dont l'a affectée le Traité de Londres susmentionné.

J'aime à espérer, Monsieur le Comte, que cette proposition sera regardée comme propre à satisfaire en tout point aux prétentions légitimes des trois Puissances, et que les efforts que le Gouvernement du Roi fait aujourd'hui pour faire honneur, autant qu'il est en son

pouvoir, à ses engagements, sont une preuve irrécusable de sa ferme résolution de relever le crédit du pays en améliorant ses finances, dont le sombre tableau exposé par mon prédécesseur n'est que la trop fidèle représentation.

En effet, les anomalies inévitables d'un interrègne révolutionnaire, la réduction de moitié de l'impôt foncier, la continuation du même système foncier appliqué à la perception de cet impôt important, même après sa réduction, les retards indispensables apportés à l'application des nouvelles taxes (sur les pâturages et les maisons), qui devaient compenser les pertes provenant de la diminution des impôts ci-dessus, la saison exceptionnellement pluvieuse qui a compromis en grande partie la récolte du coton et celle de l'huile (cette principale ressource du fisc dans les îles Ioniennes), et une foule d'autres causes dont il est inutile de faire ici l'énumération détaillée, ont, depuis, augmenté les difficultés financières du Royaume, d'ailleurs compliquées par des questions inhérentes à l'annexion des îles Ioniennes.

Cependant, Monsieur le Comte, même après cet aveu sincère de ces embarras, je suis heureux de pouvoir encore vous donner l'assurance que le Gouvernement du Roi espère se mettre, peu à peu, en mesure de parer aux difficultés qui l'entourent et faire honneur à des engagements dont il est le premier à reconnaître et la validité et le caractère sacré.

Le rétablissement graduel de l'ordre légal et, surtout, la pratique sincère des institutions que le pays s'est données ne peuvent qu'influer heureusement sur ses finances. Je me plais aussi à croire que, si l'on ajoutait à ces causes l'impulsion d'une administration fermement résolue à prendre l'impartialité pour règle de sa conduite, on pourrait peut-être entrevoir avec confiance un avenir peu éloigné, dans lequel la Grèce, prospère et fidèle à la lettre et à l'esprit de ses engagements, serait en voie de réaliser les vœux de ses amis et les vues bienveillantes des trois Puissances, dont les sympathies d'ailleurs ne lui ont jamais fait défaut.

Agréez, etc.

Signé : BOUDOURIS.

Le comte de Gobineau à M. Boudouris.

Athènes, le 3 février 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de recevoir la Note par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire part de l'empressement avec lequel le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique venait au-devant des désirs des Puissances garantes de l'emprunt Rothschild. Il

propose de mettre à la disposition des trois Cours la moitié des recettes de la douane de Syra, évaluées approximativement par Votre Excellence à un rapport annuel de 1 500 000 drachmes, comme garantie du paiement régulier de 600 000 francs pendant cinq ans, à titre d'à-compte sur les sommes avancées au Trésor grec. Cette offre a paru à mes collègues de Russie et de Grande-Bretagne, ainsi qu'à moi, parfaitement satisfaisante. Les Cabinets de Paris, de Saint-Petersbourg et de Londres ayant chargé leurs Représentants de s'entendre avec le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique quant à la branche de revenu à affecter au versement convenu, j'ai tout lieu de penser qu'ils n'hésiteront pas à approuver l'acceptation que, de concert avec MM. les Envoyés de Russie et de Grande-Bretagne, je crois pouvoir communiquer à Votre Excellence dès aujourd'hui, *sub spe rati*.

Il est bien entendu, Monsieur le Ministre, comme vous avez bien voulu me le dire de vive voix que, dans le cas où cette moitié ne suffirait pas à couvrir la somme de 600 000 francs, celle-ci serait complétée par l'autre fraction des recettes. Dans aucun cas non plus, le chiffre des revenus de la douane donnés en hypothèque ne pourra infirmer en quoi que ce soit l'arrangement quant au versement convenu pour cinq ans encore.

Agréé, etc.

Signé : Comte DE GOBINEAU.

Le comte de Gobineau à M. Drouyn de Lhuys.

Athènes, le 16 mars 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement grec m'a fait remettre la somme de 200 000 francs représentant la part afférente au Gouvernement de l'Empereur dans le règlement de l'annuité de l'emprunt de 1832 pour l'année 1864.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Comte DE GOBINEAU.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

M. Bigelow, ministre des États-Unis, à Paris, à M. Drouyn de Lhuys.

(Traduction.)

Paris, le 10 mai 1865.

Monsieur, je n'ai pas besoin de rappeler à Votre Excellence que, pendant le cours de la guerre civile qui, depuis quatre années, en-

viron, a désolé ma patrie, la déclaration du Gouvernement impérial, en date de septembre 1861, reconnaissant aux insurgés les droits de belligérants, a été une source d'embarras sérieux et d'irritation populaire considérable. Sans vouloir discuter la nécessité ou la convenance de cette résolution, au sujet de laquelle, Votre Excellence le sait, l'opinion de mon Gouvernement n'a jamais varié, je considère comme mon devoir de vous soumettre la question de savoir si cette déclaration n'a pas cessé de remplir tous les buts utiles qu'elle a pu avoir en vue; si le temps n'est pas venu où ce serait, de la part de la France, un procédé peu amical que de refuser à la marine fédérale l'hospitalité que la marine française a toujours trouvée dans les ports des États-Unis, et si les insurgés n'ont pas perdu tous leurs droits prétendus aux privilèges de belligérants que le Gouvernement impérial leur a accordés.

Votre Excellence doit savoir déjà que l'insurrection, sur le territoire des États-Unis, ne possède plus un seul port ouvert sur la mer; qu'elle n'a plus de siège fixe pour son prétendu Gouvernement, plus d'administration civile établie, plus d'armée qui ne se dissolve rapidement sous le coup de défaites répétées. Les seuls bâtiments qui puissent porter son pavillon ont été construits dans des pays étrangers, et, depuis le jour où ils ont été lancés, ils ne se sont jamais enhardis à approcher du théâtre de l'insurrection à moins d'une distance de centaines de milles, tandis que la faculté qu'ils ont eue de piller notre commerce innocent dérivait uniquement de la concession des droits de belligérants faite par des puissances qui avaient donné à mon Gouvernement les assurances répétées de leur volonté d'être neutres dans la lutte.

Afin de montrer à Votre Excellence combien il est difficile d'entretenir des relations amicales, quelque désirables qu'elles soient, avec des Puissances qui prêtent leur appui à un tel état de choses, j'appelle son attention sur un seul point de cette pénible question, point qui repose sur des constatations officielles.

Parmi les bâtiments de commerce américains, construits et possédés aux États-Unis en 1858, 33 navires, représentant 12684 tonneaux, ont été transférés sur les registres de la marine britannique. Le nombre des bâtiments de même espèce, transférés de même en 1859, a été de 49, comptant 21308 tonneaux. En 1860, le nombre a été de 41, comptant 13683 tonneaux. En 1861, ce nombre s'est élevé à 126 navires, comptant 71673 tonneaux. En 1862, le chiffre des navires a atteint 135, avec 64578 tonneaux. En 1863, il n'a pas été moindre de 348, avec 252379 tonneaux. En 1864, il est tombé à 106 navires, avec 92052 tonneaux.

Il résulte de ces chiffres que, depuis le commencement de notre

guerre civile jusqu'au 1^{er} janvier dernier, le nombre de nos bâtiments marchands qui se sont fait enregistrer dans la marine britannique a été d'environ 715. J'ignore combien de nos bâtiments marchands ont cherché à se mettre en sûreté en se faisant inscrire dans d'autres marines que celle de la Grande-Bretagne, et je n'ai pas besoin de former des conjectures à ce sujet. Les chiffres que j'ai cités suffisent pour faire voir quel trouble et quel dérangement considérable pour notre commerce est la conséquence nécessaire et légale, non de notre guerre civile, mais de l'intervention de croiseurs pirates, construits dans des ports anglais et en sortant pour piller notre commerce sur la haute mer, au mépris des lois du pays où ils ont été construits, des traités et du droit des gens.

Le Gouvernement français s'est joint à la Grande-Bretagne pour attribuer le caractère de belligérants à ces bâtiments pirates ; de là en grande partie la faculté qu'ils ont eue de faire du mal ; et en agissant ainsi, le Gouvernement a prêté son appui à un mode de guerre qui est sans exemple dans les temps modernes par les destructions sauvages auxquelles il a donné lieu, et qui est effrayant quand on le considère comme un précédent établi pour l'avenir et consacré par de si hautes autorités.

Je viens demander maintenant à Votre Excellence si la France désire persister à reconnaître comme belligérants les débris dispersés de l'organisation insurrectionnelle, qui fuient devant nos armées ; veut-elle admettre que les deux ou trois bâtiments qui détruisent actuellement notre commerce, qui ont été construits et équipés en territoire neutre, qui ne naviguent sous aucun pavillon national, et qui, par conséquent, sont des pirates aux termes du droit des gens, jouissent, dans les ports de cet Empire, des mêmes droits et de la même hospitalité que les bâtiments de guerre portant le pavillon des États-Unis ? Je demanderai à Votre Excellence si de ce soutien donné à nos ennemis peut résulter un avantage quelconque de nature à compenser l'irritation qui sera la suite inévitable de la continuation d'une politique si préjudiciable à notre intérêt national, et si peu faite pour entretenir ces relations amicales que mes compatriotes ont été habitués à apprécier hautement.

S'il en est autrement, je prie Votre Excellence de me permettre de l'assurer que, dans ma conviction, il n'est pas probable qu'il se présente un moment plus opportun pour la France de retirer toute reconnaissance qu'elle a pu faire, en quelques termes et à quelques conditions que ce soit, de tout Gouvernement ou autorité quelconque sur le territoire des États-Unis autre que le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter près l'Empereur. Permettez-moi aussi d'exprimer l'espoir que Votre Excellence prêtera son puissant appui à cette poli-

tique, dont les conséquences ne peuvent être indifférentes à aucun de nos deux Pays.

Je profite de cette occasion, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, le 20 mai 1865.

Monsieur, j'ai reçu la Note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 10 de ce mois. Rappelant les événements décisifs qui se sont passés aux États-Unis, et qui ont consommé la défaite des États confédérés du Sud, vous demandez si la déclaration de neutralité du 10 juin 1861¹ n'a pas cessé d'atteindre le but utile qu'elle pouvait avoir en vue, aujourd'hui que le Gouvernement insurrectionnel n'a plus de siège et d'existence fixes, que ses armées sont dissoutes, qu'il ne possède plus un seul port ouvert sur la mer, et que son pavillon ne flotte plus que sur quelques bâtiments construits dans des ports étrangers, et errants, sans refuge possible dans les ports de leur pays. Vous demandez en même temps si le moment n'est pas venu où ce serait, de la part de la France, un procédé peu amical que de refuser à la marine des États-Unis l'hospitalité que la marine française a toujours trouvée dans les ports de l'Union, et si les insurgés n'ont pas perdu tout droit aux privilèges de belligérants que le Gouvernement impérial leur a reconnus.

Avant tout, Monsieur, je tiens pour entendu que la conduite suivie par le Gouvernement de l'Empereur depuis l'origine du conflit ne saurait être considérée comme lui ayant été inspiré par aucun sentiment peu amical pour les États-Unis. Bien que vous annonciez, dans la communication à laquelle j'ai l'honneur de répondre, ne pas vouloir discuter la nécessité ou la convenance de notre déclaration de 1861, je n'en crois pas moins devoir affirmer de nouveau que le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait pas agir autrement qu'il ne l'a fait, que c'était à la fois son droit et son devoir de reconnaître aux forces imposantes et régulièrement organisées qui entraient en lutte dans le sein de l'Union américaine, tous les caractères qui constituent les belligérants, et de proclamer, dès lors, sa neutralité. Il ne pouvait y avoir, sur la conduite à tenir, ni hésitation ni controverse ; les faits s'imposaient à tous avec leur autorité souveraine ; et le Gouvernement des États-Unis lui-même, je le rappelle à son honneur, ne l'a pas méconnu, car il a observé vis-à-vis de ses adversaires, dans la pratique

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 133.

de la guerre, les usages qui président aux hostilités entre nations indépendantes. Mais, dans notre pensée, des mesures prises par nous, en conséquence d'un état de guerre manifeste et déclaré, ne devront pas être maintenues quand la situation qui les a rendues obligatoires aura cessé d'exister. Or tout indique que le moment est proche où le Gouvernement fédéral pourra se départir de l'attitude que les nécessités de la guerre lui imposent encore. Dès que nous serons informés qu'il renonce à exercer contre les bâtiments neutres le droit de visite et de capture, il n'y aura plus pour nous de belligérants et nous nous empresserons de le reconnaître. Nous serons heureux de pouvoir supprimer immédiatement toutes les restrictions que l'état de guerre a apportées dans nos relations, et d'offrir, notamment dans nos ports, la plus cordiale et la plus complète hospitalité aux navires d'une nation que nous sommes, de vieille date, habitués à traiter en amie.

Je me félicite de pouvoir vous annoncer dès aujourd'hui, que, dans l'état actuel des choses, le Gouvernement de Sa Majesté ne considère déjà plus comme nécessaire la disposition qui limitait à vingt-quatre heures la durée du séjour que les navires des États-Unis étaient autorisés à faire dans nos ports. En conséquence, M. le Ministre de la marine vient d'en prononcer la révocation.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 27 mai 1865.

A la suite de la capitulation des armées du Sud et de la désorganisation du Gouvernement confédéré, M. le Ministre des États-Unis nous a demandé si ces événements ne modifieraient pas les règles que nous avions observées pendant la guerre à l'égard des navires de la marine fédérale. La conduite suivie par le Gouvernement de l'Empereur depuis l'origine du conflit ne saurait être considérée comme lui ayant été inspirée par un sentiment peu amical pour les États-Unis. Du moment que le Gouvernement fédéral lui-même observait vis-à-vis de ses adversaires les usages qui président aux hostilités entre nations indépendantes, et leur reconnaissait ainsi implicitement la qualité de belligérants, il nous était impossible de leur dénier ce caractère, et la nature des choses, aussi bien que les règles du droit des gens, nous imposaient comme un devoir la déclaration de 1861 et les mesures qui en étaient la conséquence. Mais, dans notre pensée, ces mesures ne devaient pas être maintenues quand la situation qui les a rendues obli-

gatoires aurait cessé d'exister, et tout indique que ce moment approche. Le Gouvernement de Washington n'a pas cru pouvoir, jusqu'à présent, se départir de l'attitude que les nécessités de la guerre lui imposent encore, et nous n'attendons que le jour où il aura renoncé à exercer contre les bâtiments neutres le droit de visite et de capture pour supprimer immédiatement toutes les restrictions que l'état de guerre avait apportées dans nos relations avec la marine fédérale, et offrir, notamment dans les ports de l'Empire, la plus cordiale hospitalité aux navires d'une nation que nous sommes, de vieille date, habitués à traiter en amie. Dès à présent, le Gouvernement de l'Empereur, voulant donner une preuve de son bon vouloir au Cabinet de Washington, a révoqué la disposition qui limitait à vingt-quatre heures la durée du séjour que les navires fédéraux étaient autorisés à faire dans nos ports, et je me suis empressé de notifier cette décision à M. le Ministre des États-Unis.

Agréé, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

(Traduction.)

Paris, 29 mai 1865.

Monsieur, j'ai reçu la Note en date du 20 de ce mois, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en réponse à la mienne du 10, relative à la déclaration impériale de neutralité du 10 juin 1861.

Après avoir exprimé votre confiance dans la justice et l'opportunité de cette déclaration, vu les circonstances où elle s'est produite, Votre Excellence ajoute que, suivant son opinion, les mesures prises en vue d'un état de guerre manifeste et déclaré ne doivent pas être maintenues lorsque la situation en vue de laquelle elles avaient été prises a cessé d'exister; que tout indiquait l'approche du moment où le Gouvernement fédéral abandonnerait l'attitude que les nécessités de la guerre l'avaient forcé de prendre; et que, aussitôt que vous auriez appris que le Gouvernement fédéral avait renoncé à l'exercice du droit de visite et de prise, il ne serait plus question de belligérance avec les États-Unis; que vous vous empresseriez alors de reconnaître le fait accompli, et que vous seriez heureux de lever sans retard toutes les restrictions que l'état de guerre avait imposées à vos relations avec les États-Unis, et d'offrir à nos vaisseaux la plus complète hospitalité dans vos ports. Vous avez bien voulu ajouter encore que, dans l'état actuel des affaires, le Gouvernement de Sa Majesté impériale ne considérerait plus comme nécessaire la disposition limitant à vingt-quatre

heures le séjour, dans les ports français, des navires de l'Union, et que le Ministre de la marine impériale avait déjà donné des ordres à cet effet.

En ce qui concerne la partie de la Note de Votre Excellence relative à l'opportunité et à la justice de la déclaration impériale de neutralité du 10 juin 1861, je dois répéter ce que j'ai eu l'honneur d'exposer dans ma note du 10 de ce mois, savoir : que je n'ai pas actuellement le projet d'en faire un sujet de discussion. Cependant il importe, afin d'écarter la possibilité de tout malentendu futur, d'appeler votre attention sur une phrase qui se trouve dans votre Note du 20 de ce mois, et qui pourrait faire naître une impression que, selon moi, l'histoire de la récente insurrection ne saurait justifier. Votre Excellence parle de mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté impériale « par suite d'un état de guerre manifeste et déclaré. » Sans prétendre savoir la signification exacte que vous attachez au mot « déclaré » dans ce document, je crois qu'il est de mon devoir de dire qu'en science politique et militaire ce mot a une signification technique qui n'est pas historiquement la sienne, dans la phrase que j'ai citée ci-dessus. J'ignore la publication, par le Gouvernement des États-Unis, d'une déclaration de guerre quelconque, à laquelle on pourrait équitablement appliquer la remarque de Votre Excellence.

Je regrette que le rappel de la déclaration de neutralité du 10 juin 1861 n'ait été offert qu'à des conditions dont je ne puis reconnaître l'opportunité. De fait, Votre Excellence admet que rien, dans la situation militaire des États-Unis, n'exige que l'on continue à concéder aux insurgés les droits de belligérants, puisqu'elle est prête à retirer cette concession dès que nous aurons renoncé à nos prétentions sur le droit de visiter des navires neutres. Je crois pouvoir dire que l'opportunité ou l'inopportunité de nos prétentions à visiter les navires neutres est une question entre nous et celle des Puissances neutres que nous pourrions avoir lésée ; et, quelle que fût la décision, elle ne se rapporterait nullement à la question de belligérance des États-Unis. Le fait qu'un navire neutre aurait été visité par un croiseur des États-Unis ne constituerait pas, à lui seul, et en l'absence d'autres démonstrations militaires, la preuve de l'existence d'un état de guerre entre les différents États de l'Union américaine. Par conséquent, à défaut d'autres raisons, on ne saurait se fonder sur ce que la renonciation à cette prétention n'a pas été notifiée pour conclure qu'on continue à reconnaître le droit de belligérance. Concéder que la visite d'un navire neutre établit le droit belligérant du visiteur, ce serait priver les Puissances neutres de leur recours légitime contre les abus du droit de visite.

En outre, en demandant que la déclaration de juin 1861 soit retirée, le Gouvernement des États-Unis a abandonné tous les droits des belligérants auxquels il est présumé avoir prétendu, il est devenu directement responsable de tout acte qu'il pourrait commettre à titre de belligérant.

Si le Gouvernement des États-Unis, la déclaration impériale étant retirée, visitait un bâtiment neutre, il s'exposerait aussitôt à des représailles, de même que pour toute autre violation de la loi internationale. Exiger d'un non belligérant la renonciation au droit de visite, cela revient à exiger qu'il renonce au droit de faire la guerre à une puissance neutre, ce qui est une contradiction complète. L'acte de visiter un navire neutre est un acte distinct et indépendant, qui ne saurait se justifier par un acte semblable, ou par une nécessité antérieure de même nature ; c'est un acte qu'un grave danger public peut seul excuser. Le danger venant à cesser, le droit cesse en même temps, que les privilèges inhérents à un état préexistant de belligérance aient été répudiés ou non.

S'il en était autrement, et si l'on admettait le principe d'après lequel Votre Excellence se propose d'agir, les États-Unis pourraient continuer avec impunité à visiter les navires neutres et à jouir des autres privilèges d'un belligérant, tant qu'ils omettraient d'y renoncer formellement. Or, il suffit d'énoncer une pareille proposition pour en démontrer l'inadmissibilité. Aucune puissance neutre ne saurait renoncer au droit de décider elle-même si elle veut reconnaître à une autre nation qui les réclame les privilèges d'un belligérant. Je ne puis me rappeler un seul cas où une nation quelconque ait jamais fait pareille renonciation.

Étant bien persuadé que ces idées sont exactes, je ne saurais cacher le désappointement que j'ai éprouvé en lisant la réponse de Votre Excellence à ma communication du 10. Je ne puis encore renoncer à l'espoir que, dans les nouvelles récemment arrivées d'Amérique annonçant l'arrestation du principal instigateur et chef officiel de l'insurrection, avec ses compagnons fugitifs, et leur remise entre les mains de la justice, Votre Excellence voudra bien voir un nouveau motif de retirer une déclaration dont le maintien ne peut aujourd'hui que refroidir les relations qui existent entre deux nations que leurs intérêts et leurs traditions invitent à rester dans les termes de l'amitié la plus cordiale.

Je profite de cette occasion, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

**M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon,
ministre de France à Washington.**

Paris, 30 mai 1865.

Monsieur, j'ai vu hier M. le Ministre des États-Unis. Il venait m'apporter sa réponse à la communication par laquelle je lui avais annoncé que le Gouvernement de l'Empereur était disposé à se départir des mesures restrictives que sa qualité de neutre l'avait obligé de prendre, aussitôt qu'il serait informé que le Gouvernement des États-Unis renonçait de son côté à exercer, contre les bâtiments neutres, les droits de visite et de capture.

M. Bigelow a cru devoir élever des objections contre les termes que j'avais employés, et faire ses réserves sur le sens technique que comportent ces mots : « État de guerre déclaré, » en me disant que jamais le Gouvernement des États-Unis n'avait fait de déclaration de guerre aux États du Sud. J'ai répliqué à cette observation, que la lutte entre les deux parties de l'Union américaine avait incontestablement revêtu tous les caractères qui peuvent rendre public et manifester l'état de guerre. Dès l'origine de ce conflit et pendant toute sa durée, de part et d'autre, les proclamations les plus énergiques venaient incessamment rappeler au monde par de solennels témoignages, la guerre terrible qui ensanglantait le sol américain. Le traitement même que le Gouvernement fédéral avait accordé à ses ennemis, pour l'échange des prisonniers et pour les divers rapports des armées belligérantes entre elles, était conforme aux usages ordinaires de la guerre. Enfin, ce qui nous touchait le plus particulièrement, les États-Unis n'avaient pas hésité à appliquer aux bâtiments neutres le droit de visite qu'un état de guerre ouverte peut seul justifier.

J'ai rappelé à M. Bigelow que, hors le cas de guerre, suivant la doctrine que nous avons toujours défendue et que nous avons été heureux de voir les États-Unis soutenir jusqu'ici avec nous, aucun acte de visite, de recherche ou de capture, ne peut être exercé sur un bâtiment naviguant en pleine mer par un bâtiment étranger, si ce n'est à l'égard des pirates qui sont hors la loi des nations, ou à l'égard d'un navire faisant la traite des nègres, lorsque des conventions spéciales entre deux pays reconnaissent expressément à leurs marines respectives ce droit exceptionnel.

Il ne m'a pas paru, d'ailleurs, utile de suivre M. Bigelow dans les discussions théoriques où il s'engageait. Mais j'ai relevé avec satisfaction dans sa lettre la déclaration que le Gouvernement fédéral, en nous demandant de retirer aujourd'hui l'acte par lequel nous avons

proclamé notre neutralité, abandonnait par cela même tous les privilèges de belligérant auxquels il avait pu prétendre. C'est précisément ce que nous demandions.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, le 31 mai 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée avant-hier, en réponse à ma communication du 20 de ce mois.

Les observations que ma dernière Note vous a suggérées roulent, pour la plupart, sur des points de théorie dont la discussion entre nous ne paraît ni opportune ni utile au but que nous nous proposons tous deux. Je crois que, sans entrer dans des considérations de cet ordre, il est à propos, pour la question que nous traitons, de nous en tenir à la réalité des faits.

Nous avons, il y a quatre ans, proclamé notre neutralité, parce que nous étions en présence d'hostilités manifestes. Le Gouvernement fédéral avait d'ailleurs envers les neutres des droits de guerre, et reconnaissait lui-même implicitement aux confédérés le caractère de belligérants.

J'ai constaté, dans ma lettre du 20 mai, le changement profond et décisif apporté à la situation respective des deux parties par les événements militaires accomplis depuis deux mois. Déjà, en raison de ce changement, nous avons pu donner aux États-Unis un témoignage de notre bon vouloir en rappelant sur-le-champ la disposition qui limitait le séjour des navires de guerre fédéraux dans les ports de l'Empire. En portant cette résolution à votre connaissance, je vous annonçais notre intention de révoquer sans retard toutes les autres restrictions qu'implique notre déclaration de neutralité, du moment où nous saurions que le Gouvernement de l'Union, cessant de se considérer comme belligérant, n'exerce plus le droit de visite et de capture sur les bâtiments neutres. Car il serait contradictoire de conserver les droits de la guerre en réclamant de nous l'abandon de notre neutralité.

Aussi, Monsieur, ai-je lu avec une satisfaction sincère, dans votre lettre du 29 mai, des expressions dont je dois inférer que les dispositions du Gouvernement fédéral sont, à cet égard, telles que nous pouvons les désirer au point de vue pratique. Vous me dites en effet : « Que le Gouvernement des États-Unis, en demandant que notre dé-

« déclaration de juin 1861 soit retirée, a abandonné tous les droits de
 « belligérant auxquels il est présumé avoir prétendu, et est devenu
 « directement responsable de tout acte qu'il pourrait commettre à
 « titre de belligérant. » Puis vous ajoutez : « Si ce Gouvernement, la
 « déclaration impériale étant retirée, visitait un bâtiment neutre, il
 « s'exposerait aussitôt à des représailles, de même que pour toute autre
 « violation des égards prescrits par la loi internationale. »

Ces déclarations, Monsieur, répondent précisément à ce que j'ai eu l'honneur de vous demander, et nous mettent d'accord sur l'objet que nous avons en vue. Nous n'avons donc plus d'objection à retirer aux confédérés la qualité de belligérants, et je me félicite avec vous de cette nouvelle occasion de ranimer les anciennes sympathies de deux peuples qui trouvent dans leurs intérêts, comme dans leurs traditions, une invitation constante à cultiver la plus cordiale amitié.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon,
à Washington.**

Paris, le 1^{er} juin 1865.

Monsieur le Marquis, ainsi que je vous l'annonçais dans ma dépêche précédente, j'ai adressé à M. le Ministre des États-Unis ma réponse à sa communication du 29 mai, et je la lui ai remise hier. Vous en trouverez le texte ci-annexé. Après en avoir pris connaissance, M. Bigelow m'a exprimé sans réserves sa satisfaction des résolutions du Gouvernement de l'Empereur. De mon côté je lui ai répété qu'il devait voir une nouvelle preuve des intentions dont nous n'avions pas cessé d'être animés envers son pays dans l'empressement que nous avons mis à faire disparaître les restrictions que l'état de guerre avait nécessairement apportées dans nos relations.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 10 juin 1865.

Monsieur, par la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 27 du mois dernier, je vous ai annoncé que le Gouvernement de l'Empereur avait révoqué la disposition limitant à vingt-quatre heures

la durée du séjour que les navires fédéraux étaient autorisés à faire dans les ports de l'Empire. J'ajoutais que nous n'attendions que le jour où le Gouvernement des États-Unis aurait renoncé à exercer contre les bâtiments neutres le droit de visite et de capture pour supprimer immédiatement toutes les autres restrictions que l'état de guerre avait apportées dans nos rapports avec la marine fédérale. Depuis lors, M. le Ministre des États-Unis m'a fait une communication en date du 29 mai, qui répond à notre demande. Il y est dit que le Cabinet de Washington, en émettant le vœu que la déclaration de neutralité du mois de juin 1861 soit retirée, a, de son côté, abandonné tous les droits de belligérant auxquels il est présumé avoir prétendu, et qu'en conséquence il est devenu directement responsable de tout acte qu'il pourrait commettre à titre de belligérant.

M. Bigelow ajoutait que, si, la déclaration impériale une fois retirée, le Gouvernement fédéral visitait un bâtiment neutre, il s'exposerait aussitôt à des représailles, de même que pour toute autre violation des égards prescrits par la loi internationale. Ces explications ayant paru satisfaisantes au Gouvernement de Sa Majesté, il a résolu de ne pas reconnaître plus longtemps de belligérants aux États-Unis. Par une circulaire en date du 9 juin, M. le Ministre de la marine vient de donner des ordres pour que les bâtiments confédérés ne puissent plus être reçus soit dans les ports de France ou des Colonies, soit dans les eaux territoriales de l'Empire, et pour que le pavillon confédéré ne soit plus arboré dans nos ports. Quant à ceux de ces navires qui s'y trouveraient au moment où y parviendront ces nouveaux ordres, ils devront en sortir. Mais ils pourront jouir une dernière fois du bénéfice de la règle en vertu de laquelle un intervalle d'au moins vingt-quatre heures devrait être mis entre le départ de tout bâtiment de guerre de l'une des parties, et le départ subséquent de tout navire de guerre de l'autre belligérant. C'est avec satisfaction que nous voyons ainsi disparaître toutes les mesures qui avaient été le résultat de l'état de guerre, et le Gouvernement de l'Empereur se félicite d'avoir pu prendre une décision qui fournit à la France et aux États-Unis une occasion nouvelle d'entretenir et de développer des relations amicales aussi conformes aux intérêts qu'aux sympathies traditionnelles des deux Puissances.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys à M. de Geofroy, chargé d'affaires
de France à Washington.**

Paris, le 28 avril 1865.

Monsieur, la nouvelle de l'attentat dont M. le Président Lincoln vient d'être la victime a causé au Gouvernement Impérial un profond sentiment d'indignation. Sa Majesté a chargé immédiatement un de ses aides de camp de se rendre auprès de M. le Ministre des États-Unis pour l'inviter à en transmettre l'expression à M. Johnson, qui se trouve actuellement investi de la présidence. J'ai voulu moi-même, par la dépêche que je vous ai adressée en date d'hier, vous faire connaître sans aucun retard l'émotion douloureuse que nous avons ressentie, et je tiens aujourd'hui, conformément aux intentions de l'Empereur, à rendre un hommage mérité au grand citoyen dont les États-Unis déplorent la perte.

Élevé à la première magistrature de la République par le suffrage de son pays, M. Abraham Lincoln avait porté dans l'exercice du pouvoir remis entre ses mains les plus solides qualités. La fermeté du caractère s'alliait chez lui à l'élévation des principes. Aussi jamais son âme vigoureuse n'a fléchi devant les redoutables épreuves réservées à son Gouvernement. Au moment où un crime atroce l'a enlevé à la mission qu'il remplissait avec le sentiment religieux du devoir, il avait la conscience que le triomphe de sa politique était définitivement assuré. Ses récentes proclamations sont empreintes des pensées de modération dont il était inspiré en abordant résolûment la tâche de réorganiser l'Union et d'affermir la paix. La suprême satisfaction d'accomplir cette œuvre ne lui a point été accordée; mais, en recueillant ces derniers témoignages de sa haute sagesse aussi bien que les exemples de bon sens, de courage et de patriotisme qu'il a donnés, l'histoire n'hésitera pas à le placer au rang des citoyens qui ont le plus honoré leur pays.

Par ordre de l'Empereur, je transmets cette dépêche à M. le Ministre d'État, qui est chargé de la communiquer au Sénat et au Corps législatif. La France s'associera unanimement à la pensée de Sa Majesté.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

P. S. Vous voudrez bien remettre une copie de cette dépêche à M. le Secrétaire d'État de l'Union.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

(Traduction.)

Paris, le 5 janvier 1866.

Monsieur le Ministre, j'ai grand plaisir à transmettre à Votre Excellence la copie de la Proclamation faite, par ordre du Président Johnson, le 18 décembre dernier, pour annoncer l'abolition définitive de l'esclavage sur tout le territoire des États-Unis.

L'histoire de la France dans les temps passés, ainsi que mes propres observations durant un séjour de plusieurs années au milieu du peuple français, me font croire que ni les sujets de l'Empereur ni son Gouvernement ne sauraient être spectateurs indifférents d'un événement qui opère une si importante amélioration dans la position sociale et politique de plusieurs millions de nos semblables.

Agréez, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

Proclamation du président des États-Unis.

(Traduction.)

A tous ceux qui les présentes verront, salut.

Il est notifié que le Congrès des États-Unis a voté, le 1^{er} février dernier, la Résolution dont la teneur suit :

« Résolution soumettant aux Législatures des différents États une « proposition dans le but d'amender la Constitution des États-Unis :

« Le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, ont résolu, à la majorité des deux tiers de « l'une et de l'autre Chambre, que l'article suivant sera proposé aux « Législatures des différents États comme amendement à la Constitution ; et que ledit article, une fois adopté par les trois quarts des dites « Législatures, deviendra immédiatement partie intégrante de ladite « Constitution, savoir :

Art. 13.

« § 1^{er}. Il n'existera dans les États-Unis, et dans toute localité soumise à leur juridiction, ni esclavage, ni servitude involontaire, si ce n'est à titre de peine d'un crime dont l'individu aurait été dûment déclaré coupable.

« § 2. Le Congrès est autorisé à faire exécuter cet article par voie législative. »

Or, attendu qu'il résulte de documents officiels déposés dans ce département, que l'amendement à la Constitution des États-Unis proposé comme ci-dessus a été ratifié par les Législatures de l'Illinois, de Rhode-Island, du Michigan, de Maryland, de New-York, de la Virginie occidentale, du Maine, du Kansas, de Massachusetts, de la Pensylvanie, de la Virginie, d'Ohio, du Missouri, de Nevada, de l'Indiana, de la Louisiane, de Minnesota, de Wisconsin, de Vermont, de Tennessee, d'Arkansas, de Connecticut, de New-Hampshire, de la Caroline du Sud, de l'Alabama, de la Caroline du Nord et de la Géorgie, soit par vingt-sept États ;

Attendu que le nombre total des États est de trente-six ;

Et attendu que les États ci-dessus désignés, et dont les Législatures ont ratifié l'amendement proposé, constituent les trois quarts du nombre total des États composant les États-Unis ;

Pour ces motifs, moi : William H. Seward, Secrétaire d'État des États-Unis, je certifie par les présentes, en vertu de et conformément à la Section II de l'Acte du Congrès approuvé le 20 avril 1818, ayant pour titre : « Acte ayant pour but de pourvoir à la promulgation des « lois des États-Unis, etc., » que l'amendement ci-dessus mentionné est devenu valable en tous points et constitue une partie intégrante de la Constitution des États-Unis. En foi de quoi j'y ai apposé ma signature, et fait apposer le sceau du département de l'État.

Fait à Washington, ce 18 décembre 1865, l'an 90 de l'Indépendance des États-Unis d'Amérique.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, 8 janvier 1866.

Monsieur, vous avez bien voulu me communiquer la proclamation par laquelle M. Seward a définitivement sanctionné, par ordre du Président, l'amendement à la Constitution des États-Unis, relatif à l'abolition de l'esclavage sur toute l'étendue du territoire fédéral.

Vous avez justement pensé, Monsieur, que ni le Gouvernement de l'Empereur ni l'opinion publique ne pourraient voir avec indifférence une mesure destinée à améliorer la condition morale et matérielle de plusieurs millions de créatures humaines. Nous avons pris nous-mêmes, il y a plusieurs années, l'initiative de la suppression de l'esclavage dans nos colonies. Nous ne pouvions donc qu'applaudir au sentiment généreux qui a inspiré à votre Gouvernement une mesure si conforme au progrès général de l'humanité.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

AFFAIRE DU CHILI¹.**Le prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France
à Londres, à M. Drouyn de Lhuys.**

Londres, le 18 novembre 1865.

Monsieur le Ministre, la nouvelle apportée par la dernière malle du Pacifique, de la mise en état de blocus des ports du Chili par l'escadre espagnole, a causé une vive émotion dans le haut commerce de Liverpool et de la Cité de Londres.

Les relations commerciales de l'Angleterre avec cette République ont pris, depuis un certain temps, une extension et une importance que l'ordre intérieur et la paix au dehors, si heureusement préservés jusqu'à ce jour par le Gouvernement de Santiago, au milieu des fréquentes commotions politiques des États environnants, ont singulièrement contribué à encourager et à fortifier. Votre Excellence en pourra juger par ce fait, que le chiffre total des importations et des exportations entre les deux pays, qui, en 1849, n'excédait guère huit millions et demi de dollars, a atteint, en 1864, vingt-quatre millions de dollars.

Un grand meeting a été tenu à Liverpool par les principaux représentants du commerce, et une députation a été nommée pour appeler la sollicitude du Principal Secrétaire d'État de la Reine sur les mesures à prendre pour sauvegarder ces intérêts. Je dois ajouter que Lord Clarendon lui-même, que j'ai vu hier soir, m'a paru partager jusqu'à un certain point l'émotion produite par cet incident.

Agrééz, etc.

*Signé : Prince DE LA TOUR D'Auvergne.***M. Drouyn de Lhuys au comte de Chasseloup-Laubat et à M. Béhic,
ministres de la marine et du commerce.**

Paris, le 20 novembre 1865.

Monsieur et cher Collègue, je m'empresse de vous faire savoir que l'amiral Pareja, commandant en chef de l'escadre espagnole du Pacifique, a notifié au corps consulaire à Valparaiso, par une circulaire en date du 24 septembre 1865², la rupture des relations diplomatiques

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 39.

2. Voir *Archives*, 1866, t. I, page 75.

entre l'Espagne et le Chili, et la mise en état de blocus des ports de la République. En affirmant en même temps son désir de porter le moindre préjudice possible aux intérêts des neutres, l'amiral Pareja a annoncé qu'il était accordé aux navires de commerce neutres, qui, au moment de sa notification aux Consuls étrangers, se trouvaient dans les ports du Chili, un délai de dix jours pour en sortir, soit avec cargaison, soit sur lest. Il était entendu que les capitaines de ces bâtiments devraient d'ailleurs établir que la nationalité qu'ils revendiquaient était bien celle de leurs navires avant la notification du blocus, et cela au moyen d'un certificat *ad hoc* délivré par leurs consuls. Ne devaient jouir toutefois du bénéfice du délai ci-dessus que les bâtiments chargeant à destination d'un port neutre. Ce bénéfice n'était point accordé aux navires qui, se trouvant dans un port de la République, y chargeaient à destination d'un autre port chilien.

Notre agent à Santiago s'est empressé d'informer de la situation M. le Commandant en chef de notre division navale du Pacifique, pour le mettre à même d'aviser aux mesures de protection que comporteraient les circonstances.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, ambassadeur de France à Madrid.

Paris, le 21 novembre 1865.

Monsieur, on doit être maintenant informé à Madrid des incidents qui se sont produits à l'arrivée de l'amiral Pareja dans les eaux du Chili, et ont eu pour effet de substituer un état d'hostilités déclarées aux relations amicales que l'arrangement conclu par M. Tavira semblait avoir rétablis entre l'Espagne et le Chili.

Nous ne prétendons nullement nous faire les juges des griefs de l'Espagne, pas plus que nous ne voudrions gêner son action ou les démonstrations militaires auxquelles elle croirait devoir recourir; c'est à elle seule qu'il appartient de décider ce que réclame le soin de son intérêt et de son honneur. Mais le Gouvernement de Sa Majesté Catholique comprendra que celui de l'Empereur se préoccupe aussi des intérêts considérables du commerce français au Chili, et qu'il désire que l'action des belligérants se renferme dans les limites fixées par le droit des gens. C'est en me plaçant à ce point de vue que je vous prie, Monsieur, de présenter au Premier Secrétaire d'État de la Reine des observations qui nous sont en même temps dictées, je me plais à le dire,

par le sentiment des relations amicales que nous entretenons avec le Cabinet de Madrid.

Autant que nous pouvons en juger par les informations qui nous sont déjà parvenues, M. l'amiral Pareja, en déclarant les ports du Chili en état de blocus, n'aurait accordé aux navires neutres, pour terminer leurs transactions et quitter ces ports, qu'un délai de dix jours; ce délai est bien court, et les règles consacrées par l'usage en pareille matière autorisaient le commerce neutre à compter sur une plus grande latitude pour mettre ordre à ses affaires, avant le commencement des hostilités. En outre, M. le Commandant en chef des forces espagnoles paraît avoir déclaré en état de blocus les côtes du Chili dans toute leur étendue, tandis que le nombre des bâtiments dont il dispose ne lui permettrait pas de prendre une pareille mesure. Cette manière de procéder ne serait pas conforme à la règle du droit des gens qui veut que le blocus, pour être reconnu, soit effectif, et je ne doute point que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ne s'empresse de déférer sur ce point à l'observation que vous lui présentez, et n'adresse les instructions nécessaires à M. l'amiral Pareja.

Il serait à désirer que les paquebots-poste, qui sont chargés de transporter les correspondances, pussent continuer leur service nonobstant le blocus. Vous voudrez donc bien faire connaître à M. Bermudez de Castro l'intérêt que nous attacherions à ce que les bâtiments dont il s'agit fussent l'objet d'une exception qu'il serait, d'ailleurs, facile d'établir sans nuire à l'efficacité des opérations militaires.

En appelant sur ces divers points l'attention de M. le Secrétaire d'État, vous ne manquerez pas d'exprimer à Son Excellence M. Bermudez de Castro nos vœux les plus sincères pour le prompt rétablissement des rapports pacifiques entre l'Espagne et le Chili, et de l'assurer que nous serions heureux d'y contribuer.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
à Londres.**

Paris, le 22 novembre 1865.

Prince, le Gouvernement de l'Empereur vient de recevoir les dépêches par lesquelles le Consul général de Sa Majesté au Chili rend compte des incidents qui ont suivi l'arrivée de l'amiral Pareja devant Valparaiso. La rupture inopinée des relations de l'Espagne avec le Cabinet de Santiago est un événement aussi regrettable en soi que pour

le commerce étranger au Chili. Notre intention ne saurait être, assurément, ni de nous prononcer sur le caractère des réclamations du Gouvernement espagnol, ni de lui contester le droit de prendre les mesures de rigueur qu'il croit devoir adopter. Mais ce que nous sommes fondés à lui demander, aussi bien qu'au Chili, c'est que, dans l'exercice de son droit de belligérant, il ne dépasse pas les limites fixées par les règles internationales. Le blocus annoncé devra notamment revêtir le caractère effectif qui en peut seul assurer la validité, ainsi que l'amiral Pareja l'a constaté lui-même dans ses instructions aux officiers de son escadre. Je charge l'Ambassadeur de Sa Majesté à Madrid de rappeler au Gouvernement espagnol ce que les neutres sont en droit d'attendre, en pareilles circonstances, des belligérants. Je l'invite à exprimer en même temps le vœu que les steamers de la ligne du Pacifique puissent continuer leur service de transport des correspondances, nonobstant les hostilités. Nous avons déjà donné un exemple de semblable tolérance au moment où nous bloquions certains points de la côte occidentale du Mexique.

Nous souhaitons bien vivement que le conflit qui vient d'éclater ne prenne pas de plus graves proportions, et, si l'une et l'autre des Puissances qui s'y trouvent engagées pensaient que nous pouvons quelque chose pour le rétablissement de leurs relations amicales, nous serions certainement heureux d'y concourir.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Flory, consul général et chargé d'affaires de France au Chili.

Paris, le 22 novembre 1865.

Monsieur, nous avons appris avec le plus vif regret la rupture des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Chili, et la brusque ouverture des hostilités. Il ne nous appartient pas cependant d'entrer dans l'examen des griefs allégués en cette circonstance par le Cabinet de Madrid, ni de mesurer les satisfactions qu'il se croit en droit d'exiger, et nous ne saurions prétendre à contrôler les mesures de rigueur auxquelles il lui convient de recourir. Ce que nous sommes fondés à lui demander aussi bien qu'au Chili, c'est de ne pas dépasser dans l'exercice des droits de belligérant les limites assignées par les règles internationales et par le respect du droit des neutres. Il va de soi, notamment, que le blocus annoncé conservera partout le caractère effectif dont M. l'amiral Pareja a constaté lui-même la nécessité dans ses in-

structions aux officiers de son escadre. C'est dans cette mesure que j'ai fait part au Gouvernement espagnol de l'impression que nous avons ressentie des nouvelles du Chili. J'ai invité, cependant, l'Ambassadeur de Sa Majesté à Madrid à exprimer le vœu que les steamers de la ligne du Pacifique puissent continuer leur service de transport de correspondances nonobstant les hostilités. Nous avons déjà donné l'exemple d'une semblable tolérance au moment où nous bloquions certains points de la côte occidentale du Mexique. Je n'ai pas à me prononcer ici sur la question de l'emploi des corsaires par les deux belligérants. Il est certain que l'Espagne a refusé d'adhérer au principe de l'abolition de la course. On ne saurait donc lui contester le droit de délivrer des lettres de marque, et son adversaire peut en inférer que le même droit lui appartient.

Je n'ai pas besoin de vous recommander, Monsieur, de conserver, dans les circonstances délicates où vous vous trouvez placé, l'attitude impartiale et réservée qui doit être invariablement celle des Représentants des Puissances neutres. Cette attitude n'exclut pas la recherche des moyens de concilier un différend dont nous avons nous-mêmes à souffrir. Les rapports amicaux que nous entretenons avec le Chili et avec l'Espagne, non moins que les intérêts de notre commerce, pour lesquels la crise actuelle est une cause de grave perturbation, nous portent à désirer que le conflit qui vient d'éclater ait promptement un terme. Si donc on venait à penser, d'une part comme de l'autre, que nous pourrions contribuer au rétablissement des relations du Gouvernement espagnol et du Gouvernement chilien, on nous trouverait disposés à nous employer pour amener un résultat si désirable.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
à Londres.**

Paris, le 27 novembre 1865.

Prince, M. Grey a été chargé de m'entretenir du différend de l'Espagne avec le Chili. Il m'a fait savoir que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'avait adressé à l'Espagne aucune offre de médiation, mais que le Cabinet de Londres serait disposé à une démarche de cette nature, s'il avait au préalable des raisons de croire qu'elle serait acceptée. Lord Clarendon pense que telle serait la meilleure manière de procéder, et il espère que nous n'hésiterons point à adopter une semblable ligne de conduite. Je suis en mesure de vous dire que

nous n'avons pas attendu cette communication pour manifester notre sentiment, et que nous avons à cet égard devancé le vœu du Gouvernement anglais. J'ai écrit, en effet, à Madrid le 21 de ce mois, et à Santiago le 22, que, si les parties l'avaient pour agréable, nous serions disposés à seconder un rapprochement dans la forme qui paraîtrait la plus convenable et la plus opportune. C'est en ce sens que les Représentants de l'Empereur en Espagne et au Chili sont invités à s'exprimer, et je vous prie de vouloir bien en informer lord Clarendon.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, à Madrid.

Paris, le 28 novembre 1865.

Monsieur, depuis votre entretien avec le maréchal O'Donnell, vous avez reçu les informations que je vous ai adressées le 21 de ce mois, et vous avez pu indiquer à M. le Président du Conseil comment le Gouvernement de l'Empereur envisage les complications survenues entre l'Espagne et le Chili depuis l'arrivée de M. l'amiral Pareja. J'ai fait savoir aussi à Santiago que nous serions disposés à seconder un rapprochement dans le cas où l'une ou l'autre des deux parties nous demanderait d'y contribuer.

M. Grey a été chargé par lord Clarendon de me dire, de son côté, que le Gouvernement britannique n'avait adressé aucune offre de médiation, mais que le Cabinet de Londres serait prêt à proposer ses bons offices s'il avait la certitude qu'ils seraient acceptés. Le Principal Secrétaire d'État me faisait exprimer en même temps l'espoir que le Gouvernement de l'Empereur adopterait la même ligne de conduite. Je n'ai eu pour répondre à la communication du Cabinet de Londres qu'à faire connaître à M. Grey dans quel sens je vous avais déjà écrit le 21 novembre, et à M. Flory le 22 du même mois.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, à Madrid.

Paris, le 4 décembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu le rapport en date du 24 du mois dernier, dans lequel vous me faites connaître l'entretien qui avait eu lieu entre le

maréchal O'Donnell et M. le ministre d'Angleterre, et celui que vous avez eu vous-même avec M. le Président du Conseil, au sujet des affaires du Chili.

Son Excellence ayant bien voulu vous dire, ainsi qu'à M. Crampton, que le Cabinet de Madrid serait disposé à prendre en sérieuse considération toute proposition que la France et l'Angleterre jugeraient pouvoir être acceptée par l'Espagne sans préjudice pour sa dignité et son honneur, nous sommes entrés en pourparlers avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour rechercher les termes d'une entente. Ainsi que je vous l'ai mandé par le télégraphe, nous sommes tombés d'accord sur les bases d'un arrangement qui me paraît, comme à lord Clarendon, pouvoir être honorablement suggéré aux deux parties. Je vous transmets une copie du Mémoire dont j'ai arrêté hier les termes avec le Cabinet de Londres. Vous voudrez bien, après vous en être entendu avec M. Crampton, communiquer ce document à M. le maréchal O'Donnell. Si, comme nous l'espérons, Son Excellence y donne son approbation, les Agents de la France et de l'Angleterre à Santiago seront invités à provoquer de même l'adhésion du Gouvernement chilien et à faire connaître à M. l'amiral Pareja le résultat de leur démarche. Il importerait donc que cet officier général reçût des instructions l'autorisant à signer une Convention avec le Chili, dès que le Gouvernement de cet État aurait accepté les clauses de l'arrangement proposé aujourd'hui à l'approbation du Cabinet de Madrid.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Mercier de Lostende à M. Drouyn de Lhuys.

Madrid, le 7 décembre 1865.

Monsieur le Ministre, le courrier de l'Ambassade, arrivé dans la matinée, nous a apporté, à mon collègue et à moi, les bases de l'arrangement du différend entre l'Espagne et le Chili, que Votre Excellence, de concert avec lord Clarendon, suggère au Cabinet de Madrid.

Je me suis immédiatement rendu, avec M. Crampton, chez M. le Premier Secrétaire d'État pour lui faire part de cette communication. Il en connaissait déjà le caractère et la substance par les correspondances du marquis de Lema, et nous l'avons trouvé tout préparé à y faire un accueil dont nous ne pouvons être que satisfaits. Après avoir entendu la lecture de la dépêche que m'avait adressée Votre Excel-

lence et du Mémorandum qui y était joint, il nous a dit que la solution que nous proposons lui paraissait de nature à être prise en sérieuse considération, et que le Gouvernement de la Reine l'examinerait avec le sincère désir d'écarter toutes les difficultés.

Veillez agréer, etc.

Signé : MERCIER DE LOSTENDE.

M. Mercier de Lostende à M. Drouyn de Lhuys.

(Dépêche télégraphique.)

Madrid, le 11 décembre 1865.

Le Gouvernement de la Reine accepte les bons offices de la France et de la Grande-Bretagne dans l'affaire du Chili. Il donne son assentiment au Mémorandum présenté par les Puissances.

Signé : MERCIER DE LOSTENDE.

M. Drouyn de Lhuys à M. Flory, consul général de France au Chili.

Paris, le 14 décembre 1865.

Monsieur, le travail qui se faisait entre les Cabinets de Paris, de Londres et de Madrid, a eu le résultat que nous en espérions. Le Gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Britannique sont tombés d'accord, en premier lieu, sur la rédaction d'un Mémorandum précisant les conditions qui permettraient à l'Espagne et au Chili de terminer de la manière la plus équitable leurs différends. Je vous en envoie le texte. Communiqué par nos Représentants au Cabinet de Madrid, il a obtenu l'entière adhésion de ce dernier, qui a déclaré accepter avec plaisir les bons offices de la France et de la Grande-Bretagne pour faciliter un arrangement sur les bases qu'elles lui indiquaient. Nous ne saurions mettre en doute que le Cabinet de Santiago ne considère, à son tour, comme parfaitement honorable l'arrangement que nous avons cru pouvoir proposer avec la même confiance à l'une et à l'autre Puissance. Je vous invite donc, en combinant toutes vos démarches avec celles de votre Collègue d'Angleterre qui reçoit des instructions analogues aux vôtres, à porter ce Mémorandum à la connaissance du Gouvernement chilien et à faire tous vos efforts pour que le différend soit réglé conformément aux dispositions tracées par ce document.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

P. S. — Il va sans dire, Monsieur, que le programme de conciliation qui vous est indiqué n'est pas tellement invariable que vous ne puissiez admettre, de concert avec votre Collègue d'Angleterre, les modifications ou les tempéraments qui seraient de nature à être agréés par les deux parties et à faciliter l'accord.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
à Londres.**

Paris, le 15 décembre 1865.

Prince, j'ai écrit en date d'hier à notre Consul général au Chili pour lui faire connaître les bases de l'arrangement convenu entre nous et l'Angleterre, et accepté par le Cabinet de Madrid. Je trace en même temps à M. Flory la ligne de conduite qu'il doit suivre à l'effet de remplir, de concert avec le Représentant de Sa Majesté Britannique, le rôle de conciliation dont ces deux agents vont se trouver chargés. J'ai l'honneur de vous envoyer une copie de ma dépêche, et je vous prie d'en donner connaissance à lord Clarendon. Comme il pourrait se produire, d'après les circonstances locales, des moyens de solution qui ne se seraient pas présentés à notre esprit, et afin de laisser à l'action de nos agents toute la latitude désirable dans l'intérêt de la paix, j'autorise M. Flory à ne pas considérer comme absolument invariable le programme qui lui est indiqué, et à y apporter au besoin les modifications de nature à être agréées par les deux parties et sur lesquelles il se serait entendu avec son Collègue d'Angleterre.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Béhic, ministre de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics.**

Paris, le 18 décembre 1865.

Monsieur et cher Collègue, j'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 et le 12 de ce mois relativement aux affaires du Chili. La Chambre de commerce du Havre et la Chambre syndicale du commerce d'exportation m'avaient déjà adressé des communications semblables à celles que vous voulez bien me transmettre. J'avais répliqué qu'il ne dépendait pas du Gouvernement de l'Empereur de conjurer les conséquences des fâcheuses complications

survenues entre l'Espagne et le Chili, mais qu'il s'était empressé de rappeler à l'un et à l'autre des belligérants l'obligation où ils se trouvaient de veiller à ce qu'aucune infraction aux règles internationales ne vint aggraver, pour les neutres, les préjudices malheureusement inhérents à l'état de guerre. Dans l'une des pièces dont vous m'avez fait l'envoi, les pétitionnaires se plaignent particulièrement de l'insuffisance des délais accordés aux neutres par l'amiral espagnol. Les observations qu'ils présentent à ce sujet reposent sur une erreur qu'il me paraît à propos de vous signaler. Les neutres ne sont pas, comme ils le croient, en droit de réclamer un délai à la fois pour les navires venant du large et pour ceux qui se trouvent déjà dans les ports déclarés en état de blocus. C'est seulement à ces derniers qu'il est de règle d'accorder un certain délai, afin de leur permettre de terminer leurs transactions et de s'éloigner. Il est équitable, en effet, que des bâtiments entrés dans un port étranger, lorsque son accès était entièrement libre, ne soient pas contraints à y demeurer par la mise en état de blocus. C'est donc, comme vous l'avez vu par ma lettre du 20 novembre, aux navires placés dans cette situation que l'amiral Pareja a accordé un délai de dix jours pour sortir des ports chiliens, soit avec cargaison, soit sur lest. J'ai d'ailleurs, comme les pétitionnaires, jugé que ce terme était un peu court et j'ai chargé l'Ambassadeur de Sa Majesté à Madrid d'en faire l'observation au Cabinet espagnol. Je n'ai dû invoquer, toutefois, aucune règle absolue, les belligérants étant les seuls juges de la latitude qu'ils entendent accorder aux neutres à cet égard. Quant aux bâtiments de commerce qui se présentent devant un port dont le blocus a été déclaré et est effectif, l'usage ne les autorise pas à compter qu'il leur sera laissé un délai semblable pour y pénétrer. Il est facile de comprendre que, s'il en était autrement, un blocus perdrait, dans bien des cas, toute son efficacité, ou ne pourrait plus s'exercer au moment le plus opportun. Il est un autre point dans la mesure adoptée par M. le Commandant des forces espagnoles qui avait motivé de ma part des observations auprès du Cabinet de Madrid. Sa déclaration de blocus s'appliquait à l'ensemble des côtes du Chili, tandis que les forces dont il dispose ne lui permettent évidemment pas de le rendre effectif sur une aussi grande étendue de littoral. M. l'amiral Pareja a senti de lui-même la convenance de restreindre la mesure qu'il avait prise, et mes dernières informations m'apprennent qu'il a limité son blocus aux six ports chiliens suivants : Valparaíso, Coquimbo, Caldera, Herradura, Tomé, Talcahuano. Les bâtiments de commerce pourront donc entrer dans les autres ports de la République.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, à Madrid.

Paris, le 19 décembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu avec votre dernière dépêche la réponse du Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique à la communication par laquelle vous lui faisiez connaître l'arrangement amiable proposé par les Cabinets de Paris et de Londres en vue de terminer le différend qui divise l'Espagne et le Chili. Il en résulte que le Cabinet de Madrid, désirant mettre fin à une situation préjudiciable aux deux pays, accepte les bons offices de la France et de la Grande-Bretagne sur les bases indiquées par elles. Nous espérons que, de son côté, le Gouvernement chilien se montrera disposé à se rallier à cet arrangement. J'ai à cet effet informé notre Consul général au Chili des intentions conciliantes du Cabinet de Madrid, et je lui ai transmis des instructions analogues à celles que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adresse de son côté à son agent à Santiago. Elles lui prescrivent d'insister vivement auprès du Gouvernement chilien pour obtenir son adhésion aux conditions indiquées dans notre Mémoire, et de ne rien négliger pour faciliter un rapprochement entre l'Espagne et le Chili. Je fais en même temps connaître à M. Flory les ordres envoyés de Madrid à M. l'Amiral Pareja, et dont M. l'Ambassadeur d'Espagne a bien voulu me communiquer la teneur. J'indique à notre Agent les mesures à prendre pour constater le rétablissement des bons rapports entre les deux Gouvernements, dans le cas où il s'effectuerait, comme nous avons lieu de l'espérer.

Agrérez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

AFFAIRES DE LA PLATA¹.

**M. Maillefer, consul général et chargé d'affaires de France
à Montevideo, à M. Drouyn de Lhuys.**

Montevideo, le 14 janvier 1865.

Monsieur le Ministre, la division du général brésilien Menna Barreto étant arrivée le 29 décembre dans les murs de Paysandu, l'attaque a recommencé dès la matinée du 31. Cinq canonnières et huit mille

1. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 212.

hommes, tant Brésiliens que Colorados, y ont pris part, et après cinquante-deux heures de combat la ville est tombée aux mains des assiégeants. La nouvelle de la chute de Paysandu a naturellement produit une vive émotion à Montevideo, dont les habitants ont craint de se voir à leur tour attaqués par les forces alliées. Le Gouvernement a pris à la hâte des mesures de défense : la ville s'entoure de fossés, de retranchements, de fortins, et l'on voit déjà dans l'enceinte retranchée les milices que l'on a rappelées de la campagne. Le Gouvernement de M. Aguirre a, d'un autre côté, pris une résolution que je dois porter à la connaissance de Votre Excellence ; il a chargé d'une mission en Europe M. Candido Juanico, président du tribunal d'appel. Cet envoyé va partir incessamment.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MAILLEFER.

M. Drouyn de Lhuys à M. Maillefer, à Montevideo.

Paris, le 6 mars 1865.

M. Juanico est arrivé à Paris, et je crois devoir vous faire connaître à titre d'information le résumé de mon entretien avec lui. M. Juanico m'a fait part des appréhensions que la conduite et les vues du Brésil inspirent à son Gouvernement. Suivant lui, les réclamations de la Cour de Rio ne seraient qu'un prétexte pour attenter à l'indépendance de la République orientale. L'absorption de l'Uruguay par l'empire voisin serait le but réel que l'on poursuivrait en prétendant ne chercher que la réparation de griefs mal fondés. Les Gouvernements qui ont, comme la France, de grands intérêts et de nombreux nationaux à protéger dans la bande orientale ne sauraient voir avec indifférence se réaliser les desseins du Cabinet brésilien. Sous le rapport commercial comme sous le rapport politique, les résidents étrangers jouissent à Montevideo du traitement le plus favorable au développement de leurs intérêts. La liberté de navigation du Rio de la Plata et de ses affluents est essentiellement liée au maintien de l'existence de l'Uruguay comme État indépendant sur la rive gauche. Les Puissances n'auraient pas à se louer de la substitution du régime administratif et douanier du Brésil au régime actuel de l'Uruguay. L'extension à cette contrée de l'institution de l'esclavage achèverait, en outre, d'y transformer les conditions du travail et de la propriété de la manière la plus tristement préjudiciable à tous ceux qu'une législation libérale et un autre état de choses avait appelés à Montevideo. Enfin la guerre, en se prolongeant, et quel qu'en fût le résultat, imposerait à l'Uru-

guay des charges écrasantes, qui ruineraient toutes ses ressources et le placeraient dans l'impossibilité de tenir ses engagements vis-à-vis de ses créanciers étrangers. Toutes ces considérations devaient déterminer la France à interposer sa méditation entre les belligérants.

J'ai répondu à M. Juanico que nous avions déploré la guerre dans laquelle son pays se trouvait engagé, et que nous avions prévu avec un vif regret les préjudices qui en pourraient résulter pour les intérêts étrangers. Dès le début du conflit, nous nous étions préoccupés de ses conséquences et de son dénouement, et nous devions accepter comme loyales et sincères les assurances formelles et répétées de la Cour de Rio, qu'elle ne songeait à porter aucune atteinte à l'intégrité et à l'indépendance souveraine de l'État oriental. En présence de l'affirmation très-nette qu'elle ne poursuivait que la réparation de torts dont nous n'étions pas juges, nous devions décliner la médiation que le Cabinet de Montevideo voudrait nous déférer. En acceptant de nous interposer entre les deux parties, nous devrions nous attendre aux résistances du Brésil, résistances dont nous ne pourrions triompher sans doute qu'en recourant à une pression qui altérerait promptement le caractère amical et conciliant que nous voudrions conserver à nos démarches. Or nous n'entendons pas intervenir seuls d'une manière plus active dans la question. En toute hypothèse, nous ne nous serions immiscés directement dans le conflit existant que de concert avec le Gouvernement anglais. Nous avons consulté à ce sujet le Cabinet de Londres, dont les intérêts sont identiques aux nôtres, et que des actes publics autorisent plus que nous encore à veiller à l'indépendance de l'Uruguay; il nous a fait connaître son intention, publiquement manifestée depuis, de s'abstenir de toute intervention dans la lutte actuelle. Nous n'avons pas, en ce qui nous concerne personnellement, de motifs assez puissants pour agir différemment. J'ai ajouté que cette attitude ne nous empêcherait pas de suivre avec la même sollicitude la marche des événements dans ces contrées.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys à M. de Vernouillet, chargé d'affaires
de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 24 juin 1865.

Monsieur, la lutte définitivement déclarée entre le Paraguay, d'une part, et les Cabinets de Rio, de Montevideo et de Buenos-Ayres, d'au-

tre part, ne doit pas, quelque regret qu'elle nous inspire au point de vue du trouble qu'elle perpétue dans le bassin général de la Plata, nous faire dévier de la ligne de neutralité que nous nous sommes tracée. Notre préoccupation doit se porter exclusivement sur la protection dont nos nationaux pourraient avoir besoin. J'approuve donc la sollicitude qui vous a amené à demander à M. l'amiral Chaigneau d'avoir la canonnière *la Décidée* à votre disposition.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. de Vernouillet à M. Drouyn de Lhuys.

Buenos-Ayres, le 14 juillet 1865.

Monsieur le Ministre, les Français habitant la ville de Paso de los Libres (Restauracion), aujourd'hui si directement menacée par la guerre, et ceux de la Concordia, m'ayant fait demander, de vive voix et par écrit, l'envoi d'un de nos bâtiments dans leurs parages, j'ai cru devoir, après m'être entendu verbalement avec le commandant de *la Décidée*, lui adresser les instructions ci-jointes, en le priant de se rendre, le plus tôt possible, dans les eaux de l'Uruguay. En présence des événements qui se passent sur ce fleuve, je ne saurais refuser à nos compatriotes l'envoi momentané de ce navire, dont la mission sera semblable à celle qu'il a déjà remplie à Fray-Bentos et à Paysandu. J'espère que Votre Excellence voudra bien approuver la disposition que j'ai prise.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DE VERNOUILLET.

M. de Vernouillet au Commandant de « la Décidée. »

Buenos-Ayres, le 14 juillet 1865.

Monsieur le Commandant, l'approche de l'armée paraguayenne du Paso de los Libres et de la Concordia, me paraissant de nature à rendre votre présence utile aux résidents français de ces deux villes, je viens vous prier de vouloir bien vous mettre en mesure de remonter le fleuve jusqu'à la Concordia, où vous n'auriez, d'ailleurs, à rester que le temps qui vous paraîtra nécessaire.

Conformément au désir exprimé par M. le contre-amiral Chaigneau, dans les instructions qu'il vous a laissées à la date du 10 mai, vous voudrez bien informer confidentiellement M. Maillefer de votre dé-

part, en vous mettant à sa disposition pour les points de la rive gauche de l'Uruguay devant lesquels vous aurez nécessairement à passer. J'écris d'ailleurs directement à ce sujet à notre chargé d'affaires à Montevideo.

Une fois vos préparatifs terminés, vous devrez, du reste, quitter sans retard cette dernière ville, pour arriver le plus tôt possible aux environs de la Concordia.

Je connais trop le zèle et la prudence dont vous avez déjà donné tant de preuves, pour insister longuement sur la mission que j'ai l'honneur de vous confier.

Vous aurez, s'il y a lieu, à sauvegarder les intérêts de nos nationaux de la manière que vous jugerez le plus convenable, tout en apportant dans vos démarches la plus grande modération, et en conservant, surtout vis-à-vis des belligérants, la plus stricte neutralité. C'est particulièrement ce dernier conseil d'impartialité qu'il importe de répéter sans cesse à ceux de nos compatriotes avec lesquels vous pourrez entrer en relations.

Quant aux résidents étrangers, Espagnols, Anglais ou Italiens, vous n'hésiteriez pas, au besoin, à leur rendre les services qu'ils pourraient réclamer de vous par réciprocité de ceux que les canonnières des marines anglaise et italienne ont récemment prêtés dans le Parana à nos compatriotes.

Recevez, etc.

Signé : DE VERNOUILLET.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Lefebvre de Bécourt, ministre
de France à Buenos-Ayres.**

Paris, le 7 novembre 1865.

Monsieur, j'écrivais à M. de Vernouillet le 23 septembre que j'avais demandé au Cabinet de Londres de me faire connaître son avis sur la question que soulevait l'incident provoqué par la présence du *Dotterel* dans le Haut-Parana. Il vient de nous communiquer les instructions qu'il a transmises à son représentant à Buenos-Ayres. Le Gouvernement de la Reine pense avec nous que l'état de guerre actuel et l'alliance du Cabinet de Rio avec celui de Buenos-Ayres n'ont pu porter atteinte au principe de libre navigation proclamé par les traités. Il lui paraît seulement un peu plus délicat peut-être qu'à nous de revendiquer pour les navires de guerre le droit de remonter les eaux de la Plata, dans les conditions présentes, aussi librement que peuvent le faire les navires marchands. La différence entre notre sentiment et le

sien est, du reste, plus apparente que réelle, car nous ne soutenons point que notre pavillon de guerre soit à cet égard un droit absolu, s'appuyant comme pour notre pavillon marchand sur les termes mêmes des traités. Nous nous bornons à invoquer l'esprit des actes internationaux qui ont eu pour objet d'ouvrir de la manière la plus complète le bassin intérieur de la Plata à la navigation de tous les peuples, et ce fait qu'en temps ordinaire nos navires de guerre sont admis à remonter le Rio de la Plata et ses affluents pour y protéger nos nationaux ; nous nous en autorisons pour combattre la prétention de leur interdire l'accès de ces eaux alors justement que la sécurité de nos résidents peut réclamer l'apparition de notre pavillon de guerre : or c'est en définitive à cette conclusion qu'arrive aussi le Gouvernement britannique en déclarant d'abord que le commandant du *Dotterel* ne mérite aucun blâme pour la conduite qu'il a tenue, c'est-à-dire pour avoir sauvé la personne et les biens des sujets anglais en évitant soigneusement de se mêler aux hostilités. En outre, il ne lui semble pas contraire aux règles internationales de considérer le droit des sujets neutres à être protégés comme aussi bien fondé que celui des belligérants à établir un blocus. A la vérité, dès qu'il n'y a pas danger manifeste pour les sujets britanniques à agir de la sorte, il juge convenable que le bâtiment de guerre qui voudra franchir la ligne de blocus ait, à cet effet, l'assentiment des forces bloquantes, et il a chargé M. Thornton d'obtenir du Cabinet de Rio la permission pour les navires de guerre anglais de remonter les rivières. Mais je ne vois aucun inconvénient à ce que nous réclamions aussi en pareil cas l'acquiescement des belligérants à notre passage à travers la ligne de blocus, toute réserve étant faite, comme il est indiqué dans la dépêche à M. Thornton, pour les circonstances d'urgence où il serait impossible de chercher à s'assurer de cet acquiescement sans laisser en péril évident nos nationaux ou leurs intérêts. Il est, d'ailleurs, bien entendu, qu'en se portant immédiatement à leur aide, nos navires de guerre se borneraient strictement aux mesures de protection commandées par les circonstances. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'une entente entre les agents du Département et les Commandants de nos forces navales devrait toujours, autant que possible, décider de la conduite à tenir.

Recevez, etc.

Signe : DROUYN DE LHUYS.

M. Lefebvre de Bécourt à M. Drouyn de Lhuys.

Buenos-Ayres, le 9 novembre 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence a bien voulu adresser à la Légation, sous la date du 23 septembre. Il paraît constant que le Gouvernement argentin et les Agents brésiliens ont renoncé de fait à la prétention d'interdire aux bâtiments de guerre étrangers l'accès du haut des fleuves. Aussi n'ai-je rencontré aucune opposition au voyage de *la Décidée*, qui se rend à l'Assomption, emmenant le Secrétaire de la Légation de l'Empereur.

Veillez agréer, etc.

Signé : LEFEBVRE DE BÉCOURT.

NÉGOCIATIONS AVEC LE JAPON.

M. Roches, ministre de France au Japon, à M. Drouyn de Lhuys.

Yokohama, le 17 décembre 1864.

Monsieur le Ministre, nous avons obtenu du Gouvernement japonais la solution définitive de plusieurs questions d'utilité publique, relatives à notre établissement de Yokohama, et nous pouvons, dès à présent, assister au commencement d'exécution des principales mesures que nous avons sollicitées.

Parmi ces améliorations je citerai :

La construction d'une route de parc d'un parcours de deux lieues environ, et qui sera pour la colonie européenne un véritable bienfait ;

La création d'un champ de manœuvre qui sera également utilisé comme champ de course ;

Le dessèchement du marais situé aux abords de la ville, et dont l'emplacement sera concédé aux diverses Puissances ;

La concession de deux terrains destinés : le premier à la construction d'un hôpital, et le second à l'établissement des Chancelleries de chacun des Consuls.

Veillez agréer, etc.

Signé : ROCHES.

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys.

Yokohama, le 20 février 1865.

Monsieur le Ministre, bien que le prince de Nagato, encore sous l'impression du châtement si prompt reçu à Simonosaki, ait fait, vis-à-vis du Gouvernement du Taïcoun, une démarche dont le but était de préparer les voies à une solution conciliante, les Gorodjos n'accordent pas à cette démarche toute la signification qu'elle semblerait comporter. En effet, différents avis venus de Kioto ont informé le Conseil du Taïcoun que le Daïmio Tehochiou trouverait, dans l'entourage même du Mikado, des appuis et des encouragements. L'attitude soumise du prince de Nagato pourrait donc bien n'être dictée que par le désir de gagner du temps, afin de mieux résister plus tard aux forces réunies par le Taïcoun. La réponse du Gouvernement japonais aux avances du Daïmio rebelle s'est ressentie de cette défiance, et il lui a été signifié qu'on ne procéderait à un arrangement que lorsqu'il se serait résolu à se rendre de sa personne, et accompagné de son fils, à Yédo.

Les Gorodjos craignent que cette condition ne soit repoussée ; aussi, pour parer à toute éventualité, poussent-ils avec activité l'organisation des corps destinés à opérer contre Nagato. Le Taïcoun est dans l'intention de prendre le commandement de ces troupes.

Bien qu'on ne puisse méconnaître la gravité des circonstances dans lesquelles se trouve actuellement placé le Gouvernement de Yédo, nous avons lieu d'espérer que les forces morales et matérielles dont il dispose assureront son triomphe dans la lutte diplomatique ou armée qui va s'engager. Or, ai-je besoin de le répéter ici, l'intérêt des Puissances étrangères veut que ce succès ne se fasse pas attendre, car il préparera les voies à la ratification officielle de nos traités par le Mikado, ratification dont, en principe, nous n'avons pas à nous préoccuper, mais qu'il serait, en fait, essentiel d'obtenir pour que la légitimité de nos conventions fût définitivement consacrée au yeux des Daïmios.

Je ne manque pas, dans chacune de mes conférences avec les Ministres du Taïcoun, de leur rappeler que ce Prince a le même intérêt que nous à obtenir une ratification exigée par les statuts de l'empire. Mais le Gouvernement de Yédo n'a plus besoin d'être éclairé sur ce sujet ; les négociateurs spéciaux qu'il a envoyés à Kioto sont munis d'instructions précises, et s'ils ont été momentanément arrêtés par un dernier effort du parti rétrograde, ils n'attendent que le moment

favorable pour poursuivre un but qu'il n'ont jamais désespéré d'atteindre.

Veillez agréer, etc.

Signé : **ROCHES.**

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys :

Yokohama, le 26 mai 1865.

Monsieur le Ministre, l'attitude énergique du Taïcoun et le renouvellement de son Conseil, ont déjà produit une heureuse réaction. Plusieurs Daïmios, disposés d'abord à rester simples spectateurs de la lutte, ont supplié leur souverain de leur permettre de prendre part à son expédition.

Je transmets aujourd'hui à Votre Excellence, sous le timbre de la Direction des Consulats, des renseignements qui prouvent que le Gouvernement japonais à l'intention formelle de favoriser le développement de ses rapports commerciaux avec les étrangers.

Veillez agréer, etc.

Signé : **ROCHES.**

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys.

Yokohama, le 26 juin 1865

Monsieur le Ministre, depuis le moment où l'attitude prise par le prince de Nagato s'est dessinée dans un sens hostile, soit aux étrangers, soit au Taïcoun, des spéculateurs de nationalités diverses n'ont par hésité à nouer avec ce Daïmio des relations commerciales dont le but est de lui fournir le matériel nécessaire pour soutenir ses projets de résistance. De semblables opérations pourraient devenir un danger sérieux pour le Taïcoun, en mettant à la disposition de son adversaire des moyens propres à prolonger et à rendre plus meurtrière la lutte dans laquelle il va s'engager. Mes collègues et moi avons cru devoir en conséquence signer le mémorandum ci-joint, par lequel nous déclarons que l'intention de nos Gouvernements respectifs est de maintenir une neutralité absolue dans le conflit qui vient de surgir, que toutefois nos sympathies morales sont acquises au Taïcoun et que nous sommes décidés à faire respecter les articles de nos traités relatifs à la contrebande.

Veillez agréer, etc.

Signé : **ROCHES.**

MÉ MORANDUM.

Tchochion, prince de Nagato, s'étant mis en état d'insurrection à l'égard du Taïcoun, et Sa Majesté ayant pris la résolution de marcher elle-même à la tête du corps d'armée destiné à faire rentrer ce Daïmio, son vassal, dans l'obéissance, une guerre civile est imminente, guerre qui, vu le théâtre où elle aura lieu, peut, à un certain point, compromettre les intérêts des Puissances signataires des Traités en mettant des obstacles à la libre navigation de leurs bâtiments à travers les détroits de Simonosaki.

En présence de cet état de choses, les Représentants des quatre Puissances signataires de la Convention du 22 octobre 1864 ont jugé opportun de se réunir, afin d'aviser, d'un commun accord, aux mesures qu'il convient d'adopter, pour sauvegarder les intérêts de leurs nationaux, et d'assurer les résultats qu'ils ont eu en vue d'obtenir, par l'expédition que leurs escadres respectives ont glorieusement dirigée contre les batteries de Simonosaki, au mois de septembre 1864.

Cette réunion a eu lieu en effet le 21 juin 1865, et voici le résumé des déterminations prises par les soussignés :

Considérant que les batteries élevées par le prince de Nagato dans le détroit de Simonosaki avaient eu pour résultat d'intercepter la libre navigation des étrangers dans la mer Intérieure et qu'elles ont été désarmées par MM. les Commandants des forces alliées qui ont imposé audit Prince l'obligation formelle de ne plus les réarmer ;

Considérant que les forces alliées n'ont renoncé à l'occupation d'une position militaire dans le détroit de Simonosaki qu'à la condition formelle, acceptée par le Gouvernement du Taïcoun, de garantir la libre navigation de cette partie du détroit aux navires étrangers ;

Considérant en outre que, si les règles d'une sage politique commandent aux Puissances signataires de la Convention du 22 octobre d'éviter tout acte d'intervention dans le conflit qui vient de s'élever entre le Souverain du Japon et le prince de Nagato, les relations d'amitié et de commerce qui existent entre elles et le Taïcoun, en vertu des traités, leur commandent d'accorder à Sa Majesté un appui moral et les facilités nécessaires pour l'exercice des droits que lui reconnaissent ces mêmes traités.

Par ces motifs, les soussignés ont adopté d'un commun accord les articles suivants, et sont convenus que copie du présent mémorandum serait adressée à MM. les Commandants des forces navales de leurs nations respectives présentes actuellement au Japon, ou qui pourront ultérieurement y arriver.

Art. 1^{er}. Pendant le temps qui s'écoulera à partir de ce jour jusqu'au moment où les forces de terre ou de mer du Taïcoun se pré-

senteront dans le détroit de Simonosaki, MM. les Commandants des forces navales des Puissances signataires de la Convention du 22 octobre devraient, en vertu de cette convention, s'opposer au réarmement des batteries du prince de Nagato dans ledit détroit, ou même procéder à leur désarmement si ce Daïmio les avait réarmées ; mais l'exécution de ces mesures pouvant amener des conflits et des complications que les soussignés désirent absolument éviter, MM. les Commandants sont invités, dans cette dernière hypothèse, à faire au prince de Nagato ou à son représentant les remontrances qu'ils jugeraient convenables, et, en tout cas, à constater l'état des choses et à vouloir bien en rendre immédiatement compte aux soussignés, afin qu'ils puissent agir en conséquence auprès du Gouvernement du Taïcoun et mettre leurs Gouvernements respectifs à même de leur donner des instructions à ce sujet.

Art. 2. En dehors de l'objet considéré dans l'article précédent, il importe que MM. les Commandants des forces navales puissent assurer le libre passage du détroit de Simonosaki aux navires étrangers qui font un commerce régulier avec le Japon, et prendre les mesures prévues par les traités pour empêcher les bâtiments de leurs nations respectives de se livrer, sur un point quelconque du territoire de Nagato, à des opérations commerciales qui, en vertu desdits traités, ne sont autorisées que dans les ports ouverts actuellement aux étrangers.

Art. 3. Il importe également d'empêcher que les bâtiments du Taïcoun qui seraient chargés de s'opposer à ce que les navires étrangers fassent des opérations illicites avec le Prince rebelle, ne dépassent pas en pareil cas les limites du droit et de l'humanité.

Art. 4. Dès que les hostilités auraient commencé dans le détroit entre les forces du Taïcoun et celles de Tchochiou, MM. les Commandants devraient veiller à ce que les navires étrangers passassent en dehors de la portée des feux de l'artillerie, ou même s'abstinsent d'entrer dans le détroit, si le passage offrait pour eux un véritable danger.

Art. 5. Il est bien entendu que toutes les mesures indiquées ci-dessus par les soussignés seront mises à exécution par MM. les Commandants de leurs forces navales, de la façon dont ceux-ci le jugeront convenable, et, en tout cas, que leur désir est que la plus stricte neutralité soit observée par rapport aux opérations militaires du Taïcoun et du Daïmio de Nagato.

Yokohama, le 21 juin 1865.

Signé : ROCHES.

WINCHESTER.

PORTMAN.

GRAEFF VAN POLSBROCK.

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys.

Atami, le 29 août 1865.

Monsieur le Ministre, il résulte de mes dernières informations que le Taïcoun, à peine arrivé à Osacca, s'était rendu à Kioto pour y entretenir le Mikado. Jamais ce souverain n'aurait accueilli son lieutenant avec plus d'aménité et de bienveillance. Tous les hauts dignitaires de Kioto avaient été chargés d'aller au-devant du Taïcoun et de lui faire cortège jusqu'à son entrée au palais. Le Mikado aurait hautement répudié toutes les idées d'exclusion des étrangers qui formaient naguère la base de la politique japonaise. Il aurait déclaré qu'il comprenait la folie d'une résistance au nouveau courant des choses, et, approuvant la décision prise contre le Daïmio Tchochiou, il aurait formulé les vœux les plus ardents pour le succès de l'expédition dirigée contre le violateur des lois sacrées de l'Empire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ROCHES.

M. Drouyn de Lhuys à M. Roches, au Japon.

Paris, le 26 septembre 1865.

Monsieur, d'après vos derniers rapports, le Taïcoun s'était décidé à diriger en personne les opérations militaires préparées contre le prince de Nagato. Il est vivement à désirer que le jeune souverain persiste dans l'attitude énergique qu'il a été, à son tour, amené à adopter contre le Daïmio que nous avons été les premiers dans la nécessité de châtier. C'est avec raison que vous avez signalé à M. le contre-amiral Roze l'utilité de veiller plus particulièrement, dans ces circonstances, à ce que le prince de Nagato ne réarme pas ses batteries maritimes.

Recevez, etc,

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys.

Yokohama, 31 octobre 1865,

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 26 juillet dernier, et par la-

quelle elle veut bien me communiquer copie de la Note qu'elle a transmise aux Cabinets de Londres, de Washington et de la Haye¹, relativement à l'exécution de la Convention signée, le 22 octobre 1864, par le Plénipotentiaire du Taïcoun et les Représentants des Puissances étrangères au Japon.

Après avoir constaté quelques divergences d'opinion entre les Gouvernements de l'Empereur et de Sa Majesté Britannique, au sujet de l'article 3 de ladite Convention, Votre Excellence, dans la dépêche précitée, conclut en exprimant le désir de laisser le soin de concilier ces opinions diverses aux Représentants des quatre Puissances au Japon.

Le Cabinet de Londres a accédé à ce désir, ainsi que j'ai pu m'en convaincre par la dépêche que Lord Russell a adressée à Lord Cowley et dont la communication m'a été faite par Sir Harry Parkes.

Le Représentant de la Hollande a reçu des instructions identiques.

J'ai pensé, d'après les informations que j'avais précédemment reçues de Votre Excellence, que, sans attendre de nouveaux ordres de sa part, je pouvais reprendre, en même temps que mes collègues, la négociation relative à l'exécution de la Convention du 22 octobre. Six mois s'étant écoulés depuis le moment où quelques divergences à ce sujet s'étaient produites entre les Représentants accrédités à Yédo, la discussion amicale de la question nous avait amenés déjà sur un terrain où notre entente cordiale pouvait tout naturellement s'établir.

Le nouveau Ministre d'Angleterre, Sir Harry Parkes, formulait les trois propositions suivantes en échange de concessions sur l'indemnité :

- 1^o Ouverture anticipée du port de Hiogo et de la ville d'Osacca ;
- 2^o Ratification de nos traités par le Mikado ;
- 3^o Révision de nos tarifs de douanes.

Si l'ouverture anticipée d'Hiogo et d'Osacca n'a pas, à mes yeux, le caractère d'urgence que lui attribue mon collègue, je ne puis y voir davantage une cause d'embarras, puisque ces deux ports se trouvent sur les possessions du Taïcoun et que nous pourrions nous y établir dans les mêmes conditions qu'à Nagasaki, Yokohama ou Hakodadi.

Quant à la ratification du Mikado, cette formalité étant l'objet même de notre politique, tous nos efforts doivent tendre à en obtenir l'accomplissement, et nous ne saurions trouver une meilleure compensation à l'abandon de nos droits sur le paiement de la totalité de l'indemnité.

Enfin la révision de nos tarifs douaniers n'offrira aucune difficulté.

En conséquence, nous sommes convenus, Sir Harry Parkes et moi, qu'il y avait lieu d'accorder au Gouvernement japonais le délai qu'il a

1. Voir *Archives*. 1865, tome III, page 330.

demandé pour le paiement du deuxième terme de l'indemnité, et même de lui en abandonner les deux tiers restants, si le Taïcoun s'engageait à nous donner, soit de lui-même, soit en négociant auprès du Mikado, les compensations contenues dans les trois conditions précitées. Toutefois, en acquiesçant à cette proposition, j'ai tenu à répéter à Sir Harry Parkes que je n'entendais la soumettre au Gouvernement japonais qu'autant que celui-ci n'aurait aucune répugnance à l'accueillir, attendu que la Convention du 22 octobre 1864¹ lui donnait le droit formel de la repousser, s'il préférerait s'en tenir au solde intégral de l'indemnité.

Mon collègue a non-seulement accepté cette réserve, mais encore il l'a formulée lui-même; car il n'avait jamais eu l'intention, m'a-t-il dit, de dénier au Taïcoun la faculté que je mentionnais.

Ce principe étant établi, j'ai demandé à Sir Harry Parkes quand et comment il comptait ouvrir cette négociation. Mon collègue m'a répondu qu'en l'absence du Taïcoun, il n'était pas permis d'espérer de traiter efficacement une affaire de cette importance par l'intermédiaire des membres du Conseil actuellement présents à Yédo, et que, d'ailleurs, étant accrédité auprès de la personne du Taïcoun, il avait le droit d'aller le rejoindre. Sir Harry Parkes a ajouté que la présence de ce Prince auprès du Mikado était une circonstance dont il fallait profiter pour hâter la solution de la question, car nous supprimerions ainsi les retards que nous éprouverions infailliblement dans la négociation, si nous attendions le retour du Taïcoun à Yédo pour l'entreprendre.

Après m'être assuré auprès du Gorodjo que cette démarche n'était de nature ni à compromettre le Taïcoun, ni à m'engager au delà des limites assignées à mon action, je me suis rallié à l'opinion de M. le Ministre d'Angleterre. Nous nous sommes donc réunis, mes collègues et moi, en conférence, et nous avons rédigé le mémorandum dont je joins ici une copie.

La lecture de ce document et les explications contenues dans la présente dépêche permettront, je l'espère, à Votre Excellence d'apprécier le véritable caractère de la démarche que nous allons accomplir d'un commun accord.

C'est une mission toute pacifique qui peut nous procurer de sérieux avantages sans risquer de compromettre en rien la situation actuelle, ni de nous faire départir de la neutralité qui nous est prescrite par nos instructions.

La frégate de Sa Majesté, *la Guerrière*, me conduira jusqu'à Osacca, où elle séjournera peu de temps.

1. Voir *Archives*. 1865, tome III, page 290.

Yokohama jouit de la tranquillité la plus parfaite.

Veuillez agréer, etc.

Signé : *ROCHES.*

MÉ MORANDUM.

En vertu de la Convention signée le 22 octobre 1864, le Gouvernement japonais s'est engagé à payer au Gouvernement d'Angleterre, de France, des Etats-Unis d'Amérique et des Pays-Bas, une somme de trois millions de dollars, comme indemnité des dépenses nécessitées par l'expédition de Simonosaki.

Les représentants des quatre puissances susnommées, désireux de témoigner, auprès du Gouvernement japonais, des sentiments désintéressés de leurs Souverains et de leur désir unique d'améliorer leurs relations avec ce pays, laissèrent à Sa Majesté le Taïcoun la faculté de remplacer le paiement de cette indemnité par l'ouverture d'un nouveau port au commerce étranger.

Sommé par les Représentants desdites Puissances d'avoir à déclarer s'il voulait ou non user de cette faculté, le Gouvernement japonais répondit, il y a six mois environ, qu'il préférerait donner l'indemnité, attendu que l'état du pays lui faisait considérer comme impolitique l'ouverture d'un nouveau port; mais, en même temps, il demandait un délai d'une année pour opérer le deuxième versement de l'indemnité.

Les Représentants des quatre Puissances, tout en reconnaissant au Gouvernement japonais le droit d'opter entre les deux conditions, ne se crurent pas autorisés à accorder le délai demandé, et durent en référer à leurs Gouvernements respectifs.

Les instructions qu'ils ont demandées à ce sujet sont parvenues aux soussignés.

Le droit du Taïcoun d'opter entre le paiement de l'indemnité aux termes fixés par la Convention du 22 octobre, et l'ouverture d'un port dans la mer Intérieure, est naturellement reconnu par chacune desdites Puissances; mais elles diffèrent d'opinion au sujet du délai demandé par le Gouvernement japonais.

Les Cabinets de Londres et de la Haye exigent, ou l'exécution rigoureuse des articles de la Convention du 22 octobre à cet égard, ou consentent à ce délai, et même à l'abandon des deux tiers de l'indemnité aux trois conditions suivantes :

1° Que le Gouvernement japonais ouvre le port de Hiogo et d'Osacca le 1^{er} janvier 1866;

2° Que le Mikado ratifie les traités conclus avec les Puissances étrangères ;

Et 3° enfin que le tarif des droits d'entrée soit fixé, pour la plupart des produits, à 5 pour 100, et ne puisse, en aucun cas, dépasser 10 pour 100.

Le Cabinet de Paris ne verrait, au contraire, pas d'obstacle à accorder un délai au Gouvernement japonais, si ce dernier agissait de bonne foi à l'égard des Puissances signataires des traités, et il verrait un danger à lui imposer l'ouverture d'Osacca avant l'époque fixée par la Convention additionnelle de 1862. Le Cabinet de Paris déclare en outre formellement (ce qui est également admis par les Cabinets de Saint-James et de la Haye) que, le Taïcoun étant libre d'opter entre le paiement de l'indemnité et l'ouverture d'un port, nous ne serions pas en droit, si ce prince exécutait l'une de ces conditions, d'exiger l'ouverture anticipée de Hiogo et d'Osacca.

Le Ministre de l'Empereur ajoute que dans une dépêche adressée aux Cabinets de Londres, de la Haye et de Washington, en date du 22 juillet 1865, le Gouvernement impérial exprime l'avis que la solution de cette question soit remise aux Représentants des quatre puissances au Japon.

En réponse à cette communication, Son Exc. lord Cowley a fait connaître à Son Exc. M. Drouyn de Lhuys que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consentait à cette dernière proposition.

Le Représentant des États-Unis d'Amérique n'a pas reçu d'instructions de son Gouvernement. Mais les mesures arrêtées par le présent Mémoire n'étant que la conséquence de la politique qui a été inaugurée entre les quatre Puissances signataires des traités, M. Portman, chargé d'affaires *ad interim*, n'hésite pas, à cette occasion, à s'unir à ses Collègues.

M. de Graëff van Polsbroek a reçu des instructions identiques de son Gouvernement.

En l'état :

Les Représentants soussignés d'Angleterre, de France, des États-Unis d'Amérique et de Hollande ont jugé nécessaire de se réunir à l'effet de s'entendre : 1° sur les moyens de concilier entre elles les instructions de leurs Gouvernements respectifs tout en conservant intactes l'union et l'entente commune qui leur ont déjà donné tant de force, et 2° sur la marche à suivre afin de tirer le meilleur parti possible de la situation actuelle.

Après avoir examiné la question sous toutes ses faces ;

Considérant, d'un côté, que les propositions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique relativement à l'abandon d'une partie de l'in-

demnité, en retour : 1° de l'ouverture anticipée du port de Hiogo et de la ville d'Osacca ; 2° de la ratification des traités par le Mikado, et 3° de la révision du tarif des douanes, sont conformes à l'esprit de la Convention du 22 octobre 1864 ;

Considérant, d'un autre côté, que le Gouvernement de S. M. l'Empereur ne s'écarte des propositions du Cabinet de Saint-James qu'en ce qu'elles auraient d'inopportun, vu l'état des partis du Japon ;

Considérant que les conditions réclamées par l'Angleterre et la Hollande, si elles étaient accordées spontanément par le Gouvernement japonais, n'offriraient plus les dangers que redouterait la France si ces conditions étaient *imposées*, et seraient préférables, pour les intéressés, au paiement des deux tiers de l'indemnité, et que dès lors la France n'aurait plus d'objection à opposer à ce nouvel arrangement, qui, on le répète, est tout à fait conforme à l'esprit de la Convention du 22 octobre 1864 ;

Considérant que l'intérêt bien entendu des Puissances signataires des traités et du Japon lui-même exige une prompte solution aux questions et que l'abandon des deux tiers de l'indemnité pourrait faciliter et hâter la ratification, qui est la meilleure garantie de l'avenir des bonnes relations des Puissances étrangères avec le Japon et que, du reste, le Gouvernement du Taïcoun s'est engagé formellement à obtenir du Mikado ;

Considérant que l'absence du Taïcoun et de ses principaux Ministres rend toute négociation à Yédo, sinon impossible, du moins illusoire ; qu'il importe cependant d'affirmer notre droit d'obtenir en son temps l'exécution d'un engagement et d'une convention solennels, et de convaincre le Gouvernement japonais ainsi que le Mikado et les Daïmios, que les Puissances étrangères sont irrévocablement décidées à exiger l'ouverture d'Hiogo et d'Osacca, à l'époque fixée par les traités, s'ils ne l'obtiennent pas auparavant en vertu d'un consentement réciproque ;

Les Représentants soussignés sont convenus, d'un commun accord, de transporter momentanément à Osacca le siège des négociations. Cette mesure, qui est parfaitement conforme à l'esprit des traités puisque lesdits Représentants sont accrédités auprès de la personne du Taïcoun, aura en outre, aux yeux des amis et des ennemis de ce prince une signification qui pourra particulièrement influer sur l'heureuse issue des événements qui se préparent.

En effet, les soussignés ont été informés que le Taïcoun, cédant aux instances du Mikado et des Daïmios qui l'entourent, a consenti à recevoir le prince de Nagato à récipiscence, moyennant des conditions que ce Daïmio avait acceptées, il y a huit mois environ, du prince d'Owari, généralissime de l'armée Taïcounale, mais qu'il n'a pas rem-

plies sous divers prétextes. Or le Taïcoun, se méfiant, avec raison, des dispositions réelles de son sujet, a fixé une époque (le 15 décembre) passé laquelle il considérera comme non avenues les conditions favorables qu'il a bien voulu accorder au Daïmio rebelle, et procédera immédiatement à son châtiment.

L'arrivée à Osacca des Représentants des Puissances signataires des traités, venant, à ce moment décisif, suivis d'une force navale respectable, négocier amicalement avec les Ministres du Taïcoun, empêcherait, il y a lieu de le croire, le commencement des hostilités, qui seraient peut-être le signal de la guerre civile, dont les conséquences, quelles qu'elles fussent, ne pourraient que nuire aux intérêts politiques et commerciaux des Puissances étrangères au Japon. En tout cas, cette arrivée ne peut manquer de donner au Gouvernement du Taïcoun l'appui moral qui doit faciliter le résultat de ses démarches à l'effet d'obtenir du Mikado la ratification des traités.

En conséquence, les soussignés sont convenus de s'adresser immédiatement aux Commandants des forces navales de leurs nations respectives, afin de leur faire connaître la situation politique, et de les inviter à les transporter à Osacca où ils séjourneront le temps nécessaire pour mener à bonne fin l'importante négociation qui les y appelle.

Les soussignés prennent cette détermination avec la conviction intime qu'elle peut amener de très-heureux résultats, et qu'en aucun cas, elle n'est de nature à compromettre la politique sage et conciliante que leurs Gouvernements respectifs leur ont ordonné de suivre à l'égard du Japon.

Fait en quadruple exemplaire à Yokohama, le 30 octobre 1865.

Signé : LÉON ROCHES.

HARRY PARKES.

ALF. PORTMAN.

GRAEFF VAN POLSBROCK.

M. Roches à M. Drouyn de Lhuys.

(Dépêche télégraphique.)

Yokohama, le 2 décembre 1865.

Le Mikado a sanctionné les traités conclus par le Taïcoun avec les puissances chrétiennes. La malle de ce jour porte à Votre Excellence mes dépêches au sujet de cet événement.

Signé : ROCHES.

DÉNONCIATION DU TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA FRANCE
ET L'ANGLETERRE¹.

**M. Drouyn de Lhuys au prince de La Tour d'Auvergne,
ambassadeur de France à Londres.**

Paris, le 29 novembre 1865.

Prince, j'ai eu l'honneur, aux mois de février et de mars derniers, de vous adresser diverses communications au sujet des insuccès réitérés qu'éprouvent nos demandes d'extradition avec la Grande-Bretagne, et ma dernière dépêche du 11 mars vous faisait pressentir et vous invitait même à ne point laisser ignorer au Cabinet de Londres que, si les améliorations que nous étions désireux d'apporter au régime créé par la Convention de 1843 étaient repoussées, nous nous verrions probablement dans l'obligation de dénoncer le Traité.

Vous connaissez, Prince, les difficultés de toute nature contre lesquelles viennent constamment échouer nos demandes d'extradition. Je me bornerai à rappeler les deux principales.

En premier lieu, le Gouvernement britannique refuse de nous livrer les condamnés, sur le motif que la Convention de 1843 ne mentionne que les accusés.

Sans insister sur ce qu'il y a de contradictoire, à nos yeux, dans un système qui reconnaît la légitimité de l'extradition en ce qui concerne des individus sur lesquels pèse seulement une présomption de culpabilité, et qui la repousse en ce qui touche ceux qu'a légalement convaincus une sentence judiciaire, nous avons proposé une disposition additionnelle au Traité de 1843 pour comprendre les condamnés ; mais notre offre a été déclinée par le Cabinet de Londres, qui a craint de ne pouvoir faire accepter cette disposition par le Parlement.

En second lieu, la Convention d'extradition, telle que l'interprètent les Avocats de la Couronne et, par suite, l'Administration britannique, se résumerait dans l'obligation d'aller, en quelque sorte, faire juger le procès en Angleterre, comme nous avons pu le constater une fois de plus par le refus qui a été récemment opposé à notre demande d'extradition concernant le nommé Teissier, l'un des pirates du *Fœderis-Arca*, qu'on supposait devoir aborder à Calcutta. L'Avocat général du Gouvernement de l'Inde et les Avocats de la Couronne ont déclaré que, pour autoriser l'arrestation et le renvoi en France du fugitif, il aurait fallu joindre au mandat d'arrêt des copies des dépo-

1. Voir ce traité plus haut, page 178.

sitions déjà reçues dans l'information et dont l'authenticité aurait été attestée par le serment de la personne qui les aurait exhibées, de telle sorte que le magistrat de la police de Calcutta pût constater si le fugitif était, *prima facie*, coupable du crime pour lequel son extradition était réclamée.

De telles exigences constituent un obstacle permanent au succès des demandes d'extradition et diffèrent de la pratique suivie par les autres Puissances de l'Europe. L'extradition n'est point une mesure inventée dans l'intérêt spécial de tel ou tel État, c'est l'application la plus large du principe de la répression pénale, au point de vue de l'ordre social, qui réunit, dans un but commun de protection et de garantie mutuelles, la grande famille des peuples civilisés. Elle a pour objet de restituer le coupable à son juge naturel, en le privant du bénéfice du droit d'asile, tel qu'il subsistait à l'époque où les peuples, placés les uns vis-à-vis des autres dans un état d'isolement hostile, demeuraient indifférents aux actes criminels accomplis en dehors de leur territoire. S'il en est ainsi, si l'extradition ramenée à son véritable caractère, n'est, au fond, qu'une loi de procédure et de compétence internationales; si cette mesure, comme je le disais plus haut, n'est qu'un moyen de rendre le fugitif à son juge naturel, les États contractants, en pareille matière, ne doivent se demander réciproquement d'autres preuves que celles qui sont indispensables pour vérifier si les poursuites sont sérieuses, dirigées par le juge compétent et motivées par des crimes communs. Tout traité qui s'écarte de cette règle est sans utilité réelle et ne présente pas ce caractère de réciprocité essentiel dans les rapports internationaux. Vingt-deux ans d'expérience ont démontré l'inefficacité du Traité du 13 février 1843, ou plutôt l'anomalie d'une situation dans laquelle le contrat n'est exécuté que par l'une des parties, et qui ne saurait se prolonger sans inconvénient pour notre propre dignité.

Dans cet état de choses, le Gouvernement de l'Empereur a dû sérieusement se préoccuper du soin de dégager sa responsabilité, en présence des facilités offertes aux malfaiteurs pour se réfugier à quelques heures de nos côtes et d'une impunité dont l'opinion publique est, jusqu'à un certain point, fondée à lui demander compte, tant que le Traité subsiste.

En conséquence, vous voudrez bien, Prince, faire connaître, par une note officielle adressée au Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, qu'usant de la faculté écrite dans l'article 4 de la Convention du 13 février 1843, nous avons résolu de dénoncer le Traité, qui cessera de produire ses effets six mois après cette déclaration.

Agréé, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,

Londres, le 16 décembre 1865.

Monsieur le Ministre, aussitôt après avoir reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 29 novembre, je me suis empressé, conformément à ses instructions, d'adresser au Principal Secrétaire d'État de la Reine une note officielle pour lui faire connaître que, usant de la faculté inscrite dans l'article 4 de la Convention d'extradition du 13 février 1843, le Gouvernement de l'Empereur avait résolu de dénoncer le traité, qui doit, en conséquence, cesser de produire ses effets six mois après cette déclaration. J'ai l'honneur de vous transmettre, en copie, ma note du 4 décembre. Je l'aurais fait parvenir plus tôt à Votre Excellence, si je n'eusse espéré pouvoir y joindre l'accusé de réception du Foreign-Office; mais le comte de Clarendon, auquel j'ai récemment rappelé de vive voix cette affaire, et qui considère, d'ailleurs, le traité comme régulièrement dénoncé, m'a prié d'attendre encore quelque temps sa réponse, parce qu'il était dans l'obligation de la concerter avec le Ministre de l'intérieur.

Veuillez agréer, etc. *Signé* : Prince DE LA TOUR D'Auvergne.

AFFAIRES COMMERCIALES.

SUÈDE ET NORWÈGE.
M. Drouyn de Lhuys à M. Dutreil, chargé d'affaires de France à Stockholm.

Paris, le 31 mars 1866.

Monsieur, les motifs qui nous ont amenés à conclure les Conventions du 14 février¹ vous sont connus, et vous pouvez dès lors pressentir les résultats que nous en attendons. Depuis fort longtemps, le Gouvernement français était préoccupé de l'état d'infériorité de ses relations commerciales avec la presqu'île Scandinave. En effet, la somme totale de nos échanges ne présentait, pour 1860 et 1861, d'après les dernières estimations de l'Administration des Douanes, qu'une valeur de 54 et de 62 millions. Si l'on décompose ces chiffres, on est,

1. Voir *Archives*, 1865, III, page 11.

en outre, frappé de la disproportion relative qu'offrent l'entrée et la sortie des marchandises. Ainsi, tandis que nous recevons, en 1860 et 1861, une valeur de 49 et 56 millions de bois expédiés de Suède et de Norwége, nous n'importons directement dans ces deux pays que pour 4 ou 6 millions de marchandises françaises. Cette disproportion explique la nature exceptionnelle des opérations de notre pavillon dans l'intercourse avec la Péninsule Scandinave; le nombre de navires français qui partent de nos ports sur l'est atteint presque, chaque année, celui des bâtiments qui nous rapportent les bois des Royaumes-Unis. Le commerce et la navigation accusent donc également une même cause d'infériorité, l'insuffisance de nos exportations directes. Il est vrai, toutefois, que les états des Douanes ne relèvent pas toutes les marchandises françaises introduites en Suède et en Norwége, soit par la contrebande, soit par la voie de Hambourg ou de Lubeck; mais il n'en est pas moins évident que les frais de ce circuit ou les primes de la contrebande constituent des charges qui entravent, au même degré que les droits de douane, le développement de notre commerce. D'un autre côté, l'absence de fret à l'aller et la nécessité pour notre marine de trouver dans un seul voyage la rémunération d'une double opération d'intercourse diminuent ses bénéfices et ralentissent son essor. Le Gouvernement de l'Empereur s'est persuadé qu'il ferait en grande partie disparaître les causes qui relèguent le commerce français au dernier rang dans le relevé des importations de la Suède et de la Norwége, en obtenant une notable réduction des droits de douane afférents à nos marchandises dans l'un comme l'autre des Royaumes-Unis. Nous nous sommes donc attachés à faire consacrer l'allégement des charges qui pèsent, en premier lieu, sur nos produits encombrants, tels que les vins, les eaux-de-vie, les denrées alimentaires, les porcelaines, et, ensuite, sur les articles spéciaux de notre industrie, tels que les tissus de toute espèce, les peaux préparées, les objets de parure, d'habillement, les livres, etc. Nous nous sommes efforcés, en un mot, de créer des éléments de fret à notre marine par le dégrèvement de toutes les marchandises destinées à former ou à compléter le chargement des navires qui vont chercher en Suède et en Norwége les bois de leurs forêts, ainsi que les fers de leurs usines.

Porter les concessions obtenues à la connaissance du commerce des deux pays, l'éclairer sur la nature des marchandises qu'il a intérêt à importer ou à exporter, c'est la tâche qu'il nous reste à remplir pour faire produire aux traités les effets que nous espérons, et je compte sur le concours de la Légation de Stockholm pour atteindre ce but. J'appelle particulièrement, monsieur, toute votre sollicitude sur les intérêts de notre marine; placée désormais dans des conditions d'éga-

lité avec celle des Royaumes-Unis pour l'intercourse directe, elle est appelée à soutenir une redoutable concurrence; mais j'ai la confiance que les éléments de fret que nous lui avons procurés compenseront les avantages de la protection dont elle cessera de jouir, surtout si les armateurs français se décident à élever le tonnage des navires pour diminuer les frais généraux du transport, et à réaliser, par l'établissement de services à vapeur, ces conditions de promptitude et de régularité qui leur permettront d'enlever à Hambourg et à Lubeck le bénéfice des importations indirectes.

Je n'ai pas besoin, Monsieur, de faire ressortir l'utilité des indications que vous êtes à même de recueillir sur les moyens d'appropriier nos constructions maritimes aux besoins de ce trafic. Je vous saurai gré de me les transmettre par dépêches spéciales, sans attendre l'envoi de vos rapports d'ensemble sur le mouvement maritime et commercial de la Suède; je vous serai également obligé de me faire connaître les premiers résultats de la mise en exécution des traités, au fur et à mesure qu'ils se produiront.

Indépendamment de cette étude attentive des faits, la Mission de Sa Majesté à Stockholm aura naturellement pour devoir de surveiller l'application du nouveau régime. Vous savez, Monsieur, qu'il repose sur le principe absolu de l'égalité dans les charges imposées aux marchandises des deux pays après l'acquittement des droits prévus par les tarifs, et de l'assimilation complète des Français et des nationaux pour tout ce qui concerne leur établissement dans les Royaumes et le libre exercice du commerce et de l'industrie.

Enfin, Monsieur, la Légation voudra bien ne pas perdre de vue les engagements moraux que le Cabinet de Stockholm a contractés envers la France relativement à la garantie de la propriété de nos auteurs, ainsi que nos manufacturiers, engagements qui se trouvent consignés dans la lettre de M. le comte de Manderström, insérée au procès-verbal de la quatrième Conférence. Il importera de saisir toutes les occasions de lui rappeler la promesse qu'il nous a faite de mettre le plus tôt possible, sa législation, en matière de propriété littéraire et artistique, en harmonie avec celle de tous les autres États de l'Europe, et je vous saurai gré de me tenir au courant des progrès que cette question, qui nous intéresse au plus haut point, pourra faire soit dans les Conseils du Gouvernement, soit au sein même des classes de la société qui dirigent les mouvements de l'opinion publique....

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

ZOLLVEREIN.

**M. Dronyn de Lhuys aux agents diplomatiques et consulaires
de France en Allemagne.**

Paris, le 10 juin 1865.

Monsieur, les traités de commerce et de navigation dont les Plénipotentiaires de la France et de la Prusse viennent d'échanger les ratifications à Berlin apportent de profondes modifications au régime qui présidait à nos rapports avec l'Allemagne. D'une part, ils étendent aux importations du Zollverein le bénéfice des réductions de tarif que nous avons successivement concédées à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Italie ; de l'autre, ils assurent à nos produits, sur les marchés allemands, la réciprocité d'un traitement libéral. En France, la réforme de notre législation douanière, dans son application au Zollverein, ne se présente point avec le caractère et les chances d'une innovation ; c'est le développement d'une expérience consacrée par le succès. De l'autre côté du Rhin, quoique l'union des douanes ait été un premier pas dans la voie du progrès, la perspective d'une plus large participation du commerce étranger aux avantages d'un régime limité aux échanges intérieurs devait soulever tout d'abord de vives résistances dans ceux des États qui se croyaient moins préparés que la Prusse et la Saxe aux épreuves de la libre concurrence ; mais une étude plus attentive de la question a calmé les inquiétudes et les méfiances irréfléchies qui avaient entravé et même compromis, pendant quelque temps, les négociations de Berlin. Les loyales et sincères discussions qui se sont engagées au sein des assemblées législatives de l'Allemagne, la lumière répandue par ces débats sur l'objet réel et les conséquences probables du pacte signé par la France et par la Prusse au nom du Zollverein, ont achevé de rassurer les esprits et les intérêts ; dans les États mêmes où les dissidences s'étaient manifestées avec le plus d'éclat, un vote presque unanime a sanctionné les Traités du 2 août, et ceux qui les repoussaient d'abord en attendent aujourd'hui, avec impatience, la mise en vigueur qui, comme vous le savez, Monsieur, est fixée au 1^{er} juillet prochain.

Quelques jours à peine nous séparent de cette date, et, au moment où vous recevrez cette dépêche, le commerce des deux pays se sera déjà préparé à recueillir les avantages que leur promet le nouveau régime. Je n'ai pas besoin de vous recommander l'étude de ces premiers efforts : c'est surtout au début qu'elle présente un grand intérêt ; mais vous ne devrez pas borner votre rôle à l'observation. Quoiqu'il faille compter avant tout sur l'esprit d'initiative qui anime nos négoc-

ciants, vous aurez à faire profiter de votre expérience personnelle ceux d'entre eux dont l'activité se portera sur les marchés du pays où vous résidez. Un de vos premiers soins consistera, Monsieur, à leur indiquer les concessions stipulées en leur faveur et à leur en assurer la jouissance. Ce n'est pas que je doute qu'en Allemagne les Traités du 2 août ne reçoivent une exécution aussi libérale que celle qu'ils recevront en France ; nous en avons pour garant l'esprit qui n'a pas cessé d'inspirer les Plénipotentiaires de la Prusse. Nous ne devons pas pourtant perdre de vue les conditions particulières où la haute Administration du Zollverein se trouve placée par suite de l'obligation de faire exécuter sur le territoire de vingt États différents les règlements élaborés à Berlin. Les erreurs, les divergences dans l'interprétation, ne peuvent être évitées que par la vigilance de l'autorité centrale et celle de nos propres Agents. Ils comprendront toutefois la nécessité d'apporter, dans l'exercice de ce contrôle, la prudence et les ménagements indiqués par sa nature même. Avant d'élever ou de soutenir des réclamations dont la légitimité ne leur paraîtrait pas incontestable, ils voudront bien les soumettre à mon Département, qui s'empressera de leur faire connaître son appréciation ; mais l'obligation d'y recourir se présentera plus rarement pour eux, s'ils se pénètrent, comme je n'en doute pas, des principes sur lesquels reposent les Traités du 2 août.

Je vais, Monsieur, vous les rappeler brièvement.

Une des bases essentielles de ces Traités, c'est l'engagement pris par les Parties contractantes de n'accorder à aucune autre Puissance des avantages directs ou indirects, qui ne leur deviendraient pas aussitôt communs à elles-mêmes. Le régime le plus libéral à l'entrée, à la sortie, au transit comme pour la mise en consommation, se trouve acquis aux produits français à titre de réciprocité, sur tout le territoire du Zollverein. Toute taxe, tout mode de perception ayant un caractère différentiel disparaît donc de sa législation douanière et fiscale. A la frontière, nos marchandises seront traitées comme celles de l'État allemand ou autre le plus favorisé ; à l'intérieur, elles n'acquitteront d'autres ni de plus lourdes taxes que les produits nationaux. Cette règle est générale et ne souffre pas d'exception. Spontanément admise, dès les premières conférences, par les négociateurs prussiens, elle a rencontré des opposants parmi ceux des membres de l'Association allemande qui voulaient maintenir des privilèges commerciaux fondés sur des considérations politiques. Ces prétentions étaient trop en désaccord avec les principes de notre nouveau droit conventionnel pour que le Gouvernement de l'Empereur ne les ait pas formellement repoussées, et, avec le ferme et loyal concours du Cabinet de Berlin, il a réussi à les écarter.

Vous avez remarqué, Monsieur, que la Prusse procède à la réforme de sa législation douanière par la voie que nous avons nous-mêmes suivie, c'est-à-dire par des arrangements internationaux et dans la forme diplomatique. Il en résulte que chaque traité intervenu depuis 1862 avec une Puissance tierce a modifié, du côté de la France comme du côté du Zollverein, les tarifs annexés aux Traités franco-prussiens. C'est ainsi que quelques-uns des droits stipulés au tarif B ont été déjà réduits par la Convention récemment conclue avec l'Autriche. De nouveaux changements surviendront sans doute encore à la suite des négociations que le Cabinet de Berlin poursuit avec d'autres États. Il importera donc de tenir un compte exact de ces modifications successives, qui sont applicables de plein droit aux produits français.

Le mode de tarification au poids adopté par le Zollverein présente, dans la pratique, d'incontestables avantages ; mais, s'il échappe aux difficultés inhérentes au système de perception des droits à la valeur, les catégories dans lesquelles se trouvent réparties toutes les marchandises importées sont trop étendues pour ne pas donner quelquefois prise aux classifications arbitraires des douanes locales. C'est un des points sur lesquels j'appelle particulièrement votre attention.

J'aurais voulu vous annoncer, Monsieur, la suppression réciproque des certificats d'origine à l'entrée des marchandises dans les deux pays ; mais, tout en se montrant favorable à cette mesure, le Gouvernement prussien n'a pas eu pouvoir l'adopter avant la conclusion des traités qu'il négocie avec les États voisins. Dans l'espoir que son exemple ne tardera pas à être suivi par le Zollverein, l'Administration française s'est déridée à ne plus exiger, à l'importation des produits allemands, l'accomplissement de formalités dont l'expérience lui a démontré le peu d'utilité et les réels inconvénients. L'immunité deviendra même générale à partir du 1^{er} juillet prochain. Le Gouvernement de l'Empereur ne veut pas qu'un formalisme étroit et une réglementation minutieuse viennent faire obstacle à la libre expansion du mouvement commercial.

Il ne suffirait pas de chercher à développer, par de mutuelles réductions de tarifs, l'échange des marchandises ; il n'est pas moins utile d'en faciliter le transport : tel est le but de l'Arrangement relatif au service international des chemins de fer et de la Convention maritime qui forment le complément naturel de notre Traité de commerce.

L'Arrangement qui règle le service des chemins de fer ne comporte pas d'explications spéciales. La Convention maritime donne lieu à quelques observations qui ne sont pas sans intérêt.

En Allemagne, les surtaxes de pavillon qui frappaient les navires

français et leurs cargaisons vont disparaître entièrement. Le traitement sera le même, quelle que soit la provenance.

En France, notre législation maritime maintient encore certaines restrictions sur le pavillon étranger pour l'intercourse indirecte. Elle ne nous a donc pas permis d'appliquer dans tous les cas aux navires allemands et à leur chargement un régime aussi libéral que celui dont jouira notre marine dans les ports des États du Zollverein ; mais vous n'ignorez pas, Monsieur, que cette législation est en ce moment l'objet d'une révision sérieuse, qui doit en modifier les bases et les mettre en harmonie avec le caractère libéral de nos traités de commerce. En attendant qu'un vote législatif ait sanctionné les réformes que le Gouvernement de l'Empereur a jugées opportunes et salutaires, nous avons, par voie d'interprétation, étendu le régime spécialement réservé aux provenances directes à toutes les marchandises allemandes expédiées en transit à travers les Pays-Bas, la Belgique ou la Suisse, par chemins de fer, ou embarquées dans les ports des Villes Anséatiques. Ainsi, les produits du sol ou de l'industrie des États de l'Association douanière pourront être introduits en France, sans être soumis à aucune surtaxe, par toutes les voies ferrées aboutissant à notre frontière de terre, comme par tous les navires français, prussiens, hanovriens, oldenbourgeois ou anséatiques, qui les auront embarqués dans un port quelconque, soit du Zollverein, soit des Villes Libres.

Une autre dérogation à notre législation maritime a été faite en faveur des navires du Zollverein. Ils pourront faire escale dans un ou plusieurs ports étrangers intermédiaires, sans être déchus des avantages réservés à l'importation directe, alors même qu'ils y auraient débarqué une partie de leur cargaison.

J'arrive maintenant, Monsieur, à celles des stipulations qui règlent les garanties accordées aux personnes et à la propriété intellectuelle ou industrielle des nationaux de chacun des pays dans l'autre.

Une notable différence subsiste entre le régime des étrangers en France et celui des Français en Allemagne. Les étrangers obtiennent chez nous, en toute matière et à tous égards, la plénitude de l'assimilation aux nationaux. En Allemagne, les Traités que nous venons de conclure, tout en améliorant d'une manière sensible l'état de choses antérieur, n'assurent aux Français une assimilation complète que pour la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et celle des marques ou des-sins de fabrique. Sous ce dernier rapport, la protection accordée par la loi aux industriels mêmes du pays me paraît laisser beaucoup à désirer dans certaines parties de l'Allemagne. Je vous saurai gré de me faire connaître exactement l'étendue des droits que nos nationaux seront appelés à exercer dans le pays où vous résidez.

En ce qui concerne les conditions auxquelles l'établissement com-

mercial des sujets de l'Empereur est subordonné dans les divers États du Zollverein, ils n'obtiennent que la garantie du traitement de la nation la plus favorisée. Il importe, toutefois, de bien préciser ce que l'on doit entendre en Allemagne par le traitement de la nation la plus favorisée. C'est, dans chaque État faisant partie du Zollverein, le traitement assuré à la personne ou à la propriété du ressortissant de tout autre État appartenant également à l'Association douanière. Ainsi le Saxon, le Bavaïois, ne doit pas être plus favorablement traité en Prusse, et le Prussien en Saxe ou en Bavière, que le Français dans les mêmes conditions. Je ne me dissimule pas que les garanties qui nous sont acquises en vertu de cette assimilation sont encore incomplètes, mais j'ai la confiance qu'un progrès dans le sens d'une législation plus libérale est à la veille de s'accomplir en Allemagne ; et, grâce à la solidarité établie par les articles 25, 27 et 28 de notre Traité de commerce entre nos intérêts et ceux des ressortissants des autres États du Zollverein, le droit international profitera des améliorations introduites dans le régime intérieur de l'Association.

Éclairer nos nationaux sur l'étendue des avantages qui leur sont garantis et les seconder dans leurs réclamations contre l'interprétation erronée que pourrait recevoir à leur préjudice un droit conventionnel nouveau pour ceux qui l'appliquent comme pour ceux qui sont appelés à en jouir, ce n'est là, Monsieur, qu'une partie de la tâche confiée à votre zèle au moment de la mise en vigueur des Traités de Berlin. Vous saurez, je n'en doute pas, la compléter par votre initiative, et vous associer à l'œuvre de la diplomatie en recherchant avec empressement les moyens de lui faire porter tous ses fruits. C'est surtout en frayant à notre commerce la voie des marchés étrangers et en suppléant aux connaissances qui lui font trop souvent défaut, que les Agents du service extérieur peuvent lui prêter un concours particulièrement utile. Vous inspirant de cet ordre d'idées, Monsieur, vous aurez soin d'observer attentivement quels sont les produits qui peuvent trouver leur écoulement en Allemagne à la faveur des tarifications nouvelles, quelles qualités, quel conditionnement particulier peuvent en faciliter le placement. Vous étudierez les efforts, toujours si intelligents, que fait la concurrence anglaise pour s'assurer l'exploitation des marchés étrangers. Vous m'indiquerez quels sont les moyens de transport les plus économiques, les modes et usages de paiement usités dans le ressort de votre arrondissement consulaire, enfin quelles sont les maisons dont l'honorabilité vous paraîtra le mieux établie. La mission des Agents de l'Empereur s'élève et grandit avec les intérêts qu'ils ont pour devoir de protéger. Je trouverais donc regrettable qu'une prudence excessive les fit hésiter à remplir le rôle, chaque jour plus important, qu'assigne à leur activité le développement des

relations internationales. Ils comprendront eux-mêmes, j'en suis convaincu, que le concours plus direct et plus personnel qu'ils sont appelés à prêter à notre commerce d'exportation peut se concilier avec la réserve que leur impose le sentiment de leur responsabilité.

Telles sont, Monsieur, les instructions générales dont je crois devoir accompagner l'envoi du texte de nos Traités ou Conventions du 2 août 1862¹, dont vous recevrez par une prochaine occasion des exemplaires.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

PAYS-BAS.

M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques et consulaires de France dans les Pays-Bas et les Indes néerlandaises.

Paris, le 1^{er} septembre 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous adresser le texte du Traité de commerce et de navigation entre la France et les Pays-Bas, signé à la Haye le 7 juillet de cette année², et dont les ratifications ont été échangées le 10 du mois dernier.

Cet acte international fait participer la Hollande aux avantages de la réforme douanière que nous avons inaugurée en 1860 et du régime conventionnel qui en a été la conséquence. Il assure donc au commerce et au pavillon néerlandais le bénéfice des dispositions de tous les traités que nous avons successivement conclus, depuis plus de cinq ans, avec les divers États de l'Europe.

Le traitement libéral dont jouissent, dans les ports des Pays-Bas, en vertu du tarif général, les navires et les marchandises de tous pays, laissait peu de marge à de nouveaux dégrèvements, en retour de nos concessions ; aussi nous sommes-nous bornés à stipuler dans l'article 3 le maintien du régime actuel ; l'objet principal de la négociation s'est trouvé dès lors limité, pour la France, à deux points : abaissement des droits de consommation prélevés sur nos vins, et suppression du régime différentiel auquel sont soumis les navires français et leurs cargaisons dans les colonies néerlandaises de la mer des Indes.

Admis en franchise de douane à leur entrée aux Pays-Bas, nos produits vinicoles étaient, vous le savez, Monsieur, grevés, au profit de l'État, d'un droit d'accise unique, et devaient, en outre, acquitter, dans

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 308.

2. Voir *Archives*, 1865, III, page 411.

la plupart des communes, des droits d'octroi variables suivant les localités. L'exagération des charges qui pesaient sur l'une des branches les plus importantes de notre production nationale, jointe à la diversité des taxes dont elle était frappée, était le sujet des réclamations incessantes de notre commerce, dont le développement était entravé; le Traité les ramène toutes à un droit uniforme et relativement modéré. Nous avons tout lieu d'espérer que nos vins trouveront aux Pays-Bas, à la faveur de ce dégrèvement, un débouché dont l'importance nous est garantie par le chiffre actuel de la consommation, sous l'empire même du régime onéreux auquel ils étaient soumis. Je vous recommande, Monsieur, l'étude attentive de cette question, et je vous prie de me rendre compte, avec un soin particulier, des résultats que produira, dans son application, l'une des stipulations les plus essentielles, à nos yeux, du Traité que nous venons de conclure.

Les principaux avantages du nouveau régime applicable à notre marine et à notre commerce, dans les possessions de Java et de Sumatra, consistent surtout dans l'assimilation du pavillon français au pavillon néerlandais; cette assimilation est complète; les droits différentiels de toute nature qui pesaient sur notre navigation sont entièrement abolis, sans distinction de provenance ou de destination. Quant aux marchandises, le Gouvernement des Pays-Bas n'a pas cru pouvoir se résoudre encore à supprimer les surtaxes qui, dans un intérêt de protection pour l'industrie de la Métropole, grèvent un certain nombre de produits d'origine étrangère. Toutefois il a consenti, sur notre demande, à introduire dans le nouveau tarif colonial qui s'élaborait en même temps que se négociait notre Traité, une série de réductions de droits en faveur de articles essentiels de l'importation française à Java, notamment des vins, des eaux-de-vie, de la bijouterie, de l'orfèvrerie, des soieries, des tissus de laine, de la passementerie, des articles de mode, de la quincaillerie, de la verrerie, de la porcelaine, des chapeaux, savons, etc. Ces dégrèvements seront applicables, comme le tarif lui-même, à dater du 1^{er} janvier 1866, et le maintien nous en est garanti par la mention qui en est faite à l'article 26 du Traité.

Le Gouvernement de l'Empereur, de son côté, a cru devoir accorder aux Pays-Bas, par réciprocité, l'assimilation du pavillon hollandais au nôtre dans l'intercourse directe entre les ports de l'Empire et ceux des Indes orientales néerlandaises. C'est là, vous le remarquerez, Monsieur, une dérogation au principe que nous avons constamment maintenu jusqu'à présent, et en vertu duquel les Colonies s'étaient trouvées exclues des arrangements intervenus entre la France et la plupart des Puissances maritimes. Nous avons pensé, toutefois, que les conséquences de cette dérogation perdaient beaucoup de leur gravité depuis

la réduction des surtaxes d'entrepôt, qui avait plus ou moins concentré dans les ports de Londres, Liverpool, Anvers et Amsterdam, le commerce des principales denrées exotiques.

Les conditions si défavorables dans lesquelles notre commerce maritime avait à lutter, aux Indes néerlandaises, contre la concurrence du pavillon national, avaient successivement réduit nos transactions à un chiffre tout à fait insignifiant ; nous sommes en droit de compter qu'elles reprendront une certaine activité à la faveur de ces améliorations. Des relations régulières et directes s'établiront vraisemblablement entre nos ports et ceux de la mer des Indes, et nos produits trouveront, sur ce vaste marché, un débouché qui leur avait jusqu'à présent fait défaut. Votre tâche consistera, Monsieur, à favoriser ce résultat en surveillant avec soin l'exécution de celles des clauses du Traité qui s'appliquent au régime colonial, en éclairant l'Administration française et nos négociants eux-mêmes sur la nature des expéditions qu'il conviendra de diriger sur les possessions hollandaises de Java et de Sumatra, en recherchant enfin les moyens d'assurer le développement de nos opérations dans ces parages.

Recevez, etc.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

ESPAGNE.

**M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques et consulaires
de France en Espagne.**

Paris, le 17 août 1865.

Monsieur, les négociations commerciales engagées entre la France et l'Espagne se sont heureusement terminées par la conclusion d'une Convention qui a été signée à Madrid, le 18 juin dernier¹, et dont les ratifications ont été échangées dans la même ville, le 22 juillet. J'ai l'honneur de vous adresser le texte de cet acte, qui est aujourd'hui en vigueur, par suite de sa promulgation dans l'un et l'autre pays, et je vous prie d'en surveiller l'exécution en ce qui vous concerne. J'ai, d'ailleurs, peu d'observations à ajouter à cette communication.

Je ne veux, Monsieur, ni exagérer ni amoindrir l'importance du pacte qui, pour la première fois dans le cours de ce siècle, ouvre aux relations commerciales de la France et de l'Espagne la voie libérale que de fâcheuses restrictions leur ont trop longtemps fermée.

1. Voir *Archives*, 1865, III, page 408.

Ni pour la portée des clauses qu'elle renferme, ni pour les résultats qu'elle doit produire, la Convention du 18 juin ne saurait être comparée aux traités que le Gouvernement de l'Empereur a successivement conclus avec la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Italie, les États d'Allemagne et la Suisse. Elle a toutefois, à divers points de vue, une valeur qui ne doit point se mesurer sur le nombre des articles qui la composent. Elle est la manifestation incontestable d'un changement fondamental dans le régime économique de l'Espagne, qui s'était montrée, jusqu'ici, systématiquement contraire aux traités de commerce. En dépit des obstacles que d'injustes préventions et des difficultés de diverse nature opposaient aux idées de progrès dont l'Administration espagnole s'est montrée depuis quelque temps animée, ce changement se poursuit, lentement sans doute, mais sans hésitation, et tend à associer de jour en jour plus étroitement la Péninsule au mouvement qui entraîne les grandes Puissances de l'Europe dans les voies fécondes de la liberté commerciale.

Le nouvel arrangement donne ainsi une première satisfaction aux espérances qu'avait fait naître la Convention consulaire conclue, le 7 janvier 1862¹, entre la France et l'Espagne. Nous nous étions plu, en effet, à considérer cette Convention comme inaugurant un régime libéral dont l'application pourrait s'étendre, dans un avenir peu éloigné, aux échanges des deux pays. Le Gouvernement de l'Empereur se félicite d'avoir, autant qu'il dépendait de lui, hâté ce résultat, en apportant aux négociations l'esprit de conciliation le plus large. Il était convaincu, en effet, qu'en facilitant, par la modération de ses demandes, l'accord projeté, il trouverait, dans le développement des transactions qui en serait la conséquence, la compensation complète de sacrifices balancés déjà, dans une proportion notable, par une clause de la Convention dont je n'ai pas besoin de vous signaler l'importance.

Cette clause est celle de l'article 1^{er}, en vertu de laquelle les surtaxes de douane sont réciproquement supprimées à l'importation par terre. Précieuse pour notre commerce, qui voit disparaître les entraves que les tarifs différentiels opposaient au trafic international, cette stipulation sera accueillie avec une vive satisfaction des deux côtés des Pyrénées, comme le complément naturel et nécessaire de la jonction, accomplie il y a juste un an, des chemins de fer français et espagnols.

Des réductions de tarif ont été, en outre, réciproquement consenties; elles sont indiquées dans les tarifs A et B, annexés à la Convention. On ne s'étonnera pas que, sur ce point, les concessions faites à

1. Voir *Archives*, 1863, tome I, page 30.

l'Espagne dépassent celles que nous avons obtenues : d'une part, il était équitable de tenir compte au Gouvernement de Sa Majesté Catholique du sacrifice que lui impose, relativement à la France, la suppression des surtaxes par terre, qui avaient déjà presque complètement disparu de notre tarif général; d'un autre côté, la plupart des articles d'origine espagnole qui obtiennent le bénéfice des réductions de droits, consistant en produits naturels destinés à l'alimentation ou à l'industrie, les intérêts de la consommation et de la fabrication en France profiteront largement des facilités nouvelles données à leur importation.

La Convention du 18 juin n'ayant point modifié le régime de la navigation, les surtaxes de pavillon sur les marchandises introduites par mer ont été maintenues de part et d'autre. Ainsi, à l'importation dans les ports de l'Empire par navires espagnols ou étrangers, les marchandises inscrites au tarif B payeront, outre le droit conventionnel, une surtaxe représentant la différence qui ressort, au tarif général, entre le droit applicable aux arrivages sous pavillon français et celui qui frappe les arrivages sous pavillon étranger.

Pour les huiles, par exemple, le droit à l'importation par navires français est le même qu'à l'entrée par terre, c'est-à-dire 3 francs, et, par bâtiments espagnols, 3 francs, plus 1 franc, montant de la surtaxe afférente au pavillon étranger. La navigation espagnole n'en profite pas moins des dégrèvements stipulés par la nouvelle Convention, puisque, pour ne parler que de l'article qui vient d'être mentionné, le droit du tarif général est, pour le pavillon étranger, de 7 francs au lieu de 4 francs. Le Gouvernement de l'Empereur n'a pas hésité, en effet, à s'inspirer, pour l'application du tarif conventionnel, de l'esprit libéral qui a présidé à la négociation plutôt que du droit rigoureux qui l'autorisait peut-être à continuer d'assujettir les importations, sous pavillon espagnol comme sous pavillon étranger, aux taxes de notre tarif général.

Comme vous le remarquerez, Monsieur, la Convention ne s'applique pas aux possessions espagnoles d'outre-mer, dont les produits, y compris ceux des îles Canaries, demeureront soumis au droit commun. L'Algérie reste aussi placée en dehors des stipulations de cet acte.

Nous avons, Monsieur, la confiance que les avantages que ne tardera pas à produire, pour les deux pays, l'application du nouveau régime conventionnel inauguré par le Traité du 18 juin, encourageront l'Administration espagnole à l'élargir encore bientôt. Comme vous le savez, les Cortès ont, par une loi votée dans leur dernière session, autorisé le Gouvernement de Sa Majesté Catholique à supprimer les surtaxes de pavillon pour toute marchandise de provenance européenne, à l'exception des produits de pêche, et à réduire les droits

sur toutes les matières nécessaires à la construction des navires. Cette faculté, dont le Cabinet de Madrid sera sans doute disposé à faire un prompt usage, doit être le point de départ d'arrangements nouveaux. auxquels le Gouvernement de l'Empereur s'empressera de se prêter, heureux d'avoir ouvert la voie dans laquelle les autres nations européennes ne manqueront pas de le suivre.

Je n'ai pas besoin de vous recommander, Monsieur, d'étudier avec soin les effets de la nouvelle Convention dans votre résidence et de me faire part de vos observations.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

CONFÉRENCE SANITAIRE INTERNATIONALE.

M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 13 octobre 1865.

Monsieur, la récente invasion du choléra en Égypte, d'où cette maladie s'est répandue successivement dans plusieurs autres provinces de l'Empire ottoman, ainsi que dans quelques parties de l'Europe, a éveillé la sollicitude des divers Gouvernements sur les dangers que présente, pour la santé publique, l'insuffisance actuelle des barrières opposées au développement du fléau. Tous ces Gouvernements, aussi bien ceux des États qui ont été atteints que ceux dont les territoires, préservés jusqu'à ce jour, peuvent être plus tard menacés, comprennent qu'il est de leur devoir de ne négliger aucun moyen de prémunir les populations contre une calamité doublement redoutable par les maux qu'elle entraîne et par la perturbation qu'elle jette dans les relations internationales.

Aussi chaque Puissance a-t-elle adopté, soit spontanément, soit afin de satisfaire au vœu pressant de l'opinion publique, les dispositions qui lui ont paru les plus efficaces pour défendre son territoire contre l'invasion de la maladie ; mais l'expérience a démontré combien ces mesures préventives, prises isolément et variant selon les localités, sont difficiles à concilier avec les habitudes et les besoins de notre époque, impatiente de toute entrave qui gêne la liberté des transactions commerciales.

Frappé des inconvénients de cette situation, le Gouvernement de l'Empereur s'est demandé si, en même temps qu'on s'efforce d'arrêter le mal dans son cours, on ne devrait pas s'appliquer surtout à l'attaquer dans sa source en le combattant énergiquement aux lieux mêmes où il prend naissance, à l'aide d'un système de mesures concerté avec les autorités territoriales.

Pour atteindre ce but, il a pensé qu'il était urgent d'établir une entente préalable entre les Puissances intéressées, et de provoquer, à cet effet, la réunion d'une Conférence au sein de laquelle siègeraient, à côté des délégués des différents États, les hommes de la science jugés les plus aptes à éclairer ses délibérations par leurs lumières spéciales.

Cette Conférence aurait pour objet de rechercher les causes primordiales du choléra, d'en déterminer les points de départ principaux, d'en étudier les caractères et la marche; enfin elle aurait à proposer les moyens pratiques de la circonscrire et de l'éteindre à son origine. Nous n'avons pas, du reste, la prétention de tracer d'avance le programme de ses travaux, nous devons en laisser le soin aux membres distingués qui seront appelés à en faire partie, et qui recevront certainement des instructions assez larges pour que leurs études puissent embrasser toutes les questions qu'il importe d'approfondir et de résoudre. Mais ce qui demeure bien entendu, dès à présent, c'est que la Conférence, tout en conservant la plus grande liberté dans ses appréciations, n'aura à intervenir dans aucun acte d'administration intérieure, ni à prendre l'initiative d'aucune proposition qui soit de nature à gêner le libre exercice de la souveraineté territoriale. Les mesures dont elle conseillerait l'adoption ne sauraient être mises en pratique sur le territoire de chaque État, autrement que par l'autorité indépendante de cet État même.

En raison de leur situation géographique, les contrées du Levant sont les premières atteintes par le fléau : les Gouvernements orientaux sont donc particulièrement intéressés aux améliorations qu'il s'agit d'introduire, pour le bien général, dans l'organisation du service sanitaire, et nous pouvons compter avec confiance sur leur coopération à des mesures dont leurs sujets seront les premiers à ressentir les effets bienfaisants.

On ne doit pas oublier que c'est grâce au concours persévérant de la Porte, aux perfectionnements successifs qu'elle a introduits dans l'administration de la santé publique, que le problème de la suppression de la peste a été heureusement résolu; c'est donc auprès de la Turquie que la Conférence pourra trouver l'assistance la plus efficace pour ses travaux; c'est avec son aide qu'elle recueillera les meilleurs éléments de solutions pratiques. Ces considérations, dont la valeur sera, je n'en doute pas, appréciée par le Cabinet de....., me paraissent indiquer tout naturellement la ville de Constantinople comme siège de la Conférence. Mis en contact le plus immédiat, dans cette capitale de l'Empire ottoman, avec les provinces où l'épidémie a ses principaux foyers, les représentants des Puissances étrangères trouveront, auprès du Conseil supérieur de santé qui fonctionne sous la

haute direction de la Porte, de précieux renseignements. Ces conditions si favorables y rendront plus facile que partout ailleurs l'accomplissement de l'importante mission au succès de laquelle l'Administration du Sultan tiendra à honneur de contribuer.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien faire part de ces vues au Cabinet de..... Nous apprendrions avec une vive satisfaction qu'il y donnât son assentiment. Dans le cas où, comme nous nous plaçons à l'espérer, l'adhésion des diverses Puissances permettrait de réunir dans un bref délai la Conférence, je vous ferais connaître le choix de nos délégués.

Vous trouverez ci-annexé un exemplaire du rapport que, conjointement avec Son Exc. M. le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, j'ai eu l'honneur de présenter sur ce sujet à l'Empereur, qui a bien voulu en approuver les conclusions. Ce document n'est pas destiné à être communiqué au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ; mais vous pourrez y puiser les arguments qu'il justifie les vues exposées dans cette dépêche.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

DEUXIÈME PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Convention d'extradition entre la France et la Grande-Bretagne signée à Londres, le 28 mai 1862.

NOTE.

Dans l'exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif que nous reproduisons plus haut, le Gouvernement français annonce qu'il s'est décidé à dénoncer la convention d'extradition signée entre la France et la Grande-Bretagne le 13 février 1843¹, et dont l'exécution a toujours été sans effet en Angleterre. Dans une dépêche en date du 29 novembre 1865 publiée dans le livre jaune, et que nous publions également, M. Drouyn de Lhuys énumère les difficultés contre lesquelles sont venues constamment échouer les demandes d'extradition faites par le Gouvernement français.

L'expérience avait démontré depuis longtemps déjà l'inefficacité du traité du 13 février 1843. Aussi, vers le milieu de 1851, M. Baroche, ministre des affaires étrangères, envoya à Londres M. Faugère, aujourd'hui sous-directeur au ministère des affaires étrangères, avec mission de négocier un nouveau traité d'extradition sous les auspices du comte Walewski, alors ambassadeur de France en Angleterre.

Après deux mois de discussions entre M. Faugère et le commissaire anglais M. Waddington, sous-secrétaire d'État au *Home Department*, les difficultés résultant de l'extrême divergence de la législation pénale dans les deux pays furent enfin résolues et un traité fut signé par le

1. Voir cette Convention plus haut, page 178.

comte Walewski et par lord Malmesbury, le 28 mai 1852, qui fut ratifié par le Prince-Président et la Reine Victoria le 2 juin suivant.

La mise à exécution de ce traité exigeant une modification dans la procédure pénale anglaise, un bill fut présenté à cet effet à la Chambre des lords. Le traité fut attaqué par certains membres comme pouvant entraîner des abus contraires au principe de la liberté individuelle, et le ministère anglais, craignant un échec, retira le projet de loi sans attendre le vote.

Ce traité n'a pas été mis à exécution, mais il est virtuellement existant. A ce titre, nous croyons devoir en donner le texte à nos lecteurs, d'autant plus que ses dispositions serviront sans doute de base aux négociateurs pour un nouveau traité d'extradition entre les deux pays.

CONVENTION.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le prince Président de la République Française, ayant reconnu que la Convention conclue le 13 février 1843, entre la Grande-Bretagne et la France, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, n'a point complètement atteint le but proposé, ont jugé convenable de conclure à ce sujet une nouvelle Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, très-honorable Jacques Howard, comte de *Malmesbury*, vicomte Fitzharris, baron Malmesbury, pair du Royaume-Uni, membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, et principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères ;

Et le prince Président de la République Française, le sieur Alexandre Colonna, comte *Walewski*, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de Saint-Janvier des deux Siciles, grand-croix de l'ordre du Mérite de Saint-Joseph de Toscane, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté Britannique ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement Français se livreront réciproquement, chacun à l'exception de ses nationaux, sur la demande faite en leur nom par leurs Agents Diplomatiques respectifs, les individus qui, étant condamnés ou poursuivis pour l'un des crimes ci-après énumérés, commis dans la juridiction de la Partie requérante, seraient trouvés sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 2 L'extradition sera accordée à raison des crimes suivants, lesquels, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination différente dans les deux législations, sont également punis par l'une et par l'autre de peines graves, savoir :

1° Le crime prévu et puni en France sous la dénomination de *homicide volontaire*, et dans le Royaume-Uni sous celle de *murder* ; quels que soient d'ailleurs le moyen, l'instrument, ou la substance employés pour le commettre.

Il est entendu que la tentative d'homicide volontaire (*murder*) pourra, comme le crime lui-même, donner lieu à l'extradition.

2° Le crime de *procurer l'avortement* : prévu et puni en France et dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination.*

3° Le crime prévu et puni en France sous la dénomination de *viol*, et dans le Royaume-Uni sous celle de *rape* ; y compris l'attentat consommé sans violence si la victime a moins de 10 ans, crime également prévu par le Code Pénal Français ; et puni comme *rape* dans le Royaume-Uni.

4° *Les coups et blessures suivis de mort* : crime prévu et puni par le Code Pénal Français ; et puni aussi en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *manslaughter*, et en Écosse sous la dénomination de *culpable homicide*.

5° Les *menaces par écrit*, avec ordre de déposer une somme d'argent, ou de remplir toute autre condition : crime prévu et puni par le Code Pénal Français ; en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *sending or delivering a letter or writing demanding with menaces*, etc. ; et en Écosse sous la dénomination de *sending threatening or incendiary letters*.

6° La *bigamie* : crime prévu et puni en France et dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination.

7° L'*enlèvement d'un enfant* : crime prévu et puni en France sous cette dénomination par le Code Pénal ; en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *child-stealing* ; et en Écosse sous la dénomination de *theft or child-stealing*.

8° Le *faux témoignage* : crime prévu et puni en France sous cette dénomination par le Code Pénal ; par la loi Anglaise et Irlandaise sous la dénomination de *perjury* ; et en Écosse sous la dénomination de *perjury or false affirmation*.

9° La *subornation de témoins* : crime prévu et puni sous cette dénomination par le Code Pénal Français, et par la loi du Royaume-Uni sous la dénomination de *subornation of perjury*.

10° La *contrefaçon ou l'altération des monnaies*, ou l'émission de monnaies contrefaites ou altérées : crimes prévus et punis en France et dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination.

11° La contrefaçon du Sceau de l'État, ou l'usage du Sceau contrefait ; la contrefaçon ou la falsification des effets publics et des billets de banques autorisés par la loi ; l'usage de ces effets et billets contrefaits, ou l'introduction des mêmes effets et billets contrefaits : crimes prévus et punis en France par le Code Pénal ; dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination ; et en Écosse aussi sous la dénomination de *falsehood and forgery*.

12° La contrefaçon des poinçons servant à marquer des matières d'or et d'argent, et l'usage de ces poinçons contrefaits : crimes prévus et punis en France par le Code Pénal et dans le royaume Uni sous une pareille dénomination.

13° La contrefaçon des timbres nationaux ; et l'usage de ces timbres contrefaits : crimes prévus et punis en France et dans le Royaume Uni sous une pareille dénomination.

14° Le faux en écriture authentique, ou en écriture de commerce ou de banque, et en écriture privée ; et l'usage de ces actes faux : crimes prévus et punis en France par le Code Pénal : en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *feloniously forging and uttering forged instruments* ; et en Écosse sous la dénomination de *falsehood, forgery, and uttering*.

15° L'incendie : crime prévu et puni en France par le Code Pénal ; en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *arson and felonious burning* ; et en Écosse sous la dénomination de *wilful fire-raising*.

16° Le vol commis à l'aide de la violence ou de l'intimidation exercée sur la personne volée : crime prévu et puni en France par le Code Pénal (y compris le cas d'extorsion prévu par l'Article CCCC, § 1, du même Code¹) ; et dans le royaume Uni sous la dénomination de *robbery*. La tentative de ce crime ne sera considérée comme le crime lui-même, en ce qui concerne l'extradition, qu'autant qu'elle aura eu lieu par 2 personnes au moins, ou par une seule personne armée.

Le vol commis ou tenté la nuit dans une maison habitée, dont le voleur s'est procuré l'entrée à l'aide d'effraction, d'escalade, de fausses clefs, ou par une manœuvre coupable ; crime prévu et puni, en France par le Code Pénal ; en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *burglary* ; et en Écosse sous la dénomination de *theft when committed by housebreaking, or housebreaking with intent to steal*.

Le vol commis dans un édifice consacré au culte : crime prévu et puni en France par le Code Pénal ; en Angleterre et en Irlande sous la dé-

1. Quiconque aura extorqué, par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

nomination de *stealing in a church or chapel*; et en Écosse sous la dénomination de *theft*.

Le vol commis le jour dans une maison habitée, ou dans la dépendance d'une maison habitée : crime prévu et puni en France par le Code Pénal; en Angleterre et en Irlande sous la dénomination de *housebreaking and stealing in a dwelling-house*; et en Écosse sous la dénomination de *theft*.

Les crimes prévus et punis en France sous la dénomination de *vol domestique et abus de confiance domestique*; en Angleterre et en Irlande sous celle de *larceny or embezzlement by clerks or servants*; et en Écosse sous celle de *theft, breach of trust, and embezzlement*.

17° Les crimes prévus et punis en France sous la dénomination de *soustractions commises par des comptables ou par des dépositaires publics*; en Angleterre et en Irlande sous celle de *embezzlement by public officers*; et en Écosse sous une pareille dénomination, comme aussi sous celle de *theft, breach of trust, and embezzlement*.

18° La *banqueroute frauduleuse*, et la complicité de *banqueroute frauduleuse* : crimes prévus et punis en France par le Code de Commerce et le Code Pénal; et dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination; mais seulement dans les cas qui sont considérés dans le Royaume-Uni comme *felonies*, et punis de la peine de la transportation.

19° Le crime de *destruction d'un navire ou autre bâtiment de commerce*, opérée par des moyens quelconques, dans le cas où il aurait été commis par le capitaine, maître, patron, ou pilote chargé de la conduite dudit navire ou bâtiment; crime prévu et puni en France par la Loi du 10 Avril 1825; et dans le Royaume-Uni sous une pareille dénomination.

Le crime prévu et puni en France sous la dénomination de *baraterie*, et dans le Royaume-Uni sous celle de *piracy*.

20° Le crime de *sédition parmi l'équipage d'un navire*; dans le cas où des individus faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer, se seraient emparés dudit bâtiment par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant; et aussi dans le cas où ils auraient livré le dit bâtiment ou navire à des pirates : crime prévu et puni en France par la Loi du 10 Avril 1825¹, et dans le Royaume-Uni sous la dénomination de *piracy*.

Toutefois, l'extradition ne pourra être demandée par chacune des 2 Parties Contractantes que dans les cas ci-après, savoir : par le Gouvernement Français, dans le cas où les actes ci-dessus énumérés seront en France réputés *crimes*, et punissables de peines afflictives ou infamantes; et par le Gouvernement Britannique, dans les cas où les

1. *Bulletin des lois*, 8^e série, n° 663.

mêmes actes seront considérés comme *félonies*, et punissables de la peine de mort, ou de la transportation, ou de l'emprisonnement avec travail forcé. Il suffira à chaque Gouvernement, pour établir la légitimité de sa demande à cet égard, d'y joindre l'article ou les articles, la clause ou les clauses de loi applicables au fait qui motivera l'extradition.

Art. 3. De la part du Gouvernement Français, l'extradition aura lieu ainsi qu'il suit :

L'Ambassadeur ou autre Agent Diplomatique de Sa Majesté Britannique à Paris, joindra à l'appui de chaque demande d'extradition l'expédition authentique et dûment légalisée soit d'un certificat de condamnation (*certificate of conviction*), soit d'un mandat d'arrêt contre une personne accusée (*warrant to apprehend a person indicted*), ou d'un mandat d'arrêt contre une personne poursuivie (*warrant to apprehend a person charged*), faisant clairement connaître la nature du crime à raison duquel le fugitif est poursuivi. Le document judiciaire ainsi produit sera accompagné du signalement et des autres renseignements pouvant servir à constater l'identité de l'individu réclamé.

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, examinera la demande et les pièces à l'appui ; il en fera l'objet d'un rapport immédiat au Président de la République ; et, s'il y a lieu, un décret présidentiel accordera l'extradition de l'individu réclamé, et ordonnera qu'il soit arrêté et livré aux autorités Anglaises.

En conséquence de ce décret, M. le Ministre de l'Intérieur donnera des ordres pour que l'individu poursuivi soit recherché, et, en cas d'arrestation, conduit jusqu'à la frontière de France, pour y être livré à la personne chargée de le recevoir de la part du Gouvernement Anglais.

S'il arrivait que les documents produits par le Gouvernement Anglais pour constater l'identité, et les renseignements recueillis par les agents de la police Française pour le même objet, fussent reconnus insuffisants, avis en sera donné immédiatement à l'Ambassadeur ou autre Agent Diplomatique de Sa Majesté Britannique à Paris ; et l'individu poursuivi, s'il a été arrêté, continuera à être détenu, en attendant que le Gouvernement Anglais ait pu produire de nouveaux éléments de preuves pour constater son identité.

Art. 4. De la part du Gouvernement Anglais, l'extradition aura lieu de la manière suivante :

L'Ambassadeur ou autre Agent Diplomatique de France à Londres, produira au Gouvernement de Sa Majesté Britannique soit un arrêt de condamnation, soit un mandat d'arrêt, faisant clairement connaître la nature du crime à raison duquel le fugitif est poursuivi. A ce document seront joints le signalement du condamné ou du prévenu, et les

autres renseignements et indications pouvant servir à faire reconnaître son identité.

Le même document, revêtu de la légalisation de l'Ambassadeur ou autre Agent Diplomatique de France à Londres, sera considéré comme une preuve positive que l'individu qui s'y trouve nommé a été condamné, ou qu'il est légitimement poursuivi, comme ayant commis un crime justiciable des Tribunaux Français. Le Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour le Ministère de l'Intérieur examinera les actes judiciaires produits, ainsi qu'il vient d'être dit, au nom du Gouvernement Français; et après avoir vérifié l'authenticité de ces documents, et avoir reconnu que le crime qui s'y trouve spécifié est un de ceux prévus dans la présente Convention, il adressera son warrant à un Magistrat pour lui notifier que l'extradition de la personne désignée dans les documents produits a été régulièrement demandée par le Gouvernement Français conformément à la Convention; et qu'en conséquence cette personne doit être arrêtée, quel que soit le lieu du Royaume-Uni où elle se soit réfugiée, et remise aux autorités Françaises.

A la réception de ce warrant, le Magistrat devra immédiatement délivrer son warrant ordonnant à la police de rechercher et d'arrêter cette personne, et de la conduire devant lui ou devant un autre Magistrat. La personne qui sera arrêtée par la police en conséquence, sera amenée devant le Magistrat; et ce Magistrat, après s'être assuré de l'identité de l'individu arrêté, soit par le propre aveu ou l'acquiescement de cet individu, soit par d'autres preuves suffisantes, lesquelles pourront être ou directes, ou présomptives et circonstanciées, ordonnera que cet individu soit conduit à la frontière du Royaume-Uni, pour y être livré à la personne chargée de le recevoir de la part du Gouvernement Français.

Dans les cas où il n'y aura pas de preuves directes, s'il arrivait qu'après un examen attentif de la part du magistrat, les preuves circonstanciées fussent reconnues insuffisantes, avis en sera donné immédiatement à l'Ambassadeur ou autre Agent Diplomatique de France; et l'individu réclamé sera maintenu en arrestation pendant le temps nécessaire pour que le Gouvernement Français fournisse à celui de Sa Majesté Britannique les nouveaux éléments de preuve qui seraient en son pouvoir, à l'effet de constater l'identité du même individu.

Art. 5. L'individu poursuivi qui sera maintenu en arrestation dans l'un des deux pays contractants, conformément aux dispositions des deux articles précédents, sera mis en liberté si, dans le mois à compter du jour de son arrestation, le Gouvernement réclamant l'extradition n'a pas fourni les nouveaux éléments de preuve qui lui auront été demandés à l'effet de constater l'identité.

La durée de cette détention sera augmentée dans une proportion raisonnable, dans le cas où l'individu réfugié dans l'un des deux pays aurait commis son crime dans une des possessions coloniales de l'autre, ou dans un des pays placés sous son protectorat; et réciproquement, dans le cas où, ayant commis son crime dans l'un des deux pays, il se serait réfugié dans une des possessions coloniales de l'autre.

Art. 6. Dans le cas où un individu condamné ou accusé en France pour un des crimes prévus dans la présente Convention, et réfugié dans le Royaume-Uni, serait parvenu à se faire naturaliser sujet Anglais postérieurement à la condamnation ou à l'accusation dont il est l'objet, cette naturalisation ne mettra aucun obstacle à ce que la recherche, l'arrestation, et la remise de cet individu aux autorités Françaises aient lieu conformément à la même Convention.

L'extradition aura lieu pareillement de la part de la France dans le cas où un individu poursuivi ou condamné en Angleterre pour un des mêmes crimes, et réfugié en France, aurait obtenu dans les mêmes circonstances la naturalisation Française.

Art. 7. Le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée, ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention, qu'il aurait commis antérieurement à l'extradition; et la preuve qu'on a été extradé en vertu de la présente Convention sera considérée comme un moyen de défense bon et valable contre les poursuites qui seraient exercées en raison d'un délit politique antérieurement commis, et entraînera l'acquiescement immédiat du prévenu.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu si depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que le Gouvernement auquel il appartient aura été consulté, et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition. Dans tous les cas, le Gouvernement saisi de la demande restera libre d'y donner la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer

le prévenu pour être jugé, soit à pays natal, soit au pays où le crime aura été commis.

Si l'individu réclaté par l'une des deux parties contractantes, aux termes de la présente Convention, se trouvait également réclaté par une ou plusieurs autres Puissances, à raison d'autres crimes commis sur leur territoire, son extradition sera préférablement accordée à la demande qui sera la première en date ; à moins qu'il n'en soit différemment disposé entre les Gouvernements réclamants par des motifs tirés, soit du degré de gravité du crime, soit d'autres considérations.

Art. 11. Tous les objets trouvés en la possession de l'individu réclaté lors de son arrestation, seront saisis, pour être livrés avec sa personne au moment où s'effectuera l'extradition. Cette remise ne se bornera pas aux valeurs ou aux objets quelconques provenant de vol ou de banqueroute frauduleuse, mais elle comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime. De plus elle sera effectuée dans le cas même où l'extradition, ayant été ordonnée, ne pourrait avoir lieu néanmoins par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclaté.

Art. 12. Chacune des deux parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur son territoire, la détention, et le transport à sa frontière, des individus dont elle accordera l'extradition en vertu de la présente Convention.

Art. 13. Les dispositions de la présente Convention sont applicables, tant aux possessions coloniales respectives des deux parties contractantes, qu'aux pays placés sous leur protectorat. Toutefois l'article 9 du Traité du 7 mars 1815¹, continuera à être en vigueur en ce qui concerne les possessions respectives desdites parties dans les Indes Orientales.

Il est de plus convenu que les demandes d'extradition qui seraient formées en exécution du présent article, pourront être traitées entre les Gouverneurs respectifs desdites possessions ou desdits pays ; sauf aux dits Gouverneurs à rendre ultérieurement compte de l'affaire aux Gouvernements métropolitains respectifs.

1. *Convention signée à Londres, le 7 mars 1815, entre la France et la Grande-Bretagne sur le commerce du sel et de l'opium dans les possessions françaises de l'Inde.*

Art. 9. Tous les Européens ou autres quelconques contre qui il sera procédé en justice dans les limites desdits établissements ou factoreries appartenant à S. M. T.-C. pour des offenses commises ou des dettes contractées dans lesdites limites, et qui prendront refuge hors de ces mêmes limites, seront délivrés aux chefs desdits établissements et factoreries ; et tous les Européens ou autres quelconques contre qui il sera procédé en justice hors desdites limites, et qui se réfugieront dans ces mêmes limites, seront délivrés par le chef desdits établissements et factoreries sur la demande qui en sera faite par le Gouvernement Anglais.

(De Clercq. *Recueil des Traités de la France*, tome II, page 452.)

Art. 14. Les dispositions de la présente Convention ne seront en aucune manière applicables aux crimes commis antérieurement au 13 février 1813, date de la Convention précédemment conclue entre les parties contractantes.

Art. 15. Sa Majesté Britannique s'engage à recommander au Parlement d'adopter une loi qui l'autorise à mettre en vigueur les dispositions de la présente Convention. Lorsque cette loi aura été adoptée, la Convention sera mise à exécution à partir du jour qui sera alors fixé par les deux Hautes Parties Contractantes ; et dans chaque pays le Gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour ainsi convenu.

La Convention ne cessera que six mois après que l'une des deux Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin, sans que cette dénonciation puisse avoir lieu néanmoins avant le 1^{er} janvier 1854.

Art. 16. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le plus tôt que faire se pourra, dans le délai de trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Londres, le 28 mai, l'an de grâce 1852.

(L. S.) *Signé* : MALMESBURY.

(L. S.) *Signé* : A. WALEWSKI.

F. AMYOT.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.



LIBRAIRIE AMYOT, 8, RUE DE LA PAIX, PARIS.

Almanach de Paris pour 1866, annuaire général de diplomatie, de politique, d'histoire et de statistique pour tous les États du Globe, 1 vol. de 1000 pages, relié, doré sur tranches..... 5 fr.

Histoire des Cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire (1800-1815), précédée d'une notice par M. Sainte-Beuve et complétée par M. Lefebvre de Béhaine, secrétaire d'ambassade. Tome 1^{er}. In-8..... 7 fr. 50

L'ouvrage formera 4 volumes.

Les Guises, les Valois et Philippe II, par M. de Croze. 2 vol. in-8... 15 fr.

Recueil des Traités conclus par la France, etc., etc., par M. de Clercq. Tome 5 (1843-1849). Grand in-8..... 12 fr. 50

Recueil des Traités conclus par la Porte Ottomane, etc., etc., par le baron de Test. Tome II. Grand in-8..... 12 fr. 50

Histoire de mon Temps, deuxième série, par le vicomte de Beaumont-Vassy. Présidence décennale, second Empire. Tome II. In-8..... 6 fr.

Théodore II, le nouvel Empire d'Abyssinie et les Intérêts français dans le sud de la mer Rouge, par M. Lejean, ancien consul de France à Massoua. 1 vol. in-12, avec le portrait de l'Empereur Théodore..... 3 fr. 50

Les Romanciers, par M. Barbey d'Aurevilly, études critiques. 1 volume in-12..... 3 fr. 50

Balzac. — Sue. — Raymond Brucker. — Stendahl. — Flaubert. — Sandeau. — About. — Feytaud. — Féval. — Jules Janin. — Jules de la Madelène. — Jules et Edmond de Goncourt. — Deltuf. — Charles Didier. — Duranty. — Malot. — Erckmann-Chatrian. — Armanc Pommier. — Ch. Bataille. — E. Rasetti. — Théophile Gautier. — Prosper Mérimée. — Edgar Poë. — G. A. Lawrence. — Gogol.

Les Fondateurs des Grands Ordres religieux, par M. Capefigue.

- I. Saint Ignace de Loyola et les Jésuites. In-12. Portrait..... 1 fr. 75
- II. Saint Vincent de Paul et les Sœurs de Charité. In-12. Portrait. 1 fr. 75
- III. Sainte Thérèse de Jésus et les Carmélites. In-12. Portrait.. 1 fr. 75
- IV. Sainte Françoise de Chantal. In-12. Portrait..... 1 fr. 75

LIBRAIRIE COTILLON, 24, RUE SOUFFLOT. PARIS.

Le Droit international public de l'Europe, par Keffter, professeur à l'Université de Berlin, traduit en français par M. Bergson. 1 vol. in-8.

LIBRAIRIE A. FRANCK, 67, RUE RICHELIEU, PARIS

Revue antique d'histoire et de littérature, Recueil hebdomadaire paraissant tous les samedis. Abonnements. Un an. Paris, 15 fr. — Départements, 17 fr. — Étranger, le port en plus.

LIBRAIRIE DENTU, PALAIS ROYAL.

Le Mexique devant les Chambres, par M. Jauret, Brochure in-8..... 1 fr.

LIBRAIRIE DIDIER ET C^{ie}, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, PARIS.

Les Religions et les Philosophies dans l'Asie centrale, par le Comte de Gobineau. 1 volume in-12 4 fr.

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS.

Atlas universel d'Histoire et de Géographie, contenant : 1^o la Chronologie ; 2^o la Généalogie ; 3^o la Géographie : 88 cartes gravées et coloriées, etc., etc., par M. Bouillet. 1 vol. gr. in-8, 1043 pages, 100 planches..... 30 fr.

Mémoires du peuple français depuis son origine jusqu'à nos jours, par M. Augustin Challamel, Tome premier. In-8..... 7 fr. 50

L'ouvrage formera 8-volumes.

LIBRAIRIE LAGNY.

Annuaire historique de Lesur pour 1860. 1 vol. in-8..... 15 fr.

LIBRAIRIE JULES DELALAIN ET FILS.

Recueil des Conventions conclues par la France pour la Reconnaissance de la propriété littéraire et artistique, par J. Delalain. 1 vol. in-12 5 fr.

LIBRAIRIE A. DURAND.

Recueil des Traités, Conventions, etc., de tous les États de l'Amérique latine, par M. Caloo. Tome VII. In-8.

Historia da fundação do Imperio Brasileiro, par J. M. Pereira da Silva. Tome VI. In-8..... 10 fr.

LIBRAIRIE VATON, RUE DU BAC.

Discours prononcés dans les Chambres législatives, par le comte de Serre (1815 à 1822). 2 volumes in-8.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1866

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

JAPON, ÉTATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Convention entre le gouvernement du Japon et les Plénipotentiaires des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et des Pays-Bas¹, conclue à Yokohama le 22 octobre 1864.

Les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de France et des Pays-Bas, ayant été obligés, à raison des actes hostiles de Mori Daizen, prince de Nagato et Suivo, — actes qui avaient pris une proportion telle, qu'il devenait difficile, pour le Taïcoun même, d'observer fidèlement les traités, — d'expédier leurs forces

1. Nous reproduisons ici le texte entier de ce Traité dont nous avons donné l'extrait dans un précédent numéro, 1854, t. III, page 290.

combinées vers le détroit de Simonosaki, à l'effet de détruire les batteries élevées par ce Daimio, dans l'intention de couler les navires étrangers et d'arrêter le commerce, et le Gouvernement du Taïcoun, auquel incombait le devoir de châtier ce prince rebelle, étant considéré comme responsable de tout dommage en résultant, pour les intérêts des puissances étrangères, ainsi que de toutes les dépenses occasionnées par l'expédition,

Les Soussignés, représentants des puissances signataires du traité, et Sakai-Hida-no-Kami, membre du second conseil, investi de pleins pouvoirs par le Taïcoun du Japon, animés du désir de mettre un terme à toutes les réclamations concernant les actes agressifs et hostiles commis par ledit Mori Daizen, depuis le mois de juin 1863, contre les pavillons de plusieurs des puissances signataires des traités, et en même temps de régler définitivement la question des indemnités de guerre de toute sorte, relatives à l'expédition alliée, dans le détroit de Simonosaki, sont convenus des quatre articles suivants :

1^o Le montant de l'indemnité payable aux quatre puissances est fixé à trois millions de dollars (3 000 000). Cette somme comprend toutes les réclamations, de quelque nature qu'elles soient, au sujet d'actes d'agression du prince de Nagato, les indemnités, la rançon à payer par la ville de Simonosaki, et les dépenses occasionnées par les opérations des escadres alliées.

2^o Cette somme devra être payée par trimestre et par fractions d'un sixième ou d'un demi-million de dollars (500 000), à partir du jour où les représentants desdites puissances auront fait connaître au Gouvernement du Taïcoun la ratification de la convention par leurs Gouvernements respectifs et les instructions qu'ils en auront reçues.

3^o Le but desdites puissances n'ayant jamais été de recevoir de l'argent, mais d'établir de meilleures relations avec le Japon, et le désir de mettre ces relations sur un pied plus satisfaisant et réciproquement avantageux, étant toujours l'objet de leurs efforts, en conséquence, si le Taïcoun désirait offrir, en place du paiement de la somme réclamée et à titre de compensation matérielle pour les pertes et dommages éprouvés, l'ouverture du port de Simonosaki ou de tout autre port à désigner dans la mer intérieure, il sera loisible auxdits Gouvernements étrangers d'accepter cette offre ou d'insister sur le paiement de l'indemnité pécuniaire, aux conditions susmentionnées.

4^o Ladite convention sera solennellement ratifiée par le Gouvernement du Taïcoun, dans les quinze jours, à partir de la signature de cet acte.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé ladite convention en quintuple expédition, avec traduction en langues

anglaise, hollandaise et japonaise, la langue anglaise étant considérée comme le texte original.

Fait à Yokohama, le 22 du mois d'octobre 1864, correspondant au 22^e jour du neuvième mois de la première année de Genji.

Signé : SAKAI HIDA-NO-KAMI.

Signé : ROBERT H. PRUYN.
Ministre résident des États-Unis.

Signé : RUTHERFORD ALCOCK.
Ministre de la Grande-Bretagne.

Signé : LÉON ROCHES.
Ministre de France.

Signé : D. DE GRAEFFVAN POELSBROECK.
Consul général et agent politique des Pays-Bas.

AUTRICHE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PRUSSE, RUSSIE, TURQUIE.

Règlement provisoire de navigation et de police applicable au Bas-Danube, fait à Galatz, le 21 novembre 1864.

La Commission européenne du Danube,

Vu les inconvénients qui résultent de la diversité des règlements arrêtés d'un commun accord et mis en vigueur, à titre provisoire, sur la partie du Danube située en aval d'Isaktcha, en conséquence des stipulations du Traité de Paris en date du 30 mars 1856;

Arrête le règlement de navigation et de police dont la teneur suit, et dans lequel ont été réunies, en un seul contexte, après avoir été revisées, les dispositions ayant force de loi des règlements successivement promulgués jusqu'à ce jour.

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. L'exercice de la navigation sur le Bas-Danube, en aval d'Isaktcha, est placé sous la surveillance directe de l'Inspecteur général du Bas-Danube et du capitaine du port de Soulina.

Art. 2. L'Inspecteur général est spécialement préposé à la police du Bas-Danube, à l'exclusion du port de Soulina.

Il est assisté de plusieurs surveillants répartis sur les diverses sections fluviales de son ressort.

Art. 3. Le capitaine du port de Soulina, sous les ordres duquel

agissent les bossemans, est chargé de la police du port et de la rade de Soulina.

Art. 4. Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent sont tenus de se conformer aux ordres qui leurs sont donnés par l'Inspecteur général, par le Capitaine du port et par les agents placés sous les ordres de ces derniers.

Ils sont également tenus de leur décliner, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que les noms et la nationalité de leur bâtiment, et de leur présenter leur rôle d'équipage, sans préjudice des dispositions des art. 10, 17 et 65 ci-dessous.

Art. 5. Indépendamment des fonctions judiciaires qu'ils remplissent dans les cas prévus par les art. 79 et 107 du présent règlement, l'Inspecteur général et le Capitaine du port de Soulina prononcent sommairement sur les différends entre les Capitaines et leurs équipages, en se faisant assister par deux Capitaines de la nationalité des deux parties litigantes, ou, à leur défaut, par deux autres Capitaines. Ils n'exercent toutefois cette partie de leurs attributions qu'autant que l'un des intéressés a réclamé leur intervention, et qu'il ne se trouve pas sur les lieux une autre autorité compétente.

Art. 6. En ce qui concerne l'action des bâtiments de guerre stationnés à l'embouchure du fleuve, elle s'exerce conformément à l'art. 19 du Traité de Paris, du 30 mars 1856, portant que lesdits bâtiments ont pour mission d'assurer l'exécution des règlements arrêtés d'un commun accord.

TITRE I.

De la police de la rade et du port de Soulina.

CHAPITRE I.

De la police de la rade de Soulina.

Art. 7. La rade de Soulina comprend les eaux de la mer, sur un rayon de deux milles nautiques autour de la tête de la digue du Nord.

Art. 8. Tout bâtiment qui arrive en rade de Soulina, en venant de la mer, est tenu de hisser son pavillon national.

Art. 9. S'il reste en rade pour charger ou décharger sa cargaison, il est néanmoins soumis aux ordres du Capitaine du port de Soulina et de ses agents, pour tout ce qui concerne la police de la navigation.

Il a notamment à se conformer aux dispositions du présent règlement comprises sous le titre V et relatives au service des alléges.

Art. 10. Il doit mouiller à l'endroit qui lui est désigné par le chef ou par le sous-chef des pilotes de Soulina.

Après quoi, le capitaine ou son second se présente, dans les

24 heures, au bureau du Capitaine du port pour y déposer les papiers du bâtiment.

Art. 11. Il est interdit aux embarcations des navires mouillés sur la rade de s'engager dans la passe et de circuler dans le port, pendant la nuit, sans porter un fanal éclairé.

CHAPITRE II.

De la police du port de Soulina.

Art. 12. Le port de Soulina comprend le bras de Soulina sur une longueur de trois milles nautiques, en partant de l'ouverture de la passe formée par les têtes des digues de l'embouchure.

Art. 13. Aucun navire à voiles ou à vapeur jaugeant plus de soixante tonneaux ne peut franchir la passe de Soulina, soit en venant de la mer, soit en sortant du fleuve, sans avoir à bord un pilote breveté par l'administration locale.

Cette disposition, toutefois, n'est pas applicable aux bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, lesquels peuvent se servir de leurs propres pilotes.

Le service du pilotage est réglé par des dispositions spéciales comprises sous le titre IV du présent Règlement.

Art. 14. Aucun navire ne peut entrer dans le port de Soulina ou en sortir, sans hisser son pavillon national.

Les autorités du port ne permettent le passage à aucun navire sans pavillon.

Art. 15. Dans le cas où, par suite de gros temps, le chenal de Soulina est jugé impraticable par le Capitaine du port, un pavillon bleu est arboré sur la tour du phare et indique que les pilotes de l'administration ne peuvent aller en rade.

Art. 16. Deux embarcations de garde stationnent aux environs du port.

Les capitaines jettent l'ancre aux endroits qui leur sont désignés par les patrons de ces embarcations.

Art. 17. Ils se présentent ensuite, dans les vingt-quatre heures, au bureau du capitaine du port, pour y produire leurs papiers de bord.

Ils sont tenus également, à l'exception des capitaines des bateaux à vapeur affectés au service postal et faisant des voyages périodiques, de présenter leurs papiers à l'agent-comptable de la caisse de navigation de Soulina, qui appose sur le rôle d'équipage de chaque bâtiment entrant dans le Danube, quelle que soit sa capacité, une estampille portant ces mots : « *Commission Européenne du Danube, Caisse de navigation de Soulina,* » la date de l'année et un numéro d'ordre. Cette estampille est annulée avant la sortie du bâtiment, au moyen de l'empreinte d'une griffe.

Si les navires ne s'arrêtent pas plus de vingt-quatre heures à Soulina, les papiers du bord sont rendus immédiatement aux capitaines, après l'accomplissement des formalités prescrites ; dans le cas contraire, ils restent déposés au bureau du Capitaine du port, par l'entremise duquel ils sont transmis, s'il y a lieu, à l'Autorité consulaire compétente, après l'acquittement des droits de navigation et le paiement ou la consignation des amendes infligées en vertu du présent Règlement ; sauf ce cas, le rôle d'équipage doit toujours se trouver à bord du bâtiment.

Art. 18. Une fois à l'ancre, les bâtiments s'amarrent par des câbles aux poteaux établis à cet effet, le long des deux rives, ou aux bâtiments déjà mouillés.

Art. 19. Ils rentrent leur bâton de foc et leurs bouts-dehors, qui ne peuvent servir, en aucun cas, à amarrer les embarcations.

Pendant toute la durée du mouillage, les vergues restent brassées de l'avant à l'arrière.

Art. 20. Il est interdit aux bâtiments de petit cabotage, ainsi qu'aux allèges, de circuler dans le port pendant la nuit.

Les embarcations du port ou des bâtiments marchands ne peuvent se déplacer pendant la nuit, sans porter un fanal éclairé.

Art. 21. Il n'est pas permis de chauffer, dans l'intérieur du port, du goudron ou de la poix, à bord des bâtiments.

Les capitaines veillent à ce qu'il ne soit fait usage, à leur bord, de lumières quelconques, autres que des lampes à verres ou des lanternes.

CHAPITRE III.

Dispositions communes à la rade et au port de Soulina.

Art. 22. L'article 64 du présent Règlement, qui interdit le jet du lest ailleurs que dans les endroits désignés à cet effet, s'applique notamment à la rade et au port de Soulina proprement dit.

Art. 23. Il est défendu de retirer, sans l'autorisation du Capitaine du port, les ancres, chaînes et autres objets abandonnés dans le port et dans la rade extérieure.

Art. 24. En cas d'échouement et de naufrage, ainsi qu'en cas d'avaries, le Capitaine du port de Soulina porte les secours les plus urgents pour assurer le sauvetage de la cargaison, du navire et de ses apparaux, et pour sauvegarder l'intérêt général de la navigation.

Après quoi, il se dessaisit de l'administration du sauvetage et envoie tous les actes dressés par lui à la plus proche Autorité compétente.

TITRE II.

De la police du fleuve.

CHAPITRE I.

Règle générale.

Art. 25. Tout Capitaine ou Patron d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarré à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dominage, soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives, et il doit veiller avec le même soin à se sauvegarder lui-même.

Les bâtiments naviguant ou stationnant dans le bras de Soulina sont tenus de porter leurs ancres suspendues librement aux bossoirs, sans les fixer au bordage.

Les conducteurs de trains de bois ou radeaux sont soumis aux mêmes règles de précaution que les bâtiments. Les trains de bois et radeaux ne peuvent avoir, lorsqu'ils descendent le bras de Soulina, qu'un tirant d'eau inférieur d'un pied anglais, au moins, à la hauteur de l'eau sur celui des bas-fonds dudit bras offrant la moindre profondeur; ils ne peuvent, dans aucun cas, avoir un tirant d'eau de plus de douze pieds anglais.

CHAPITRE II.

Règles pour les bâtiments qui se croisent ou se dépassent.

Art. 26. En règle générale, il est interdit à un bâtiment de dépasser le bâtiment qui suit la même route, et à deux bâtiments allant en sens contraire, de se croiser sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

Art. 27. Aucun bâtiment ne peut se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment de façon à l'entraver dans sa course.

Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouve exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la descente, sur un point qui n'offre pas une largeur suffisante, il doit s'arrêter en aval du passage, jusqu'à ce que l'autre bâtiment l'ait franchi : si le bâtiment qui remonte est engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant est tenu de mouiller l'ancre qu'il doit toujours porter à l'arrière, et de s'arrêter en amont jusqu'à ce que sa route soit libre.

Art. 28. Les bâtiments à vapeur, dans les passes étroites, ne peuvent s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précèdent.

Art. 29. Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles naviguant par un vent favorable se rencontrent faisant route en sens contraire, celui qui remonte le fleuve doit appuyer vers la rive gauche, et celui qui descend, vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer.

Le Capitaine ou Patron qui s'écarte de ces règles, doit prouver, en cas d'avaries, qu'il a été dans l'impossibilité de les observer, à défaut de quoi, il est responsable devant le tribunal compétent des accidents survenus.

Il est, d'ailleurs, tenu de donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32 ci-après.

Si deux bâtiments à vapeur donnent simultanément le même signal, le signal du bâtiment naviguant à la descente fait règle.

Art. 30. Lorsque deux bateaux à vapeur, allant en sens contraire, arrivent devant une courbe, ils doivent se donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32, ci-après, et celui qui est en aval s'arrête jusqu'à ce que l'autre bâtiment ait franchi le passage.

Art. 31. Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il en donne le signal, avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet, et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant, ou en hissant à mi-mât un pavillon bleu pendant le jour, ou un fanal éclairé, à verre blanc, pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment marchant en avant s'écarte à gauche et livre le passage à l'autre bâtiment qui prend la droite ; aussitôt que le bâtiment qui suit se trouve à la distance d'une demi-longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier doit ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

Art. 32. Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier, rejoint un bâtiment à voiles et veut le dépasser, il en donne le signal en hélant à temps son devancier, lequel est tenu de lui livrer passage au vent.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il lui donne les signaux prescrits par l'art. 31 avant d'être arrivé à petite distance, et il passe sous le vent du bâtiment à voiles.

Art. 33. Les bâtiments à vapeur naviguant à la descente doivent ralentir leur course sur les points où le fleuve décrit de fortes courbes, jusqu'à ce que, de l'arrière du bâtiment, l'œil puisse plonger dans le passage. Si le bateau à vapeur trouve des bâtiments engagés dans la courbe, il signale son approche au moyen d'un coup de sifflet.

Art. 34. Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant soit en descendant le fleuve.

Le bâtiment naviguant à la dérive doit, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles, soit à vapeur, se ranger parallèlement aux rives, afin d'opposer le moins d'obstacle possible au passage.

Art. 35. Les bâtiments qui naviguent en louvoyant, veillent, dans leurs évolutions, à ne pas se trouver sur la route des bateaux à vapeur.

Art. 36. Les Capitaines et Patrons de bâtiments portant forte charge ou de bâtiments chargés d'une capacité inférieure à soixante tonneaux, sont tenus de s'éloigner, autant que possible, de la route des bâtiments à vapeur qu'ils rencontrent ou qui les rejoignent.

Les Capitaines des bâtiments à vapeur, de leur côté, lorsqu'ils passent à proximité des bâtiments désignés dans l'alinéa précédent, doivent ralentir le jeu de leur machine et l'arrêter complètement en cas de danger pour lesdits bâtiments, s'ils peuvent toutefois le faire sans danger pour eux-mêmes ou pour les bâtiments qu'ils remorquent.

Art. 37. En se conformant aux règles prescrites par les art. 26 à 36 qui précèdent, les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation et avoir égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation à ces règles, afin de parer à un péril immédiat.

CHAPITRE III.

Règles pour le remorquage.

Art. 38. Les Capitaines ou conducteurs de remorqueurs, naviguant avec ou sans convoi, sont tenus à l'observation de toutes les dispositions qui précèdent; ils doivent spécialement se conformer aux prescriptions des articles 31, 32 et 33 lorsqu'un convoi veut en dépasser un autre; hors ce dernier cas, deux convois ne peuvent jamais se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en cours de voyage.

En cas de rencontre avec les bâtiments à voiles ou à vapeur faisant route en sens contraire, le remorqueur, s'il remonte le fleuve, a la faculté de s'écarter des prescriptions de l'article 29 ci-dessus pour se tenir en dehors du courant, s'il peut le faire sans danger pour les bâtiments rencontrés.

Le remorqueur est tenu d'ailleurs, s'il fait usage de cette faculté, de donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32 ci-dessus.

Art. 39. En règle générale, tout bâtiment à vapeur qui ne remorque pas un convoi, de même que tout bâtiment à voile naviguant par un vent favorable, doit livrer passage à un convoi de bâtiments remorqués. A défaut d'espace suffisant pour ce faire, les Capitaines et conducteurs, tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, sont tenus, même dans le cas où les signaux prescrits par les articles 31,

32 et 33 ci-dessus, n'ont pas été donnés, de s'écarter conformément aux dispositions desdits articles et de ranger sur une seule ligne les bâtiments conduits à la remorque.

Les Capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments remorqués doivent d'ailleurs, dans tous les cas de rencontre avec d'autres bâtiments, rapprocher autant que possible, les uns des autres, les bâtiments conduits à la remorque en convoi, de manière à livrer aux autres bâtiments un passage suffisamment large.

Les bateaux à vapeur à aubes ne peuvent amarrer le long de leur bord les bâtiments qu'ils remorquent dans la Soulina.

Il est interdit, en général, de naviguer dans ce bras du fleuve avec plus de deux bâtiments amarrés bord à bord.

CHAPITRE IV.

Règles pour le halage.

Art. 40. Le chemin qui longe les deux rives du fleuve est spécialement affecté au halage des bâtiments, soit à bras d'hommes, soit au moyen d'animaux de trait ; les piétons et les voitures peuvent également en faire usage.

Art. 41. Le chemin de halage doit être libre de tout objet qui peut entraver l'usage, tels que buissons, arbres, enclos, maisons et autres constructions.

Art. 42. Il n'est pas permis d'établir dans le fleuve et notamment près des rives, des moulins sur bateaux, des roues d'irrigation et autres constructions de ce genre, sans une autorisation formelle de l'Autorité préposée à la police du fleuve.

Art. 43. Il est expressément défendu de creuser des fossés en travers du chemin de halage, à moins que le propriétaire riverain ne se charge de rétablir la communication au moyen d'un pont.

Art. 44. Des poteaux d'amarre ayant été établis le long de la Soulina, les Capitaines et Patrons éviteront de planter des pieux ou de fixer des ancres sur les chemins de halage, pour l'amarrage de leurs bâtiments.

Art. 45. Si deux bâtiments halés en sens contraire se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte s'écarte de manière à laisser passer l'autre.

Si un bâtiment halé par des animaux de trait rejoint un train de halage à bras d'hommes, celui-ci doit lui livrer passage.

Dans le cas où un bâtiment halé en rencontre un autre amarré à la rive, le Capitaine de ce dernier doit permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

Art. 46. Nul ne peut entreprendre de dépasser les bâtiments halés,

si ce n'est en appuyant sur la rive opposée à celle sur laquelle s'exerce le halage.

Les bâtiments halés doivent, de leur côté, sur les signaux prescrits par les art. 31 et 32 ci-dessus, se ranger au plus près possible contre la rive qu'ils longent.

CHAPITRE V.

Règles pour la navigation pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

Art. 47. Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil), doit être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de deux milles, au moins, hissée en tête du mât de misaine, d'une lumière verte à tribord et d'une lumière rouge à bâbord.

Les feux de côté sont pourvus, en dedans du bord, d'écrans dirigés de l'arrière à l'avant, de telle manière que le feu vert ne puisse pas être aperçu de bâbord avant, ni le feu rouge de tribord avant.

Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtiments à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine dont ils ne doivent jamais faire usage.

Les bâtiments à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâtiments, portent, indépendamment de leurs feux de côté, deux feux blancs placés l'un au-dessus de l'autre en tête de mât, pour servir à les distinguer des autres navires à vapeur.

Pour l'application des règles prescrites par le présent article, tout navire à vapeur qui ne marche qu'à l'aide de ses voiles, est considéré comme navire à voiles, et tout navire dont la machine est en action, quelle que soit sa voilure, est considéré comme navire à vapeur.

Art. 48. Les bâtiments à voiles, les convois de remorque et les radeaux ne peuvent naviguer lorsque l'obscurité ne permet pas d'apercevoir simultanément les deux rives du fleuve.

Art. 49. Par un temps de brume, les bâtiments à vapeur ne naviguent qu'à mouvement ralenti, et ils font tinter sans interruption la cloche du bord, en donnant un coup de sifflet de cinq en cinq minutes; ils sont tenus de jeter l'ancre si la brume devient épaisse au point qu'il leur est impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuient, ou vers laquelle ils se dirigent.

Art. 50. Il est interdit aux bâtiments de laisser leurs amarres en travers du fleuve pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

CHAPITRE VI.

Règles pour les bâtiments au mouillage.

Art. 51. Il est expressément défendu de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans le chenal de la navigation.

Sauf l'exception prévue par l'article 66 ci-après, il est également interdit aux bâtiments de s'amarrer ou de mouiller dans les courbes du fleuve, même le long des rives, sous peine d'être responsables de toutes les avaries que leur présence aura pu occasionner.

Il ne peut y avoir, en dehors des ports, deux ou plusieurs bâtiments mouillés ou amarrés bord à bord, le long des chemins de halage.

Art. 52. Lorsque, par suite de brouillards, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et dans le cas contraire de héler du porte-voix. Ces signaux sont répétés de cinq en cinq minutes.

Art. 53. Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fanal éclairé, qui est placé, soit à l'extrémité de l'une des grandes vergues, soit sur toute autre partie apparente du bâtiment, du côté du chenal, de telle sorte qu'il puisse être aperçu aussi bien en amont qu'en aval.

Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit doivent porter un fanal éclairé à chacun de leurs angles du côté du chenal.

Art. 54. Lorsque pour s'amarrer, ainsi que dans le cas d'échouement prévu dans le chapitre ci-après, un bâtiment est obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres doivent être larguées promptement aussitôt qu'un autre bâtiment se présente pour passer.

CHAPITRE VII.

Règles pour le cas d'échouement ou de naufrage.

Art. 55. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment ou d'un radeau échoué dans le cours de la Soulina est tenu de placer sur un point convenablement situé, et tout au moins à un kilomètre en amont de son bâtiment, une vigie chargée de héler les bâtiments et radeaux descendant le fleuve, pour les avertir de la nature et du lieu de l'accident.

Art. 56. Les bâtiments à vapeur ne peuvent faire usage que de la moitié de leur force en traversant les passages sur lesquels un bâtiment ou un radeau s'est échoué ou a coulé.

Art. 57. Tout naufrage dans le cours de la Soulina est réputé suspect, hors les cas exceptionnels, et il y a présomption, jusqu'à preuve

contraire, qu'il est imputable à la négligence ou à la mauvaise volonté du capitaine ou de son équipage.

Le pilote du bâtiment est personnellement responsable du naufrage, s'il a eu lieu par suite de mauvaise manœuvre.

Art. 58. Si, contre toute probabilité, un bâtiment vient à faire naufrage dans le cours de la Soulina, le Capitaine doit faire tous ses efforts pour le haler immédiatement contre l'une des rives, de manière à ce qu'il ne reste pas engagé dans le chenal.

Le capitaine du bâtiment naufragé et son équipage restent à bord ou sur la rive à proximité du lieu du sinistre, jusqu'à ce que le procès-verbal mentionné dans l'art. 59 ci-après ait été dressé.

Il leur est interdit d'éloigner, sous un prétexte quelconque, quoi que ce soit de la cargaison, du matériel, des ancres, chaînes, câbles, etc.

Art. 59. Aussitôt après le naufrage, le pilote du bâtiment fait prévenir, le plus promptement possible, l'Inspecteur général de la navigation, par les Agents de la surveillance du fleuve.

L'Inspecteur général se rend immédiatement sur les lieux et dresse un procès-verbal circonstancié du sinistre qui est communiqué par ses soins à l'Autorité compétente.

Art. 60. Si l'Inspecteur général juge nécessaire de prendre des mesures immédiates dans l'intérêt de la navigation, il requiert à cet effet le Capitaine du bâtiment naufragé, lequel est obligé, soit de déclarer immédiatement qu'il fera l'abandon de son bâtiment, soit d'agir avec son équipage sous les ordres de l'Inspecteur général; celui-ci dirige le sauvetage jusqu'au point où il cesse d'être une opération d'utilité publique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

Le bâtiment dont le sauvetage a été opéré par les soins des autorités préposées à la police du fleuve, peut être tenu de couvrir les frais de sauvetage et d'entretien du matériel.

Art. 61. Tous travaux entrepris par les propriétaires, assureurs et autres ayants droit, dans le but d'opérer le sauvetage des bâtiments naufragés et de leur cargaison, s'effectuent sous la surveillance de l'Inspecteur général ou de ses agents, et peuvent être momentanément interdits, s'ils sont de nature à causer une entrave quelconque à la navigation.

Art. 62. Si, hors le cas d'urgence prévu par l'art. 60 ci-dessus, l'enlèvement de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est jugé nécessaire, les propriétaires, assureurs ou autres ayants droit doivent l'effectuer dans le mois de la notification qui leur est faite à cet effet; à défaut de quoi, les travaux peuvent être exécutés d'office par l'Inspecteur général, dans les limites déterminées par le susdit article 60; le bâtiment naufragé avec ses agrès, ou leurs débris, sont spécialement affectés, dans ce cas, au paiement des frais d'enlèvement.

Art. 63. En cas d'avaries, et notamment si elles sont causées par

abordage, l'Inspecteur général, s'il est à même de constater les faits, et s'il en est requis par l'une des parties intéressées, dresse également un procès-verbal qui est transmis à l'Autorité compétente.

CHAPITRE VIII.

Règles pour le jet du lest.

Art. 64. Il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter leur lest dans le lit fluvial ou dans la rade de Soulina ; il leur est également interdit de le décharger en mer dans les parties qui avoisinent la rade, sur un fond de moins de soixante pieds anglais.

Le déchargement à terre, en dehors du port de Soulina, ne peut être opéré que sur les points de la rive déterminés par l'Inspecteur général de la navigation, et désignés dans un avis rendu public.

Le Capitaine du port de Soulina désigne les endroits sur lesquels le lest peut être débarqué dans le port.

Le lest débarqué doit être, dans tous les cas, transporté à une distance telle, que le pied du talus soit éloigné de vingt pieds anglais, au moins, de la rive normale du fleuve.

Les prescriptions du présent article sont également applicables au jet des cendres et escarbilles des bâtiments à vapeur.

Art. 65. Pour assurer, autant que possible, l'exécution de la disposition qui précède, tout navire quittant sur lest le port de Soulina, pour un des ports situés en amont, doit se munir d'un certificat du Capitaine du port, constatant son tirant d'eau produit par le lest.

Ce certificat doit être conservé à bord pendant toute la durée du voyage en amont, pour être produit à toute réquisition de l'Inspecteur général ou de ses Agents.

TITRE III.

De la police du port de Toultscha.

Art. 66. Tout bâtiment qui veut stationner à Toultscha doit s'amarrer à la rive droite, sans toutefois qu'il puisse y avoir jamais plus de trois bâtiments amarrés bord à bord.

Art. 67. Aucun bâtiment ne peut jeter l'ancre dans le chenal navigable, devant Toultscha, sur la droite des corps-morts et des bouées rouges établies le long de la rive gauche du fleuve, ni entre les poteaux de la rive droite portant des ancres renversées.

Art. 68. Il est permis aux bâtiments de se haler sur les bouées et corps-morts pour doubler la courbe de Toultscha, mais ils ne peuvent, dans aucun cas, s'y amarrer à poste fixe.

Il est entendu que cette disposition ne concerne pas les bateaux à

vapeur faisant des voyages périodiques, qui s'arrêtent temporairement devant Toultscha.

Il est également interdit à deux ou plusieurs bâtiments de se haler simultanément à l'aide de la même bouée.

TITRE IV.

Du service de pilotage à l'embouchure et dans le cours du fleuve.

CHAPITRE I.

Pilotage à l'embouchure.

Art. 69. Le pilotage à l'embouchure étant obligatoire, ainsi qu'il est dit à l'article 13 du présent Règlement, un corps spécial de pilotes brevetés et responsables fonctionne à Soulina, sous la direction d'un chef-pilote et du Capitaine du port.

Ces pilotes portent le titre de pilotes de première classe.

Art. 70. Une embarcation est prête à transporter les pilotes à bord des bâtiments qui se dirigent vers le port, en venant de la mer, aussitôt que la vigie de la tour du phare signale leur approche.

Les pilotes sont tenus d'aller à la rencontre des bâtiments, jusqu'à la distance d'un mille à partir du musoir de la digue du nord.

Art. 71. Rendus à bord, ils font connaître aux capitaines la profondeur de la passe, et ceux-ci, de leur côté, déclarent aux pilotes le tirant d'eau et la quotité du chargement de leur navire.

La quotité du chargement est déclarée sans délai par les pilotes au Capitaine du port de Soulina.

Art. 72. Tout pilote étranger au corps des pilotes de Soulina, qui se trouve à bord d'un navire prêt à traverser la passe, est tenu, aussitôt après l'arrivée du pilote local, de lui abandonner entièrement la conduite du navire.

Art. 73. A la sortie du fleuve, le pilote local est tenu de conduire le bâtiment jusqu'à la distance d'un quart de mille, au moins, à l'Est du musoir de la digue du nord.

Art. 74. La taxe de pilotage, tant pour l'entrée que pour la sortie du fleuve, étant comprise dans les droits de navigation prélevés à Soulina, il est interdit aux pilotes brevetés de première classe de recevoir aucune rémunération de la part des capitaines dont ils ont piloté les bâtiments.

CHAPITRE II.

Du pilotage dans le cours du fleuve.

Art. 75. Indépendamment du corps des pilotes de première classe, chargés de conduire les bâtiments dans la passe de l'embouchure de Soulina, et dirigés par le Capitaine du port, il y a un service spécial

de pilotes, également brevetés et responsables, portant le titre de pilotes de seconde classe, pour les bâtiments marchands qui naviguent dans le fleuve entre Soulina et Braïla.

Le service du pilotage fluvial proprement dit est placé sous la surveillance de l'Inspecteur général de la navigation, il est dirigé par un chef-pilote qui a deux bureaux, l'un à Galatz, l'autre à Braïla, et par un sous-chef résidant à Soulina.

Art. 76. Les capitaines marchands ne sont pas tenus de prendre un pilote breveté, en remontant le fleuve, lorsqu'ils effectuent eux-mêmes le voyage à bord de leur bâtiment; le sous-chef pilote de Soulina, préposé au pilotage fluvial, est tenu toutefois, même dans ce cas, de leur procurer un pilote, s'ils le demandent.

Pour la navigation en aval, tout bâtiment marchand du port de plus de soixante tonnes doit prendre un pilote breveté de seconde classe. Il en est de même pour les bâtiments de plus de soixante tonnes qui remontent le fleuve, sans que le Capitaine ou Patron se trouve à bord.

Art. 77. Le voyage en amont commence au moment où le navire quitte le port de Soulina pour remonter le fleuve, il finit lorsque le navire arrive soit à son port de destination, soit à Braïla, lorsqu'il est destiné pour un port situé en amont de ce dernier ou pour Matchin.

Le voyage en aval commence à Braïla ou à la sortie du port dans lequel le navire a pris sa cargaison, ou ses expéditions s'il descend vide, dans le cas où ce port est situé en aval de Braïla; il finit au moment où le bâtiment prend son mouillage dans le port de Soulina.

Les bâtiments partant de Matchin, de Guétchid ou d'un port situé en amont de Braïla, prennent leur pilote, pour le voyage en aval, lors de leur passage à Braïla; ceux qui partent des ports de Réni ou d'Ismaïl ont la faculté de le prendre en passant à Toultscha.

Art. 78. Les capitaines règlent d'un commun accord avec les pilotes, le salaire qui est dû à ces derniers, à raison du pilotage des navires en amont.

Toutefois, en cas de contestations à cet égard, les autorités des ports n'admettent, de la part des pilotes, aucune demande dont le but est d'obtenir, outre le traitement à bord, un salaire de plus d'un demi-duc de Hollande par jour de voyage.

Quant à la taxe afférente au pilotage en aval, elle est comprise dans la perception des droits de navigation prélevés à Soulina.

Le chef-pilote du service fluvial prélève la somme de quatre francs sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment pour le pilotage à la descente, le surplus de la taxe est versé au pilote.

Cette taxe ne peut être acquittée valablement qu'entre les mains de l'agent-comptable de la caisse de navigation de Soulina.

CHAPITRE III.

Dispositions communes au pilotage à l'embouchure et dans le cours du fleuve.

Art. 79. L'Inspecteur général et le Capitaine du port de Soulina, chacun dans les limites de son ressort, prononcent sur les contestations survenues entre les pilotes brevetés et les capitaines de commerce, lorsque ces derniers réclament leur intervention.

Art. 80. Les pilotes brevetés sont tenus de dénoncer, soit à l'Inspecteur général, soit au Capitaine du port de Soulina, les contraventions commises en leur présence.

Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement, soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allèges.

Art. 81. Les pilotes qui, par incapacité ou mauvaise volonté, ont été cause d'un abordage, d'un échouement ou d'un naufrage, sont destitués, sans préjudice à l'action civile que les ayant-droits peuvent exercer contre eux devant les tribunaux compétents.

Si les faits qui ont amené le sinistre sont de nature à entraîner l'application d'une peine criminelle, les pilotes sont livrés aux autorités compétentes pour être jugés conformément aux lois.

TITRE V.

Du service des allèges.

CHAPITRE I.

Règles générales.

Art. 82. Les allèges sur le bas Danube se divisent en deux classes, savoir : celles qui sont exclusivement employées au service local de l'embouchure de Soulina ou d'un passage quelconque dans le cours du fleuve, et celles qui se livrent au cabotage, en chargeant dans un port intérieur pour décharger sur un point quelconque du fleuve, ou à Soulina, ou dans la rade extérieure.

Art. 83. Nul ne peut entreprendre des opérations d'allège locales, sans avoir fait immatriculer au Capitanat du port de Soulina les bâtiments destinés à servir d'allèges, et avant de s'être muni d'une licence délivrée par le Capitaine du port.

Avant de délivrer la licence, le Capitaine du port fait visiter le bâtiment destiné à servir d'allège, par une commission qui juge s'il est en bon état et qui constate, en même temps, sa capacité en tonnes de registre et sa portée en kilos de Constantinople. Cette expertise est renouvelée tous les ans. La licence délivrée par le Capitaine de port doit toujours se trouver à bord de l'allège.

Les bâtiments de mer munis de papiers de bord réguliers peuvent

être employés occasionnellement pour alléger d'autres navires, à charge par les capitaines de faire, pour chaque opération, une déclaration spéciale, et de déposer leurs papiers, y compris le rôle d'équipage, soit à l'office du Capitaine du port de Soulina, s'il s'agit d'alléger un bâtiment à l'embouchure, soit à l'office de l'Inspecteur général, s'il s'agit d'une opération qui doit s'accomplir dans le fleuve.

CHAPITRE II.

Des alléges locales.

Art. 84. Les alléges, tant à voiles qu'à vapeur, ne peuvent avoir aucun vide dans la cale, sauf les vides dûment reconnus par le Capitaine du port, lors de la concession de la licence.

Art. 85. Il est interdit aux alléges, à partir du moment où elles ont accosté les bâtiments dont elles doivent recevoir la cargaison, de s'éloigner desdits bâtiments, avant que ceux-ci n'aient levé l'ancre eux-mêmes.

Le capitaine du bâtiment allégé a la faculté de placer, à ses frais, un gardien de son choix à bord de l'allége qu'il emploie.

Il est interdit aux alléges qui se rendent en rade de charger sur le tillac.

Art. 86. Aucune allége ne peut sortir du port de Soulina, pour se rendre sur la rade, sans un laissez-passer du capitaine du port; ce laissez-passer est présenté à l'embarcation de garde stationnée conformément à l'article 16 du présent Règlement, à l'entrée du port, du côté de la mer.

Art. 87. En règle générale, les alléges doivent sortir du port de Soulina, en même temps que les bâtiments allégés.

Toutefois, dans le cas où un bâtiment s'est servi de plusieurs alléges, le Capitaine du port règle leur départ de telle sorte qu'elles n'aient point à séjourner trop longtemps en rade, sans pouvoir effectuer le rechargement.

Art. 88. L'allége qui a rejoint sur la rade le navire allégé ne peut le quitter sous aucun prétexte, sauf le cas de force majeure, avant de lui avoir rendu sa cargaison.

Pour les opérations d'allége locales accomplies dans le cours intérieur du fleuve, les alléges naviguent de conserve avec les bâtiments allégés.

Aussitôt que le rechargement des marchandises a été effectué à bord du bâtiment allégé, le capitaine est tenu d'en donner une reconnaissance écrite.

Art. 89. Les alléges qui rentrent dans le port de Soulina, après avoir allégé un bâtiment présentent leur laissez-passer à l'embarcation de garde qui a la faculté de les visiter.

Les alléges qui quittent la rade sur le déclin du jour ou pendant la

nuît, après avoir allégé un bâtiment sorti du fleuve, jettent l'ancre dans un endroit spécialement destiné à leur mouillage, et elles ne peuvent remonter plus haut avant le jour suivant.

Art. 90. La surveillance des opérations d'allége locales qui s'effectuent à l'embouchure est exercée par le Capitaine du port de Soulina; celle des opérations qui s'effectuent dans le fleuve appartient à l'Inspecteur général ou à ses agents.

CHAPITRE III.

Des alléges au cabotage.

Art. 91. Les opérations d'allége par cabotage peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou alléges, munis de papiers réguliers, à charge, par les capitaines ou conducteurs, de se faire délivrer, pour chaque voyage, par les autorités consulaires ou locales compétentes des ports dans lesquels ils prennent leur cargaison, un certificat faisant connaître l'objet et les conditions de l'opération.

Art. 92. Aussitôt qu'une allége au cabotage est arrivée dans le port de Soulina, le conducteur se rend au bureau du Capitaine du port et présente le certificat ci-dessus mentionné.

Si l'allége décharge la totalité de sa cargaison dans l'intérieur du port de Soulina, elle mouille à côté du bâtiment qui doit recevoir la marchandise, et ne peut s'en éloigner qu'après avoir entièrement terminé le déchargement.

Si la cargaison de l'allége doit être déchargée, en totalité ou en partie, dans la rade de Soulina, le patron de l'allége remet le certificat prescrit par l'art. 91 au Capitaine du port, qui lui délivre son laissez-passer.

Art. 93. Les dispositions du présent Titre, concernant les alléges locales, sont également applicables aux alléges au cabotage, pendant leur séjour dans le port et sur la rade de Soulina.

Toutefois, les transports à vapeur et chalands de remorque ne sont pas assujettis, en rentrant, à la visite prévue par l'art. 89 ci-dessus, à moins que l'une des parties intéressées ne le demande et en cas de soupçon de fraude.

CHAPITRE IV.

Dispositions spéciales au cas de force majeure.

Art. 94. Lorsqu'un bâtiment est contraint par le mauvais temps de quitter la rade de Soulina, en laissant la totalité ou une partie de sa cargaison à bord de l'allége, le patron de l'allége rentre dans le port et conserve provisoirement son chargement.

Art. 95. Si, dans le cas prévu par l'article précédent, le bâtiment

allégé ne repart pas dans le délai de douze jours, les patrons d'allégés ont la faculté de demander au Capitaine du port l'autorisation de décharger leur cargaison et de la consigner entre les mains de qui de droit, et ils peuvent exiger le paiement du nolis convenu, comme s'ils avaient remis la cargaison à bord du navire allégé, mais sans aucune augmentation.

Si, avant l'expiration du délai ci-dessus spécifié, le bâtiment revient en rade pour s'éloigner de nouveau, les jours écoulés ne sont pas comptés et un nouveau délai commence à partir du jour de son apparition.

CHAPITRE V.

Dispositions spéciales au cas de fraude.

Art. 96. En cas de présomption d'inexactitude ou de fausse indication de la capacité de l'allége, le capitaine marchand a la faculté de faire procéder à la vérification du tonnage par une commission spéciale nommée, suivant le cas, par le Capitaine du port de Soulina ou par l'Inspecteur général de la navigation.

Les frais de l'expertise sont supportés par le capitaine qui l'a demandée, à moins que l'inexactitude ou la fausse indication ne soit constatée, auquel cas ils tombent à la charge de l'allége.

Art. 97. Si le capitaine d'un bâtiment allégé a lieu de croire qu'une partie de sa cargaison a été détournée à bord de l'allége nolisée par lui, il en fait sa déclaration, soit au Capitaine du port de Soulina, soit à l'Inspecteur général, qui prennent les mesures que leur prescrivent leurs instructions spéciales.

Si le soupçon n'est pas reconnu fondé, les frais de l'enquête demeurent à la charge du capitaine du bâtiment allégé.

TITRE VI.

Des contraventions.

CHAPITRE I.

Fixation des amendes.

§ 1^{er}. Contraventions aux dispositions du Titre I sur la police de la rade et du port de Soulina.

Art. 98. Toute contravention aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 et à celles des articles 8, 10, 11, 14, 16, 19, 20, 21 et 23 du présent Règlement est punie d'une amende d'un ducat de Hollande au moins, et de cinq ducats au plus.

Le capitaine de tout bâtiment de mer, autre que les paquebots affectés au service de Messageries trouvé dans le Danube, et dont le rôle d'équipage ne portera pas l'estampille dont il est parlé à l'arti-

cle 17 du présent Règlement, ou ne portera qu'une ou plusieurs estampilles annulées, est passible d'une amende de dix ducats au moins et de cinquante ducats au plus.

§ 2. Contraventions aux dispositions du Titre II sur la police du fleuve.

Art. 99. Toute contravention aux dispositions du premier ou du deuxième alinéa de l'article 25 et à celles des articles 27, 29, 31, 32, 33, 34, 36, 38, 39, 41 à 54 inclusivement, 56, 60 et 65, est punie d'une amende de trois ducats au moins et de dix ducats au plus.

Tout conducteur d'un radeau ou train de bois trouvé naviguant dans le bras de Soulina, avec un tirant d'eau supérieur à celui qui est prescrit par le troisième alinéa de l'article 25 ci-dessus, est passible d'une amende de dix ducats au moins et de cinquante ducats au plus.

Toute contravention aux dispositions de l'art. 64 est également punie d'une amende de dix ducats au moins et cinquante ducats au plus, s'il y a eu jet ou débarquement illicite de lest. L'amende est de cinq ducats, pour le jet des cendres ou escarbilles dans le lit du bras de Soulina, sur la rade ou dans les parties de la mer y avoisinantes ayant moins de 60 pieds anglais de profondeur.

§ 3. Contraventions aux dispositions du Titre III sur la police du port de Toultscha.

Art. 100. Sont punies d'une amende de un à cinq ducats, les contraventions aux articles 66, 67 et 68.

§ 4. Contraventions aux dispositions du Titre IV sur le service du pilotage.

Art. 101. Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article 13 ou du deuxième alinéa de l'article 76, est punie d'une amende égale ou quadruple de la somme que le bâtiment contrevenant aurait eu à payer pour droit de pilotage, conformément au tarif en vigueur.

Tout refus des déclarations prescrites par l'article 71, ou inexactitude volontaire dans ces déclarations, soit de la part des capitaines, soit de la part des pilotes, et toute contravention à l'art. 72, sont punis d'une amende de cinq ducats au moins et de dix ducats au plus.

Toute contravention commise par les pilotes brevetés de première ou de deuxième classe, ou par les chefs ou sous-chefs pilotes, contre les dispositions du présent Règlement ou les instructions qui leur sont données, et à raison de laquelle il n'est point édicté de pénalité spéciale, est punissable d'une amende dont le maximum ne peut dépasser trente ducats.

§ 5. Contraventions aux dispositions ou Titre V sur le service des allèges.

Art. 102. Sont punies d'une amende de cinq à dix ducats les contraventions aux articles 83, 84, 85, 86, 87, 88, 88, 90, 91, 92 et 94. *

§ 6. Injures et voies de fait.

Art. 103. Toute injure ou offense commise contre les agents préposés au maintien de la police de la navigation, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, de même que toute injure ou offense dirigée contre l'Autorité de laquelle lesdits agents tiennent leur pouvoir, est punie d'une amende d'un ducat au moins et de cinq ducats au plus.

S'il y a voie de fait commise contre les agents de la police à l'occasion de l'accomplissement de leurs fonctions, le maximum de l'amende peut être porté à quinze ducats.

CHAPITRE II.

Règles pour l'application des amendes.

Art. 104. Le maximum de l'amende peut être doublé en cas de récidive.

Il y a récidive pour les capitaines des bâtiments de mer, lorsque les deux contraventions sont commises sans que le bâtiment ait quitté le Danube dans l'intervalle.

Pour les patrons d'allège et les pilotes, il y a récidive, lorsque la même contravention se renouvelle dans l'espace d'une année.

Art. 105. Les amendes ne sont pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

Art. 106. Indépendamment des amendes auxquelles ils sont condamnés, les contrevenants peuvent être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages qu'ils ont causés.

Art. 107. Les capitaines sont personnellement responsables des contraventions commises par les gens de leur équipage.

Art. 108. L'Inspecteur général de la navigation et le Capitaine du port de Soulina connaissent des contraventions commises dans l'étendue de leur ressort, contre les dispositions du présent Règlement, et prononcent en première instance l'application des amendes encourues à raison de ces contraventions.

La notification de leurs sentences est faite à Soulina, en la chancellerie de l'Autorité consulaire ou locale, de laquelle relève la partie condamnée, si la contravention a été commise pendant un voyage à la descente; elle est faite à la même Autorité dans le port de destination du bâtiment, lorsque la contravention a été commise pendant le voyage à la remonte; elle peut de même être faite valablement à la personne.

Art. 109. Le montant des amendes est affecté, jusqu'à concurrence d'une somme de cent ducats par an, à la dotation du fonds d'assistance créé en faveur des pilotes nécessiteux ; le surplus est versé dans la caisse des droits de navigation pour être affecté à l'entretien de l'hôpital de la marine établi à Soulina.

Art. 110. L'appel contre les jugements en condamnation est porté, dans les trois mois de la notification, soit devant la Commission européenne, soit devant le tribunal mixte qui pourra être éventuellement institué à Soulina.

En cas d'appel, le montant de l'amende est consigné à la caisse de navigation et y demeure déposé jusqu'à ce que la cause soit vidée.

Le jugement rendu sur l'appel est définitif et ne peut être l'objet d'aucun recours quelconque.

L'appel n'est plus recevable après l'expiration du délai de trois mois, à partir de la notification, et le montant de l'amende demeure définitivement acquis à la caisse de navigation.

Art. 111. Le présent Règlement entrera en vigueur le 1^{er} mars 1865.

Cesseront d'avoir force de loi à partir du dit jour :

Le Règlement provisoire sur le jet du lest, en date du 29 Avril 1858 ;

Le Règlement provisoire sur la police de la navigation entre Isak-tcha et Soulina, en date du 27 juin 1860 ;

Le Règlement provisoire de pilotage, en date du 9 juillet 1860 ;

Le Règlement provisoire pour la police du port et de la rade de Soulina, en date du même jour 9 juillet 1860 ;

Le Règlement provisoire sur le service des allèges, en date du 26 juillet 1860 ;

Le Règlement provisoire sur la police du port de Taoultcha, en date du 20 septembre 1861 ;

Les dispositions relatives au contrôle des opérations de la caisse de navigation, en date du 17 octobre 1862 ;

Les dispositions supplémentaires au Règlement sur le jet du lest, en date du 13 novembre 1862 ;

Les dispositions transitoires relatives à la navigation des radeaux et trains de bois dans le bras de Soulina, en date du 24 septembre 1863.

Fait à Galatz, le 21 novembre 1864.

La Commission européenne, *Signé :*

Signé : ED. ENGELHARDT (France).

Signé : CHEVALIER DE KREMER (Autriche).

Signé : BARON D'OFFENBERG (Russie).

Signé : AHMET RUSSIM, pacha (Turquie).

Signé : SAINT-PIERRE (Prusse).

Signé : STOKES (Grande-Bretagne).

Signé : CHEVALIER STRAMBIO (Italie)

GRANDE-BRETAGNE. — ZOLLVEREIN.

**Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et le Zollverein,
signé à Berlin le 30 mai 1865.**

S. M. le Roi de Prusse, agissant tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans son système de douanes et d'impôt, savoir : le grand-duché de Luxembourg, les enclaves du grand-duché de Mecklenbourg, Rossow, Netzeband et Schœnberg, la principauté de Birkenfeld du grand-duché d'Oldenbourg, les duchés d'Anhalt, les principautés de Waldeck et de Pyrmont, la principauté de Lippe et le grand-bailliage de Meisenhein du landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres membres de l'association de douanes et de commerce allemande (Zollverein) savoir : la couronne de Bavière, la couronne de Saxe, la couronne de Hanovre, tant pour elle que pour la principauté de Schaumbourg-Lippe et la couronne de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir : le grand-duché de Saxe, les duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le duché de Brunswick, le duché d'Oldenbourg, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part ;

Et S. M. la Reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande d'autre part, également animés du désir de régler et d'étendre les relations commerciales entre le Zollverein et le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et ses dépendances, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse :

Le sieur Othon, Edouard-Léopold de *Bismarck-Schönhausen*, son président du conseil et ministre des affaires étrangères ;

Le sieur Jean-Frédéric de *Pommer-Esche*, son conseiller intime actuel ;

Le sieur Alexandre-Maximilien *Philipsborn*, directeur au ministère des affaires étrangères ;

Et le sieur Martin-Frédéric-Rodolphe *Delbrück*, directeur au ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics.

Et S. M. la Reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :

Le très-honorable Francis, baron *Napier de Mercheston*, pair d'Écosse et baronnet de Nova-Scotia, membre du conseil privé de Sa Majesté britannique, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse ;

Et le sieur John *Ward*, chargé d'affaires et consul général de Sa Majesté près les villes anséatiques et consul général en Hanovre, Oldenbourg, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er} Les sujets des États du Zollverein résidants soit temporairement, soit d'une façon permanente dans les États ou possessions de Sa Majesté britannique et les sujets de Sa Majesté résidant soit temporairement, soit d'une façon permanente dans les États du Zollverein, jouiront, sous le rapport de l'exercice du commerce et de leur profession, des mêmes droits et ne seront soumis à des charges autres ou plus lourdes que les sujets de toute autre nation la plus favorisée.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie des États et possessions de Sa Majesté britannique qui seront importés dans le Zollverein et les produits du sol ou de l'industrie des États du Zollverein qui seront importés dans le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, soit pour la consommation, soit pour la mise en entrepôt ou la réexportation, ou le transit, seront traités de la même manière et ne seront assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux dont sont grevés les produits de tout autre pays le plus favorisé sous ce rapport.

Art. 3. Il ne sera perçu dans le Zollverein à l'exportation de toute marchandise pour les États et possessions de Sa Majesté britannique, ni en Grande-Bretagne à l'exportation de toute marchandise pour le Zollverein des droits de sortie autres ou plus élevés que ceux perçus à l'exportation pour tout autre pays le plus favorisé sous ce rapport.

Art. 4. Le transit des marchandises venant du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou y allant sera exempt de tous droits dans le Zollverein, et le transit des marchandises venant du Zollverein ou y allant sera exempt de tous droits dans le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 5. Toute faveur, privilège ou réduction dans le tarif des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une des deux parties contractantes viendrait à accorder à une tierce puissance sera étendue immédiatement et sans conditions à l'autre partie.

Aucune des parties contractantes n'établira envers l'autre aucune prohibition d'importation ni aucune prohibition d'exportation qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas interdire l'exportation de la houille et à ne pas la grever d'un droit de sortie.

Toutefois les stipulations qui précèdent et qui se rapportent aux prohibitions d'exportation ne dérogeront en rien aux obligations que la constitution de la Confédération germanique impose aux États allemands faisant partie du Zollverein.

Art. 6. En ce qui concerne les marques ou étiquettes des marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets des États du Zollverein jouiront dans le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les sujets de Sa Majesté britannique dans les États du Zollverein de la même protection que les nationaux.

Art. 7. Les dispositions des articles 1 à 6 sus-énoncés sont également applicables aux colonies et aux possessions d'outre-mer de Sa Majesté britannique. Dans ces colonies et possessions, les produits des États du Zollverein ne seront assujettis à des droits d'importation autres ou plus élevés que ceux dont sont frappés les produits similaires du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou de toute autre nation, et il ne sera perçu à l'exportation des produits de ces colonies et possessions pour le Zollverein de droits autres ou plus élevés qu'à l'exportation de ces produits pour le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 8. Le présent traité sera mis à exécution à partir du 1^{er} juillet 1865, et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1877. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 9. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 30 mai 1865.

(L. S.) *Signé* : NAPIER.

(L. S.) *Signé* : JOHN-WARD.

(L. S.) *Signé* : BISMARCK-SCHONHAUSEN.

(L. S.) *Signé* : POMMER-ESCHE.

(L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : DELBRUCK.

FRANCE ET MONACO.

Convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la principauté de Monaco, conclue le 9 novembre 1865.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. S. le Prince de Monaco, voulant établir les conditions de l'Union douanière prévue par le Traité du 2 février 1861 ¹, et régler en même temps les rapports de voisinage entre la France et la Principauté, ont résolu de conclure à cet effet une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français :

M. Edouard *Herbet*, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc.;

Et S. A. S. le Prince de Monaco :

M. Serge-Henri, comte d'*Avigdor*, duc d'Acquaviva, son chargé d'affaires à Paris, grand-croix de l'ordre de Saint-Charles de Monaco, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. Les services actuels des douanes dans les deux États sont supprimés sur toute la frontière de terre. Une seule ligne de douane, établie du côté de la mer, prolongera la ligne française, qui s'étendra ainsi sur tout le littoral de la Principauté.

Art. 2. Les droits du tarif français à l'entrée et à la sortie, les droits de navigation, tels que les définit la loi française, les taxes de plombage et d'estampillage, et, en général, les lois, ordonnances, décrets et règlements concernant le régime des douanes de l'Empire seront applicables au territoire de la Principauté.

La police des ports de la Principauté continuera d'appartenir au Gouvernement de Son Altesse Sérénissime, qui l'exercera par l'intermédiaire d'un capitaine de port. Cet officier ne pourra percevoir, à ce titre, que des droits étrangers aux taxes de douane et de navigation.

Le Prince se réserve la faculté de conclure avec les puissances étran-

1. Traité de cession pour Menton et Roquebrune. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 322.

gères tous traités qui ne renfermeraient aucune clause contraire à la présente Convention.

Art. 3. Les règlements et tarifs français relatifs à la police sanitaire seront appliqués dans la Principauté au nom et par les autorités du Prince.

Art. 4. Les navires français acquitteront dans les ports de la Principauté les mêmes droits que ceux auxquels ils seraient soumis dans les ports français, et, réciproquement, les navires monégasques jouiront dans les ports de l'Empire du même traitement que les navires français.

Art. 5. Le monopole de la vente du sel sera aboli dans la Principauté. Le sel et ses dérivés y seront soumis aux droits d'entrée fixés par les tarifs français, et la perception s'en effectuera pour le compte et par les agents de la France.

Le Prince s'engage à prohiber sur son territoire la fabrication du sel et ses dérivés, et à y faire appliquer les règlements en vigueur en France quant au transport, à la circulation et à la vente de ces denrées.

Art. 6. Le Prince s'engage également à prendre dans les manufactures et entrepôts de Nice toutes les espèces de tabacs nécessaires à la consommation de la Principauté. Lesdits tabacs seront fournis aux agents de Son Altesse Sérénissime au prix de fabrique ou de revient, pour être vendus, sous la surveillance des autorités locales, selon les tarifs en vigueur en France, de sorte que le bénéfice de la vente soit le même pour le Gouvernement du Prince qu'il l'est pour le Gouvernement de Sa Majesté impériale.

Art. 7. Les poudres de guerre, de chasse et de mine, ainsi que les cartes à jouer, dont la fabrication est interdite dans la Principauté, seront fournies aux agents du Prince par l'administration française, aux mêmes conditions que les tabacs, pour être vendues dans la Principauté selon les règlements et tarifs en vigueur en France.

Art. 8. Les lois et règlements spéciaux qui régissent en France l'importation de la librairie, de même que l'importation, l'exportation et la circulation des armes de guerre, seront applicables dans la Principauté, sous toute réserve pour le Gouvernement du Prince d'y maintenir sa propre législation sur la presse et la librairie. Toutefois Son Altesse Sérénissime s'engage à empêcher la publication, la vente et la circulation dans la Principauté, des livres, journaux et gravures dont la prohibition aura été signalée par l'administration française au Gouvernement du Prince.

Art. 9. Le perception des droits de douanes et de navigation s'effectuera pour le compte de la France par les soins de l'administration française.

Art. 10. Le Gouvernement impérial tiendra compte au Prince, moyennant une indemnité annuelle fixée d'un commun accord à la somme de vingt mille francs, de l'abandon auquel il consent des droits de douanes et de navigation ainsi que du monopole du sel, dans les termes énoncés à l'article 5 de la présente Convention. Cette redevance sera payée à Monaco par trimestre.

Il est, en outre, expressément convenu que si les recettes s'accroissent de telle sorte que, déduction faite de vingt-cinq pour cent (25 0/0) pour frais de perception, il restât net à la fin de l'année plus de vingt mille francs, le surplus serait attribué au Prince par l'administration française. A cet effet, le relevé des recouvrements opérés par la douane de Monaco sera communiqué à Son Altesse Sérénissime au terme de chaque exercice.

Art. 11. Tous les employés et agents de la douane devront être sujets français, à la nomination du Gouvernement de l'Empereur.

En conséquence de cette disposition, qui entraîne la réforme des employés et agents de la douane actuellement au service du Prince, le Gouvernement impérial affectera une somme annuelle de six mille francs aux pensions ou indemnités viagères qui leur seront attribuées. A cet effet, Son Altesse Sérénissime fera présenter l'état nominal de ces employés entre lesquels devra être répartie, d'après ses indications, ladite somme de six mille francs, naturellement passible d'une réduction correspondante au fur et à mesure des extinctions.

Art. 12. Les employés et agents de la douane française dans la Principauté seront soumis à la juridiction des tribunaux français par rapport aux crimes ou délits dont ils pourraient se rendre coupables dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce cas, l'instruction sera dirigée par un juge français; mais les constatations, les descentes de lieux et toutes les opérations de l'instruction seront accomplies sur le territoire de la Principauté par un juge du tribunal supérieur de Monaco, en vertu d'une commission rogatoire du juge français, préalablement visée par un membre du ministère public.

Toutefois, les autorités de la Principauté pourront, s'il y a lieu, procéder, en cas de flagrant délit, à l'arrestation du prévenu, ainsi qu'à la constatation d'un crime ou d'un délit.

Les employés ou agents de la douane française seront justiciables des tribunaux de la Principauté pour les crimes ou délits commis en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

Art. 13. Les infractions aux lois et règlements devenus applicables dans la Principauté par le fait de l'Union douanière seront poursuivies à la requête des agents de l'administration française compétente en

résidence dans le ressort du tribunal de Nice, où seront également affirmés et enregistrés les procès-verbaux.

Les citations à comparaître devant les tribunaux français compétents dans les cas prévus par le présent article et par l'article précédent seront données à la requête de l'autorité française; mais elles seront signifiées par les huissiers ou agents de la Principauté, après avoir reçu le visa prescrit dans l'article 12.

Les tribunaux de l'Empire pourront punir des peines portées par la loi française les témoins ainsi assignés qui n'auront pas comparu soit devant les juges d'instruction, soit devant les tribunaux français.

Les jugements rendus dans les divers cas qui précèdent seront exécutoires dans la Principauté sur la réquisition adressée par l'autorité française compétente aux agents d'exécution de la Principauté, et revêtue préalablement du visa susmentionné.

L'emprisonnement et autres peines corporelles prononcées par les tribunaux de l'Empire seront subis en France.

Art. 14. Au jour fixé pour la mise en vigueur de la présente Convention, il sera dressé, entre les autorités françaises et les autorités de la Principauté, un procès-verbal constatant le transfert du service douanier par les employés et agents du Prince aux employés et agents du Gouvernement de Sa Majesté Impériale.

Le matériel, les registres, la caisse et les pièces comptables resteront aux mains des employés de Son Altesse Sérénissime.

Le trésorier général des finances du Prince sera chargé d'opérer dans la Principauté les recouvrements arriérés.

Il sera dressé des inventaires pour constater les marchandises déposées dans les entrepôts de la douane.

Art. 15. Il sera établi à Monaco un bureau des postes dont le titulaire sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale, mais devra être agréé par le Prince, ainsi que ses subordonnés et agents, sans préjudice de la faculté qui appartiendra à Son Altesse Sérénissime de réclamer, le cas échéant, leur remplacement. Ce fonctionnaire, qui sera considéré comme un employé mixte, correspondra avec l'administration française, en recevra des ordres pour le service général, et se conformera aux instructions des autorités instituées par Son Altesse Sérénissime pour ce qui concerne le service intérieur de la Principauté.

Le produit net des recettes de ce bureau sera également partagé entre les deux Gouvernements à partir du jour où aura lieu la prise de possession du bureau de Monaco par l'administration des postes françaises.

Le Prince et le gouverneur général de la Principauté jouiront de la franchise postale dans les bureaux de France et de Monaco.

Art. 16. Il sera aussi établi à Monaco un bureau de télégraphie électrique correspondant avec la ligne qui communique de Nice à Menton. Le produit net des recettes sera également partagé entre les deux Etats contractants.

Le Gouvernement de l'Empereur jouira de la franchise dans le bureau télégraphique de Monaco de la même manière qu'il en jouit sur son propre territoire.

Le Prince et le Gouverneur général de la Principauté auront la même franchise pour leurs communications télégraphiques de Monaco à un bureau quelconque de l'Empire, et réciproquement.

Art. 17. Dans le cas où le Prince de Monaco voudrait faire frapper des monnaies, il s'engage à recourir exclusivement à l'Hôtel des monnaies de Paris, et les monnaies ainsi frappées devront être, quant au module, au titre et à la valeur, identiques avec celles de France.

Art. 18. L'extradition réciproque des condamnés ou accusés aura lieu entre les deux Pays conformément aux dispositions du traité conclu le 23 mai 1838 entre la France et la Sardaigne.

Art. 19. Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco s'engage à interdire tout séjour sur son territoire aux déserteurs de l'armée française. Le territoire de l'Empire serait, le cas échéant, pareillement interdit aux déserteurs de la Principauté.

Les autorités locales respectives s'entendront pour assurer l'exécution de la présente disposition.

Art. 20. Aucun individu expulsé du territoire de l'Empire et dont l'expulsion sera notifiée au Gouvernement du Prince ne sera admis à résider dans la Principauté. Le séjour dans le département des Alpes-Maritimes sera, dans le cas où le Gouvernement du Prince en ferait la demande, interdit à tout individu expulsé de la Principauté.

Art. 21. Les individus condamnés à la prison, à la reclusion et aux travaux forcés par les tribunaux de la Principauté seront reçus dans les prisons, bagnes et établissements pénitentiaires de France.

Art. 22. Sauf modification, en cas de changements survenus ou de difficultés qui entraveraient l'application du règlement actuel, la jouissance des eaux entre la Principauté et la commune de la Turbie continuera à être réglée par l'arrangement qui a été conclu le 10 février 1813 entre les maires des communes de Monaco et de la Turbie.

Art. 23. La présente convention sera mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1866, et pour une durée de cinq années. Si elle n'a point été dénoncée une année avant l'expiration de ce terme, elle continuera d'avoir son effet jusqu'à ce que l'une des Parties ait déclaré à l'autre Partie, au moins une année à l'avance, l'intention d'y renoncer.

Art. 24. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 novembre 1865.

(L. S.) *Signé* : Ed. HERBET.

(L. S.) *Signé* : Duc d'ACQUAVIVA.

FRANCE ET BELGIQUE.

Déclaration signée entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, désirant compléter, par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique des deux Pays, les dispositions générales de la Convention internationale signée à Paris, le 17 mai 1865¹, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

1° La taxe de la dépêche de vingt mots restera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux Pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour la Belgique.

Les dispositions des deux paragraphes précédents s'appliquent à la Corse ; mais, en l'absence de communications directes avec ce département, le prix du parcours italien ou la taxe postale s'ajoutera, selon le cas, à la taxe ci-dessus déterminée ;

2° Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots sera fixée à deux francs seulement, à partager par moitié entre les deux États, pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque de l'un des départements français limitrophes de la Belgique et un bureau quelconque d'une province belge limitrophe de la France.

Les dispositions consacrées par la Déclaration du 24 décembre 1858, et concernant le tarif des correspondances entre les bureaux frontières des deux États respectifs, sont et demeurent abrogées ;

3° Les dépêches télégraphiques qui seront adressées à un bureau

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

situé sur la frontière des deux Pays, et dont le destinataire résiderait hors des limites de l'État dont ce bureau relève, pourront être portées à domicile, sur le territoire de l'autre État, par les voies et moyens de ce bureau.

Le rayon *maximum* de cette distribution sera fixé par les administrations respectives des deux États, qui prendront également les mesures d'exécution nécessaires;

4° Les administrations respectives des deux États détermineront également, de concert, toutes les règles relatives aux détails du service commun qui ne sont pas fixées par la Convention du 17 mai 1865, notamment celles qui concernent le service du transport des dépêches au delà de leurs réseaux respectifs, soit par la poste, soit par tout autre moyen;

5° Le présent arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1866, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 30 novembre 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : Baron EUG. BEYENS.

FRANCE ET TURQUIE.

Procès-verbal du 6 décembre 1865, de l'échange des ratifications entre la France et la Turquie sur la Convention télégraphique internationale, conclue à Paris le 17 mai 1865¹.

Les ratifications de S. M. l'Empereur des Ottomans sur la convention télégraphique internationale conclue à Paris le 17 mai 1865 n'ayant pu être expédiées au jour fixé pour l'échange général des ratifications respectives, il a été entendu que le Ministre des Affaires étrangères de France serait appelé à opérer l'échange avec l'Ambassadeur de la Sublime Porte dès que les ratifications auraient été

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

dressées. L'instrument de cet acte ayant été produit cejourd'hui par l'Ambassadeur de la Turquie, l'échange en a été opéré, après examen, contre l'instrument des ratifications de S. M. l'Empereur des Français.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été signé pour être inséré au *Bulletin des lois* et faire suite au décret de publication de la convention internationale susdite.

Fait à Paris, en double expédition, le 6 décembre 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : SAFVET Pacha.

AUTRICHE — GRANDE-BRETAGNE.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et l'Autriche, signé à Vienne le 16 décembre 1865.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc., d'autre part, également animés du désir de régler et d'étendre les relations commerciales entre leurs États et Possessions respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., le très-honorable John-Arthur Douglas, baron *Bloomfield d'Oakhampton*, et *Redwood*, Pair d'Angleterre, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté, chevalier Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc., Alexandre, comte *Mensdorff-Pouilly*, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold, avec la décoration militaire de la Commanderie du même Ordre, chevalier de l'Ordre de Marie-Thérèse et de la Croix du mérite militaire, chevalier commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Lieutenant général des armées de Sa Majesté Impériale, Conseiller privé et Chambellan, Ministre de la Maison impériale et des Affaires étrangères ; et Bernard, baron *Wüllerstorff-Urbair*, chevalier de l'Ordre de la Couronne de fer de la seconde classe, Contre-Amiral de la Marine impériale, Conseiller privé et Ministre du Commerce ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs,

trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Pendant la durée du présent Traité, les sujets et le commerce autrichiens jouiront sur le Territoire et les Possessions de S. M. Britannique, y compris ses Colonies et Possessions étrangères, des mêmes avantages qui ont été accordés aux sujets et au commerce français en vertu du Traité conclu entre Sa Majesté et l'Empereur des Français le 23 janvier 1860, et aux sujets et au commerce du Zollverein, en vertu du Traité conclu le 30 mai 1865 entre Sa Majesté et le Roi de Prusse, au nom des États souverains associés au système de douanes et d'impôt prussien; en outre les sujets et le commerce autrichiens seront placés, sous tous les autres rapports, sur le pied des sujets et du commerce de la nation la plus favorisée.

Art. 2. A partir du 1^{er} janvier 1867, les sujets et le commerce britanniques seront, dans les limites du territoire de Sa Majesté Impériale et Royale, placés, sous tous les rapports, sur le pied de la nation la plus favorisée et participeront à tous les avantages et faveurs dont jouissent ou jouiraient le commerce et les sujets de toute puissance tierce. Sont exceptés cependant :

a) Les avantages du genre de ceux qui, dans le but exclusif de faciliter le trafic de la frontière, sont actuellement concédés ou pourraient être accordés dans la suite aux États du Zollverein ou à d'autres États voisins, ainsi que les réductions ou exemptions des droits de douane en vigueur sur quelques points de la frontière ou seulement à l'égard des habitants de certaines localités.

b) Les avantages dont jouissent ou pourraient être appelés à jouir dans la suite les sujets de la Confédération germanique en vertu des traités de la Confédération et des lois fédérales.

c) Les privilèges anciens et spéciaux dont jouissent les sujets ottomans, en ce qui touche le commerce ottoman en Autriche.

Art. 3. Le tarif des douanes autrichiennes, le système actuel des droits spécifiques étant maintenu, sera établi de façon à ce que le droit à percevoir sur les articles originaires ou manufacturés de la Grande-Bretagne, à leur importation dans les États autrichiens, ne devra pas, à partir du 1^{er} janvier 1867, excéder 25 0/0 de la valeur, augmentés des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation en Autriche jusqu'au lieu d'introduction; et à cet effet il sera adopté pour base la valeur moyenne des articles compris sous une même et seule dénomination dans chaque rubrique du futur tarif autrichien. A partir du 1^{er} janvier 1870, le maximum de ces droits ne pourra pas excéder 20 0/0 de la valeur augmentés des frais additionnels susmentionnés. Les articles constituant un monopole

de l'État, le tabac, le sel, la poudre de guerre, et en outre les articles compris dans les classes 1 et 7 du présent tarif autrichien, sont exceptés de ce droit maximum.

Art. 4. Des Commissaires des deux Gouvernements se réuniront au plus tard au mois de mars 1866, à l'effet de fixer et de déterminer les valeurs et le montant des charges additionnelles, et ils prendront pour base de leurs calculs les prix moyens dans les principaux centres de production et de commerce du Royaume-Uni pour l'année 1865. Trois ans après la mise en vigueur des droits fixés par le Traité, chacune des parties contractantes aura le droit de réclamer la révision de ces valeurs.

Art. 5. Ceux des droits du futur tarif autrichien applicable à partir du 1^{er} janvier 1867, auxquels la Grande-Bretagne attache un intérêt particulier, formeront l'objet d'une Convention supplémentaire à conclure entre les deux parties contractantes. Les produits constituant un monopole de l'État, ainsi que les articles soumis à des droits fiscaux, compris dans les classes 1 et 7 du présent Tarif, en sont également exceptés.

Art. 6. Les taxes intérieures qui atteignent sur le territoire de l'une des parties, au profit, soit de l'État, soit des municipalités ou des corporations, la production, la préparation ou la consommation d'un objet ne pourront, sous aucun prétexte, frapper les productions de l'autre partie plus fortement ou d'une manière plus onéreuse que les produits indigènes.

Art. 7. Les parties contractantes conviennent que toutes réductions effectuées dans les tarifs des droits d'importation ou d'exportation, et que tout privilège, faveur ou immunité que l'une d'elle pourrait accorder dans la suite aux sujets et au commerce d'une tierce puissance, seront étendus immédiatement et sans condition à l'autre partie contractante, à la réserve toutefois des exceptions consacrées par l'art. 2, *a* et *b*.

Art. 8. Les sujets de l'une des parties contractantes jouiront sur le territoire et dans les possessions de l'autre de l'égalité de traitement avec les nationaux, en ce qui touche les frais de transbordement, d'entrepôt, de transit, ainsi que pour ce qui concerne les primes, facilités et drawbacks.

Art. 9. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre de la même protection que les nationaux, pour ce qui concerne les droits de propriété sur les marques de fabrique et autres marques distinctives, ainsi que sur les modèles et dessins industriels.

Art. 10. Les hautes parties contractantes se réservent de déterminer ultérieurement, par une convention spéciale, les moyens de sauvegar-

der réciproquement, dans leurs possessions respectives, la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

Art. 11. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1867; dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, au moins un an avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention d'en faire cesser les effets, ce Traité demeurera obligatoire pour une autre année, et ainsi d'année en année jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes aura fait connaître son intention de le dénoncer. Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans ce Traité toutes les modifications qui ne seraient point en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 12. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne, dans le délai de trois semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le 16^e jour du mois de décembre mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.). *Signé* : BLOOMFIELD.

(L. S.). *Signé* : ALEXANDRE, Comte MENSENDORFF-POUILLY, F. M. L.

(L. S.). *Signé* : BERNARD, Baron WULLERSTORF, C.-Amiral.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce conclu à la date de ce jour, entre la Grande-Bretagne et l'Autriche, les Plénipotentiaires de ces deux Puissances ont énoncé les déclarations suivantes :

1^o Les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche ont déclaré qu'en vertu de l'art. 13 du Traité d'association douanière du 23 décembre 1863, entre l'Autriche et la principauté de Liechtenstein, le traité de commerce conclu à la date de ce jour s'appliquerait également à cette Principauté, et le Plénipotentiaire britannique a accepté cette déclaration.

2^o Afin de ne laisser aucun doute sur l'interprétation de l'art. 3, les Plénipotentiaires des deux Puissances contractantes sont convenus d'adopter l'explication suivante : Dans la rédaction d'un Tarif de droits spécifiques d'après des taxes fixes *ad valorem*, il sera nécessaire de déterminer l'unité de valeur à laquelle s'appliquera chaque droit spé-

cifique. En adoptant la base d'évaluation établie par l'art. 3, il est convenu qu'on n'entend point s'écarter du principe général de l'article, c'est-à-dire de l'application d'un certain maximum de droits à la valeur à tous les articles d'origine ou de fabrication britannique, mais on évitera de faire des réserves spéciales pour chaque variété de chaque article, et de créer ainsi dans le Tarif des subdivisions trop multipliées et par cela incommodes. Dans ce but il est indispensable de grouper ensemble ces différentes variétés ou formes d'un même produit ou de produits similaires que, par leur valeur approximativement égale et leurs ressemblances générales, on pourrait comprendre sous une seule et même dénomination dans une rubrique du Tarif. Mais il est entendu qu'en fixant les divisions de chaque rubrique du futur Tarif autrichien, ces divisions seront fixées de manière à ce que le droit appliqué à une rubrique quelconque ne devra pas excéder le droit maximum fixé par l'art. 3 du Traité, d'après la valeur moyenne de marchandises de commerce comprises sous une dénomination quelconque dans une de ces rubriques, à moins que d'un commun accord on en aurait reconnu l'utilité ou la nécessité.

3° En ce qui touche l'art. 4, les Plénipotentiaires sont également convenus que s'il était constaté que les prix d'une sorte quelconque de marchandises avaient été essentiellement dérangés par des causes exceptionnelles, pendant les douze mois de l'année 1865, les Commissaires des deux Gouvernements s'efforceront de trouver une base d'évaluation qui corresponde à un bon prix moyen pour les années suivantes. En ce qui concerne les industries textiles (dont les prix ont subi de grandes fluctuations pendant les dernières guerres des États-Unis d'Amérique), il a été convenu que si les prix moyens de l'année 1865 étaient adoptés pour base d'évaluation, chaque partie contractante pourrait exiger la révision de ces valeurs à partir du 1^{er} janvier 1868.

4° Le Plénipotentiaire britannique déclara ensuite que Sa Majesté britannique s'engagerait à recommander au Parlement l'abolition des droits perçus à l'importation des bois de construction dans le Royaume-Uni, et la réduction des droits perçus sur les vins en bouteilles au taux des droits perçus sur les vins en cercles à leur importation dans le Royaume-Uni.

5° Les Plénipotentiaires autrichiens déclarèrent de leur côté que le droit établi à l'exportation des chiffons des États et possessions de Sa Majesté impériale et royale serait, à partir du 1^{er} juillet 1866, réduit à 2 florins par quintal (zollzentner), et que le droit à l'importation des harengs salés dans les États et possessions de Sa Majesté impériale et royale serait réduit, à partir du 1^{er} février 1866, à 50 kreutzers par quintal (zollzentner), poids brut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent

protocole en double expédition, et après lecture faite, y ont apposé leurs signatures.

Vienne, le 16^e jour de décembre 1865.

(L. S.). *Signé* : BLOOMFIELD.

(L. S.). *Signé* : ALEXANDRE, Comte MENSENDORFF-POUILLY.

(L. S.). *Signé* : BERNARD, Baron WULLERSTORF.

FRANCE ET SUISSE.

Déclaration signée entre la France et la Suisse, le 23 décembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse, désirant compléter par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique des deux pays, les dispositions générales de la Convention internationale signée à Paris le 17 mai 1865¹, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

1^o La taxe de la dépêche de vingt mots restera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États contractants, dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour la Suisse.

Les dispositions des deux paragraphes précédents s'appliquent à la Corse ; mais, en l'absence de communications directes entre la France et ce département, le prix du parcours italien ou la taxe postale s'ajoutera, selon le cas, à la taxe ci-dessus déterminée.

2^o Par exception la taxe de la dépêche de vingt mots sera fixée à deux francs seulement, à partager par moitié entre les deux États contractants, pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque de l'un des départements français situés sur la frontière de la Suisse avec un bureau quelconque d'un canton suisse limitrophe de ce département.

Le département de la Savoie, en France, et les cantons de Fribourg

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

et d'Argovie, en Suisse, seront considérés comme département et cantons frontières, et traités, pour l'application du paragraphe précédent, le département de la Savoie comme celui de la Haute-Savoie, le canton de Fribourg comme celui de Neuchâtel, et le canton d'Argovie comme celui de Bâle.

Les dispositions consacrées par la Déclaration du 24 décembre 1858, et concernant le tarif des correspondances échangées entre les bureaux frontières des deux États respectifs, sont et demeurent abrogées.

3° Les administrations respectives des deux États détermineront de concert toutes les règles relatives aux détails du service commun qui ne sont pas fixées par la Convention du 17 mai 1865, notamment celles qui concernent le service du transport des dépêches au delà de leurs réseaux respectifs, soit par la poste, soit par tout autre moyen.

4° Le présent Arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1866, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 23 décembre 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : KERN.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

FRANCE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF.
(Suite du livre jaune¹.)

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX AFFAIRES DU MEXIQUE.

En ajournant la publication des papiers relatifs au Mexique, l'intention du Gouvernement de l'Empereur avait été de différer également celle de la correspondance des États-Unis qui se rapporte à cette question. Mais il ne croit pas devoir retarder davantage la communication de cette correspondance, par suite de la publicité donnée en Amérique aux Documents présentés au Congrès.

**M. Drouyn de Lhuys à M. de Geofroy, chargé d'affaires
de France à Washington.**

Paris, le 23 mars 1865.

Monsieur, M. le Chargé d'Affaires des États-Unis s'est acquitté de la communication que vous m'aviez fait pressentir. Sans y être, m'a-t-il dit, formellement invité par son Gouvernement, M. Bigelow m'a donné

1. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 195.

lecture d'une dépêche de M. Seward, dont je reproduis ici les traits essentiels. Le peuple des États-Unis, dit M. le Secrétaire d'État, n'a aujourd'hui qu'une pensée, dont aucune considération ne saurait le distraire, la reconstitution de l'Union. Pour y parvenir, il est résolu à s'imposer tous les sacrifices, à ne reculer devant aucun obstacle, et à triompher de toutes les résistances. Il désire que la crise qu'il traverse n'affecte pas ses relations avec les États étrangers; mais ses sentiments à leur égard s'inspirent avant tout des dispositions dont il les suppose animés envers lui dans les conjectures actuelles. Sympathique à ceux qu'il croit favorables au but qu'il veut atteindre, il est, par l'effet naturel de la lutte qu'il soutient, porté à ressentir une vive irritation contre ceux qui encouragent ses adversaires, ou qui appellent de leurs vœux un résultat contraire à celui qu'il poursuit au prix de tant de sacrifices. Or l'opinion s'est accréditée aux États-Unis, à tort ou à raison, que le Gouvernement français considérerait la séparation définitive de l'Union américaine en deux confédérations distinctes comme la conséquence la plus désirable de la guerre actuelle. Dans l'état des esprits en Amérique, cette opinion sur les tendances du Gouvernement français devait altérer les sentiments d'amitié que l'on y entretenait de vieille date pour la France, et aigrir les rapports entre les deux pays. Le Gouvernement fédéral, moins accessible sans doute aux impressions populaires, mais tenu cependant d'y avoir égard, serait heureux de voir le Cabinet français saisir une occasion pour témoigner de ses sentiments envers l'Union américaine; une manifestation de cette nature l'aiderait à diriger ou à redresser l'opinion et à l'empêcher de s'égarer dans des préventions irréflechies.

J'ai dit à M. le Chargé d'Affaires des États-Unis que nous pourrions nous dispenser de répondre à des suppositions que, selon nous, rien ne justifie, et auxquelles nous avons la conscience de n'avoir fourni aucun prétexte. J'ai ajouté cependant que je n'éprouvais aucun embarras à entrer avec le Gouvernement fédéral dans de franches explications sur l'attitude observée par nous depuis l'origine de la crise américaine, et à manifester une fois de plus notre désir de ne laisser subsister entre nous ni malentendu, ni équivoque. La France n'a pas à rappeler le rôle qu'elle a joué à l'époque de la fondation de la grande République américaine. Restée fidèle depuis à ses sympathies, elle a vu avec plaisir, par le développement sans cesse croissant des relations commerciales des deux pays, ses intérêts d'accord avec ses sentiments. C'est dire qu'elle n'a pu envisager sans un sincère regret le conflit redoutable qui mettait en péril un état dont elle a toujours souhaité la prospérité et la grandeur. Il est superflu d'indiquer que nous sommes restés absolument étrangers aux circonstances tout intérieures qui ont amené dans le sein de l'Union la scission du Nord et

du Sud ; mais nous pouvons rappeler que nous n'avons cessé de déplorer les événements qui en ont été la conséquence, que nous nous en sommes exprimés, en toute circonstance, de la manière la plus explicite, nous déclarant même tout prêts à interposer nos bons offices, s'ils étaient, à un jour donné, jugés utiles au succès d'une tentative de conciliation.

Les faits cependant s'imposaient à tout le monde avec une autorité indiscutable. La guerre éclatait, embrassant de vastes territoires, entre deux fractions de l'Union qui ont pu depuis quatre ans se faire équilibre, soutenues par de grandes armées régulières obéissant à des gouvernements constitués. Il était impossible aux Puissances étrangères de ne pas reconnaître aux parties engagées dans un pareil conflit tous les caractères assignés par le droit des gens à des forces belligérantes.

Le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait hésiter dès lors à proclamer le devoir qui en résultait pour lui d'une stricte neutralité. Obligé de tenir compte des faits, il s'est abstenu néanmoins de toute résolution tendant à préjuger l'issue d'une lutte remise au sort des armes et à la volonté de Dieu. Il ne lui appartenait pas de dire, sans intervenir dans des affaires qui ne concernent que le peuple des États-Unis, sur quelles bases pouvait s'effectuer la réconciliation, objet de nos vœux constants. En évitant de laisser pressentir à cet égard aucune opinion, il a maintenu sans altération, avec le Gouvernement fédéral, ses relations diplomatiques, tandis qu'il s'abstenait de tous rapports officiels avec le pouvoir existant à Richmond. Dans ses actes, le Gouvernement de l'Empereur s'est donc conformé à la stricte et loyale observation de ses déclarations de neutralité, en conservant à son attitude envers l'Union un caractère amical.

Nous ne doutons pas que le bon sens du peuple américain, se dégageant des passions de la lutte qu'il soutient, ne rende justice à nos intentions et à notre conduite à son égard. Ce serait, autant qu'il dépend de lui, le devoir de son Gouvernement de l'éclairer, si son jugement venait à s'égarer. Nous avons, nous aussi, à nous défendre contre de fausses impressions, et à prémunir l'opinion contre des suggestions mal fondées. Tandis qu'aux États-Unis on représente la France comme appelant de ses vœux la dislocation de l'Union, on répète en Europe que les États-Unis n'attendent que la fin de la guerre pour se jeter sur le Mexique et pour renverser un drapeau dont le voisinage accidentel devrait, ce nous semble, inspirer d'autres sentiments à ceux qui défendent aujourd'hui l'œuvre des fondateurs de la République américaine. Nous repoussons ces suppositions ; nous attendons de la part du Cabinet de Washington une complète réciprocité de procédés amicaux, et une égale observation des règles de la neutralité. Nous avons

accueilli avec satisfaction les assurances qui vous ont été données à cet égard par M. Seward. L'intelligence élevée de cet homme d'État le défend, nous n'en doutons pas, contre les préventions ou les préjugés que les événements survenus au Mexique ont pu éveiller dans quelques esprits. Nous avons la confiance que ces fausses impressions s'effaceront devant une appréciation plus saine et plus calme des véritables intérêts du peuple américain.

Amenés au Mexique par des griefs trop légitimes, nous n'y sommes venus que pour en obtenir le redressement, et en désavouant à l'avance, comme nous l'avons fait depuis en toute occasion, toute arrière-pensée d'établissement ou d'acquisition territoriale. Notre intervention a permis à ce pays de se reconstituer dans des conditions qui lui ont paru plus favorables que les régimes antérieurs au développement de sa vie sociale et de sa prospérité. Il n'y a rien là dont nous puissions supposer que les États-Unis aient raison de s'alarmer. Aussi nous refusons-nous à croire aux projets qu'on leur prête. A l'issue, quelle qu'elle soit, de la lutte actuelle, les États de l'Amérique du Nord auront, selon nous, dans la réparation des maux de la guerre, le meilleur emploi de leurs forces et de leurs ressources rendues disponibles. Nous n'admettons pas qu'ils songent à les engager dans une guerre dispendieuse, injuste, contre un pays qui ne leur a donné aucun sujet de plainte, dans une guerre enfin (nous devons le dire sans qu'il nous convienne d'y insister davantage) où, par le fait des circonstances, les États-Unis rencontreraient pour adversaire une Puissance, leur ancienne alliée. Nous écartons donc ces hypothèses que notre raison réprouve. Nous espérons que les dispositions du Cabinet de Washington à l'égard du Gouvernement mexicain confirmeront de plus en plus la confiance que nous mettons dans sa sagesse; neutres nous-mêmes dans la lutte politique et militaire qui se poursuit aux États-Unis, nous comptons sur sa neutralité dans l'œuvre à laquelle nous sommes associés au Mexique; de même que nous nous prêterons volontiers à éclaircir les doutes qui pourraient exister, malgré nous, en Amérique, sur les sentiments dont nous sommes animés envers les États-Unis, nous verrons avec plaisir le Gouvernement fédéral nous fournir l'occasion d'éclairer l'opinion en Europe sur les intentions que lui supposent des esprits prévenus.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon, ministre
de France aux États-Unis.**

Paris, le 2 mai 1865.

Monsieur le Marquis, M. le Ministre des États-Unis, dans une conversation que j'ai eue avec lui ces jours derniers, m'a entretenu des dispositions de son Gouvernement à l'égard du Mexique, et a bien voulu me lire à ce sujet plusieurs passages des dépêches qui lui étaient adressées par M. le Secrétaire d'État Seward.

M. Bigelow m'a dit que le peuple des États-Unis, sincèrement attaché aux institutions républicaines et les regardant, d'après l'expérience qu'il en a faite, comme les plus propres à assurer la prospérité et la grandeur d'une nation, n'avait pu envisager avec faveur l'établissement du système monarchique chez ses voisins. Le Cabinet de Washington devait suivre l'opinion du pays; cependant il comprenait que des conditions particulières de race, de climat, de situation géographique, certaines habitudes du passé et des souvenirs traditionnels pussent porter un autre peuple à préférer pour lui-même un régime différent de celui qui était jugé le meilleur aux États-Unis. Il faut bien reconnaître, a ajouté M. Bigelow, que l'épreuve des institutions démocratiques et républicains, faite depuis près d'un demi-siècle au Mexique, est loin d'être favorable, et qu'elle a causé à cet infortuné pays plus de maux qu'elle ne lui a procuré de biens. Le Gouvernement des États-Unis n'a donc pas l'intention de s'opposer à ce que l'expérience nouvelle tentée en ce moment s'accomplisse en pleine liberté. Rien ne serait aussi contraire à ses principes que d'empêcher une nation voisine de choisir à son gré telle ou telle forme de Gouvernement. Résolu d'observer, à l'égard de tout ce qui se passera au Mexique, une scrupuleuse et impartiale neutralité, il a la confiance que cette attitude préviendra toute difficulté entre lui et nous. Les inquiétudes que notre intervention a fait concevoir à l'opinion américaine étaient nées de la crainte de voir inaugurer par nous tout un système de propagande monarchique dans le Nouveau-Monde; elles étaient excitées aussi par l'idée que, dans la crise redoutable qui déchirait les États-Unis, nous entretenions des dispositions hostiles envers le Cabinet de Washington. Le Gouvernement fédéral ne se laissera point entraîner par ces préventions, et, tant que l'honneur et les intérêts de la République ne seront pas lésés, il ne déviara pas de la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

J'ai remercié M. le ministre des États-Unis des assurances qu'il m'a données au nom de son Gouvernement, et, en le félicitant des sages

dispositions dont il m'apportait le témoignage, j'ai pris acte de ses déclarations. Je lui ai rappelé que notre expédition au Mexique avait eu pour cause unique la nécessité de soutenir les justes réclamations de nos nationaux, réclamations auxquelles le Gouvernement, alors installé à Mexico, n'avait ni la volonté ni le pouvoir de faire droit. Ce Gouvernement, sans racines dans le pays, bien que le brigandage qui sévit dans quelques provinces paraisse soutenir encore son drapeau, est tombé à notre approche. Nous avons facilité par notre concours la consolidation d'un nouveau régime qui, en travaillant consciencieusement à la réorganisation politique de ces riches contrées, semble promettre aux intérêts que nous allions défendre la protection à laquelle ils ont droit, et au pays tout entier une ère de paix et de sécurité depuis longtemps inconnue. Mais il n'y a eu dans notre conduite, à cette occasion, ni système absolu de restauration monarchique, ni dessein d'implanter en Amérique une forme de gouvernement de préférence à une autre, ni surtout la moindre velléité de conquête ou de propagande. A l'égard des États-Unis, pendant l'épreuve douloureuse qu'ils traversent depuis quatre ans, nous sommes restés toujours fidèles aux devoirs d'une exacte neutralité, et nous avons fait entendre nos vœux pour le rétablissement de la paix au sein d'une grande nation que rattachent à nous des sympathies séculaires. Les difficultés de détail qui, à plusieurs reprises, se sont élevées malgré la scrupuleuse impartialité de notre conduite, montrent assez combien, dans de pareilles circonstances, avec la volonté la plus loyale, on est exposé, dans la pratique, à paraître dévier parfois de la neutralité qu'on s'est promis d'observer. Nous nous plaisons donc à espérer, ai-je dit à M. Bigelow, que le Gouvernement des États-Unis, en face de l'ordre de choses régulier qui se fonde au Mexique et qui paraît devoir assurer aux instincts sagement libéraux de la nation une satisfaction légitime, sera amené peu à peu à établir avec le nouveau Gouvernement de ce pays des relations franchement amicales. Les intérêts commerciaux appellent, d'ailleurs, entre les deux peuples un rapprochement qui, nous le souhaitons, ne tardera pas à s'accomplir également dans le domaine de la politique.

Telle est, Monsieur le Marquis, la substance de la réponse que j'ai faite aux communications de M. Bigelow.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 30 mai 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai vu avec plaisir les assurances que M. le Président des États-Unis vous a données de son désir personnel de conserver avec nous les meilleures relations. Je me plais à penser que nous trouverons la preuve de ces sentiments si conformes aux nôtres dans les mesures que le Gouvernement fédéral prendra pour arrêter les enrôlements annoncés pour le compte de Juarez et pour décourager toutes les tentatives de ce genre.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.Paris, le 1^{er} juin 1865.

Monsieur le Marquis, durant le cours de l'entretien que j'ai eu avec M. Bigelow au sujet de la levée des mesures restrictives résultant de notre neutralité, j'ai rappelé à M. le Ministre des États-Unis que nous étions fondés à compter sur la vigilance et sur la fermeté de son Gouvernement pour prévenir ou réprimer tous les actes qui pourraient, à propos du Mexique, altérer la cordialité de nos rapports. Je lui ai également parlé de la réception qui vous a été faite par M. le Président Johnson. J'ai répété, ainsi que je vous le mandais le 30 du mois dernier, que nous avions accueilli avec plaisir les assurances qui vous ont été données par le Président des dispositions amicales du peuple des États-Unis à notre égard et des intentions de son Gouvernement d'en conserver la tradition. J'ai ajouté que le discours que vous a adressé M. Johnson appelait cependant de ma part une observation. Je ne pouvais, en effet, me dispenser d'exprimer quelque étonnement de voir le Président inaugurer les rapports de son Gouvernement avec le Représentant de celui de l'Empereur en indiquant la préoccupation d'événements qui seraient de nature à les troubler. Ce soin de prévoir, « en dehors de toute prévision ordinaire, des éventualités tout à fait invraisemblables », qui pourraient compromettre les bonnes relations que l'on déclare avoir à cœur d'entretenir, ne me paraissait pas le meilleur moyen d'en assurer la durée. Je ne pouvais donc que regretter l'expression de cette prévoyance excessive, dans la circonstance surtout où elle avait trouvé place. Cette partie du discours de M. le Président Johnson s'adresse sans doute, ainsi que vous le faites

remarquer, à une portion du public américain, et a été inspirée par le désir de ménager certaines susceptibilités nationales. Je le comprends ainsi; mais il ne faut pas oublier, et j'ai dû le dire à M. Bigelow, que le peuple français aussi a ses susceptibilités non moins respectables, et qu'il importe également de ne pas blesser.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bigelow, ministre des États-Unis, à Paris, à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 12 juin 1865.

Monsieur le Ministre, je trouve dans le compte rendu officiel d'un discours prononcé, le 9 de ce mois, par S. Exc. M. le Ministre d'État, une déclaration erronée que je m'empresse de signaler à Votre Excellence, afin de prévenir tout malentendu qui pourrait surgir entre nous.

Après avoir parlé des déclarations faites à Boston par le général Rosencrantz au sujet du prétendu recrutement de soldats américains pour l'armée mexicaine, M. Rouher aurait ajouté, d'après le compte rendu précité :

« Pendant que ces déclarations se faisaient à Washington et à New-York, elles recevaient ici leur sanction et leur consécration formelle; le Ministre des États-Unis se présentait à notre Ministre des Affaires étrangères et lui disait : Sans doute, nous ne voyons pas d'un œil favorable une monarchie s'établir au Mexique; sans doute, nous préférons les formes républicaines, mais nous respectons la volonté des peuples et des nations; *nous comprenons que le Mexique, qui a été longtemps régi par la forme monarchique, veuille revenir à cet état de choses; et nous n'irons pas faire la guerre pour une question de forme de Gouvernement.* »

M. Rouher a probablement mal compris Votre Excellence, car je suis persuadé que vous n'avez jamais pu vous tromper sur le sens de mes paroles, au point de me faire dire que le peuple des États-Unis comprenait que le Mexique, après avoir été si longtemps soumis à une forme monarchique du Gouvernement, pût désirer y revenir. La déclaration de ma part qui a pu induire en erreur M. le Ministre d'État est celle que je résumerais ainsi : Je disais que, maintenant que l'expérience a été commencée, les Américains désirent la voir compléter dans des circonstances de nature à faire connaître, définitivement et pour toujours, si un système de gouvernement européen est celui qui convient le mieux au peuple du Mexique. S'il devenait évident qu'il

en est ainsi, et que la tranquillité publique fût rétablie, aucune nation ne serait plus intéressée à un pareil résultat que les voisins immédiats. J'ai ajouté que le succès des institutions républicaines dans l'Amérique espagnole n'avait pas été tel qu'il pût nous encourager à tenter de les y propager autrement que par notre exemple, et qu'enfin un Gouvernement quelconque qui serait acceptable pour les Mexicains nous satisferait. Je m'en rapporte à la mémoire de Votre Excellence pour confirmer mon assertion que jamais je ne vous ai exprimé une opinion ou une impression impliquant que le peuple mexicain désirât un gouvernement monarchique. En disant que le succès des institutions républicaines dans l'Amérique espagnole n'était pas de nature à justifier de notre part une propagande armée en faveur de ces institutions, je n'ai pas voulu dire que les Mexicains eux-mêmes fussent mécontents de la forme du gouvernement sous laquelle ils avaient vécu antérieurement à l'occupation de leur capitale par les troupes françaises.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien prendre les mesures qu'elle jugera convenables pour rectifier l'erreur dans laquelle il semble que M. le Ministre d'État, en même temps que ceux qui auront entendu ou lu ses paroles, soient tombés.

Je désire saisir la même occasion pour rectifier une autre erreur qui a été accréditée par sa publication dans le journal officiel.

Le *Moniteur* du 10 de ce mois, parlant de la neutralité de la France entre les États-Unis et les ex-insurgés dans les États à esclaves, dit :

« La situation étant aujourd'hui changée, et le Gouvernement fédéral ayant fait connaître son intention de ne plus exercer à l'égard des neutres les droits qui résultaient pour lui de l'état de guerre, le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cru devoir plus longtemps reconnaître de belligérants dans les États-Unis d'Amérique. »

Je présume qu'il s'agit ici de la communication que j'ai eu l'honneur de vous soumettre le 29 du mois dernier, et dont les extraits sont cités par Votre Excellence dans une communication qu'elle m'a ultérieurement adressée pour m'annoncer que les droits de belligérants étaient retirés aux insurgés. En supposant que c'est sur ce fondement que serait basée l'allégation du *Moniteur* que je viens de reproduire, je sens qu'il est de mon devoir de déclarer que, jusqu'à présent, le Gouvernement fédéral des États-Unis n'a renoncé à aucun des droits qui lui appartenaient comme belligérant. Il a cessé d'exercer ces droits, à ce que je présume; mais je ne sache pas qu'il y ait renoncé.

La communication que j'ai faite à Votre Excellence, le 29 du mois dernier, était une réponse à sa déclaration antérieure, par laquelle

Elle m'informait qu'une renonciation de notre part au droit de belligérant de visiter et de capturer les navires neutres serait exigée comme condition préalable du retrait par la France des droits de belligérants des insurgés américains.

En signalant les inconvénients qui résulteraient de ce que l'une de ces mesures dépendrait de l'autre, j'ajoutais que « les États-Unis, en demandant que la déclaration de juin 1861 fût retirée, ont abandonné tous les droits de belligérants auxquels ils sont présumés avoir prétendu, et sont devenus directement responsables de tout acte qu'ils pourraient commettre à titre de belligérant. Si ce Gouvernement, la déclaration impériale étant retirée, visitait un bâtiment neutre, il s'exposerait aussitôt à des représailles, de même que pour toute autre violation des égards prescrits par la loi internationale. »

Cela voulait dire que nous abandonnions tous les droits de belligérant dont, d'après la théorie de Votre Excellence, nous ne faisons que jouir en commun avec les insurgés, et que nous serions responsables, d'après la même théorie, de tout ce que nous pourrions faire en notre qualité spéciale de belligérant.

Ces observations étaient basées sur la doctrine des droits de belligérants énoncée dans la communication à laquelle je répondais, doctrine dont je n'admettais ni ne contestais la justesse. Si mon Gouvernement était d'avis qu'une nation est fondée à revendiquer les privilèges d'un belligérant, lorsqu'elle supprime une rébellion, sans pour cela conférer les mêmes privilèges aux rebelles, il pourrait n'être pas disposé à renoncer à pratiquer la visite et la recherche à bord des navires neutres, tant que ce remède serait nécessaire à la sécurité de cette nation. Votre Excellence se souviendra que je ne lui ai pas dissimulé que j'étais sans instructions de mon Gouvernement me prescrivant d'offrir ou d'accepter les conditions dont on ferait dépendre le retrait de la déclaration de juin 1861. Je faisais seulement valoir l'inconvénient et l'injustice des conditions mises au retrait de cet acte en vertu de prémisses supposées par Votre Excellence. La suppression définitive de la rébellion aux États-Unis, dont la nouvelle nous est parvenue depuis que la correspondance à laquelle je me réfère a eu lieu, ôte beaucoup de leur importance pratique aux points sur lesquels j'appelais l'attention de Votre Excellence. Il conviendrait, en même temps, que les communications de vive voix et par écrit que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, le 27 du mois dernier, ne prissent pas, étant reproduites, une importance qu'à proprement parler elles n'avaient pas.

Je désire donc que rien de ce que j'ai pu écrire ou dire à Votre Excellence ne soit envisagé comme une acceptation du principe qu'un État, en revendiquant les droits de belligérant contre ses sujets

rebelles, confère nécessairement les droits de belligérant à ces derniers.

Je profite de cette occasion, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, le 17 juin 1865.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 de ce mois. Vous voulez bien, à l'occasion de quelques paroles prononcées au Corps législatif dans la séance du 9, par M. le Ministre d'État, et d'une note publiée au *Moniteur* du 10, me rappeler les déclarations que vous m'avez précédemment faites au sujet du Mexique et du retrait de la qualité de belligérants aux États sécedés.

« Ce que j'ai dit, m'écrivez-vous, à propos du Mexique, c'est que, maintenant que l'expérience a été commencée, les Américains désirent la voir compléter dans des circonstances de nature à faire connaître définitivement et pour toujours si un système de Gouvernement européen est celui qui convient le mieux au peuple du Mexique. S'il devenait évident qu'il en est ainsi, et que la tranquillité publique fût rétablie, aucune nation ne serait plus intéressée à un pareil résultat que les voisins immédiats. J'ai ajouté que le succès des institutions républicaines dans l'Amérique espagnole n'avait pas été tel qu'il pût nous encourager à tenter de les y propager autrement que par notre exemple, et qu'enfin un Gouvernement quelconque qui serait acceptable pour les Mexicains nous satisferait. »

En ce qui concerne le retrait de la qualité de belligérants aux Con-fédérés, voici, me dites-vous, le langage dont vous vous êtes servi dans votre lettre du 29 mai. « Les États-Unis, en demandant que la déclaration de juin 1861 soit retirée, ont abandonné tous les droits de belligérants auxquels ils sont présumés avoir prétendu, et sont devenus directement responsables de tout acte qu'ils pourraient commettre à titre de belligérants. Si ce Gouvernement, la déclaration impériale étant retirée, visitait un bâtiment neutre, il s'exposerait aussitôt à des représailles, de même que pour toute autre violation des égards prescrits par la loi internationale. »

Considérant comme vous, Monsieur, qu'une discussion théorique sur les deux points serait aujourd'hui sans intérêt pratique, je vous remercie de m'avoir rappelé les termes mêmes des déclarations que vous avez bien voulu me faire. J'en reconnais l'exactitude et j'en prends acte.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 6 juillet 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai vu avec satisfaction, par vos dernières dépêches, que les tentatives faites aux États-Unis en vue d'y organiser une émigration armée pour le Mexique continuaient à perdre de leur importance, et j'approuve les termes dans lesquels vous vous proposiez d'entretenir de cette question M. Seward, lorsqu'il vous sera possible d'ouvrir vos relations avec lui d'une manière régulière et suivie. Il y avait pour nous un grand intérêt, en présence des projets d'expéditions bruyamment annoncés aux États-Unis à destination du Mexique, à rappeler au Cabinet de Washington que la législation du pays lui fournissait les moyens de mettre obstacle, s'il le voulait, à des entreprises de ce genre. Mais, ceci constaté, nos démarches ultérieures devaient rester subordonnées aux circonstances, et vous avez pensé avec raison qu'il n'y avait pas dans le moment actuel opportunité à demander au Gouvernement fédéral de publier une nouvelle proclamation conforme à celle de 1818.

Les dispositions dont le Cabinet de Washington se montre animé à cet égard, et dont j'ai reçu dernièrement un nouveau témoignage, sont d'ailleurs de nature à nous satisfaire. Le 29 du mois dernier, M. Bigelow m'a donné communication d'une lettre qu'il venait de recevoir de M. Seward et qui était la première que ce Ministre eût écrite, ou plutôt dictée, depuis les événements dont il a été l'une des victimes. M. Seward y proteste contre les appréhensions que la vivacité de certains journaux américains avait fait naître en France. Il affirme, dans les termes les plus positifs, que le Gouvernement actuel maintient la politique adoptée par l'Administration précédente relativement au Mexique et sur laquelle le représentant de l'Union avait été chargé maintes fois de me transmettre des explications. Le Cabinet de Washington est toujours résolu à observer la neutralité dans cette affaire. Il est persuadé que les instructions données par l'attorney général aux attorneys des districts suffiront à prévenir les armements illicites, et que si, malgré les efforts du Gouvernement, quelques actes irréguliers venaient à se produire, ces actes n'auraient aucune importance et ne sauraient troubler ni la France ni le Mexique. J'ai accueilli avec plaisir ces déclarations, et je suis heureux de constater que les faits relatés dans votre correspondance confirment les assurances que M. Seward nous a spontanément données.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 20 juillet 1865.

Monsieur le Marquis, les renseignements qui nous parviennent des États-Unis témoignent de l'importance particulière qu'on y attache en ce moment à la question de l'immigration des confédérés au Mexique, et des préoccupations entretenues dans les esprits par de prétendues cessions territoriales ou concessions d'exploitation que le Gouvernement de l'Empereur songerait à réclamer.

La chute de la Confédération du Sud a hâté, pour le Gouvernement mexicain, le moment où il lui importe de ne rien négliger afin d'ouvrir avec le Cabinet de Washington des relations de bon voisinage. La question très-délicate de l'émigration des Confédérés peut être, à mon avis, le point de départ d'un rapprochement, pourvu qu'elle soit traitée avec une grande netteté et une entière franchise. Elle ne pouvait donc manquer de fixer à ce titre l'attention de l'Empereur Maximilien. D'après ce que m'écrit notre ministre au Mexique, Sa Majesté est dans l'intention d'accueillir sur son territoire les émigrants qui s'y présenteraient, aux conditions suivantes. Ils devront, s'ils sont en armes et organisés militairement, déposer leurs armes à la frontière: on exigera d'eux un serment d'obéissance au Gouvernement mexicain, avec promesse de ne se livrer à aucune tentative contre un Gouvernement ami ou limitrophe. Ils se rendront, s'ils veulent se fixer comme colons, dans les endroits qui leur seront désignés, et ils ne pourront s'établir, ni sur la frontière des États-Unis, ni sur l'isthme de Tehuantepec. MM. les généraux Almonte et Robles doivent être chargés par l'Empereur de se rendre aux États-Unis pour y faire accepter ces conditions.

Voici, suivant mes informations, à peu près en quels termes ils s'exprimeront à Washington. « Nous n'avons, diront-ils au Gouvernement fédéral, ni créé ni désiré la situation qui s'impose à nous: des débris des armées confédérées ou des citoyens exilés nous demandent asile; il en résulte pour nous des obligations de diverse nature, à aucune desquelles nous ne voulons nous soustraire. Nous désirons remplir les devoirs de l'humanité envers des vaincus que le sort de la guerre a contraints à quitter leur pays; nous voulons tirer avantage pour nous-mêmes et faire profiter le Mexique de l'activité et de l'énergie des hommes qui viennent chercher chez nous une nouvelle patrie; enfin, nous voulons ne pas nous brouiller avec nos voisins, et notre espoir est, au contraire, de nouer et d'entretenir avec l'Union américaine de bons et profitables rapports. Pour concilier ces nécessités diverses,

nous accueillerons les Confédérés ; mais nous nous proposons de les désarmer à leur arrivée sur le territoire mexicain s'ils s'y présentaient en armes, de les éloigner immédiatement de la frontière, de les interner dans l'intérieur du pays, où nous leur donnerons des terres et où nous faciliterons, selon leurs aptitudes, leur établissement définitif. »

Nous ne pouvons qu'approuver, en général, ce plan de conduite. Il m'a suggéré, toutefois, une observation. S'il importe pour le moment d'éloigner les Américains du territoire de l'Union, il ne me paraîtrait pas sage d'interdire pour toujours à tout émigrant américain la faculté de s'établir dans les districts miniers, et je ne pense pas que, le cas échéant, le Gouvernement fédéral s'en puisse émouvoir. Quoi qu'il en soit des détails d'exécution du plan de l'Empereur Maximilien, les explications dans lesquelles il nous avait paru qu'il était à propos d'entrer n'en conservent pas moins toute leur opportunité. Un pareil langage, clair, net, pratique, serait, je le crois, entendu et compris à Washington.

Quant aux bruits répandus de nouveau aux États-Unis, et qui nous attribuent le projet de rechercher des acquisitions territoriales ou des privilèges pour l'exploitation des districts miniers, vous savez qu'ils n'ont absolument aucun fondement. Vous connaissez mieux que personne quelles sont, à cet égard, nos intentions définitives, puisque c'est à vous que j'en avais fait part, le 30 novembre dernier, et que vous avez eu vous-même à les notifier au Gouvernement mexicain. Les vues du Gouvernement de l'Empereur n'ont pas varié depuis cette époque. Il est fermement résolu à n'accepter la cession d'aucune partie du territoire mexicain, comme à décliner toute proposition de concession de mines dans la Sonora. Il importe que vous le disiez hautement autour de vous, de façon à ne laisser subsister aucun doute dans les esprits, et à enlever tout prétexte à de semblables allégations.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 1^{er} août 1865.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis, à Paris, a l'honneur de transmettre à S. Ex. le Ministre des Affaires étrangères copie de quatre lettres qui ont été récemment soumises au département d'État, à Washington.

La première, datée de Mexico, le 16 mai 1865, est écrite par M. W^m M. Gwin, fils du docteur et de M^{me} W^m M. Gwin. La seconde est écrite par le docteur Gwin lui-même, sur la même feuille, sans date, et adressée à sa femme et à ses filles, à Paris. La troisième, de l'écriture bien connue du docteur, datée de Mexico, le 18 mai 1865, était adressée au colonel John Winthrop et commençait par ces mots : « Mon cher colonel. » La quatrième, signée Massey et datée de Mexico, 18 mai 1865, était adressée à l'honorable B. Wood (maintenant prisonnier d'État, comme prévenu de trahison). Elle contient une communication à l'éditeur du *New-York Daily News*, datée de la ville de Mexico, le 19 mai 1865, et relative aux affaires du Mexique.

De ces lettres, il ressort :

1° Que le docteur W^m M. Gwin et sa famille, quoique citoyens des États-Unis, sont traîtres à leur gouvernement ;

2° Qu'ils cherchent à obtenir de Maximilien, qui porte le titre d'Empereur du Mexique, des concessions de terrains métallifères, dans le territoire de cette République, avoisinant les États-Unis, et que le docteur Gwin doit être le directeur de l'exploitation de ces mines ;

3° Que l'on s'attend à voir s'établir dans ces provinces de nombreux capitalistes et émigrants, venant des États rebelles de l'Union ;

4° Qu'ils donnent audit Maximilien et à l'Empereur des Français l'assurance que les établissements projetés tendent à la fois à servir les projets de Maximilien à Mexico et à le fortifier au détriment des États-Unis ;

5° Qu'ils réclament le patronage de l'Empereur des Français avec la promesse de secours militaires.

En soumettant à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères copie de cette correspondance, le soussigné est chargé de déclarer franchement que les sympathies du peuple américain pour les républicains du Mexique sont très-vives, et qu'il verrait avec impatience la continuation de l'intervention française dans ce pays ; que toute faveur accordée aux projets du docteur Gwin par l'Empereur titulaire du Mexique ou par le Gouvernement impérial de France tendrait notablement à accroître cette impatience populaire, parce qu'elle serait regardée, peut-être avec justice, comme impliquant un danger ou du moins une menace pour les États-Unis.

En supposant que le Gouvernement du soussigné fût amené à penser que les assertions de ces spéculateurs soient dignes d'une entière confiance, le Président des États-Unis serait forcé d'en conclure que S. M. l'Empereur des Français poursuit vis-à-vis du Mexique une politique matériellement en désaccord avec la neutralité qu'il avait promis, au début de la guerre, d'observer à l'égard des institutions politiques de ce pays. Le Président, au contraire, espère avec confiance et

sincérité recevoir, sous une forme quelconque, l'assurance que toutes les prétentions du docteur Gwin et de ses associés sont dépourvues de toute sanction de l'Empereur des Français.

Il n'est point nécessaire que le soussigné ajoute qu'après avoir chassé les insurgés de leurs frontières, les États-Unis ne sauraient les voir avec satisfaction se réorganiser en qualité d'ennemis militaires ou politiques de l'Union sur la rive opposée du Rio-Grande.

Le soussigné saisit cette occasion, etc. *Signé : JOHN BIGELOW.*

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, le 7 août 1865.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 1^{er} août. Vous m'y signalez certains projets de colonisation au Mexique, qui seraient conçus dans des intentions hostiles au Gouvernement des États-Unis, et vous désirez savoir s'il est vrai que l'empereur Maximilien et la France prêtent leur appui à ces entreprises.

Nous serons toujours prêts, Monsieur, à répondre loyalement aux demandes d'explications qui nous viendront d'un pays allié, lorsqu'elles seront inspirées par un esprit de conciliation, présentées sur un ton amical, et fondées sur des documents réguliers ou des faits positifs. Mais je dois ajouter que l'Empereur est résolu à repousser toute interpellation qui nous serait faite sur un ton comminatoire, à propos de vagues allégations et sur la foi de pièces d'un caractère équivoque.

Vous comprendrez, Monsieur, qu'il ne m'appartient pas de vous fournir des éclaircissements sur les spéculations de tel ou tel individu émigré au Mexique. Mais ce que je sais des intentions du Gouvernement mexicain me permet de vous dire qu'il se propose de ne laisser pénétrer sur son territoire les émigrants des États du Sud qu'individuellement et sans armes. Ils recevront les secours que l'humanité exige, mais ils seront aussitôt disséminés dans les provinces de l'Empire et devront, dans leur conduite, s'abstenir de tout ce qui pourrait éveiller la juste susceptibilité des nations voisines. Au reste, j'ai lieu de croire que ces dispositions de l'Empereur Maximilien sont, à l'heure qu'il est, aussi connues du Cabinet de Washington qu'elles le sont de nous-mêmes.

Quant à la France, elle a, Monsieur, en plusieurs occasions et avec une entière franchise, témoigné sa résolution d'observer dans toutes les

questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser l'Union, une impartiale et scrupuleuse neutralité. Nous n'avons à offrir, comme gage de nos intentions, que notre parole; mais nous estimons que la parole de la France est une garantie qui doit suffire à une puissance amie, de même que nous nous contentons de la parole que le Gouvernement fédéral nous a donnée de conserver fidèlement la neutralité à l'égard des affaires du Mexique. Je me plais à rappeler ici, Monsieur, les assurances que j'ai eu la satisfaction de recevoir de vous à ce sujet, particulièrement dans votre lettre du 12 juin dernier, et que j'ai consignées dans ma réponse en date du 17 du même mois. Je m'en remets avec confiance aux sentiments dont vous avez été l'interprète, et, bien que certaines manifestations récentes puissent paraître difficiles à concilier avec ces déclarations, Sa Majesté n'hésite pas à se reposer toujours sur la loyauté du peuple américain.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 17 août 1865.

Monsieur le Marquis, M. le Ministre des États-Unis m'a adressé, le 1^{er} de ce mois, la note dont vous trouverez la copie ci-annexée. Dans la réponse, également ci-jointe en copie, que, par ordre de l'Empereur, j'ai faite à cette communication, j'ai dû déclarer à M. Bigelow que, toujours prêts à répondre aux demandes d'explications qui nous seraient présentées d'une manière amicale, il ne nous conviendrait pas de nous prêter à des interpellations formulées sur un ton comminatoire, à propos d'allégations vagues et sur la foi de documents équivoques. J'ai pris texte en même temps de la communication de M. le Ministre des États-Unis pour rappeler qu'observateur d'une scrupuleuse neutralité dans toutes les questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser l'Union américaine, nous étions en droit de compter sur l'exacte et loyale réciprocité qui nous a été promise de sa part à l'égard des affaires du Mexique. Nous y comptons, en effet, et cependant nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'il devient difficile de concilier certains faits et certaines manifestations récentes, dont nous ne pouvons méconnaître le caractère, avec les assurances que nous avons reçues.

Nous savons que notre expédition, ses conséquences, l'établissement d'une monarchie au Mexique, ont été vus avec déplaisir aux États-Unis; on nous l'a dit et nous l'avons regretté. Mais un déplaisir ne

constitue pas un grief, un sentiment ne crée pas un droit, et la paix du monde serait exposée à de continuels dangers, si, dans ses relations avec ses voisins, chaque État se conduisait uniquement au gré de ses convenances ou de ses préférences. Dans un pays libre par excellence comme les États-Unis, on doit savoir que la liberté et le droit de chacun, État ou individu, ont pour limite la liberté et le droit d'autrui.

Je n'ai plus à justifier notre expédition du Mexique. Obligés de nous faire justice à nous-mêmes, nous sommes aliés chercher à Mexico les satisfactions qui nous étaient obstinément refusées. Nous obéissions à une nécessité de la même nature que celle qui avait conduit à une autre époque les armes américaines dans la capitale du Mexique. L'Union a usé des droits de la victoire dans toute leur plénitude en s'annexant un nouvel État. La France ne va pas aussi loin; nous sortirons du Mexique sans y avoir acquis un ponce de terre, et sans nous y réserver aucun avantage qui ne soit commun à toutes les Puissances. Après nos déclarations si formelles à cet égard, et les démentis catégoriques que nous avons opposés aux allégations contraires, nous sommes dispensés de répondre aux bruits persistants de cessions territoriales, à l'aide desquels on s'efforce aux États-Unis d'entretenir contre nous les susceptibilités. Le simulacre de Gouvernement auquel nous faisons la guerre a disparu à notre approche. Loin de prétendre disposer du pays, nous l'avons invité et encouragé à disposer de lui-même.

Dans une communication qu'il me faisait l'honneur de m'adresser le 12 juin dernier, M. Bigelow voulait bien reconnaître que le succès des institutions républicaines dans l'Amérique espagnole n'avait pas été tel qu'il pût encourager les États-Unis à tenter de les y propager autrement que par leur exemple, et qu'enfin un Gouvernement quelconque qui serait acceptable pour les Mexicains satisferait les États-Unis. On n'a pas dû s'étonner, dès lors, que le Mexique, éclairé par une désastreuse expérience, cherchât, sous un régime mieux adapté à ses instincts, à sortir du chaos anarchique où l'avait plongé l'interminable série de ses révolutions.

Un mouvement s'est produit dans le sens des idées monarchiques, en faveur d'un prince libéral, appartenant à une dynastie, illustre assurément entre toutes, mais qu'aucun lien ne rattache à nous, et que nous venions précisément de combattre. L'archiduc Maximilien, appelé par les suffrages du pays et proclamé Empereur, exerce aujourd'hui les droits souverains qui lui ont été conférés par la nation mexicaine. Aucun autre pouvoir constitué n'existe sur le sol du Mexique. Un ancien président, fuyant de village en village, n'est pas plus un chef de Gouvernement que quelques bandes de guérillas.

pillant et battant les routes, ne sont des armées. Le Cabinet de Washington peut-il ignorer cet état de choses ? Il a, pendant quatre ans, contesté lui-même les caractères d'un pouvoir régulier au Gouvernement qui résidait à Richmond. Ne nous est-il pas permis de demander à quels signes il reconnaît dans la personne de M. Juarez les attributs de la souveraineté ?

Notre droit, résultant de nos intérêts lésés, nous a conduits au Mexique. Nous ne voulons pas laisser derrière nous l'anarchie, parce que nous ne voulons pas avoir de nouvelles injures à venger, des intérêts de nouveaux compromis à défendre. Nous avons déjà ramené quelques-unes de nos troupes, et nous les rappellerons toutes graduellement au fur et à mesure du rétablissement de l'ordre et de la pacification du pays. Nous hâtons de nos vœux les plus sincères le jour où le dernier soldat français quittera le Mexique. Ceux que notre présence inquiète ou importune peuvent contribuer à rapprocher ce moment. Il n'est pas douteux que les excitations du dehors n'y entretiennent l'agitation. Que ces encouragements cessent, qu'on laisse ce malheureux pays, fatigué d'anarchie, s'apaiser et s'organiser sous un Gouvernement réparateur ; l'ordre et la tranquillité s'y feront bientôt, et le terme assigné à notre occupation en sera très-avancé. Mais on doit savoir que nous n'avons pas l'habitude de hâter notre pas sur des injonctions hautaines ou des insinuations comminatoires.

Vous voudrez bien, Monsieur le Marquis, vous inspirer de cette dépêche et porter ces explications à la connaissance du Gouvernement fédéral. Elles ont pour but et nous désirons qu'elles aient pour effet d'éclaircir les situations et de dissiper tous les doutes sur nos intentions, s'il en était besoin. Nous espérons qu'il y sera répondu dans le même esprit de franchise et de conciliation qui nous les a dictées. Il n'est pas digne de deux grands peuples de laisser subsister entre eux des équivoques, et leurs Gouvernements encourraient un jugement sévère devant l'histoire et une grave responsabilité dans le présent, si, faute de s'être préalablement expliqués, ils livraient au hasard des circonstances et à l'imprévu des incidents le maintien de leurs bons rapports et la conservation de la paix. Confians dans le bon sens loyal du peuple américain et dans la sagesse éclairée de son Gouvernement, nous ne voulons pas croire que les entraînements passagers puissent prévaloir contre la communauté des vieux souvenirs, des intérêts présents et des perspectives d'avenir, base vraiment solide et durable de l'alliance des deux pays.

Recevez, etc,

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 17 août 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez adressée, à la date du 18 juillet, pour m'annoncer que la mission confiée à M. Degollado par le Gouvernement mexicain avait complètement échoué et que le Président, en refusant de recevoir la lettre de l'Empereur Maximilien dont cet envoyé était porteur, avait décliné tous rapports avec lui. J'ai naturellement remarqué que M. le secrétaire d'État, en vous notifiant cette décision, en avait pris prétexte pour affirmer l'intention du Cabinet de Washington de continuer à ne reconnaître au Mexique que la République mexicaine et son Président M. Juarez. Si cette déclaration du Gouvernement fédéral est regrettable à tous égards, il ne l'est pas moins de l'avoir provoquée par une tentative au moins prématurée. Le Cabinet de Mexico aurait dû, avant de s'engager dans une démarche de ce genre, s'assurer de l'opportunité et des chances de succès de ses ouvertures, en s'éclairant mieux sur les dispositions dans lesquelles elles seraient accueillies à Washington. Il aurait évité ainsi de s'attirer une réponse désobligeante et de faire naître un incident fâcheux à tous les points de vue.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 2 septembre 1865.

Monsieur le Marquis, je n'avais pas eu l'occasion d'avoir un entretien officiel avec M. le Ministre des États-Unis depuis ma réponse, en date du 7 août, à sa précédente communication. M. Bigelow m'a fait l'honneur de venir me voir hier. Il n'avait pas, m'a-t-il dit, l'intention de répliquer à ma lettre, laissant ce soin à son Gouvernement, s'il jugeait opportun de le faire. Il tenait toutefois à me dire que, personnellement désireux de contribuer au maintien des relations amicales des deux pays, il répudiait toute intention d'introduire dans leurs rapports aucune irritation ; qu'en mettant sous mes yeux des documents dont l'authenticité ne pouvait pas être douteuse pour lui, il n'avait pensé qu'à provoquer entre nous de franches explications, et qu'il croyait ne s'être pas écarté, dans la note qu'il m'avait adressée le 1^{er} août, des égards que se doivent, dans toute discussion, les organes de Gou-

vernements qui se respectent et s'honorent mutuellement. J'ai répondu à M. Bigelow que, rendant pleinement justice à ses intentions, je n'avais jamais songé à impliquer sa personne dans un débat officiel entre nos deux Gouvernements. Il avait accompli son devoir en me remettant la communication qu'il était chargé de me faire, j'avais rempli le mien en y répondant au nom du Gouvernement de l'Empereur. J'avais, de mon côté, la conscience de ne m'être point inspiré, dans cette circonstance, d'une susceptibilité exagérée. Ayant dû placer sous les yeux de Sa Majesté et de ses Ministres, mes collègues, la note de M. Bigelow du 1^{er} août, c'était leur impression unanime que j'avais traduite dans la réponse que j'y ai faite. Nous ne pouvions admettre, en effet, cette mise en demeure hautaine, étayée sur des documents dont je ne veux pas discuter l'origine, mais dont j'ai dénié absolument la valeur diplomatique. J'ai ajouté que je ne refuserais jamais de prendre connaissance de toutes pièces que M. le Ministre des États-Unis voudrait bien me communiquer à titre confidentiel et comme éléments d'information sur des faits à éclaircir, intéressant les relations des deux pays. Il me trouverait, au contraire, toujours prêt à lui fournir les explications qu'il pourrait désirer, ou réclamer, soit de S. Exc. M. le Ministre de la guerre, soit du Gouvernement mexicain, le complément de renseignements qui me serait nécessaire pour répondre à ses demandes.

La conversation épuisée sur ce point, M. Bigelow m'a entretenu de la disposition générale des esprits aux États-Unis en ce qui touche les affaires du Mexique, et de la nécessité où se trouve le Gouvernement fédéral de maintenir la question intacte jusqu'à la réunion du prochain congrès, dont il ne saurait préjuger ni engager à l'avance la politique et les résolutions. Il m'a lu des extraits d'une dépêche qu'il avait reçue récemment de M. Seward. M. le Secrétaire d'État approuve le langage de M. le Ministre des États-Unis à Paris en ce qui concerne les belligérants, mais il ne le trouve pas assez explicite quant aux dispositions du peuple américain à l'égard des affaires du Mexique. M. Seward craint qu'on ne puisse inférer que ce peuple et son Gouvernement seraient indifférents à l'avenir des institutions républicaines en Amérique, et plus particulièrement au Mexique. Tel n'est point le sentiment des États-Unis, et M. le Secrétaire d'État exprime la confiance que les nations américaines continueront à prospérer sous le régime républicain. Au Mexique notamment, il désire et il espère voir cette forme de gouvernement se perpétuer et se consolider. Il n'en reconnaît pas d'autre, et le Gouvernement de ce pays est toujours à ses yeux personnifié dans le président Juarez. Il reconnaît un état de guerre existant entre la France et la République mexicaine : il n'a pas à en examiner les causes ni à émettre une opinion sur les griefs qui

l'ont amené, et le Gouvernement fédéral est résolu à observer une stricte neutralité entre les belligérants; mais il espère que, la guerre terminée, les institutions républicaines lui survivront au Mexique.

J'ai répondu à M. le Ministre des États-Unis qu'il ne saurait me convenir d'entrer dans une dissertation dogmatique sur les mérites comparés des institutions monarchiques et républicaines, mais que je ne pouvais assez m'étonner de voir méconnaître à ce point les faits existants et l'incontestable autorité légale qu'ils ont reçue des libres suffrages de la nation mexicaine. Le temps, la réflexion et le bon sens du peuple américain triompheraient, je n'en doutais pas, de ces préventions systématiques. Il ne m'était pas possible, cependant, de ne pas opposer une protestation formelle aux assertions de M. le Secrétaire d'État, persistant à considérer M. Juarez et ses bandes errantes, non-seulement comme un belligérant, mais encore comme le chef reconnu d'un Gouvernement régulier. Je ne pouvais ici me défendre d'un rapprochement qui se présentait de lui-même à l'esprit. Lorsque nous avons reconnu aux États du Sud le caractère de belligérants, le Gouvernement fédéral le leur a énergiquement contesté, et cependant un pouvoir constitué résidait à Richmond; il était obéi sur de vastes territoires, levait des impôts, était défendu par de nombreuses et vaillantes armées commandées par des chefs renommés : c'était bien là un belligérant, nous avons constaté le fait sans aller pourtant jusqu'à reconnaître le Gouvernement qui faisait mouvoir ces forces imposantes, et sans entrer en relations avec lui. Or, je cherchais vainement, je l'avoue, la trace d'une situation analogue au Mexique. J'y voyais un ancien président, fuyant de village en village, et, je le répète, je me demandais par quelle méprise on peut le supposer encore investi, non-seulement des droits d'un belligérant, mais encore des attributs d'un chef de gouvernement.

A cet égard, du reste, nous n'avons pas à discuter l'opinion ni les préférences du Gouvernement des États-Unis. Ce dont il nous importe de prendre acte, et c'est ce que j'ai fait vis-à-vis de M. Bigelow, c'est de sa déclaration que, reconnaissant deux belligérants au Mexique, le Cabinet de Washington entend rester étranger à leur querelle et observer entre eux une exacte neutralité. Il a toutefois appelé mon attention sur les préoccupations que causent à son Gouvernement les relations qu'il suppose avoir existé, ou exister encore, entre certains chefs confédérés et quelques-unes des autorités mexicaines : C'est du Texas que pourrait venir les tentatives pour troubler de nouveau l'Union américaine, et l'opinion publique, déjà en défiance, se tromperait facilement sur de simples apparences et s'irriterait profondément, si elle pouvait croire que de semblables tentatives se seraient organisées au Mexique, grâce au concours ou à la tolérance des agents

du Gouvernement existant à Mexico. Il était donc nécessaire d'apporter de part et d'autre une grande prudence, de vider, par de loyales explications, tous les incidents qui viendraient à se produire, pour les empêcher de s'envenimer et pour éloigner ainsi des occasions plus graves de conflits. J'ai répondu à M. Bigelow que le Gouvernement de l'Empereur Maximilien avait été au-devant du vœu qu'il m'exprimait, en prescrivant la plus grande circonspection et la plus exacte surveillance à ses autorités militaires sur la frontière du Texas; qu'on devait en être informé à Washington; que, quant à nous, nous n'avions pas cessé de recommander au Gouvernement mexicain de tenir rigoureusement la main à l'exécution de ces prévoyantes et loyales prescriptions, et d'y veiller nous-mêmes en ce qui nous concernait. J'ai ajouté que les observations de M. Bigelow, dont je reconnaissais la sagesse, me fournissaient une occasion, que je saisisais volontiers, de renouveler à Mexico nos recommandations et nos conseils sur ce point important.

Dans le cours de notre entretien, M. Bigelow m'a demandé si l'état des choses au Mexique et les résultats obtenus nous permettaient d'augurer favorablement de la consolidation du régime nouveau, et de prévoir le moment où nous pourrions le laisser à lui-même et retirer nos troupes. Je lui ai répondu que nous envisagions avec confiance l'avenir de la monarchie mexicaine; qu'il m'était impossible de préciser le temps où notre appui cesserait de lui être nécessaire, mais que les progrès accomplis dans l'organisation du pouvoir et dans le rétablissement d'un ordre plus régulier nous avaient déjà permis de rappeler quelques troupes; qu'on devait savoir que notre plus vif désir était de les rappeler toutes le plus promptement possible; mais en même temps on ne devait pas ignorer que nous étions décidés à ne quitter le Mexique qu'après y avoir assuré le règlement des intérêts qui nous y ont amenés, et nous être prémunis contre le retour des désordres et des violences dont, comme d'autres, nous avons eu trop souvent à demander compte aux Gouvernements antérieurs. Ainsi que je vous le disais, Monsieur le Marquis, dans une précédente dépêche, et je l'ai répété à M. Bigelow, le Gouvernement fédéral peut beaucoup contribuer à hâter le moment où le dernier soldat français quittera le sol du Mexique.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 12 septembre 1865.

Monsieur, j'ai reçu la note que Votre Excellence m'a écrite le 7 du mois dernier en réponse à la communication que j'ai eu l'honneur de lui

adresser le 1^{er} du même mois, relativement aux prétendus projets du docteur Gwin et de ses associés à Mexico.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la copie ci-jointe d'une dépêche que je viens de recevoir de mon Gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

ANNEXE.

M. Seward, secrétaire d'État, à M. Bigelow.

Washington, le 24 août 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre en date du 10 août, ainsi que la correspondance que vous avez échangée avec M. Drouyn de Lhuys au sujet des prétendus projets du docteur Gwin et de ses associés à Mexico.

Je suis heureux de vous dire, d'après des informations que j'ai tout lieu de croire authentiques et qui me sont parvenues du Mexique pendant que vous échangez votre correspondance avec M. Drouyn de Lhuys, que les spéculations projetées sont probablement abandonnées. Je suis non moins heureux de voir que M. Drouyn de Lhuys, dans la communication qu'il vous a adressée le 7 août, nous assurait que ces entreprises, si elles avaient un caractère hostile aux États-Unis, seraient désapprouvées par les autorités de Mexico, dirigées par l'Empereur des Français, ou agissant en coopération avec lui. J'ai vu avec regret que M. Drouyn de Lhuys avait blâmé, dans le fond et dans la forme, la réclamation que vous lui avez adressée et qui a motivé la communication citée précédemment. Dans ces circonstances je crois devoir dire que votre réclamation était conforme aux instructions qui vous ont été adressées par ce département et que nous n'y avons rien trouvé à critiquer. Ces instructions vous ont été adressées dans la pensée qu'il était nécessaire de faire attention, dans une juste mesure, aux rumeurs qui étaient alors en circulation sur le projet du docteur Gwin et de ses associés à Mexico, afin de prévenir des difficultés et de calmer des craintes qui auraient pu altérer les bons rapports existant entre les États-Unis et la France. Le Président est reconnaissant d'avoir reçu de M. Drouyn de Lhuys une nouvelle assurance de la résolution de l'Empereur d'observer une impartiale et scrupuleuse neutralité dans toutes les questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser les États-Unis.

Je suis, etc.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 18 octobre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai eu plusieurs fois l'occasion, depuis deux mois, de vous entretenir des dispositions du Gouvernement de l'Empereur concernant la durée de l'occupation française au Mexique. Je vous disais, dans une dépêche du 17 août, que nous appelions de nos vœux les plus sincères le jour où le dernier soldat français quittera ce pays, et que le Cabinet de Washington pouvait contribuer à en rapprocher le moment. Le 2 septembre, je vous déclarais de nouveau que notre plus vif désir était de retirer notre corps auxiliaire aussitôt que la situation le permettrait. Enfin, reprenant les mêmes idées avec plus de développement dans une lettre particulière du 10 du même mois, j'ajoutais qu'il dépendait beaucoup des États-Unis de faciliter le départ de nos troupes en adoptant envers le Gouvernement mexicain une attitude amicale qui aiderait à l'affermissement de l'ordre et dans laquelle nous pourrions trouver des motifs de sécurité pour les intérêts qui nous ont obligés à porter nos armes au delà de l'Atlantique.

Nous serions prêts à rechercher, dès à présent, les bases d'une entente à ce sujet avec le Cabinet de Washington, et je tiens à vous exposer aujourd'hui tout entière la pensée du Gouvernement de Sa Majesté.

Ce que nous demandons aux États-Unis, c'est d'être assurés que leur volonté n'est pas de nuire à la consolidation du nouvel état de choses fondé au Mexique, et la meilleure garantie que nous puissions avoir de leurs intentions serait la reconnaissance de l'Empereur Maximilien par le Gouvernement fédéral.

L'Union américaine ne saurait, ce nous semble, être retenue par la différence des institutions, car elle est en rapports officiels avec toutes les Monarchies de l'Europe et du Nouveau-Monde. Il est conforme à ses principes en matière de droit public d'envisager la royauté élevée au Mexique pour le moins comme un Gouvernement de fait, sans s'attacher ni à sa nature ni à son origine, consacrée d'ailleurs par le suffrage du pays : et, en agissant ainsi, le Cabinet de Washington ne ferait que s'inspirer de ces sentiments de sympathie que le Président Johnson présentait récemment au nouvel envoyé du Brésil comme devant guider la politique de l'Union envers les jeunes États du continent américain.

Le Mexique, à la vérité, est encore occupé aujourd'hui par l'armée française, et nous prévoyons que cette objection sera levée. Mais la

reconnaissance de l'Empereur Maximilien par les États-Unis aurait, dans notre opinion, assez d'influence sur l'état intérieur du pays, pour nous permettre de tenir compte de leurs susceptibilités à cet égard, et si le Cabinet de Washington se décidait à nouer des relations diplomatiques avec la Cour de Mexico, nous ne ferions pas de difficulté de prendre des arrangements pour rappeler nos troupes dans un délai raisonnable dont nous pourrions consentir à fixer le terme.

En raison du voisinage et de l'immense étendue des frontières communes, l'Union est intéressée plus qu'aucune autre Puissance à ce que ses échanges avec le Mexique soient placés sous la sauvegarde de stipulations en harmonie avec les besoins mutuels. Nous emploierions volontiers nos bons offices pour faciliter la conclusion d'un traité de commerce qui cimenterait le rapprochement politique dont je viens de vous faire connaître les bases.

Par ordre de l'Empereur, je vous invite à instruire M. Seward des dispositions du Gouvernement de Sa Majesté. Vous êtes autorisé, si vous le jugez utile, à lui donner lecture de cette dépêche.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 18 octobre 1865.

Monsieur le Marquis, l'Empereur vous recommande très-particulièrement l'affaire que je traite dans ma dépêche en date d'aujourd'hui. En vous écrivant cette dépêche, je suis entré dans une voie que M. Bigelow m'a ouverte lui-même, il y a quelques jours. A la suite d'une conversation engagée sur d'autres sujets, ce Ministre m'a demandé, en son nom personnel, et sans préjuger l'opinion de son Gouvernement, si je ne pensais pas que la reconnaissance de l'Empire mexicain par les États-Unis pût faciliter et hâter le rappel de nos troupes. Les instructions que je vous adresse sont la réponse à cette question.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 26 novembre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai eu récemment, avec M. Bigelow, une conversation dont je crois utile de vous faire connaître la substance.

Dans le cours de cet entretien, M. le Ministre des États-Unis a énuméré les raisons pour lesquelles le Cabinet de Washington ne songe point à établir de relations diplomatiques avec le Gouvernement mexicain. L'origine de ce Gouvernement, l'antagonisme entre sa forme et les institutions républicaines du pays voisin, enfin le peu de progrès que ferait l'Empereur Maximilien dans la confiance et l'affection de ses sujets, tels sont les trois motifs qui s'opposent, suivant M. Bigelow, au rapprochement que nous désirons. Le représentant du Gouvernement fédéral a critiqué en même temps certaines mesures adoptées au Mexique. Il m'a cité, notamment, le décret relatif à la répression du brigandage, et un autre concernant l'introduction des noirs; puis il m'a parlé des interprétations fâcheuses auxquelles pouvaient donner lieu les honneurs accordés à la famille d'Iturbide, et il m'a exprimé les sentiments peu favorables que l'ensemble de ces différentes résolutions inspirait au peuple américain.

Bien que la majeure partie de cette thèse ne fût pas nouvelle, j'ai cru devoir y répondre. Je ne veux pas, ai-je dit à M. Bigelow, revenir une fois de plus sur les causes qui ont déterminé l'expédition du Mexique. Ces causes sont les mêmes que celles qui amenèrent, il y a plusieurs années, le drapeau fédéral à Mexico. Une double question d'intérêt et de dignité nous a contraints de recourir à la voie des armes, après avoir inutilement épuisé tous les autres moyens de faire rendre justice à nos nationaux. Ne trouvant dans l'administration de M. Juarez ni réparations pour le passé, ni garanties pour l'avenir, nous nous sommes félicités de voir le peuple mexicain se donner un autre gouvernement, et, fidèles aux maximes de notre droit public, nous avons applaudi à une manifestation de la volonté nationale. Notre armée n'a pas exercé la moindre pression sur ce grand acte, et le nouveau gouvernement une fois établi, nous nous sommes fait une loi absolue du respect de son indépendance.

La forme monarchique, loin de constituer une innovation, a sa racine dans les traditions du pays, et l'autre système de gouvernement n'a pas assuré à la nation mexicaine assez de force, de bien-être et de stabilité pour qu'on puisse la blâmer de la résolution qu'elle a prise. Nous ne contestons pas ce que les institutions républicaines ont donné de grandeur et de prospérité aux États-Unis; mais il n'y a rien d'ab-

solu en politique, et tel gouvernement qui convient à un pays ne convient pas à un autre. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y avait au Mexique, avant le nouveau règne, que désordres et anarchie. Le Cabinet de Washington n'a-t-il pas été le premier à se plaindre de cette situation violente et troublée? Son intérêt, comme celui de toutes les autres Puissances, n'était-il pas de voir s'établir dans cette contrée un ordre de choses plus normal et plus en harmonie avec les conditions de vitalité des sociétés modernes? La forme monarchique n'est pas plus incompatible avec la dignité des États-Unis qu'un Empire au Brésil. Il y a d'ailleurs en cette matière un principe qui domine tous les autres, c'est la liberté qui appartient à chaque nation de choisir son régime politique, et les États-Unis ont un trop juste sentiment de leur propre indépendance pour vouloir mettre des entraves à celle de leurs voisins.

Quant au degré de confiance et d'affection que la nation mexicaine ressent pour son souverain, les rapports qui nous parviennent ne concordent pas avec ceux que reçoit le Cabinet de Washington. J'apprends en effet que le nouveau Gouvernement se consolide chaque jour davantage, que Juarez dont le mandat légal vient d'expirer ne représente plus rien, même aux yeux de ses rares partisans; que changeant constamment de résidence, n'ayant ni armée, ni finances, ni administration, il n'est, en droit comme en fait, revêtu d'aucun des caractères qui constituent un chef d'État. L'Empereur Maximilien peut-il, dans de pareilles conditions, accorder aux bandes qui tiennent encore la campagne les droits de belligérants? Le Gouvernement fédéral n'a-t-il pas contesté cette qualité aux Confédérés du Sud? Et cependant la Confédération avait un vaste territoire, des pouvoirs partout obéis, des généraux d'un rare talent, des armées dont les troupes fédérales n'ont pu vaincre la résistance qu'à force de patience et de courage. La prétendue autorité de Juarez n'est au contraire qu'une fiction. Où est le siège de son Gouvernement? Qui sait le nom de ses fonctionnaires ou de ses officiers? Quelle est la province, quelle est la ville qui lui est soumise? Où trouve-t-on des traces régulières de son administration? Qu'en reste-t-il, sinon quelques bandes indisciplinées ne vivant que de brigandage? Si aujourd'hui les débris des armées du Sud formaient des guérillas parcourant le territoire fédéral, les États-Unis s'aviseraient-ils de les traiter comme des belligérants? Dans une pareille situation, il ne s'agit pas de loi internationale; il n'y a plus qu'une question intérieure, et le premier devoir d'un Gouvernement bien organisé c'est de maintenir l'ordre dans le pays.

En ce qui touche la famille d'Iturbide, je n'ai pas à discuter les raisons qui ont pu motiver la décision toute spontanée de l'Empereur Maximilien. Sans doute il aura voulu relever de l'obscurité un nom

jadis illustre, et sa résolution lui aura été inspirée par un sentiment de bienveillance et par le respect des souvenirs historiques de la nation mexicaine. Je rappellerai d'ailleurs en passant qu'il est inexact que des droits de succession aient été conférés au jeune Iturbide.

Au surplus, si certaines mesures adoptées à Mexico provoquent la critique du Cabinet de Washington, ce n'est pas à nous qu'on doit en demander compte. Autonome et indépendant, le Gouvernement mexicain répond de ses actes. Il est vrai que nos troupes sont encore au Mexique; mais l'appui que nous prêtons à l'Empereur Maximilien ne constitue en aucune sorte un lien de vassalité.

En vous adressant ce résumé de mon entretien avec M. Bigelow, j'ai voulu, Monsieur le Marquis, à la veille de l'ouverture du Congrès, vous mettre en mesure de rectifier les appréciations erronées qui pourraient se produire autour de vous, et je vous autorise à faire usage de la présente dépêche dans vos conversations avec M. Seward et avec les personnages politiques de l'Union.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 8 décembre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu la dépêche dans laquelle vous me rappelez l'entretien que vous avez eu avec M. Seward, relativement à la nomination du général Logan en qualité de ministre des États-Unis près la République mexicaine, et les explications que M. le Secrétaire d'État a jugé nécessaire de vous donner au sujet de cette mesure, pour en atténuer la fâcheuse impression. Nous ne saurions dissimuler notre regret de la détermination qu'a prise le Gouvernement fédéral, et les opinions publiquement manifestées par le général Logan sur notre expédition au Mexique nous la font paraître plus inopportune encore. Le Gouvernement de l'Empereur, lorsqu'il a étendu au Mexique la protection qu'attendent de lui tous ses nationaux, n'a poursuivi que l'accomplissement d'une impérieuse obligation; il devait à la fois assurer aux intérêts français de légitimes réparations pour le passé et des garanties pour l'avenir. Cette tâche une fois remplie, son action sera dégagée, car aucune arrière-pensée de conquête ou de domination ne retiendra nos armes au delà de l'Océan. Il serait donc pénible de voir qu'au moment où nous recherchons les moyens de rapprocher le terme de notre expédition, des malentendus vinssent compromettre nos relations traditionnelles avec les États-Unis, et que

d'une situation essentiellement transitoire pût naître un sérieux péril pour les intérêts permanents qui unissent les deux peuples.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Le marquis de Montholon à M. Drouyn de Lhuys.

Washington, le 11 décembre 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai remis, le 30 novembre, à M. le Secrétaire d'État copie et traduction de la dépêche de Votre Excellence du 18 octobre dernier. J'ai l'honneur de mettre aujourd'hui sous vos yeux la note que vient de m'adresser à ce sujet M. le Secrétaire d'État. Je me suis borné à lui répondre qu'elle m'était exactement parvenue, et que je ne manquerais pas de la soumettre immédiatement à l'appréciation du Gouvernement de l'Empereur dont j'attendrais les instructions pour en discuter le contenu.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MONTHOLON.

ANNEXE.

M. Seward au marquis de Montholon.

Washington, le 6 décembre 1865.

Monsieur, ayant fait connaître au Président les vues de l'Empereur sur les affaires mexicaines que vous m'avez communiquées le 30 novembre, j'ai maintenant l'honneur de vous informer des dispositions du Gouvernement fédéral par rapport au même objet. Il me paraît néanmoins convenable de vous dire tout d'abord que ce que j'ai à vous communiquer a déjà été porté à la connaissance de M. Bigelow, en l'autorisant à en faire part à M. Drouyn de Lhuys.

Le sens des suggestions de l'Empereur, lorsqu'on les réduit à une forme pratique, semble être que la France est disposée à se retirer du Mexique aussitôt qu'elle le pourra, mais qu'elle ne saurait le faire sans inconvénient avant d'avoir reçu des États-Unis l'assurance de dispositions amicales ou tolérantes envers le pouvoir qui s'est approprié (*assumed*) la forme impériale dans la ville capitale de Mexico. Le Président est heureux des assurances que vous lui donnez ainsi des bonnes dispositions du Gouvernement français. Je regrette

toutefois d'être obligé de vous dire que la condition mise en avant est une de celles qui nous semblent complètement impraticables.

Il est incontestablement vrai que la présence de forces étrangères dans une contrée limitrophe ne peut, en toutes circonstances, que nous causer malaise et inquiétude. Cela nous entraîne à des dépenses gênantes, sans parler des dangers d'une collision. Néanmoins, je ne puis que déduire de la teneur de votre communication que la principale raison du mécontentement qui existe aux États-Unis à l'égard du Mexique n'est pas pleinement appréciée par le Gouvernement de l'Empereur. La raison principale n'en est pas qu'il y ait au Mexique une armée étrangère, encore moins, que cette armée soit française. Nous reconnaissons à toute nation souveraine le droit de faire la guerre à une autre, pourvu que cela n'empiète pas sur nos droits, ou ne menace pas notre sécurité ou notre influence. La cause réelle de notre mécontentement national est que la présence actuelle d'une armée française au Mexique est une atteinte à l'existence d'un Gouvernement indigène républicain qui y a été fondé par le peuple, et pour lequel les États-Unis n'ont cessé d'avoir les sympathies les plus vives ; et que cette armée y est allée dans le but avoué de détruire ce Gouvernement républicain et d'établir sur ces ruines un Gouvernement monarchique étranger dont l'existence au Mexique, aussi longtemps qu'elle y sera tolérée, ne saurait être regardée par le peuple des États-Unis que comme étant préjudiciable et menaçante pour les institutions républicaines qu'il s'est données et auxquelles il reste profondément attaché.

J'admets que les États-Unis ne se croient pas appelés à entreprendre une guerre de propagande républicaine dans toutes les parties du monde, et même sur ce continent. Nous avons assez de foi dans le succès futur de la cause républicaine sur ce continent, par le seul fait de ses effets moraux et matériels, pour que cela nous engage à ne pas nous départir de l'état de choses que nous avons trouvé ici, alors que notre République recevait sa forme et son développement. D'un autre côté, nous avons constamment maintenu et nous nous croyons encore obligés de maintenir que le peuple de tout État du continent américain a le droit de s'assurer pour lui-même une forme de Gouvernement républicain, s'il le juge convenable, et que l'intervention de toute puissance étrangère, dans le but d'empêcher ledit peuple de jouir du bienfait des institutions qu'il s'est données de son propre gré, est injuste en droit et hostile dans ses effets à la forme libre et populaire du Gouvernement existant aux États-Unis. Nous trouverions injuste aussi bien qu'imprudent de la part des États-Unis de chercher à renverser par la force les Gouvernements monarchiques d'Europe dans le dessein de les remplacer par des institutions répu-

blicaines. De même, il nous paraît inadmissible que les Gouvernements européens prétendent intervenir dans les États situés sur ce continent dans l'intention de détruire les institutions républicaines pour y substituer des monarchies et des empires.

Ayant ainsi franchement défini notre position, je sou mets la question à l'appréciation de la France, en souhaitant sincèrement que cette grande nation puisse trouver qu'il est incompatible avec ses véritables intérêts, de même qu'avec son honneur si haut placé, d'abandonner l'attitude agressive qu'elle a prise au Mexique, en se retirant en temps convenable et raisonnable, de manière à laisser au peuple mexicain la libre jouissance du système de gouvernement républicain qu'il s'est choisi, et auquel il a donné des preuves d'attachement qui ont paru aux États-Unis aussi décisives et concluantes qu'elles ont été touchantes. Il conserve d'autant plus l'espoir d'arriver à une telle solution de la difficulté, qu'en tout temps, jusqu'aux quatre dernières années, lorsque l'on demandait à un homme d'État ou à un citoyen américain quel était le pays d'Europe qui avait, à ses yeux, le moins de chances de jamais s'aliéner l'affection des États-Unis, la réponse était aussitôt : la France.

L'amitié de la France a toujours été considérée par le peuple américain comme importante et comme lui étant particulièrement agréable. Tout citoyen américain la regarde comme étant non moins importante et désirable pour l'avenir que pour le passé.

Le Président sera heureux de connaître l'accueil qui aura été fait par l'Empereur aux suggestions contenues dans cette note.

Je suis, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 26 décembre 1865.

Monsieur le Marquis, j'ai lu avec intérêt le message que Son Excellence M. le Président Johnson a adressé au Congrès des États-Unis, et dont vous m'avez fait parvenir un exemplaire. Mon attention s'est portée plus spécialement sur les parties de ce document qui pouvaient avoir trait aux questions intéressant à la fois la politique du Cabinet de Washington et la nôtre. M. Johnson, dans un passage qui semble faire allusion à notre expédition au Mexique, se livre à des considérations qu'il ne m'appartient pas de discuter ici, sur les vicissitudes des Constitutions monarchiques et républicaines dans les deux hémisphères. Je vous ferai simplement observer que la poursuite de nos

griefs contre le Mexique n'a aucune connexité avec l'existence, dans ce pays, de telle ou telle forme de gouvernement, et qu'elle n'a pu dépendre davantage d'une question de géographie. Si, au moment où nous exigeons pour nos nationaux de justes réparations, le pouvoir qui nous les refusait eût été une monarchie, cette circonstance ne nous eût certes pas fait renoncer à revendiquer notre droit, et en quelque partie du monde qu'habitât la nation qui eût lésé les intérêts français, la protection de l'Empereur, due à tous ses sujets, s'y fût de même légitimement étendue. Je ne puis croire que le premier magistrat ait eu la pensée d'élever des doutes sur des notions aussi évidentes.

Le même passage du manifeste présidentiel parle de « provocation qui obligerait le peuple américain à défendre le républicanisme contre l'intervention étrangère, » de « desseins hostiles à la forme de Gouvernement des États-Unis, » et enfin « d'agression de la part des Puissances européennes. » Nous ne pouvons nous sentir atteints par ces expressions, car elles ne s'appliquent en rien à la politique que nous avons suivie. Il serait superflu de vous rappeler que les sentiments de constante amitié, témoignés par l'Empereur envers les États-Unis, excluent toute hypothèse d'une provocation ou d'une agression de notre part. Quant à menacer la forme de gouvernement que ce pays s'est donnée, et que la France elle-même a contribué à fonder au prix de son sang, rien ne saurait être plus étranger qu'une pareille entreprise aux traditions et aux principes du Gouvernement impérial.

Je ne vois donc rien, dans le langage de M. Johnson, qui soit vraiment de nature à soulever des inquiétudes sur la durée des relations amicales entre la France et les États-Unis, et s'il règne quelque ambiguïté dans les termes employés à propos des questions qui préoccupent les deux peuples, d'autres parties du message, en fixant la portée des paroles du Président dissipent heureusement toute incertitude. La mise de l'armée fédérale sur le pied de paix et la réduction considérable de ses cadres, en même temps que la diminution des forces navales de l'Union, prouvent les intentions pacifiques du Cabinet de Washington, et l'annonce de ces mesures par M. le président Johnson est pour nous un gage de la confiance réciproque qui doit continuer à animer nos deux Gouvernements.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 9 janvier 1866.

Monsieur le Marquis, je vous avais chargé, par ordre de l'Empereur, de faire connaître au Cabinet de Washington les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur les affaires du Mexique, et vous avez, conformément à mes instructions, donné connaissance à M. Seward de la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire en date du 18 octobre. M. le Secrétaire d'État a répondu à cette dépêche par une communication qu'il a bien voulu vous adresser le 6 décembre, et dont je crois devoir reproduire ici les points principaux.

Suivant M. Seward, la présence d'une force étrangère dans une contrée voisine de l'Union ne saurait être qu'une cause de malaise et d'inquiétude. Cet état de choses entraîne pour le Gouvernement fédéral des dépenses gênantes et peut amener des collisions. Toutefois, le principal motif du déplaisir des États-Unis n'est pas qu'il y ait au Mexique une armée étrangère, encore moins que cette armée soit française. Le Cabinet de Washington reconnaît à toute nation souveraine le droit de faire la guerre, pourvu que l'usage de ce droit ne menace point la sécurité et la légitime influence de l'Union. Mais l'armée française est allée au Mexique, afin de renverser un Gouvernement national républicain et dans le but avoué de fonder sur ces ruines un Gouvernement monarchique étranger. M. Seward établit à ce sujet combien le peuple des États-Unis est attaché aux institutions qu'il s'est données, et repoussant toute idée de propagande en faveur de ces institutions, il réclame pour les divers peuples du Nouveau Monde le droit de s'assurer, selon leurs convenances, cette forme de Gouvernement. Il regarderait comme inadmissible que les puissances européennes intervinssent dans ces pays avec la pensée de détruire la forme républicaine pour y substituer des royaumes et des empires.

« Ayant ainsi franchement défini notre position, ajoute M. Seward, je sou mets la question au jugement de la France en souhaitant sincèrement que cette grande nation puisse trouver qu'il est compatible avec ses véritables intérêts, de même qu'avec son honneur si haut placé, d'abandonner l'attitude agressive qu'elle a prise au Mexique. »

M. Seward rappelle en terminant, comme une raison de son espoir d'arriver à une heureuse résolution, l'ancienne affection des États-Unis pour la France et le prix que tout citoyen américain a constamment attaché dans le passé et attache pour l'avenir à notre amitié.

Je n'ai pas manqué de placer cette communication sous les yeux de l'Empereur, et, après avoir mûrement examiné les considérations ex-

posées par M. Seward, le Gouvernement de Sa Majesté demeure convaincu que la divergence des vues entre les deux Cabinets est, avant tout, le résultat d'une appréciation erronée de nos intentions.

Notre expédition, ai-je besoin de le dire, n'avait rien d'hostile aux institutions des peuples du Nouveau-Monde, et encore moins assurément à celles de l'Union. La France ne saurait oublier qu'elle a contribué de son sang à les fonder, et au nombre des souvenirs glorieux que nous a légués l'ancienne monarchie, il n'en est pas un seul dont Napoléon I^{er} se soit montré plus fier, et que Napoléon III soit moins disposé à répudier. Si, d'ailleurs, nous eussions été dirigés par une pensée malveillante envers cette République, aurions-nous cherché, dès le principe, à obtenir le concours du Gouvernement fédéral, qui avait comme nous des réclamations à faire valoir? Aurions-nous observé la neutralité dans la grande crise que les États-Unis ont traversée? Et aujourd'hui, serions-nous disposés, comme nous le déclarons avec la plus grande franchise, à rapprocher autant qu'il nous sera possible le moment du rappel de nos troupes?

Notre unique but a été de poursuivre les satisfactions auxquelles nous avons droit, en recourant aux moyens coercitifs, après avoir épuisé tous les autres. On sait combien les réclamations des sujets français étaient nombreuses et légitimes. C'est en présence d'une série de vexations flagrantes et de dénis de justice éclatants que nous avons pris les armes. Les griefs des États-Unis étaient certainement moins nombreux et moins importants, lorsqu'ils ont amené, eux aussi, il y a quelques années, à employer la force contre le Mexique.

L'armée française n'a point apporté les traditions monarchiques sur le sol mexicain dans les plis de son drapeau. Le cabinet de Washington ne l'ignore pas : il y avait dans ce pays, depuis un certain nombre d'années, un groupe d'hommes considérables qui, désespérant de trouver l'ordre dans les conditions du régime alors existant, nourrissaient la pensée de revenir à la monarchie. Leurs idées avaient été partagées par l'un des derniers présidents de cette République, qui avait même offert d'user de son pouvoir pour favoriser l'établissement d'une royauté. En voyant le degré d'anarchie où était tombé le Gouvernement de Juarez, ils avaient jugé le moment venu de faire appel au sentiment de la nation, fatiguée comme eux de l'état de dissolution dans lequel s'épuisaient ses ressources. Nous n'avons pas cru devoir décourager ce suprême effort d'un parti puissant, dont l'origine est bien antérieure à notre expédition ; mais, fidèles à des maximes de droit public qui nous sont communes avec les États-Unis, nous avons déclaré que cette question relevait uniquement du suffrage du peuple mexicain.

La pensée du Gouvernement de l'Empereur a été définie par Sa

Majesté elle-même, dans une lettre adressée au Commandant en chef de notre armée, après la prise de Puebla : « Notre but, vous le savez, disait l'Empereur, n'est pas d'imposer aux Mexicains un gouvernement contre leur gré, ni de faire servir nos succès au triomphe d'un parti quelconque. Je désire que le Mexique renaisse à une vie nouvelle, et que, bientôt régénéré par un Gouvernement fondé sur la volonté nationale, sur les principes d'ordre et de progrès, sur le respect du droit des gens, il reconnaisse, par des relations amicales, devoir à la France son repos et sa prospérité. »

Le peuple mexicain s'est prononcé. L'Empereur Maximilien a été appelé pour le vœu du pays. Ce Gouvernement nous a paru de nature à ramener la paix à l'intérieur et la bonne foi dans les relations internationales. Nous lui avons accordé notre appui.

Nous sommes donc allés au Mexique pour y exercer le droit de guerre, que M. Seward nous reconnaît pleinement, et non en vertu d'un principe d'intervention sur lequel nous professons la même doctrine que les États-Unis. Nous y sommes allés, non pour faire du prosélytisme monarchique, mais pour obtenir les réparations et les garanties que nous avons dû réclamer, et nous appuyons le Gouvernement qui s'est fondé avec le concours des populations, parce que nous attendons de lui la satisfaction de nos griefs, ainsi que des sécurités indispensables pour l'avenir.

Comme nous ne recherchons ni un intérêt exclusif, ni la réalisation d'une pensée ambitieuse, notre vœu le plus sincère est de rapprocher, autant que possible, le moment où nous pourrons, avec sûreté pour nos nationaux et avec dignité pour nous-mêmes, rappeler ce qui reste dans ce pays du corps d'armée que nous y avons envoyé. Ainsi que je vous l'ai dit dans la dépêche à laquelle répond la communication de M. Seward, il dépend beaucoup du Gouvernement fédéral de faciliter à cet égard l'accomplissement du désir qu'il nous exprime. La doctrine des États-Unis reposant, ainsi que la nôtre, sur le principe de la volonté nationale, n'a rien d'incompatible avec l'existence d'institutions monarchiques; et M. le Président Johnson, dans son message, comme M. Seward dans sa dépêche, repousse toute idée de faire de la propagande, même sur le continent américain, en faveur des institutions républicaines. Le Cabinet de Washington entretient des relations amicales avec la Cour du Brésil, et il ne s'était pas refusé à nouer des rapports avec l'Empire mexicain en 1822. Aucune maxime fondamentale, aucun précédent de l'histoire diplomatique de l'Union ne crée donc un antagonisme nécessaire entre les États-Unis et le régime qui a remplacé au Mexique un pouvoir qui a continuellement et systématiquement violé ses obligations les plus positives envers les autres peuples.

M. Seward semble faire un double reproche au Gouvernement de l'Empereur Maximilien des difficultés qu'il rencontre et du concours qu'il emprunte à des forces étrangères. Mais les résistances contre lesquelles il s'est vu obligé de lutter n'ont rien de particulier à la forme des institutions. Il subit le sort assez ordinaire de pouvoirs nouveaux, et son malheur est surtout d'avoir à supporter les conséquences des désordres qui se sont produits sous les gouvernements antérieurs. Quel est en effet celui de ces gouvernements qui n'ait pas trouvé des compétiteurs armés et qui ait joui en paix d'une autorité incontestée? Les révoltes et les guerres intestines étaient alors l'état normal du pays, et l'opposition faite par quelques chefs militaires à l'établissement de l'Empire n'est que la suite naturelle des habitudes d'indiscipline et d'anarchie dont les pouvoirs auxquels il succède ont été les victimes.

Quant à l'appui que le Gouvernement mexicain reçoit de notre armée et que lui prêtent aussi les volontaires belges et autrichiens, il ne porte aucune atteinte ni à l'indépendance de ses résolutions, ni à la parfaite liberté de ses actes. Quel est l'état qui n'ait pas eu besoin d'alliés, soit pour se constituer, soit pour se défendre? Et les grandes puissances, telles que la France et l'Angleterre, par exemple, n'ont-elles pas entretenu presque constamment des troupes étrangères dans leurs armées? Lorsque les États-Unis ont combattu pour leur émanicipation, le concours donné par la France à leurs efforts a-t-il fait que ce grand mouvement populaire cessât d'être véritablement national? Et dira-t-on que la lutte contre le Sud n'était pas également une guerre nationale parce que des milliers d'Irlandais et d'Allemands combattaient sous les drapeaux de l'Union? On ne saurait donc contester le caractère du Gouvernement mexicain et considérer comme un motif de désaffection à son égard ni les résistances qu'il doit vaincre pour se consolider, ni les troupes étrangères qui l'auront aidé à faire renaître la sécurité et l'ordre dans un pays si longtemps et si profondément bouleversé.

Une pareille entreprise est assurément digne d'être appréciée par une nation aussi éclairée que les États-Unis, particulièrement appelée à en recueillir les avantages. A la place d'un pays sans cesse troublé, qui leur a donné tant de sujets de plaintes et auquel ils ont été eux-mêmes obligés de faire la guerre, ils trouveraient une contrée pacifiée, offrant désormais des gages de sécurité et de vastes débouchés à leur commerce. Loin de léser leurs droits ou de nuire à leur influence, c'est surtout à eux que doit profiter le travail de réorganisation qui s'accomplit au Mexique.

En résumé, Monsieur le Marquis, les États-Unis reconnaissent le droit que nous avons de faire la guerre au Mexique; d'autre part, nous

admettons, comme eux, le principe de la non-intervention. Cette double donnée renferme, à ce qu'il me semble, les éléments d'un accord. Le droit de faire la guerre, qui appartient, ainsi que le déclare M. Seward, à toute nation souveraine, implique le droit d'assurer les résultats de la guerre. Nous ne sommes point allés au delà de l'Océan uniquement dans l'intention d'attester notre puissance et d'infliger un châtement au Gouvernement mexicain. Après une série d'inutiles réclamations, nous devons demander des garanties contre le retour des violences dont nos nationaux avaient si cruellement souffert, et ces garanties, nous ne pouvions les attendre d'un Gouvernement dont nous avons constaté, en tant de circonstances, la mauvaise foi. Nous les trouvons aujourd'hui dans l'établissement d'un pouvoir régulier, qui se montre disposé à tenir honnêtement ses engagements. Sous ce rapport, nous espérons que le but légitime de notre expédition sera bientôt atteint, et nous nous efforcerons de prendre avec l'Empereur Maximilien les arrangements qui, en satisfaisant nos intérêts et notre dignité, nous permettent de considérer comme terminé le rôle de notre armée sur le sol mexicain. L'Empereur m'a donné ordre d'écrire dans ce sens à son Ministre à Mexico.

Nous rentrons, dès lors, dans le principe de la non-intervention, et du moment où nous l'acceptons comme règle de notre conduite, notre intérêt, non moins que notre honneur, nous commande d'en réclamer de tous l'égle application. Confians dans l'esprit d'équité qui anime le Cabinet de Washington, nous attendons de lui l'assurance que le peuple américain se conformera à la loi qu'il invoque, en maintenant à l'égard du Mexique une stricte neutralité. Lorsque vous m'aurez informé de la résolution du Gouvernement fédéral à ce sujet, je serai en mesure de vous indiquer le résultat de nos négociations avec l'Empereur Maximilien pour le retour de nos troupes.

Je vous invite à remettre à M. Seward une copie de cette dépêche, en réponse à sa communication du 6 décembre dernier, en le priant de vouloir bien la placer sous les yeux de M. le Président Johnson, et je m'en rapporte avec confiance, pour l'examen des considérations qu'elle renferme, aux sentiments traditionnels rappelés dans la note de M. le Secrétaire d'État de l'Union.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow.

Paris, le 15 janvier 1866.

Monsieur, vous m'avez fait l'honneur de me communiquer, dans le courant du mois de novembre, une lettre adressée à M. le Secrétaire d'État Seward, par l'attorney général des États-Unis, au sujet des décrets rendus par l'Empereur Maximilien, concernant l'immigration et la colonisation au Mexique. Ce document étant l'appréciation d'actes intérieurs du Gouvernement mexicain, je ne pouvais le recevoir qu'à titre de renseignement. C'est ce que j'eus alors le soin de vous déclarer, en déclinant toute explication sur des mesures auxquelles le Gouvernement de l'Empereur était absolument étranger. En vous accusant donc réception, suivant votre désir, de votre lettre du 22 novembre, je crois devoir constater la réponse verbale que je me suis trouvé dans le cas d'y faire.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 16 janvier 1866.

Monsieur, j'ai eu l'honneur de recevoir la communication de Votre Excellence en date du 15 de ce mois, relativement à certains décrets récemment promulgués au Mexique, au sujet de l'immigration et de la colonisation. Votre Excellence refuse toute explication au sujet des passages inadmissibles d'un de ces décrets, sur lesquels j'ai eu l'honneur d'appeler son attention par une note en date du 22 novembre dernier, par le motif qu'il s'agissait de mesures d'administration intérieure dont le Gouvernement de l'Empereur n'avait point à s'occuper.

Bien que la ligne qui sépare la responsabilité du Gouvernement impérial de celle de l'organisation politique qu'il a établie (*planted*) au Mexique soit tracée assez indistinctement, je suis certain que mon Gouvernement apprendra avec satisfaction que la France, qui a été une des premières Puissances à signaler l'esclavage à l'exécration de l'humanité, décline toute responsabilité au sujet de la tentative (quoique faite sous la protection de son drapeau) de rétablir cette institution dans un pays qui l'avait expressément flétrie et abolie.

Je profite de l'occasion, etc.

Signé : JOHN BIGELOW.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 25 janvier 1866.

Monsieur le Marquis, M. le Ministre des États-Unis avait désiré que la communication qu'il m'avait faite de la lettre de l'attorney général à M. Seward, relative aux décrets de l'Empereur Maximilien, concernant l'immigration et la colonisation au Mexique, fût constatée par écrit. J'avais, en conséquence, adressé à M. Bigelow un accusé de réception. Il a cru devoir y répondre par la lettre dont vous trouverez ci-joint copie. Il m'eût été facile de lui répliquer à mon tour en discutant sa réponse. Je n'ai pas jugé qu'il fût nécessaire de le faire. Je me suis borné à relever dans les explications verbales que j'ai échangées à ce propos avec M. le Ministre des États-Unis deux points qu'il ne m'était pas permis de laisser sans observation. J'ai dit d'abord à M. Bigelow que je n'admettais pas l'expression de *planted* appliquée au rôle du Gouvernement français dans les événements qui ont modifié le régime politique du Mexique. Il connaissait assez les causes qui nous avaient conduits en ce pays pour que je n'eusse pas à les lui rappeler, et quant à l'organisation actuelle de cet État, c'était le peuple mexicain qui y avait pourvu lui-même selon ses vœux et ses intérêts.

En second lieu, j'ai fait remarquer à M. le Ministre des États-Unis que j'avais décliné toute discussion avec lui sur les décrets de l'Empereur Maximilien lorsqu'il était venu m'en entretenir, qu'il n'était donc pas autorisé à m'attribuer une opinion quelconque à ce sujet, pour en prendre acte vis-à-vis de moi, ainsi qu'il semblait vouloir le faire dans la dernière phrase de sa lettre. J'ai ajouté que, s'il tenait cependant à connaître ma manière de voir sur la question, je n'hésitais pas à lui dire que les mesures de l'Empereur Maximilien si vivement incriminées n'avaient pas, à notre avis, le caractère et le but qu'on leur attribuait. Il m'a paru bon de ne pas vous laisser ignorer de quelle manière s'était clos cet incident.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 25 janvier 1866.

Monsieur le Marquis, les journaux américains nous apportent des extraits de publications diplomatiques faites aux États-Unis, où sont

relatées des conversations que j'ai eues avec M. Bigelow au sujet de certaines mesures adoptées par le Gouvernement de l'Empereur Maximilien. Les observations de M. le Ministre des États-Unis et mes réponses portent notamment sur les décrets du Gouvernement mexicain qui sont relatifs à l'admission des noirs et à la colonisation, à la répression du brigandage et à la situation faite à la famille Iturbide. Je n'ai pas sous les yeux le texte officiel et complet des documents américains; c'est donc sous la réserve des réflexions ultérieures qu'ils peuvent me suggérer que je crois utile de préciser le sens des explications auxquelles les questions que je viens de rappeler ont donné lieu entre M. Bigelow et moi. Ces explications sont, du reste, consignées dans la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 29 novembre dernier, et je me bornerai à résumer, en m'y référant, la partie de cette dépêche qui s'y rapporte.

Lorsque M. le Ministre des États-Unis est venu me faire part des appréciations du Cabinet de Washington, j'ai dû lui déclarer que je déclinais toute controverse officielle sur les actes d'un Gouvernement étranger, agissant dans sa pleine indépendance, et que je ne pourrais recevoir qu'à titre de simple renseignement les communications qu'il voudrait me faire à cet égard.

Il ne pouvait point nous convenir, en effet, d'accepter la responsabilité de résolutions qui émanaient de la libre initiative du Gouvernement mexicain. Admettre une pareille discussion autoriserait à dire, contrairement à toutes nos déclarations et à l'attitude que nous avons rigoureusement observée, que nous nous considérons nous-mêmes comme investis au Mexique des droits de la souveraineté. Or, l'appui que nous prêtons à l'Empereur Maximilien et à la nation mexicaine a précisément pour but de les aider à constituer, comme ils l'entendent, un pouvoir indépendant et responsable de ses actes. Cette réserve bien nettement établie, j'ai pu faire observer à M. Bigelow, dans la forme d'une conversation ordinaire, que les mesures signalées par lui étaient d'ordre purement administratif, et qu'elles ne me paraissaient constituer aucune de ces dérogations exceptionnelles aux principes généraux qui peuvent peut-être autoriser parfois un Gouvernement à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays voisin. Chaque État règle, comme bon lui semble, l'admission sur son territoire des émigrants, noirs ou blancs, et les conditions de colonisation de son sol. Il est évident que ces conditions, offertes à des étrangers, ne s'appliquent qu'à des personnes qui les ont acceptées librement. De même le Gouvernement mexicain n'a fait qu'user d'un droit qui lui appartenait incontestablement en déclarant qu'à ses yeux la guerre civile n'existait plus sur son territoire; et, cessant de reconnaître à des bandes errantes le caractère d'un belligérant, il a pu édicter contre elles les

pénalités sévères qu'en tout pays on a appliquées à la répression du brigandage. Encore moins, selon moi, pouvait-il être interpellé sur un acte assignant dans l'État un rang quelconque à telle ou telle famille. En tout cas, la portée de ces mesures ne dépassait pas les frontières du Mexique et elles ne me paraissaient dès lors constituer aucun grief dont un Gouvernement étranger pût demander compte. Si, cependant, on en jugeait autrement à Washington, je comprenais qu'on éprouvât quelque incertitude sur les moyens de faire parvenir à qui de droit les réclamations qu'on s'y croyait autorisé à formuler. Mais, en définitive, parce qu'il ne convenait pas au Gouvernement fédéral de reconnaître comme existant en droit le Gouvernement de fait de l'Empereur Maximilien, et que, d'autre part, il lui paraissait dérisoire de s'adresser au pouvoir qu'il considérait comme légal, mais qui avait disparu en fait, je ne pouvais pas admettre comme conséquence qu'on fût fondé à s'en prendre à nous pour sortir d'embarras, et à nous demander des explications sur des actes émanant de l'autorité souveraine d'un Gouvernement étranger.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES COMMUNIQUÉS AU CONGRÈS DE WASHINGTON, 1865 ET 1866.

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX AFFAIRES DU MEXIQUE.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 27 novembre 1863.

Monsieur, dans le cours de l'entretien que j'ai eu hier avec M. Drouyn de Lhuys, je rappelai brièvement ce qu'il m'avait dit il y a quelque temps touchant la prompte reconnaissance du nouveau Gouvernement établi au Mexique. Il me dit en plaisantant qu'il craignait d'avoir été trop vif. Je lui répondis que nos bonnes relations avec le Gouvernement de Juarez n'étaient point rompues, et que nous n'attendions pas de sitôt l'établissement permanent d'une monarchie au Mexique. Que dans l'état actuel des choses, vous n'étiez dès lors pas en

mesure d'examiner la question qu'il avait posée. Je ne pense pas que cette réponse ait surpris ou désappointé M. Drouyn de Lhuys.

Il m'informa que l'Empereur aurait été très-satisfait de la mesure prise par vous, qui interdit aux États-Unis le recrutement de soldats pour le Mexique. Cette nouvelle lui a été transmise par M. Mercier. Je lui fis remarquer en passant que cette action paraissait contraster quelque peu avec la conduite des autorités françaises, permettant l'enrôlement dans un port français, d'un équipage pour le corsaire la *Florida*. J'ai lieu de croire que l'allusion a été comprise. Il prit note de cette observation, et la conversation en resta là. Je lui rappelai encore que je lui avais adressé, il y a déjà quelque temps, une copie de la dépêche relative à des corsaires russes qui nous avait été adressée au commencement de la guerre de Crimée. Il me répondit que par suite de l'absence qu'il avait faite, il n'avait pas encore lu cette dépêche, ni ma lettre qui l'accompagnait

Signé : DAYTON.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 1^{er} février 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 15 janvier. Nous apprenons par cette lettre que le Gouvernement français est décidé à permettre au *Rappahannock* de compléter son équipement à Calais, mais non son armement.

Vous avez déjà prévu le désappointement et le regret que cette décision a fait naître ici, d'autant plus que nous considérons les preuves fournies à M. Drouyn de Lhuys comme établissant d'une façon évidente que ce navire est un pirate fugitif se disposant à porter la dévastation dans notre commerce national.

Votre conduite, en informant le Gouvernement français que les États-Unis se regarderont comme autorisés et obligés à réclamer de la France réparation des dommages qui pourront en résulter, a reçu l'approbation du Président. Il sera nécessaire que vous fassiez maintenant un pas de plus et que vous annonciez à M. Drouyn de Lhuys que cette résolution du Gouvernement français, venant se joindre à d'autres motifs, met à l'épreuve l'amitié des États-Unis pour la France, et qu'après toutes les protestations que vous avez faites, la responsabilité des événements retombera non pas sur nous, mais sur le Gouvernement de l'Empereur.

Hier m'a été communiqué un projet émanant d'une personne placée

aujourd'hui sous notre juridiction et tendant à obtenir des lettres de marque du Gouvernement républicain du Mexique dans le but de harceler le commerce de la France. Notre Gouvernement est constamment assiégé de demandes à l'effet d'autoriser l'envoi au Mexique d'armes destinées aux autorités mexicaines en guerre avec la France. Mais les États-Unis garderont fermement et fidèlement la neutralité, quoique agissant ainsi ils blessent des sympathies populaires qu'aucun pouvoir ne saurait réprimer. Le Gouvernement de l'Empereur a eu fréquemment l'occasion d'observer que le Pouvoir exécutif des États-Unis a montré dans ses relations avec les Puissances maritimes beaucoup de prudence et une indulgence qu'on ne devait guère attendre d'un Gouvernement aussi populaire dans sa forme que le nôtre, parce que cela paraissait impossible. Il serait d'une bonne politique que la France ne témoignât point à nos ennemis une sympathie que nous avons complètement refusée aux siens. Le Président estime que vous devriez inviter M. Drouyn de Lhuys à accorder une sérieuse attention à ces observations.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 27 février 1864.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 9 février. Dans cette dépêche vous m'annoncez que l'archiduc Maximilien d'Autriche est attendu à Paris, et que telle circonstance peut se présenter qui vous force à assister ou à refuser d'assister aux cérémonies qui pourront avoir lieu en son honneur comme souverain du Mexique, et vous demandez des instructions à ce sujet. Si l'archiduc Maximilien se montre à Paris simplement comme prince impérial de la maison de Hapsbourg, vous ne serez ni démonstratif ni réservé dans vos relations avec lui. S'il y paraît avec quelques prétentions à un titre ou à l'autorité au Mexique, vous vous abstenrez de toute relation avec lui. Si votre manière d'être provoque des remarques ou des demandes d'explication, vous aurez la liberté de dire, selon que vous le jugerez convenable, que ce Gouvernement, fidèle à son droit et à ses désirs dans les conjonctures présentes de ses affaires, a prescrit des règles fixes dont l'observation est imposée non-seulement à ce département, mais encore à ses représentants dans les pays étrangers. Nous ne reconnaissons les révolutions que par ordre du Président, après longue et mûre considération. Tant qu'il n'est pas intervenu une autorisation régulière pour une reconnaissance, nous n'entretenons pas de communications offi-

cieuses ou autres avec les agents politiques ou les représentants des mouvements révolutionnaires dans les pays avec lesquels nous maintenons nos relations diplomatiques.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Dayton à M. Seward.

(Extrait.)

Paris, le 11 mars 1864.

Monsieur, M. Drouyn de Lhuys m'informe qu'il ne se prépare rien ici qui soit de nature à troubler les bonnes relations entre les États-Unis et la France. Il me dit que l'Archiduc n'avait point demandé à l'Empereur de reconnaître le Sud, et il ne croit pas qu'il ait eu l'intention de proposer une mesure de ce genre. Quelques journaux anglais ont habilement propagé ce bruit qui, ainsi que l'affirme M. Drouyn de Lhuys, n'a aucun fondement. Il m'a en même temps averti que plusieurs capitalistes anglais et français, déjà intéressés dans des emprunts mexicains, feront sans doute, dans l'espoir de sauver au moins une partie de leurs garanties, une avance supplémentaire, et que l'Archiduc pourrait, avec ces ressources, contracter un emprunt destiné à parer aux besoins les plus pressants, mais il me semble que cela ne pourra le mener bien loin, à moins que la France ne s'offre comme garante ou n'accorde des secours matériels.

Signé : DAYTON.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 11 mars 1864.

Monsieur, j'ai de nouveau appelé dans une récente conversation l'attention de M. Drouyn de Lhuys sur la prétendue négociation signalée par M. Morse, Consul des États-Unis à Londres, et relative à la cession du Texas à la France moyennant certaines conditions.

M. Drouyn de Lhuys m'assura que la prétendue négociation au sujet de la cession du Texas était dépourvue de toute espèce de fondement. Il me dit que la France n'accepterait pas le Texas, même si cette cession était accompagnée de certains avantages; qu'elle ne le désirait point et ne l'aurait point; que si le bruit courait que la France était dans l'intention d'abandonner une de ses possessions lointaines, nous pou-

vions y accorder quelque croyance, mais que tant qu'il serait Ministre et que l'Empereur serait sur le trône, je ne devais point me préoccuper des bruits qui attribueraient à la France des idées d'acquérir des territoires aussi lointains.

La politique impériale, ajouta-t-il, suit une voie entièrement opposée. On peut cependant douter que cette déclaration soit bien conforme au but que l'on poursuit actuellement au Mexique.

Signé : DAYTON.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 21 mars 1864.

Monsieur, je vous envoie ci-joint un article du *Galignani*, qui l'a lui-même emprunté au *Globe* de Londres, et d'après lequel j'aurais déclaré que les États-Unis étaient prêts à recevoir un ministre de Maximilien empereur du Mexique. Ces rumeurs seront sans doute reproduites dans notre pays. J'ai à peine besoin de dire qu'en ce qui me concerne, elles ne contiennent pas un mot de vrai. Je n'ai jamais fait ni pensé à faire une semblable déclaration, officiellement ou non officiellement, en public ou en particulier.

Signé : W. L. DAYTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 21 MARS.

Extrait du journal *le Globe*.

Le nouveau gouvernement au Mexique. — Nous avons des raisons de penser qu'en acceptant la couronne du Mexique, l'empereur Maximilien adressera de Miramar une notification officielle de son avènement au trône à tous les princes et puissances avec lesquels il désire entretenir des relations diplomatiques. Parmi ces puissances, il faut citer les États-Unis, M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, ayant déjà fait pressentir que son Gouvernement serait disposé à accréditer un représentant au Mexique et à recevoir un envoyé de l'empereur Maximilien. A l'égard des États Confédérés, la politique de Maximilien sera une politique de stricte neutralité. D'après le conseil de l'Empereur Napoléon, il s'abstiendra de reconnaître l'indépendance de la confédération du Sud ou d'entrer en relations diplomatiques avec elle tant que la France ne lui en aura pas donné l'exemple. Pendant la présence de

Maximilien à Paris, M. Slidell lui adressa une lettre pour obtenir une audience. Après avoir consulté l'Empereur, Maximilien refusa formellement mais poliment d'accorder cette audience. Dès lors, les bruits d'une reconnaissance des États confédérés par la France et le Mexique et d'une alliance entre ce dernier et la confédération du Sud sont dépourvus de tout fondement.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 23 mars 1864.

Monsieur, je vous envoie pour votre information personnelle la suite de la correspondance échangée entre M. de Geofroy et mon département au sujet des actes du général Herran. Je vous adresse également copie des résolutions touchant les Français au Mexique, présentées au Sénat par M. Mc. Dougall, de la Californie.

On ne se rend pas facilement compte ici en quoi une discussion sérieuse sur une question comme celle que M. de Geofroy a soulevée, peut être utile aux intérêts de la France ou des États-Unis, ou contribuer à la bonne entente entre les deux pays.

Signé : W. H. SEWARD.

ANNEXE.

M. de Geofroy à M. Seward.

Washington, le 11 mars 1864.

Monsieur, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement de l'Empereur, trois régiments de l'armée fédérale auraient été dirigés dernièrement sur Matamoras, sous le prétexte de protéger le consul des États-Unis dans cette ville, et y auraient rétabli l'autorité juariste en expulsant le général Cortinas, qui s'était prononcé contre elle. Ces nouvelles, dont il n'a cependant pas encore reçu la confirmation officielle, ont fixé l'attention du Gouvernement de l'Empereur. Un fait semblable constituerait une violation de la neutralité sur laquelle il avait le droit de compter de la part du cabinet de Washington en ce qui touche le Mexique, et serait en même temps entièrement contraire aux instructions adressées par le département de la guerre au général Banks qui a reçu l'ordre de ne favoriser aucune des deux parties et

de ne pas entrer sur le territoire mexicain, même alors qu'il s'agirait de protéger le Consul et les citoyens des États-Unis. Je crois, en conséquence, qu'il est de mon devoir de vous signaler ce fait, et je vous serai infiniment obligé si vous pouviez me fournir des explications à ce sujet.

Signé : L. DE GEOFROY.

ANNEXE.

Résolutions relatives à l'occupation du Mexique par la France¹.

Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis, réunis en Congrès, que l'occupation du Mexique ou d'une portion du Mexique par l'Empereur de France ou par la personne désignée par lui comme Empereur du Mexique, constitue une offense envers le peuple de la République des États-Unis d'Amérique;

2) Qu'il soit en même temps résolu que les projets du Gouvernement français et le projet d'un Empereur improvisé par l'Empereur de France doivent, s'ils étaient poursuivis, amener la guerre avec la République.

M. Seward à M. de Geofroy.

Washington, le 12 mars 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 11 courant, par laquelle vous me faites connaître que, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement de l'Empereur, trois régiments de l'armée des États-Unis auraient été envoyés dernièrement à Matamoras sous le prétexte de protéger le Consul des États-Unis, dans ce port et qu'ils y auraient rétabli l'autorité juariste en expulsant de la ville le général Cortinas qui s'était prononcé contre cette autorité. Vous ajoutez dans votre Note que cette nouvelle, dont le Gouvernement français n'a toutefois pas encore reçu la confirmation officielle, a fixé l'attention du Gouvernement de l'Empereur, que le procédé dont il s'agit constitue une violation de la neutralité sur laquelle la France était autorisée à compter de la part de notre Gouvernement, qu'il est en même temps contraire aux instructions adressées par mon département au major général Banks, qui commande

1. V. la dépêche du 23 mars, p. 407.

les forces des États-Unis sur les frontières du Mexique, et qu'en conséquence vous me priez de vous fournir les explications nécessaires à ce sujet.

En réponse à votre Note, j'ai l'honneur de vous informer que l'attention du Président a été déjà appelée sur le fait que vous mentionnez, par une communication du 4 février dernier, adressée à mon département par M. Romero, ministre plénipotentiaire de la République mexicaine dans cette résidence. M. Romero, dans cette Note, exposait que le conflit éclaté à Matamoras par suite des actes du général Herran dont on se plaint aujourd'hui, a pris naissance d'une dispute entre deux chefs militaires dont chacun reconnaissait l'autorité républicaine et agissait sous ses ordres. En se plaçant à ce point de vue, M. Romero déclarait que le procédé du général Herran est une violation flagrante de la souveraineté mexicaine aussi bien qu'une violation des instructions susmentionnées adressées par mon département au major général Banks.

Aussitôt après avoir reçu cette communication de M. Romero, j'ai prié le secrétaire de la guerre de me fournir tous les renseignements qu'il pourrait avoir sur cet incident et de prescrire une enquête minutieuse sur tous les faits allégués. J'ai reçu du secrétaire de la guerre une série de pièces relatives à cette affaire, mais je n'ai pas encore entre les mains le rapport détaillé qui a été demandé. J'ai l'honneur de vous transmettre copie de ces pièces, savoir du rapport du général Banks et des documents y annexés, et je vous envoie en outre l'extrait d'une dépêche du consul des États-Unis à Matamoras qui vient de parvenir à mon département.

La déclaration des vues du Gouvernement des États-Unis, en ce qui touche la conduite du général Herran, doit être nécessairement subordonnée au résultat de l'enquête qui a été prescrite. Je recevrai en attendant, avec plaisir, toute information sur ce sujet que le Gouvernement français jugera convenable et utile de me communiquer, et qui différerait des renseignements fournis par le Gouvernement mexicain, et des rapports faits par les autorités militaires et le consul des États-Unis.

J'ajouterai que le général Banks a été encore spécialement engagé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher une collision entre les troupes placées sous son commandement, et l'un ou l'autre des belligérants au Mexique, et d'éviter avec soin toute occasion de dispute ou de plainte entre lui ou les autorités du Texas et les parties belligérantes.

Signé : W. H. SEWARD.

M. de Geoffroy à M. Seward.

Washington, le 3 avril 1864.

Monsieur, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, j'ai transmis à mon Gouvernement les documents que Votre Excellence m'a communiqués au sujet de l'affaire de Matamoras : ces documents n'ont pu encore arriver à Paris. En attendant la réponse qu'ils pourront motiver, j'ai reçu une seconde dépêche de M. Drouyn de Lhuys, signalant de nouveaux faits sur lesquels je désire entretenir Votre Excellence, dès que ma santé me permettra de sortir. Mais il est un point que, vu son importance, je dois porter sans retard à votre connaissance. Il paraît qu'à la nouvelle des événements du mois de janvier dernier, le général Bazaine a pris les mesures nécessaires pour protéger dans la direction de Matamoras le territoire mexicain contre de nouvelles incursions. Quelle que soit l'opinion que nous puissions nous former sur des événements passés, vous comprendrez, monsieur, combien il importe, pour éviter toute complication ultérieure, que le général Banks et les officiers sous ses ordres soient rappelés à la stricte observation des instructions émanées de votre département, le 23 novembre 1863.

Je ne dois pas davantage vous laisser ignorer que des troupes françaises ont été dirigées sur la Sonora où, d'après des bruits plus ou moins fondés, un grand nombre d'émigrants de la Californie auraient été récemment débarqués dans le port de Guaymas, et se seraient établis dans le pays, en vertu de concessions qui leur auraient été faites par l'ex-président Juarez. La mission de nos troupes est d'empêcher ces prises de possessions illégales, si elles étaient tentées effectivement, et dans tous les cas la légalité des concessions de territoire faites par Juarez ne sera jamais admise. Votre Excellence jugera sans doute à propos de porter ceci à la connaissance des citoyens américains qui se seraient laissé engager dans des spéculations de ce genre.

Signé : L. DE GEOFFROY.

M. Seward à M. de Geoffroy.

Washington, le 6 avril 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 3 courant, par laquelle vous m'informez que vous avez reçu de M. Drouyn de Lhuys une seconde dépêche signalant de nouveaux faits qui se rapportent, autant que je puis en juger, aux événements qui

se sont passés à Matamoras, au sujet de M. Pierce, consul dans cette ville, et qui ont fait récemment l'objet d'une correspondance entre votre légation et mon département. Je recevrai avec plaisir la communication que vous m'annoncez aussitôt que votre santé sera rétablie, et je regrette sincèrement la cause de ce retard. Depuis la dernière note que je vous ai adressée sur l'affaire de Matamoras, j'ai appris que le général Cortinas et les troupes qu'il commande adhèrent au Gouvernement des États-Unis du Mexique. En présence de ce fait, mon Gouvernement ne se rend pas bien compte comment la France, qui est à notre point de vue un simple belligérant au Mexique, et qui n'avait point de troupes à Matamoras ou à proximité lorsque l'affaire relative à notre consul s'est passée, peut raisonnablement attendre des explications des États-Unis à cet égard.

Vous me faites connaître en même temps, qu'en apprenant ces faits passés au mois de janvier, le général Bazaine a pris les mesures nécessaires pour protéger le territoire mexicain, dans la direction de Matamoras, contre tout envahissement ultérieur, et vous suggérez qu'en conséquence il serait bon de recommander de nouveau au général Banks, et aux officiers placés sous ses ordres, la stricte observation des instructions que j'ai adressées à ce général le 23 novembre dernier. En faisant abstraction du mot « envahissement ultérieur » comme étant la supposition d'un fait que mon Gouvernement n'a point reconnu et n'est nullement décidé à admettre, je n'ai point hésité à informer le major général Banks des projets du général Bazaine, et je lui ai prescrit d'observer strictement et fidèlement les instructions de novembre, qui lui enjoignaient de s'abstenir de tout acte d'intervention dans la guerre entre la France et le Mexique.

Vous me donnez avis, dans votre Note susmentionnée, que des forces françaises ont été dirigées sur la Sonora, et vous portez à ma connaissance le bruit qu'un nombre considérable d'émigrants de la Californie ont débarqué à Guaymas et se sont établis dans le pays, en vertu de concessions faites par le Président Juarez, que vous qualifiez d'ex-Président. Vous ajoutez que la mission des forces françaises est d'empêcher, en Sonora, qu'on ne prenne possession de ces concessions, dont la légitimité, dites-vous, ne sera jamais admise. Vous avez suggéré qu'il serait peut-être à propos d'en donner avis aux citoyens américains qui peuvent se laisser entraîner à ce genre de spéculations.

Tout en appréciant la franchise et la bonne volonté du Gouvernement de l'Empereur en nous communiquant ses vues et ses desseins sur ce sujet, il est néanmoins de mon devoir de dire que ce Gouvernement a reconnu depuis longtemps et continue à reconnaître le Gouvernement constitutionnel des États-Unis du Mexique, comme l'autorité souveraine du Mexique, et le Président Benito Juarez comme

son chef. En même temps ce gouvernement reconnaît également l'état de guerre existant au Mexique entre ce pays et la France. Nous gardons une neutralité absolue entre les belligérants, et nous ne prenons pas sur nous de juger, encore moins de juger d'avance, de l'effet de la guerre sur les titres et les propriétés. Nous n'avons pas connaissance de l'émigration de Californie dans la Sonora dont vous avez parlé dans votre Note ; mais, si cette émigration a eu lieu, les personnes qui émigrent seront naturellement considérées comme se soumettant à l'autorité et aux lois qui gouvernent les droits des citoyens du Mexique. Il est inutile de supposer à présent que les émigrants réclameront la protection du Gouvernement pour les propriétés d'un genre quelconque qu'ils obtiendront ou chercheront à obtenir au Mexique, et il serait certainement présomptueux d'essayer aujourd'hui de décider de la validité de semblables réclamations.

L'émigration pacifique des États-Unis est entièrement libre de restrictions de la part du Gouvernement et n'est pas soumise à son influence. Les émigrants eux-mêmes sont en général bien informés de ce qui touche leurs droits. Dans ces conjectures, toute intervention du Gouvernement dans cette émigration serait sans utilité et sans précédent. Ce cas serait différent si l'acte d'émigrer était accompagné de préparatifs et de desseins hostiles au Mexique, ou à l'un ou l'autre des belligérants, ou à toute autre nation ; il deviendrait incompatible avec les lois des États-Unis ou avec la loi internationale. Je pense que le Gouvernement des États-Unis a déjà suffisamment indiqué les mesures qu'il prendrait si le cas se présentait, ce que toutefois il n'y a pas de raison immédiate d'appréhender. *Signé : W. H. SEWARD.*

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 5 avril 1864.

Monsieur, j'ai reçu, avec la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 21 du mois dernier, un passage du *Galignani Messenger*, reproduisant un article du *Globe* de Londres relatif à l'intention où seraient les États-Unis d'accréditer un Représentant auprès de l'Empereur du Mexique et de recevoir un Envoyé de cet Empire. Nous avons bien pensé qu'il n'y avait aucun fondement dans ces allégations, et les mesures nécessaires ont été prises pour les démentir catégoriquement.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

(Extrait.)

24 mars 1864.

..... L'Archiduc Maximilien est venu ici dans le but d'obtenir la reconnaissance de sa nouvelle position. Son beau-père Léopold est à Londres pour l'appuyer. Le Gouvernement a refusé de prendre une décision en ce moment, mais il a donné lieu d'espérer qu'il reconnaîtrait l'Empire, aussitôt que les événements au Mexique paraîtraient justifier la démarche. On sait que l'Espagne et la Belgique suivront l'exemple de la France, après quoi les autres Puissances donneront leur assentiment. On a négocié un emprunt de huit millions à 66, intérêt à 6 p. c. ; on en distraira de quoi payer à la France une partie de ses dépenses. Le reste sera employé à organiser des auxiliaires pour soutenir l'Archiduc jusqu'à ce qu'il puisse marcher seul. Les créanciers anglais de l'ancien emprunt, qui ont fort appuyé l'affaire du Mexique, sont très-désappointés de trouver qu'on n'a rien fait en leur faveur. »

Signé : FR. ADAMS.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 10 avril 1864.

Monsieur, après divers empêchements qui ont rendu l'action de l'Archiduc Maximilien quelque peu incertaine et ont retardé son départ, il paraît enfin qu'il a accepté la couronne du Mexique qui lui était offerte, et aujourd'hui il commence sa carrière aventureuse en partant pour Rome afin de recevoir, avant de gagner le Mexique, les bénédictions du Saint-Père. Je vous envoie ci-joint une feuille du *Galignani* donnant la substance du discours que l'Archiduc a prononcé en acceptant la couronne qui lui était offerte par la députation mexicaine ; je vous adresse également un passage du *Moniteur* à ce sujet¹.

La feuille française dit que le Gouvernement mexicain sera non-seulement reconnu rapidement par les Puissances catholiques, mais encore par tous les grands Gouvernements de l'Europe, y compris l'Angleterre, la Prusse, la Russie et la France. Vous devez déjà être préparé à ces événements.

Je n'ai pas besoin de répéter ce que j'ai déjà eu l'occasion de vous dire, à savoir que je suis toute cette affaire avec une vive anxiété. Il

1. Voir *Archives diplomatiques*, 1864, tome III, page 299.

ne s'était passé, depuis que je suis accrédité à la Cour des Tuileries, aucun événement qui présageât autant que celui-ci des difficultés ultérieures avec la France. Dieu veuille que ces difficultés soient longtemps retardées, et si possible évitées, mais j'ai peur.

Signé : W. DAYTON.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, 30 avril 1864.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 10 avril, et vous remercie de la nouvelle que vous me donnez de l'acceptation par l'Archiduc Maximilien, de la couronne qui lui était offerte et de son départ projeté pour le Mexique.

Les événements qui ont récemment eu lieu dans la partie orientale de ce pays, s'ils sont exactement racontés, montrent que les autorités nationales mexicaines ne paraissent pas devoir être immédiatement supprimées. Il n'est pas impossible que l'avènement de l'Archiduc à l'empire du Mexique cause de nouveaux embarras à notre Gouvernement. Mais nous ferons tout ce que la prudence, la justice et l'honneur exigent pour les éviter ; en même temps nous ne nous désistons d'aucun de nos droits nationaux.

Si ces précautions ne peuvent nous garantir contre une agression, j'espère, sans grands efforts, nous mettre à la hauteur des devoirs nouveaux qui nous incomberont. Quant à présent, je reste ferme, comme toujours, dans l'opinion que les destinées du Continent américain ne doivent pas être contrôlées d'une manière permanente par des arrangements politiques combinés dans les Capitales européennes.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 18 août 1864.

Monsieur, je vous communique ci-joint, pour votre information personnelle, une lettre de S. E. M. Frédéric Low, Gouverneur de la Californie, relative au bruit qui s'est répandu dans cette province, que M. William Gwin était appelé à devenir Ministre des Finances sous le nouveau Gouvernement du Mexique, et relative aussi à la politique

qu'on suppose devoir être suivie par l'Empereur des Français en ce qui touche l'indemnité à percevoir pour les frais de la guerre.

Signé : H. W. SEWARD.

ANNEXE.

Le gouverneur Low à M. Seward.

Sacramento, le 18 juillet 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 20 juin, contenant copie en extrait d'une lettre qui vous a été adressée de Paris au sujet des desseins attribués à M. William Gwin.

Le bruit court ici que M. Gwin deviendra Ministre des Finances sous le nouveau Gouvernement du Mexique, mais je ne puis en garantir l'exactitude. Mon impression est que l'Empereur des Français demandera une indemnité pour les frais de la guerre, et, en l'absence d'un revenu quelconque pouvant être affecté au paiement de cette indemnité, il réclamera et obtiendra de Maximilien, à titre de compensation, des parties de territoire qui comprendront les États de la Sonora et de Sinaloa.

Gwin a probablement été envoyé en émissaire pour sonder l'opinion publique à cet égard. En tout cas, les ports du golfe de Californie seront sans doute un lieu de rendez-vous pour les conspirateurs et les traîtres, car ces ports sont dans la même situation vis-à-vis du Pacifique que le port de Nassau vis-à-vis de l'Atlantique.

La question mexicaine est une question d'une importance toute spéciale pour le peuple de cet État, et je vous serai très-obligé de me communiquer toutes les informations qui vous parviendraient à ce sujet.

Signé : FRÉDÉRIC LOW.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 15 septembre 1864.

Monsieur, je vous envoie, pour votre information, copie d'une dépêche que je viens de recevoir de M. William Corwin, notre chargé d'affaires au Mexique. Les comptes rendus postérieurs à cette dépêche ne nous permettent pas d'apprécier exactement les résultats probables

des mouvements militaires qui s'effectuent en ce moment dans cette République. Vous remarquerez sans doute ce que M. Corwin écrit des desseins de M. Gwin dans la Sonora. Il n'est pas douteux qu'ils ne soient hostiles aux États-Unis. Mais je ne crois pas m'aventurer beaucoup en disant qu'ils causeront plus de désagréments au gouvernement quel qu'il soit, qui s'établira au Mexique, que de préjudices à notre propre pays.

Il n'est guère à craindre que les insurgés pourront se retirer de la guerre civile actuelle, avec une puissance suffisante pour établir l'esclavage au Mexique. Il sera bon néanmoins que vous vous assuriez jusqu'à quel point des projets semblables trouvent un appui dans les Conseils de l'Empereur des Français.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, le 3 octobre 1864.

Monsieur, je vous transmets, pour votre information, copie d'une lettre particulière de M. de Geofroy en date du 23 septembre dernier, de ma réponse en date du 30 du même mois, et d'une lettre que j'ai adressée à la même date au major général Canby au sujet de la prétendue entrée du général mexicain Cortinas avec une force armée sur le territoire des États-Unis, en s'y arrogéant une autorité militaire.

Signé : W. H. SEWARD.

ANNEXE.

M. de Geofroy à M. Seward.

Montréal, le 23 septembre 1864.

Cher Monsieur, je n'ai pas d'autres informations en ce qui touche les événements de Brownsville que ce qu'en rapportent les journaux. Quelle que soit la cause à laquelle ces événements doivent être attribués, il paraît, néanmoins, à en croire les journaux, que le chef mexicain Cortinas aurait envahi le territoire des États-Unis, avec un corps de troupes, et qu'il avait même donné à ses soldats, de sa propre autorité, le drapeau de l'Union. Ce dernier acte est d'une hardiesse dont

il aura sans doute à rendre compte au Gouvernement Fédéral. Ce qu'il importe, c'est qu'il soit désarmé et qu'il ne puisse plus quitter le territoire américain, pour faire avec sa bande des incursions sur la rive droite du Rio-Grande. Je suis sûr d'avance, qu'à la première nouvelle de cette affaire, vous aurez envoyé au Texas les ordres les plus formels, pour que les devoirs réclamés par le voisinage et la neutralité soient strictement observés par les officiers commandant les forces fédérales de ces contrées; je n'ai pas besoin d'insister sur la grave responsabilité que ces officiers feraient retomber sur leur gouvernement si, au mépris de leurs instructions, ils permettaient aux fugitifs de s'établir sur la frontière, et d'y commettre des actes d'hostilité directe ou indirecte, d'y préparer des expéditions, des transports d'hommes et de munitions, et, en résumé, d'y soutenir de quelque manière que ce soit, les bandes armées dans l'intérieur du Mexique, contre les troupes de Sa Majesté. Je veux seulement vous faire remarquer que cet événement, lorsqu'il sera connu à Paris, rendra plus pressante encore la demande d'explication que j'ai été récemment chargé de vous adresser au sujet des rapports, pastres-intimes, qui existaient précédemment entre Cortinas et plusieurs généraux des États-Unis, d'une rive à l'autre du Rio-Grande, et particulièrement au sujet de la vente faite par ces généraux à Cortinas, d'armes appartenant au gouvernement des États-Unis. Je vous serai, en conséquence, obligé de vouloir bien hâter la réponse que vous m'avez promise sur ce point, et en même temps me mettre à même de faire connaître à M. Drouyn de Lhuys, les mesures que vous aurez cru devoir prendre à l'égard de Cortinas et de sa bande.

Si vous pensiez que ma présence était immédiatement nécessaire à Washington, je vous prierai de vouloir bien me le télégraphier au Consulat général de Sa Majesté à Québec jusqu'au mardi prochain 27, et après cette époque, à New-York, Brevoort-House, où je me propose de rester jusqu'au 4 octobre, jour auquel j'expédierai mon courrier.

Signé : L. DE GEOFROY.

M. Seward à M. de Geofroy.

Washington, le 30 septembre 1864.

Monsieur, j'ai reçu ici le 26 votre Note de Montreal datée du 23 de ce mois.

Lorsque j'ai eu sous les yeux les comptes rendus antérieurs des journaux sur une prétendue incursion du général Cortinas sur le

territoire des États-Unis, ils m'ont paru invraisemblables, et peu dignes de foi. La seule nouvelle officielle qui ait été reçue au sujet de cette affaire, est contenue dans un rapport adressé par le général Canby au secrétaire de la guerre. En recevant cet avis, j'ai immédiatement transmis à M. Dayton une dépêche, contenant ce même avis dont je m'empresse de vous envoyer une copie pour votre information personnelle. Les dernières publications des journaux démentent les bruits qui ont circulé et leur enlèvent une grande partie de leur importance. Mais les uns et les autres restent vagues et peu satisfaisants. C'est pourquoi, je me suis adressé, par l'intermédiaire du département de la guerre, au major-général Canby, et lui ai demandé un rapport détaillé sur les faits dont il s'agit, et en même temps, bien que je ne l'aie pas jugé bien nécessaire, j'ai, par ordre du Président renouvelé l'injonction précédemment adressée aux forces des États-Unis, de ne commettre, ni de souffrir dans le ressort de la juridiction des États-Unis, aucune violation de la neutralité, en ce qui concerne le conflit actuellement engagé au Mexique.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Seward au général Canby.

Washington, le 30 septembre 1864.

Monsieur, les récits d'un journal non officiel concernant l'entrée du général mexicain Cortinas, avec une force armée, sur le territoire du Texas, dans les limites des États-Unis, avec des prétentions d'autorité militaire, ont attiré l'attention de ce département, aussi bien que celle du ministre de France dans cette capitale. Les rapports sont contradictoires et ne semblent pas mériter confiance. La dignité et l'honneur de ce gouvernement, en sa qualité de puissance neutre dans la lutte qui déchire le Mexique, exigent que le Président soit pleinement informé, aussitôt que possible, des circonstances auxquelles j'ai fait allusion. Je vous prie donc de vous assurer des faits et d'en faire l'objet d'un rapport au secrétaire de la guerre. En même temps j'ai le plaisir de vous informer qu'on a approuvé votre démarche, en donnant avis audit Cortinas, que sa présence en armes aux États-Unis, dans une attitude hostile contre une puissance amie avec laquelle ce gouvernement est en paix, ne serait pas tolérée. Bien que cette démarche indique que vous avez fidèlement adhéré aux instructions données à vos prédécesseurs, je crois convenable de renouveler l'injonction que, d'aucune manière, et sous aucun prétexte, la neutralité

des États-Unis dans la guerre entre la France et le Mexique ne doit être compromise par nos forces militaires ou par l'un ou l'autre des belligérants dans les limites de votre département.

Signé : W. H. SEWARD.

Dépêche de M. Seward à M. Bigelow, relative à la situation des affaires du Mexique et à la continuation de l'occupation française.

Washington, 16 décembre 1865.

Monsieur,

Votre dépêche du 30 novembre, n° 209, a été dûment reçue et soumise au Président. La communication que vous avez donnée à M. Drouyn de Lhuys de ma dépêche n° 300 est approuvée. La teneur des observations par vous faites au Ministre des affaires étrangères en cette occasion a également mon approbation. Le département exécutif de ce gouvernement n'est pas le seul qui soit intéressé dans la question de savoir si la présente situation des affaires doit continuer au Mexique.

Cet intérêt est national aussi, et à tout événement, le Congrès actuellement en session est autorisé par la Constitution à diriger, par une loi, l'action des États-Unis relativement à cette importante question. Le dessein du Président était d'informer respectueusement la France : d'abord, que les États-Unis désirent vivement de continuer et de cultiver des relations de sincère amitié avec la France ; secondement, que cette politique serait mise en un danger imminent si la France regardait comme incompatible avec ses intérêts et son honneur de renoncer à continuer au Mexique une intervention armée, destinée à renverser le gouvernement républicain y existant, et à établir sur ses ruines la monarchie étrangère, qu'on a tenté d'inaugurer dans la capitale de ce pays.

En réponse à cette exposition de nos vues, M. Drouyn de Lhuys vous a offert la suggestion que le gouvernement des États-Unis pourrait peut-être favoriser le désir exprimé par l'Empereur de se retirer du Mexique, en lui donnant quelque formelle assurance que, dans le cas où il rappellerait ses troupes, le cabinet de Washington reconnaîtrait Maximilien au Mexique comme étant *de facto*, un pouvoir politique.

Mon désir, en rédigeant la dépêche n° 300 était d'exprimer, au nom des États-Unis, l'opinion que cette idée de reconnaissance, ainsi suggérée par l'Empereur, ne pouvait être acceptée, et d'exposer, comme

explication, les motifs sur lesquels se base cette décision. J'ai pesé avec soin les arguments contre cette décision qui vous ont été présentés par M. Drouyn de Lhuys dans l'entrevue dont il a été parlé et je n'y trouve aucune raison suffisante de modifier les vues exprimées par les États-Unis.

Il ne me reste plus maintenant qu'à faire savoir à M. Drouyn de Lhuys mon profond regret de ce qu'il a cru devoir, dans sa conversation avec vous, laisser le sujet dans une condition qui ne nous autorise guère à espérer qu'un accord satisfaisant puisse être conclu sur aucunes des bases qui ont été présentées jusqu'à présent.

Signé : W. H. SEWARD.

RÉTABLISSEMENT DU PÉONAGE AU MEXIQUE.

Le Président à la Chambre des Représentants.

En réponse à la résolution de la Chambre des représentants du 12 courant, dans laquelle on me demande des renseignements sur un prétendu décret qui rétablirait l'esclavage ou le péonage dans la république du Mexique, j'ai l'honneur de vous communiquer les documents ci-joints, avec le rapport du secrétaire d'État.

Washington, le 14 décembre 1865.

Signé : ANDREW JOHNSON.

Département d'État, Washington, le 14 décembre 1865.

Le Secrétaire d'État a reçu communication de la *résolution* de la Chambre des représentants, en date du 11 courant, par laquelle on demande au Président de soumettre à la Chambre tous les renseignements possibles, sur un soi-disant décret de Maximilien, agent des Français au Mexique, en date du 5 septembre 1865, rétablissant l'esclavage et le péonage au Mexique, et d'informer la Chambre de ce qu'a fait à ce sujet le gouvernement des États-Unis. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Président la correspondance à laquelle fait allusion cette résolution. Il y trouvera tous les détails connus de mon département.

Signé : W. H. SEWARD

M. Romero à M. Seward.

Washington, le 5 octobre 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous remettre une traduction d'une pseudo-loi qui avait été promulguée le 5 septembre à Chapultepec, par l'Archiduc d'Autriche Ferdinand-Maximilien, soi-disant Empereur du Mexique. Sous le prétexte apparent de provoquer une émigration étrangère au Mexique, cette loi a pour but réel d'attirer dans cette République les citoyens américains du Sud qui ne sont pas décidés à reconnaître l'autorité des États-Unis, ou à accepter les conséquences de la guerre, et à admettre en même temps le nouveau système de travail qu'on vient d'inaugurer dans le Sud.

Suivant les renseignements que j'ai reçus et que j'ai communiqués à votre département, l'Empereur des Français et son agent au Mexique, voyant qu'il n'y a pas dans ce pays assez d'éléments pour les soutenir, ont appelé à eux tout ce qu'ils supposaient animé d'un esprit d'hostilité contre les États-Unis.

C'était là le but de la convention faite avec l'ex-sénateur Gwin, de la Californie; mais comme cet individu était un ennemi déclaré des États-Unis, on n'a pas cru prudent d'irriter le pays en exécutant ce qui avait été arrêté.

On a fait une autre combinaison sous une forme différente, et on espère obtenir les mêmes résultats. Pour y arriver, on rétablit en fait au Mexique l'odieuse institution de l'esclavage. Cette soi-disant loi de l'ex-Archiduc d'Autriche est accompagnée d'un règlement dont je vous envoie une traduction. Le premier article de ce règlement, pour couvrir les apparences, déclare que, suivant les lois de l'Empire, tous les hommes de couleur sont libres par le seul fait d'avoir mis le pied sur le territoire mexicain; mais les articles suivants établissent un esclavage d'autant plus odieux, qu'il n'est pas restreint à la couleur ou à une caste particulière.

Les travailleurs, nom donné aux esclaves, feront, suivant ce règlement, avec leurs maîtres appelés patrons, un contrat par lequel ils auront droit à la nourriture, aux vêtements, au logement, aux soins médicaux et à une somme d'argent stipulée dans le contrat. La quatrième partie de la somme sera perdue pour le travailleur, puisqu'il ne peut en disposer, non plus que des intérêts, jusqu'à la fin de son contrat. Suivant les termes des articles 13 et 14 : « Le travailleur s'engagera en même temps envers son patron à faire le travail qui lui sera assigné pendant 5 ans au moins et dix ans au plus. » Le patron s'engagera à entretenir les enfants de ses travailleurs. »

Cet esclavage est héréditaire, puisque, suivant l'article 3 du règlement, si le père vient à mourir, le patron se considère comme le tuteur des enfants, qui resteront à son service jusqu'à leur majorité, aux mêmes conditions que le père. Les héritiers du patron auront le droit de posséder ces travailleurs, d'après l'article 5.

Pour ajouter au rôle odieux des maîtres d'esclaves, le règlement contient un article, l'article 6, qui stipule qu'en cas de désertion, les travailleurs seront condamnés aux travaux publics sans aucune rémunération jusqu'à ce que le maître vienne les réclamer. Enfin, pour couronner cette œuvre d'iniquité, l'article 15 établit qu'en cas de mort sans testament ou sans héritier, les biens des travailleurs appartiennent au trésor public.

Il est réellement extraordinaire et difficile à comprendre, que quand l'esclavage a reçu le coup de mort dans le seul pays où il pouvait vivre, et quand les faits ont prouvé que son existence était un mal moral, social et politique, il puisse y avoir au monde un usurpateur qui, sans avoir établi son autorité dans le pays qu'il prétend gouverner, tente de rétablir cet odieux système, dans le but de s'affermir, et change le nom des choses pour faire illusion au monde.

Comme ce système de travail peut être pris pour ce qu'on appelle au Mexique le péonage, et considéré ici comme une institution équivalente à l'esclavage, je crois utile de vous dire que dans quelques États du Sud du Mexique, les abus des propriétaires et l'influence dont ils jouissaient, ont souvent donné lieu à un état de choses qu'on pourrait comparer aux effets déplorables de la loi de Maximilien ; mais de pareils abus n'ont jamais été sanctionnés par les lois mexicaines, et le gouvernement de la République a pris grand soin de les combattre. Il était réservé à l'Archiduc d'Autriche de sanctionner de pareils abus par un décret, qui, si on l'applique, aura son effet dans tout le territoire mexicain.

Avant de terminer, je dois vous remettre une copie du discours prononcé à Mexico, le 16 septembre, par l'Archiduc Maximilien, où il exprime sa détermination irrévocable de ne jamais quitter le Mexique, quoi qu'il puisse arriver. C'est une preuve de plus que l'Empereur des Français est loin d'abandonner son projet d'imposer au peuple du Mexique un monarque européen.

Je suis heureux de profiter de cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : M. ROMERO.

M. Seward à M. Bigelow.

Washington, le 2 novembre 1865.

Monsieur, la question de l'émancipation des esclaves aux États-Unis excite maintenant le plus profond intérêt. L'égalité parfaite des hommes de descendance africaine avec ceux des autres races sur tout le continent, est la politique adoptée par les États-Unis. Certains décrets, ayant trait à l'émigration, promulgués par l'autorité qui gouverne le Mexique en opposition avec la République, ont appelé l'attention de ce Gouvernement. Les légistes du Gouvernement ont émis l'opinion que si l'on mettait ces décrets à exécution, on réduirait les travailleurs de descendance africaine à la condition de péons, et que les affranchis d'Amérique, avec ou sans leur plein consentement, pourraient être attirés au Mexique.

S'il y a une opinion établie en Europe sur une question politique, c'est celle que l'esclavage, sous quelque forme qu'il apparaisse, ne doit plus exister dans le monde. Nous ne doutons pas que l'Empereur des Français ne partage pleinement ces sentiments d'humanité. Je viens donc vous prier de remettre à M. Drouyn de Lhuys une copie de l'opinion de l'attorney général, en date du 21 octobre 1865, et d'appeler l'attention du gouvernement français sur cette question, que l'attorney général a discutée savamment et dans le but d'arriver à une conclusion équitable.

Signé : W. H. SEWARD.

M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 22 novembre 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous rappeler la conversation que j'ai eue avec Votre Excellence, le 17, au sujet des troupes égyptiennes qu'on envoie de force au Mexique, et du déplaisir qu'éprouvera mon Gouvernement et le peuple des États-Unis, en voyant l'esclavage rétabli, sous quelque forme que ce soit, sur notre territoire ou dans notre voisinage.

Je viens encore appeler l'attention de Votre Excellence sur certain décret ayant trait à l'émigration au Mexique, et émanant d'une autorité opposée à celle de la République. Dans l'opinion des légistes de mon Gouvernement, ces décrets, si on les applique, auront pour effet de réduire à la condition de péons les travailleurs de descendance

africaine, et les affranchis des États-Unis qu'on pourrait attirer au Mexique.

Pour que Votre Excellence puisse se rendre compte de cette conclusion, j'ai été chargé de lui transmettre une copie de l'opinion de l'attorney général, et d'appeler l'attention du Gouvernement impérial sur la question qui y est discutée. En suivant les instructions de mon Gouvernement, je dois me servir des expressions contenues dans la dépêche, à savoir, « que s'il y a une opinion établie en Europe, c'est celle que l'esclavage, sous quelque forme que ce soit, doit disparaître de la surface du monde, et nous ne doutons pas que l'Empereur des Français ne partage cordialement comme nous ce sentiment d'humanité.

Signé : JOHN BIGELOW.

TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE AU MEXIQUE.

M. Seward à M. Bigelow.

Washington, 3 novembre 1865.

Monsieur, je suis chargé, par le Président, de vous prier d'appeler la sérieuse attention du Gouvernement français sur les procédés militaires mis en usage au Mexique, et qui font que des Mexicains de naissance, faits prisonniers en combattant pour leur Gouvernement républicain, se voient refuser les droits que la loi des nations accorde invariablement aux prisonniers de guerre.

Je suis, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

M. Seward à M. Bigelow,

Washington, le 28 novembre 1865.

Monsieur, en me référant à ma dépêche du 3 courant 1865, c'est encore un devoir pénible pour moi de vous dire que nous avons appris du ministre du Gouvernement républicain du Mexique, accrédité près du Gouvernement fédéral, que la mise en pratique de la politique sanguinaire, signalée dans la dépêche ci-dessus, a été inaugurée par l'exécution de plusieurs officiers distingués de l'armée libérale, lesquels ont été surpris et faits prisonniers dans la ville de Santa-

Anna-Amatlan, nommément : les généraux Arteaga et Salazar, les colonels Diaz Paracho, Villa Gomez, Perez Milicua et Villanos, cinq lieutenants-colonels, huit commandants et une quantité d'officiers inférieurs.

Il est de mon devoir de vous charger de nouveau d'appeler l'attention sérieuse du Gouvernement impérial sur ce sujet, et d'informer M. Drouyn de Lhuys que ces nouvelles ont été reçues avec le plus profond chagrin par le Gouvernement des États-Unis. Si, après information, l'exactitude en était démontrée, nous ne pouvons faire, quant à nous, aucun doute, qu'en ce qui le concerne, le Gouvernement français ne défendra jamais des procédés qui répugnent autant aux sentiments de la civilisation moderne et aux instincts d'humanité.

Je suis, etc.,

Signé : W. -H. SEWARD.

M. Bigelow à M. Seward.

(Extrait.)

Paris, 30 novembre 1865.

Monsieur Il (M. Drouyn de Lhuys) a alors répondu aux représentations que je lui ai faites, au sujet de l'exécution des prisonniers de guerre mexicains, et aussi au cas de Mme Iturbide. Pourquoi, a-t-il dit, ne vous adressez-vous pas au Président Juarez? Nous ne sommes pas le Gouvernement du Mexique, et vous nous faites trop d'honneur de nous traiter comme tel. Nous sommes allés au Mexique pour protéger d'importants intérêts, mais nous ne sommes pas responsables de Maximilien, ni de son Gouvernement. Il est responsable à votre égard, comme à l'égard de tout autre Gouvernement dont il aurait violé les droits, et vous pouvez recourir aux mêmes moyens que ceux que nous avons employés.

Je suis, etc.

Signé : J. BIGELOW.

M. Seward à M. Romero.

Washington, 10 décembre 1865.

Monsieur, j'ai eu l'honneur de recevoir votre communication du 25 octobre dernier, ainsi que les dix annexes qui l'accompagnaient et que vous m'avez communiquées pour renseigner le Gouvernement des États-Unis.

Vous avez tenu à appeler mon attention spéciale sur le plus significatif de ces documents, c'est-à-dire sur une proclamation datée du 2 octobre 1865, et un décret du 3 du même mois, signés par le soi-disant Empereur du Mexique, en vertu desquels la peine de mort doit être infligée à tous les Mexicains qui résistent par les armes à son autorité dans cette République.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que votre dépêche et ses annexes, pour lesquelles vous voudrez bien accepter mes remerciements, ont reçu la considération qu'elles réclamaient justement de notre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DE L'EMPIRE MEXICAIN.

Le Président Johnson à la Chambre des représentants de Washington.

En conformité avec la résolution de la Chambre des représentants, du 18 décembre, demandant des renseignements au sujet des démarches faites par le soi-disant appelé (So called) Empereur du Mexique, ou par toute autre puissance européenne pour obtenir de la part des États-Unis la reconnaissance du soi-disant appelé (So called) Empire du Mexique, et quelle part a été prise à cet égard par le Gouvernement des États-Unis, je transmets un rapport du secrétaire d'État et les documents qui l'ont accompagné.

Signé : JOHNSON.

Washington, le 5 janvier 1866.

Ministère d'État. Washington, le 4 janvier 1866.

Le secrétaire d'État a qui a été renvoyée la résolution de la Chambre des représentants du 18 décembre dernier, demandant au Président de donner communication à la Chambre de la correspondance ou des renseignements en possession du pouvoir exécutif au sujet des démarches qui auront pu être faites par le soi-disant appelé Empereur du Mexique ou par quelque autre puissance européenne, pour obtenir de la part du Gouvernement des États-Unis la reconnaissance du soi-disant Empire du Mexique, et aussi quelle part a pu être prise à cet égard par le Gouvernement des États-Unis, le secrétaire d'État a l'honneur de présenter au Président les documents mentionnés dans la liste suivante, demandés par ladite résolution de la Chambre des représentants.

Signé : W. HUNTER.

M. Arroyo à M. Corwin.*(Confidentielle.)*

New-York, le 2 mars 1865.

Mon cher Monsieur, le 10 janvier dernier, Son Excellence don Jose Ramirez, ministre d'État des affaires étrangères de l'Empire mexicain, m'a autorisé à m'adresser directement et confidentiellement à l'honorable M. Willam Seward, secrétaire d'État, au sujet de certains points que je vous indiquerai lorsque j'aurai le plaisir de vous voir à cet effet.

Le même M. Ramirez me dit ce qui suit : « Vous verrez M. Corwin en mon nom et vous lui direz que j'ai regretté de n'avoir pas reçu de réponse à la lettre que je lui ai écrite en août dernier. » Je viens donc vous prier de vouloir bien m'aider de votre influence pour remplir l'objet de ma mission, ne doutant pas que votre obligeance vous engagera à m'assister de vos conseils et de votre avis.

Je crois que vous serez d'avis que je doive me rendre à Washington pour demander verbalement les deux points que comporte ma mission, c'est ce que je compte faire ; mais, avant d'entreprendre le voyage, je serais heureux, si vous vouliez me faire la grâce, dans le cas où vous en auriez l'occasion, d'annoncer à M. Seward mon voyage, afin que, s'il ne voyait pas d'empêchement à ce que j'eusse le voir officiellement, il le fît savoir.

Vous pouvez, si vous le jugez convenable, faire savoir tout d'abord à M. Seward qu'un des points de ma mission est de savoir si la reconnaissance de nos consuls peut être obtenue, à cause des embarras qui existent en raison de la non reconnaissance ; tandis que l'exercice des fonctions des consuls américains s'est continué sans empêchement au Mexique, bien que le Gouvernement de don Benito Juarez n'existe plus *de facto* ou *de jure*.

Vous m'excuserez de vous écrire dans ma propre langue, car je ne sais pas assez l'anglais pour l'écrire avec la perfection désirée.

Agréez, etc.

Signé : LOUIS DE ARROYO.

Washington, Box n° 4, 202.

La précédente lettre a été communiquée au secrétaire d'État par M. Corwin, au commencement de mars 1865.

M. Seward à M. Corwin.

Secrétairerie d'État. Washington, le 13 mars 1865.

M. Seward fait ses compliments à M. Corwin et lui sera obligé de se rendre à la secrétairerie d'État aussitôt qu'il lui sera possible de le faire.

Signé : W.-H. SEWARD.

Mémoire lu par M. Seward à M. Corwin.

Secrétairerie d'État. Washington, le 13 mars 1865.

M. Seward a lu à M. Corwin ce qui suit :

« C'est une habitude établie du Gouvernement de n'entretenir aucun rapport avec les agents, dans quelque pays que ce soit, de personnes qui sont en état d'antagonisme et de révolution vis-à-vis de l'autorité souveraine du même pays avec lequel les États-Unis entretiennent des relations diplomatiques amicales.

« C'est également une habitude établie du Gouvernement de n'accorder aucune entrevue non officielle ou particulière aux personnes avec lesquelles il ne peut avoir de rapports officiels.

« Pour ces raisons, l'ouverture faite par M. Corwin au secrétaire d'État est rejetée. »

Mémoire de M. Seward.

Washington, le 17 juillet 1865.

Le 17 juillet 1865, le marquis de Montholon est venu au ministère d'État et a dit qu'un agent spécial était arrivé du Mexique à Washington, porteur d'une lettre signée Maximilien, et adressée au Président des États-Unis, dont une copie a été remise au secrétaire d'État par le marquis de Montholon, qui a ajouté que l'agent avait pour instruction de remettre cette lettre, s'il convenait au Gouvernement des États-Unis de la recevoir. Le marquis dit aussi que cet agent était chargé de donner des explications et de prendre des arrangements au sujet du Rio-Grande, à propos des représentations qui avaient été faites à cet égard par le gouvernement des États-Unis au Gouvernement impérial de France.

Le Secrétaire d'État a répondu que puisque la lettre mentionnée était directement adressée au Président des États-Unis, il s'abstenait jusqu'à ce qu'il ait eu à ce sujet une conversation avec le Président.

Le 15, le Secrétaire d'État a remis au marquis de Montholon la copie de ladite lettre et lui a dit que les États-Unis entretiennent aujourd'hui comme par le passé des relations amicales avec le Gouvernement républicain du Mexique et qu'en conséquence, il ne peut changer la ligne de conduite qu'il a suivie jusqu'ici à l'égard de ce pays, et qu'alors le Président se refusait à recevoir la lettre ou à avoir des rapports avec l'agent qui en est porteur.

Signé : W.-H. SEWARD.

M. Romero à M. Hunter.

Légation mexicaine aux États-Unis.

(Traduction.)

Washington, le 1^{er} août 1865.

Monsieur le Secrétaire d'État, j'ai l'honneur de vous remettre ci-incluse la copie d'une note que m'a adressée le Consul général du Mexique à New-York à la date d'hier, en appelant mon attention sur l'annonce annexée publiée dans le *World* du 29 juillet dernier, par don Luis Arroyo qui s'intitule le consul nommé dans cette ville par le soi-disant appelé Empire mexicain.

Je crois utile de faire remarquer que don Luis Arroyo, sous le titre d'agent commercial, va exercer, comme cela est annoncé, toutes les fonctions auxquelles il pourrait avoir droit s'il était le véritable consul du Mexique avec l'exéquatur du Gouvernement des États-Unis. Par ce motif, je vous prie d'avoir la bonté de me faire savoir quelles sont les vues du Gouvernement des États-Unis relativement à deux points sur lesquels je désirerais être fixé avant de me faire une opinion à cet égard. Le premier est si le Gouvernement des États-Unis considère l'ex-archiduc Ferdinand-Maximilien comme ayant le droit de nommer dans ce pays des agents commerciaux qui exercent publiquement les fonctions de consul, ou bien si ce droit appartient seulement à un Gouvernement dont l'existence n'est ni douteuse ni contestable.

A ce que je crois, le Gouvernement des États-Unis ne voit dans la situation actuelle qu'une guerre entre la République du Mexique et la France, sans reconnaître le Gouvernement de Maximilien, pas même comme un Gouvernement *de facto*.

Le second point est si de tels agents commerciaux peuvent exercer les fonctions de consul non-seulement sans l'exéquatur formel, mais

aussi sans aucune sorte d'autorisation ou de reconnaissance de la part du Gouvernement des États-Unis.

Je dois vous faire savoir que jusqu'à ce moment, le Consul français à New-York avait exercé les fonctions que don Luis Arroyo a la prétention d'exercer aujourd'hui, ce qui était peut-être plus logique et montrait plus d'égards pour le Gouvernement des États-Unis, d'autant que le Consul français a reçu l'exéquatur de ce Gouvernement et représente plus véritablement l'ordre de choses établi au Mexique par les armées de Napoléon III. Le changement qui s'opère maintenant paraît avoir pour but de montrer que le Gouvernement des États-Unis reconnaît tacitement comme un Gouvernement *de facto* l'œuvre de l'intervention française au Mexique.

Agréez, etc.

Signé : M. ROMERO.

ANNEXE N° 1.

(Traduction.)

Consulat général de la République mexicaine aux États-Unis.
New-York, le 31 juillet 1865.

Dans le numéro du *World* du 29 courant, un M. Arroyo, qui s'arroge le titre de consul de l'Empire mexicain dans la ville de New-York, a publié une annonce dont je vous remets copie, par laquelle il informe les marchands de ce port qui auraient à envoyer des marchandises au Mexique, que les certificats de connaissements et manifestes doivent être autorisés par lui, et non par le soussigné.

Comme il est au su de tout le monde que ledit M. Arroyo ne peut exercer dans ce pays aucune fonction consulaire, parce qu'il n'a pas l'exéquatur du Gouvernement des États-Unis que je possède seul, j'ai l'honneur de vous informer de ce fait, afin que vous puissiez, si vous le jugez convenable, obtenir du cabinet de Washington qu'il mette fin à un semblable abus, contraire aux lois de ce pays qui ont établi que pour pouvoir remplir les devoirs de Consul, l'exéquatur du Président est exigé.

J'ai l'honneur, etc.

Indépendance et liberté.

Signé : JUAN N. NAVARRO.

ANNEXE N° 2.

Extrait du *World* du 29 juillet 1865.

Commerce avec le Mexique. Décret de Maximilien au sujet des connaissements et manifestes de marchandises pour les ports mexicains.

New-York, le 28 juillet 1865.

Au rédacteur en chef du *World*.

Monsieur, désirant que les décrets ci-inclus soient portés à la connaissance générale du commerce, je vous prie de vouloir bien en ordonner la publication dans votre estimable journal. Vous obligerez votre très-obéissant serviteur.

Signé : LOUIS DE ARROYO.

N° 42. Broadway.

Ministère des finances. Mexico, le 24 janvier 1865.

Section I. — Circulaire n° 35.

Des Consuls et Vice-Consuls de l'Empire mexicain ayant été nommés et résidant déjà dans les pays étrangers, c'est à eux qu'il appartient de légaliser les certificats de connaissements et les manifestes de marchandises envoyées dans nos ports, ainsi que toutes les pièces dont la légalisation est exigée par les lois. Les agents nommés par l'administration de don Benito Juarez auront à cesser leurs fonctions, cette administration n'existant plus depuis le 31 mai 1863.

En conséquence, je vous commande, par ordre de Sa Majesté l'Empereur de notifier au commerce de New-York qu'à l'avenir toutes les pièces mentionnées plus haut devront être légalisées par les agents de l'Empire. Toutes les factures d'envois et manifestes de navires arrivant dans les ports de l'Empire du Mexique, certifiés par les précédents agents dont les fonctions n'ont pas été renouvelées par l'administration actuelle seront considérées comme étant sans valeur, et n'auront aucun effet légal et sans preuve que ce soit.

Je vous envoie cette communication pour qu'elle soit dûment portée à la connaissance du public, j'espère qu'en m'accusant réception de cet ordre vous m'informerez du jour où la publication en a été faite, afin que j'avertisse les receveurs des douanes des ports de l'Empire.

Signé : DE CASTELLO,

Sous-secrétaire des finances.

A M. Luis de Arroyo, consul remplissant les fonctions d'agent commercial à New-York.

M. Seward à M. Romero.

Washington, le 9 août 1865.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 1^{er} de ce mois dans laquelle vous appelez l'attention du département sur une annonce publiée dans le *World* de New-York du 29 dernier par don Luis Arroyo, dans laquelle cette personne fait savoir que les expéditeurs pour les ports mexicains doivent faire attester et certifier leurs certificats et manifestes par lui, comme étant consul de l'Empire du Mexique dans la ville de New-York.

En réponse je dirai qu'aucune loi des États-Unis ne peut empêcher une personne prétendant être consul d'une puissance étrangère, de publier sous sa responsabilité un avis du genre de celui dont vous parlez.

Il n'est pas nécessaire que je répète ce qui a été dit uniformément par le Gouvernement dans toutes ses correspondances officielles, savoir qu'aucun autre Gouvernement que le Gouvernement républicain n'a été reconnu au Mexique par les États-Unis. Vous n'ignorez pas néanmoins que le parti en guerre contre ce Gouvernement est et a été depuis quelque temps déjà en possession de quelques-uns au moins des ports du Mexique. Cette possession entraîne avec elle, pendant sa durée, le pouvoir de fixer des réglemens pour le commerce étranger dans ces mêmes ports. Si comme c'est le cas présumable, une de ces conditions est que les connaissements et manifestes des navires venant de l'étranger, chargés pour ces ports, doivent être certifiés par un agent commercial du parti en possession, résidant dans le port du pays étranger d'où le navire doit partir, on ne voit pas quelles mesures le Gouvernement pourrait efficacement prendre. Un tel agent commercial ne peut remplir aucun acte consulaire ayant rapport aux affaires de ses concitoyens aux États-Unis.

Quant à lui défendre de certifier des connaissements et des manifestes, dans de semblables circonstances, cela équivaldrait à une interdiction du commerce entre les États-Unis et ceux des ports du Mexique qui ne sont pas au pouvoir du Gouvernement républicain de ce pays. Les consuls des États-Unis au Mexique, qui tiennent seulement leur exéquatour du Gouvernement précité, remplissent dans les ports qui ne sont pas placés sous le contrôle de ce Gouvernement les fonctions d'agents commerciaux en tout semblables à celles que ledit Arroyo prétend exercer à New-York de la même manière à l'égard des ports mexicains.

Agréez, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

M. Romero à M. Seward.*(Traduction.)*

New-York, le 12 août 1865.

Monsieur le secrétaire d'État, j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 9 courant en réponse à la mienne du 1^{er} vous posant quelques questions sur les actes de Louis Arroyo qui a ouvert un bureau dans cette ville en qualité d'agent commercial du prétendu Empire Mexicain.

Comme votre note ne contient pas une réponse catégorique à ma demande, dans laquelle étaient cependant clairement indiquées les démarches à adopter dans cette circonstance par le Gouvernement des États-Unis, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de soumettre la question au Gouvernement du Mexique et d'attendre de nouvelles instructions à cet égard.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : M. ROMERO.

M. Seward à M. Romero.

Secrétairerie d'État. Washington, le 7 novembre 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 12 août, en réponse à la mienne du 12 août qui répondait à la votre du 1^{er} dans laquelle vous vous plaigniez des actes de M. Louis Arroyo qui prend le titre d'agent commercial du soi-disant Empire des États-Unis, correspondance que vous me dites avoir soumise à votre Gouvernement en demandant ses instructions au sujet de la position prise par les États-Unis dans cette circonstance.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

M. Seward à M. Bigelow.*(Extrait.)*

Washington, le 6 novembre 1865.

Mon cher monsieur, je vais discuter la question et vous laisserai le soin de présenter l'opinion du Président de telle manière que vous le jugerez convenable. Le Président se croit tenu d'adhérer à l'opinion émise dans ma dépêche n° 259 qui, à ce que nous avons compris, a été

déjà lue à M. Drouyn de Lhuys. La présence et les opérations d'une armée française au Mexique, l'autorité qu'elle continue à exercer par la force et non par le consentement du peuple mexicain sont une cause de profond regret pour les États-Unis. Néanmoins les objections des États-Unis sont plus générales encore et s'élèvent contre l'autorité même que l'armée française soutient ainsi. Cette autorité est en antagonisme direct avec la politique du Gouvernement fédéral et le principe sur lequel celle-ci est fondée. Chaque jour de plus que dure cette expérience confirme le Gouvernement fédéral dans les vues qu'il a exprimées à l'époque où cette tentative a été commencée. Les États-Unis se sont toujours jusqu'à présent exprimés avec la plus grande franchise à cet égard.

Les États-Unis considèrent toujours la tentative faite pour établir d'une manière permanente un gouvernement étranger et impérial au Mexique comme condamnable (*disallowable*) et impraticable. Pour ces raisons, ils ne peuvent pas maintenant consentir à transiger sur la position qu'ils ont prise jusqu'à présent. Ils ne sont pas disposés à reconnaître ou à s'engager à reconnaître plus tard des institutions politiques opposées au Gouvernement républicain avec lequel ils ont pendant si longtemps entretenu des relations amicales. Je n'ai pas besoin de vous répéter ce que je vous ai dit sur notre désir de conserver nos vieilles relations d'amitié avec la France. Ce désir augmente d'autant plus nos regrets de n'avoir reçu du Gouvernement français aucune communication officielle ou officieuse, qui nous mît à même de nous attendre à ce que la France soit bientôt prête, autant qu'il dépend d'elle, à éloigner les causes de notre profonde inquiétude à l'égard de l'harmonie des deux nations.

La suggestion que vous faites de la disposition qu'a la France de proposer la révision des rapports commerciaux entre les deux pays ne paraît pas émaner du Gouvernement impérial. Quoi qu'il en soit, il est presque inutile de dire que nous n'insisterions pas aussi sérieusement sur ce côté des relations politiques, si nous n'étions pas convaincus que cette considération l'emporte en ce moment sur celle du commerce dans l'esprit du peuple américain.

Croyez-moi, etc.

. Signé: W.-H. SEWARD.

M. Bigelow à M. Seward.

Paris, le 30 novembre 1865.

Monsieur, après y avoir réfléchi, je suis arrivé à la conclusion que je laisserais une impression plus correcte et éloignerais de l'esprit de

M. Drouyn de Lhuys des idées erronées, en lui lisant votre dépêche du 6 novembre, plutôt que de le laisser, après notre entrevue de jeudi, en imaginer le contenu. Je suis donc allé mardi dernier chez Son Excellence, et après avoir parlé de choses de moindre importance, je lui ai dit franchement que je désirais lui lire la dépêche à laquelle j'avais fait allusion dans notre dernière entrevue, afin de l'empêcher de supposer qu'elle pût contenir quoi que ce soit que j'eusse cru convenable de lui cacher, ou que j'eusse reçu instruction de ne pas lui communiquer.

Après lecture faite, M. Drouyn de Lhuys m'a remercié tout en se croyant obligé de dire que cette dépêche ne lui avait causé ni déplaisir, ni satisfaction.

Je suis, etc.

Signé : J. BIGELOW.

M. Seward à M. Bigelow.

Département d'État. Washington, le 16 décembre 1885.

Monsieur, votre dépêche du 30 novembre a été dûment reçue et soumise au Président. La communication que vous avez donnée à M. Drouyn de Lhuys de ma dépêche n° 300 est approuvée. La teneur des observations par vous faites au Ministre des Affaires étrangères en cette occasion a également mon approbation.

Le département exécutif de ce Gouvernement n'est pas le seul qui soit intéressé dans la question de savoir si la présente situation des affaires doit continuer au Mexique. Cet intérêt est national aussi, et, à tout événement, le Congrès actuellement en session est autorisé par la Constitution à diriger par une loi l'action des États-Unis relativement à cette importante question.

Le dessein du **Président était d'informer respectueusement** la France : d'abord, que les États-Unis désirent vivement de continuer et de cultiver des relations de sincère amitié avec la France ; secondement, que cette politique serait mise en un danger imminent si la France regardait comme incompatible avec ses intérêts et son honneur de renoncer à continuer au Mexique une intervention armée, destinée à renverser le Gouvernement Républicain y existant et à établir sur ses ruines la monarchie étrangère qu'on a tenté d'inaugurer dans la capitale du Pays.

En réponse à cette exposition de nos vues, M. Drouyn de Lhuys vous a suggéré que le Gouvernement des États-Unis pourrait peut-être favoriser le désir exprimé par l'Empereur de se retirer du Mexique,

en lui donnant quelque formelle assurance que dans le cas où il rappellerait ses troupes, le Cabinet de Washington reconnaîtrait Maximilien au Mexique comme étant *de facto* un pouvoir politique.

Mon désir, en rédigeant la dépêche n° 300, était d'exprimer au nom des États-Unis l'opinion que cette idée de reconnaissance ainsi suggérée par l'Empereur ne pouvait être acceptée, et d'exposer comme explication les motifs sur lesquels se base cette décision.

J'ai pesé avec soin les arguments contre cette décision qui vous ont été présentés par M. Drouyn de Lhuys dans l'entrevue dont il a été parlé, et je n'y trouve aucune raison suffisante de modifier les vues exprimées par les États-Unis.

Il ne reste plus maintenant qu'à faire savoir à M. Drouyn de Lhuys mon profond regret de ce qu'il a cru devoir, dans sa conversation avec vous, laisser le sujet dans une condition qui ne nous autorise guère à espérer qu'un accord satisfaisant puisse être conclu sur aucune des bases qui ont été présentées jusqu'à présent.

Je suis, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

Le marquis de Montholon à M. Seward.

Washington, le 29 novembre 1865.

Cher Monsieur, conformément au désir que vous m'avez exprimé, je vous envoie la traduction de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, dont j'ai eu l'honneur de vous lire le contenu.

Je suis, etc.

Signé : MONTHOLON.

M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon.

Paris, le 18 octobre 1865.

(Voir plus haut, page 385.)

M. Seward au marquis de Montholon.

Washington, le 6 décembre 1865.

(Voir plus haut page 390.)

Le marquis de Montholon à M. Seward.

Washington, le 9 décembre 1865.

Monsieur, je m'empresse d'accuser à Votre Excellence réception de sa note du 6 décembre, en réponse à ma communication du 29 dernier.

Je ne manquerai pas de transmettre, sans retard, cet important document au Gouvernement de l'Empereur.

Agréez, etc.

Signé : MONTHOLON.

M. Seward à M. Bigelow.

Washington, le 12 décembre 1865.

Monsieur, je vous envoie pour votre information personnelle traduction d'une communication que le Marquis de Montholon m'a faite le 29 dernier, pour proposer, à de certaines conditions, le retrait des troupes françaises au Mexique.

Je suis, etc.

Signé : W.-H. SEWARD.

BADE.**Message du Grand-Duc de Bade à l'ouverture de la Diète grand-ducale, le 2 décembre 1865.**

S. A. R. le Grand-Duc a daigné m'ordonner d'ouvrir en son nom l'assemblée des États.

Son Altesse Royale m'a chargé en même temps gracieusement de faire connaître à ses fidèles États son profond regret d'être empêchée, par des motifs de santé, de leur souhaiter en personne la bienvenue dès l'ouverture de la Diète.

Très-augustes, très-honorables Messieurs, j'ai pour mission de vous exprimer le ferme espoir que cette Diète contribuera aussi à consolider les principes formulés dans la proclamation souveraine du 7 avril 1860, et à les développer ultérieurement dans notre organisation politique.

Le gouvernement grand-ducal, fidèle à la tâche qui lui est assignée,

s'efforcera d'accomplir cette tâche avec une inébranlable fermeté, mais aussi avec cette modération exempte de passion et ce calme réfléchi qui permettent seuls d'atteindre de grands buts.

A cette fin, il vous sera soumis, très-augustes, très-honorables Messieurs, outre le budget et quelques autres projets de loi moins importants, diverses propositions importantes se rapportant à la réforme de notre législation politique.

Puisse le vœu paternel et profondément senti de notre très-gracieux Prince et maître, que la postérité du pays et la paix du peuple soient consolidées et assurées au moyen des débats qui vont s'ouvrir, par la concorde et la coopération zélée du Gouvernement et des États, s'accomplir largement !

BAVIÈRE.

Note du baron von der Pfordten au comte de Cito, en réponse à sa protestation contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière¹.

Munich, le 19 novembre 1865.

« Monsieur le comte,

« J'ai reçu la Note par laquelle vous protestez solennellement au nom et par ordre de votre Auguste Souverain contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière, en ajoutant que cette résolution du Gouvernement bavarois met de fait un terme à vos relations diplomatiques avec la Cour royale de Munich.

« Je n'ai pas manqué de soumettre cette Note à mon auguste Souverain. Le Roi apprécie parfaitement les sentiments qui ont dicté cette Note, ainsi que l'expression de votre gratitude personnelle.

« Il ne me reste, monsieur le comte, qu'à vous exprimer mes regrets au sujet de la cessation de mes rapports officiels, dont je conserverai toujours le meilleur souvenir. »

Signé : Von der PFORDTEN.

1. Voir plus loin, page 445.

BELGIQUE.

Discours du roi Léopold II aux Chambres belges à l'occasion de son avènement au trône, le 17 décembre 1865.

« Messieurs,

« La Belgique a, comme moi, perdu un père. L'hommage si unanime que la nation rend à sa mémoire répond dignement aux sentiments qu'il lui a voués pendant sa vie.

« Je suis aussi touché que reconnaissant. L'Europe elle-même n'est pas restée indifférente à ce deuil. Les Souverains et les Princes étrangers ont voulu prendre part aux derniers honneurs que nous rendons à celui qu'ils avaient placé si haut dans leur confiance et dans leur amitié. En mon nom et au nom de la Belgique, je les en remercie.

« Succédant aujourd'hui à un père si honoré de son vivant, si regretté après sa mort, mon premier engagement devant les élus de la nation est de suivre religieusement les préceptes et les exemples que sa sagesse m'a légués; de ne jamais oublier quels devoirs m'impose ce précieux héritage. Si je ne promets à la Belgique ni un grand règne comme celui qui a fondé son indépendance, ni un grand Roi comme celui que nous pleurons, je lui promets du moins un Roi belge de cœur et d'âme, dont la vie entière lui appartient.

« Premier Roi des Belges à qui la Belgique ait donné le jour, je me suis, depuis mon enfance, associé à toutes les patriotiques émotions de mon pays. Comme lui, j'ai suivi avec bonheur ce développement national qui féconde dans son sein toutes les sources de force et de prospérité; comme lui, j'aime ces grandes institutions qui garantissent l'ordre en même temps que la liberté, et sont la base la plus solide du trône.

« Dans ma pensée, l'avenir de la Belgique s'est toujours confondu avec le mien, et toujours je l'ai considéré avec cette confiance qu'inspire le droit d'une nation libre, honnête et courageuse qui veut son indépendance, qui a su la conquérir et s'en montrer digne, qui saura la garder.

« Je n'ai point oublié, Messieurs, les marques de bienveillance que j'ai reçues à l'époque de ma majorité, quand je suis venu m'associer à vos travaux législatifs, et quelques mois après, lors de mon mariage avec une princesse qui partage tous mes sentiments pour le pays et les inspire à nos enfants. Il m'a été doux de reconnaître, dans ces manifestations spontanées, l'accord unanime des populations. De mon

côté, je n'ai jamais fait de distinction entre les Belges, tous dévoués à leur patrie. Je les confonds dans une affection commune.

« Ma mission constitutionnelle me range en dehors des luttes d'opinions. Laissant au pays lui-même à décider entre elles, je désire vivement que leurs dissidences soient toujours tempérées par cet esprit de fraternité nationale qui réunit en ce moment autour du même drapeau tous les enfants de la famille belge.

« Messieurs, pendant les trente-cinq dernières années, la Belgique a vu s'accomplir des choses qui, dans un pays de l'étendue du nôtre, ont rarement été réalisées par une seule génération; mais l'édifice dont le Congrès a jeté les fondements peut s'élever et s'élèvera encore. Mon sympathique concours est assuré à tous ceux qui dévoueront à cette œuvre leur intelligence et leur travail.

« C'est en persistant dans cette voie d'activité et de sage progrès que la Belgique affirmera de plus en plus ses institutions au dedans, et qu'au dehors elle conservera cette estime dont les Puissances garantes de son indépendance et les autres États étrangers n'ont cessé de lui donner et lui renouvellent aujourd'hui encore le bienveillant témoignage.

« En montant sur le trône, mon père disait aux Belges : « Mon cœur ne connaît d'autre ambition que celle de vous voir heureux. » Ces paroles que son règne entier a justifiées, je ne crains pas de les répéter en mon nom.

« Dieu a daigné exaucer le vœu qu'elles expriment. Puisse-t-il l'entendre encore aujourd'hui, me rendre le digne successeur de mon père, et, je le lui demande du fond de mon âme, de continuer à protéger notre chère Belgique. »

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Proposition présentée à la Diète germanique par la Bavière, la Saxe et Hesse-Darmstadt dans la séance du 4 novembre 1865, au sujet des duchés de l'Elbe.

Dans la séance de la haute Diète du 27 juillet dernier¹, les Gouvernements de Bavière, du royaume de Saxe et du grand-duché de Hesse-Darmstadt, ont présenté une proposition tendant à établir un État légal universellement reconnu dans les duchés de l'Elbe, proposition qui a été renvoyée à la Commission du Holstein-Lauenbourg.

1. Voir *Archives*, 1865, tome III, p. 385.

S'en référant à cette proposition, les Gouvernements d'Autriche et de Prusse ont communiqué le 24 août à la Diète une convention arrêtée entre eux le 14 août¹ et approuvée le 20 du même mois par les deux Souverains, qui règle provisoirement l'administration des Duchés. On annonçait en même temps que les deux Gouvernements s'efforceraient sérieusement de mener la question des duchés à une solution définitive et en invitant la Diète, sous réserve de communications postérieures, à attendre avec confiance le résultat des négociations ultérieures entre l'Autriche et la Prusse. Ces communications aussi furent renvoyées à la Commission susmentionnée.

Dans une séance de cette Commission du 31 août dernier, les Représentants de la Bavière et de la Saxe demandèrent qu'on fit immédiatement un rapport sur la proposition du 27 juillet, puisque la déclaration collective de l'Autriche et de la Prusse du 24 août ne pouvait être considérée comme y ayant satisfait complètement et qu'une résolution fédérale convenable pouvait exercer une certaine influence sur le cours et le résultat des négociations encore pendantes.

Les Représentants de l'Autriche et de la Prusse déclarèrent alors qu'eux aussi ne croyaient pas que leur déclaration du 24 août² ait complètement répondu à la proposition du 27 juillet, mais qu'en considération des pourparlers qui avaient eu lieu entre leurs Gouvernements et qui n'étaient pas arrivés à conclusion, ils ne pouvaient rien dire dans le moment sur la teneur ultérieure de la proposition, et, par conséquent, ne pouvaient contribuer provisoirement à la rédaction d'un rapport. Alors la majorité de la Commission décida que, pour le moment, on s'abstiendrait de faire un rapport à la Diète, à laquelle cette délibération de la Commission fut communiquée dans la séance du 31 août, et résolut de s'ajourner au 26 octobre, contre les voix de la Bavière, de la Saxe et du grand-duché de Hesse, qui ne croyaient pas qu'un ajournement fût opportun avant qu'il eût été pris une décision sur leur proposition du 27 juillet.

Après un mûr examen, les Gouvernements proposant ne peuvent que partager l'opinion que la Commission du 24 août n'a satisfait d'aucune manière à la proposition du 27 juillet, et que la haute Diète a droit et intérêt, autant que les duchés eux-mêmes et leur Prince légitime, qu'une décision soit prise le plus tôt possible sur cette proposition.

Indépendamment de ce qu'aucun délai n'a été fixé pour les communications ultérieures promises par les Gouvernements d'Autriche et de Prusse, tout le but de la proposition serait annulé si on attendait

1. Convention de Gastein. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 6.

2. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 9.

ces communications ; la Diète renoncerait à toute participation au règlement définitif des affaires des duchés, quoique la convention du 29 mars ne contienne rien qui puisse motiver une pareille détermination.

Les Gouvernements proposant ne croient pas convenable d'entrer dans l'examen de cette Convention, parce qu'ils ne veulent pas préjuger la délibération et le rapport de la Commission à ce sujet.

Ils se contentent de rappeler que, vis-à-vis de l'attribution définitive du Lauenbourg à S. M. le Roi de Prusse, qui a été précédée et suivie du libre assentiment de la population de ce duché et de ses Représentants, la question de l'admissibilité de la procédure fédérale austrégale sur les prétentions héréditaires élevées par plusieurs membres de la Confédération reste toujours ouverte et que les modalités du provisoire établies par les duchés de Slesvig et de Holstein, loin de rendre superflue la proposition du 27 juillet, constituent, au contraire, un motif pressant pour s'exprimer dans le sens de cette proposition.

Laissant de côté tous les autres points, il nous suffit de rappeler que ledit provisoire s'éloigne précisément du principe essentiel sur lequel les duchés eux-mêmes et la Diète se sont basés jusqu'ici pour défendre et sauvegarder leur droit, du principe de l'union indissoluble des duchés et que ni la Convention du 14 août ni les déclarations du 24 du même mois ne contiennent pas la moindre indication d'une participation de la population et de ses Représentants au règlement définitif de la question.

Les Gouvernements proposant croient donc que la haute Diète a le droit aussi bien que le devoir de se prononcer pendant que les négociations sur le règlement définitif sont encore pendantes, et de faire des efforts pour que le résultat de ces négociations réponde aux droits de tous. Mais comme il n'existe pas de moyen pour déterminer la majorité de la Commission à faire son rapport, lesdits Gouvernements s'adressent directement à la haute Diète, en renouvelant la proposition du 27 juillet avec les modifications nécessitées par les événements postérieurs et en demandant que la Diète vote sur ces propositions sans les renvoyer à la Commission. En vertu de ces considérations, lesdits Gouvernements proposent :

Plaise à la haute Diète de décider : Les hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse sont invités 1° à convoquer le plus tôt possible une représentation générale du duché de Holstein, issue de libres élections, afin qu'elle coopère à la solution définitive des questions encore pendantes relativement aux duchés de l'Elbe ;

2° A agir en vue de l'admission du duché de Slesvig dans la Confédération germanique.

En même temps les Gouvernements proposant demandent que la Diète vote sur leur proposition dans la prochaine séance.

Lesdits Gouvernements retirent, en conséquence, les points 1 et 2 de leur proposition du 27 juillet, et attendent que la Commission fasse son rapport sur le point 3 de cette proposition.

Déclaration faite par la Bavière, la Saxe et Hesse-Darmstadt à la Diète germanique, le 7 novembre 1863, après le renvoi de leur proposition à la commission du Holstein.

Les Gouvernements de Bavière, de Saxe et du grand-duché de Hesse n'ayant pas obtenu l'assentiment de la Diète pour la proposition qu'ils ont faite dans la dernière séance, lesdits Gouvernements croient devoir faire la déclaration suivante : Lorsqu'en 1846 la tendance de la couronne de Danemark à transformer le droit de succession des duchés du Holstein et de Schlesvig se manifesta par la lettre patente du roi Christian VIII¹, et, que, par suite, des réclamations furent adressées du Schlesvig-Holstein à la Diète, la haute assemblée, guidée par le principe que, dans la Confédération germanique, c'était le droit fédéral et non les convenances politiques qui devait décider, exprima l'attente que le règlement définitif des rapports dont il était question dans la lettre patente n'aurait lieu qu'en respectant les droits de chacun et de tous, et en particulier de la Confédération germanique, des agnats ayant droit à la succession, et de la représentation légale du Holstein. En même temps la Diète se réserva de faire valoir, le cas échéant, sa compétence constitutionnelle.

Le décès de S. M. le roi Frédéric VII de Danemark², duc de Holstein et de Lauenbourg, lui donna l'occasion de faire valoir cette compétence. Conformément à sa position prise d'avance par sa résolution du 17 septembre 1846³, et fidèle au principe suivi en cette circonstance, la Diète décida, dans sa séance du 28 novembre 1863⁴, que la voix du Holstein-Lauenbourg serait provisoirement suspendue, et de ne pas admettre le représentant du Danemark pour la voix du Holstein-Lauenbourg.

Dans la séance du 7 décembre⁵, la Diète décida, il est vrai, à

1. Le 2 août. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 234.

2. Le 15 novembre 1863.

3. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 239.

4. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 279.

5. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 284.

une voix de majorité, que l'exécution fédérale aurait lieu contre lesdits États, tandis que la minorité voulait qu'on les occupât au nom du successeur légitime; mais dans les déclarations des Gouvernements proposant aussi bien que dans les motifs de la résolution fédérale, il fut déclaré expressément que cette décision ne préjugait en rien la question de succession.

La résolution du 25 février 1864¹ décida, en outre, que les pouvoirs présentés le 28 novembre 1863², au nom du roi Christian IX de Danemark, par le baron Dirckinck de Holmfeld, ne pouvaient être acceptés en tant qu'ils se fondaient sur le Traité de Londres; qu'au contraire la Commission devait faire, sans délai, un Rapport sur la succession du Holstein et du Lauenbourg, en vue de la décision sur les pouvoirs présentés, et sans prendre ledit traité pour base.

A la Conférence ouverte à Londres le 25 avril³, le Plénipotentiaire de la Diète se prononça, le 23 mai 1864⁴, de concert avec les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse, « pour la séparation complète des duchés de Schlesvig et de Holstein d'avec le royaume de Danemark, et pour leur réunion en un seul État, sous la souveraineté du prince de Schlesvig-Holstein-Sonderbourg-Augustembourg, qui, aux yeux de l'Allemagne, non-seulement peut faire valoir les plus grands droits sur la succession dans lesdits duchés, et dont par suite la reconnaissance de la part de la Confédération germanique est assurée, mais qui indubitablement a pour lui aussi la voix de la très-grande majorité de la population de ces pays, » et la Diète fédérale a approuvé, le 2 juin, cette déclaration.

Les hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse, qui, dans la séance de la Diète du 14 janvier 1864⁵, avaient déclaré qu'ils voulaient faire la guerre entreprise contre le Danemark pour les droits de la Confédération germanique, ces Gouvernements, dont les Plénipotentiaires, à la Conférence de Londres de la même année, avaient reconnu la caducité du traité de 1852 et de la loi de succession à la couronne de Danemark, qui en était émanée, en ce qui concernait les Duchés, conclurent ensuite avec le Danemark une paix en vertu de laquelle ils se firent céder par le roi Christian des droits fondés sur ces mêmes actes publics, sans réserver les droits de succession, ni l'assentiment de la population, ni celui de la Confédération. La Diète fédérale n'éleva pas de réclamation contre ce fait, à cause de la confiance exprimée par plusieurs Gouvernements allemands que la forme

1. Voir *Archives*, 1864, tome II, page 122.

2. Voir *Archives*, 1864, tome I, p. 279.

3. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 7.

4. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 34.

5. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 313.

dans laquelle ces pays avaient été arrachés à la domination étrangère, comme le désiraient les Gouvernements et la Nation allemande, ne porterait aucun préjudice aux exigences du droit. Par suite de la même confiance, qui à cette occasion aussi fut exprimée par divers Gouvernements, la Diète consentit à ce que les troupes fédérales fussent éloignées de Holstein et de Lauenbourg. Enfin, elle donna une nouvelle expression à cette confiance dans sa résolution du 6 avril 1865.

Les Gouvernements de Bavière, de Saxe et de Hesse-Darmstadt renoncent à exposer en détail ce qui a été fait depuis par les hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse. Il leur semble oiseux de rappeler qu'il a été fait des démarches qui tendent de plus en plus à amener la question nationale du Schlesvig-Holstein à une conclusion de fait, sans qu'on ait entendu ni pris en considération la voix du prince légitime, ni des duchés eux-mêmes, ni de la Diète. Si la majorité de la Diète comme cela en prend l'apparence, est d'avis de garder le silence vis-à-vis de cet état de choses, sans l'approuver expressément, il est vrai, les trois Gouvernements sus-mentionnés doivent respecter néanmoins cette décision de la majorité, tout en la déplorant profondément dans leur conviction intime, et il n'est pas en leur pouvoir de procurer à leurs efforts, en vue d'une autre attitude de la Diète, le succès désiré. Mais ils croient qu'après avoir épuisé tous les moyens que la Constitution fédérale met à leur disposition, ils se doivent à eux-mêmes de déclarer que tant qu'il ne sera pas offert à la Diète de perspective d'une délibération et d'un vote fondés sur la base du droit, ils considéreront la tâche de leur activité dans cette affaire, au dedans de la Diète, comme terminée, et se borneront à une protestation haute et décidée contre tout arrangement étranger à cette base.

DEUX-SICILES.

Dépêche du comte de Cito au baron von der Pfordten, ministre des affaires étrangères de Bavière, protestant contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière.

Munich, le 18 novembre 1865.

Monsieur le Baron, j'ai reçu la Note par laquelle Votre Excellence m'annonce que S. M. le Roi de Bavière a jugé nécessaire d'établir des relations diplomatiques entre la Bavière et le Roi d'Italie.

Je ne doute point que S. M. le Roi, mon auguste maître, ne soit péniblement impressionné par cette résolution d'un Gouvernement pour lequel il a toujours eu et témoigné la plus haute estime, et avec lequel il se faisait un vrai plaisir de maintenir les relations les plus amicales.

L'avenir montrera si l'Europe entière, et en particulier les États de second ordre, pourront désormais invoquer en leur faveur le droit, la justice et la foi des traités violés contre le Roi des Deux-Siciles, après avoir vu avec indifférence s'accomplir la révolution italienne et reconnu l'usurpation du royaume des Deux-Siciles, que le Roi de Sardaigne a consommée en foulant aux pieds les droits incontestables et légitimes de mon Auguste Maître, son proche parent et son allié.

Je me hâterai d'informer mon Gouvernement, sans aucun délai, de cette résolution du Gouvernement bavaïois, en lui transmettant copie de la Note de Votre Excellence. Mais en attendant, au nom et par ordre de mon auguste Souverain, je viens ici protester solennellement et renouveler à cette occasion les protestations les plus formelles et les réserves les plus explicites en faveur des droits de S. M. le Roi François II et de sa dynastie à la couronne des Deux-Siciles et de l'indépendance de ses peuples. Ces droits, le Roi a la conscience du devoir qui lui incombe de les garantir et de les conserver intacts pour l'avenir, tant pour lui que pour ses peuples, qui gémissent sous le joug d'un Gouvernement illégitime, lequel se croit autorisé à commettre des actes contraires à tous les sentiments d'humanité et indigne de la civilisation moderne.

Quelque pénible qu'il soit pour mon auguste Maître de protester contre les actes du Gouvernement d'un Souverain son proche parent et allié, dont la politique traditionnelle a été la défense de la légitimité, de l'ordre et de la justice, S. M. n'oubliera jamais les sentiments nobles et loyaux que S. M. le roi de Bavière a en tout temps manifestés à son égard.

La détermination du roi de Bavière de reconnaître le royaume d'Italie étant essentiellement une violation de tous les droits de souveraineté du Roi sur le royaume des Deux-Siciles, met fin de fait à ses rapports diplomatiques avec la Cour royale de Bavière.

Il ne me reste en conséquence qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien exprimer à S. M. le roi de Bavière ma profonde reconnaissance pour l'accueil amical et les marques de bienveillance dont j'ai été honoré pendant le peu de temps que j'ai représenté mon Souverain près le roi de Bavière, et dont je conserverai le plus profond souvenir.

Avant de finir, je dois également vous prier de vouloir bien agréer mes vifs remerciements pour la bienveillance que Votre Excellence

m'a témoignée dans les rapports officiels que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Elle.

Signé : Comte D. Ciro.

ESPAGNE.

Discours prononcé par Sa Majesté la Reine à l'ouverture des Cortès, le 27 décembre 1865.

Messieurs les sénateurs et messieurs les députés,

L'ouverture des cortès du royaume a été en tout temps un événement heureux pour la Monarchie espagnole.

Animée de cette pensée, je viens toujours, avec une satisfaction intime, inaugurer vos travaux législatifs, soit que j'aie à m'associer au contentement public à raison de la prospérité de la nation, soit que j'aie à vous demander conseil et assistance dans ses conflits.

Mes aspirations vers la paix n'ont pas suffi pour empêcher les hostilités d'éclater contre la république du Chili qui a obstinément refusé une réparation honorable pour les insultes faites à l'Espagne pendant les derniers différends survenus avec le Pérou. Mon Gouvernement vous rendra compte en temps opportun de la marche de la guerre et des négociations auxquelles elle devra donner lieu.

Nos relations avec les autres puissances continuent d'être amicales.

Des raisons de diverse nature basées sur les intérêts et les sentiments permanents de la nation m'ont engagée à reconnaître le royaume d'Italie. Cette reconnaissance n'a pas pu affaiblir mes sentiments de profond respect et d'attachement cordial pour le Père commun des fidèles, ni diminuer ma ferme résolution d'avoir l'œil sur les droits appartenant au Saint-Siège.

Constante dans mon désir de respecter l'indépendance des États américains établis sur les anciennes colonies de l'Espagne, j'ai conclu un Traité de paix et de reconnaissance avec la république de San-Salvador.

La crise qui, pour diverses causes, pèse sur nos villes de commerce, aggrave les embarras du Trésor, et encore bien que les revenus publics se remettent de la baisse accidentelle qu'ils ont soufferte, il est besoin de réformer quelques impôts pour accroître les recettes du Trésor, et d'apporter dans les dépenses publiques de sévères économies, de nature à préparer, dans un bref délai, le véritable équilibre du budget.

La caducité ou la prompte liquidation de dettes anciennes, la réduction de la dette flottante dans ses limites naturelles, en éteignant graduellement le solde existant en faveur de la caisse des dépôts, et d'autres mesures que projette mon Gouvernement touchant le crédit et l'utilisation de la masse encore considérable de biens nationaux, seront l'objet de divers projets de loi qui vous seront présentés avec ceux du budget et des comptes généraux de l'État.

Le développement des forces productrices intellectuelles et matérielles du pays est le véritable moyen d'augmenter les ressources du Trésor, les autres moyens devant être réputés artificiels et n'appartenant qu'aux époques de transition.

Améliorer la loi de l'instruction publique pour étendre l'enseignement primaire et pour propager les sciences utiles à l'agriculture et à l'industrie; faciliter la conduite des eaux qui, par nos campagnes altérées, courent en pure perte se jeter à la mer; assurer au propriétaire la jouissance tranquille des fruits de son capital et de son travail; amoindrir les entraves de ces industries qui, comme l'industrie minière, sont encore assujetties à des règlements et à une centralisation oppressifs; multiplier les voies de communication et avec elles les échanges et la consommation, c'est donner un stimulant et de nouveaux débouchés à la production, et fonder sur le développement de la richesse publique un avenir plus flatteur pour les finances. La réalisation de ces objets sera facilitée par les projets de loi que mon Gouvernement vous proposera et que votre sagesse et votre patriotisme sauront compléter et perfectionner.

En réunissant à l'activité individuelle l'élan collectif des députations et des municipalités, le mouvement progressif des améliorations réclamés par la civilisation moderne sera plus rapide. Ce concours de toutes les forces ne peut être réalisé qu'en vivifiant l'esprit de liberté municipale qui ne s'est jamais éteint dans les divers royaumes dont s'est composée la monarchie espagnole, et en le concentrant dans les véritables intérêts de l'administration locale, à l'aide de lois qui la mettront en harmonie avec la loi régissant le Gouvernement et l'administration des provinces.

Alors même que les intérêts généraux de la nation et les intérêts particuliers de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ne le réclameraient pas, les provinces coloniales (d'outre-mer) mériteraient encore que l'on ne différât pas les réformes dont chacune a besoin, suivant sa condition; mon Gouvernement soumettra à votre examen un projet de loi pour punir avec efficacité le trafic des esclaves dans les Antilles, pendant que l'on préparera, avec l'étude indispensable, les lois spéciales qui devront les régir conformément à la constitution de la Monarchie.

L'administration régulière et prompte de la justice est la garantie des droits politiques et civils et la base la plus ferme du principe d'autorité. Sur ce principe repose la nécessité universellement sentie de nouvelles lois d'organisation des tribunaux de procédure légale et de cassation en matière criminelle, que le Gouvernement pense à soumettre à votre délibération.

L'armée, par sa fidélité et sa discipline, mérite ma constante estime et celle de la nation, ainsi que la marine qui, dans les régions reculées de la mer Pacifique, soutient les intérêts de la patrie et l'honneur de notre pavillon.

La tranquillité, troublée quelque temps à Lérída et à Saragosse, à l'occasion des tarifs de l'octroi, a été rétablie par l'intervention des autorités militaires et des troupes. Les séditieux ont été livrés aux tribunaux compétents, et l'ordre est maintenu dans toutes les villes de la monarchie.

Heureusement la triste expérience des révolutions a enseigné aux diverses classes sociales que le travail est la source de la vertu et du bien-être chez les individus; que l'accroissement de la production nationale est chez les peuples modernes la preuve incontestable de leur pouvoir et de leur grandeur, et que le travail et la production ne peuvent pas se développer là où ne coexistent pas l'ordre et la liberté.

Mon Gouvernement, mû par ces principes et sans s'inquiéter de l'incessante activité des partis politiques, a la confiance de pouvoir surmonter toutes les difficultés en se maintenant dans la sphère légale, et agissant de concert avec l'opinion nationale véritable et légitimement représentée dans le sénat et le congrès.

Une politique tolérante sans être faible, sachant réprimer le désordre sans cruauté, et qui, en toutes occasions, aura la fermeté et la volonté de réaliser ses intentions, est la seule qui puisse aplanir la voie difficile de perfection et de progrès auxquels sont appelés les individus et les peuples.

Si nous avons tous pour point de mire unique l'intérêt public, pour guide l'opinion nationale, pour règle le respect de la loi, et sous l'invocation constante du nom de Dieu, jamais ne manquera (je l'espère du moins) entre les pouvoirs de l'État l'entente cordiale qui consolidera la tranquillité, assurera le progrès actuel, et préparera des jours prospères et heureux aux générations nouvelles.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

**Message du Président des États-Unis au Congrès ,
du 4 décembre 1865.**

« Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants : Mon premier devoir est d'exprimer, au nom du peuple, ma gratitude envers Dieu pour la conservation des États-Unis. Nos pensées se portent ensuite sur le crime odieux qui a ôté la vie au Président qui n'est plus. La Nation ressent encore une douleur vive et profonde. Cependant elle trouve quelque consolation, en songeant qu'il a vécu pour être honoré de la plus haute marque de sa confiance, en l'appelant de nouveau à la magistrature suprême; qu'il a mis fin à la guerre civile; que sa perte a été déplorée dans toutes les parties de l'Union, et que les nations étrangères ont rendu justice à sa mémoire. Sa mort m'a imposé un fardeau plus pesant qu'aucun de ses prédécesseurs ait jamais eu à porter.

« Pour remplir la tâche qui m'est dévolue j'ai besoin de l'appui et de la confiance de tous ceux qui me sont associés dans les diverses branches du Gouvernement; j'ai besoin de l'appui et de la confiance du peuple. Je ne puis que d'une seule manière espérer leur concours qui m'est nécessaire : c'est de faire connaître avec franchise les principes sur lesquels se base ma conduite, et leur application à la situation actuelle des affaires, persuadé que le succès de mes efforts dépendra en grande partie de votre assistance et de la complète approbation du peuple.

« L'Union des États-Unis était destinée par ses auteurs à durer autant que les États eux-mêmes. « L'Union sera perpétuelle, » tels sont les termes de la Confédération. « Former une Union plus parfaite, » par une ordonnance du peuple, voilà le but manifeste de la Constitution. La main de la divine Providence ne s'est jamais plus visiblement montrée dans les affaires des hommes que dans l'élaboration et l'adoption de cette œuvre. C'est sans nulle comparaison le plus grand événement de l'histoire américaine. Et, en effet, n'est-ce pas de tous les événements qui ont eu lieu dans les temps modernes le plus fécond en conséquences pour tous les peuples de la terre? Les membres de la Convention qui l'ont préparé ont apporté à leur œuvre l'expérience de la confédération de leurs divers États, ainsi que celle des autres gouvernements républicains anciens et nouveaux; mais il leur manquait une sagesse supérieure à l'expérience, et ils l'ont obtenue; pour être validée il fallut à cette œuvre l'approbation d'un peuple qui occupait une partie considérable du continent, et agissait séparément dans plu-

sieurs assemblées distinctes; qu'y a-t-il de plus étonnant que de voir qu'après de vives et longues discussions, toutes les opinions se sont enfin accordées pour la soutenir?

« La Constitution à laquelle on a ainsi communiqué le principe de la vie contient en elle-même d'amples ressources pour sa durée et sa conservation. Elle peut donner force et vigueur aux lois, punir la trahison et assurer la tranquillité à l'intérieur. Dans le cas où un homme ou une oligarchie usurperait le gouvernement d'un État, le devoir des États-Unis est alors d'appuyer dans cet État et de garantir une forme de gouvernement républicain, et de maintenir ainsi l'homogénéité de tous. Le cours du temps vient-il à révéler quelques défauts? La Constitution elle-même y a pourvu par un moyen bien simple de réforme, de telle sorte que ses conditions peuvent toujours être rendues conformes aux exigences d'une civilisation avancée. Il n'y a même pas lieu de songer à la possibilité qu'elle cesse d'exister. Tous les chefs suprêmes, animés de sentiments patriotiques, tels que Jefferson et Jackson, aussi bien que Washington et Madison, ont toujours maintenu dans leur complète intégrité ces moyens qu'à la Constitution de se conserver elle-même.

« Voici le suprême adieu que donnait au peuple des États-Unis le père de son pays, Washington, lorsqu'il était encore Président: « La libre Constitution qui a été la propre œuvre de la Nation doit être maintenue inviolable et sacrée. » Le Président Jefferson présentait le maintien du Gouvernement général dans sa vigueur constitutionnelle comme l'ancre de salut pour notre paix au dedans et notre sûreté au dehors. La Constitution est l'œuvre du peuple. J'ai trouvé les États-Unis qui souffraient des effets d'une guerre civile. La résistance au Gouvernement général semblait s'être épuisée. Les États-Unis ont recouvré la possession de leurs forts et de leurs arsenaux, et leurs armées étaient maîtresses de tous les États qui avaient tenté de se séparer.

« Le territoire situé dans les limites de ces États devait-il être considéré comme territoire conquis, placé sous l'autorité militaire émanant du Président, en tant que chef de l'armée? Telle était la première question qui se présentait d'elle-même et qui devait être décidée. Les gouvernements militaires, établis pour un terme indéfini, n'eussent offert aucune garantie pour la prompte répression du mécontentement; ils eussent partagé le peuple en vainqueurs et en vaincus, et eussent envenimé la haine au lieu de ranimer l'affection. Une fois établis, on ne pouvait imaginer aucune limite précise à leur continuation.

« Ils eussent occasionné des dépenses incalculables et ruineuses. Une émigration pacifique vers cette partie du pays ou au dehors, est un des meilleurs moyens qu'on puisse trouver pour rétablir l'har-

nie, et cette émigration n'eût pu avoir lieu ; car quel émigrant venu de l'étranger, quel citoyen industrieux demeurant ici eussent voulu de gaieté de cœur se placer sous l'autorité militaire ? Les personnes qui se seraient mises à la suite de l'armée auraient été dans la dépendance du Gouvernement général, ou elles auraient espéré profiter des misères de leurs concitoyens errants.

« Les pouvoirs de patronage et d'autorité qui eussent été exercés sous le Président sur une contrée vaste, populeuse et riche sont, à moins d'une extrême nécessité, plus grands que je ne les voudrais confier à aucun homme. Ils le sont à tel point, selon moi, que je ne pourrais jamais, si ce n'est en des cas d'excessive urgence, consentir à les exercer. L'emploi volontaire de ces pouvoirs, s'il avait continué d'exister pendant plusieurs années, eût mis en péril la sûreté de l'administration générale et les libertés des États qui étaient restés fidèles.

« En outre, le régime de l'autorité militaire sur un territoire conquis eût impliqué que les États, dont les habitants peuvent avoir pris part à la rébellion, avaient par le fait de ses habitants cessé d'exister. Mais la vérité est que tous les prétendus actes de sécession étaient, dès le commencement, nuls et nonavenus. Les États ne peuvent commettre des actes de haute trahison, ni abriter les individus qui ont pu les commettre, pas plus qu'ils ne peuvent valider les traités ou établir un commerce légal avec aucune puissance étrangère.

« Les États qui ont tenté de se séparer se sont mis en une position où leur vitalité a été affaiblie, mais non anéantie. Leurs fonctions ont été suspendues, mais non détruites. Mais si un État quelconque néglige ou refuse de remplir ses fonctions, il n'en devient que plus nécessaire que le Gouvernement général maintienne son autorité tout entière, et, autant qu'il est possible, reprenne l'exercice de toutes ses fonctions. J'ai agi conformément à ce principe, et j'ai, par degrés, paisiblement et par des mesures presque imperceptibles, cherché à ranimer l'énergie du Gouvernement général des États.

« Dans ce but, des gouverneurs provisoires ont été institués pour les États, des gouverneurs élus, des législatures assemblées, des sénateurs et des représentants choisis pour siéger au Congrès des États-Unis. En même temps les cours de justice des États-Unis, autant qu'il se pouvait faire, ont été ouvertes de nouveau, de telle sorte que par leur organe les lois des États-Unis peuvent être administrées. Le blocus a été levé, les douanes ont été rétablies dans les ports libres, et les revenus des États-Unis peuvent se percevoir. L'administration du Post-Office reprend son incessante activité, et le Gouvernement général peut, de cette manière, être promptement en communication avec ses fonctionnaires et ses agents.

« Les cours de justice protègent les personnes et les biens. La réouverture des ports appelle l'activité de l'industrie et du commerce; le Post-Office rétablit les facilités nécessaires aux relations sociales et à celles des affaires. Et n'est-il pas heureux pour nous tous que chacune de ces fonctions rendues au Gouvernement général soit un bienfait pour l'État sur lequel s'étendent ces fonctions? N'est-ce pas un gage assuré d'harmonie et d'attachement nouveau à l'Union, que de voir qu'après tout ce qui est arrivé, le rétablissement du Gouvernement général ne soit considéré que comme un bienfait ?

« Je sais très-bien que la politique n'est pas sans danger : son succès exige au moins l'aquiescement des États qu'elle concerne : elle implique une invitation à ces États, en renouvelant leur serment de fidélité aux États-Unis, à reprendre leurs fonctions comme États de l'Union, mais c'est un risque à courir. Dans le choix des difficultés, c'est le plus petit risque qu'il faut envisager, et, pour diminuer, et s'il est possible, écarter tout danger, j'ai cru devoir prendre sur moi d'exercer l'un des pouvoirs du gouvernement général, celui du pardon. Nul État ne pouvant défendre le crime de trahison, le pouvoir du pardon est exclusivement attribué au pouvoir exécutif des États-Unis; en exerçant ce pouvoir, j'ai pris la précaution de le rattacher à la plus claire reconnaissance de la force obligatoire des lois des États-Unis et à une reconnaissance sans condition du grand changement social de conditions touchant l'esclavage, changement né de la guerre.

« Le premier soin que j'ai eu ensuite dans le but de rétablir les relations constitutionnelles des États, a été de leur adresser une invitation à participer à la haute fonction d'amender la Constitution. Tout patriote doit désirer une amnistie générale dans le plus proche délai compatible avec la sûreté publique. Pour cette grande fin, il est besoin que toutes les opinions se concertent et qu'il existe un esprit de conciliation mutuelle. Tous ceux qui ont figuré dans le récent et terrible conflit doivent travailler ensemble en bonne harmonie. Ce n'est pas beaucoup de demander au nom du peuple entier que d'une part le plan de restauration se poursuive avec la volonté de jeter dans l'oubli toutes les discordes passées, et que, d'autre part, la preuve de sincérité dans le futur maintien de l'union soit indubitable, grâce à la ratification du projet d'amendement à la Constitution qui pourvoit à l'abolition à perpétuité de l'esclavage dans notre pays. Tant que l'adoption de cet amendement sera différée, le doute, la jalousie et l'incertitude prévaudront.

« C'est cette mesure qui effacera le triste souvenir du passé et qui fera affluer la population, le capital et la sécurité dans les parties de l'Union qui en ont le plus besoin. Ce n'est pas demander trop aux États qui vont reprendre leur place dans la famille de l'Union que de donner cette assurance de fidélité perpétuelle et de paix. Jusqu'à ce

que cela ait eu lieu, le passé, nonobstant tous nos désirs, ne sera pas oublié. L'adoption de l'amendement exclut tous pouvoirs de dislocation; elle cicatrise la blessure qui n'est encore qu'imparfaitement fermée; elle fait disparaître l'esclavage, cet élément qui a si longtemps inquiété et divisé le pays; elle fait encore de nous un peuple uni, renouvelé, fortifié, plus que jamais attaché à l'affection et à l'appui mutuels. L'amendement à la Constitution étant adopté, il ne restera plus aux États, dont les pouvoirs ont été si longtemps suspendus, qu'à reprendre leurs places dans les deux branches de la législature nationale et à compléter ainsi l'œuvre de la restauration.

« Ainsi, c'est à vous, citoyens du Sénat et citoyens de la Chambre des Représentants, à juger, chacun de vous pour vous même, des élections, des nominations et de l'éligibilité de vos membres. La complète absorption de pouvoirs du gouvernement général exige que les cours de circuit siègent dans les districts où leur autorité a été suspendue. Dans l'état actuel de nos affaires publiques, de fortes objections ont été faites à ce que ces cours siègeassent dans les États où la révolution a existé. C'est à vos délibérations qu'est confié le soin de statuer sur le rétablissement de cette partie importante de l'autorité civile.

« Il est manifeste que la trahison la plus flagrante a été commise, les individus qui sont prévenus de l'avoir commise doivent être jugés impartialement et loyalement par les plus hauts tribunaux civils du pays, afin que la Constitution et les lois puissent être pleinement vengées, qu'il soit bien démontré que la trahison est un crime, que les traîtres doivent être punis et l'offense chargée d'infamie, et qu'il soit judiciairement affirmé définitivement et à perpétuité qu'aucun État de sa propre volonté n'a le droit de renoncer à la place qu'il occupe dans l'Union.

« La situation du gouvernement vis-à-vis des quatre millions d'habitants que la guerre a appelés à la jouissance de la liberté, a été l'objet de mes sérieuses méditations. Pour la question de savoir s'il convenait de reconnaître le titre d'électeurs aux hommes affranchis par la proclamation du pouvoir exécutif, j'ai pris conseil de la Constitution elle-même, de l'interprétation que lui ont donnée ses auteurs, ses contemporains et la législation récemment établie par le Congrès. Quand, à l'origine du mouvement qui a amené notre indépendance, le Congrès des États-Unis invita les divers États à se munir chacun d'un gouvernement local, il laissa à leur disposition le choix des conditions du système électif. Pendant toute la durée de la Confédération, la loi électorale continua de différer d'État à État.

« La Constitution des États-Unis reconnaît ces différences quand elle exige que, pour le choix des membres de la Chambre des Représ-

sentants de la Confédération, « les électeurs de chaque État remplissent les conditions requises pour élire la branche la plus nombreuse de la législature locale. » Après l'établissement de la Constitution, on a continué, dans chaque État, de suivre uniformément l'usage d'élargir le corps électoral suivant qu'on le jugeait bon. En conséquence, les États, l'un après l'autre, ont accru la liste de leurs électeurs de telle sorte qu'aujourd'hui ils sont arrivés au suffrage universel, ou peu s'en faut. Cet exercice du pouvoir local ainsi établi, est si bien passé dans les habitudes du peuple, cette interprétation de la Constitution est tellement hors de question, que, durant la guerre civile, le Président qui m'a précédé n'a jamais eu, et certainement n'a jamais avoué le dessein de s'en écarter. D'un autre côté, dans les actes du Congrès, durant toute cette période, pendant tout le temps des hostilités, à plus forte raison depuis la paix, on ne trouverait rien qui pût indiquer que les pouvoirs fédéraux aient songé à se départir de cette ligne politique uniforme. Bien plus, une attribution du droit électoral faite à un affranchi par acte du Président aurait dû être étendue en tout lieu à tout homme de couleur. Ainsi aurait été opéré un changement de système électif dans les États du Nord, du Centre et de l'Ouest, aussi bien que dans ceux du Sud et du Sud-Ouest. Un acte semblable eût créé une classe nouvelle de votants, et c'eût été de la part du Président une usurpation de pouvoir que rien, ni dans la Constitution, ni dans les lois des États-Unis, n'eût autorisée.

« D'un autre côté, en remettant à chaque État le soin de régler la question, on évite tout danger de conflit. Chacun d'eux est à même de décider la concession (de la liberté) pour son compte, soit qu'il juge bon de l'adopter d'un seul coup et d'une manière absolue, soit qu'il préfère l'introduire graduellement et moyennant certaines conditions. Quant aux affranchis, selon moi, s'ils veulent être patients et se montrer hommes, ils obtiendront leur droit d'électeurs plus promptement par les États que par le gouvernement, dans le cas où celui-ci pourrait intervenir.

« Mais, si je ne doute aucunement aujourd'hui, qu'après la fin de la guerre, il n'appartient pas au gouvernement d'étendre d'office le droit électoral dans les divers États, en même temps je crois évident que la bonne foi commande d'assurer aux affranchis leur liberté, leurs biens, leur droit au travail, et le droit qu'ils ont de réclamer la juste rétribution de leur travail. Je ne puis trop vous recommander d'examiner cette question sans passion et de la traiter en dehors de toute lutte des partis. Le pays a besoin de travail, les affranchis demandent de l'ouvrage, de la culture, de la protection. Si l'on ne peut mettre en question le droit qu'ils ont d'émigrer, de s'expatrier, ce n'est cependant pas moi qui conseillerai leur éloignement forcé et leur colonisation. Le

bien public sera assuré si les divers États, par des mesures uniformes, pourvoient à la protection et assurent le sort des affranchis.

« Quand les émotions de cette révolution sociale seront calmées, les noirs seront peut-être traités le mieux par ceux-là mêmes dont ils dépendaient le plus. Mais, tout en étant d'avis qu'immédiatement après la fin de la guerre, il n'appartient plus au gouvernement central d'étendre le droit électoral dans les États, je crois qu'il est de bonne justice que les affranchis aient leur liberté et leurs propriétés garanties, ainsi que le droit au travail, et le fruit de leur travail. Je ne puis trop vous recommander de traiter ce sujet sans passion aucune, et de l'isoler de tout esprit de parti. Non ne devons pas non plus nous hâter de conclure à l'impossibilité pour les deux races de vivre côte à côte en bonne intelligence et dans un état prospère.

« L'expérience n'a rien d'incompatible avec notre conduite jusqu'à ce jour; continuons donc de bonne foi et sans nous laisser décourager trop facilement. Le pays a besoin de travail, et les affranchis ont besoin d'être employés, instruits et protégés; sans mettre en doute leur droit d'émigrer et de s'expatrier, je ne suis pas partisan de leur départ forcé et de leur voir fonder des colonies. Encourageons-les plutôt à s'adonner à des industries honorables et utiles, profitables pour eux et pour le pays. Au lieu de nous hâter de prédire l'inutilité de nos efforts, veillons à ce que rien ne manque pour donner à l'expérience toutes les chances possibles de réussite.

« Le changement dans la position des noirs consiste dans la substitution du travail librement consenti à l'état d'esclavage. On ne peut pas accuser l'affranchi de mauvaise volonté pour le travail tant qu'il peut conserver des doutes sur la liberté pour lui de choisir son travail et sur la certitude de toucher les gages convenus. L'intérêt du patron et des employés se rencontre ici. Le patron demande à ses employés de la bonne volonté et du travail, et il ne peut l'obtenir autrement que je l'ai indiqué.

« Si l'un peut violer le contrat, l'autre doit pouvoir le faire aussi. L'intérêt public réclame que chaque État pourvoie à la protection des affranchis. Jusque-là, leur travail ne peut être utilement employé, et ils ne pourront être blâmés si le résultat n'est pas satisfaisant.

« Je sais que la philanthropie sincère veut toujours réaliser immédiatement ses projets les plus difficiles, mais le temps est un élément de réforme qu'il ne faut pas négliger. La liberté donnée à quatre millions d'hommes est un des plus grands faits que pourra rappeler l'histoire. Il faut maintenant ouvrir à ces nouveaux citoyens toutes les branches de l'industrie, et, cela fait, leur prospérité à l'avenir dépendra d'eux seuls. S'ils manquent à ces devoirs et périssent, veillons à ce qu'on ne puisse pas nous accuser d'avoir manqué de justice en-

vers eux. Dans tout ce qui concerne les nouveaux affranchis, nous ne saurions trop considérer l'avenir. Des incidents qui, regardés à un point de vue spéculatif, pourraient paraître alarmants, suffiront pour les satisfaire.

• Maintenant que l'esclavage est aboli, on peut mieux apprécier ses dangers au point de vue de l'économie sociale. L'esclavage était le monopole du travail, et comme tel fermait les États où il régnait au développement de l'industrie libre. Là où le travail était la propriété du capitaliste, le blanc était exclu de toute occupation ou du moins avait peu de chance d'en trouver, et l'émigrant étranger fuyait un pays où son état devait être si précaire. Avec l'abolition du monopole, le travail libre accourra de tous les coins du monde pour développer les ressources si variées et si grandes enfouies jusqu'à ce jour. Les huit ou neuf États qui bordent le golfe du Mexique ont un sol d'une fertilité merveilleuse, un climat bienfaisant fait pour prolonger la vie, et peuvent nourrir une population plus nombreuse que celle du plus riche de nos États. Maintenant l'immigration ne viendra que du Nord et des pays les plus civilisés de l'Europe. Après les souffrances de la dernière guerre, jetons nos regards sur l'avenir qui promet au Sud une prospérité plus grande que celle qu'il a jamais eue. L'abolition du monopole du travail esclave est un gage pour nous que ces États auront bientôt une population nombreuse rivalisant avec le reste de la République en union, en génie inventif, en richesses et en industrie.

« Notre gouvernement est issu du peuple; il a été fait pour le peuple et non pas le peuple pour lui. Le gouvernement doit hommage au peuple; c'est de lui qu'il doit tirer son courage, sa force, sa sagesse. Mais par cela même que le gouvernement doit respecter le peuple dont il tire son origine, il doit imposer une barrière infranchissable à l'inégalité. Le monopole, la concession perpétuelle, la législation reconnaissante des classes, sont en opposition avec le génie d'un gouvernement libre et ne peuvent pas coexister. Ici, il n'y a pas de place pour le monopole et les classes privilégiées. Notre gouvernement a pour principe des lois d'égalité et de liberté dans le travail. Partout où le monopole trouve à se fixer, il est une source de dangers, de troubles et de discorde. Nous ne ferons que remplir notre devoir de législateurs en accordant une égale répartition de justice à tous les hommes, des privilèges à aucun. Le gouvernement est subordonné au peuple, mais comme agent et représentant du peuple, il est au-dessus du monopole, qui lui-même ne devrait d'abord jamais être accordé, et là où il existe, doit céder au gouvernement et lui être subordonné.

• La Constitution donne au Congrès le droit de régler les rapports

commerciaux des divers États entre eux. Il est de première nécessité pour le maintien de l'Union, que ces rapports soient libres et sans entraves. Sous aucun prétexte, un État n'est justifiable d'imposer le commerce et les voyageurs qui le traversent. Un grand nombre d'États sont placés de telle manière que s'il leur était permis de profiter de leur position pour se créer des revenus, le commerce entre les États serait lourdement grevé, et au besoin pourrait être interrompu. Tant que le pays est encore jeune, tant que la tendance vers des monopoles dangereux est peu prononcée, le Congrès doit user de ses pouvoirs pour prévenir toute entrave égoïste à la libre circulation des citoyens et des marchandises. Une taxe sur le transit des voyageurs et des marchandises constitue un monopole de la plus dangereuse espèce, et le mal augmente lorsqu'on n'a pas le choix des voies de transport.

« Quand on considère l'immense étendue de notre pays, il est clair que tout obstacle à la liberté des échanges entre ces États doit être impitoyablement écarté par une législation spéciale, restant toutefois dans les bornes de la Constitution. Le rapport du secrétaire d'État au département de l'intérieur expose l'état des domaines nationaux, les transactions du bureau des brevets et du bureau des pensions, la position des affaires indiennes, les progrès de la construction du chemin de fer du Pacifique, et nous donne des renseignements d'un intérêt local pour la Colombie. Ce rapport nous donne aussi les résultats satisfaisants de l'acte de répartition des domaines nationaux, par lequel, dans la dernière année fiscale, il a été pris possession de 1 million 160 535 ares de terrain, plus d'un quart du territoire qui a été vendu, ou dont on a disposé dans cette dernière période.

« On estime que les revenus provenant de cette source sont suffisants pour couvrir les dépenses qu'exige la surveillance de ces terres, et l'on croit que les immigrants payeront en numéraire de 40 à 50 p. c. du prix d'achat, ce qui leur permettra d'entrer en jouissance avant le terme fixé. Cet acte de répartition n'a pu être mis en vigueur qu'après de longues résistances, et l'expérience en a démontré la sagesse. Les terres, entre les mains de colons intelligents, dont le travail crée des richesses et augmente les ressources du pays ont acquis plus de valeur pour les États-Unis que si on les avait gardées incultes pour des acheteurs problématiques.

« Les événements malheureux des quatre dernières années, et les sacrifices faits par l'armée et la marine, ont surchargé d'une manière extraordinaire le bureau des pensions. Au 30 juin dernier, le nombre des pensionnaires était de 85 986; les pensions, sans compter les dépenses exigées par le service, se montaient à la somme de 8 023 445 dollars. Les pensions accordées depuis cette époque nécessiteront une grande augmentation de cette partie du budget pour l'année fiscale à venir.

Nul doute que vous ne m'accordiez avec empressement les moyens nécessaires pour payer les secours dus sous l'empire des lois actuelles à nos soldats blessés et aux familles de ceux qui sont morts. Un peuple reconnaissant ne doit pas hésiter à sanctionner des mesures destinées à soulager ses soldats mutilés et des familles privées de leur soutien dans la défense de son existence nationale.

« Le rapport du directeur des postes présente, sous un jour satisfaisant, les opérations de cette branche de service pendant l'année qui vient de s'écouler. Les revenus dans les États restés fidèles à l'Union ont dépassé cette année de 6 038 091 dollars les plus grandes recettes annuelles de toute la République avant la guerre. L'accroissement annuel des recettes dans les quatre années de la guerre, comparé à celui des quatre années précédentes, est de 3 533 845 dollars.

« Les revenus de la dernière année fiscale sont de 14 556 158 dollars ; les dépenses de 13 694 727 dollars, donnant donc un excédant de recettes de 861 430 dollars. Le rétablissement du service dans les États du Sud a produit de nouvelles améliorations.

« Je recommande aux soins du Congrès les réflexions du directeur des postes contre les subsides à accorder au service transatlantique, et en faveur du système actuel qui limite l'indemnité aux frais de transport. Le rapport du secrétaire de la marine constate qu'il y avait, au commencement de l'année, 530 vaisseaux de tous genres, armés de 3000 canons et montés par 51 000 marins, et qu'aujourd'hui il ne reste plus que 117 navires de guerre avec 830 canons et 12 128 matelots. Cette rapide réduction de la marine a considérablement réduit les dépenses de l'État, et beaucoup de navires achetés au moment de la guerre, à des commerçants, ont été rendus à leur première destination.

« Depuis que les hostilités ont cessé, nos escadres à l'étranger ont été rétablies et sont formées de vaisseaux bien supérieurs à ceux que nous avions primitivement. L'agrandissement des chantiers militaires et l'établissement d'un chantier spécial pour les vaisseaux cuirassés, ainsi qu'un nouveau développement à donner à l'école navale, méritent toute l'attention du Congrès.

« Le rapport du secrétaire de la guerre résume sommairement les campagnes 1864 et 1865, qui terminent la résistance armée des États rebelles à l'autorité de la République. Les opérations administratives du bureau de la guerre, dans l'année qui vient de s'écouler, sont données dans tous leurs détails, ainsi qu'une estimation des allocations demandées pour l'année fiscale commençant le 30 juin 1866. Au 1^{er} mai 1865, l'armée nationale comptait 1 million 516 hommes. Le secrétaire de la guerre propose de réduire l'armée à 50 000 hommes

de toutes armes, organisés de façon à pouvoir être portés à 82 600 hommes si les circonstances exigeaient une augmentation de l'armée nationale. Les volontaires ont déjà été réduits par le renvoi de 800 000 hommes, et le département de la guerre s'occupe activement de nouvelles réductions.

« Le budget de la guerre est descendu de 516 240 131 dollars à 33 814 461 dollars, ce qui équivaut, dans l'opinion du département, à un état de paix. Les réductions dans toutes les branches de l'administration présentent un système d'économies intelligentes qui mérite tous les éloges. Le rapport parle aussi de la nécessité d'établir un système militaire uniforme et de pourvoir convenablement aux besoins des soldats et des officiers blessés. Le système des impôts est une question vitale pour la gloire et la prospérité de la nation, et il mérite toute l'attention du Congrès.

« La propriété et les revenus du pays supporteront leur juste proportion de la taxe, et par une sage disposition, notre système de contribution sera réglé de manière à grever plus lourdement les articles de luxe, laissant les objets de première nécessité aussi francs de taxe que les besoins économiques et administratifs du gouvernement le permettront. Les contributions seront réglées de manière à ne jamais grever indûment le pauvre, mais à peser plutôt sur la richesse cumulée du pays. Nous devons considérer la dette nationale, telle qu'elle est, comme un lourd fardeau pour l'industrie du pays qu'il faudra dégrever le plus tôt possible. Le secrétaire d'État de la trésorerie estime que la dépense de l'année financière finissant le 30 juin 1866 dépassera les recettes d'un chiffre de 112 194 947 dollars. Il est consolant de dire que l'on espère aussi que les recettes de l'année qui expirera le 30 juin 1867 dépasseront les dépenses d'un chiffre de 111 682 218 dollars.

« Cette somme, en ce qui pourra être jugé suffisant pour cet objet, pourra être consacrée à la réduction de la dette publique, qui, au 31 octobre 1865 était de 2, 740, 854, 750 dollars. Toute réduction diminuera le chiffre total de l'intérêt à payer, et permettra de nouvelles réductions jusqu'à parfaite liquidation, et, d'après les calculs approximatifs du secrétaire d'État de la trésorerie, ce résultat pourra être obtenu par paiements annuels, dans une période n'excédant pas 30 ans. J'ai la conviction que de même que nous avons étonné le monde par la suppression d'une guerre civile que l'on jugeait impossible à éteindre, de même nous montrerons la supériorité de nos institutions par le prompt et fidèle acquittement de nos obligations nationales. Le département agricole développe et utilise les vastes éléments d'économie que possède le pays. Le rapport annuel ordinaire vous sera présenté.

« Le secrétaire du trésor vous présentera un rapport détaillé des recettes et des dépenses de la dernière année fiscale, ainsi que du premier trimestre de l'année courante, et des recettes et des dépenses probables pour le reste de l'année. Il vous présentera le budget de l'année fiscale commençant le 30 juin 1865. Je pourrais me contenter de vous signaler ce rapport, où vous trouverez tous les détails nécessaires pour éclairer vos délibérations; mais c'est là une question si capitale que je ne puis m'empêcher de vous donner ma manière de voir sur les mesures à adopter pour la bonne administration, et je dirai plus, pour l'existence de la nation.

« La vie d'une république repose sans contredit sur l'énergie, les vertus, l'intelligence des citoyens; il n'est pas moins vrai qu'un bon système d'impôts est la vie d'un gouvernement bien organisé. Je viens au milieu de vous à une époque où la nation s'est chargée d'une dette sans précédent dans nos annales; si énorme que soit le montant de cette dette elle disparaît comparée à la prospérité que la conservation de la vie nationale répandra sur le pays et sur les citoyens. Aujourd'hui que le Congrès s'assemble pour la première fois après le rétablissement de la paix, il est de la plus haute importance d'inaugurer une politique de justice qui se recommandera d'elle-même à nos successeurs.

« Nous ne devons viser à rien moins qu'à faire disparaître les maux financiers qui ont suivi la guerre civile. Tous nos efforts doivent tendre à rétablir la circulation aujourd'hui dans un état si déplorable, et à inaugurer un régime qui, sans être oppressif pour la nation, commencera dès à présent à réduire la dette, et qui, s'il est continué, arrivera à l'éteindre dans un certain nombre d'années. Notre devoir est de remédier au plus tôt aux inconvénients toujours croissants d'une circulation de papier immodérée, mais cependant il ne faut ni mesure intempestive, ni précipitation regrettable. Chacun de nous, dans la limite de ses moyens, doit tendre à ce but.

« Je crois du devoir du gouvernement exécutif d'insister sur la modération des dépenses; dans un pareil cas, l'économie est une grande ressource pour la nation. Il faut recommander la plus grande modération aux banques autorisées à émettre du papier garanti par les bons du trésor, et la loi doit être sévèrement exécutée chaquefois qu'elle est méconnue. Nous devons tous conseiller à nos concitoyens de liquider avec la plus grande prudence toute dette contractée en papier, et de se préparer à revenir à l'or et à l'argent par un système de paiements en numéraire, ou à de courtes échéances.

« Pour aider nos concitoyens dans leurs transactions monétaires, notre devoir est de réduire par une loi, la circulation du papier-mon-

naie. Il y a cinq ans, la circulation de la monnaie fictive ne dépassait guère 200 millions ; aujourd'hui la circulation, tant en billets de banque qu'en bons du trésor, dépasse 700 millions. Les faits parlent plus éloquemment que je ne pouvais le faire en faveur de la nécessité de réduire l'émission du papier. La réduction graduelle de la circulation est la seule mesure qui puisse soustraire le commerce national à de grandes calamités, et l'on peut atteindre ce but en remplaçant peu à peu le billet en circulation par des obligations remboursables au gré de l'État.

« Notre dette est doublement garantie par la richesse actuelle du pays et celle qu'il acquerra à l'avenir, ainsi que par le caractère de nos institutions.

« J'ai présenté ce long exposé sur nos affaires domestiques à cause de leur immense intérêt. Notre grande étendue de territoire et la diversité des climats qui produisent presque toutes les choses nécessaires à nos besoins et même au bien-être matériel de l'homme, nous rendent parfaitement indépendants de la politique incertaine des puissances étrangères, et nous mettent à l'abri de toutes tentatives de rechercher des alliances compromettantes, et maintenant que l'harmonie est rétablie, et que la force vient de l'harmonie, nous aurons la meilleure garantie contre les nations qui aiment le pouvoir et sont oublieuses du droit. Quant à moi, j'ai eu et j'aurai constamment pour but de maintenir la paix et l'amitié avec toutes les nations et toutes les puissances étrangères.

« J'ai lieu de croire que toutes, sans exception, sont animées des mêmes dispositions. Nos relations avec l'empereur de la Chine sont des plus amicales. Notre commerce avec ses États en reçoit de nouveaux développements, et nous sommes heureux de voir que le gouvernement de ce grand empire se montre satisfait de notre politique, et qu'il ait une juste confiance dans la loyauté qui caractérise nos rapports. La constante harmonie qui règne entre les États-Unis et l'empereur de Russie se fortifie par une entreprise qui projette l'établissement de lignes télégraphiques à travers le continent de l'Asie et ses États, et qui doit nous relier avec toute l'Europe par une voie nouvelle. Notre commerce avec l'Amérique du Sud a trouvé un encouragement par une ligne directe de steamers jusqu'à l'empire renaissant du Brésil.

« Les hommes éminents qui ont récemment quitté leur pays pour faire une exploration scientifique de l'histoire naturelle, des rivières et des chaînes de montagnes de ce pays, ont reçu de l'empereur ce généreux accueil, qu'on avait droit d'attendre de sa constante amitié pour les États-Unis, et de son zèle bien connu pour le progrès de l'instruction et des lumières. Nous avons l'espoir que notre commerce

avec les riches et populeuses contrées qui bordent la Méditerranée s'augmentera considérablement.

« De la part de ce gouvernement, rien ne manquera pour étendre la protection de notre pavillon sur les entreprises de nos concitoyens. Nous recevons des puissances de ces pays des assurances de bon vouloir, et il est digne de remarque que nous en avons reçu du bey de Tunis qui comprend dans son gouvernement les antiques possessions de Carthage, situées sur la côte d'Afrique.

« Les économistes les plus distingués ont remarqué que la dette d'un pays est d'autant plus sûre que ce pays est plus libre, et que la dette d'une république est la plus sûre de toutes. Notre histoire confirme cette théorie, et elle doit, j'en ai la ferme confiance, la justifier d'une manière encore plus éclatante. Le secret de cette supériorité ne vient pas seulement de ce que dans une république toutes les classes de la société participent aux obligations de l'État, elle est enracinée dans nos lois mêmes. Ici, chaque citoyen contribue au bien-être de la nation, et supporte sa part des charges de l'État. Pendant la guerre, sous l'impulsion de son patriotisme, le peuple, oubliant son besoin de s'enrichir, accourait en masses dans nos armées et sur nos flottes, prêt à se sacrifier pour le salut de la République.

« Nos troubles intérieurs, heureusement apaisés, ont laissé quelques traces dans nos relations avec les grandes puissances maritimes. La reconnaissance des droits de belligérants en faveur des insurgés est un fait sans précédent que l'issue n'a pas justifié. Mais il y a eu une différence marquée dans la manière dont les puissances neutres ont compris cette reconnaissance. Les instruments de guerre à l'usage des États insurgés ont été fournis en grande partie par les ateliers de la Grande-Bretagne. Des navires anglais, montés par des Anglais, disposés pour recevoir des armements anglais, sont sortis des ports d'Angleterre pour faire la guerre au commerce américain, sous prétexte d'être commissionnés par les États insurgés. Ces navires, une fois hors de vue des ports anglais, ont constamment parcouru les diverses contrées du monde pour se ravitailler et recommencer sans cesse leurs déprédations. Les suites de cette conduite ont été désastreuses pour les États alors révoltés ; en prolongeant la guerre civile, elles y ont accru la désolation et la misère. De plus, elles ont eu pour effet de faire disparaître des mers le pavillon américain et de faire passer une grande partie de notre marine et de notre commerce dans les mains de la puissance même dont les sujets avaient fourni les éléments de cette transition.

« Ces événements ont eu lieu avant que je fusse appelé à l'administration du pays. Le désir sincère qui m'anime pour la paix m'a fait approuver la proposition qui m'a été faite de soumettre à l'arbitrage

les questions actuellement pendantes entre les deux pays. Ces questions ont une telle gravité qu'elles ont commandé l'attention des grandes puissances. Elles sont en même temps si étroitement unies à la paix et aux intérêts de ces deux puissances, que l'on peut être assuré d'une décision impartiale. Je regrette d'avoir à vous dire que la Grande-Bretagne a décliné la voie de l'arbitrage. Mais, d'un autre côté, elle nous a invités à former une commission mixte pour régler les réclamations réciproques en élaguant celles qui touchent aux déprédations dont il vient d'être parlé. Cette proposition, nullement satisfaisante dans la forme, nous l'avons déclinée.

« Les États-Unis ne présentent pas cette affaire comme mettant en jeu la bonne foi d'une puissance qui nous a montré les dispositions les plus amicales, mais comme impliquant des questions de droit public dont le règlement importe essentiellement à la paix des nations. Bien qu'une réparation pécuniaire en faveur des Américains lésés eût pu être la conséquence indirecte d'une décision arbitrale contre la Grande-Bretagne, ce n'était pas là notre objet principal. Nous poursuivons un but plus élevé. Il s'agissait d'assurer le triomphe de la paix et de la justice en établissant les principes importants du droit international.

« La correspondance relative à cette affaire sera mise sous vos yeux. Les raisons que le ministère anglais apporte pour sa justification sont, en substance, que la loi municipale d'une nation et les interprétations locales de la loi, lui tracent la limite de son devoir comme neutre. Or, je me crois obligé de déclarer devant vous et devant le monde entier, que, dans mon opinion, cette justification ne saurait se soutenir devant le tribunal des nations. En même temps, je ne puis conseiller aucune tentative de redressement par voie législative. À l'avenir l'amitié entre les deux nations doit avoir pour base la justice de part et d'autre.

« Depuis l'établissement de notre libre Constitution, le monde civilisé a été bouleversé par des révolutions, dans l'intérêt de la démocratie ou de la monarchie; mais, malgré toutes ces révolutions, les États-Unis ont sagement et fermement refusé de faire de la propagande en faveur du républicanisme. C'est le seul gouvernement qui convienne à notre condition, mais nous n'avons jamais cherché à l'imposer à d'autres et nous avons suivi le conseil de Washington en ne le recommandant qu'à cause de ses avantages; pendant tout le temps qui s'est écoulé depuis Washington, la politique des puissances européennes et celle des États-Unis se sont trouvées en harmonie. Deux fois il a été question de l'invasion de quelques parties de l'Amérique dans l'intérêt de la monarchie, et deux fois mes prédécesseurs ont eu l'occasion de faire connaître à cette nation leur opinion sur une telle intervention.

Dans l'une et l'autre occasion, les remontrances des États-Unis ont été respectées par les Gouvernements d'Europe, par la conviction profonde que le système de non-intervention et d'abstention mutuelle de toute propagande est la véritable politique des deux hémisphères. Depuis ces temps nous avons grandi en richesse et en puissance, mais nous conservons la même politique en laissant les nations de l'Europe se choisir leurs propres dynasties et leur propre forme de gouvernement. Cette modération persévérante peut demander, à bon droit, une modération correspondante. Nous considérerions comme une grande calamité pour nous-mêmes, pour la cause du bon gouvernement et pour la paix du monde, que quelque puissance européenne obligeât le peuple américain à défendre le républicanisme contre l'intervention étrangère. Nous ne saurions prévoir et nous ne sommes pas disposés à examiner quelles occasions peuvent se présenter, quelles combinaisons peuvent s'offrir où nous pourrions avoir à nous protéger contre des intentions hostiles dirigées contre notre forme de gouvernement. Les États-Unis désirent agir à l'avenir comme ils ont agi jusqu'ici; ils ne se laisseront jamais détourner de cette politique par les agressions des puissances européennes; et nous nous reposons sur la sagesse et la justice de ces puissances pour qu'elles respectent le système de non-intervention qui a été si longtemps sanctionné par l'expérience, et qui, par ses bons résultats, a été approuvé par les deux continents.

« La correspondance entre les États-Unis et la France, relative à des questions qui ont été l'objet de discussions entre les deux gouvernements, sera, en son temps, soumise au congrès.

« Lorsque, à l'époque de l'organisation de notre gouvernement, sous la Constitution, le président des États-Unis a prononcé son discours d'inauguration aux deux chambres du Congrès, il leur a dit, et par elles au pays et à l'humanité, que le maintien du feu sacré de la liberté et la destinée de la forme républicaine du Gouvernement dépendent de l'expérience confiée au peuple américain. La Chambre des Représentants a répondu à Washington par la voix de Madison : « Nous adorons la main invisible qui a engagé le peuple américain, malgré tant de difficultés, à assumer la responsabilité de la destinée de la liberté républicaine. » Plus de soixante-seize ans se sont écoulés depuis que ces paroles ont été prononcées; les États-Unis ont passé par des épreuves plus difficiles que celles qui avaient été prévues, et maintenant, à cette nouvelle période de notre existence comme nation, alors que notre union a été purifiée par les calamités et fortifiée par la lutte, et qu'elle s'est consolidée par la valeur du peuple, la grandeur de la solennité nous engage à consacrer une fois de plus, solennellement, l'engagement pris par nos ancêtres de répondre de-

vant nos concitoyens du succès de la forme du Gouvernement républicain. L'expérience a démontré sa force en temps de paix et de guerre; elle a revendiqué son autorité malgré les dangers, les affections et les incidents imprévus et terribles qui eussent renversé tout autre système moins fermement fixé dans le cœur du peuple.

« Lors de l'événement de Washington les relations extérieures du pays étaient peu nombreuses et son commerce était restreint par des dispositions hostiles. Aujourd'hui tous les peuples civilisés du globe donnent la bienvenue à notre commerce et leurs gouvernements nous expriment leur amitié.

« Alors notre patrie suivait une marche irrésolue dans une voie qui n'avait pas été frayée avec des États si peu reliés ensemble par des moyens rapides de communication, que c'était à peine s'ils se connaissaient, et avec des traditions historiques qui ne s'étendaient qu'à quelques années. Maintenant les relations entre les États sont faciles et intimes. L'expérience des siècles a été accumulée sur quelques générations: elle a créé une nationalité compacte, indestructible. Alors notre juridiction ne s'étendait pas au delà des limites peu commodes du territoire qui avait conquis son indépendance.

« Maintenant, grâce aux concessions de terrains colonisés d'abord par l'Espagne et la France, le pays a acquis plus de consistance. Il a aujourd'hui pour limite naturelle la chaîne des lacs, le golfe du Mexique, et à l'est et à l'ouest les deux grands océans. D'autres nations ont été décimées par la guerre civile pendant des siècles avant de pouvoir établir pour elles-mêmes le degré d'unité nécessaire.

« La conviction intime que notre forme de gouvernement est la meilleure qui soit connue au monde nous a permis d'être quittes de la guerre civile en quatre ans avec une complète victoire de l'autorité constitutionnelle du gouvernement général et avec nos libertés locales et nos institutions officielles intactes. Les masses d'émigrants qui affluent sur notre territoire démontrent la confiance de tous les peuples dans notre permanence. Notre sol est la grande terre du travail libre où l'industrie est récompensée par des produits sans exemple; le pain de l'ouvrier, chez nous, est adouci par la conscience que la cause du pays est sa propre cause, sa propriété, sa propre dignité. Ici, chacun jouit du libre exercice des facultés et du choix de sa carrière comme d'un droit naturel. Ici, sous l'influence combinée d'un sol fécond, d'un climat tempéré et d'heureuses institutions, la population, depuis un siècle, est devenue quinze fois plus forte.

« Ici, grâce à l'heureux développement des ressources illimitées, la richesse s'est considérablement développée. Nous sommes désormais assurés contre les vicissitudes financières des autres pays, et, comme en affaires, en opinion, nous sommes libres et indépendants. Ici,

l'on se préoccupe de pourvoir à l'éducation de quiconque est né sur notre sol. Ici la religion, libre de toute liaison politique avec le gouvernement civil, refuse de se faire l'instrument des hommes d'État, et elle devance dans son indépendance la vie spirituelle du peuple. Ici la tolérance est étendue à toute opinion, dans la certitude que la vérité n'a besoin que d'avoir le champ libre pour triompher. Ici, l'esprit humain se livre sans entraves aux études scientifiques, et il fait ample provision d'éléments de savoir.

« Ici, le domaine national est offert et détenu en millions de locations séparées de telle manière que nos concitoyens, bien plus que tous autres habitants de la terre, constituent en réalité un peuple. Ici, existe la forme démocratique de gouvernement et cette forme de gouvernement, de l'aveu des hommes d'État européens, donne une puissance que ne peut donner aucune autre forme, parce qu'elle incorpore tout individu dans l'État et qu'elle élève tout ce qui appartient à l'âme. Dans les annales du passé, où trouver quelque chose à comparer à la prospérité publique qui est du ressort de la population des États-Unis? En quelle partie du globe trouver des institutions aussi bien appropriées aux habitudes populaires ou aussi bien faites pour inspirer l'affection du peuple que sa libre constitution.

« Chacun, dans quelque partie de l'Amérique qu'il ait son foyer, doit désirer sa perpétuité! Qui d'entre eux ne reconnaîtra pas, suivant l'expression de Washington, que toute voie par laquelle le peuple des États-Unis est arrivé au caractère de la nation indépendante semble avoir été distinguée par quelque gage d'agence providentielle? Qui ne s'associera pas à ma prière que l'invisible main qui nous a conduits à travers les ténèbres qui voilaient notre sentier, nous mènera à un parfait rétablissement de l'affection fraternelle, de manière à ce que nous puissions transmettre notre grand héritage, des gouvernements d'États dans tous leurs droits et du gouvernement général dans toute sa vigueur constitutionnelle, à notre postérité et celle-ci à la sienne à travers d'innombrables générations. »

Signé : ANDREW JOHNSON.

Washington, 4 décembre 1865.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA SIXIÈME ANNÉE.

(1866)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

Pages.

1843

Février..... 13 *France, Grande-Bretagne.* Convention d'extradition..... 178

1852

Mai..... 28 *France, Grande-Bretagne.* Convention d'extradition..... 305

Novembre. 3 *États Unis-Haïti.* Traité de commerce, de navigation et d'extradition 5
 Plénipotentiaires : États-Unis, M. B.-F. *Whidden*, consul général à Haïti, le commandant *Boyer Bazelaïs*, aide de camp du président Geffrard.

1864

Octobre... 22 *Japon, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas.*
 Convention conclue à Yokohama..... 321

Plénipotentiaires : *Sahai Hida-no-kami* (Japon), M. R.-H. *Pruyn* (États-Unis), M. *Rutherford Alcock* (Grande-Bretagne), M. L. *Roches* (France), M. D. de *Graeff van Poelsbroeck* (Pays-Bas).

Novembre. 21 *Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie.* Règlement provisoire de navigation et de police applicable au bas Danube, fait à Galatz..... 323

Commissaires : M. E. *Engelhardt* (France), le chevalier de *Kremer* (Autriche), le baron d'*Offenberg* (Russie), *Ahmet Rossim* pacha (Turquie), M. *Saint-Pierre* (Prusse), M. *Stokes* (Grande-Bretagne), le chevalier *Stambio* (Italie).

1865

Mai..... Convention conclue à Paris..... 17

Plénipotentiaires. France : M. *Drouyn de Lhuys*, ministre des affaires étrangères; Autriche : le prince de *Metternich*, ambassadeur à Paris; Bade : le baron de *Schweizer*, ministre de Paris; Bavière : le baron de *Wendland*, ministre à Paris; Belgique : le baron *Beyens*, ministre à Paris; Danemark, le comte de *Moltke-Hvitfeldt*, ministre à Paris; Espagne : M. *Mon*, ambassadeur à Paris; Grèce : M. *Roque*; Hambourg : M. *Heeren*, ministre à Paris; Hanovre : le baron de *Linsingen*, ministre à Paris; Italie : M. *Nigra*, ministre à Paris; Pays-Bas : M. *Lightenvelt*, ministre à Paris; Portugal : le vicomte de *Paiva*, ministre à Paris; Prusse : le

	1865	Pages,
	comte de <i>Goltz</i> , ambassadeur à Paris; Russie : le baron de <i>Budberg</i> , ambassadeur à Paris; Saxe-Royale : le baron <i>Adelswaerd</i> , ministre à Paris; Suisse : <i>M. Kern</i> , ministre à Paris; Turquie, <i>Mohammed Djemil</i> pacha, ambassadeur à Paris; Wurtemberg : le baron de <i>Wächter</i> , ministre à Paris.	
Mai.....	30 <i>Grande-Bretagne, Zollverein</i> . Traité de commerce signé à Berlin..	344
	Plénipotentiaires : lord <i>Napier</i> , <i>M. J. Ward</i> (Grande-Bretagne), <i>M. de Bismarck-Schönhausen</i> , <i>M. Pommer-Esche</i> , <i>M. Philipsborn</i> , <i>M. Delbrück</i> (Zollverein).	
Novembre.	2 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie</i> . Acte relatif à la navigation des embouchures du Danube, avec protocole final.....	223
—	9 <i>France, Monaco</i> . Convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage, conclue à Paris.....	347
	Plénipotentiaires : <i>M. E. Herbet</i> (France), le comte <i>d'Avigdor duc d'Acquariva</i> (Monaco).	
—	30 <i>France, Belgique</i> . Déclaration relative à l'échange des dépêches télégraphiques, échangée à Paris.....	352
	Plénipotentiaires : <i>M. Drouyn de Lhuys</i> (France), le baron <i>E. Beyens</i> (Belgique).	
Décembre.	6 <i>France, Turquie</i> . Procès-verbal de l'échange des ratifications de la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865, fait à Paris.....	353
	Plénipotentiaires : <i>M. Drouyn de Lhuys</i> (France), <i>Saïfet</i> pacha (Turquie).	
—	16 <i>Autriche, Grande-Bretagne</i> . Traité de commerce signé à Vienne... 355	
	Plénipotentiaires : le comte de <i>Mensdorff-Pouilly</i> , le baron de <i>Wullerstorf-Urbain</i> (Autriche), lord <i>Bloomfield</i> (Grande-Bretagne).	
—	23 <i>France, Suisse</i> . Déclaration pour l'échange des dépêches télégraphiques.....	359
	Plénipotentiaires : <i>M. Drouyn de Lhuys</i> (France), <i>M. Kern</i> (Suisse).	

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

	1862	
Octobre...	29 <i>États-Unis</i> . <i>M. Taylor</i> , chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, à <i>M. Seward</i> , au sujet de la neutralité de la Russie dans le conflit américain.....	95
	1863	
Mars.....	9 <i>États-Unis</i> . <i>M. Seward</i> aux agents des États-Unis à l'étranger, leur communiquant les résolutions du Congrès, relativement aux propositions d'interventions étrangères dans les affaires d'Amérique.	99
—	27 <i>États-Unis</i> . <i>M. Adams</i> , ministre à Londres, à <i>M. Seward</i> , au sujet des violations de la neutralité commises en Angleterre à l'égard des États-Unis.....	101
Avril.	2 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte <i>Russell</i> à <i>M. Adams</i> , justifiant la conduite de l'Angleterre en ce qui touche les devoirs de la neutralité et rappelant la conduite tenue par les États-Unis dans des circonstances analogues.....	102

1863

Pages.

Avril.....	6	<i>États-Unis.</i> M. Adams au comte Russell, touchant certaines violations de la neutralité en Angleterre.....	107
—	13	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams au sujet des entreprises hostiles préparées en Angleterre contre le commerce des États-Unis....	109
—	25	<i>États-Unis.</i> M. Adams au comte Russell, au sujet de l'enrôlement des sujets anglais au service des confédérés.....	110
Mai.....	1	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte Russell à M. Adams, sur l'interprétation à donner au <i>Foreign-Enlistment act</i>	114
—	2	<i>États-Unis.</i> M. Adams au comte Russell, sur l'enrôlement de sujets britanniques au service des confédérés.....	115
—	9	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams, expliquant les causes du mouvement d'immigration des Irlandais aux États-Unis.....	116
Juillet	20	<i>Mexique.</i> M. Arroyo, ministre des affaires étrangères, à M. Seward, pour lui annoncer le changement survenu dans le gouvernement du Mexique.....	137
—	23	<i>États-Unis.</i> M. Adams à M. Seward, rendant compte de l'impression produite en Angleterre par la chute de Wicksbourg et par les derniers succès des armées fédérales.....	117
—	30	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams, au sujet des encouragements donnés par l'Angleterre et par la France aux confédérés.....	118
Août.....	12	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams, résumant les principales phases de la guerre civile aux États-Unis depuis le mois d'août 1862....	124
Septembre.	21	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Dayton, ministre à Paris, au sujet des relations établies avec la nouvelle monarchie établie au Mexique.....	136
—	22	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams, annonçant que le gouvernement de Washington ne compte pas entretenir de relations officielles avec le nouveau gouvernement établi au Mexique.....	137
—	26	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Dayton, sur la politique de la France au Mexique et de ses conséquences à l'égard des États-Unis.....	139
Octobre...	9	<i>États-Unis.</i> M. Dayton à M. Seward, au sujet des intentions de la France à l'égard de l'organisation du nouveau gouvernement au Mexique.....	143
Novembre.	27	<i>États-Unis.</i> M. Dayton à M. Seward. Conversation avec M. Drouyn de Lhuys. Maintien des bonnes relations entre les États-Unis et le gouvernement de Juarez.....	402
Décembre.	7	<i>États-Unis.</i> M. Adams au comte Russell, au sujet de l'enrôlement de sujets britanniques au service des confédérés.....	144

1864

Janvier....	6	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Adams pour l'inviter à réclamer du gouvernement anglais des mesures de répression contre les entreprises illégales des confédérés en Angleterre.....	145
Février...	1	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Dayton. <i>Le Rappahannock</i> à Calais. Demandes de lettres de marques faites au gouvernement fédéral contre le Mexique, refus et ferme maintien de la neutralité....	403
—	27	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Dayton. Instructions sur son attitude à prendre durant le séjour de l'archiduc Maximilien à Paris....	404
Mars.....	..	<i>États-Unis.</i> Résolutions présentées au Sénat de Washington par M. Mac-Dougall de la Californie, contre l'occupation française au Mexique.....	412
—	11	<i>États-Unis.</i> M. Dayton à M. Seward. Perspective d'un nouvel emprunt du Mexique.....	405
—	11	<i>États-Unis.</i> M. Dayton à M. Seward. Bruits erronés d'une prétendue négociation relative à la cession du Texas à la France.....	405
—	11	<i>France.</i> M. de Geofroy à M. Seward. Envoi de trois régiments fédéraux à Matamoras, demande d'explications.....	407

		1864	Pages.
Mars.....	12	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. de Geoffroy. Réponse à sa Note du 11 mars. Une enquête a été ordonnée. Envoi des renseignements reçus.....	408
—	21	<i>États-Unis</i> . M. Dayton à M. Seward. Article du <i>Globe</i> sur une déclaration à lui attribuée que les États-Unis étaient prêts à recevoir un ministre de Maximilien en qualité d'Empereur du Mexique. Fausse nouvelle.....	406
—	23	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Envoi de la correspondance avec M. de Geoffroy et des résolutions présentées au Sénat de Washington au sujet des Français au Mexique.....	407
—	24	<i>États-Unis</i> . M. Adams à M. Seward. Voyage de l'archiduc Maximilien à Londres.....	413
Avril.....	3	<i>France</i> . M. de Geoffroy à M. Seward. Mesures prises par le général Bazaine contre des incursions sur le territoire mexicain.....	409
—	5	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Réponse à sa dépêche du 21 mars.....	412
—	6	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. de Geoffroy. Réponse à la Note du 3 avril.....	410
—	10	<i>États-Unis</i> . M. Dayton à M. Seward. L'archiduc Maximilien accepte la couronne impériale du Mexique.....	413
—	16	<i>États-Unis</i> . M. Adams au comte Russell, lui envoyant les preuves de l'enrôlement de nombreux sujets anglais au service des confédérés.....	147
—	30	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Réponse à sa dépêche du 10 avril. Pas de contrôle européen dans les affaires d'Amérique..	414
Mai.....	3	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Adams, sur la conduite à tenir par les États-Unis en présence des événements qui ont eu lieu au Mexique.....	148
Juin.....	27	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Adams, au sujet de l'opinion que peuvent produire en Angleterre les débats de la Chambre des Lords sur les enrôlements effectués dans la Grande-Bretagne en violation des lois de neutralité.....	149
Août.....	18	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Envoi d'une lettre du gouverneur de la Californie sur le Mexique.....	414
Septembre.	15	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Mouvements militaires au Mexique.....	415
—	23	<i>France</i> . M. de Geoffroy à M. Seward. Entrée du général mexicain Cortinas sur le territoire des États-Unis.....	416
—	30	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. de Geoffroy. Réponse à sa lettre du 23 septembre. Même sujet.....	417
—	30	<i>États-Unis</i> . M. Seward au général Camby. Même sujet.....	418
Octobre...	3	<i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Dayton. Envoi d'une lettre de M. de Geoffroy au sujet de l'entrée du général mexicain Cortenas sur le territoire des États-Unis.....	416
Décembre.	8	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Outrey. Rentrée de Karam dans le Liban.....	234
—	27	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Outrey, <i>idem</i>	235
1865			
Janvier ...	9	<i>France</i> . Le comte de Gobineau à M. Boudouris. Note identique au cabinet d'Athènes.....	240
—	12	<i>France</i> . Le comte de Gobineau à M. Drouyn de Lhuys. Envoi d'une note identique au cabinet hellénique.....	239
—	14	<i>France</i> . M. Maillefer à M. Drouyn de Lhuys. Prise de Paysandu par les troupes brésiliennes.....	269
—	27	<i>Grèce</i> . M. Boudouris au comte de Gobineau. Acceptation de la note identique du 9 janvier.....	241

1865

Pages.

Février...	3	France. Le comte de Gobineau à M. Boudouris. Acceptation de la note identique du 9 janvier à la Grèce.....	243
—	4	France. Le comte de Gobineau à M. Drouyn de Lhuys. Réponse de M. Boudouris.....	241
—	20	France. M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Attitude du prince de Nagato au Japon.....	276
Mars.....	2	Empire du Mexique. M. Arroyo à M. Corwin. La reconnaissance des consuls du nouveau gouvernement peut-elle être obtenue?... 427	427
—	3	France. M. Drouyn de Lhuys aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin. Démission de Daoud-Pacha, gouverneur du Liban.....	235
—	6	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Maillefer. Entrevue avec M. Janico, envoyé en France par l'Uruguay.....	270
—	13	États-Unis. M. Seward à M. Corwin. Invitation de se rendre à la secrétairerie d'Etat.....	428
—	13	États-Unis. M. Seward à M. Corwin. Mémoire lu à M. Corwin, refusant toute entrevue avec un agent du gouvernement impérial de Mexico.....	428
—	14	France. M. Drouyn de Lhuys au comte Sartiges, au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	195
—	14	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende, au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	196
—	16	France. Le comte de Gobineau à M. Drouyn de Lhuys. Remise de 200 000 fr. par le gouvernement grec pour l'annuité de l'emprunt de 1832 pour 1864.....	244
—	23	France. M. Drouyn de Lhuys à M. de Geofroy, à Washington. Sentiments amicaux de la France à l'égard des États-Unis, confiance dans sa neutralité dans l'œuvre à laquelle la France s'est associée au Mexique.....	361
—	28	France. Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys. Mission de M. Vegezzi à Rome.....	212
—	31	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Dutreil. Traités de commerce avec la Suède et la Norvège.....	289
Avril.....	8	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Bernard des Essards. Soumission de Karam.....	236
—	11	France. M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys, <i>idem</i>	236
—	15	France. Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys. Mission de M. Vegezzi à Rome.....	213
—	28	France. M. Drouyn de Lhuys à M. de Geofroy. Assassinat du président Lincoln.....	256
—	29	France. Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys. Mission de M. Vegezzi à Rome.....	213
Mai.....	2	France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon à Washington. Conversation avec M. Bigelow. Espoir que l'ordre de chose fondé au Mexique amènera peu à peu un rapprochement entre ce pays et les États-Unis.....	365
—	10	États-Unis. M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Déclaration du gouvernement français du 10 juin 1861.....	244
—	13	Espagne. M. de Tavora, ministre d'Espagne à Santiago, à M. Covarrubias, ministre des affaires étrangères du Chili, énumérant les griefs de l'Espagne et demandant réparation des offenses faites..	40
—	16	Chili. M. Covarrubias à M. de Tavora, en réponse à ses réclamations du 13 mai.....	43
—	20	Espagne. M. de Tavora à M. Covarrubias, admettant comme satisfaisantes les explications fournies par le gouvernement chilien..	51
—	20	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à la note du 10 mai.....	247

	1865	Pages.
Mai.....	26 <i>France</i> . M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Résultats de l'attitude énergique du Taïcoun.....	277
—	27 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger. Révocation de la déclaration du 10 juin 1861.	248
—	29 <i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Réponse à la note du 10 mai.....	249
—	30 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Note de M. Bigelow du 29 mai.....	252
—	30 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Satisfaction des assurances du président Johnson.....	367
—	31. <i>Prusse</i> . Circulaire de M. de Bismark aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne, au sujet des négociations commerciales avec le royaume d'Italie.....	149
—	31 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à sa Note du 29 mai.....	253
Juin.....	1 <i>Chili</i> . Discours du président Perez à l'ouverture du Congrès national du Chili, annonçant que les difficultés avec l'Espagne sont définitivement aplanies.....	51
—	1 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Note du 31 mai.....	254
—	1 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Réflexions sur le discours que lui a adressé le président Johnson.....	367
—	7 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende. Reconnaissance du royaume par l'Espagne.....	201
—	10 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger. Révocation de la déclaration du 10 juin 1861.....	254
—	10 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France en Allemagne. Traité de commerce avec le Zollverein.....	292
—	12 <i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Discours de M. Rouher du 9 juin sur le Mexique. Déclaration du 10 juin du <i>Moniteur</i> sur le retrait de la qualité de belligérants aux États sécedés.....	368
—	17 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à sa Note du 10 juin.....	371
—	18 <i>France</i> . Le prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys. Visite de l'escadre anglaise.....	220
—	20 <i>Saxe</i> . M. de Beust au baron de Lindenau, chargé d'affaires à Berlin, au sujet de la conclusion d'un traité de commerce entre le Zollverein et le royaume d'Italie.....	151
—	20 <i>France</i> . Le comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys. Mission de M. Vegezzi à Rome.....	213
—	21. <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Réponse à la dépêche du 18 juin. Visite de l'escadre française à Cherbourg.....	220
—	23 <i>France</i> . Le prince la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys. Réponse à la dépêche du 21 juin, <i>idem</i>	221
—	24 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Vernouillet. Conflit entre le Paraguay d'une part, le Brésil, l'Uruguay et la confédération Argentine d'autre part.....	271
—	26 <i>France</i> . M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Mémoire proclamant la neutralité des gouvernements étrangers dans le conflit entre le Taïcoun et le prince de Negato.....	277
—	27 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges. Mission de M. Vegezzi à Rome.....	213
—	29 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents de la France à l'étranger, <i>idem</i>	212

1865

Pages.

Juin.....	29	France. M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Envoi de bâtiments français aux fêtes de Plymouth.....	221
Juillet	4	France. M. Drouyn de Lhuys aux agents de la France en Allemagne. Traité de commerce entre le Zollverein et l'Italie.....	202
—	6	France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Organisation aux États-Unis d'une émigration armée pour le Mexique....	372
—	14	France. M. de Vernouillet à M. Drouyn de Lhuys. Envoi de la canonnière française la <i>Décidée</i> dans les eaux de l'Uruguay.....	272
—	14	France. M. de Vernouillet au commandant de la <i>Décidée</i> . Instructions.....	272
—	17	États-Unis. Mémoire de M. Seward. Refus de recevoir un agent du gouvernement impérial du Mexique.....	428
—	20	France M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Immigration des confédérés au Mexique	373
—	24	Espagne. Décret royal nommant l'amiral Pareja plénipotentiaire d'Espagne au Chili	60
—	28	Empire mexicain. Communication de M. Arroyo au rédacteur en chef du <i>World</i> du décret de l'empereur Maximilien du 24 janvier sur l'importation des marchandises au Mexique.....	431
—	31	République mexicaine. M. Navarro à M. Romero. Annonce dans le <i>World</i> , au sujet de M. Arroyo s'intitulant consul du Mexique à New-York.	430
Août.....	1	République mexicaine. M. Romero à M. Hunter. Protestation contre le titre de consul de l'empire mexicain pris par M. Arroyo.....	429
—	1	États-Unis. M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Exploitation au Mexique de terrains métallifères par d'anciens confédérés, réclamant le patronage de la France.	374
—	7	France. M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à sa Note du 1 ^{er} août.....	376
—	9	États-Unis. M. Seward à M. Romero. Aucune loi des États-Unis ne peut empêcher M. Arroyo de s'intituler consul du Mexique.....	432
—	12	République mexicaine. M. Romero à M. Seward. Réponse à la Note du 9; il demande des instructions de son gouvernement.....	433
—	14	France. Le baron Baude à M. Drouyn de Lhuys. Fêtes offertes par Plymouth à l'escadre française.....	222
—	17	France. M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques et consulaires de la France en Espagne. Traité de commerce avec l'Espagne	299
—	17	France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Échec de la mission Degollado à Washington. Refus du Président de recevoir une lettre de l'empereur Maximilien.....	380
—	17	France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Explications à porter à la connaissance du gouvernement des États-Unis pour dissiper tout doute sur les intentions de la France au Mexique.	377
—	24	États-Unis. M. Seward à M. Bigelow. Réponse au contenu de la Note de M. Drouyn de Lhuys du 7 août.....	384
—	28	Chili. Mémoire présenté par M. Covarrubias au Congrès national, extrait relatif aux difficultés avec l'Espagne.....	53
—	29	France. M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Entrevue du Taicoun avec le Mikado.....	280
—	31	France. Le baron Baude à M. Drouyn de Lhuys. Accueil cordial fait à l'escadre française à son arrivée à Plymouth	222
Septembre.	1	France. M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques et consulaires de la France dans les Pays-Bas et les Indes néerlandaises. Traité de commerce avec les Pays-Bas.....	297
—	2	Turquie. Fuad-Pacha au prince Alexandre-Jean, après les récents troubles survenues à Bucharest.	158

		1866	Pages.
Septembre.	2	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Conversation avec M. Bigelow. Disposition des esprits aux États-Unis à l'égard du Mexique et préférences du gouvernement fédéral pour le maintien des institutions républicaines dans ce pays.....	380
—	11	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Armand. Retrait partiel des troupes françaises de Rome.....	204
—	12	<i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Envoi d'une dépêche de M. Seward en réponse à sa Note du 7 août.....	383
—	17	<i>Espagne</i> . Ultimatum de l'amiral Pareja au gouvernement chilien, annonçant que M. Tavira est désavoué par le gouverneur espagnol et demandant des réparations.....	56
—	20	<i>France</i> . M. Armand à M. Drouyn de Lhuys. Réponse à la dépêche du 11 septembre sur le retrait partiel des troupes de Rome.....	204
—	21	<i>Chili</i> . M. Covarrubias à l'amiral Pareja, en réponse à son ultimatum du 17 septembre.....	61
—	22	<i>Espagne</i> . L'amiral Pareja à M. Covarrubias, lui annonçant qu'en présence du refus du Chili de satisfaire aux demandes de l'Espagne, il aura recours à des mesures coercitives.....	67
—	22	<i>États-Unis d'Amérique, Colombie, Guatemala, Grande-Bretagne, Prusse, France</i> . Note de MM. Nelson, Ferro, de Irisarri, Thompson, Levenhagen et Flory, protestant contre les mesures de violence adoptées par l'amiral Pareja contre le Chili.....	69
—	23	<i>Chili</i> . M. Covarrubias à l'amiral Pareja, notifiant que le Chili est résolu à résister aux exigences de l'Espagne.....	68
—	23	<i>Espagne</i> . L'amiral Pareja au corps diplomatique étranger au Chili, en réponse à sa protestation du 22 septembre.....	70
—	23	<i>Chili</i> . M. Covarrubias au corps diplomatique étranger au Chili, pour le remercier de son intervention au sujet du différend avec l'Espagne.....	74
—	24	<i>États-Unis d'Amérique, Colombie, Guatemala, Grande-Bretagne, Prusse, France</i> . Seconde Note du corps diplomatique étranger au Chili à l'amiral Pareja, exprimant l'espoir de la conclusion pacifique des difficultés entre l'Espagne et le Chili.....	72
—	24	<i>Espagne</i> . Proclamation de l'amiral Pareja à l'escadre espagnole devant Valparaiso, après la déclaration de guerre du Chili à l'Espagne.....	75
—	26	<i>Espagne</i> . L'amiral Pareja au corps diplomatique étranger au Chili, en réponse à la Note du 24 septembre.....	76
—	26	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Roches. Attitude du Taïcoun...	280
—	27	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au vicomte Treilhard. Retrait partiel des troupes de Rome.....	205
—	28	<i>États-Unis d'Amérique, Colombie, Guatemala, Grande-Bretagne, Prusse, France</i> . Troisième Note du corps diplomatique étranger au Chili à l'amiral Pareja, en réponse à sa Note du 26 septembre.....	77
—	28	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux ambassadeurs de l'Empereur à Saint-Petersbourg, Vienne et Berlin : Daoud-Pacha conservé gouverneur général du Liban.....	237
Octobre...	5	<i>République du Mexique</i> . M. Romero à M. Seward. Loi promulguée au Mexique pour organiser le péonage.....	421
—	10	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Armand. Retrait partiel des troupes de Rome.....	206
—	12	<i>Espagne</i> . L'amiral Pareja à M. Thompson, chargé d'affaires d'Amérique au Chili, à propos d'une menace de bombardement de Valparaiso.....	93
—	13	<i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Conférence sanitaire internationale.....	302

1865

		Pages.
Octobre...	18 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Bases d'une entente avec les États-Unis pour abrégier la durée de l'occupation française au Mexique.</i>	385
—	18 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Bases d'une entente avec les États-Unis pour abrégier la durée de l'occupation française au Mexique</i>	386
—	30 <i>France. Grande-Bretagne, États-Unis, Pays-Bas. Mémoire du Japon.</i>	283
—	31 <i>France. M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Exécution de la Convention du 22 octobre 1864.</i>	280
—	31 <i>Saxe-Royale. M. de Beust au comte de Hohenthal, à Berlin, et à M. de Koenneritz, à Vienne, au sujet de la démarche collective de l'Autriche et de la Prusse auprès du Sénat de Francfort.</i>	155
Novembre.	2 <i>États-Unis. M. Seward à M. Bigelow. Appeler l'attention du gouvernement français sur une loi promulguée au Mexique pour organiser le péonage.</i>	423
—	3 <i>Italie. Instructions aux autorités politiques et militaires italiennes sur les frontières pontificales.</i>	207
—	3 <i>États-Unis. M. Seward à M. Bigelow. Appeler l'attention de la France sur les procédés militaires mis en usage au Mexique.</i>	424
—	4 <i>France. M. Engelhardt à M. Drouyn de Lhuys. Signature de la Convention du bas Danube.</i>	223
—	4 <i>Confédération germanique. Proposition présentée à la Diète par la Bavière, la Saxe et Hesse-Darmstadt, au sujet des duchés de l'Elbe.</i>	440
—	6 <i>États-Unis. M. Seward à M. Bigelow. Aucune transaction possible à propos du Mexique en dehors de la position prise jusqu'alors.</i>	433
—	7 <i>France. M. Drouyn de Lhuys à M. Lefebvre de Bécourt. Libre accès du haut des fleuves à la Plata.</i>	273
—	7 <i>Confédération germanique. Déclaration de la Bavière, de la Saxe et de Hesse-Darmstadt, après le renvoi de leur proposition à la Commission du Holstein</i>	443
—	7 <i>États-Unis. M. Seward à M. Romero. Accusé de réception de sa lettre du 12 août.</i>	433
—	8 <i>France. Le baron de Malaret à M. Drouyn de Lhuys. Retrait partiel des troupes de Rome</i>	206
—	9 <i>France. M. Lefebvre de Bécourt à M. Drouyn de Lhuys. Libre accès du haut des fleuves à la Plata.</i>	273
—	18 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret. Arrangement financier pour la dette pontificale.</i>	217
—	18 <i>France. Le prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys. Émotion produite à Londres par la nouvelle du blocus des ports du Chili par l'Espagne.</i>	259
—	18 <i>Deux-Siciles. Le comte Cico au baron Von der Pforden. Protestation contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière</i>	445
—	19 <i>Bavière. Le baron Von der Pforden au comte de Cito, envoyé des Deux-Siciles. Réponse à sa protestation contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière.</i>	438
—	20 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au comte de Chasseloup-Laubat et à M. Béhic. Conflit au Chili.</i>	259
—	21 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret. Arrangement financier pour la dette pontificale.</i>	218
—	21 <i>France. M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende. Continuation du service des correspondances par les paquebots-poste au Chili.</i>	260
—	22 <i>France. M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Souhaits pour le rétablissement de relations amicales entre l'Espagne et le Chili.</i>	261

	1865	Pages.
Novembre.	22 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à Flory. Recommandation de garder une attitude impartiale dans le conflit hispano-chilien.....	262
—	22 <i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Loi sur le péonage au Mexique.....	423
—	23 <i>Espagne</i> . M. Bermudez de Castro, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques de l'Espagne, au sujet du conflit avec le Chili.....	79
—	23 <i>Espagne</i> . M. Bermudez de Castro au marquis de Lema, ambassadeur d'Espagne à Paris, au sujet du différend entre l'Espagne et le Chili	88
—	26 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Conversation avec M. Bigelow. Motifs des États-Unis pour ne pas établir de relations diplomatiques avec le Mexique.....	387
—	27 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Médiation avec l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien.....	263
—	28 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende. Médiation avec l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien.....	264
—	28 <i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Bigelow. Exécution des prisonniers de guerre au Mexique.....	424
—	29 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Dénonciation de la Convention d'extradition avec l'Angleterre.....	287
—	30 <i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Seward. Réponse de M. Drouyn de Lhuys. La responsabilité incombe tout entière au gouvernement de Maximilien.....	425
—	30 <i>États-Unis</i> . M. Bigelow à M. Seward. Communication à M. Drouyn de Lhuys de la dépêche du 6 novembre.....	434
Décembre.	1 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux agents de la France en Allemagne. Traité de commerce entre le Zollverein et l'Italie.....	203
—	2 <i>France</i> . M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Sanction donnée par le Taïcou aux traités.....	286
—	2 <i>Bade</i> . Message du Grand-Duc à l'ouverture des Chambres.....	437
—	4 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende. Médiation avec l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien.....	264
—	4 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du président Johnson.....	450
—	6 <i>États-Unis</i> . M. Seward au marquis de Montholon. Réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 18 octobre.....	390
—	7 <i>France</i> . M. Mercier de Lostende à M. Drouyn de Lhuys. Bases de l'arrangement du conflit hispano-chilien proposées par la France et l'Angleterre.....	265
—	8 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Nomination du général Logan comme ministre des États-Unis près la république mexicaine.....	389
—	9 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges. Arrangement financier pour la dette pontificale.....	219
—	10 <i>États-Unis</i> . M. Seward à M. Romero. Accusé de réception des documents qu'il lui a envoyés sur le traitement infligé aux Mexicains pris les armes à la main.....	425
—	11 <i>France</i> . M. Mercier de Lostende à M. Drouyn de Lhuys. Acceptation par l'Espagne des bons offices de la France et de l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien.....	266
—	11 <i>France</i> . Le marquis de Montholon à M. Drouyn de Lhuys. Envoi d'une Note de M. Seward.....	390
—	13 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys aux représentants de l'Empereur à Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg et Florence. Acte relatif à la navigation des embouchures du Danube.....	233
—	14 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys à M. Flory. Acceptation par l'Espagne de la médiation de la France et de l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien.....	266

1865

Pages.

Décembre.	14	<i>États-Unis.</i> Le Président à la Chambre des Représentants. Envoi des documents relatifs au rétablissement du péonage au Mexique....	420
—	14	<i>États-Unis.</i> M. Seward au président Johnson. Même sujet.....	420
—	15	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne. Dépêche du 14 à M. Flory. Conflit hispano-chilien.....	267
—	16	<i>France.</i> Le prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys. Dénonciation de la Convention d'extradition avec l'Angleterre....	289
—	16	<i>États-Unis.</i> M. Seward à M. Bigelow. Situation des affaires au Mexique et continuation de l'occupation européenne.....	435
—	17	<i>France.</i> M. Roches à M. Drouyn de Lhuys. Solution relative à l'établissement français de Yokohama au Japon.....	273
—	17	<i>Belgique.</i> Discours du roi Léopold II aux Chambres belges à l'occasion de son avènement au trône.....	439
—	18	<i>États-Unis.</i> Proclamation du président Johnson annonçant l'abolition définitive de l'esclavage aux États-Unis.....	257
—	18	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys à M. Béhic. Blocus du Chili.....	267
—	19	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret. Retrait partiel des troupes françaises de Rome.....	209
—	19	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier de Lostende. Médiation de la France et de l'Angleterre dans le conflit hispano-chilien...	269
—	21	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au baron de Malaret. Arrangement financier pour la dette pontificale.....	219
—	26	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Partie du Message du président Johnson relative au Mexique.....	393
—	27	<i>Espagne.</i> Discours prononcé par la Reine à l'ouverture des Cortès..	447

1866

Janvier....	2	<i>France.</i> Le baron de Malaret à M. Drouyn de Lhuys. Réponse à la dépêche du 19 décembre. Retrait partiel des troupes françaises de Rome.....	210
—	4	<i>États-Unis.</i> M. W. Hunter au président Johnson. Envoi des documents demandés par résolution du 18 décembre. Même sujet..	426
—	5	<i>États-Unis.</i> Le président Johnson à la Chambre des Représentants de Washington.....	426
—	5	<i>États-Unis.</i> M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Proclamation du Président pour l'abolition définitive de l'esclavage.....	257
—	7	<i>France.</i> M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys. Révolte de Karam au Liban.....	238
—	8	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à la Note du 5 janvier.....	258
—	9	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys à M. Bernard des Essards. Révolte de Karam au Liban.....	238
—	9	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Réponse à la Note de M. Seward du 6 décembre.....	394
—	13	<i>France.</i> M. Bernard des Essards à M. Drouyn de Lhuys. Échec de la tentative de Karam au Liban.....	239
—	15	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys à M. Bigelow. Réponse à sa communication d'une lettre de l'attorney général des États-Unis à M. Seward sur les décrets de l'empereur Maximilien relatifs à l'immigration et à la colonisation du Mexique.....	399
—	16	<i>États-Unis.</i> M. Bigelow à M. Drouyn de Lhuys. Réponse à sa Note du 15 janvier.....	399
—	19	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au marquis de Moustier. Mouvement insurrectionnel de Karam au Liban.....	239
—	22	<i>France.</i> Discours de Napoléon III à l'ouverture de la session législative.....	161
—	25	<i>France.</i> M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Publica-	

1866

		Pages.
	tion officielle de documents diplomatiques aux États-Unis sur ses conversations avec M. Bigelow. Sens des explications qui ont eu lieu.....	400
Janvier. . .	25 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon. Note du 15 janvier à M. Bigelow.....	400
—	25 <i>France</i> Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif.....	166

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

 F. AMYOT.